



HAL
open science

Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie : étude de trois kabupaten en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java

Fadjar Hari Mardiansjah

► **To cite this version:**

Fadjar Hari Mardiansjah. Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie : étude de trois kabupaten en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java. Architecture, aménagement de l'espace. Université Paris-Est, 2013. Français. NNT : 2013PEST1187 . pastel-00995601

HAL Id: pastel-00995601

<https://pastel.hal.science/pastel-00995601>

Submitted on 23 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thèse de doctorat de l'Université Paris-Est

Spécialité : Aménagement de l'espace, Urbanisme

Soutenue par :

Fadjar Hari MARDIANSJAH

Le 13 Décembre 2013

Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie

Étude de trois *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java

Thèse sous la direction de :

Charles Goldblum et Sabine Barles

Jury :

1. **Charles Goldblum**, Professeur des Universités Émérite, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, *Directeur de thèse*
2. **Sabine Barles**, Professeur des Universités, Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, *Directrice de thèse*
3. **Rodolphe De Koninck**, Professeur Titulaire, Université de Montréal, *Rapporteur*
4. **Manuelle Franck**, Professeur des Universités, INALCO, *Rapporteur*
5. **Sylvy Jaglin**, Professeur des Universités, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, *Examineur, Président du jury*

Thèse de doctorat de l'Université Paris-Est

Spécialité : Aménagement de l'espace, Urbanisme

Soutenu par :

Fadjar Hari MARDIANSJAH

Le 13 Décembre 2013

Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie

Étude de trois *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java

Thèse sous la direction de :

Charles Goldblum et Sabine Barles

Jury :

1. **Charles Goldblum**, Professeur des Universités Émérite, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, *Directeur de thèse*
2. **Sabine Barles**, Professeur des Universités, Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, *Directrice de thèse*
3. **Rodolphe De Koninck**, Professeur Titulaire, Université de Montréal, *Rapporteur*
4. **Manuelle Franck**, Professeur des Universités, INALCO, *Rapporteur*
5. **Sylvy Jaglin**, Professeur des Universités, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, *Examineur*

Dédicace

À la mémoire de notre regretté Papa ou Eyang,

Marsudihardja,

Et à la famille, Mita, Adzim et Salman,

et Mama, Ayah et Ibu en Indonésie

Remerciements

Glorifions le Seigneur, je ne peux terminer mon travail de thèse, un travail qui n'a pas été facile pour moi avec mes compétences linguistiques limitées. J'ai réalisé que ce n'était pas possible pour moi d'être en mesure de terminer cette thèse sans l'aide que j'ai reçue de nombreuses personnes, jusqu'à l'achèvement de cette thèse. Pour cette raison, permettez-moi d'exprimer ma sincère gratitude du fond de mon cœur.

J'adresse tout d'abord mes remerciements à M. Charles Goldblum et à Mme. Sabine Barles qui m'ont soutenu tout au long de ce travail, et par leur soutien et leurs conseils, ont permis à ce travail d'arriver à son terme. Je vous remercie également pour votre volonté d'accepter mon travail sous votre direction, et pour la patience et la gentillesse que vous avez manifestées tout au long de ce travail de thèse. Votre volonté d'améliorer la qualité de la langue dans mes écrits m'a aussi grandement aidé dans la réalisation de cette thèse. Alors, votre compréhension, votre direction amicale, vos aides et votre confiance m'ont surtout appris l'importance d'un soutien humain au cours d'un travail.

Aux membres du jury pour avoir bien voulu accepté de participer à mes jury de thèse ; aux rapporteurs : les professeurs Rodolphe De Koninck et Manuelle Franck, à l'examineur : le professeur Sylvy Jaglin, j'adresse mes vifs remerciements.

Je tiens à exprimer également ma sincère reconnaissance à M. Dedy S. Priatna, M. Sugiono Soetomo et M. Joesron Ali Syahbana, qui m'ont donné la possibilité d'aller en France pour faire les études doctorat. Je tiens également à remercier les directeurs de l'Université de Diponegoro à Semarang, Indonésie, aux directeurs de la Faculté des Techniques, et à mes amis dans le Département de l'Aménagement Urbain et du Territoire, qui m'ont soutenu dans la poursuite de ces études de doctorat.

À la Mission du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Jakarta qui a bien voulu financer une partie de mes séjours en France, et au programme du « Beasiswa DIKTI » qui a bien voulu également financer l'autre partie de mes séjours en France, j'adresse mes remerciements car sans ces ressources je n'aurais pas pu travailler tranquillement à ma thèse lors de mes séjours.

Je tiens à exprimer également mes remerciements à Martin Lermoyer, Pascale Sztajnbok, et Maité Mandraa, mes amis qui ont bien voulu m'aider à corriger mes écrits de sorte qu'ils deviennent plus faciles à comprendre.

Ce travail bénéficie également des soutiens de certains responsables dans les *kabupaten* en Indonésie, en particulier au gouvernement de *kabupaten* de Tegal qui ont été disposé à partager des informations, des opinions et des expériences dans le traitement du processus d'urbanisation et le développement urbain dans les *kabupaten*. J'exprime ma vive gratitude à tous ces responsables.

Je remercie bien également à beaucoup d'amis, à Jakarta, à Semarang, à Tegal, à Purwakarta, à Malang, qui ont été prêt à faire des petits cercles au téléphone ou dans l'espace virtuel, qui m'ont souvent motivé dans l'idée de l'importance de la recherche. À mes amis à Paris, en France, à Groningen, aux Pays Bas, j'adresse également mes remerciements pour la bonne vie pour moi et pour ma famille pendant notre séjour en Europe.

Une reconnaissance spéciale va aussi à Murni et Claude Gauthey, qui m'ont accueillent dans leur famille pendant mes dernières années en France. Votre aide ne sera jamais oublié.

Enfin, il n'y a pas de mot qui peut être dit, sauf que je la remercie chaleureusement pour son soutien et sa prière, pour la famille que j'aime beaucoup, Mita, Adzim et Salman, qui ont souvent témoins de mes anxiétés et inquiétudes pendant la période de travail de ces études de doctorale. Je suis également reconnaissant à Papa, Mama, Ayah et Ibu, qui n'ont jamais interrompu leurs prières pour ma réussite dans cette étude, et mes excuses si je n'étais pas en mesure de terminer cette étude avant le décès de Papa, parti auprès du Tout-Puissant.

Résumé de thèse

Urbanisation durable des territoires et politiques de développement urbain en Indonésie : Étude de trois *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java

Le changement urbain en Indonésie adopte la forme d'une croissance accélérée dans laquelle le processus d'urbanisation prend une dimension régionale. Dans ce processus, les villes petites et moyennes sont également confrontées à la densification de la croissance urbaine, ainsi qu'à la concentration des activités urbaines. Cependant, ces villes petites et moyennes ne sont pas toutes prêtes à affronter ces dynamiques urbaines, car toutes ne sont pas des villes municipales dotées de capacités adéquates en matière de gestion de la ville et du développement urbain. La plupart d'entre elles sont des villes non municipales situées dans le territoire d'un *kabupaten* – terme indonésien désignant les circonscriptions locales non urbaines.

La présente recherche procède à une mise au point concernant le processus d'urbanisation des *kabupaten*, dont résultent la formation et le développement des villes petites et moyennes comme principal lieu de leur croissance urbaine. Cette recherche se donne pour objectif de contribuer, dans cette optique, à la compréhension des mécanismes de développement urbain des villes petites et moyennes dans les pays en développement, en référence à la situation des *kabupaten* en Indonésie. L'analyse porte sur le processus d'urbanisation dans les *kabupaten*, et sur les réponses politiques des gouvernements locaux face aux exigences et aux contraintes relatives à l'urbanisation de leur territoire.

L'étude comporte deux volets principaux. Elle porte en premier lieu sur l'analyse du processus d'urbanisation des *kabupaten* dans l'île de Java, île la plus dense de l'Etat-archipel, la première aussi à connaître, dès les années 1980, cette dimension territoriale de l'urbanisation qui a abouti à l'augmentation de la population urbaine les *kabupaten*. Elle concerne également la compréhension des problèmes principaux qui se posent dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*, en particulièrement dans la perspective d'un développement durable. Un second volet de l'étude est consacré à l'analyse des politiques de développement urbain adoptées par les autorités locales, ainsi que des faiblesses du gouvernement des *kabupaten* dans le traitement du processus d'urbanisation concernant leur territoire.

A partir des éléments comparatifs résultant de l'analyse des institutions de développement urbain propres aux *kabupaten*, il s'agit de confronter la perception locale relative au développement urbain, les politiques adoptées pour faire face aux problèmes, ainsi que les faiblesses des politiques de développement urbain au niveau local. Ce faisant, la recherche met en perspective les conditions d'une possible amélioration des capacités locales dans la gestion du processus d'urbanisation et du développement urbain, de leur cadrage avec les réalités locales et de leur adéquation par rapport aux questions du développement durable. Ainsi, il est attendu de cette étude qu'elle permette une meilleure compréhension des conditions actuelles des institutions de développement urbain dans les *kabupaten* et qu'elle favorise leur amélioration dans l'avenir, en conformité avec les questions de développement durable.

Mots clés : urbanisation du territoire, gestion du développement urbain, villes petites et moyennes, décentralisation, politique de développement, développement durable, Indonésie, *kabupaten*, région non urbaine.

Abstract

Sustainable regional urbanization and urban development policy in Indonesia:

Study on three rapidly urbanized *kabupaten* in the Island of java

Urban change in Indonesia has been faced to an increasing pattern in which the urbanization process has also been taken place in a regional scale. In this process, small and medium cities have also been facing the densification process of urban growth and the process of concentration of urban activities. However, not all of small and medium cities in Indonesia can be considered prepared to face the process of urbanization as well as densification and the concentration of urban activities; because not all of them are municipal cities that are prepared for managing the development and urbanization process. Most of them are non municipal towns, which are located in the territory of *kabupaten*, a non urban region in Indonesia.

This research focuses on the process of urbanization of *kabupaten* in Indonesia, which has formed and developed small and medium cities as the place where most of the urban growth in the *kabupaten* is taking place. The objective of the study is to contribute, in this context, to the understanding of the mechanisms of urban development of small and medium cities in developing countries, with reference to the situation in the *kabupaten* in Indonesia. The research analyses the urbanization process in the *kabupaten*, and the policy responses of local government to meet the demands of the urbanization process in the region, in responding the pressures of urbanization of their region.

The study focuses on two main contexts. The first context is the urbanization process in the *kabupaten*, especially those in the Java Island, the densest populated island in the archipelago. The region is also the first region to witness the regional dimension of urbanization since the 1980s, which resulted in the increase of the urban population in the *kabupaten*. In addition, this analysis also relates to the comprehension of the key problems arising in the urbanization process of the *kabupaten*, in the perspective of sustainable development. The second context is the analysis of urban development policies adopted by the local authorities and the weaknesses of the government of the *kabupaten* in dealing with their urbanization process.

From the comparative element resulting from the analysis of these institutions in charge of urban development in the *kabupaten*, the research is confronting the local

perception on urban development, the policies adopted to deal with the problems, and the weaknesses in urban development policies at the local level. By doing so, the research puts into perspective the conditions for a possible improvement of the local capacities in managing their urbanization and urban development process, their alignment with local realities and their relevance to the challenges of sustainable development. Hence, it is expected that this study provides a better understanding regarding current conditions and a way to improve the future of urban development institutions in the *kabupaten*, in accordance with sustainable development issues.

Keywords: regional urbanization, managing urban development, small and medium cities, decentralization, policy development, sustainable development, Indonesia, *kabupaten*, non-urban areas.

Table des matières

Dédicace	iii
Remerciement	v
Résumé de thèse	vii
Abstract	ix
Table des matières	xi
Liste des figures	xix
Liste des tableaux	
Introduction Générale	1
Partie I La croissance rapide de la population urbaine dans les <i>kabupaten</i> : l'importance du processus d'urbanisation des <i>kabupaten</i> et les caractéristiques du développement des villes petites et moyennes dans le processus d'urbanisation des <i>kabupaten</i>.....	17
Introduction de la Partie 1	19
Chapitre I Qu'est que l'urbanisation du territoire ? Bilan bibliographique relatif à l'urbanisation en région dense dans les pays en développement.....	21
Introduction	21
1.1 Le concept d'urbanisation	22
1.1.1 <i>Le sens théorique du terme d'urbanisation</i>	22
1.1.2 <i>La mesure du processus d'urbanisation</i>	24
1.2 L'urbanisation du monde	29
1.2.1 <i>L'augmentation de la population urbaine du monde</i>	29
1.2.2 <i>L'énorme augmentation de la population urbaine de pays en développement dans le période de 1950 à 2030</i>	34
1.2.3 <i>L'augmentation du poids et du rôle des petites villes dans les pays en développement</i>	37
1.3 Comparaison des processus d'urbanisation dans la dynamique de développement des pays en développement	41
1.3.1 <i>Lien entre urbanisation et développement</i>	41

1.3.2	<i>Différences entre le processus d'urbanisation des pays en développement et celui des pays développés</i>	45
	Conclusion	51
 Chapitre II La croissance de la population urbaine en Indonésie : le processus d'urbanisation de l'île de Java		
	d'urbanisation de l'île de Java	55
	Introduction	55
2.1	L'agencement spatial et la division administrative de l'Indonésie	57
2.2	L'urbanisation de l'Indonésie : la concentration de la population urbaine dans l'île de Java	60
2.2.1	<i>L'ancien développement de la population et l'urbanisation Indonésienne : l'inégalité régionale dans le développement des centres de croissance</i>	61
2.2.2	<i>L'urbanisation contemporaine de l'Indonésie : l'augmentation de la population urbaine dans les petites villes des kabupaten</i>	69
A.	<i>La méthode indonésienne de recensement de la population urbaine</i>	69
B.	<i>L'évolution démographique urbaine contemporaine en Indonésie : une croissance spectaculaire de la population dans les villes petites et moyennes</i>	72
2.2.3	<i>La distribution de la population urbaine indonésienne : la proportion importante de population urbaine dans les kabupaten de l'île de Java</i>	81
2.3	L'urbanisation des territoires dans l'île de Java	84
2.3.1	<i>L'île de Java et sa disposition intérieure</i>	84
2.3.2	<i>L'augmentation et la distribution de population urbaine de l'île de Java</i>	89
2.3.3	<i>L'augmentation du nombre des kabupaten urbanisés et leur population urbaine</i>	101
	Conclusion	105
 Chapitre III L'augmentation du nombre des habitants urbains et la formation des agglomérations urbaines dans les kabupaten de Tegal, Malang et Purwakarta		
	Purwakarta	109
	Introduction	109
3.1	Les kabupaten de Tegal, Malang et Purwakarta : présentation des trois cas d'études représentants des kabupaten en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java	110
3.1.1	<i>Le kabupaten de Tegal : un kabupaten avoisinant une petite municipalité dans le corridor côtier du nord de Java central</i>	110

3.1.2	<i>Le kabupaten de Malang : un kabupaten avoisinant une grande ville municipale à l'intérieur de Java est</i>	113
3.1.3	<i>Le kabupaten de Purwakarta : un kabupaten à l'intérieur du corridor entre les deux grandes métropoles de Java ouest</i>	117
3.2	La grande augmentation du nombre des habitants urbains dans le trois <i>kabupaten</i> : l'augmentation du rôle des <i>kabupaten</i> pour donner une place aux habitants urbains dans la région	120
3.2.1	<i>La grande augmentation du nombre des habitants urbains dans les trois kabupaten : le renforcement de société urbaine dans les kabupaten</i>	121
3.2.2	<i>La comparaison de l'augmentation de nombre des habitants urbains dans les kabupaten avec celle des municipalités avoisinantes : l'augmentation de la part de la population urbaine des kabupaten dans leur région urbaine.....</i>	127
3.3	La formation des agglomérations urbaines et le développement de la population des villes petites et moyennes dans les <i>kabupaten</i>	133
3.3.1	<i>La formation des agglomérations urbaines dans les kabupaten.....</i>	133
A.	<i>La formation des agglomérations urbaines dans le kabupaten du Tegal.....</i>	134
B.	<i>La formation des agglomérations urbaines dans le kabupaten de Malang</i>	146
C.	<i>La formation des agglomérations urbaines dans le kabupaten de Purwakarta</i>	157
Conclusion.....		163
Conclusion de la Partie I		169
Partie II Les principaux problèmes du processus d'urbanisation des <i>kabupaten</i> : Les véritables défis dans la promotion du développement durable dans le développement urbain des villes des <i>kabupaten</i> urbanisés		173
Introduction de la Partie II		175
Chapitre IV La consommation imprudente des ressources terrestres : un enjeu environnemental dans le processus d'urbanisation du territoire		177
Introduction		177
4.1	La forte augmentation des sols urbains dans le processus d'urbanisation du territoire ..	179
4.2	Les caractéristiques de l'extension des surfaces urbaines dans le processus d'urbanisation de territoires : l'utilisation imprudente des ressources terrestres	184

4.2.1	<i>Les différences des taux de consommation des terres urbaines par habitant parmi les agglomérations urbaines</i>	184
4.2.2	<i>L'influence de la reclassification dans l'augmentation de superficie des sols urbains</i>	192
4.2.3	<i>La tendance à une forte augmentation de l'utilisation des sols urbains dans les grandes agglomérations urbaines</i>	204
4.2.4	<i>La tendance à un grand taux de consommation des sols urbains dans les petites agglomérations urbaines</i>	207
4.3	Les défis environnementaux de la tendance à la grande consommation des sols urbains dans le processus d'urbanisation du territoire : les menaces sur les rizières, les sols agricoles et les sols forestiers	209
	Conclusion	221
Chapitre V La croissance économique et le problème de la pauvreté dans le processus d'urbanisation du territoire : le cas des <i>kabupaten</i> de Tegal et Purwakarta		
	Purwakarta	225
	Introduction	225
5.1	La relation entre le processus d'urbanisation, la croissance économique et la pauvreté : une relation qui ne garantit pas la réduction de la pauvreté	228
5.2	L'urbanisation et la pauvreté en Indonésie	234
5.3	Les cas des <i>kabupaten</i> Tegal et Purwakarta : l'augmentation de la pauvreté dans l'urbanisation des territoires	242
5.3.1	<i>La croissance économique et l'augmentation de la pauvreté dans le processus d'urbanisation des kabupaten Tegal et Purwakarta</i>	243
5.3.2	<i>La pauvreté urbaine et son changement dans le processus d'urbanisation de territoires</i>	249
5.3.3	<i>Les problèmes des kabupaten urbanisés dans la réduction de la pauvreté : le cas du kabupaten de Tegal</i>	259
A.	<i>Le problème de l'incapacité du kabupaten à garder et augmenter des possibilités d'emploi</i>	260
B.	<i>Le problème de la faiblesse des liens économiques créés entre les industries en faveur des activités économiques locales</i>	265
	Conclusion	271

Chapitre VI L'urbanisation du territoire : l'augmentation de l'inégalité entre les petites villes développées dans le processus d'urbanisation ?	273
Introduction	273
6.1 Les différents niveaux de service de certaines infrastructures de base dans le processus d'urbanisation du territoire	279
6.2 Les différences des niveaux de service éducatif dans les petites villes formées par le processus d'urbanisation	292
6.3 Les différences de niveaux de certains services de santé dans les petites villes formées par le processus d'urbanisation	309
Conclusion	320
Conclusion de la Partie 2	323
Partie III L'échec du <i>kabupaten</i> dans la gestion du processus et des défis de l'urbanisation : la faiblesse des capacités du gouvernement de <i>kabupaten</i> pour atteindre l'urbanisation durable	327
Introduction de la Partie III	329
Chapitre VII La politique de décentralisation en Indonésie et ses influences sur la capacité de gestion du développement urbain dans les <i>kabupaten</i>	331
Introduction	331
7.1 La décentralisation comme stratégie de développement dans les pays en développement	332
7.1.1 <i>L'apparition du processus de la décentralisation dans les pays en développement</i>	<i>332</i>
7.1.2 <i>L'origine et le concept de la décentralisation</i>	<i>335</i>
7.1.3 <i>Les formes et la relation central-local dans le contexte de la décentralisation</i>	<i>340</i>
7.2 La décentralisation et la politique de développement urbain en Indonésie	344
7.2.1 <i>La décentralisation et la gestion du développement urbain en Indonésie avant l'année 2001</i>	<i>345</i>
7.2.2 <i>La décentralisation en Indonésie dans la période actuelle, après l'année 2000</i>	<i>357</i>
Conclusion	367

Chapitre VIII Les problèmes institutionnels du développement urbain des <i>kabupaten</i>	
 dans le nouveau cadre de la décentralisation	369
Introduction	369
8.1 Les problèmes institutionnels des politiques de développement urbain en Indonésie dans le nouveau cadre de la décentralisation	372
8.1.1 <i>Les changements institutionnels au niveau central après la promulgation du nouveau cadre de la décentralisation</i>	<i>373</i>
8.1.2 <i>Les changements institutionnels au niveau infranational après la promulgation du nouveau cadre de la décentralisation</i>	<i>376</i>
8.2 L'influence de l'initiative de décentralisation sur les capacités de gestion du développement urbain dans les <i>kabupaten</i>	387
8.2.1 <i>L'influence de l'ancien régime de la décentralisation sur les capacités des kabupaten en matière de gestion du développement urbain</i>	<i>387</i>
8.2.2 <i>L'influence de l'instauration de l'unité de gestion urbaine dans l'organisme gouvernemental des kabupaten à l'ère de la décentralisation</i>	<i>390</i>
8.2.3 <i>L'influence de la perception de la région sur le développement de ses fonctions de développement urbain et du territoire</i>	<i>400</i>
Conclusion	407
Chapitre IX Points de vue des acteurs et réponses locales	409
Introduction	409
9.1 L'importance de la perception et la connaissance dans le processus décisionnel	410
9.2 Les organismes et la profile des personnes interrogés	413
9.3 Point de vue des personnes clés du gouvernement de <i>kabupaten</i> sur le processus d'urbanisation du territoire de <i>kabupaten</i> : différents concepts et perceptions sur l'urbanisation et sur les villes.....	416
9.4 Les réponses locales et la gestion de la croissance urbaine dans le processus d'urbanisation des <i>kabupaten</i>	421
9.5 Point de vue des personnes clés sur le problème de maintenance et de développement des opportunités d'emploi appropriées pour les populations locales	433
9.6 Point de vue des personnes clés sur les problèmes de l'augmentation de l'inégalité entre les villes développées dans le processus d'urbanisation	441
Conclusion	445

Chapitre X Discussion de clôture : les échecs de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation des <i>kabupaten</i>	447
Introduction	447
10.1 Les indications des échecs de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation de territoire dans les <i>kabupaten</i>	449
<i>A. L'échec dans la gestion, le contrôle de l'expansion urbaine et l'aménagement du territoire</i>	450
<i>B. L'échec concernant la maintenance et le développement des opportunités d'emploi appropriées pour les populations locales.</i>	453
<i>C. L'échec dans la résolution du problème de l'inégale qualité des services entre les petites villes des kabupaten</i>	456
10.2 Les causes de la mauvaise gouvernance dans le processus d'urbanisation dans les <i>kabupaten</i>	459
Conclusion Générale	465
Bibliographie	477

List des figures

Figure 1.1	Evolution de la population urbaine mondiale de 1800 à 2005 (en millions)	31
Figure 1.2	Evolution taux d'urbanisation du monde de 1800 à 2005	31
Figure 1.3	Evolution des populations urbaine et rurale mondiales de 1950 à 2030	35
Figure 2.1	Schéma de la division territoriale de l'Indonésie	58
Figure 2.2	Carte de l'Indonésie dans la zone Asie du sud-est insulaire	59
Figure 2.3	Localisation et taille des centres urbains de plus de 10 000 habitants en 1850 et 1905	64
Figure 2.4	Le développement des chemins de fer à Java pendant la période colonial.....	66
Figure 2.5	Localisation et taille des centres urbains de plus de 100 000 habitants en 1920 et 1930	67
Figure 2.6	Les chemins de fer à Sumatra à la fin de la période colonial	68
Figure 2.7	La projection de l'ONU sur la croissance de la population d'Indonésie	74
Figure 2.8	La projection de l'ONU sur la croissance de la population d'Indonésie par type des villes, 1950-2015 (en millions d'habitants)	76
Figure 2.9	Les provinces de l'île de Java	86
Figure 3.1	Carte du <i>Kabupaten</i> Tegal	111
Figure 3.2	Carte du <i>Kabupaten</i> Malang	114
Figure 3.3	Carte de <i>Kabupaten</i> Purwakarta	118
Figure 3.4	Population totale, population urbaine et population rurale de <i>kabupaten</i> Tegal, selon les recensements nationaux en 1961, 1971, 1980, 1990 et 2000	122
Figure 3.5	Population totale, population urbaine et population rurale de <i>kabupaten</i> Purwakarta, selon les recensements nationaux en 1980, 1990 et 2000	123

Figure 3.6	Le développement des villages urbains de <i>kabupaten</i> de Tegal, selon les recensements nationaux en 1980, 1990, 2000, et 2006	137
Figure 3.7	Le développement des villages du centre d'activités de <i>kabupaten</i> de Tegal, selon les recensements nationaux en 1990, 2000, et 2006	138
Figure 3.8	Les agglomérations urbaines formées dans le <i>kabupaten</i> de Tegal, 2006	139
Figure 3.9	Le développement des aires urbaines de <i>kabupaten</i> de Malang, selon les recensements nationaux en 1980, 1990, 2000, et 2006	147
Figure 3.10	Les agglomérations urbaines formées dans le <i>kabupaten</i> de Malang, 2006	148
Figure 3.11	Le développement des aires urbaines du <i>kabupaten</i> de Purwakarta, selon les recensements nationaux en 1980, 1990, 2000, et 2006	159
Figure 4.1	La prolongation de zone urbaine dans une agglomération urbaine du <i>kabupaten</i> Tegal	200
Figure 4.2	Illustration des activités commerciales le long du corridor de la route régionale dans le <i>kabupaten</i> Tegal	201
Figure 4.3	Illustration des activités informelles générées par les activités industrielles dans le corridor de la route régionale dans le <i>kabupaten</i> Tegal	203
Figure 4.4	Illustration de l'occupation des sols agricoles par les activités urbaines	217
Figure 4.5	Illustration de la conversion d'une forêt en sol agricole	220
Figure 5.1	Croissance du PIB régional et part des différents secteurs économiques dans le PIB, <i>kabupaten</i> de Tegal, de 1975 à 2006 (millions rupiah et pourcent respectivement)	244
Figure 5.2	Croissance du PIB régional et part des différents secteurs économiques dans le PIB, <i>kabupaten</i> de Purwakarta, de 1975 à 2006 (millions rupiah et pourcent respectivement)	246
Figure 5.3	Maisons de ménages pauvres dans les zones urbaines et rurales du <i>kabupaten</i> Tegal, 2008	257

Figure 5.4	Infrastructures de quartier dans les zones urbaines des villages urbains ancien du <i>kabupaten</i> Tegal, 2010	258
Figure 6.1	Des illustrations du système de tuyaux en plastique utilisé par les communautés pour développer leur propre système d’approvisionnement en eau dans certains quartiers des petites villes du <i>kabupaten</i> Tegal, 2010	287
Figure 6.2	Des illustrations des méthodes d’élimination des déchets urbains dans certains quartiers des petites villes du <i>kabupaten</i> Tegal, 2010	289
Figure 6.3	Des illustrations des installations de la gestion des déchets urbains fournis par le gouvernement local et par la communauté dans certains quartiers de la ville de Slawi du <i>kabupaten</i> Tegal, 2010	291
Figure 8.1	L’organigramme du Bappeda du <i>Kabupaten</i> de Sleman, Yogyakarta	392
Figure 8.2	L’organigramme du Dinas Tata Ruang du <i>Kabupaten</i> de Tangerang, Banten	393
Figure 9.1	Les illustrations de la construction du rond-point et de la Grande Mosquée de Slawi	424
Figure 9.2	La comparaison des zones de planification des plans détaillés et les zones urbaines dans le <i>kabupaten</i> Tegal	428

List des tableaux

Tableau 1.1	Evolution de la population urbaine mondiale de 1800 à 2005	30
Tableau 1.2	Evolution des populations urbaine et rurale mondiales de 1950 à 2030	36
Tableau 1.3	Evolution la population urbaine mondiale et taille des villes de 1950 à 2030	37
Tableau 1.4	La population urbaine des villes petites et moyennes dans les régions du monde	38
Tableau 1.5	La population du monde et la population urbaine et rurale d'Asie, 1950 – 2030.....	38
Tableau 2.1	Estimation de la population indonésienne, 1600-1930 (en milliers)	61
Tableau 2.2	Estimation de la population des villes importantes, 1855-1930	63
Tableau 2.3	La projection de la population urbaine en Indonésie par types des villes selon la population, 1950-2015	73
Tableau 2.4	L'augmentation de la population urbaine en Indonésie, 2000-2015	76
Tableau 2.5	Rang des municipalités Indonésiennes, de 1980 à 2000	78
Tableau 2.6	Comparaison de la population urbaine dans les kota et dans les <i>kabupaten</i> , de 1980 à 2010	81
Tableau 2.7	Population urbaine en Indonésie par macro-régions en 2000, 2005 et 2010 ...	82
Tableau 2.8	Population urbaine indonésienne par macro-région dans les municipalités et les <i>kabupaten</i> , en 2000 et 2010	83
Tableau 2.9	La comparaison de l'urbanisation des macro-régions de l'île de Java, 1980-2010	92
Tableau 2.10	La population urbaine des municipalités et des <i>kabupaten</i> dans les régions urbaines importantes de la macro-région ouest de Java, 1980-2010	93

Tableau 2.11	La population urbaine des municipalités et des <i>kabupaten</i> dans les petites régions urbaines de la macro-région ouest de Java, 1980-2010	94
Tableau 2.12	La population urbaine des municipalités et des <i>kabupaten</i> dans les régions urbaines de la macro-région est de Java, 1980-2010	99
Tableau 2.13	La population urbaine des municipalités et des <i>kabupaten</i> dans les régions urbaine de la macro-région centre de Java, 1980-2010	100
Tableau 2.14	L'augmentation de la population des <i>kabupaten</i> urbanisés dans l'île de Java pendant les années 1980-2010 et leur taux d'urbanisation en 2010	102
Tableau 3.1	La liste des <i>kecamatan</i> dans les zones de plaine et ceux dans les zones de terrain en pente du <i>kabupaten</i> de Malang	116
Tableau 3.2	L'augmentation de la population dans le <i>kabupaten</i> de Malang, d'entre 1980 à 2000	122
Tableau 3.3	Population totale, population urbaine, taux d'urbanisation et taux de croissance urbaine des <i>kabupaten</i> étudiés, comparées aux autres régions plus larges, 1980 – 2010	126
Tableau 3.4	Population de la municipalité de Tegal et celle du <i>kabupaten</i> Tegal, en 1980 – 2010	127
Tableau 3.5	Population de la municipalité de Malang et du <i>kabupaten</i> de Malang, en 1980 à 2010	129
Tableau 3.6	Le développement des agglomérations urbaines et le nombre de leurs villages, de 1980 à 2006	141
Tableau 3.7	Le développement du nombre de population dans les agglomérations urbaines, de 1990 à 2006	142
Tableau 3.8	La distribution de la population urbaine et le taux d'urbanisation des <i>kecamatan</i> dans la <i>kabupaten</i> de Tegal, les années 2000 et 1990	144
Tableau 3.9	Le développement des agglomérations urbaines et ses nombre des villages de <i>kabupaten</i> de Malang, de 1980 à 2006	149

Tableau 3.10	Le développement des agglomérations urbaines et le nombre des villages urbains dans le <i>kabupaten</i> de Purwakarta, de 1980 à 2006	151
Tableau 3.11	Le développement de nombre de population dans les agglomérations urbaines dans le <i>kabupaten</i> de Purwakarta, de 1990 à 2006	160
Tableau 3.12	Le développement de nombre de population dans les agglomérations urbaines dans le <i>kabupaten</i> de Purwakarta, de 1990 à 2006	161
Tableau 4.1	L'expansion des sols bâtis de trois <i>kabupaten</i> observé, d'entre 1990 à 2006 .	180
Tableau 4.2	Comparaison de l'augmentation de la consommation d'espace urbain entre les trois <i>kabupaten</i> et les autres régions plus urbanisées	182
Tableau 4.3	L'expansion des zones bâties des agglomérations urbaines du <i>kabupaten</i> Tegal, entre 1990 à 2006	186
Tableau 4.4	L'expansion des zones bâties des agglomérations urbaines du <i>kabupaten</i> Malang, entre 1990 à 2006	187
Tableau 4.5	L'expansion des zones bâties des agglomérations urbaines du <i>kabupaten</i> Purwakarta, entre 1990 à 2006	188
Tableau 4.6	L'expansion de la superficie des sols bâtis des agglomérations urbaines du <i>kabupaten</i> Tegal, entre 1990 à 2006	196
Tableau 4.7	L'expansion de la superficie des sols bâtis des agglomérations urbaines du <i>kabupaten</i> Malang, entre 1990 à 2006	197
Tableau 4.8	L'expansion de la superficie des sols bâtis des agglomérations urbaines du <i>kabupaten</i> Purwakarta, entre 1990 à 2006	198
Tableau 4.9	Les changements de l'utilisation des sols du <i>kabupaten</i> Tegal, entre 1990 à 2005	213
Tableau 4.10	Les changements de l'utilisation des sols du <i>kabupaten</i> Malang, entre 1990 à 2005	213
Tableau 4.11	Les changements de l'utilisation des sols du <i>kabupaten</i> Purwakarta, entre 1990 à 2005	214

Tableau 4.12	Les développements immobiliers dans les trois <i>kabupaten</i> au début de 2000	218
Tableau 5.1	La pauvreté en Indonésie, 1970-2008	238
Tableau 5.2	La pauvreté dans les <i>kabupaten</i> Tegal et Purwakarta, 2000 et 2006	245
Tableau 5.3	L'augmentation de l'incidence de la pauvreté dans le <i>kabupaten</i> de Tegal par agglomération urbain et leur part des anciens villages urbains et celle des nouveaux	251
Tableau 5.4	L'augmentation de l'incidence de la pauvreté dans le <i>kabupaten</i> de Purwakarta par agglomération urbain et leur part des anciens villages urbains et celle des nouveaux	252
Tableau 5.5	La productivité des trois secteurs économiques principaux et du secteur des transports de <i>kabupaten</i> Tegal, en 1986 et 2000	262
Tableau 5.6	Les liens économiques des certaines industries petites et moyennes dans les <i>kabupaten</i> Tegal et Purwakarta	267
Tableau 6.1	Le développement des niveaux de service des certains infrastructures de base dans les petites villes des <i>kabupaten</i> Tegal, Malang et Purwakarta	282
Tableau 6.2	Le développement de la proportion de la population mal desservie par les services éducatifs dans les petites villes du <i>kabupaten</i> de Tegal	295
Tableau 6.3	Le développement de pourcentage de la population mal desservie par les services éducatifs dans les petites villes du <i>kabupaten</i> de Malang	297
Tableau 6.4	Le développement de pourcentage de la population mal desservie par les services éducatifs dans les petites villes du <i>kabupaten</i> de Purwakarta	300
Tableau 6.5	La comparaison de nombre d'établissement d'enseignement public et celui de privée parmi les villes dans le <i>kabupaten</i> Tegal	304
Tableau 6.6	La comparaison de nombre d'établissement d'enseignement public et celui de privée parmi les villes dans le <i>kabupaten</i> Malang	305
Tableau 6.7	La comparaison de nombre d'établissement d'enseignement public et celui de privée parmi les villes dans le <i>kabupaten</i> Purwakarta	307

Tableau 6.8	Le développement de la proportion de la population mal desservie par les services de santé dans les petites villes du <i>kabupaten</i> de Tegal	313
Tableau 6.9	Le développement de la proportion de la population mal desservie par les services de santé dans les petites villes du <i>kabupaten</i> Malang	315
Tableau 6.10	Le développement de la proportion de la population mal desservie par les services de santé dans les petites villes du <i>kabupaten</i> Purwakarta	318
Tableau 7.1	Les formes de décentralisation selon Turner et Hulme	343
Tableau 7.2	La répartition des fonctions obligatoires entre gouvernement central, provincial et local selon la loi n° 32/2004, articles n° 10, 13 et 14	360
Tableau 8.1	Les directives d'organisation des gouvernements locaux conformément aux réglementations gouvernementales dans l'ère de l'autonomie régionale en Indonésie	403

Introduction Générale

L'Indonésie est confrontée à un processus d'urbanisation qui s'étend désormais à l'échelle régionale : il ne se limite plus aux grandes zones urbaines, mais touche les territoires jusqu'ici considérés comme non urbains, les *kabupaten*. En Indonésie, les régions sont en effet divisées en *kabupaten* et *kota* (municipalités), les premiers désignant les subdivisions administratives non urbanisées, par opposition aux seconds. Depuis 2000, l'augmentation de la population urbaine, qui jusque là se faisait majoritairement dans les municipalités, est plus importante dans les *kabupaten* que dans les *kota*. Les *kabupaten* deviennent ainsi les principaux lieux de la croissance urbaine.

Ce phénomène se traduit par l'augmentation de la population et des activités urbaines dans certains *kabupaten* de l'île de Java, notamment ceux qui se situent autour des grandes villes comme Jakarta, Bandung et Surabaya, ou dans le corridor de la route côtière du nord, la route régionale la plus importante sur l'île de Java, à partir des années 1980. Certains *kabupaten* comme ceux de Bogor, Tangerang, Bekasi et Bandung dans la région ouest de Java ont ainsi une population urbaine de plus d'un million d'habitants urbains dès le recensement national de 1990. D'autres, comme le *kabupaten* de Cirebon de Java ouest et celui de Sidoarjo de Java sont entrés dans le groupe des *kabupaten* de plus d'un million de population urbaine à partir de l'année 2000. Étant donné que de nombreux *kabupaten* ont près d'un million de population urbaine, on peut prévoir que ce groupe s'agrandira encore.

Les villes petites et moyennes des *kabupaten* sont également confrontées au processus de densification de la croissance urbaine et de concentration des activités urbaines. Cependant, contrairement aux villes municipales, y compris petites et moyennes, les villes des *kabupaten* n'ont pas les capacités de gestion qui leur permettraient d'affronter ces processus. Les villes des *kabupaten* ne sont en effet pas dotées des compétences (au sens administratif) ni des outils de gestion du développement, qui sont du ressort du *kabupaten*. Elles dépendent par conséquent des institutions de gouvernement de leur *kabupaten* pour la gestion de leur processus de développement urbain, ainsi que pour le développement des infrastructures et services urbains. Dans cette situation, il leur est difficile de prendre des mesures appropriées pour gérer et contrôler leur processus de développement urbain. Et à l'inverse, il n'est pas facile pour les *kabupaten* de gérer et contrôler la croissance urbaine dans leurs villes, car ils

ont généralement de nombreuses à prendre en charge, tandis que simultanément, la plupart des *kabupaten* disposent de ressources très insuffisantes, notamment en termes financiers, humains et techniques.

Les mutations rencontrées par les villes indonésiennes petites et moyennes s'inscrivent dans un processus global caractérisant le monde en développement ces dernières décennies. Le rapport de l'ONU, intitulé « *World Urbanization Prospects : The 2007 Revision* », montre que la population urbaine dans les villes petites et moyennes du monde est passée d'environ 0,86 milliard en 1950 à plus de 1,71 milliards en 2007, et devrait atteindre plus de 2,35 milliards en 2025 (l'ONU, 2008). Même si la contribution de la population urbaine des villes petites et moyennes à la totalité de la population urbaine mondiale a diminué de 56,9 % en 1950 à 52,0 % en 2007, et va diminuer encore à 51,3 % en 2025, son augmentation absolue changera la vie urbaine mondiale. La multiplication et le développement de ces villes petites et moyennes multiplie en effet les liens d'interactions entre les villes, entre les villes et les zones rurales, et entre les villes et l'environnement (Veron, 2006). Dans ce contexte, Veron (2006) affirme l'importance de l'analyse de ces processus d'urbanisation et en particulier des interactions entre la croissance et le développement urbains, et de leurs effets environnementaux, de l'échelle mondiale à l'échelle locale.

Dennis A. Rondinelli (1986) souligne que le développement des villes petites et moyennes offre de nombreux avantages régionaux, tels que le renforcement de leur rôle en tant que liens intermédiaires entre rural et urbain, dans la perspective d'une plus grande réciprocité et de l'amélioration d'intégration spatiale dans la région. Dans le contexte de développement régional, l'amélioration des liens entre activités urbaines dans les villes et non urbaines dans les régions rurales peut jouer un rôle important dans l'amélioration de la qualité de vie des urbains comme des ruraux. Le renforcement des ces liens peut être un facteur de stimulation des activités rurales dont les produits peuvent constituer les matières premières des activités urbaines et qui peuvent profiter de la croissance des activités urbaines dans les grandes villes pour stimuler leur propre croissance. Il peut ainsi entraîner des améliorations dans le développement économique régional, et permettre de réduire l'incidence de la pauvreté dans les zones rurales des pays en développement grâce au partage des bénéfices du développement entre ruraux et urbains.

Cependant, le développement de villes petites et moyennes, surtout ceux dans les pays en développement, demeure un grand problème dans l'histoire du développement des villes

du monde (Cohen, 2006). Cohen (2006) soutient que les villes petites et moyennes – i. e. de moins de 500 000 habitants – représentent aux côtés des très grandes villes – plus de 10 millions d'habitants – les défis-clés pour l'avenir des villes du monde, ainsi que pour la durabilité, et ce pour quatre raisons : (1) leur nombre considérable qui les rend plus significatives, par leur population, que les plus grandes villes ; (2) leur rythme de croissance qui dépassera celui des grandes villes; (3) le très grand retard en termes d'infrastructures et de services urbains qui fait que la plupart des citoyens ne bénéficient pas d'un niveau de service minimal ; et (4) le manque de capacités à répondre aux défis de leur processus d'urbanisation. En conséquence, come le montre Cohen (2006) par son expression de “*small cities big agenda*” (petites villes, grand ordre du jour), le développement des villes petites et moyennes devrait faire l'objet de plus d'attention afin qu'elles puissent satisfaire les besoins des leurs habitants, tout en renforçant leur rôle de relais entre activités urbaines dans les grandes villes et activités non urbaines dans les zones rurales.

Compte tenu de leur importance, les villes petites et moyennes des pays en développement doivent aussi contribuer à la durabilité mondiale (Hardoy et al., 1992). Hardoy et al. (1992) soutiennent que pour parvenir à un équilibre, elles ne doivent pas seulement penser leur fonctionnement et développement internes, mais également leur inscription dans la durabilité mondiale, afin de parvenir à un meilleur équilibre entre la réalisation des objectifs du développement économique et la préservation de la capacité du milieu naturel tout en favorisant la viabilité de l'humanité dans le monde. Par conséquent, le développement des villes petites et moyennes implique également la nécessité d'une politique de développement urbain ou régional qui prenne en compte les implications environnementales dans leur processus de l'urbanisation, et celle d'un cadre institutionnel qui garantisse la prise en compte de ces conséquences (Hardoy et al., 1992).

De point de vue du développement durable, surtout dans les pays en développement, le processus d'urbanisation est devenu une préoccupation spécifique, parce que l'urbanisation va continuer à apporter des changements importants aux échelles locale et globale qui peuvent affecter l'humanité dans l'avenir. Hardoy et al (1992) font valoir que les problèmes environnementaux deviennent particulièrement graves là où il existe une expansion rapide de la population urbaine avec peu ou aucune considération pour ses implications environnementales, et sans le cadre institutionnel adéquat. Leur avis est fondé sur le fait que la contribution des villes des pays en développement, y compris les villes petites et moyennes,

à la prise en compte des problèmes environnementaux mondiaux demeure faible par rapport à leur part à l'augmentation de la population urbaine mondiale et aux problèmes environnementaux à l'origine desquels elles sont, caractérisés par leurs impacts sur la santé humaine et les dommages aux ressources naturelles et aux écosystèmes locaux, problèmes qui sont beaucoup plus graves dans de nombreuses villes des pays en développement que dans les villes d'Europe, du Japon ou d'Amérique du Nord.

Le concept de développement durable, qui a été diffusé par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED) en 1987, appelle des changements dans les pratiques du développement de façon à soutenir les trois impératifs qui le fonde : l'impératif environnemental pour protéger l'environnement local et global à long terme ; l'impératif social pour renforcer la justice entre les peuples, les états, les sexes, les groupes sociaux, etc. ; et l'impératif institutionnel pour développer la participation de tous dans les processus de décision (gouvernance) (Spangenberg, 2004). Les changements à introduire sont importants pour faire face aux quatre problèmes clés du monde : le défi environnemental qui est la dégradation de base naturelle de la vie humaine ; le premier défi social qui est l'augmentation des inégalités dans la distribution des revenus et des biens ; le second défi social qui est le grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté ; et le défi institutionnel qui est constitué par les menaces pour la paix et la sécurité (Spangenberg, 2004).

Le concept de développement durable met en avant trois aspects importants du développement, économique, social et environnemental, qui ne sont pas séparés les un des autres dans l'éthique qu'il défend (Giddings et al, 2002). Dans la première élaboration de la notion, ces trois dimensions sont souvent énoncées comme les trois piliers du développement durable (Giddings et al, 2002 ; et Hopwood et al, 2000). Dans ce contexte, l'enjeu principal du développement durable est l'intégration de ces trois dimensions à travers une vision holistique ayant pour objectif de surmonter les barrières entre les disciplines dans les pratiques de développement dans le monde (Hopwood et al., 2000).

Pour répondre à cet enjeu, Spangenberg (2004) soutient que la dimension institutionnelle, i. e. le système de régulation gouvernant les interactions entre les membres de la société, est fondamental pour parvenir au but essentiel du développement durable : permettre à tous partout et tout temps de mener une vie digne dans leurs sociétés respectives. Dans ce contexte, Spangenberg (2004) montre que le concept de développement durable a, nous l'avons vu, trois impératifs essentiels (environnemental, social et institutionnel), tandis

que l'impératif économique n'en est pas un car il est sous-jacent à toutes les activités humaines, pouvant mener au meilleur comme au pire. Avec cette conception, Spangenberg (2004) soutient que la conceptualisation de la notion de développement durable est un processus d'optimisation dynamique des quatre dimensions du développement, sociales, environnementales, économiques et institutionnelles, dans lequel les politiques doivent intégrer au moins trois sujets: (1) l'intégration des buts économique, social, et environnemental dans une stratégie cohérente qui peut sauvegarder les intérêts essentiels de chaque dimension ; (2) la (ré-)introduction de l'orientation normative vers une justice distributionnelle intra- et inter-pays en termes de développement, d'économie, de commerce, de social, de santé et autres; et (3) l'extension de la perspective du politique dans le but d'inclure les régions éloignées et les générations futures. Dans ce contexte, la dimension institutionnelle est une dimension importante dans les efforts d'application du concept de développement durable (Spangenberg, 2004).

Le concept de développement durable a inspiré aussi un nouveau changement de point de vue en promouvant un développement urbain rendant compatible les exigences de l'environnement et du développement économique et social (Da Cunha, 2005). Le concept a commencé d'articuler des réflexions transversales relatives aux mécanismes de reproduction économique, aux processus de reproduction du lien social et de reproduction des ressources naturelles sur le long terme dans les pratiques urbaines, par interroger les pratiques de développement urbain dans leurs modes d'organisation de l'espace, les modes d'habiter et de se déplacer, les technologies appliquées dans les productions et les communications, la gestion de ressources naturelles, les conditions d'existence et la qualité du cadre de vie des habitants urbains (Da Cunha, 2005).

L'importance de la dimension institutionnelle est apparue également dans les efforts d'application du concept de développement durable dans le champ du développement urbain. Peter Knoepfel et Stéphane Nahrath (2005) montrent que, à l'échelle urbaine, le régime institutionnel n'est pas uniquement un outil conceptuel d'analyse des dimensions susceptibles d'influencer la durabilité. De plus, il est un élément clé dans l'application du développement urbain durable car il permet d'opérationnaliser les principes du développement durable, et d'améliorer l'efficacité des régulations des comportements des acteurs dans la perspective d'un renforcement de la durabilité (Knoepfel et Nahrath, 2005). En outre, sachant que plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans les villes et que les villes concentrent

les activités productives et consommatrices de ressources et d'énergie, le gouvernement des villes et des municipalités sont des agents importants dans toute stratégie efficace visant à promouvoir l'application du développement durable (Hardoy et al, 1992).

Pourtant, Metzger et Couret (2002) soulignent la faiblesse des villes et des administrations municipales dans les pays en développement en ce qui concerne l'application du développement durable. Cohen (2006) affirme que le manque de capacité de la plupart des gouvernements des villes et municipalités dans les pays en développement, notamment ceux des villes petites et moyennes, pour être en mesure de gérer la croissance rapide de leur population, est également un défi majeur pour la réalisation du concept de développement durable dans leur ville. Cohen (2006) avance que par conséquent la nature et l'objet de la gestion et de la gouvernance urbaine, y compris dans les pays en développement, doivent faire l'objet de changements fondamentaux. En outre, dans le cas de la mise en œuvre de politiques de décentralisation, Cohen (2006) affirme que villes petites et moyennes doivent être dotées des compétences techniques de la gestion urbaine, ainsi que des compétences financières nécessaires pour assumer ces nouvelles responsabilités, y compris celle de mettre en œuvre un développement urbain durable.

Dans ce contexte, en Indonésie, l'augmentation forte de la population urbaine des *kabupaten* peut également devenir un défi important. Le développement et la multiplication des villes petites et moyennes ajoutent une préoccupation nouvelle dans la question urbaine du pays, traditionnellement cantonnée aux très grandes villes formées par extension des villes principales comme Jakarta, Bandung et Surabaya. De surcroît, comme l'ont montré Dharmapatni et Firman (1995), la plupart des gouvernements de *kabupaten* sont caractérisés par une capacité limitée dans la gestion du développement urbain, car ils sont toujours considérés comme des circonscriptions non urbaines.

Pourtant, comme l'a montré Cohen (2006), la plupart des recherches et des débats actuels sur l'urbanisation et le développement urbain se concentrent sur les plus grandes agglomérations urbaines du monde ; de même, les recherches sur l'urbanisation et le développement durables des petites villes sont rarement rencontrées en Indonésie. Comme la majorité des urbains indonésiens habitent dans les villes petites et moyennes des *kabupaten*, les recherches sur ce sujet devraient prendre de l'importance. Le processus d'urbanisation massive dans les petites villes des *kabupaten*, qui va très probablement conduire à une

transformation spatiale unique, doit être compris afin que les bases d'une gestion urbaine des petites villes indonésiennes soient posées.

Problématique de la thèse

Dans l'intention d'une meilleure prise en compte des impératifs du développement urbain durable dans les villes des pays en développement, en particulier dans les villes petites et moyennes des régions non urbaines, cette recherche se concentre sur les processus d'urbanisation des villes petites et moyennes des *kabupaten* (circonscriptions administratives classées non urbaines, par opposition aux *kota*) indonésiens. L'objectif de cette recherche est d'examiner et d'analyser l'urbanisation des territoires et les politiques de développement urbain en Indonésie au regard des principes et des enjeux du développement durable. Elle porte en particulier sur les *kabupaten* dont les petites villes font face à un processus d'urbanisation rapide, et vise à identifier les faiblesses des politiques correspondantes, pour ensuite identifier les possibilités d'amélioration de celles-ci en vue d'encadrer ce développement et de l'accorder aux enjeux du développement durable.

La recherche trouve son origine dans la situation des politiques de développement urbain des pays en développement qui mettent rarement en accord les caractéristiques de leurs processus urbanisation et les principes de développement urbain durable. Dès lors l'hypothèse qui fonde cette recherche est la suivante :

Il existe des disharmonies dans les politiques de développement urbain indonésien qui s'adressent aux villes petites et moyenne, à leurs caractéristiques, processus et défis d'urbanisation rapide, en particulier au regard du développement urbaine durable.

Dans ce contexte, comme ce qui est défini par Pierre Merlin et Françoise Choay (2005) et par Friedmann et Wolff (1982), cette recherche définit l'urbanisation comme un processus de concentration croissante dans les agglomération urbaines, dans lequel se mêlent des processus physiques, sociaux et économiques, et leurs combinaisons, et qui transforme des aires rurales ou des petites villes en plus grandes villes. Elle définit l'urbanisation des

territoires comme un processus de concentration croissante d'habitants urbains et de leurs activités dans leurs petites villes, qu'il ne se traduit pas seulement par l'augmentation du nombre des citadins mais aussi par l'augmentation du nombre des concentrations urbaines dans la région.

La thèse porte ainsi non seulement sur l'analyse des processus d'urbanisation, mais aussi, suivant en cela Spangenberg (2004) et l'accent mis sur la question institutionnelle, sur les politiques de développement urbain du gouvernement local en réponse aux défis posés par ces processus.

Propositions de recherche

Trois propositions sont à la base de cette recherche :

Proposition de recherche 1 :

Le haut taux de croissance démographique urbaine de l'Indonésie traduit une situation dans laquelle le processus d'urbanisation n'est pas seulement survenu dans les villes importantes et les autres districts urbains, mais aussi dans beaucoup des *kabupaten*, surtout ceux-là de l'île de Java, lieu de concentration important de la population indonésienne depuis plusieurs centaines années.

Proposition de recherche 2 :

Le haut taux d'urbanisation dans les *kabupaten* a amené des défis spécifiques liés au développement de villes petites et moyennes, en particulier de point de vue du développement durable.

Proposition de recherche 3 :

Les politiques de développement urbain appliquées par les *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide ne correspondent pas aux défis d'urbanisation rencontrés par leurs villes petites et moyennes.

La première et la seconde proposition font référence au processus rapide d'urbanisation dans certains *kabupaten* indonésiennes. Avec la première proposition, cette recherche a l'intention de confirmer que la croissance considérable de la population urbaine en

Indonésie fait que le processus d'urbanisation est non seulement caractéristique des grandes villes mais aussi de certains *kabupaten* hors des grandes villes. En outre, puisque le concept de développement durable sera utilisé comme cadre d'analyse dans cette recherche, et en considérant également la nécessité de se concentrer sur les politiques de développement urbain, la seconde proposition est introduite en évoquant le processus d'urbanisation et ses défis au regard du développement durable. Enfin, la dernière proposition met l'accent sur l'analyse des politiques de développement urbain mises en œuvre par le *kabupaten* en relation avec les défis de la durabilité.

Questions de recherche

Les propositions de recherche constituent la fondation sur laquelle les questions de recherche connexes peuvent être développées. Puisque l'intérêt principal de cette recherche porte sur la politique de développement urbain des *kabupaten*, qui doivent également gérer et contrôler les développements de leurs petites villes comme une conséquence du processus de décentralisation au niveau local en Indonésie, les questions de cette recherche se concentrent sur la situation dans les *kabupaten* qui ont connu une croissance rapide de population urbaine. Par conséquent, les questions de recherche sont formulées comme suit :

Question de recherche 1 :

La croissance démographique urbaine rapide stimule-t-elle le processus d'urbanisation à l'extérieur des municipalités ?

- Des circonscriptions non-urbaines à l'extérieur des municipalités connaissent-elles un haut taux de croissance démographique urbaine ?
- Quels sont les processus d'urbanisation qui caractérisent les *kabupaten* et quels sont leurs impacts sur le développement des villes des *kabupaten* ?

Question de recherche 2 :

Quels sont, au regard de la durabilité des *kabupaten*, les défis spécifiques provoqués par les processus d'urbanisation observés dans les *kabupaten* ?

- Quels sont les défis environnementaux que le processus d'urbanisation a engendrés dans les *kabupaten* concernés ?
- Comment le processus d'urbanisation et ses défis environnementaux ont-ils influé sur le bien-être de la société dans le *kabupaten* ?
- En quoi le processus d'urbanisation est-il en mesure d'assurer la durabilité du bien-être de la société dans le *kabupaten* ?

Question de recherche 3 :

Est-ce que le processus rapide d'urbanisation du territoire dans le *kabupaten* a conduit leur politique de développement urbain à ne pas correspondre aux défis qu'il engendre ?

- Comment sont perçus les processus d'urbanisation et les défis qu'ils engendrent du point de vue du développement urbain durable par les acteurs clés dans le gouvernement local de *kabupaten* ?
- Quelles sont les politiques de développement urbain appliquées dans les petites villes des *kabupaten* pour faire face leurs défis de développement durable, leur efficacité et leurs faiblesses ?
- Quelles sont les faiblesses des politiques de développement urbain des petites villes dans les *kabupaten* qui doivent être considérées afin d'améliorer leur efficacité face aux défis d'urbanisation des territoires ?

Démarche et Méthodes

Basée sur trois propositions et trois groupes des questions, la recherche comporte trois étapes. Chaque étape est dédiée à chaque proposition respective. La première étape vise à comprendre le processus d'urbanisation dans les *kabupaten* et le développement des villes des *kabupaten*. La deuxième étape est dédiée à l'identification des principaux problèmes apparus

dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*. La dernière étape analyse les réponses du gouvernement des *kabupaten* au processus d'urbanisation et aux problèmes qu'il engendre.

1. La croissance rapide de la population urbaine dans les *kabupaten* : la compréhension du processus et des caractéristiques d'urbanisation des villes petites et moyennes des *kabupaten*.

La compréhension de l'importance du processus d'urbanisation dans le territoire des *kabupaten* en Indonésie mobilise plusieurs méthodes, à savoir : étude bibliographique, analyse des données des recensements, et travail de terrain.

La recherche a profité des nombreuses publications sur les processus d'urbanisation, en particulier ceux des pays en développement, ainsi que sur leurs relations avec la promotion du développement durable. Le concept d'urbanisation ainsi que celui de développement durable, la méthode de mesure du taux d'urbanisation, les différences entre les processus d'urbanisation dans les pays développés et en développement, les problèmes apparus dans le processus d'urbanisation en particulier dans les pays en développement, les défis du processus d'urbanisation relativement au développement durable, les expériences du traitement du processus d'urbanisation, les appels du concept de développement durable à la gestion des processus d'urbanisations, et les expériences sur les effets du processus d'urbanisation relativement au développement durable sont quelques-uns des grands thèmes qui sont abordés grâce à la recherche bibliographique.

Ensuite, la compréhension de l'importance du processus d'urbanisation des *kabupaten* a été effectuée sur la base d'analyses des données des recensements nationaux indonésiens de l'année 1980 jusqu'à 2010. Cette étude utilise les données au niveau des *kabupaten* ou *kota* (les circonscriptions locales indonésiennes) pour les analyses macroscopiques, et utilise les données au niveau des villages pour l'analyse au niveau microscopique. Les analyses macro sont effectuées pour montrer le déplacement des lieux de croissance de la population urbaine indonésienne, des villes municipalités vers les zones urbaines des *kabupaten*. Les analyses micro contribuent à la compréhension de l'effet des processus d'urbanisation des *kabupaten* en termes de formation des villes petites et moyennes dans les *kabupaten*.

Si les analyses macro sont effectuées sur des nombreux *kabupaten* et *kota*, surtout sur ceux de l'île de Java, les analyses micro sont uniquement réalisées sur trois *kabupaten* en voie

d'urbanisation rapide. Le choix est fait en fonction des caractéristiques de localisation des *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide, ce qui est obtenu à partir des analyses macro précédentes. Les *kabupaten* peuvent en effet être divisés en deux groupes, à savoir les *kabupaten* qui sont situés autour des grandes villes municipales et ceux qui se trouvent dans le corridor des routes régionales importantes dans l'île de Java. Nous avons choisi de laisser de côté les *kabupaten* qui sont situés autour des très grandes villes comme Jakarta, Bandung et Surabaya, afin d'éviter l'influence des grandes villes dans l'analyse de la formation des zones urbaines des *kabupaten* dans leur processus d'urbanisation.

Le *kabupaten* de Purwakarta de la province de Java ouest, le *kabupaten* de Tegal de la province de Java central, et le *kabupaten* de Malang de la province de Java ont été choisis pour représenter les *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide. Les *kabupaten* de Purwakarta et Tegal se situent dans le corridor des routes régionales importantes, tandis que les *kabupaten* de Tegal et Malang derniers *kabupaten* appartiennent à la catégorie des ceux qui sont situés autour des villes municipales mais pas de grandes villes municipales.

2. Les principaux problèmes du processus d'urbanisation des *kabupaten* : les véritables défis dans la promotion du développement durable dans le développement urbain des *kabupaten*.

L'identification des principaux problèmes est effectuée en utilisant la perspective du développement durable. Comme nous l'avons vu, Spangenberg (2004) affirme que le concept du développement durable met en avant quatre problèmes clés mondiaux : le défi environnemental ; le premier défi social (l'augmentation d'inégalité entre les communautés) ; le second défi social (le grand nombre de pauvres) ; et le défi institutionnel (l'incapacité des institutions de la communauté à gérer les menaces engendrées par les défis).

Pour analyser le rôle du processus d'urbanisation des *kabupaten* dans le contexte du développement durable, cette étude tente d'identifier les défis clés qui résultent de ce processus. L'espoir est de connaître les actions possibles qui pourraient être faites par les *kabupaten* pour améliorer leurs efforts en contribuant à la durabilité mondiale. Cette approche multi-aspect est également utile pour examiner le processus d'urbanisation des *kabupaten* qui a aussi des effets multi-aspect. Cependant, comme les défis institutionnels sont influencés par

la présence d'autres enjeux, cette étape de la recherche est uniquement axée sur les trois premiers défis, les défis institutionnels étant traités dans la prochaine étape.

En plus des études bibliographiques visant à comprendre la variation des effets du processus d'urbanisation dans les trois aspects du développement durable, cette étape repose également sur des études bibliographiques destinées à comprendre les questions associées aux problèmes identifiés dans les analyses. En outre, les analyses ont également profité des données des recensements nationaux et des autres données statistiques pour identifier les défis importants du processus d'urbanisation des *kabupaten* en termes de durabilité. Les analyses ont également appliqué d'autres méthodes, comme les enquêtes et les entretiens avec certains membres de la communauté dans les villes des *kabupaten*, afin de confirmer les problèmes identifiés par d'autres méthodes et de mieux connaître leurs impacts sur la vie de la communauté. Certaines analyses dans cette étape ont également utilisé des résultats obtenus à partir de l'analyse de la formation des agglomérations urbaines dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*.

Pourtant, les analyses ne peuvent pas être appliquées pour les trois *kabupaten* choisis. L'indisponibilité de certaines données dans un *kabupaten* est devenue un obstacle au travail envisagé : par exemple, nous ne pouvons pas obtenir de données sur la pauvreté à l'échelle des villages pour le *kabupaten* de Malang. En conséquence, nous ne pouvons pas procéder aux analyses de l'augmentation de la pauvreté dans les villes formées dans le processus d'urbanisation du *kabupaten* de Malang.

3. L'échec du *kabupaten* dans la gestion du processus et des défis de l'urbanisation : la faiblesse des capacités du gouvernement de *kabupaten* pour atteindre l'urbanisation durable

Les analyses de la faiblesse des capacités du gouvernement urbain se sont effectuées par deux méthodes principales, à savoir les études bibliographiques et les entretiens avec les personnes clés dans le *kabupaten*, en particulier dans les organismes gouvernementaux du *kabupaten*. Les études bibliographies sont effectuées pour certains thèmes associés à l'amélioration des capacités des institutions gouvernementales, comme le concept de décentralisation, et le développement organisationnel, surtout pour les organisations gouvernementales dans les pays en développement. La perception des acteurs du processus

décisionnel a été étudiée également pour comprendre son influence sur les décisions prises dans la gestion urbaine du *kabupaten*. Parallèlement, le processus de décentralisation en Indonésie et le transfert des autorités du gouvernement central aux gouvernements locaux, surtout les autorités de la gestion du développement urbain, sont étudiées pour comprendre les raisons possibles de la faiblesse des capacités du gouvernement de *kabupaten* à faire face au processus d'urbanisation et de développement urbain.

Les entretiens ont été réalisés avec 28 personnes dans le *kabupaten* de Tegal, dont 18 sont les personnes clés dans les institutions les plus importantes dans la gestion du développement urbain dans le *kabupaten*, tels que le service des travaux publics et le bureau de la planification du développement du *kabupaten*. En outre, nous avons interviewé cinq chefs de village et un chef d'une organisation non gouvernementale qui agit dans le développement communautaire et des infrastructures de l'environnement urbain dans le *kabupaten* de Tegal. Les entretiens ont été guidés par une liste de questions ouvertes. Pour certaines personnes clés particulières, nous avons fait des entretiens supplémentaires de façon à approfondir certaines questions importantes.

L'analyse des réponses locales au processus d'urbanisation des *kabupaten* et de la faiblesse des capacités du gouvernement de *kabupaten* dans la gestion de développement urbain se limite à un *kabupaten*, à savoir le *kabupaten* de Tegal. Ce choix se fonde sur plusieurs raisons. D'une part, le *kabupaten* de Tegal fait l'objet des analyses les plus complètes, en particulier du point de vue statistique (deuxième étape de cette étude), par rapport aux *kabupaten* de Malang et Purwakarta. De plus, le *kabupaten* se situe autour d'une ville municipale qui n'est pas trop grande. Enfin le *kabupaten* de Tegal comporte beaucoup des villes petites et moyennes en formation et en développement, de sorte qu'il peut être considéré comme une bonne représentation pour les *kabupaten* urbanisés dans l'île de Java.

Plan de la thèse

Cette thèse sera divisée en trois parties selon les trois propositions et trois groupes de questions qui seront discutées. Chaque partie sera divisée en chapitres qui sont organisés pour répondre la principale question de la proposition. La première partie correspond à la première proposition, et aborde l'urbanisation du territoire en Indonésie, et répond à la question de

savoir si le processus d'urbanisation a également pris place en dehors des métropoles et des municipalités indonésiennes.

La deuxième partie se concentrera sur la seconde proposition et ses questions : ce que sont les défis du processus d'urbanisation régionale dans les *kabupaten* au regard du concept de développement durable. Dans cette partie, les implications des processus d'urbanisation des *kabupaten* sur les consommations de sol dans les agglomérations urbaines, le développement économique dans les *kabupaten* rapidement urbanisés et la croissance de la pauvreté, et la disponibilité des infrastructures et services urbains seront discutés. Toutes les discussions dans cette partie visent à identifier les problèmes clés du processus d'urbanisation régionale dans les *kabupaten*.

La dernière partie de la thèse analyse la pertinence des politiques de développement urbain appliquées dans les *kabupaten* pour répondre à la croissance rapide de la population urbaine, en particulier en lien avec certains problèmes clés identifiés dans les développements de petites villes dans les *kabupaten*. Les questions clés de savoir quelles sont les politiques de développement urbain appliquées, et correspondent-elles aux problèmes clés soulevés par le processus d'urbanisation régional guident l'élaboration dans cette partie, comme, la question de savoir quelles sont les faiblesses de la politique mise en œuvre dans la perspective de leur amélioration.

Partie I

La croissance rapide de la population urbaine dans les *kabupaten*

L'importance du processus d'urbanisation des *kabupaten* et
les caractéristiques du développement des villes petites et
moyennes dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*

Introduction de la Partie 1

La première partie montre l'importance du processus d'urbanisation des *kabupaten*, son origine et ses développements ; elle permet de contextualiser la problématique de la recherche.

Ainsi, dans le premier chapitre nous allons définir les concepts d'urbanisation et de processus d'urbanisation, en particulier ceux des pays en développement, la méthode de mesure du taux d'urbanisation, les différences entre les processus d'urbanisation dans les pays développés et en développement, les problèmes apparus dans le processus d'urbanisation en particulier dans les pays en développement, les défis du processus d'urbanisation au regard du développement durable, les expériences de traitement du processus d'urbanisation, principalement dans les pays en développement.

Dans le deuxième chapitre, nous allons comprendre l'importance du processus d'urbanisation des territoires en Indonésie, qui a déjà commencé à partir des années 1980 par la croissance rapide de la population urbaine dans certains *kabupaten* qui se situent autour des grandes villes indonésiennes. L'apparition du processus d'urbanisation des *kabupaten* montre que les mutations urbaines ne sont plus l'apanage des grandes villes indonésiennes, mais concerne aussi certaines villes petites et moyennes.

Dans le dernier chapitre, nous allons analyser le processus d'urbanisation des *kabupaten* qui se concentre dans leurs villes petites et moyennes. La compréhension du processus fournit une base importante pour le distinguer de celui qui caractérise les grandes villes. En outre, les résultats de cette analyse fournissent les bases de l'analyse menée afin d'identifier les problèmes importants engendrés par l'urbanisation qui seront discutés dans la deuxième partie de la thèse.

Chapitre I

Qu'est que l'urbanisation du territoire ?

Bilan bibliographique relatif à l'urbanisation en région dense dans les pays en développement

Introduction

L'urbanisation des pays en développement est un des phénomènes les plus importants de la seconde moitié du XXe siècle. Elle a eu un impact considérable sur l'économie, l'environnement, les aspects sociaux et politiques, tant au niveau local que régional, voire global. Bien qu'admise comme moteur de la modernisation, du développement, de la croissance et de l'accumulation économique, l'urbanisation des pays en développement, surtout celle qui se fait rapidement, est aussi associée à des problèmes importants, comme le chômage, la pauvreté, l'insuffisance des infrastructures et du logement, ce qui cause de formidables défis aux villes.

Dans les domaines pratiques et académiques, l'urbanisation des pays en développement devient souvent une question importante qui nécessite une analyse approfondie. Bien qu'elle ait commencé par l'analyse du processus de la concentration des habitants en milieu urbain et par celle du processus du développement urbain, conséquence du précédent (Tisdale, 1942), l'étude de l'urbanisation est devenue une question plus large. Elle s'est d'abord limitée à l'analyse de la concentration dans une ville, puis elle est passée à la région dans un contexte de développement national, qui permet de comprendre « comment l'étude urbaine peut expliquer le processus fondamental du développement national, et quelle politique peut y faire face » (Friedmann, 1973). L'étude de l'urbanisation s'élargira à d'autres champs d'études, comme la sociologie, l'économie, la géographie, l'aménagement urbain, la science politique, etc. (Friedmann et Wolff, 1982) ; elle a ainsi souvent fait l'objet d'une étude comparative pour mieux comprendre ses processus et ses impacts (Friedmann et Wolff, 1982).

En utilisant des résultats de recherches et mes réflexions personnelles, ce chapitre vise à établir un bilan bibliographique sur l'urbanisation, surtout celle des pays en développement. Il débute par une vue d'ensemble du processus d'urbanisation. Ensuite une discussion sur l'urbanisation du monde montre le grand défi posé par la croissance élevée de la population

dans les petites villes, en particulier dans les pays en développement. Puis, la comparaison du processus d'urbanisation dans les pays développés et dans les pays en développement est discutée pour comprendre leurs différences et pourquoi les pays en développement sont confrontés à de tels défis aujourd'hui.

1.1 Le concept d'urbanisation

Avant d'analyser le processus d'urbanisation des pays en développement, il est nécessaire de préciser le sens théorique du terme urbanisation. Cette démarche est essentielle à la compréhension fondamentale du concept, en particulier dans le cadre des pays en développement.

1.1.1 Le sens théorique du terme d'urbanisation

Urbanisation est un terme qui se rattache au processus de la création ou de l'agrandissement des villes ou de leurs populations. Pierre Merlin et Françoise Choay (2005 : 910), dans leur ouvrage intitulé « Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement », montrent que le terme d'urbanisation a deux sens distincts ; dans le premier, qui est le moins utilisé, l'urbanisation est définie comme l'action de créer des villes qui est souvent suivie par un processus d'extension de l'espace urbain ; et dans le second, elle est définie comme un processus de concentration croissante de la population dans les villes ou dans les agglomérations urbaines.

De ce point de vue, on peut dire que l'urbanisation est un processus complexe de concentration croissante dans un espace donné qui est liée au processus d'augmentation de la population urbaine et de ses activités, et au processus d'élargissement, d'agrandissement et de développement urbain, soit dans une ville soit dans une région. Dans ce contexte, Tisdale (1942) et Friedmann et Wolff (1982) soutiennent que l'urbanisation renvoie au terme de « devenir » qui exprime un mouvement, par lequel une région se développe : une région rurale devient une petite ville, une petite ville devient une grande ville, ou une grande ville devient une plus grande ville, et qui se compose des processus physiques, sociaux, politiques, économiques, et de leurs combinaisons.

Dans la documentation scientifique classique, le discours sur l'urbanisation s'appuie sur le domaine de la démographie sociale pour décrire le processus de la concentration de la

population, d'où découlent deux options d'après Hope Tisdale (1942): l'augmentation de taille de l'agglomération ou la multiplication des points de concentration. Ainsi, en plus de se concentrer sur la croissance urbaine, le discours sur l'urbanisation se focalise aussi sur la multiplication des agglomérations dans une région. Pris dans ce dernier sens, le terme d'urbanisation élargit le processus de développement d'une ville au processus régional. Le concept d'urbanisation n'est plus vu simplement comme un phénomène de développement d'une ville seule, mais aussi comme un phénomène régional d'apparition et de développement des villes. Dans ce contexte, le terme d'urbanisation est compris comme étant le rapport de la population urbaine sur la population totale dans une certaine région. C'est ainsi que Kingsley Davis (1955) utilise le terme de « société urbanisée » pour définir une société qui a une plus grande proportion de personnes habitant dans ses villes et ses zones urbaines que dans ses zones rurales.

Du point de vue des études macroscopiques, Friedmann (1973) soutient que l'urbanisation renvoie aux processus complexes qui se produisent dans les systèmes spatialement organisés, dans lesquels les processus n'incluent pas seulement la génération et la distribution d'innovation, mais impliquent aussi la prise de décision et le contrôle, les écoulements de capitaux et les investissements, la diffusion spatiale de l'innovation et des processus de migration. Dans le contexte spatial, ces processus correspondent à la distribution spatiale du pouvoir, à la localisation des activités économiques, à la morphologie et aux formes des espaces en milieu urbain. En outre, de tous ces processus, Friedmann et Wuff (1975) affirment que la prise de décision et le contrôle, qui forment la relation spatiale et la distribution de pouvoir, sont les processus critiques auxquels tout autre processus sera finalement rattaché.

Toutes les parties du processus d'urbanisation, alors, remodelent constamment l'organisation spatiale du système social en remodelant l'espace des activités économiques et de réseaux d'habitation de la société, et l'organisation spatiale de la modernisation en remodelant les espaces socioculturels, aussi bien que l'organisation territoriale du pouvoir dans la société (Friedmann, 1973). Friedmann (1973) a soutenu que le processus d'urbanisation se compose de deux dimensions corrélées, c'est-à-dire : l'augmentation de la concentration géographique de population et d'activités non agricoles dans les aires urbaines qui renvoie au processus spatial d'habitat urbain et de l'espace économique, et la diffusion géographique de valeurs urbaines, comportements, organisations et institutions qui renvoie à

la modernisation spatiale. En outre, Friedmann (1973) affirme que chacune des deux formes influence l'autre en remodelant l'organisation spatiale du système social.

Cependant, Jacqueline Beaujeu-Garnier (1995) différencie le terme « d'urbanisation » et celui de « civilisation urbaine ». Si le premier se rattache à la progression directe du phénomène urbain dans le sens du mouvement de développement des villes à la fois en nombre et en taille, le second se rattache à la pénétration partielle des habitudes de la société et des modes de vie venant de la ville dans le monde rural (Beaujeu-Garnier, 1995). De la même manière Hope Tisdale (1943) avait discuté ces deux approches de l'urbanisation lorsque ce concept a été intégré dans le programme scolaire. Mais il a réfuté le sens d'urbanisation comme un processus radial dans lequel des idées, des habitudes et des modes de vie se propagent du centre urbain vers le milieu rural, car ce sens considère la ville comme la cause de l'urbanisation plutôt que comme le résultat d'un processus (Tisdale, 1942). Dans ce sens, Tisdale (1942) a défini l'urbanisation comme un processus d'apparition, de croissance de la concentration et de développement de la ville, cette dernière étant alors plutôt le résultat du processus (Tisdale, 1942).

1.1.2 La mesure du processus d'urbanisation

Bien que l'urbanisation est considérée comme un processus complexe de concentration croissante, de création, d'agrandissement et de multiplication des villes qui transforme une région rurale ou urbaine en une région plus urbanisée et amène des changements spatiaux et socio-économiques, dans un sens strict, l'urbanisation peut être simplement considérée comme un phénomène démographique défini par le taux d'urbanisation d'une communauté dans une région ou un pays, qui est conventionnellement mesuré par la proportion de la population urbaine sur la population totale (McGee, 1971). Dans cette mesure, la population urbaine peut être définie comme le nombre de la population qui réside dans toutes les unités urbaines, c'est-à-dire toutes les zones catégorisées comme les zones urbaines, dans la région ou le pays, pendant que la population totale peut être définie comme le nombre de la toute population qui réside dans toutes les zones de la région, y compris les zones urbaines et les zones non urbaines.

Dans les premières études de l'urbanisation réalisées au cours des années 1960, cette mesure du taux d'urbanisation a été critiquée car elle était trop simple et car elle négligeait les autres caractéristiques importantes de l'urbanisation. Jack P. Gibbs (1966) a soutenu que la

mesure du taux d'urbanisation ne permettait pas de différencier les régions présentant un même niveau d'urbanisation tout en ayant une forte différence de distribution démographique urbaine. Par exemple, deux régions qui ont 50 % de population urbaine par rapport à leur population totale sont jugées identiques, même si une région a toute sa population urbaine qui réside dans une grande ville et l'autre sa population distribuée dans de petites villes. Il a donc critiqué cette mesure simple conventionnelle qui ne reflète pas la hiérarchie urbaine.

Pour l'améliorer, Gibbs (1966) a alors suggéré une autre façon de mesurer le niveau d'urbanisation en proposant une alternative qui est fondée sur deux composantes : l'échelle d'urbanisation et l'échelle de concentration démographique. L'échelle d'urbanisation est une mesure basée sur l'effectif de la population urbaine, comme le taux d'urbanisation. Cependant, il reflète la hiérarchie urbaine en utilisant la répartition des effectifs de la population urbaine par tranche de taille urbaine, alors que l'échelle de concentration démographique est mesurée en calculant la proportion de la population totale dans chaque tranche de taille urbaine. Néanmoins, la proposition a été critiquée par certains spécialistes, comme Jones (1967) qui a indiqué qu'il y avait quelques difficultés méthodologiques à adopter la mesure d'urbanisation proposé par Gibbs. Cette même raison a aussi été évoquée par Mitra dans son commentaire en 1968 (voir Mitra, 1968).

La mesure du taux d'urbanisation se résume donc au calcul simple de la proportion de la population urbaine dans la population totale de la région, sachant que la population urbaine comprend la population qui réside dans toutes les unités urbaines de la région en incluant ses métropoles, ses villes, ses bourgs et d'autres concentrations démographiques. Cependant, ce qui demande le plus d'effort pour cette mesure simple est le calcul de la population urbaine. C'est parce que, d'abord, même s'il est facile de différencier les villes des régions rurales, il est plus difficile de définir la limite à partir de laquelle une concentration démographique peut être classée comme zone urbaine. Une communauté urbaine peut être définie sur la base de certains critères tels que : une taille minimale arbitraire, une densité démographique, des limites administratives ou politiques, des fonctions économiques, ou une combinaison de certains d'entre eux (Cohen, 2006). Cependant, dans de nombreux pays, une grande partie des statistiques concernant la population est fondée sur des limites administratives qui souvent ne correspondent pas aux zones urbaines réelles. Dans cette situation, il est difficile de définir les effectifs réels de la population urbaine, parce que toute la population de la zone définie comme zone urbaine sera comptée dans les effectifs de la population urbaine alors que certaines parties de la zone conservent un environnement rural.

Ainsi le problème de la mesure du taux d'urbanisation soulève le besoin de définir quelle sorte d'établissement peut être considérée comme un établissement urbain. La définition est nécessaire pour distinguer les petits centres urbains des plus petits établissements qui ne devraient pas encore être classés comme urbains. Alors, il est nécessaire d'avoir une différenciation claire entre les établissements urbains et ruraux dans les efforts à distinguer la population urbaine parmi les autres, même si elle est arbitraire ; parce qu'autrefois certains endroits ayant les mêmes critères démographiques pouvaient être classés comme urbains d'un côté et ruraux d'un autre.

Fondamentalement, les termes d'établissement 'urbain' et 'rural' sont opposés l'un à l'autre. L'établissement rural est souvent défini comme un type d'établissement humain où la forme prédominante des moyens d'existence réels est la production du secteur primaire, comme les activités agricoles incluant les productions de bétail et de récolte. Comme la majeure partie de la population des établissements ruraux travaille dans le secteur agricole et comme celui-ci est un secteur qui utilise de vastes surfaces, ces organisations spatiales rurales sont souvent associées à une faible densité démographique, alors que l'habitat urbain est défini comme un établissement humain dont la majorité des activités économiques sont non agricoles et liées à une densité démographique élevée et associées à des réseaux sociaux et économiques plus complexes. Donc, théoriquement, il y a beaucoup d'indicateurs disponibles pour distinguer les établissements urbains des établissements ruraux. Il existe divers indicateurs quantitatifs comme la taille de la population, la densité démographique, le profil d'emploi, et le nombre et la gamme de services ainsi que des indicateurs qualitatifs comme le mode de vie (Hall, 1998 : 19). Pourtant, ces indicateurs ne suffisent pas à décrire les caractéristiques des régions urbaines ; ils peuvent donc aider à identifier les différents taux d'urbanisation de n'importe quel type de zone habitée sans pour autant donner une définition claire de ce qui est urbain (Hall, 1998 : 19-20).

En pratique, il est aussi souvent difficile d'avoir une définition claire, acceptée de tous, des critères qui seront utilisés dans la définition des habitants urbains. Il existe des variations entre les pays dans la manière de les définir et il n'y a aucun accord parmi les gouvernements et les chercheurs sur une définition commune. De plus, même si la plupart des recensements nationaux utilisent des seuils démographiques pour distinguer les établissements « urbains » et « ruraux », il n'y a aucun accord sur la taille de l'effectif minimal de la population d'un établissement qui peut être classée comme une zone urbaine (Satterthwaite, 1986 : 11-13).

Pour soutenir cet avis, Cohen (2006) montre qu'il n'y a aucune norme globale pour la classification d'établissements urbains.

Dans leurs efforts pour définir le nombre de leurs habitants urbains, quelques pays définissent leur population urbaine comme celle vivant au sein de certaines limites administratives urbaines, pendant que d'autres pays utilisent une taille démographique minimale arbitraire ou une densité démographique comme caractéristique primaire pour définir leurs habitants urbains (Cohen, 2006). Cela pose un véritable problème pour la recherche dans le domaine de l'urbanisation qui doit faire des comparaisons de populations urbaines entre les pays, parce que les habitats qui sont classés comme urbains dans un pays peuvent être classés comme ruraux dans un autre. En outre, il existe de grandes variations de taille des établissements désignés comme urbains entre les nations, surtout entre les pays développés et ceux en développement. Beaucoup de concentrations de population d'entre 1 000 à 2 000 habitants, voire de moins de 1 000 habitants, ont des magasins, des services et même des activités industrielles, qui indiquent une activité économique urbaine dans les pays développés, et elles sont classées comme entités urbaines. Alors que dans beaucoup d'autres pays, surtout dans les pays à faibles revenus, beaucoup des concentrations de population de plus de 10 000 habitants n'ont que quelques petits magasins et services avec une majorité de la population travaillant dans des activités agricoles, donc elles sont classées en entités non urbaines.

Des ambiguïtés peuvent aussi apparaître dans les différenciations « rurales » et « urbaines » basées sur la taille de l'établissement, des activités urbaines et des limites administratives de la ville. Les ambiguïtés sont présentes quand le développement du logement et des activités urbaines qui se produisent ne correspondent pas aux limites administratives de la ville. De nombreuses villes voient croître leurs activités urbaines au-delà de leurs limites administratives, tandis que d'autres concentrent leurs activités qui restent ainsi groupées au cœur de leurs limites administratives, ce qui fait qu'il subsiste des zones à caractère non-urbain à l'intérieur des limites administratives de la ville.

Dans l'effort de distinguer les entités urbaines des rurales, Cecilia Tacoli (2006 : 4) a indiqué que la majorité des gouvernements nationaux dans le monde utilise un de ces quatre moyens pour définir leurs établissements urbains : seuil démographique ; combinaison de seuil démographique avec d'autres critères comme la densité démographique ou la proportion de la population employée dans les activités non agricoles ; mode d'administration ou statut politique ; désignation par la liste de règlements appelés « les règlements urbains ».

Les seuils démographiques et leur combinaison avec d'autres critères sont les moyens les plus communs utilisés par la plupart des recensements nationaux pour la distinction entre « rural » et « urbain », même si les seuils choisis varient énormément d'un pays à un autre (Hardoy and Satterthwaite, 1986: 11). L'Islande est un exemple de pays qui utilise un seuil de 200 habitants ou plus pour définir sa notion de la population urbaine, alors que l'Éthiopie, l'Angola et l'Argentine choisissent 2 000 habitants ou plus, l'Autriche 5 000 habitants ou plus, et le Sénégal et le Bénin sont des exemples des pays qui utilisent un seuil de 10 000 habitants ou plus (Véron, 2006, voir aussi Cohen, 2006). D'autres pays, comme le Salvador et le Pakistan, ont des critères urbains qui ne sont pas fondés sur le seuil démographique. Ils définissent leurs « espaces urbains » comme ceux qui servent de centres pour la collectivité locale et définissent chaque population qui vit à l'extérieur de ces espaces urbains comme « population rurale » (Hardoy and Satterthwaite, 1986 : 11, voir aussi Véron, 2006 : 17).

Certains pays utilisent des critères plus sophistiqués qui combinent le seuil démographique ou la fonction des espaces comme le centre d'administratif de collectivité locale avec d'autres critères comme le seuil de densité démographique, le seuil de proportion de population active non agricole, ou à d'autres critères caractéristiques d'un centre « urbain » (Hardoy et Satterthwaite, 1986 : 11). Le Botswana utilise des critères d'agglomération de 5 000 habitants où plus de 75 % de la main-d'œuvre travaille dans des activités autres que l'agriculture (Cohen, 2006), et le Chili définit ses habitats urbains comme un centre d'une population qui présente des caractéristiques évidentes d'activités urbaines et possède certains services publics ou services urbains (Véron, 2006: 16-17). Le Canada définit un habitat urbain comme une agglomération de 1 000 habitants ou plus qui a une densité démographique minimale d'au moins de 400 habitants par kilomètre carré, alors que pour la France une agglomération urbaine a au moins 2 000 habitants avec une continuité d'établissements ou une séparation entre les établissements de moins de 200 mètres (Véron, 2006). Donc, avec de grandes variations entre les pays, comme Kammeier (2005 : 16) le soutient, les définitions de centre urbain et du seuil démographique qui distinguent les espaces urbains et ruraux sont une question de statistique nationale avec pour résultat que la comparaison entre les pays est par nature difficile puisque leur base statistique n'est pas uniforme.

1.2 L'urbanisation du monde

1.2.1 L'augmentation de la population urbaine du monde

L'urbanisation, qui en termes simples peut être vue comme l'augmentation de la population urbaine, est en fait un phénomène récent dans l'histoire de l'humanité. Même si les premières villes dans le monde, Jericho et Çatal Hüyük, ont été formées il y a 6 000 ans avant J.-C. (Merlin et Choay, 2005), le monde demeure « rural » jusqu'à la première décennie du XXI^e siècle quand la proportion de la population urbaine mondiale par rapport à la population totale a atteint 50% (UNFPA, 2007). Le niveau d'urbanisation du monde était d'environ 5% au début du XIX^e siècle (voir le tableau 1.1) et seulement 2% de la population mondiale habitaient dans les villes de plus de 100 000 habitants en 1850 (Firebaugh, 1979 :199). Ceci signifie que 60% de la population urbaine mondiale à cette époque habitaient dans les villes de moins de 100 000 habitants. L'urbanisation du monde est devenue un thème important depuis la seconde moitié du XX^e siècle, quand beaucoup des pays émergents ont connu une croissance forte de la population urbaine. Le niveau mondial d'urbanisation, qui n'était que de 5,1% en 1800, de 6,3% en 1850, et restait de 13,3% en 1900, a alors commencé à augmenter rapidement : il a triplé pour atteindre 37,2% en 1975, et a passé le seuil de 50% à la fin de la première décennie du XXI^e siècle.

Du point de vue du développement physique, le développement des villes du monde est un nouveau phénomène aussi. D'après l'archéologue Kingsley Davis (1955), les premières villes entre 6 000 et 4 000 ans av. J.-C. sont seulement des habitats avec quelques rues et un ou deux bâtiments publics, tout ceci sur un territoire de quelques acres (un ou deux hectares), et avec une productivité urbaine qui était plutôt à destination locale. Ensuite, Davis (1955) montre que les « vraies » villes ont commencé à apparaître vers 3 000 ou 2 000 ans av. J.-C., après les innovations de l'écriture d'alphabétique et la fonte du fer rendant possibles la concentration du pouvoir et la bureaucratie.

Tableau 1.1**Evolution de la population urbaine mondiale de 1800 à 2005**

L'année	Total			Région développée		Région en développement	
	Population Totale (million)	Population Urbaine (million)	Taux d'Urbanisation (%)	Population Urbaine (million)	Taux d'Urbanisation (%)	Population Urbaine (million)	Taux d'Urbanisation (%)
1800	978	50	5,1	20	7,3	30	4,3
1825	1 100	60	5,4	25	8,2	35	4,3
1850	1 262	80	6,3	40	11,4	40	4,4
1875	1 420	125	8,8	75	17,2	50	5,0
1900	1 650	220	13,3	150	26,1	70	6,5
1925	1 950	400	20,5	285	39,9	115	9,3
1950	2 519	732	29,0	423	52,1	309	18,1
1975	4 074	1 516	37,2	701	66,9	815	26,9
2000	6 086	2 845	46,7	874	73,2	1 971	40,3
2005	6 465	3 150	48,7	898	74,1	2 252	42,9

Source : Zelai Xu (2008), à partir des données de la Banque Mondiale, *1999 World Development Report* ; l'ONU, 2006 ; et Ye, 2002.

Figure 1.1

Evolution de la population urbaine mondiale de 1800 à 2005 (en millions)

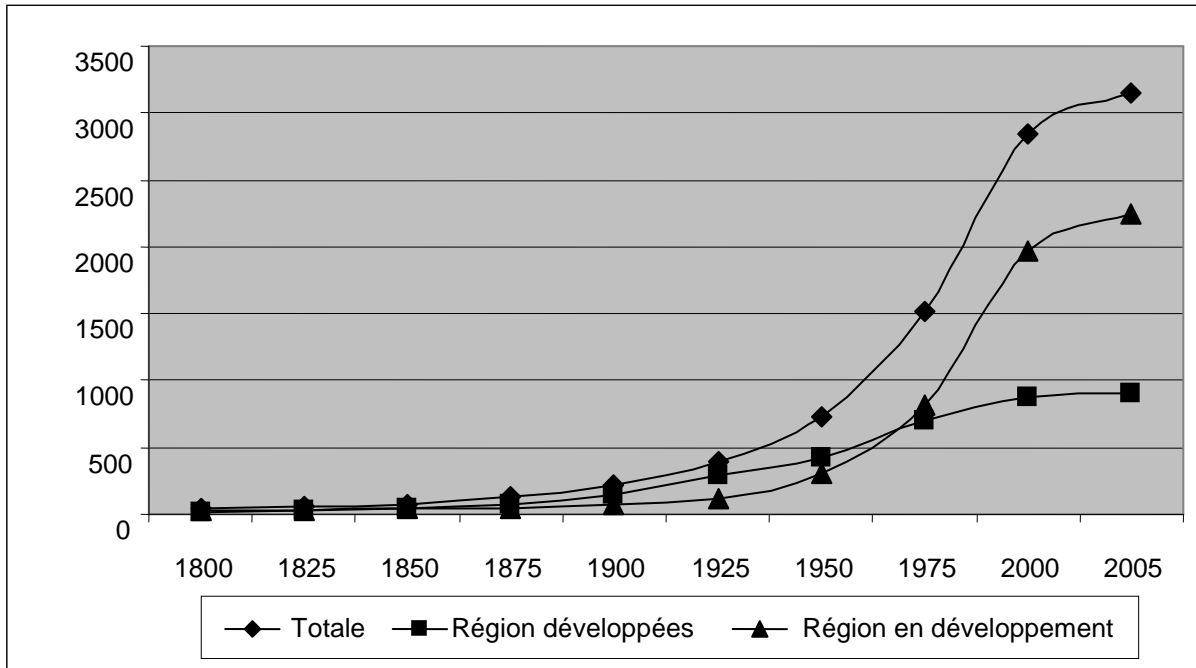
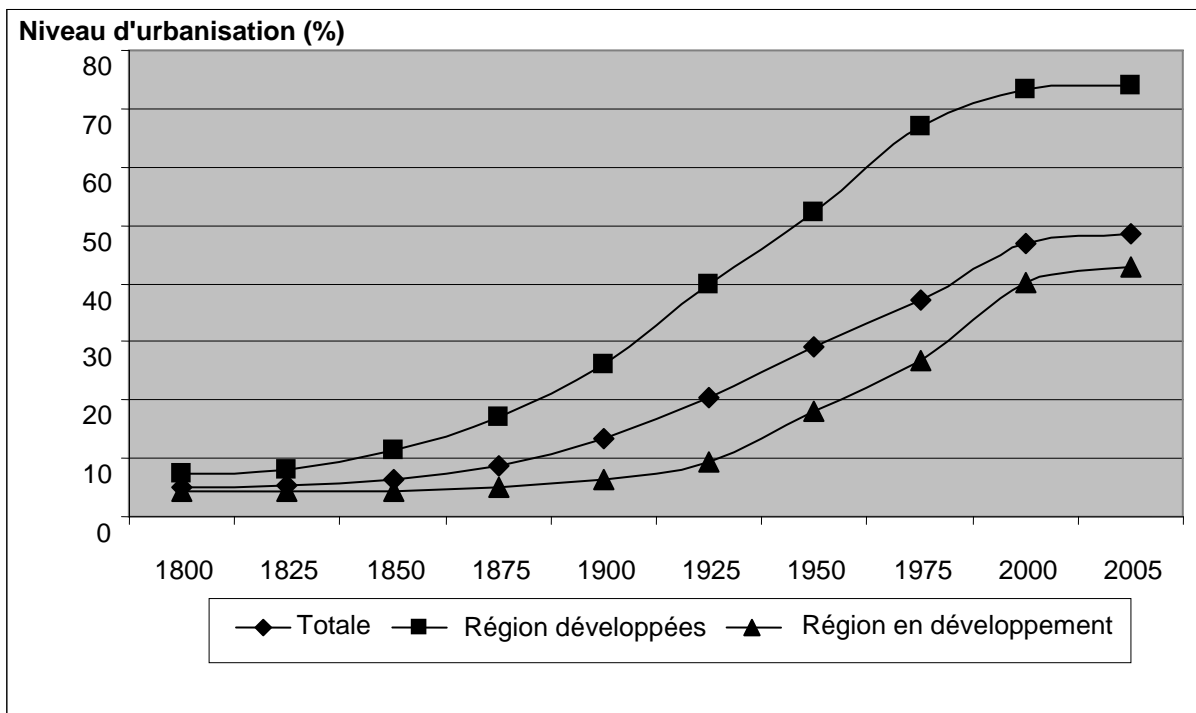


Figure 1.2

Evolution taux d'urbanisation du monde de 1800 à 2005



Davis (1955) soutient que ces villes ont commencé à développer leurs activités de production en dehors du secteur agricole sans affecter le développement et l'amélioration des activités agricoles, à cette époque là, quand les villes de Mésopotamie, d'Inde, d'Égypte, de Perse, de Grèce, et de l'Empire romain ont été toujours liées à une économie qui était essentiellement agricole et artisanale ont joué comme le meilleur rôle pour les produits non agricoles. L'ouverture des nouvelles terres, ainsi que le développement et l'amélioration des transports ouvraient de nouvelles possibilités d'élargissement du marché qui à son tour améliorent et augmentent les productions et les activités dans ces grandes villes, et augmentent également la taille des villes (Davis, 1955).

Il y avait moins de 50 villes de plus de 100 000 habitants au début du XIXe siècle dans le monde (Davis, 1955). Londres, la plus grande ville du monde en 1800, était encore une ville de moins d'un million d'habitants, même si sa population a augmenté très rapidement pour atteindre 2,3 millions en 1850 (Davis, 1955). Jusqu'à 1850, il y avait seulement trois villes : Londres, Paris et Beijing, qui avait plus d'un million d'habitants (Lowry, 1990), et seulement 16 villes au début du XXe siècle (Cohen, 2004). Ce nombre est passé à environ 400 villes à la fin du siècle, et les trois quarts de ces villes se trouvent dans des pays en développement (Cohen, 2004).

Le processus d'urbanisation du monde a augmenté la taille des plus grandes villes et le nombre des villes dans ce groupe également. Il y avait 8 villes avec une population supérieure à 5 millions d'habitants en 1950 (Cohen, 2004), parmi lesquelles New York et Tokyo qui étaient les deux plus grandes avec leur population de plus de 10 millions d'habitants chacune (ONU, 2006). De nos jours, au début du XXIe siècle, plus de 20 très grandes villes dépassent 10 millions d'habitants (ONU, 2006), 24 grandes villes ont entre 5 et 10 millions d'habitants, 345 villes ont entre 1 et 5 millions d'habitants, et 419 villes ont une population comprise entre 500 000 et 1 million d'habitants chacune (ONU, 2004). Au cours des deux derniers siècles, le monde a été le théâtre d'une véritable révolution urbaine où le processus d'urbanisation est devenu un phénomène important tout comme le processus d'industrialisation, les deux étant fortement corrélés.

Pourtant, la croissance de la population urbaine et le processus d'urbanisation ne se sont pas déroulés de la même manière dans chaque région du monde, qui présente d'importantes différences. Le niveau d'urbanisation et la vitesse à laquelle les pays ou les villes grandissent à l'échelle individuelle sont aussi des caractéristiques importantes du processus d'urbanisation mondial et varient grandement d'une région à une autre.

Dans l'histoire récente de l'urbanisation du monde, l'Europe Occidentale, où le processus d'industrialisation a historiquement commencé, est la région où l'urbanisation démarre le plus tôt. L'Angleterre, pays d'origine de la révolution industrielle, est le pays où le processus d'urbanisation démarre en premier. Elle a commencé son processus d'urbanisation au XVIII^e siècle, et est entrée dans la société urbaine vers 1850 quand sa population urbaine a dépassé les 50 % (Xu, 2008). La France, la Suisse et la Belgique ont commencé leur processus d'urbanisation entre 1770 et 1800, et ont été suivies par l'Allemagne trois décennies plus tard (Xu, 2008). L'Italie, l'Espagne et les autres pays d'Europe de l'Ouest ont commencé leur processus d'urbanisation plus tard entre 1850 et 1880 (Xu, 2008). L'Australie et les États-Unis sont des cas à part dans le cadre du processus d'urbanisation car leur urbanisation, qui a commencé entre 1830 et 1840, a beaucoup été influencée par les flux migratoire en provenance de l'Europe (Xu, 2008). Grâce au démarrage précoce du processus d'urbanisation, ces pays développés constituent des sociétés urbaines en 1950 où ils atteignent un taux d'urbanisation moyen de 52,5%, alors que les pays en développement sont encore à 18,1% et que le monde globalement n'est qu'à 29,0%.

Il y a aussi des différences entre les processus d'urbanisation dans les pays en développement. L'Amérique Latine, dont le peuplement a été aussi influencé par les flux migratoires de l'Europe (Cohen, 2004), a démarré son urbanisation plus tôt que l'Afrique et l'Asie. Cette région est devenue une société urbaine depuis le début des années 1960 alors que l'Asie et l'Afrique ont encore un niveau d'urbanisation respectivement de 19,8% et 18,6% à la même période (ONU, 2004). Seules, parmi les grandes régions du monde, l'Asie et l'Afrique n'ont pas encore un niveau d'urbanisation de plus de 50% au début du XXI^e siècle, les deux régions ayant respectivement des taux d'urbanisation de 39,9 % et 39,7 % en 2000 (ONU ; 2004). L'Amérique Latine peut donc être considérée comme la quatrième région qui a démarré son processus d'urbanisation après l'Europe, l'Australie et l'Amérique du Nord, et la première région dans les pays en développement. Cependant, avec une forte population, l'Asie et l'Afrique sont les régions du monde qui feront face au plus fort processus d'urbanisation au XXI^e siècle.

1.2.2 L'énorme augmentation de la population urbaine de pays en développement dans la période de 1950 à 2030

Dans ses rapports intitulés « *World Urbanization Prospects : the 2003 Revision* » (2004) et « *World Urbanization Prospects : the 2005 Revision* » (2006), et en utilisant la définition de population urbaine définie par chaque pays, l'ONU donne une description de l'augmentation de la population mondiale, et la progression de l'urbanisation du monde de 1950 à 2000. De même, le rapport donne une projection jusqu'en 2030 qui, malgré les problèmes de comparabilité internationale et d'irrégularité et de manque de données dans certains pays, malgré les insuffisances de la méthode qui ne prend pas facilement en compte des situations imprévisibles, peut nous donner une image de la situation de l'urbanisation du monde dans le futur.

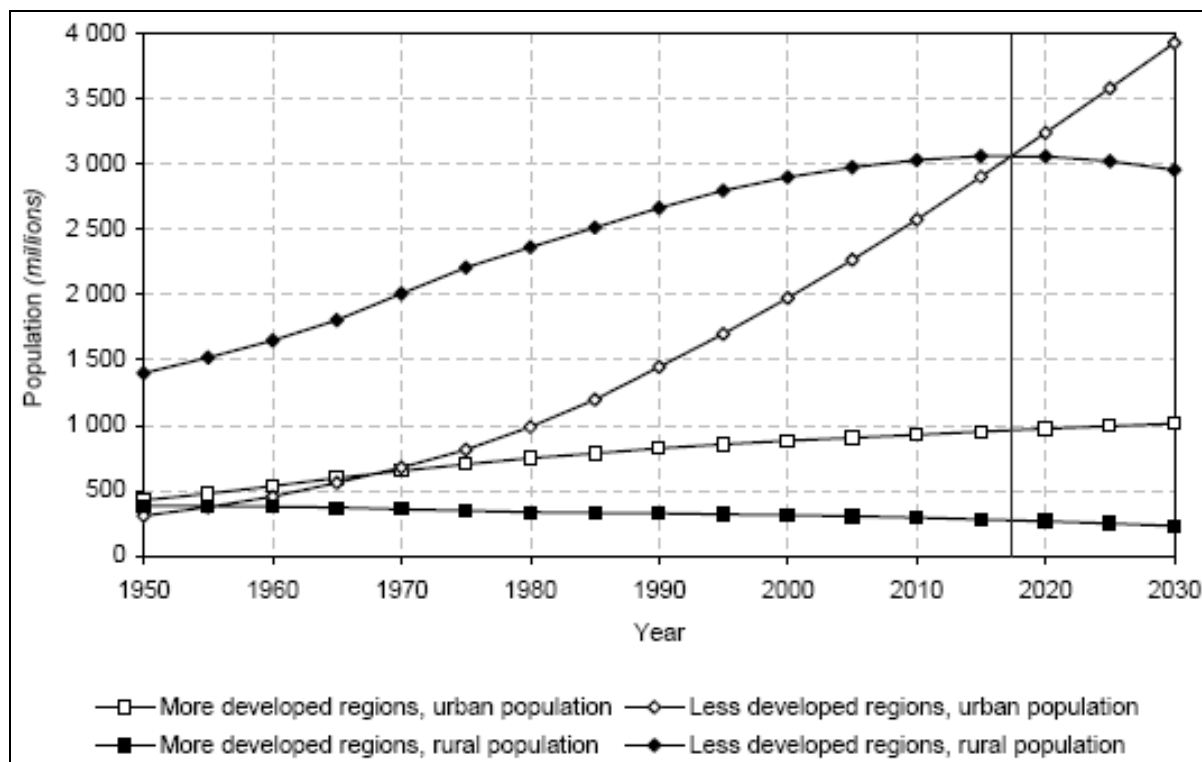
Le rapport montre que le monde a connu une croissance spectaculaire de la population du monde pendant la seconde moitié de XXe siècle. Pendant la croissance importante, le nombre de ceux qui ont été classés comme la population urbaine a également cru dans une croissance sans précédente. Au début du siècle, la population mondiale était seulement d'environ 1,65 milliards de personnes (voir Cohen, 2006). Elle a augmenté de façon exponentielle à 2,52 milliards en 1950 et a atteint approximativement 6,1 milliards à la fin du XXe siècle. On prédit qu'elle dépassera 8,2 milliards en 2030. Pendant ce temps, la population urbaine mondiale a augmenté d'environ 0,73 milliards en 1950 à 1,52 milliards en 1975, et a atteint plus de 3 milliards dans les premières années de XXIe siècle. Le monde est devenu plus urbain que rural à partir de l'année de 2008, grâce au fait que plus de 50% de la population totale mondiale sera urbaine, c'est-à-dire qu'environ 3.3 milliards de personnes vivront dans les régions urbaines dans le monde (UNFPA, 2007). Ensuite, la population urbaine du monde continuera à grandir très rapidement, et on a prévu que les villes dans le monde accueilleront près de 5 milliards de la population urbaine en 2030.

La croissance de la population mondiale et même celle de la population urbaine a été très importante dans les pays en développement entre 1950 et 2000 (voir le tableau 1.1), et l'Asie, en tant que plus grand continent, est la partie du monde où la population mondiale et même la population urbaine se concentrent. L'Asie abritait 3,9 milliards d'habitants ou 60,4 % des 6,5 milliards que représentait la population mondiale en 2005 et elle devrait abriter plus de 4,87 milliards d'habitants (59,4 % de la population totale du monde) quand la population mondiale comptera 8,2 milliards en 2030 (ONU, 2006). Sur la population urbaine, elle a devenu un domicile de plus de 1,55 milliards de la population urbaine en 2005, ce qui

signifie près de la moitié de la population urbaine du monde dans cette année là. Les décennies suivantes seront témoins d'une croissance urbaine galopante dans les pays en développement, particulièrement en Asie où la population urbaine doublera entre 2000 et 2030, (voir le tableau 1.1).

Figure 1.3

Evolution des populations urbaine et rurale mondiales de 1950 à 2030



Source : ONU, 2004

Ainsi, la majorité de la population urbaine mondiale supplémentaire habitera les villes des pays en développement et principalement celles d'Asie. Plus précisément deux personnes sur trois de la population urbaine mondiale supplémentaire vivront dans des villes en Asie. En fait environ 64,6 millions (93,7 %) des 68,9 millions d'habitants urbains supplémentaires par an entre 2000 et 2030 s'ajouteront à la population urbaine existante des villes d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine qui représentent les régions de pays en développement. Et l'Asie seule accueillera 42,5 millions de population urbaine supplémentaire par an dans cette même période (Cohen, 2006 ; Pugh 1995).

Tableau 1.2**Evolution des populations urbaine et rurale mondiales de 1950 à 2030**

	1950	1975	2000	2005	2030
Population Totale	2 519	4 073	6 085	6 464	8 198
Afrique	224	416	812	906	1 463
Asie	1 396	2 395	3 676	3 905	4 872
Europe	547	676	728	728	698
Amérique Latine et les Caraïbes	167	322	523	561	722
Amérique du Nord	172	243	315	331	400
Océanie	13	21	31	33	43
Population Urbaine	732	1 515	2 844	3 150	4 912
Afrique	33	105	294	347	742
Asie	234	575	1 363	1 553	2 637
Europe	277	443	522	526	546
Amérique Latine et les Caraïbes	70	197	394	434	609
Amérique du Nord	110	180	249	267	347
Océanie	8	15	22	23	31
Population Rurale	1 788	2 557	3 241	3 315	3 286
Afrique	191	310	518	559	721
Asie	1 162	1 820	2 313	2 352	2 236
Europe	271	232	206	203	152
Amérique Latine et les Caraïbes	97	125	129	127	113
Amérique du Nord	62	64	66	64	53
Océanie	5	6	9	10	11

Source : ONU, 2006.

Comme les effets de variations de croissance parmi les régions, le processus d'urbanisation du monde montre des situations différentes entre les pays développés et en développement. La majorité de la population urbaine mondiale aujourd'hui habite dans les pays en développement, même si avant les années 1970 la population urbaine y était inférieure à celle des pays développés. C'est un renversement de situation complet qui s'explique par le fait que 90 % de la croissance de la population urbaine mondiale pendant cette période s'est concentrée dans les villes des pays en développement qui se battent encore contre la pauvreté, l'insuffisance des infrastructures et la détérioration de la qualité d'environnement urbain (ONU, 2004 :3).

1.2.3 L'augmentation du poids et du rôle des petites villes dans les pays en développement

Une autre caractéristique requiert l'attention, à savoir la distribution de la population urbaine dans les différents types de ville. Comme on peut le voir dans le tableau 1.3, le nombre d'habitants urbains qui habiteront dans les villes petites et moyennes, c'est-à-dire les villes de moins de 500 000 habitants, auront à l'avenir la croissance absolue la plus importante. Si cette croissance est comparée à celles des autres types de ville, le nombre d'habitants des villes petites et moyennes n'est pas seulement élevé du point de vue de la croissance absolue mais aussi dans son rapport à la population urbaine totale.

Tableau 1.3

Evolution la population urbaine mondiale et taille des villes de 1950 à 2030

Les tailles d'agglomération urbaine	Population (millions)			Croissance absolue	
	1975	2000	2015	1975-2000	2000-2015
10 millions ou plus	64 627	292 108	358 444	227 481	66 336
De 5 à 10 millions	131 204	194 820	268 587	63 616	73 767
De 1 à 5 millions	333 043	726 356	913 725	393 313	187 369
De 0,5 à 10 millions	179 419	320 077	357 679	140 658	37 602
Moins de 500 000	808 032	1 638 630	1 957 435	830 598	318 805
Population Urbaine Totale	1 516 325	3 173 991	3 857 885	1 657 666	683 894

Source : ONU, 2004.

Le nombre total d'habitants urbains des villes petites et moyennes qui était d'environ 808 millions en 1975, a doublé à 1,6 milliards en 2000. De plus, il est prévu qu'il passera à un peu moins de deux milliards en 2015. Donc, il y aura environ 318,81 millions d'habitants urbains supplémentaires dans le monde qui s'ajouteront à la population des villes petites et moyennes entre 2000 et 2015. En outre, bien que la proportion de la population urbaine mondiale dans ce type de villes sur la population urbaine mondiale totale ait diminué de 53,3 % en 1975 à 52,1 % en 2000, son nombre d'habitants urbains, qui sera de 1,95 milliards en 2015 par exemple, sera lui très élevé. Il sera plus grand que la population mondiale au début du siècle dernier qui était d'environ 1,6 milliard. De plus, les villes petites et moyennes recevront à peu près une moitié (46,6 %) de la population urbaine supplémentaire entre 2000 et 2015.

Tableau 1.4

La population urbaine des villes petites et moyennes dans les régions du monde

	1975	2000	2015	1975	2000	2015
	(millions)			(%)		
Le monde	808 032	1 638 630	1 957 435	100,00	100,00	100,00
- l'Afrique	70 655	177 401	271 616	8,74	11,91	13,88
- l'Asie	263 117	678 320	986 442	32,56	45,55	50,39
- l'Europe	280 903	335 960	341 578	34,76	22,56	17,45
- l'Amérique Latine et Les Caraïbes	111 429	193 220	235 364	13,79	12,98	12,02
- l'Amérique du Nord	75 300	94 274	111 543	9,32	6,33	5,70
- l'Australie et Nouvelle Zélande	5 666	7 902	8 088	0,70	0,53	0,41
- Les autres	962	1 947	2 804	0,12	0,13	0,14

Source : ONU, 2004

Tableau 1.5

La population du monde et la population urbaine et rurale d'Asie, 1950 - 2030

	1950	1975	2000	2015	2030	1950	1975	2000	2015	2030
	(millions)					(%)				
La Pop. du Monde	2 519	4 068	6 071	7 197	8 130	-	-	-	-	-
La Population d'Asie	1 398	2 398	3 680	4 370	4 886	55,50	58,94	60,62	60,72	60,10
<i>La Population Urbaine</i>	232	575	1 367	1 990	2 664	16,60	23,97	37,15	45,54	54,52
- plus de 10 millions	na	38	142	207	na	-	6,62	10,40	10,41	-
- 5 - 10 millions	na	47	91	161	na	-	8,10	6,66	8,11	-
- 1 - 5 millions	na	148	307	446	na	-	25,79	22,43	22,43	-
- 500.000 - 1 million	na	79	149	189	na	-	13,72	10,89	9,49	-
- moins de 500.000	na	263	678	986	na	-	45,77	49,62	49,57	-
<i>La Population Rurale</i>	1 166	1 823	2 313	2 380	2 222	83,40	76,03	62,85	54,46	45,48

Source : ONU, 2004

Parmi les grandes régions du monde (voir tableau 1.4), l'Asie a toujours été une région où la plus grande partie de la population supplémentaire venait accroître les villes petites et moyennes. En 1975, l'Asie avait environ 263 millions d'habitants urbains dans ses villes petites et moyennes. Ce chiffre, qui était environ 33 % de la population de ce type des villes du monde, était un peu moins élevé que de celui d'Europe. Mais, sa croissance annuelle forte a conduit le nombre d'habitants des villes petites et moyennes de l'Asie à dépasser celui de l'Europe, et ceux des autres régions. La population urbaine des villes petites et moyennes en Asie sera près d'un milliard en 2015, qui représentera plus de 50 % de la population des villes petites et moyennes du monde et environ 25,6 % de la population urbaine mondiale.

De plus, le rapport de l'ONU montre que la proportion de la population urbaine des villes petites et moyennes par rapport à la population urbaine de cette région augmente constamment depuis 1975 et le fera jusqu'en 2015 (voir tableau 1.5). Malheureusement il n'y a pas d'information sur la distribution de la population urbaine après 2015. Pourtant, avec l'augmentation estimée de la population urbaine de cette région et la contribution de la population des villes petites et moyennes par rapport à la population urbaine de la région, on peut prévoir que la population de ce type de ville dans cette région sera toujours plus grande jusqu'en 2030. Ainsi, les villes petites et moyennes de l'Asie auront toujours une population urbaine supplémentaire absolue plus élevée que celle des autres types de ville, et même parmi les autres régions du monde. Ceci indique que les villes petites et moyennes d'Asie joueront un rôle de plus en plus important à l'avenir car elles abriteront une grande proportion de la population urbaine mondiale. Le profil de ce type de ville, surtout en Asie, influencera beaucoup les villes du monde et même à l'avenir de l'humanité.

Le fait qu'une grande partie de la population urbaine supplémentaire se trouve dans les villes petites et moyennes est une caractéristique indéniable de l'Asie. La majorité de la population urbaine en Asie habite dans les villes petites et moyennes de moins de 500 000 habitants. Ce type de villes sera peuplé de près d'un milliard d'habitants à partir de 2015, ce qui correspond à plus du quart de la population urbaine mondiale et plus du huitième de la population mondiale totale. En outre, la population des villes petites et moyennes de l'Asie n'a pas tendance à diminuer, même si sa proportion semble tendre vers la diminution. Donc, les petites villes d'Asie seront de plus en plus peuplées et leur rôle ne pourra pas être ignoré si l'on cherche à améliorer la qualité de vie des habitants urbains dans le monde.

À long terme, l'augmentation de la population urbaine peut être bénéfique car comme l'a montré Barney Cohen (2004), les villes sont des centres de vie moderne qui peuvent offrir une opportunité d'amélioration sociale et économique pour leurs habitants. De plus, et en particulier dans le contexte d'urbanisation dans les pays en développement, l'augmentation du nombre de petites villes et de leur population pourrait conduire à une amélioration du système urbain dans la région, et améliorer la capacité des petites villes à effectuer un rapprochement entre la croissance économique des grandes villes et celle des régions rurales. Mais, ceci ne sera possible qu'en présence de bonnes pratiques de management urbain mises en œuvre dans le processus d'urbanisation des villes petites et moyennes. À défaut, l'augmentation de la population urbaine des villes petites et moyennes sera une source de problèmes majeure.

L'expérience montre que le développement économique et le développement du territoire, tant dans les pays en développement que dans les pays développés, ont un impact positif sur le processus d'urbanisation des villes. La métropole de Jakarta, par exemple, la ville la plus urbanisée d'Indonésie, qui comptait plus de 8,36 millions d'habitants en 2000 dans son territoire administratif seul et plus de 13 millions d'habitants dans la région métropolitaine, tire parti de la proportion élevée des investissements étrangers et domestiques réalisés dans sa région. De janvier 1967 à avril 1995, Jakarta a bénéficié d'environ 16,4 % et 10,5 % des investissements étrangers et domestiques respectivement dans la ville de Jakarta seule, et de presque 45,3 % et 44,9 % respectivement dans la région métropolitaine (Firman, 1997, p.1034 ; Firman et Dharmapatni, 1995, p.172).

A titre d'autre exemple, Sao Paulo, plus grande agglomération urbaine du Brésil, considérée comme le plus important centre industriel d'Amérique du Sud, n'était, jusqu'en 1880, qu'un petit centre commercial (Cohen, 2004). En 1890, alors que Rio de Janeiro avait une population urbaine de plus d'un demi-million, elle ne comptait que 65 000 habitants. Mais, au début du XXe siècle, après le défrichement effréné de sa périphérie de plantations de café et le développement d'usines, sa population a augmenté jusqu'à 240 000 d'habitants compte tenu des flux migratoires de diverses régions d'Europe (Cohen, 2004). En 1950, elle avait atteint 2,8 millions des habitants (Kasarda et Crenshaw, 1991), et en 2000, elle comptait plus de 17 millions d'habitants ce qui en fait la quatrième plus grande ville dans le monde (ONU, 2004). Aujourd'hui, c'une métropole importante du Brésil qui produit plus de la moitié de la production industrielle totale du Brésil (Cohen, 2004).

Pourtant, l'urbanisation des pays en développement ne constitue pas seulement un avantage en termes de développement économique. C'est aussi une arme à double tranchant, elle peut aussi être un fardeau pour les pays, et particulièrement pour les villes. En effet, lorsque leur population augmente, beaucoup de villes des pays en développement doivent faire face à un grand problème d'infrastructures urbaines pour leurs habitants. D'un côté, les activités urbaines dépendent beaucoup des services urbains comme l'électricité, la voirie, le téléphone, et l'approvisionnement en eau pour assurer l'amélioration de la croissance économique. De plus, la ville a aussi besoin de services urbains comme l'approvisionnement en eau, les installations sanitaires, l'assainissement et la collecte et le traitement des déchets pour améliorer et assurer la santé des habitants, et pour améliorer la qualité de l'environnement urbain et même la qualité de la vie urbaine (Badshah, 1996).

D'un autre côté, l'échec de la gestion publique, les budgets limités, et la faiblesse des ressources humaines, ainsi qu'une faible capacité technique dans la plupart des villes des pays en développement conduisent à une grande insuffisance des infrastructures urbaines. Nick Devas et Carole Rakodi (1993a) ont montré que l'échec de la plupart de villes des pays en développement en termes d'infrastructures essentielles correspondant à la croissance de la population a été la première raison de souffrance des villes de ces pays. Herbert Werlin (1999, p. 1525-1526) indique que le fait qu'il n'y ait qu'une faible proportion des ménages qui possède une connexion au réseau de distribution d'eau, qui est lui-même menacé de contamination bactérienne à cause d'un système d'égouts défaillant ou inexistant, demeure un problème dans beaucoup de villes des pays en développement comme Kolkata (Calcutta), Jakarta, et Manila (Manille) où l'eau de surface et même les eaux souterraines très profondes ont été contaminées par des déchets humains, industriels et urbains. Ensuite, il montre que la combinaison de l'échec de la collecte et du traitement des ordures, ainsi que l'échec du nettoyage de rue a développé une apathie de public envers la qualité de l'environnement urbain.

1.3 Comparaison des processus d'urbanisation dans la dynamique de développement des pays en développement

1.3.1 Lien entre urbanisation et développement

Le phénomène d'accélération de l'urbanisation, qui dans l'histoire moderne du monde a commencé au XVIIIe siècle et s'est développé rapidement surtout dans les pays en développement depuis le milieu du XXe siècle, a attiré l'attention des sociologues dans le discours relatif au développement. Kingsley Davis (1955) montre qu'il y a au moins quatre raisons pour cela. Premièrement, un tel phénomène est relativement récent dans l'histoire des sociétés humaines. Si on le compare à d'autres aspects de la société comme les langues, les religions, les stratifications sociales, etc., le phénomène d'augmentation des concentrations humaines et le développement des villes dans lesquelles la population se concentre, sont apparus il y a peu de temps. Même s'il y a évidence de l'existence de vie urbaine depuis l'an 6000 avant J.-C., la population du monde est restée majoritairement rurale jusqu'au XXe siècle (Lowry, 1990).

Deuxièmement, un tel phénomène représente un changement radical dans tous les aspects sociaux (Davis, 1955). En tant que résultat de la combinaison des développements

physique et économique, soutenu par l'avancement de la technologie, en particulier celle des transports terrestres et celle de la communication et de l'informatique, l'urbanisation se développe à son tour et affecte toutes les aspects de la vie de la société, non seulement dans l'environnement urbain mais aussi dans les périphéries rurales (Davis, 1955). Cette influence importante a élargi le sens qu'on donne à ce phénomène : la vie urbaine influence les modes de production, la vie quotidienne ainsi que le style de pensée des communautés et se propage des centres urbains vers la périphérie et même la grande banlieue (Friedmann & Wulff, 1975).

Troisièmement, un tel phénomène est un nouveau pas vers la création et l'accumulation du pouvoir et des influences dans la société, car les villes deviennent un théâtre d'accumulation du pouvoir économique qui n'influence pas seulement toute la société dans les villes, mais aussi les autres sociétés dans les autres régions (Davis, 1955). Les influences d'un processus d'urbanisation sur les autres régions ont été rendues possibles par l'amélioration de la concentration des pouvoirs dans les villes, des réseaux de villes et des rôles de villes dans le développement du territoire. Dans ce contexte, le processus d'urbanisation de la région peut restructurer les liens économiques, sociaux, et spatiaux de la société dans le territoire.

La quatrième et dernière raison pour laquelle le processus d'urbanisation attire l'attention des sociologues est qu'il est apparu à un moment où il existait déjà beaucoup de problèmes non résolus, ce qui rend sa future direction et ses perspectives d'avenir très incertains (Davis, 1955). Il y a eu environ 1,07 milliard d'habitants urbains supplémentaires dans les pays en développement seulement pour la période allant de 1950 à 1990 (ONU, 2006), ce qui a excédé leur capacité à gérer leur développement. Le processus d'urbanisation surtout dans les pays en développement a créé d'énormes problèmes dans la fourniture d'infrastructures et de services urbains, ce qui a produit un effet négatif sur la création du travail, a augmenté la pauvreté et engendré un faible niveau de vie.

Le phénomène d'urbanisation, qui a commencé depuis le XVIIIe siècle, a montré un infléchissement important depuis le milieu de XXe siècle. En effet, le ralentissement du processus d'urbanisation dans les pays industriels a été compensé par la croissance élevée de la population urbaine dans les pays émergents, appelés aussi pays en développement, après que ceux-ci ont obtenu leur indépendance après la Seconde Guerre Mondiale. Le nombre de pays émergents dans le monde est supérieur à celui des pays développés, la population des pays émergents est aussi plus grande que celle des pays développés. Cependant, le taux

d'urbanisation des pays émergents à cette époque était très bas comparé à celui des pays développés (ONU, 2006).

Les processus de développement des pays émergents qui comprennent de nombreuses stratégies de développement urbain, influence grandement l'augmentation de la population urbaine dans ces pays. D'un côté, la croissance naturelle a contribué à l'augmentation importante de la population urbaine dans les pays en développement (Preston, 1979 ; voir aussi Kasarda et Chrenshaw, 1991). D'un autre côté, la croissance de la population urbaine a été influencée par les effets du développement urbain, soit par les effets de déplacement migratoire de la population rurale vers les villes, soit par les effets du processus de reclassement de la population rurale en population urbaine à cause de l'élargissement et de la multiplication des centres de concentration urbaine ; en effet des villages ruraux qui ont pris part aux processus d'urbanisation pour devenir des aires urbaines voient leur population passer de la catégorie de population rurale à la catégorie de population urbaine.

Ainsi, la tendance à l'augmentation de la population urbaine des pays en développement ne montre pas encore de signes de faiblesse, surtout dans certaines régions du monde comme l'Asie et l'Afrique (ONU, 2006). La tendance à l'augmentation de la population urbaine dans les pays en développement s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs : facteurs démographiques, politiques, économiques, et technologiques. (Cohen, 2006). Ce sont ces raisons qui expliquent pourquoi le monde a fait face à un processus d'urbanisation sans précédent dans la seconde moitié du XXe siècle, qui a connu le plus haut taux de croissance et la plus grande croissance absolue de la population urbaine de tous les temps.

D'un côté le processus d'urbanisation du monde crée une pauvreté urbaine dans beaucoup de villes surtout dans un contexte d'urbanisation galopante dans les pays en développement depuis la dernière moitié du XXe siècle (voir Cohen, 2004 ; voir aussi Boadi et.al., 2005). D'un autre côté, de tels phénomènes créent des centres de pouvoir dans le monde, pouvoir économique ou autre, qui peuvent se trouver dans certaines régions du monde dans les pays industriels ainsi que dans les pays en développement (voir Sassen, 2001). Cependant, les impacts de l'urbanisation diffèrent d'une ville à une autre et d'un pays à un autre. D'un côté, beaucoup de villes sont prospères grâce à leur urbanisation, comme c'est le cas de villes de pays développés et certaines villes dans les pays émergents, par exemple à Singapour et Taiwan (Cohen, 2004). D'un autre côté, beaucoup de villes, surtout celles des pays en développement, ont conduit à une pauvreté urbaine suite à leur processus

d'urbanisation qui n'est pas suivi par la bonne capacité du gouvernement urbain pour fournir les infrastructures correspondantes (voir Boadi et.al., 2005). Ces résultats très différents du processus d'urbanisation d'une région à une autre posent la question de l'avenir de l'urbanisation ou de l'avenir des villes du monde et attirent de plus en plus l'attention de ceux qui s'occupent des problèmes liés au développement.

La nature à double tranchant de l'urbanisation fait que le débat sur l'urbanisation est toujours pertinente, spécifiquement pour ceux qui s'occupent de développement (voir Friedmann et Wolff, 1982). Il ne s'intéresse pas seulement au processus démographique, mais aussi aux autres processus engagés dans les transformations des sociétés urbaines, soit des petites villes rurales qui deviennent des zones urbaines, soit des petites villes qui deviennent des grandes villes, soit des grandes villes à qui deviennent encore plus grandes. Ces transformations se composent de processus physiques, sociaux, politiques et économiques, et de toutes leurs combinaisons (Friedmann et Wolff, 1982), et incluant les processus spatial, comme Dennis A. Rondinelli (1986) l'a montré, qui ont offrir aux villes la possibilité de remplir les fonctions de villes pour améliorer la qualité de vie des citoyens et le développement du territoire tout en améliorant leur fonction ainsi que les liens entre les villes et les liens entre les activités urbaines des régions urbaines et les activités non urbaines des régions rurales. Rondinelli (1986) montre que ces possibilités d'amélioration ne concernent pas seulement les grandes villes, mais aussi les villes petites et moyennes qui peuvent jouer un rôle de centre d'activités pour les régions rurales proches.

Dans le contexte du développement régional, de tels processus dans les pays en développement sont souvent associés au problème de la primauté dans la hiérarchie urbaine dans le pays, c'est-à-dire un développement inégal entre les villes du pays ou de la région, dont la ville principale s'est développée rapidement et de manière à disproportionnée par rapport aux autres villes dans la hiérarchie urbaine, ce qui peut indiquer un déséquilibre dans le développement ainsi que dans la fourniture d'infrastructures et de services entre les villes dans le pays ou dans la région. Dans le contexte du développement local, de tels processus dans les pays en développement sont souvent associés aux capacités limitées des institutions urbaines à faire face à ce taux d'urbanisation. Ces problèmes ont engendré dans beaucoup des pays en développement certains autres problèmes sociaux et spatiaux comme les problèmes de chômage, de pauvreté, de développement des bidonvilles, d'insuffisance des services de santé publique et de dégradation de l'environnement urbain, qui posent un redoutable défi dans beaucoup de pays en développement.

C'est devenu un sujet d'intérêt pour ceux qui analysent les interactions entre la croissance des populations urbaines, les effets environnementaux et le développement, soit à l'échelle locale soit à l'échelle d'unités géographiques, de la plus petite jusqu'à l'échelle mondiale (Véron, 2006). En outre, comme ce que Lemelin et Polèse (1995) ont montré dans leur ouvrage intitulé *Développement économique, urbanisation et concentration urbaine : essai de synthèse*, l'urbanisation est une conséquence inévitable pour tous les pays qui connaissent des développements économiques, même si chaque pays ne subit pas les mêmes effets de l'urbanisation. Ne pouvant pas échapper à l'urbanisation, il est donc nécessaire que chaque pays, en particulier les pays en développement, apprenne à gérer ses ressources pour faire face à son urbanisation et ses effets, en fonction de sa situation particulière (voir Akhtar A Badshah, 1996). Ainsi naît l'espoir que ces pays puissent profiter de leur processus d'urbanisation et diminuer ses effets négatifs en tirant avantage de ce processus et en améliorant la qualité de vie dans les villes. Dans le but de faire face bien au processus d'urbanisation, il est donc très important de bien comprendre ce phénomène.

1.3.2 Différences entre le processus d'urbanisation des pays en développement et celui des pays développés

Les premières réflexions sur l'urbanisation ne distinguaient pas les pays développés et les pays en développement. Par exemple l'article de Hope Tisdale (1942), intitulé *The Process of Urbanization*, et l'ouvrage de Leonard Reissman (1964) intitulé *The Urban Process : Cities in Industrial Societies*, supposent que l'urbanisation des pays en développement depuis la seconde moitié de XXe siècle est juste une répétition de celle des pays développés qui est intervenue aux XVIIIe et XIXe siècles, avec une grande séparation de temps et de lieux. Leur discussion sur l'urbanisation portait sur la croissance de la concentration de la population urbaine et de ses activités, et sur les liens entre la concentration de population et l'avancement des technologies utilisées dans la communauté en montrant que la concentration de la population devient le moteur des avancées technologiques qui à son tour soutient la concentration de population (Tisdale, 1942).

Mais on prend conscience de la différence des situations depuis les années 1950. Kingsley Davis (1955, p. 436-437), par exemple, bien qu'il ait argué du fait que la croissance urbaine dans les pays émergents, qui apparaît après le tassement de celle des pays développés, a initié la diminution de la distance économique entre les pays émergents et les pays

industrialisés et montre que le processus d'urbanisation mondial ne s'est pas interrompu depuis le début de XVIIe siècle, a affirmé :

“Hence Brazzaville and Abidjan, Takoradi and Nairobi, Jamshedpur and New Delhi, Ankara and Colombo, are not evolving in the same manner as did the cities of the eighteenth and nineteenth centuries.”

Dans cette phrase, Davis (1955) montre que les processus d'urbanisation dans les pays en développement sont différents de ceux des pays industrialisés. Il explique ensuite que les différences sont provoquées par des différences dans l'environnement, les configurations technologiques et les activités économiques, qui reflétaient la situation de XXe siècle, quelle que soit la situation que les villes connaissaient (Davis, 1955).

Pour essayer d'interpréter pourquoi certains ne distinguèrent pas les processus d'urbanisation des pays en développement et des pays développés au début des années 1970, Terry McGee (1971) a avancé l'argument que si l'urbanisation des pays en développement est identique à celle de pays développés, il est alors possible de proposer des théories et des modèles développés à partir des expériences des pays occidentaux pour expliquer les processus d'urbanisation des pays en développement. Il a supposé que les différences entre les processus d'urbanisation des pays en développement et des pays développés se trouvent dans les trois facettes du processus d'urbanisation, démographique, économique et sociale. Il a soutenu que les deux variables les plus importantes pour les différences entre les pays sont (i) la disponibilité de technologies, qui incluent les technologies de production, de transport et de communication, aussi bien que les technologies de la santé et du contrôle de la naissance et de la mort, et (ii) le système socioculturel des sociétés (McGee, 1971).

Pour ce qui est de l'aspect démographique et en utilisant le travail de Janet Abu-Lughod qui a enquêté sur le cas égyptien, McGee (1971) a indiqué qu'une caractéristique importante dans l'expérience européenne occidentale, le taux de fertilité urbaine inférieur au taux de fertilité rurale, ne s'est pas concrétisée dans le cas du processus d'urbanisation dans les pays en développement. Dans le cas égyptien, les taux et modèles de fertilités urbaine et rurale sont les mêmes (Abu-Lughod, 1964 in McGee, 1971). En outre, la différence ville/campagne dans les taux de mortalité était une autre des caractéristiques importantes de l'Europe occidentale et ne se retrouve pas dans les pays en développement (McGee, 1971). Le cas de l'Egypte montre une différence contraire, à savoir que la mortalité urbaine est considérablement plus basse que la mortalité rurale (Abu-Lughod, 1964 in McGee, 1971).

De plus, la croissance de la population urbaine dans les pays en développement n'a pas été influencée majoritairement par le processus de migration, comme cela a été le cas pour la majorité des pays développés et industriels, mais elle l'a été de manière significative par la croissance naturelle. La croissance de la population urbaine des pays en développement connaît autant une augmentation naturelle qu'une migration rurale-urbaine. La conséquence de cette situation est que les villes dans les pays en développement ne seront pas capables d'absorber une grande fraction de l'exode rural, car elles connaissent déjà une grande croissance naturelle (McGee, 1967). Pour les personnes issues de l'exode rural, seules celles qui ont un pouvoir spécifique ou des capacités techniques ou financières, comme l'argent, l'habileté et la créativité qui peuvent les faire survivre dans une ville, peuvent être utiles sous la forme de services urbains, alors que les autres doivent soit retourner dans leurs régions rurales d'origine soit accepter de vivre dans de mauvaises conditions dans certaines parties des villes dotées de services urbains de mauvaise qualité ou inexistantes.

Pour ce qui est de l'aspect économique, McGee (1971) soutient que le changement important de la population active agricole se convertissant aux activités du secteur industriel qu'on a vu dans le processus d'urbanisation des pays industriels n'apparaît pas aussi clairement dans le processus d'urbanisation des pays en développement. Il montre que c'est parce que la majorité des pays en développement ont hérité leur structure économique du colonialisme et que la plupart d'entre eux sont toujours très liés et dépendants des pays industriels après leur indépendance (McGee, 1967). De plus, l'avancement des développements technologiques au XXe siècle a fait que les pays en développement ont dû entrer dans un marché mondial qu'ils ne peuvent pas contrôler à cause de la domination des pays industrialisés (McGee, 1967). Cette situation est devenue l'obstacle empêchant le développement industriel des villes dans les pays en développement qui est pourtant nécessaire pour créer des opportunités d'emploi pour une population en augmentation rapide. Ceci implique que l'urbanisation des pays en développement et la croissance de leurs villes n'ont pas été associées à un taux de croissance économique assez rapide pour fournir des opportunités d'emploi pour leur population grandissante (McGee, 1971).

En outre, dans le contexte spatial local, l'avancée des technologies du transport et des communications à l'ère de l'urbanisation des pays en développement, surtout dans les années 1980 et 1990, a réduit le prix des transports et a permis aux activités industrielles de choisir leur emplacement plus facilement. Tommy Firman et al. (2007), dans leur explication sur la localisation des activités industrielles à Jakarta, montrent que les activités industrielles

développées dans le processus d'urbanisation dans les pays en développement n'ont pas besoin d'être situées dans les centres-villes, comme elles l'étaient en Europe occidentale à sa période d'urbanisation. Grâce aux l'avancement de la technologie du transport et celui de la communication, les activités industrielles dans les pays en développement peuvent être situées à la périphérie ou dans des régions plus lointaines, pour qu'elles puissent bénéficier de terrains moins chers (Firman et al, 2007). Ainsi, comme cela s'est passé en Asie du Sud-est comme en Asie de l'Est et en Asie du Sud, le processus d'urbanisation dans beaucoup de régions des pays en développement n'a pas concerné que certaines villes importantes, mais aussi des régions assez éloignées des centres urbains principaux (Firman et al, 2007).

Pour ce qui est de l'aspect social, McGee (1971) soutient que le changement social radical, qui a suivi le processus d'urbanisation dans les pays industriels occidentaux, ne s'est pas fortement produit dans le pays en développement. Le mouvement rural vers les régions urbaines, changement d'activité de l'agriculture vers l'industrie, la diminution de la taille de la famille, et l'apparition de nouveaux pouvoirs de la classe moyenne au début de l'urbanisation des pays développés ont caractérisé les changements dans les comportements et les structures sociales des communautés urbanisées de l'Europe occidentale. Dans l'expérience d'urbanisation des pays européens occidentaux, la ville a joué un rôle significatif dans le fait d'inciter le changement social, en présentant de nouveaux schémas sociaux et en adaptant les schémas traditionnels à la vie urbaine tout en propageant ces nouveaux schémas sociaux urbains vers les régions non urbaines proches (McGee, 1971).

Pourtant, la difficulté des villes des pays en développement à absorber leur croissance démographique, due à la croissance naturelle et à l'exode rural, conduit à un chômage massif et développe le sous-emploi. Ainsi les travailleurs ont été employé pour un salaire plus bas, et le secteur tertiaire, surtout les activités dans le secteur informel, devient plus importants pour les citadins à gagner leur vie (McGee, 1967). Et en dépit du fait que la ville ne peut pas offrir assez d'opportunités d'emplois, la population continue à grandir, ce qui pousse la ville au « partage de la pauvreté » plutôt qu'au partage des richesses (McGee, 1967). La progression sociale urbaine dans les villes des pays en développement devient plus individuelle que d'ensemble, et elle ne favorise pas le pouvoir d'achat de la classe moyenne si on ne transforme pas les structures sociales ainsi que les schémas de comportement de la communauté (McGee, 1971).

Ensuite, pour expliquer la raison des différences entre le processus d'urbanisation des pays en développement et celui des pays industriels, Glen Firebaugh (1979) développe l'idée

que les études déportant sur les pays industriels montrent que leur processus d'urbanisation s'est fait en même temps que leur développement économique, ce qui ne s'est pas passé dans les pays en développement. Firebaugh (1979) démontre que le processus d'urbanisation dans les pays industriels, qui avait été initié par le développement des activités industrielles dans leurs centres urbains, avait engendré des différences de salaires entre ceux qui travaillaient dans les centres urbains où les activités industrielles se concentraient, et ceux des régions rurales, car les activités industrielles requéraient de plus en plus d'ouvriers. Par conséquent, cette différence dans les salaires fait que les ruraux, en quête de meilleurs revenus, migraient en masse vers les centres urbains. Firebaugh (1979) explique ensuite que cette différence de salaires n'a pas seulement donné lieu à la croissance urbaine, mais a aussi créé une « égalisation » de la productivité marginale des ouvriers urbains et ruraux. En effet, les activités industrielles ont pu absorber facilement le surplus de main-d'œuvre des régions rurales et les salaires dans les villes et dans les régions rurales ont fini par s'équilibrer, ce qui fait que le déplacement migratoire des ruraux vers les centres urbains a joué « un rôle d'équilibreur ... dans un processus homéostatique idéal » (Firebaugh, 1979 :199). Ainsi, dans les expériences d'urbanisation des pays industriels, le processus de migration est devenu un contributeur au processus de développement et aussi un correcteur de déséquilibre régional entre les villes et les campagnes (Firebaugh, 1979 :199).

Dans la discussion sur l'urbanisation des pays en développement, à travers leur ouvrage intitulé *Third World Urbanization : Dimensions, Theories, and Determinants*, Kasarda et Crenshaw (1991) soutiennent que même si le processus d'urbanisation dans les pays en développement est considéré comme comparable avec les pays développés il y a plus d'un siècle, il existe cependant quelques différences importantes. Selon eux, les aspects les plus importants sont la croissance absolue de la population urbaine dans les pays en développement qui était clairement plus élevée que n'importe quelle valeur connue de l'histoire de l'urbanisation, et la situation dans laquelle le processus d'urbanisation survient (Kasarda et Crenshaw, 1991). Ils montrent que le développement industriel qui a accompagné le processus d'urbanisation des pays développés a permis aux pays industriels de bénéficier des ressources naturelles du monde (Kasarda et Crenshaw, 1991). Aussi, un taux absolu de développement particulièrement élevé et une croissance naturelle relativement faible de la population à l'époque de la Révolution Industrielle, comme ce que Williamson (1988) indique (la croissance naturelle de la population de l'Angleterre entre 1776 et 1871 était à peu près la moitié de celle du Tiers Monde dans la dernière décennie du XXe siècle), ont engendré des

problèmes limités dans le processus d'urbanisation des pays industriels comparés à ceux que connaissent les pays en développement (Kasarda et Crenshaw, 1991).

En outre, les différents contextes des deux processus d'urbanisation impliquent différentes situations dans les processus. Ainsi, Kasarda et Crenshaw (1991) indiquent que l'industrialisation de l'Ouest ne s'est pas faite face à des compétiteurs économiques de haut niveau comme c'est le cas des pays en développement aujourd'hui. De plus, la colonisation du Nouveau Monde a procuré aux pays industrialisés certains avantages, en particulier celui d'avoir des marchés à l'étranger vers lesquels ils pouvaient exporter leurs produits, voire leur surplus de population. Bairoch (1988) a estimé que l'Europe a perdu entre 42 et 46 millions d'habitants avec le déplacement migratoire international avant 1913. C'est un nombre considérable de personnes qui auraient dû probablement migrer vers les villes européennes et pu créer des problèmes par manque d'infrastructures et de services urbains, si l'opportunité de migrer vers des régions colonisées dans le Nouveau Monde ne s'était pas présentée.

L'ouvrage plus récent de Barney Cohen (2004) montre que l'urbanisation récente dans les pays en développement diffère des expériences en Europe et aux États-Unis dans la première moitié de XXe siècle. Il existe un certain nombre de raisons qui sont mises en avant. La première et la plus importante est la vitesse à laquelle s'opère l'urbanisation dans les pays en développement qui se fait à marche forcée (Cohen, 2004).

Deuxièmement, Barney Cohen (2004) montre que l'urbanisation récente se passe dans un ensemble généralement différent de régimes démographiques. Beaucoup de pays en développement aujourd'hui hautement urbanisés ont une très haute croissance démographique naturelle, comparé aux pays développés à l'époque de leur urbanisation. En outre, l'avancée des technologies de transport a augmenté les possibilités de migration des personnes dans le monde qui peuvent choisir d'émigrer vers d'autres pays à plus bas revenus ou vers des pays à plus hauts revenus pour trouver une meilleure vie.

Troisièmement, l'urbanisation aujourd'hui se fait plus rapidement dans les pays qui ont un relativement plus faible revenu par tête (Cohen, 2004). Même s'il semble que les données de l'ONU dans ses rapports intitulés *World Urbanization Prospects, The 2003 Revision* et *The 2005 Revision*, soutiennent cette thèse, cette situation est aussi due au fait que la plupart des pays à hauts revenus ont déjà un fort taux d'urbanisation et qu'ils ne peuvent donc pratiquement plus l'augmenter. Au contraire, beaucoup de pays à faibles revenus, surtout ceux d'Asie et d'Afrique, ont encore un faible taux d'urbanisation et donc les

ressources pour l'augmenter en fonction des avancées de l'économie mondiale aussi bien que dans les transports, les communications et l'information, ainsi que dans le domaine de la santé au point que leur taux d'urbanisation pourrait augmenter au-dessus de ces pays à hauts revenus.

Quatrièmement, la nature et la direction du changement urbain aujourd'hui dépendent plus de l'économie mondiale qui constitue un système très différent de celui que les pays industriels ont connu à l'époque de leur propre urbanisation (Cohen, 2004). Le système plus intégré dans l'économie mondiale a fait que les pays en développement ont pu concilier leur développement économique avec leur croissance démographique naturelle élevée ainsi qu'avec d'autres aspects sociaux et physiques, leur permettant d'augmenter leur taux d'urbanisation. Et Cinquième ou dernier point, il y a maintenant une convergence dans les styles de vie urbains et ruraux qui fait que, dans une certaine mesure, la distinction traditionnelle entre ces deux groupes a tendance à s'atténuer (Cohen, 2004).

Conclusion

Ce chapitre a montré que le processus d'urbanisation est toujours un sujet important, en particulièrement pour les pays en développement, car il est associé aux autres processus de développement de la qualité de vie et du niveau de bien-être des personnes impliquées. De plus, le processus d'urbanisation est associé également au processus de transformation spatiale au niveau local aussi bien qu'au niveau régional et même national. Au niveau local (urbain), on peut s'attendre à ce que processus peut améliorer les rôles et les fonctions de la ville dans la fourniture du bien-être des citoyens par la transformation de structure interne afin le but d'améliorer des soutiens pour les activités qui se déroulent dans la ville. Au niveau régional et même national, on peut s'attendre également que ce processus va améliorer le système urbain dans la région en renforçant les liens entre les villes, tout comme les liens entre les villes et les zones rurales avoisinantes, donc il peut améliorer les rôles et les fonctions de la ville dans le développement du territoire.

Cependant, étant souvent associé à des processus sociaux, le processus d'urbanisation est souvent différent d'un endroit à un autre. Ceux qui caractérisent les pays en développement ne peuvent pas être assimilés à ceux des pays développés. La faiblesse capacités de plusieurs régions urbanisées dans les pays en développement a donné des effets différents de ceux qui se produisent dans les pays développés. Le processus

d'urbanisation des plusieurs villes dans les pays en développement a facilité certaines parties de leurs citoyens de bénéficier de la croissance économique urbaine pour améliorer leur qualité de vie, et dans le même temps le processus laisse encore plusieurs autres à vivre dans des conditions de vie déplorables à la suite de l'incapacité des villes dans la fourniture des infrastructures et des services essentielles correspondant à la croissance de la population. Comme une arme à double tranchant, alors, le processus d'urbanisation dans les villes des plusieurs pays en développement donne à la fois des avantages et des fardeaux aux villes, leurs citoyens et même les pays.

En particulier dans les pays en développement, le processus d'urbanisation contemporaine se déploie à une échelle régionale, ce qui est indiqué par la croissance et l'agrandissement des nombreuses grandes villes dans des zones qui sont situées à l'extérieur de leurs limites, ainsi que par la formation de petites villes dans les zones rurales en raison de la croissance démographique et des activités non agricoles. Ainsi, le processus d'urbanisation dans les dernières décennies présente deux caractéristiques bien distinctes : l'une a conduit à la création de mégapoles, ces très grandes agglomérations urbaines qui jouent un rôle très important dans la création de la croissance future, l'autre a mené à l'apparition de nombreuses plus petites agglomérations urbaines qui sont devenues et qui deviendront le lieu d'habitation de la majorité des habitants urbains du monde dans un avenir proche (voir Cohen, 2006). Les tendances récentes du processus d'urbanisation ont conduit à des changements urbains dans le monde entier. L'accent a été mis sur l'échelle régionale dans laquelle le processus d'urbanisation a lieu, donc sur des petites villes et leurs régions qui prennent une part de plus en plus importante dans l'augmentation du nombre d'habitants urbains même si elles sont souvent couplées avec de relativement faibles niveaux de services et de financement.

Comme l'a montré Cohen (2006), les petites villes constituent un enjeu important et la reconnaissance, la prévision et l'anticipation du processus d'urbanisation dans ces petites villes sont donc aussi importantes, surtout pour les petites villes des pays en développement, afin d'éviter la pauvreté et les catastrophes urbaines comme il en existe beaucoup aujourd'hui. De plus, la gestion du processus d'urbanisation des petites villes dans les pays en développement doit être améliorée, c'est-à-dire que les compétences des villes petites et moyennes doivent être développées afin d'améliorer leur capacité à faire face aux défis posés par le processus d'urbanisation.

Cet agenda est de plus en plus important pour certaines raisons. D'abord, comme ce qui a été montré précédemment, le nombre absolu de la population de ce type de ville est très

élevé, surtout dans les pays en développement. Deuxièmement, le taux de croissance de ses populations augmente plus vite que celui des autres types de villes comme ce qui a été montré par Cohen (2004) : la plus forte urbanisation proviendra des pays plus pauvres, en particulier dans les petites villes où les taux de pauvreté sont le plus élevés et les infrastructures urbaines inadéquates (Cohen, 2004). Troisièmement, surtout en ce qui concerne les pays en développement, la plupart des citoyens des villes petites et moyennes aujourd'hui manquent d'infrastructures et de services urbains. Enfin, la capacité du gouvernement local de ce type de ville est normalement plus faible que celle des plus grandes villes. Ainsi, la combinaison de ces quatre raisons peut devenir une menace, car elle ne peut mener les citoyens qu'à vivre dans de mauvaises conditions qui ne pourront ni les sauver de la pauvreté ni améliorer leur qualité de vie.

Actuellement, la plupart des petites villes des pays en développement n'ont pas la capacité institutionnelle leur permettant de gérer elles-mêmes leur croissance (Cohen, 2006). Beaucoup des petites villes dans les pays en développement dépendent d'un échelon plus élevé du gouvernement pour gérer et améliorer leur développement urbain. Peu de gouvernements locaux dans les petites villes ont une bonne capacité et sont dotés de compétences techniques et de gestions suffisantes pour faire face à leurs responsabilités. Dans ce contexte, un des défis principaux du processus d'urbanisation dans les pays en développement est l'augmentation des capacités des autorités locales dans les petites villes à bien répondre aux processus d'urbanisation et à profiter de leur potentiel pour réformer et améliorer leur développement territorial tout en améliorant la qualité de vie de leurs citoyens.

Chapitre II

La croissance de la population urbaine en Indonésie : le processus d'urbanisation de l'île de Java

Introduction

L'Indonésie a fait l'expérience d'une croissance importante de la population urbaine durant les dernières décennies. Firman (2003) a affirmé que la croissance de la population urbaine continue en particulier dans les grandes villes et dans les régions à prédominance agricole dans les corridors des routes régionales qui relient les grandes villes de l'île de Java. Le résultat du recensement national en 2010 a montré que la population urbaine en Indonésie s'élevait à 118,3 millions d'habitants sur une population totale de 237,6 millions. Cela signifie qu'environ 49,8 % de la population indonésienne est urbaine. En 1950, la population urbaine du pays était seulement 9,86 millions d'habitants et représentait près de 12,4 % de la population totale qui comptait alors 79,5 millions d'habitants. De plus, avec un taux de croissance annuel urbain compris entre 4,04 % à 5,16 % par an pour la période 2000 - 2010, on prévoit que l'Indonésie va devenir une société urbaine vers 2015 : le pays devrait alors atteindre un taux d'urbanisation d'environ 58,5 %, avec une population urbaine d'environ 144,4 millions d'habitants. Ce chiffre important représentera l'équivalent de plus d'un cinquième de la population de l'Asie du Sud-est à cette période.

Ce chapitre vise à comprendre l'augmentation de la population urbaine indonésienne grâce aux résultats des recensements nationaux, tout en apportant une base fondamentale pour comprendre le processus d'urbanisation en Indonésie dans les dernières décennies. Il confirmera la première proposition de recherche : « Le taux élevé de la croissance démographique urbaine de l'Indonésie a engendré un processus d'urbanisation non seulement dans les métropoles et les autres circonscriptions urbaines, mais également dans beaucoup de circonscriptions non urbaines, en particulier sur l'île de Java où se concentre une importante population depuis des centaines d'années ». Il répondra à la première question de cette recherche : « Les circonscriptions non-urbaines hors des municipalités connaissent-elles un taux élevé de croissance démographique urbaine ? »

Pour atteindre son objectif, ce chapitre présentera la croissance démographique ainsi que l'urbanisation en Indonésie tout en identifiant les lieux où le processus d'urbanisation est

survenu. Il commencera par une description de l'Indonésie. Celle-ci sera concentrée sur la disposition spatiale du pays et sur les divisions administratives comprenant les provinces, le plus haut niveau de la division administrative, ainsi que les villages, le plus bas niveau. L'appréhension de la configuration spatiale du pays et du système de division administrative sera nécessaire pour comprendre le contexte indonésien qui a forgé les liens entre l'augmentation de la population urbaine, le processus d'urbanisation, les différentes autorités en charge du processus d'urbanisation ainsi que les problèmes potentiels.

Cette discussion sera suivie de l'examen de la croissance démographique urbaine indonésienne ainsi que de sa répartition dans le passé et à présent. Elle se focalisera également sur le développement et la répartition de la population urbaine en fonction de la grandeur des villes, des types de collectivités locales, c'est-à-dire les *kota*¹ (municipalités) et les *kabupaten*² (circonscriptions locales non urbaines), et selon les régions macros indonésiennes. Dans le contexte de l'Indonésie qui possède une répartition spatiale inégale de sa population et particulièrement de sa population urbaine, il faudra porter son attention particulièrement à l'île de Java où se concentre la proportion la plus importante de la population totale et même de la population urbaine. Celle-ci est nécessaire pour comprendre l'importance du rôle des *kabupaten* à Java en termes d'urbanisation du territoire en Indonésie.

Ensuite, le chapitre décrira l'urbanisation sur l'île de Java. Les problèmes spécifiques à la croissance démographique urbaine dans les *kabupaten* ainsi que les typologies spatiales des *kabupaten* urbanisés seront le centre de la discussion. Cette description détaillée est nécessaire pour comprendre comment les *kabupaten* ont été choisis dans cette étude. Finalement, ce chapitre consacré à la compréhension du processus d'urbanisation du territoire en Indonésie, s'achèvera par une conclusion concernant la croissance de la population urbaine

¹ *Kota* est le terme indonésien qui, normalement, a le sens de « ville » mais dans le sens de la division administrative du territoire indonésien il a également le sens de « municipalité », c'est-à-dire une de deux circonscriptions locales indonésiennes désignée pour la région urbaine. Le *kota* est dirigée par le *walikota* ou le maire qui est élu par les habitants de la ville pour cinq ans. Comme une région autonome, le *kota* possède également un parlement local qui s'appelle le *DPRD Kota (Dewan Perwakilan Rakyat Kota)* dont les membres sont élus par les habitants pour cinq ans aussi.

² *Kabupaten* est une autre circonscription locale indonésienne désignée pour les circonscriptions non urbaines, comme la plupart de leur territoire est les terrains non urbains. Pourtant, même si le *kabupaten* est désigné pour une région non urbaine, il y a beaucoup de *kabupaten* qui ont également quelques petites villes dans leur territoire. Ainsi, le *kabupaten* et le *kota* sont deux subdivisions administratives du niveau local en Indonésie, qui sont placées sous l'égide de la province (*propinsi*). Ils sont aussi des circonscriptions locales gérées par les autorités du gouvernement, dont les autorités de la gestion du développement au niveau local. Le *kabupaten* possède également un parlement élu, qui s'appelle le *DPRD Kabupaten (Dewan Perwakilan Rakyat Kabupaten)*. Le *kabupaten* est dirigée par le *bupati* ou le chef de *kabupaten*, qui est aussi élu par les habitants du *kabupaten* pour cinq ans.

indonésienne, en particulièrement dans les *kabupaten* de l'île de Java. Les questions abordées dans la conclusion seront utilisées comme bases de discussion pour le chapitre suivant.

2.1 L'agencement spatial et la division administrative de l'Indonésie

L'Indonésie est un pays archipel qui se trouve en Asie du sud-est insulaire entre la péninsule malaise et le continent australien (voir figure 2.1). Il est connu comme le plus grand État archipélagique du monde et le quatrième pays le plus peuplé du monde, avec une population en 2010 d'environ 237,6 millions d'habitants sur une superficie de 1 904 569 km². Les Javanais, constituant 42 % de la population totale, forment le groupe ethnique le plus grand et le plus dominant culturellement parlant par rapport à d'autres grands groupes ethniques comme les Sundanais, Malais, Madurais, Balinais, Minangkabaus, etc. Le pays est formé de plus de 15 000 îles, dont cinq grandes îles : Java (132 107 km²), Sumatra (473 606 km²), Kalimantan ou Bornéo (539 460 km²), Sulawesi ou Célèbes (189 216 km²), et Papua ou Papouasie (ou Irian Jaya) (421 981 km²). La capitale de la république indonésienne est Jakarta, située dans le nord-ouest côtier de l'île de Java, la plus petite île de ces cinq grandes îles.

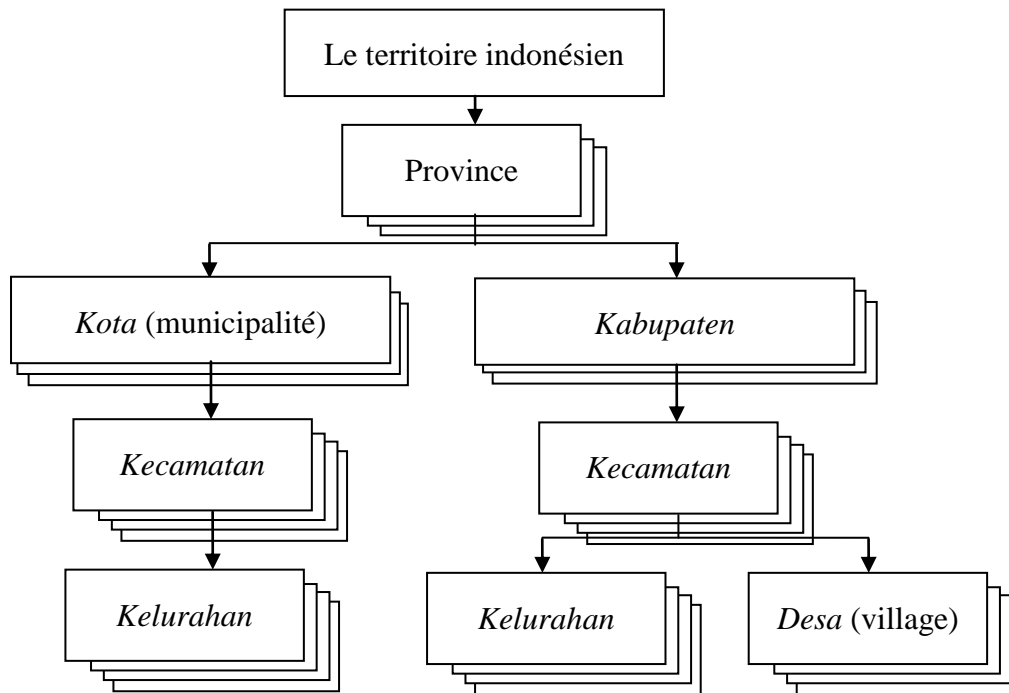
Ce pays, colonisé par les Néerlandais pendant des centaines d'années, puis par les Japonais pendant environ trois années, a proclamé son indépendance le 17 août 1945 après la capitulation des Japonais devant les forces alliées. Après la Conférence de la Table Ronde qui s'est tenue à La Haye en 1949, le pays acquit son indépendance officielle pour tout le territoire des Indes néerlandaises, excepté certaines régions de la Papouasie qui seront rattachées au pays en 1962.

Du point de vue administratif, le pays dont la longueur du nord-ouest au sud-est est de plus de 5 300 km et dont la largeur du nord au sud est de près de 1 900 km, est divisé en provinces (voir la figure 2.1). Chaque province se partage en *kabupaten* et *kota* conformément à leurs caractéristiques en termes de développement démographique et d'économie régionale. Les *kota* et les *kabupaten* sont à leur tour partagés aux *kecamatan*³, eux-mêmes divisés en

³ *Kecamatan* est une division administrative dans l'administration territoriale Indonésienne, qui constitue un intermédiaire entre le *kabupaten* ou le *kota* et les unités du niveau de division le moins élevé dans l'administration territoriale de l'Indonésie, c'est-à-dire le *desa* et le *kelurahan*. Le chef de la *kecamatan* est le *camat* qui est un fonctionnaire nommé par le *bupati* ou le *walikota* (maire) sur proposition du secrétaire du *kabupaten* ou du *kota*. Le *kecamatan* n'est pas une circonscription autonome donc il n'a pas des autorités de la

kelurahan ou *desa*⁴. *Kelurahan* et *desa* sont les plus petites unités territoriales dans la division administrative de l'Indonésie.

Figure 2.1
Schéma de la division territoriale de l'Indonésie



gestion du développement dans son territoire. Ainsi, comme le subordonnant de *kabupaten* ou de *kota*, la gestion du développement dans ses territoires est réalisée par l'autorité de *kabupaten* ou de *kota*.

⁴ *Kelurahan* et *desa* sont les termes pour les plus petites unités territoriales en-dessous du *kecamatan*. Ainsi, *kelurahan* et *desa* ont un même niveau de structure administrative dans la division territoriale en Indonésie. *Kelurahan* est utilisé pour les unités administratives dans les *kota* (les municipalités) ou les autres régions urbaines, alors que *desa* est utilisé pour les régions non urbaines. De plus, selon la loi Indonésienne no. 32 de 2004 sur le Gouvernement de la Région, le *desa* est défini comme étant « une unité légale de population ayant des limites territoriales et ayant le pouvoir de régler et de gérer les intérêts de la population locale sur la base de la coutume locale reconnue et respectée dans le système de l'Etat unitaire de la République d'Indonésie » (article 1, alinéa 12).

Avec cette définition, toutes les unités administratives sous des *kecamatan* dans les municipalités sont désignées comme des *kelurahan*. Cependant, les unités administratives sous des *kecamatan* dans les *kabupaten* ne sont pas toutes désignées comme *desa*. Il existe quelques unités dans les *kabupaten*, surtout ceux qui sont déterminés comme les parties de la capitale du *kabupaten*, qui sont désignés comme *kelurahan*.

Une autre différence importante entre *desa* et *kelurahan*, est que le *kelurahan* est seulement une unité division administrative qui n'a pas d'autorités lui-même, mais le *desa* est une unité territoriale qui jouit d'une certaine autonomie selon la régulation en Indonésie. Ainsi, comme division administrative, le *kelurahan* est dirigé par un fonctionnaire (*lurah* ou chef du *kelurahan*) qui est nommé par le chef de *kota* ou le chef de *kabupaten*, mais le chef du *desa* est élu par les habitants du *desa*. De plus, en tant que région autonome, le *desa* possède une institution représentant la communauté du *desa*, ce qui n'est pas le cas pour le *kelurahan*.

Figure 2.2

Carte de l'Indonésie dans la zone Asie du sud-est insulaire



Source : <http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/indonesi.pdf>, consultée le 21 janvier 2009.

Le *Kelurahan* est une unité administrative destinée aux unités dites « zones urbaines », et le *desa* qui a le sens de « village » du point de vue lexical est une unité autonome destinée aux zones dites « zones non urbaines ». Ainsi, toutes les unités dans les municipalités sont considérées comme des *kelurahan*. Toutefois toutes les unités dans les *kabupaten* ne sont pas considérées comme des *desa*, du fait que certaines possèdent des caractéristiques urbaines et donc sont considérées comme des *kelurahan*. Le problème se présente ici, car le processus de changement de statut dans un *kabupaten* passant de *desa* à *kelurahan* est un processus politique qui requiert l'accord des habitants et du parlement local du *kabupaten*, et donc du temps. Par conséquent, il y a beaucoup de *desa* dans les *kabupaten* qui possèdent des caractéristiques urbaines mais ne sont pas encore nommés *kelurahan*. L'autre différence entre *kelurahan* et *desa* porte sur le statut administratif de leur chef et sur son mode de désignation : en tant qu'unité administrative le *kelurahan* est dirigé par un

fonctionnaire nommé par le *bupati* (le chef de *kabupaten*) ou le *walikota* (le chef de municipalité) ; tandis que, en tant qu'unité autonome, le *desa* est dirigée par le *kepala desa* (le chef de *desa*) élu par les habitants.

Il y avait 30 provinces en Indonésie en 2000. Celles-ci ont été redéfinies à partir des 27 provinces qui existaient à l'époque de l'Ordre nouveau, terme utilisé pour indiquer la période de gouvernement de 32 ans (1966 – 1998) du deuxième président de l'Indonésie, M. Suharto, personnalité ayant détenu le plus long mandat présidentiel et ayant contribué au développement de la nation. Par la suite, ces provinces ont évolué par scission de provinces existantes et sont au nombre de 34 actuellement. Celui-ci pourrait continuer d'augmenter en raison des nouvelles demandes de constitution de provinces. D'autre part, toutes les provinces sont divisées actuellement en 75 *kota* et 370 *kabupaten* ; ils ont tous le même niveau régional, c'est-à-dire le même niveau de gouvernement local.

2.2 L'urbanisation de l'Indonésie : la concentration de la population urbaine dans l'île de Java

Afin de comprendre le processus d'urbanisation contemporain en Indonésie, qui est caractérisé par des grandes différences interrégionales, une étude historique peut donner une première explication. D'ailleurs, Hugo et al. (1987) montrent qu'il n'est pas possible de comprendre la configuration des différences interrégionales et des inégalités spatiales dans le développement contemporain de l'Indonésie sans concevoir la perspective historique, en particulier l'époque de la colonisation néerlandaise. Ils soutiennent que cette longue période de colonisation est à l'origine d'influences profondes dans la configuration du développement spatial de l'Indonésie (Hugo et al., 1987). Cette section débutera par l'élaboration du développement historique de la population en Indonésie et de l'urbanisation. Celle-ci sera suivie par l'exposé du développement démographique et de l'urbanisation contemporaine en Indonésie ainsi que par une discussion sur la méthode indonésienne de mesure de la population urbaine.

2.2.1 L'ancien développement de la population et l'urbanisation Indonésienne : l'inégalité régionale dans le développement des centres de croissance

Hugo et al (1987) montrent que peu d'attention a été accordée avant le XIXe siècle à la population en Indonésie, en particulier à la population en dehors de l'île de Java. La population indonésienne n'a suscité de l'attention qu'au XXe siècle, lors du premier recensement réalisé en 1920 par le Gouvernement colonialiste néerlandais. Ce dernier a également été l'auteur d'un deuxième recensement en 1930. Cependant, il existait quelques estimations sur la population de Java et même sur la population des autres îles, basées sur l'opinion des historiens et des archéologues (Hugo et al., 1987). D'après ces estimations et le résultat des recensements récents, on peut estimer que la population en Indonésie a été multipliée par vingt en l'espace de quatre siècles. En effet, le nombre d'habitants est passé de près de 10 millions au début du XVIIe ou du XVIIIe siècle à 13 millions en 1800, puis à 40 millions en 1900, et à 206,3 millions en 2000. La croissance la plus forte est ainsi survenue pendant le XXe siècle.

Tableau 2.1 : Estimation de la population indonésienne, 1600-1930 (en milliers)

	1600	1800	1900	1920	1930
Indonésie	9 145 - 10 745	13 500 - 18 300	40 150	49 155	60 727
Java	3 400 - 5 000	5 200 - 10 000	29 000	34 984	41 718
Autres îles	5 745	8 300	11 150	14 171	19 009
Bali	600	700	800	947	1 101
Sumatra	2 400	3 500	4 500	6 298	8 255
Célèbes (Sulawesi)	1 200	1 800	2 500	3 108	4 232
Bornéo (Kalimantan)	670	1 000	1 300	1 626	2 169
Petites îles de la Sonde	600	900	1 400	1 764	2 359
Moluques (Maluku)	275	400	500	427	893
Pourcentage de Java	37 – 47 %	38 – 55 %	72%	71%	69%

Source : Hugo et al., 1987, "The Demographic Dimension in Indonesian Development", Oxford University Press, Singapour, p.31.

Note : - Les données de la population en 1600 et en 1800 sont extraites de Reid, 1983, pour l'une et de Peper pour l'autre (voir Hugo, 1987) ; l'estimation de la population en 1900 provient d'Hugo et al. (1987) ; la population en 1920 et en 1930 correspond aux résultats des recensements.

- Le Nouvelle-Guinée ou Papouasie est exclue de ces données car les données existantes ne sont pas fiables.

Hugo et al. (1987) pensent que la population de Java à la fin de la première dynastie du Mataram, c'est-à-dire au Xe siècle, était d'au moins cinq millions d'habitants, tout en tenant compte de l'avis de McDonald (1980, 82-4) selon qui ce nombre aurait été

considérablement plus grand. À cette époque, d'après Hugo et al. (1987), Java possédait une technologie agricole assez avancée, un commerce basé sur de grandes villes, une stabilité politique sur une région étendue et un contrôle bureaucratique sur le sol et l'irrigation. Ainsi ces auteurs indiquent que toutes ces caractéristiques rendaient certainement possible l'accroissement de la population, qui avait la capacité de production agricole et de construction des bâtiments majestueux de Java en VIII^e siècle tels que les temples de Borobudur et de Prambanan, ainsi que les autres nombreux temples répartis dans toute la région (Hugo et al., 1987). Pourtant, ils ont également affirmé qu'il existait probablement des fluctuations de la population à Java, engendrées par les turbulences dans les royaumes : guerres, épidémies, inondations, éruptions volcaniques et famine, qui ont périodiquement ? réduit la population de moitié ou de trois-quarts (Hugo et al., 1987).

En dehors de Java, où l'espace territorial est beaucoup plus vaste, on estimait que le nombre d'habitants était beaucoup moins élevé, même s'il existe quelques estimations douteuses par le *Kolonial Verslag* (rapports gouvernementaux sur l'état de l'empire colonial néerlandais de 1852 à 1939) sur la population de l'île Sumatra, île où l'empire de Sriwijaya avait été fondé autour de Palembang. Ainsi, selon le *Kolonial Verslag*, l'île de Sumatra comptait près de 10,4 millions d'habitants en 1849 ; le nombre d'habitants aurait ensuite régressé à près de 3 millions en 1860, puis à 2,9 millions en 1865 pour s'élever de nouveau à 4,3 millions en 1870, et ceci en l'absence d'un quelconque événement ravageur qui pourrait expliquer de telles fluctuations (Hugo et al., 1987). Toutefois, des concentrations démographiques plus denses sont apparues hors de Java avant le XIX^e siècle, comme à Bali et au Célèbes (Sulawesi). Selon Reid (1983) dans Hugo et al. (1987), le surplus dans ces régions ne s'explique pas seulement par la productivité agricole qui était déjà très développée à cette époque, mais aussi par l'exportation des esclaves vers d'autres régions, ce qui suggère un surplus de main-d'œuvre.

Ce qui est clair, c'est qu'il existait vraisemblablement une grande variation régionale dans l'archipel à cette époque. Java était très probablement l'île où la population s'était concentrée depuis des siècles, tandis que la population hors de Java se concentrait seulement à Sumatra, Bali et à Célèbes. On remarque les mêmes variations régionales dans l'urbanisation dans l'archipel. Les informations suivantes montrent le développement de centres urbains depuis l'ancienne « Indonésie » jusqu'à l'année 1980.

Dans les années 1800, il n'y avait pas beaucoup de villes comptant 10 000 habitants à l'extérieur de Java. On peut même dire qu'il n'en y avait pas jusqu'au début de XX^e siècle

(voir les figures 2.3 et 2.4). Or, à Java, les centres urbains possédant une population excédant 10 000 habitants sont apparus bien avant les années 1900. C'est à cette période que le processus d'urbanisation a débuté à Java, surtout sur la côte nord et dans quelques régions intérieures de Java ouest et de Java Centre. Selon les résultats du recensement de 1920 et de 1930, Java était l'île qui abritait la plus forte croissance de population urbaine, en comparaison aux autres îles. On compte environ 6 millions d'habitants urbains supplémentaires entre 1900 et 1920 et 6,7 millions entre 1920 et 1930 à Java, alors que les autres îles recensaient une croissance d'environ 3 millions et 4,8 millions respectivement.

Tableau 2.2 : Estimation de la population des villes importantes, 1855-1930

Ville	île	1855	1883	1895	1905	1920	1930
Batavia	Java	55 000	n.a.	114 566	138 551	306 309	533 015
Surabaya	Java	88 527	121 637	124 529	150 198	192 190	341 675
Semarang	Java	n.d.	67 575	82 962	96 660	158 036	217 796
Bandung	Java	11 223	n.d.	46 326	47 400	94 800	166 815
Surakarta	Java	n.d.	n.d.	104 586	118 378	139 285	165 484
Yogyakarta	Java	43 000	n.d.	58 299	79 569	103 711	136 649
Palembang	Sumatra	n.d.	n.d.	n.d.	61 000	73 726	108 145
Malang	Java	n.d.	n.d.	n.d.	30 000	42 981	86 646
Makassar	Sulawesi	n.d.	n.d.	n.d.	26 000	56 718	84 855
Medan	Sumatra	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	45 248	76 584
Pekalongan	Java	30 000	n.d.	n.d.	n.d.	47 852	65 982
Banjarmasin	Bornéo	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	46 993	65 698

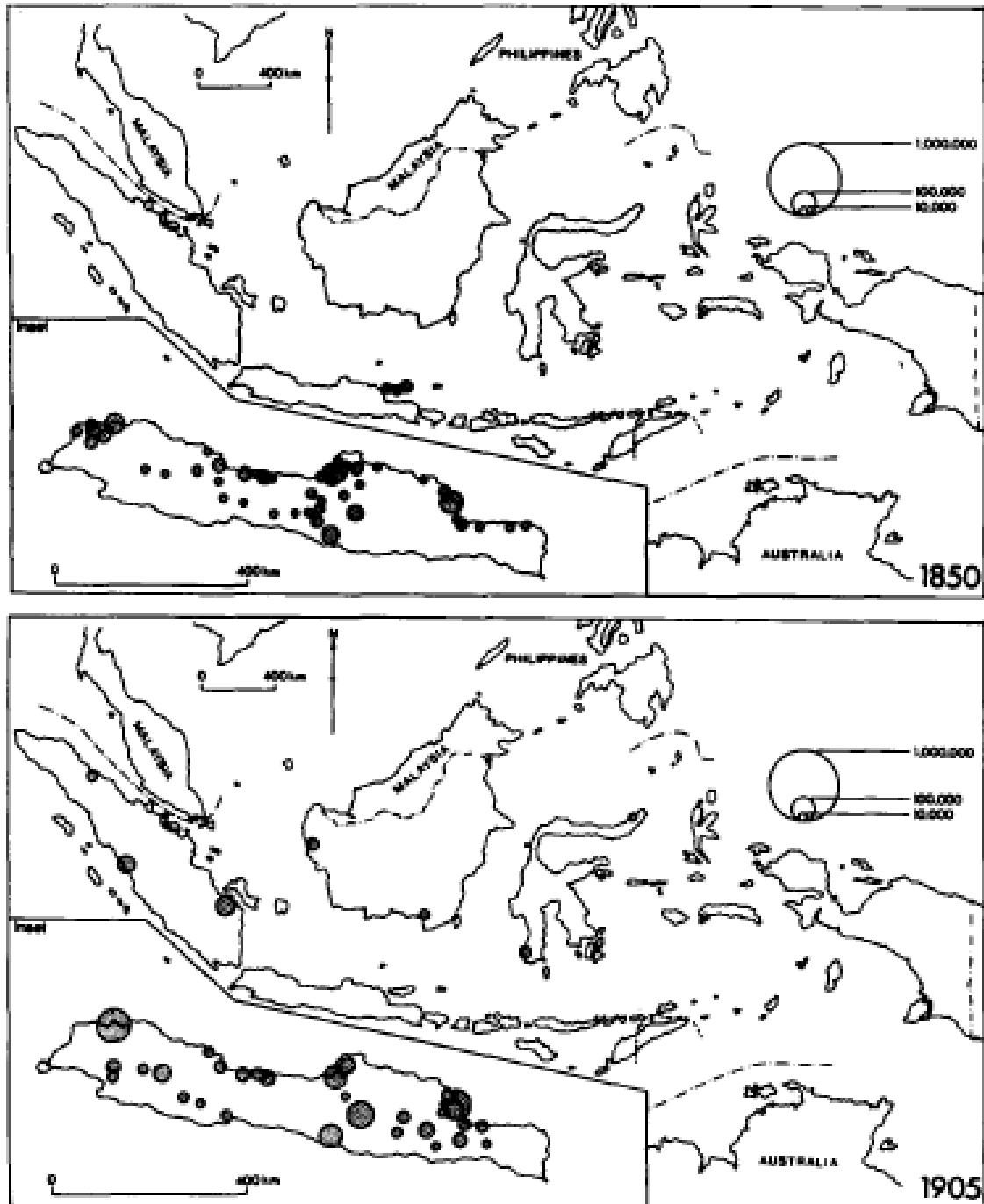
n.d. : non disponible

Source : Hugo et al., 1987, p.52.

Avant 1850, quelques villes de Java abritaient plus de 10 000 d'habitants. Celles-ci se trouvaient majoritairement sur la côte nord de Java (voir la figure 2.3). Malheureusement, il n'y a aucun renseignement sur les villes d'une population supérieure à 10 000 habitants dans les autres îles. Cependant, quelques estimations ont été réalisées sur la base des rapports concernant le nombre de maisons, de militaires, mais aussi de voyageurs. Reid (1980, dans Hugo et al., 1987) conclut que quelques villes hors de Java, comme Aceh à Sumatra et Makassar (ou Macassar) dans les Célèbes, abritaient entre 50 000 et 100 000 habitants (Hugo et al, 1987). Mais il est clair que Java détient le nombre plus important de grandes villes, en raison de la grande expansion commerciale, - les centres d'expédition de l'archipel envoyaient aux villes industrielles d'Europe, les produits de base non traités et semi-traités extraits de la

campagne (Hugo et al., 1987). C'est aussi la raison pour laquelle les villes côtières de Java sont devenues de très grands centres urbains pour cette époque (Hugo et al., 1987).

Figure 2.3
Localisation et taille des centres urbains de plus de 10 000 habitants
en 1850 et 1905



Source : Hugo et al., 1987, "The Demographic Dimension in Indonesian Development", Oxford University Press, Singapore, p.50.

Vers la fin du XIXe siècle, Batavia (l'ancien nom de Jakarta), Surabaya et Surakarta sont devenues des villes abritant plus de 100 000 habitants. La ville de Semarang faisait presque partie de ce groupe de villes à cette époque. Batavia, Surabaya et Semarang étaient les principaux ports de Java, qui échangeaient des marchandises avec villes européennes, tandis que Surakarta et Yogyakarta étaient les capitales d'anciens royaumes à Java. De plus, dans la périphérie de Batavia, Surabaya et Semarang, il y avait des petites villes portuaires qui amassaient les produits de base provenant de leur région mais aussi des autres îles, comme les ports de Banten et de Sunda Kelapa pour Batavia ; les ports de Demak, de Jepara et de Rembang pour Semarang ; et les ports de Gresik et de Tuban pour Surabaya.

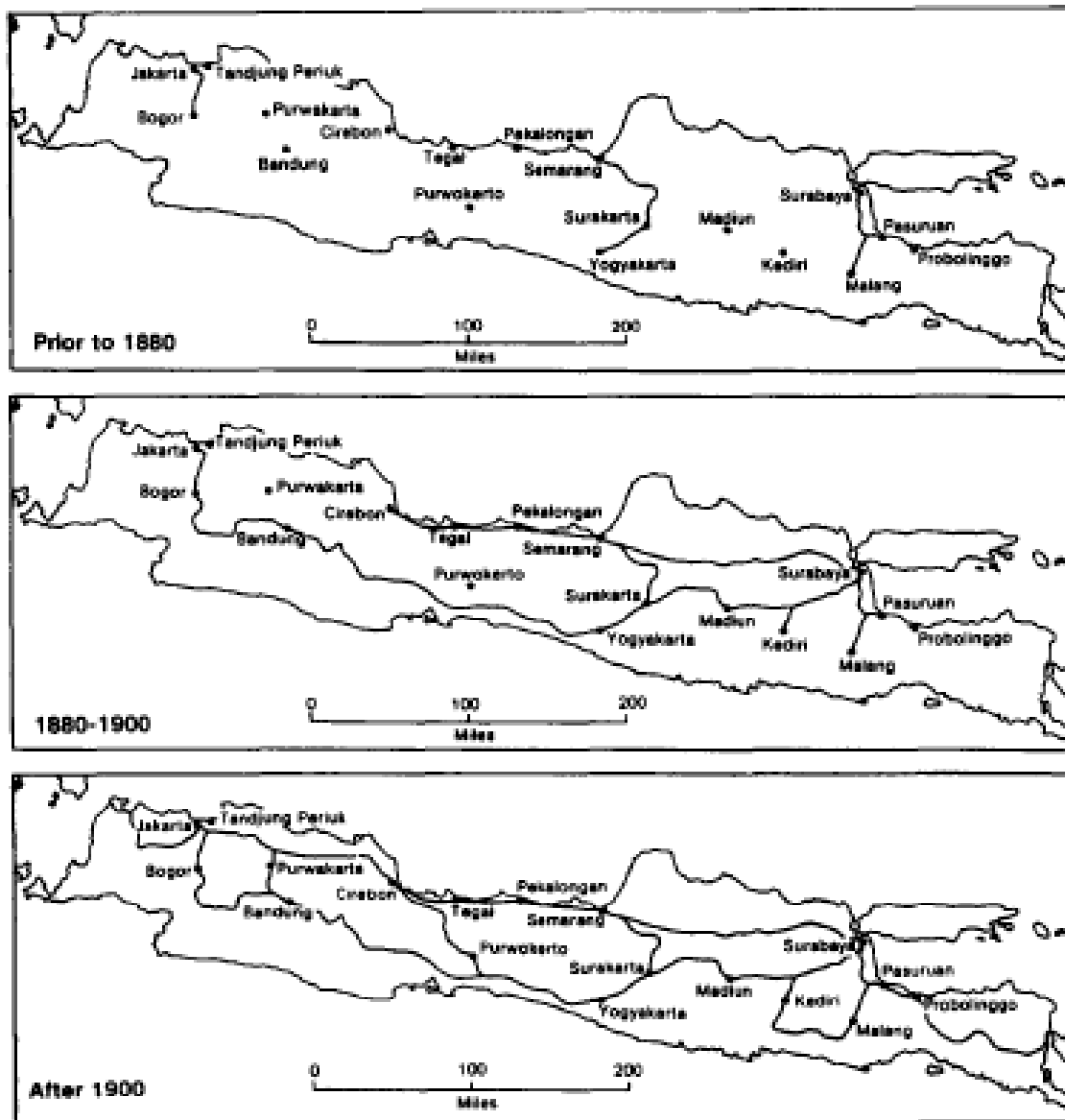
Hugo et al. (1987) montrent que la taille, la distribution et la disposition spatiale des centres urbains de l'Indonésie étaient sous l'influence coloniale néerlandaise depuis avant le XIXe siècle, même si le contrôle néerlandais qui s'étendait à ce qui allait devenir les limites actuelles de l'Indonésie, n'a débuté qu'au début du XXe siècle avec la capitulation de Sulawesi en 1905-06, Bali en 1906, Aceh en 1908 et de la Papouasie occidentale en 1920. La grande partie de Java, plus particulièrement Java ouest, Java Est et les régions côtières du Nord, ainsi que quelques régions comme les Moluques, Bangka, Bengkulu et Banjarmasin, étaient le territoire des Indes orientales néerlandaises depuis 1800, après la faillite de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (*Vereenigde Oost-Indische Compagnie*, ou VOC en Néerlandais) qui avait le contrôle sur ces régions auparavant. D'ailleurs, la politique coloniale néerlandaise a transformé Java et certaines autres îles indonésiennes en régions d'industries auxiliaires, pour la production de matière premières non traitées et semi-traitées en vue de soutenir l'industrie secondaire des villes européennes, donc elle est également à l'origine du processus d'urbanisation de Java. En outre, le développement de quelques villes portuaires comme Batavia (Jakarta), Surabaya, Semarang, et Cirebon dans la région côtière nord de l'île de Java comme centres d'envoi a influencé la première étape de processus d'urbanisation à Java.

En raison de son emplacement offrant plusieurs avantages, comme un accès facile aux autres îles situées dans la région Est de l'archipel, et particulièrement aux Moluques, - producteur important de poivre et d'autres épices très sollicitées à l'époque -, Surabaya a été la plus grande ville portuaire au XIXe siècle. Elle était plus grande même que Batavia qui était pourtant la capitale de la colonie à cette époque. Bien que les chemins de fer n'aient été intégrés qu'en 1880, Surabaya possédait une ligne ferroviaire plus longue, la reliant à beaucoup d'autres régions environnantes comme Malang, Pasuruan et Probolinggo où

beaucoup de plantations de canne à sucre ont été développées à cette époque (voir la figure 2.4). Pendant ce temps, bien qu'elle fût la capitale de la colonie, Batavia n'était qu'un axe pour la région de Java-Ouest, car à cette époque, il y avait peu d'autres colonies néerlandaises dans la partie occidentale de l'archipel indonésien. De plus, sa ligne ferroviaire a été limitée à Bogor, une ville située à environ 60 km au sud de Batavia disposant de plantations de caoutchouc (voir la figure 2.4).

Figure 2.4

Le développement des chemins de fer à Java pendant la période coloniale

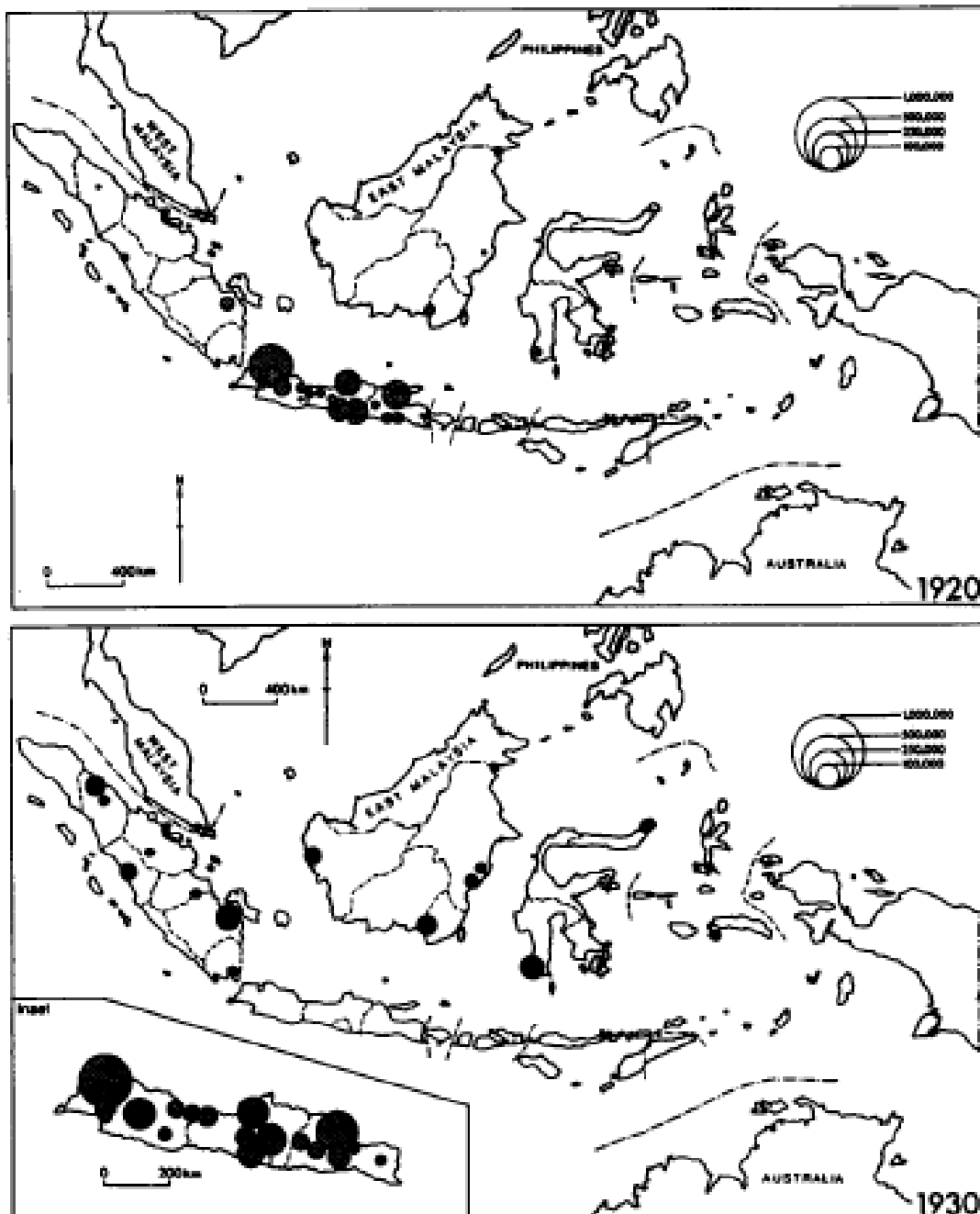


Source : Hugo et al., 1987, p.47.

La domination de Batavia en Indonésie a commencé au début du XXe siècle avec la fusion des trois réseaux ferroviaires séparés jusqu'alors. L'intégration des chemins de fer a accru la population de Batavia, dépassant ainsi celle de Surabaya. Alors qu'en 1920, la population de Batavia ne représentait qu'environ 1,5 fois la population de Surabaya, en 1930, elle en représentait le double.

Figure 2.5

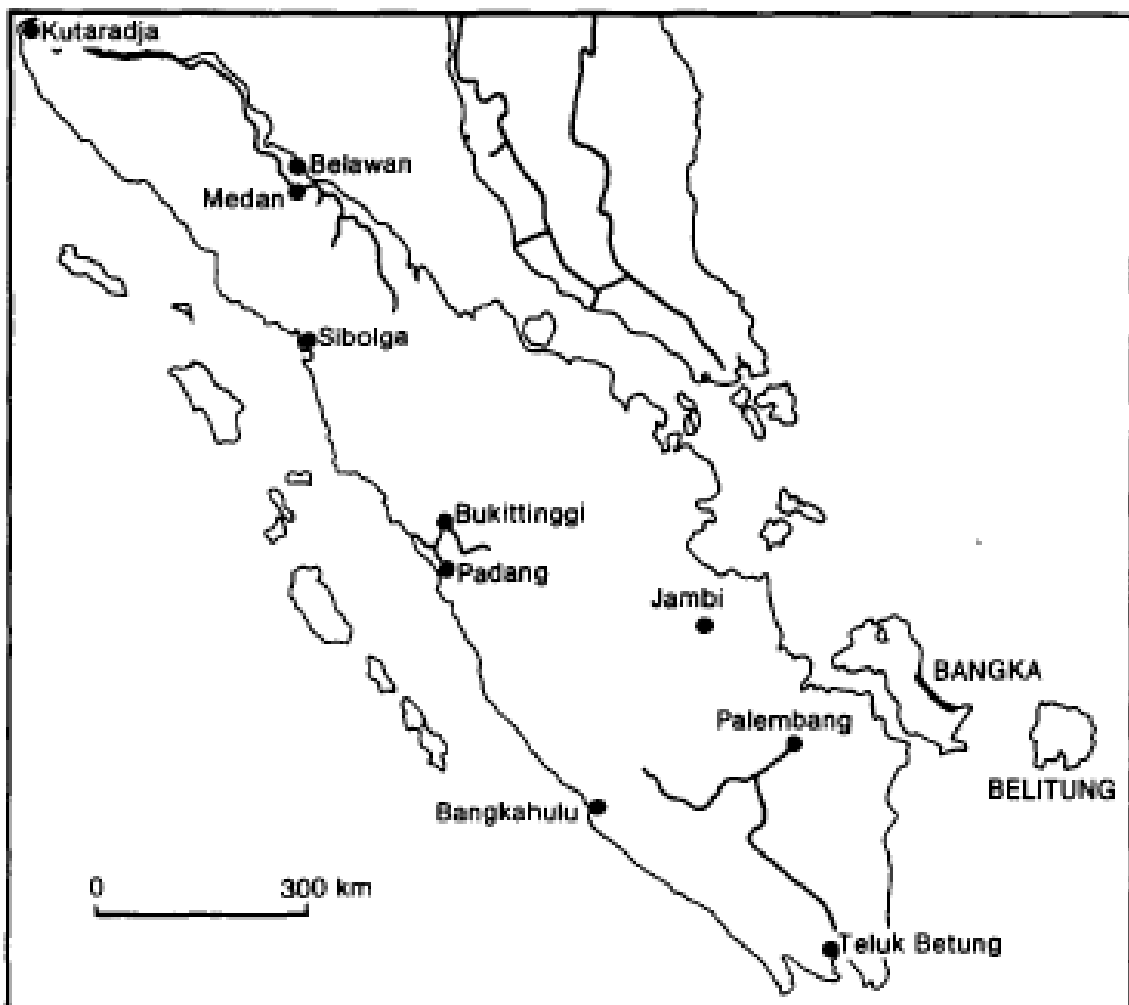
Localisation et taille des centres urbains de plus de 100 000 habitants en 1920 et 1930



Source : Hugo et al., 1987, p.51.

Tout au long du XIXe siècle, la majorité des investissements coloniaux néerlandais se concentraient à Java, et ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle qu'ils se sont tournés vers les autres îles, en particulier vers Sumatra avec une focalisation sur Sumatra du Sud, Sumatra du Nord et Sumatra de l'Ouest (Hugo et al., 1987). Palembang était la première ville à avoir une population de plus de 100 000 habitants. En 1930, la population de Palembang qui est devenu un centre urbain en raison de terres fertiles et riches en minéraux, charbon et pétrole dans la région du sud de Sumatra, comptait plus de 108 000 habitants. La même année, Medan, le centre urbain dans la région nord de Sumatra entouré de plantations de tabac, de café et de caoutchouc, avait une population de près de 76 600 habitants.

Figure 2.6
Les chemins de fer à Sumatra à la fin de la période coloniale



Source : Hugo et al., 1987, p.48.

La ville de Makassar sur l'île de Sulawesi (les Célèbes), quant à elle, recensait une population de presque 85 000 habitants. Makassar était, et est actuellement, un centre urbain important qui amassait les produits des plantations de la région est. À cette époque, les autres villes importantes indonésiennes étaient toutes au-dessous des 50 000 habitants, excepté Banjarmasin sur l'île de Kalimantan (ou Bornéo) qui s'est développé comme centre urbain pour les industries à charbon et à pétrole.

Hugo et al. (1987) soutiennent que la courte histoire de l'occupation complète de Sumatra depuis le début du XXe siècle jusqu'à ce qu'éclate la Seconde Guerre Mondiale a retardé le développement colonial de l'île. Dans ce contexte, les colons néerlandais n'auraient pas eu assez de temps pour transformer l'organisation spatiale de Sumatra comme ils l'avaient fait à Java. À Sumatra, il n'a été question que d'une pénétration coloniale, d'une concentration initiale et d'un début d'expansion intérieur, et ce, via l'introduction du système capitaliste de production, le développement de plantations et de mines, reliant ainsi par les chemins de fer et les routes, les villes côtières d'entrepôt grandissantes (Hugo et al., 1987). C'est pour cette raison que le processus d'urbanisation à Sumatra ne s'est développé que dans certains endroits, sans se diffuser aux autres régions. Il y a eu la même situation sur les autres îles indonésiennes, mais à une échelle plus petite. En résumé, le processus ancien d'urbanisation en Indonésie s'est concentré sur Java et seulement dans quelques régions sur les autres îles.

2.2.2 L'urbanisation contemporaine de l'Indonésie : l'augmentation de la population urbaine dans les petites villes des kabupaten

A. La méthode indonésienne de recensement de la population urbaine

À l'époque actuelle, l'Indonésie emploie une méthode sophistiquée conçue par son Bureau Central de Statistique (BPS ou la *Biro Pusat Statistik*) en vue de déterminer sa population urbaine. Cette méthode est utilisée pour les recensements nationaux réalisés tous les dix ans. L'administration coloniale néerlandaise a dirigé deux recensements avant l'indépendance de l'Indonésie en 1945, i.e. : en 1920 et 1930 ; à ceux-ci viennent s'ajouter les six recensements nationaux effectués par l'Indonésie après son indépendance, i.e. : en 1961, 1971, 1980, 1990, 2000 et 2010. Tous les recensements indonésiens avaient également pour but de distinguer les zones urbaines et les zones rurales, et différentes méthodes ont été utilisées pour cela.

Le processus de recensement de la population urbaine en Indonésie est réalisé en deux étapes. Premièrement, tous les *desa* (les villages) et *kelurahan* (les localités urbaines), qui sont les plus petites unités administratives en Indonésie, sont catégorisés en deux classes fonctionnelles : *desa perkotaan* (les *desa* urbains) ou *desa perdesaan* (les *desa* ruraux). Deuxièmement, la méthode dénombre la population dans les zones définies comme « *desa* urbains » dans chaque région pour recenser la population urbaine de la région.

En fait, dans beaucoup de cas, surtout dans le cas des *kabupaten* les moins urbanisés, la population des *desa* urbains ne constitue pas toujours la population urbaine. Parce que, dans beaucoup de *desa*, en particulier dans ceux qui s'étendent sur un vaste territoire, la population ne vit pas toujours dans une seule agglomération. En d'autres termes, beaucoup de villages dans les *kabupaten* sont constitués de plus d'un établissement qui s'étalent dans le territoire de la village. Dans ce cas, la méthode définira toujours toute la population du *desa* comme une population urbaine si le *desa* est déjà classé comme un *desa* urbain, même s'il comporte certains établissements qui ont encore des caractères non urbains. Ainsi, la population résidant dans les établissements non urbains est perçue également comme une population urbaine si le *desa* (village) lui-même est déjà défini comme un *desa perkotaan* (village urbain) lors du recensement.

La méthode, utilisée pour classer les *desa* et *kelurahan* comme villages urbains ou ruraux, a subi quelques changements avec le temps. Lors du recensement en 1961, les critères appliqués pour définir les zones urbaines en Indonésie étaient comme suit (BPS, 2002 :37, et voir aussi Evans, 1984 :54) :

1. Tous les *kelurahan* (localités dans les régions urbaines) ou *desa* (villages) dans la zone du DCI Djakarta Raja et des *kotamadya* (le terme ancien de *kota* ou municipalité en Indonésie).
2. Tous les villages dans la capitale des *kabupaten* (statut administratif de circonscription non urbaine).
3. Les villages où 80 % ou plus de la population ne travaillent pas dans la production agricole.

Par la suite, lors du recensement de 1971, le BPS a ajouté certains critères pour définir les zones urbaines. Ces critères sont cités ci-dessous (BPS, 2002 :37, et voir aussi Evans, 1984 :54) :

1. Tous les *kelurahan* et *desa* conformément aux critères de 1961.

2. Les autres villages qui remplissent deux critères :

- 50 % ou plus des habitants travaillent hors secteur agricole.
- Présence d'au moins trois services urbains, i.e. : un hôpital ou une clinique, une école et l'alimentation en électricité.

Ainsi, le gouvernement de l'Indonésie a appliqué une combinaison de la méthode d'administrative et de la méthode de seuil démographique pour définir leurs villages urbains à partir de son recensement en 1961. Les critères appliqués dans la méthode de seuil démographique a développé d'un seul critère en 1961 à deux critères en 1971. Toutefois, comme les méthodes appliquées lors des recensements de 1971 et 1961 n'avaient pas présenté de résultats satisfaisants à certains égards, le BPS a décidé de les changer pour le recensement de 1980 à la suite d'une recherche approfondie (Evans, 1984 :54). Ainsi de nouvelle méthode de définir les zones urbaines ont été en pris en compte lors des recensements nationaux de 1980, 1990 et 2000 (BPS, 2002 : 37). Cette méthode utilise certains indicateurs sont comme suit (BPS, 2002 : 37, et voir aussi Evans, 1984 : 54, et Hugo, G., Champion, A., & Lattes, A., 2003 : 283) :

1. Une densité de 5000 habitants ou plus par kilomètre carré.
2. Plus de 25 % des ménages dépendent directement de travail hors du secteur agricole.
3. La présence d'au moins huit de quinze caractéristiques urbaines citées dans le village : école primaire, collège, lycée, cinéma, hôpital, maternité, clinique, route praticable par véhicule motorisé à quatre roues, bureau de poste, téléphone, centre commercial, banque, usine, restaurant et électricité publique.

Enfin, chaque village est noté de 1 (faible) à 10 (élevé) pour chacun des ces trois critères en fonction de sa situation, lui apportant un score total évalué sur la base de 30 points. Les villages qui ont un score de 23 ou plus sont classés comme des villages urbains, tandis que ceux qui ont eu 17 ou moins sont considérés comme des villages ruraux. Les villages détenant un score entre 17 et 23 sont soumis à une vérification sur place pour déterminer leur caractère urbain ou rural.

B. L'évolution démographique urbaine contemporaine en Indonésie : une croissance spectaculaire de la population dans les villes petites et moyennes

L'Indonésie a fait face à une rapide croissance de sa population urbaine ces dernières décennies. Le dernier recensement national en 2010 montre que la population du pays était plus de 237,64 millions d'habitants dont 118,32 millions (49,79%) de population urbaine. Ce nombre est un peu différent avec l'estimation de l'ONU, qui estime la population urbaine à 126,57 millions en 2010 (voir le tableau 2.3). Lors du recensement de 1950, la population urbaine comptait environ 9,86 millions, soit 12,4 % d'une population totale de 79,54 millions. Elle s'est élevée à 20,5 millions, soit 17,1 % d'une population totale en 1970, puis à 43,35 millions, soit 26,1 % de la population totale en 1985. Ainsi en 35 ans, la population totale indonésienne a doublé tandis que sa population urbaine a quadruplé. Par conséquent, le niveau d'urbanisation du pays, c'est-à-dire la proportion de la population urbaine à la population totale, a augmenté très rapidement, passant de 12,4% à 42,0% dans la seconde moitié du XXe siècle. Dans ce processus, la croissance a été bien plus importante après 1970, que dans la période entre 1950 et 1970 (voir le tableau 2.3 et la figure 2.6).

Par ailleurs, on s'attend la population urbaine indonésienne va continuer à augmenter à un rythme soutenu (voir la figure 2.7). Les résultats du recensement de 2010 montrent que la population urbaine indonésienne a atteint de 118,32 millions qui signifient 49,8% de la population totale de 237,64 millions. Même si le nombre est moins élevé que celle de la prédiction de l'ONU qui a prédit que la population urbaine du pays ait atteint de 126,57 millions ou environ 53,7 % de la population totale en 2010 (voir le tableau 2.3), on peut estimer que l'Indonésie deviendra une société urbanisée avant 2015.

D'autre part, on estime que la population totale s'élèvera à 270,84 millions d'habitants en 2030, dont près de 186,72 millions de population urbaine, et le niveau d'urbanisation passant alors à 68,9%. L'Indonésie verra sa population urbaine augmenter d'environ 68,4 millions d'habitants entre les années 2010 à 2030, tandis que 33,2 millions d'habitants supplémentaires viendront s'ajouter à sa population totale. La majeure partie de la croissance démographique indonésienne se produira donc dans les régions dites urbaines durant les vingt prochaines années. C'est ainsi que l'Indonésie fera face à une transition urbaine impliquant des changements importants dans les caractéristiques de leurs sociétés, représentant de ce fait beaucoup d'enjeux pour les responsables politiques, les urbanistes gouvernementaux tant locaux que nationaux, mais également pour le secteur privé, concernant la satisfaction des besoins de la population urbaine.

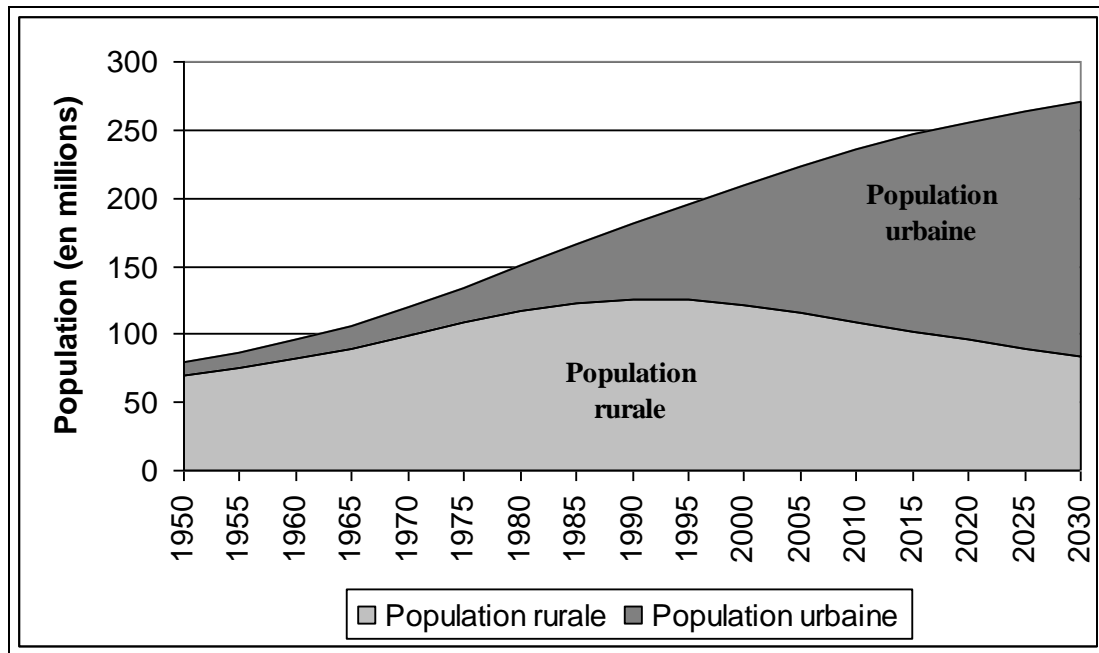
Tableau 2.3 : La projection de la population urbaine en Indonésie par types des villes selon la population, 1950-2015

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015
Villes de plus de 10 millions														
- Nombre des agglomérations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
- Population (en millions)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11,065	13,215	15,206	16,822
- Pourcentage (%)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12,6	12,3	12,0	11,6
Villes de 5 à 10 millions														
- Nombre des agglomérations	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	1
- Population (en millions)	0	0	0	0	0	0	5,984	6,788	7,650	9,161	0	0	0	5,338
- Pourcentage (%)	0	0	0	0	0	0	18,0	15,7	13,8	13,2	0	0	0	3,7
Villes de 1 à 5 millions														
- Nombre des agglomérations	1	1	1	3	3	4	3	3	4	4	5	5	9	10
- Population (en millions)	1,452	1,972	2,679	5,493	6,445	8,808	4,742	5,366	7,090	8,059	10,431	12,422	18,830	17,839
- Pourcentage (%)	14,7	17,0	19,1	32,6	31,5	33,9	14,3	12,4	12,8	11,6	11,9	11,6	14,9	12,4
Villes de 0,5 à 1 millions														
- Nombre des agglomérations	2	2	2	2	3	3	5	6	6	8	9	11	8	8
- Population (en millions)	1,190	1,487	1,864	1,129	1,884	1,759	3,255	4,087	3,964	5,357	6,171	8,474	6,051	5,810
- Pourcentage (%)	12,1	12,8	13,3	6,7	9,2	6,8	9,8	9,4	7,1	7,7	7,0	7,9	4,8	4,0
Villes moins de 0,5 million														
- Nombre des agglomérations	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
- Population (en millions)	7,221	8,172	9,450	10,220	12,145	15,394	19,191	27,113	36,781	46,985	60,194	73,137	86,483	98,607
- Pourcentage (%)	73,2	70,3	67,5	60,7	59,3	59,3	57,9	62,5	66,3	67,5	68,5	68,2	68,3	68,3
Population urbaine (millions)	9,863	11,631	13,993	16,842	20,474	25,961	33,172	43,354	55,485	69,562	87,861	107,248	126,570	144,416
Proportion urbaine (%)	12,4	13,5	14,6	15,8	17,1	19,3	22,1	26,1	30,6	35,6	42,0	48,1	53,7	58,5
Taux de croissance (% par an)	3,59	4,06	4,07	4,31	5,36	5,56	6,14	5,60	5,07	5,26	4,41	3,60	2,82	

Source : ONU, *World Urbanization Prospects : The 2005 Revision Population Database*, <http://esa.un.org/unup/p2k0data.asp>, consultée en janvier 2009.

Figure 2.7

La projection de l'ONU sur la croissance de la population d'Indonésie



Source : ONU, *World Urbanization Prospects : The 2005 Revision Population Database*, <http://esa.un.org/unup/p2k0data.asp>, consulté en janvier 2009.

En réalité, le grand nombre d'habitants s'ajoutant à la population urbaine constitueront un véritable défi pour l'Indonésie qui devra faire l'effort de fournir des services urbains et des infrastructures aux citoyens. Jusqu'à 2005, par exemple, seuls 45 millions d'habitants urbains avaient accès aux réseaux d'eau publique. Ce nombre constitue seulement 49% des 92 millions d'habitants urbains, selon le résultat de l'étude démographique d'inter recensement faite par le BPS (bureau de statistique national de l'Indonésie) en 2005. De plus, seuls 43 millions (environ 47%) d'habitants urbains jouissaient du service de ramassage des ordures.

De plus, il y a 42 000 hectares de « *kampung* illégaux » (ou des quartiers défavorisés dans les villes caractérisés par des logements très insalubres) dans les métropoles et les autres grandes villes indonésiennes. Il existe, en outre, une grande disparité régionale entre les villes et les campagnes, ainsi qu'une disparité entre les villes elles-mêmes, ce qui constituera aussi un problème dans le développement urbain de l'Indonésie. La croissance élevée de la population urbaine ne fera qu'intensifier les pressions sur les gouvernements des villes et même celui de la nation en ce qui concerne l'égalité de prestation des services urbains et dans la gestion du développement urbain. Donc, pour anticiper le processus d'urbanisation auquel la nation ne peut échapper, l'Indonésie aura besoin de développer une nouvelle perspective

tenant compte du caractère inévitable de son processus de transition urbaine future et faisant face aux défis découlant de son processus d'urbanisation.

Dans ce contexte, le niveau et le mode d'urbanisation seront des points importants à intégrer dans la politique de développement urbain. Une autre question importante, voire fondamentale, est la distribution de la population urbaine dans le système urbain indonésien. La compréhension de ces questions constitue une condition *sine qua non* pour que l'Indonésie puisse faire face aux défis. Elle lui permettra de trouver les meilleures méthodes de gestion du processus dans le but de maintenir puis augmenter la qualité de vie de la population urbaine.

La projection de l'ONU montre que la croissance de la population urbaine en Indonésie varie selon la taille des villes. Même si les villes ayant plus de 5 millions d'habitants auront le taux de croissance annuel moyen le plus élevé (environ 4,74 % par an entre 2000 et 2015 avec une croissance absolue d'environ 11,1 millions), les villes petites et moyennes ayant moins de 500 000 habitants auront le plus grand nombre de la population urbaine supplémentaire (environ 3,35 % par an avec une croissance absolue de près de 38,4 millions d'habitants urbains supplémentaires).

Pendant ce temps, les villes de 1 à 5 millions d'habitants auront une croissance annuelle moyenne d'environ 3,64 % avec près de 7,4 millions de population supplémentaire par an, formant 10 grandes villes en 2015. Il y aura ainsi 12 villes ayant plus d'un million d'habitants en 2015, contre sept aujourd'hui. Par ailleurs, les villes ayant entre 500 000 et 1 million d'habitants auront un caractère très différent car on peut conclure à une stagnation dans ce type des villes. La population totale diminuera même légèrement en passant de plus de 6,1 millions d'habitants en 2000 à moins de 6 millions en 2015. Ceci sera une conséquence du fait que quelques villes seront passées dans la catégorie supérieure des villes ayant plus d'un million d'habitants. De ce fait, le nombre total de villes de ce type diminuera également de 9 à 8.

La prévision montre que, en plus de faire face aux défis de l'urbanisation résultant de la croissance des villes ayant plus d'un million d'habitants, l'Indonésie devra aussi faire face au défi de l'urbanisation de la croissance des petites villes et moyennes ayant moins de 500 000 habitants. Selon l'ONU, la grande population urbaine supplémentaire fera progresser la population totale des villes ayant moins de 500 000 habitants d'environ 60,2 millions en 2000 à 98,6 millions d'habitants en 2015. Ainsi, chaque année durant cette période, plus de 2,5 millions d'habitants viendront s'ajouter aux villes petites et moyennes.

Malheureusement, il n'y a aucune information disponible relative au nombre actuel ou futur de ce type de villes en Indonésie. C'est probablement parce que son nombre est très élevé comparé aux autres types de ville, ou bien parce que ce type de ville est assez dynamique et qu'il est difficile de les compter.

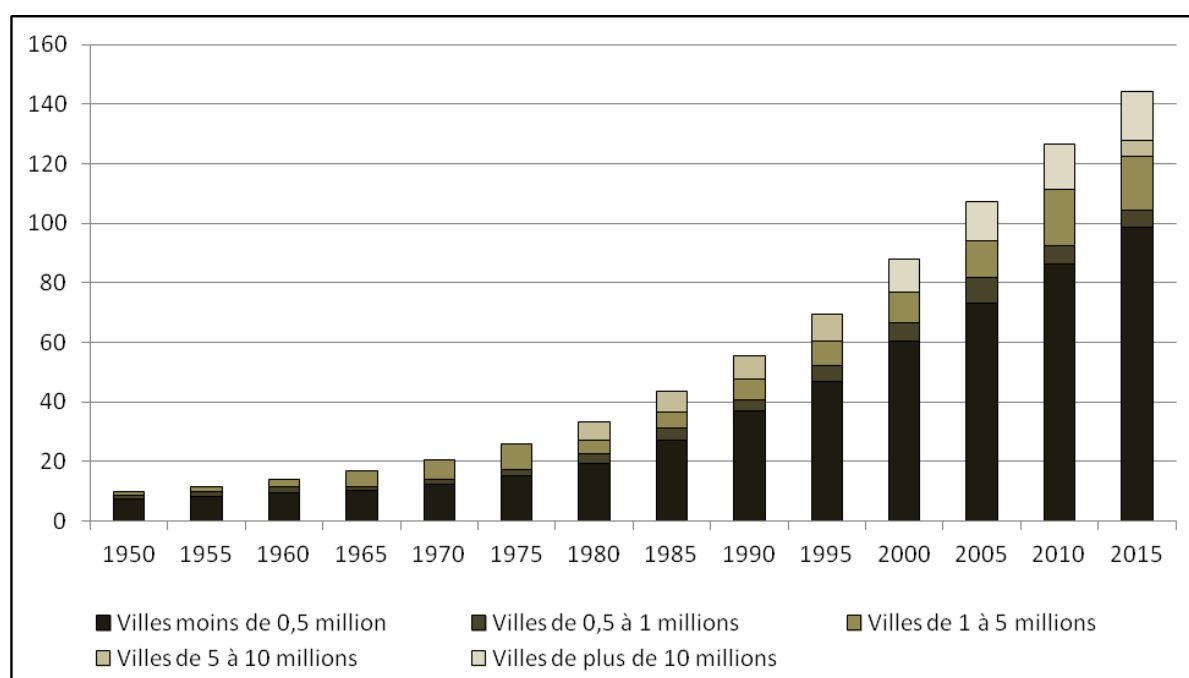
Tableau 2.4 : L'augmentation de la population urbaine en Indonésie, 2000-2015

	Population (en millions)				Croissance absolue (B-A) (en millions)	Croissance annuelle en moyenne (%)
	2000		2015			
	A	% urbaine	B	% urbaine		
Population urbaine	87,861	100,0	144,416	100,0	56,555	3,37
villes de plus de 5 millions	11,065	12,6	22,160	15,2	11,095	4,74
villes de 1 à 5 millions	10,431	11,9	17,839	12,4	7,408	3,64
villes de 0,5 à 1 millions	6,171	7,0	5,810	4,0	-0,361	-0,40
villes moins de 0,5 million	60,194	68,5	98,607	68,3	38,413	3,35
Population rurale	121,314	-	102,397	-	-18,917	-1,12

Source : calculs à partir de données de l'ONU, *World Urbanization Prospects : The 2005 Revision Population Database*, <http://esa.un.org/unup/p2k0data.asp>

Figure 2.8

La projection de l'ONU sur la croissance de la population d'Indonésie par type des villes, 1950-2015 (en millions d'habitants)



Source : calculs à partir de données de l'ONU, *World Urbanization Prospects : The 2005 Revision Population Database*, <http://esa.un.org/unup/p2k0data.asp>

Toutefois, en prenant en considération la population totale vivant dans des villes de moins de 500 000 habitants, qui est actuellement de plus de 60 millions et sera à peu près de 100 millions en 2015, nous pouvons considérer qu'il y a des centaines de villes de ce type. De plus, la population urbaine supplémentaire de près de 40 millions entre 2000 et 2015, fera pratiquement doubler le nombre de ces villes vers la fin 2015. En conséquence, les villes petites et moyennes influenceront considérablement l'avenir des villes indonésiennes, qui ne dépendra pas seulement de la *megacity* (mégapole) de Jakarta, qui aura plus de 16 millions d'habitants en 2015, mais aussi des centaines de villes petites et moyennes dont la population atteindra de façon cumulative les 96,6 millions.

Ainsi, l'attention portée aux villes petites et moyennes ayant moins de 500 000 habitants devrait être renforcée. Il existe de bonnes raisons pour cela. Premièrement, le nombre important de la population totale des villes petites et moyennes est, et continuera d'être, démographiquement très significatif. Les villes de moins de 500 000 habitants représentent, de façon cumulative, constituent près de 70% de la population urbaine indonésienne. Deuxièmement, la forte population urbaine supplémentaire dans ce type de ville, qui s'élèvera annuellement de plus de 2,5 millions par an durant ces quinze années, constituera aussi près de 70% de la population urbaine supplémentaire indonésienne par an. Troisièmement, comme le nombre de ce type de ville très dynamique est en constante augmentation à partir d'une très petite base d'agglomération urbaine, ces villes auront besoin de grandes capacités à être bien dirigées dans leur développement urbain.

Enfin, la question est essentielle quand nous tenons compte de la situation ordinaire des petites villes qui n'ont souvent aucune capacité à diriger leur développement. Généralement, la capacité du gouvernement local est plus faible dans une petite ville (voir Cohen, 2006 pour le contexte du monde ; et Dharmapatni et Firman, 1995 pour le contexte de l'Indonésie). La situation en Indonésie n'est pas vraiment différente car une grande partie des villes petites et moyennes n'ont pas de compétences dans leur gouvernement urbain. En fait, en Indonésie, seule les villes disposant d'un statut municipal possède un gouvernement urbain, tandis que les autres villes situées dans le territoire des *kabupaten* n'ont pas de gouvernement urbain et dépendent des institutions au niveau du *kabupaten* pour gérer leur développement. Cela provient du fait qu'en 2010, seulement 52,26 millions d'habitants urbains vivaient dans des villes municipales grandes et petites, dont 12,52 millions d'habitants vivaient dans 67 villes municipales petites et moyennes, tandis que le reste (66,06 millions d'habitants urbains) résidait dans les villes petites et moyennes des *kabupaten*.

Tableau 2.5 : Rang des municipalités Indonésiennes, de 1980 à 2000

No	Ville	Location	L'année 2000		L'année 1990		L'année 1980		Croissance annuelle en moyenne (%)	
			Pop.	Ordre	Pop.	Ordre	Pop.	Ordre	1980-1990	1990-2000
1	DKI Jakarta	Java	8 384 853	1	8 259 266	1	6 503 449	1	2,42	0,15
2	Surabaya	Java	2 588 816	2	2 483 871	2	2 027 913	2	2,05	0,41
3	Bandung	Java	2 141 837	3	2 058 649	3	1 462 637	3	3,48	0,40
4	Medan	Sumatra	1 899 327	4	1 730 752	4	1 378 955	4	2,30	0,93
5	Bekasi	Java	1 639 286	5	n/a		n/a		n/a	n/a
6	Palembang	Sumatra	1 441 522	6	1 144 279	6	787 187	6	3,81	2,34
7	Semarang	Java	1 345 065	7	1 250 971	5	1 026 671	5	2,00	0,73
8	Tangerang	Java	1 311 746	8	n/a		n/a		n/a	n/a
9	Depok	Java	1 146 055	9	n/a		n/a		n/a	n/a
10	Makassar	Célèbes	1 091 643	10	944 685	7	709 038	7	2,91	1,46
Subtotal 1 : villes millions			22 990 150		17 872 473		13 895 850		2,55	2,55
11	Malang	Java	749 768	11	695 618	8	511 780	8	3,12	0,75
12	Bogor	Java	743 478	12	271 711	21	247 409	17	0,94	10,59
13	Bandar Lampung	Sumatra	743 109	13	636 706	9	284 275	14	8,40	1,56
14	Padang	Sumatra	711 351	14	631 543	10	480 922	9	2,76	1,20
15	Pekanbaru	Sumatra	582 240	15	398 694	15	186 262	23	7,91	3,86
16	Banjarmasin	Bornéo	532 556	16	481 371	12	381 286	12	2,36	1,02
17	Denpasar	Bali	522 785	17	n/a		n/a		n/a	n/a
18	Samarinda	Bornéo	521 471	18	407 339	14	264 718	16	4,40	2,50
Subtotal 2 : villes 0,5-1 million			5 106 758		3 522 982		2 356 652		4,10	3,78
19	Surakarta	Java	488 834	19	504 176	11	469 888	10	0,71	-0,31
20	Pontianak	Bornéo	473 000	20	397 343	16	304 778	13	2,69	1,76
21	Batam	Sumatra	434 299	21	106 667	41	n/a		n/a	n/a
22	Jambi	Sumatra	416 841	22	339 944	18	230 373	18	3,97	2,06
23	Balikpapan	Bornéo	406 833	23	344 405	17	280 675	15	2,07	1,68
24	Yogyakarta	Java	395 604	24	412 392	13	398 727	11	0,34	-0,41
25	Manado	Célèbes	371 197	25	320 990	19	217 159	21	3,99	1,46
26	Mataram	Nusa Tenggara	314 968	26	n/a		n/a		n/a	n/a
27	Cilegon	Java	295 766	27	n/a		n/a		n/a	n/a

No	Ville	Location	L'année 2000		L'année 1990		L'année 1980		Croissance annuelle en moyenne (%)	
			Pop.	Ordre	Pop.	Ordre	Pop.	Ordre	1980-1990	1990-2000
28	Cirebon	Java	269 186	28	254 878	22	223 776	19	1,31	0,55
29	Palu	Célèbes	268 322	29	n/a		n/a		n/a	n/a
30	Pekalongan	Java	261 469	30	242 874	24	132 558	26	6,24	0,74
31	Sukabumi	Java	252 293	31	119 981	34	109 994	29	0,87	7,72
32	Kediri	Java	242 211	32	249 807	23	221 830	20	1,19	-0,31
33	Pematang Siantar	Sumatra	240 831	33	219 328	26	150 376	25	3,85	0,94
34	Tegal	Java	236 260	34	229 713	25	131 728	27	5,72	0,28
35	Kupang	Nusa Tenggara	235 912	35	n/a		n/a		n/a	n/a
36	Bengkulu	Sumatra	231 666	36	170 327	30	64 783	43	10,15	3,12
37	Banda Aceh	Sumatra	219 070	37	184 699	27	72 090	40	9,86	1,72
38	Binjai	Sumatra	213 222	38	181 904	28	76 464	39	9,05	1,60
39	Ambon	Moluques	206 210	39	276 955	20	208 898	22	2,86	-2,91
40	Kendari	Célèbes	198 762	40	n/a		n/a		n/a	n/a
41	Probolingo	Java	192 561	41	177 120	29	100 296	30	5,85	0,84
42	Dumai	Sumatra	172 984	42	n/a		n/a		n/a	n/a
43	Jayapura	Papouasie	172 723	43	n/a		n/a		n/a	n/a
44	Pasuruan	Java	168 164	44	152 409	32	95 864	32	4,75	0,99
45	Madiun	Java	163 953	45	170 242	31	150 562	24	1,24	-0,38
46	Ternate	Moluques	163 467	46	n/a		n/a		n/a	n/a
47	Palangkaraya	Bornéo	160 018	47	112 562	39	60 447	44	6,41	3,58
48	Salatiga	Java	150 579	48	98 072	44	85 849	36	1,34	4,38
49	Gorontalo	Célèbes	135 074	49	119 780	35	97 628	31	2,07	1,21
50	Tanjung Balai	Sumatra	132 032	50	108 202	40	41 894	46	9,95	2,01
51	Pangkal Pinang	Sumatra	125 423	51	113 163	38	90 096	34	2,31	1,03
52	Tebing Tinggi	Sumatra	125 081	52	116 767	37	92 087	33	2,40	0,69
53	Blitar	Java	119 395	53	119 011	36	78 503	38	4,25	0,03
54	Magelang	Java	116 000	54	123 213	33	123 484	28	-0,02	-0,60
55	Mojokerto	Java	109 164	55	99 955	43	68 849	42	3,80	0,89
56	Parepare	Célèbes	107 933	56	101 527	42	86 450	35	1,62	0,61
Subtotal 3 : villes 100-500 mills			5 106 758		3 522 982		2 356 652		3,28	3,84

No	Ville	Location	L'année 2000		L'année 1990		L'année 1980		Croissance annuelle en moyenne (%)	
			Pop.	Ordre	Pop.	Ordre	Pop.	Ordre	1980-1990	1990-2000
57	Payakumbuh	Sumatra	97 749	57	90 872	45	78 836	37	1,43	0,73
58	Bukittinggi	Sumatra	91 830	58	83 311	46	70 771	41	1,64	0,98
59	Sibolga	Sumatra	81 718	59	71 895	47	59 897	45	1,84	1,29
60	Sawahlunto	Sumatra	50 668	60	15 279	51	13 724	50	1,08	12,74
61	Solok	Sumatra	48 126	61	42 715	48	31 724	48	3,02	1,20
62	Padang Panjang	Sumatra	40 169	62	38 577	49	34 517	47	1,12	0,41
63	Sabang	Sumatra	23 654	63	24 416	50	23 821	49	0,25	-0,32
Subtotal 4 : villes < 100 mills			433 914		367 065		313 290		1,60	1,69
Total			37 518 129		27 930 926		21 031 898		2,87	2,99

Source : BPS, *Penduduk Indonesia : Hasil Sensus Penduduk 2000* (La population d'Indonésie : le résultat du recensement 2000), Jakarta, Décembre 2000.

2.2.3 La distribution de la population urbaine indonésienne : la proportion importante de population urbaine dans les kabupaten de l'île de Java

Sur la base de la précédente discussion sur la projection de la population urbaine, il est intéressant de connaître la distribution de la population urbaine dans les deux types de circonscriptions Indonésienne, à savoir les *kota* ou les municipalités qui sont des circonscriptions urbaines, et les *kabupaten* qui sont non urbains. Le tableau 2.6 présente une caractéristique un importante de la croissance de la population urbaine en Indonésie, à savoir le déplacement de la prépondérance entre les municipalités et les *kabupaten* dans l'accueil de la population urbaine. Jusqu'aux années 1990, la majorité de la population urbaine indonésienne résidait dans les *kota* ou municipalités. Mais, à partir du recensement de l'année 2000, les régions urbaines dans les *kabupaten* ont commencé d'accueillir un plus grand nombre de la population urbaine. Bien plus, la tendance des années 1980 à 2010 montre que le rôle des *kabupaten* est devenu de plus en plus important dans le développement de la population urbaine, comme il est indiqué par l'augmentation de la population urbaine indonésienne habitant dans les régions urbaines des *kabupaten*.

Tableau 2.6 : Comparaison de la population urbaine dans les *kota* et dans les *kabupaten*, de 1980 à 2010

Année	Population urbaine (en millions)				Total
	<i>Kota</i>		<i>Kabupaten</i>		
	Nombre	(%)	Nombre	(%)	
1980	21,03	63,35	12,17	36,65	33,20
1990	27,93	50,33	27,57	49,67	55,50
2000	37,52	43,32	49,08	56,68	86,60
2010	52,26	44,17	66,06	55,83	118,32

Source : calculs à partir des données des recensements de l'Indonésie de 1980 à 2010.

Afin de mieux comprendre la distribution de l'urbanisation en Indonésie, on peut utiliser une autre approche en faisant l'analyse de la distribution de la population urbaine au niveau macroscopique. Le tableau 2.7 divise les régions d'urbanisation de l'Indonésie en trois macro-régions, c'est-à-dire : Java, Sumatra, et les autres régions. La région de Java comprend toutes les provinces de l'île de Java, c'est-à-dire : DKI Jakarta, Java d'ouest, Java central, Yogyakarta, Java d'est, et Banten. Ensuite, la région de Sumatra comprend toutes les

provinces de Sumatra et des petites îles l'entourant : Nangroe Aceh Darussalam, Sumatra nord, Sumatra ouest, Riau, Jambi, Sumatra sud, Bengkulu, Lampung, les archipels de Bangka Belitung, et les archipels de Riau. Enfin, la région des autres provinces comprend les autres provinces indonésiennes, celles de Kalimantan (Bornéo), Sulawesi (Célèbes), Maluku (Malocas), Papua (Papouasie) et Nusa Tenggara (les petites îles de la Sonde).

Tableau 2.7 : Population urbaine en Indonésie par macro-régions en 2000, 2005 et 2010

Région	Population				% urbain	Croissance urbaine
	Urbaine	%	Rurale	Totale		
Année 2000						
- Sumatra	14 581 448	16,84	28 728 259	43 309 707	33,67	
- Java	59 229 340	68,39	62 123 268	121 352 608	48,81	
- Autres provinces	12 791 062	14,77	28 811 218	41 602 280	30,75	
- Indonésie	86 601 850	100,00	119 662 745	206 264 595	41,99	
Année 2005						
- Sumatra	14 743 491	16,02	26 426 270	45 201 350	32,62	0,22%
- Java	63 246 333	68,74	64 779 356	128 025 689	49,40	1,08%
- Autres provinces	14 015 245	14,02	30 164 592	43 562 877	32,17	0,93%
- Indonésie	92 005 069	100,00	121 370 218	216 789 916	42,44	1,00%
Année 2010						
- Sumatra	19 787 628	16,72	30 843 303	50 630 931	39,08	6,06
- Java	79 949 854	67,57	56 660 736	136 610 590	58,52	4,80
- Autres provinces	18 582 774	15,71	31 817 031	50 399 805	36,97	5,80
- Indonésie	118 320 256	100	119 321 070	237 641 326	49,79	5,16

Note :

Pour l'année 2000 :

Source: la BPS, 2001, *Population d'Indonésie par sexe, le résultat du recensement 2000*, série L.1, Jakarta

- y compris la population qui n'est pas fixe comme les SDF, les réfugiés, les marins, les hommes éloignés qui se représentent 421 399 personnes

- y compris l'estimation dans certaines provinces : Nanggroe Aceh Darussalam, Célèbes centre, Moluques, Moluques nord, et Papouasie

Pour l'année 2005 :

Source: la BPS, 2006, *Population des provinces Indonésienne, le résultat d'étude démographique inter recensement 2005*, Jakarta

La province de Nanggroe Aceh Darussalam :

- la BPS, 2006, *Population de la province de Nanggroe Aceh Darussalam (NAD) après le tremblement de terre et le tsunami : le résultat du recensement de NAD et Nias 2005*, Jakarta.

- à cause de le tremblement de terre et du tsunami, la province de Nanggroe Aceh Darussalam ne différencie pas encore sa population urbaine et rurale.

Pour l'année 2010 :

Source: la BPS, 2010, *Population d'Indonésie par province et kabupaten/kota, le résultat du recensement 2010*, Jakarta

En utilisant les données des recensements des années 2000 et 2010 et celles de l'étude démographique d'inter recensement 2005, on voit que l'île de Java est la région où se

concentrent les habitants urbains indonésiens (voir tableau 2.7) : plus de 65 % habitent dans l'île de Java qui représente seulement 7 % de la superficie du territoire indonésien. Seuls environ 17% de la population urbaine indonésienne réside à Sumatra, et les 16 % restant se trouvent dans les autres provinces. De plus, Java ne concentre pas seulement la plus grande partie de la population urbaine, mais c'est elle qui possède la plus grande croissance absolue de population urbaine en Indonésie. Entre 2000 et 2005, Java a vu augmenter sa population urbaine de 4 millions, alors que celle de Sumatra augmentait seulement d'environ 160 000 et celle des autres provinces d'environ 1,2 millions. Entre 2005 à 2010, même si Sumatra et les autres provinces ont vu leur population urbaine augmenter de 5 et 4,6 millions respectivement, la région de Java était encore la région qui a vu le plus augmenter sa population urbaine avec 16,7 millions d'habitants urbains supplémentaires.

Tableau 2.8 : Population urbaine indonésienne par macro-région dans les municipalités et les *kabupaten*, en 2000 et 2010

Région	Population Urbaine				Croissance Urbaine (% par an)	
	<i>Kabupaten</i>	%	Municipalités	Totale	<i>Kabupaten</i>	Municipalités
Année 2000						
- Sumatra	6 458 536	44,3	8 122 912	14 581 448		
- Java	35 716 997	60,3	23 512 343	59 229 340		
- Autres provinces	6 908 188	54,0	5 882 874	12 791 062		
- Indonésie	49 083 721	56,7	37 518 129	86 601 850		
Année 2010						
- Sumatra	8 193 553	41,4	11 594 075	19 787 628	2,41	3,62
- Java	48 822 166	61,1	31 127 688	79 949 854	3,17	2,85
- Autres provinces	9 043 521	48,7	9 539 253	18 582 774	2,73	4,95
- Indonésie	66 059 240	55,8	52 261 016	118 320 256	3,01	3,37

Source : Calculs à partir des données des recensements 2000 et 2010.

L'importance de la macro-région de Java dans le discours de l'urbanisation en Indonésie est montrée également par le taux élevé d'urbanisation de la macro-région qui a atteint 58,52 % en 2010 quand les autres régions ayant encore un taux d'urbanisation de moins de 40 %. Alors, sans nier que l'attention devrait également être accordée aux processus d'urbanisation dans d'autres domaines de macro, il faut accorder une bonne attention aux processus d'urbanisation à l'île de Java, puisque son urbanisation future influencera considérablement l'avenir de l'urbanisation en Indonésie.

En outre, il est important de savoir que la proportion de la population urbaine des *kabupaten* est grande, comparée à la population urbaine totale de Java et même d'Indonésie. En 2000, il y avait seulement 23,5 millions d'habitants urbains dans les municipalités de Java (voir le tableau 2.8), c'est-à-dire 39,7 % de la population urbaine totale de Java. En 2010, plus de 48,8 millions d'habitants urbains (61,1 %) habitent dans les agglomérations urbaines des *kabupaten* de Java, ce qui représente 41,3 % de la population urbaine totale indonésienne.

Le tableau 2.8 indique que la croissance annuelle de la population urbaine dans les *kabupaten* de Java est plus élevée que celle des municipalités de Java et celle des *kabupaten* des autres régions. Ces chiffres sont intéressants car ils montrent que la population urbaine des *kabupaten* dans la région de Java ne contribue pas seulement à faire que la population urbaine à Java est majoritaire, mais qu'elle présente aussi la proportion la plus élevée de population urbaine totale à l'échelle de l'Indonésie. Et d'après son taux de croissance, elle pourrait rester la contribution majeure à la population urbaine indonésienne dans l'avenir. Les villes petites et moyennes, surtout celles des *kabupaten* de Java, doivent donc être au centre des préoccupations de l'urbanisation en Indonésie dans le futur.

2.3 L'urbanisation des territoires dans l'île de Java

La discussion précédente montre que l'île Java est la région la plus urbanisée et la plus importante dans le contexte de l'urbanisation en Indonésie. Même si la superficie de l'île d'environ 139 100 km² fait d'elle la plus petite des cinq grandes îles de l'archipel indonésien, l'île de Java est aussi la région la plus peuplée avec une population d'environ 136,6 millions d'habitants en 2010, et donc une densité de population d'environ 982,1 personnes / km².

2.3.1 L'île de Java et sa disposition intérieure

L'île de Java, qui se compose de six provinces, se trouve entre Sumatra au nord-ouest et Bali à l'est. Bornéo est situé au nord, et la Papouasie et les Célèbes se trouvent au nord-est. Géographiquement parlant, l'île de Java a un emplacement relativement central dans l'archipel indonésien. Ceci a contribué à sa domination dans l'économie, la politique et le développement de la nation. Les six provinces dans l'île de Java sont, de l'ouest à l'est : Banten, la Région spéciale de capitale de (DKI) Jakarta, Java Ouest, Java Centre, la Région spéciale de (DI) Yogyakarta, et Java est (voir la figure 2.8). La province de Banten est une

nouvelle province, formée en 1999 par la séparation (ou *pemekaran wilayah*, selon le terme indonésien) de certaines circonscriptions locales de la province de Java Ouest.

DKI Jakarta, une abréviation de *Daerah Khusus Ibukota* (la Région spéciale de la capitale) Jakarta, est une ville-province qui est constituée des cinq municipalités de Jakarta et d'un *kabupaten administratif* appelé *Kepulauan Seribu* (l'archipel de milles îles). Avec certaines circonscriptions urbaines et non urbaines voisines de Java Ouest et de Banten, DKI Jakarta forme la grande région métropolitaine (GRM) de Jabodetabek⁵, la plus grande région métropolitaine dans le pays et même dans l'Asie du Sud-Est, qui a environ 26,9 millions de population urbaine dans ses zones urbaines en 2010. La ville-province joue le rôle de centre de la GRM avec 9,6 millions des habitants urbains vivant dans les zones centrales, et 15,02 millions d'habitants dans les circonscriptions voisines de Bodetabek. Ainsi, la GRM de Jabodetabek devient la plus grande et la plus importante agglomération urbaine dans le pays.

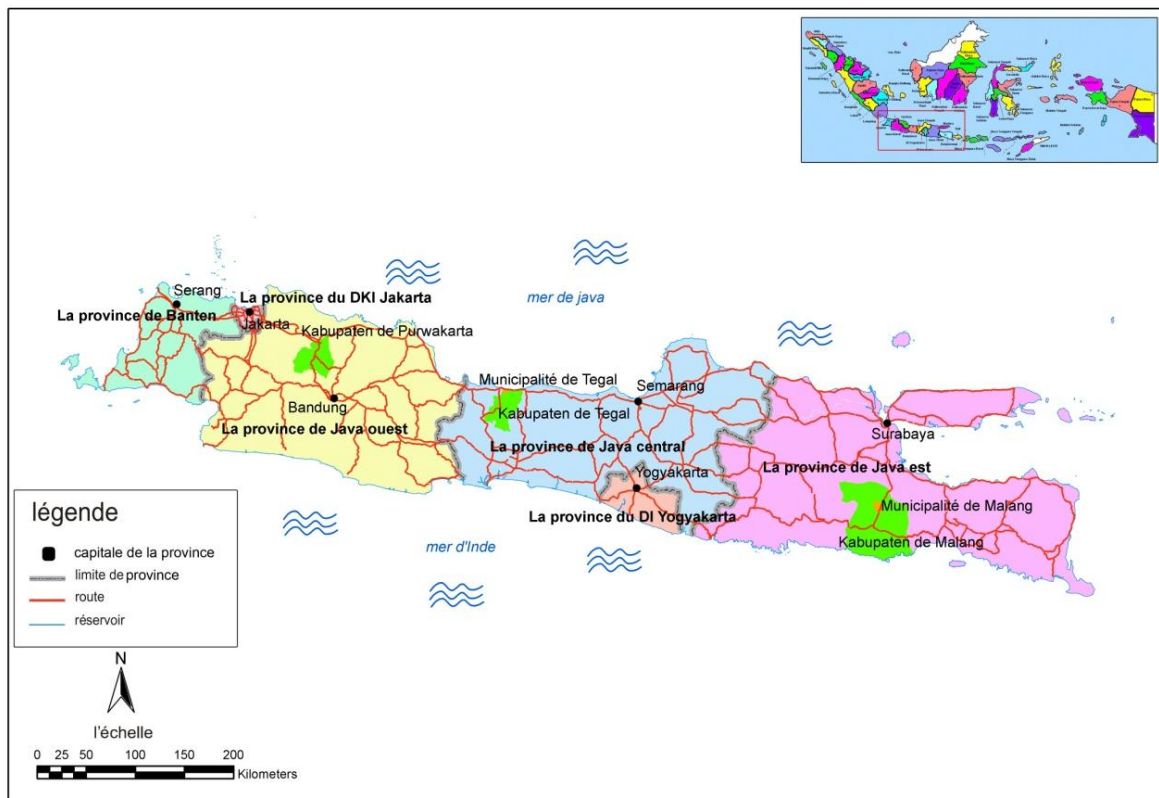
La province de Banten est située à l'ouest de l'île. Elle se compose de trois municipalités et quatre *kabupaten*. Ses municipalités sont : Tangerang (1,8 millions d'habitants urbains en 2010), Serang (576 961 d'habitants urbains en 2010) et Cilegon (374 500 d'habitants en 2010). Ces trois municipalités ont été formées à la fin des années 1990 ou au début des années 2000. La municipalité de Tangerang a été formée par la sécession de quelques zones du *kabupaten* Tangerang en 1999, alors que les municipalités de Serang et de Cilegon ont été formées de zones qui se sont séparées du *kabupaten* Serang, en 1999 et en 2007 respectivement. La province est traversée par la route régionale importante qui relie la GRM Jabodetabek au port de Merak située dans le *kabupaten* de Serang dans la côte nord ouest de la province, par laquelle tout les transports terrestres d'hommes et de marchandises de Java à Sumatra et vice versa transitent.

La province de Java Ouest, dont la capitale est la municipalité Bandung, est une grande province qui est formée de six municipalités et seize *kabupaten*. Elle est située au sud-est de Jakarta et est bordée à l'est par la province de Java Centre. Deux des six municipalités, les municipalités de Bekasi et de Depok sont de nouvelles municipalités qui ont été formées à la fin des années 1990 à cause de la forte augmentation de population urbaine dans cette région proche de DKI Jakarta. Avec la municipalité Bogor et les *kabupaten* de Bekasi et

⁵ Le terme de Jabodetabek provient d'une abréviation de « **J**akarta-**B**ogor-**D**epok-**T**angerang-et-**B**ekasi), les circonscriptions qui constituent la grande région métropolitaine (GRM). Les circonscriptions sont : DKI Jakarta, la municipalité Bogor, le *kabupaten* Bogor, la municipalité Depok, la municipalité Tangerang, le *kabupaten* Tangerang, la municipalité Bekasi et le *kabupaten* Bekasi.

Bogor, les deux municipalités contribuent au développement de la GRM de Jabodetabek car ce sont les municipalités et les *kabupaten* voisins de Jakarta qui fournissent les espaces d'expansion des activités urbaines de la GRM. La province de Java Ouest est traversée par quelques routes régionales importantes qui la relient aux autres grandes villes de Java, à la DKI Jakarta aussi bien qu'à la province de Java Centre et à la province de Yogyakarta.

Figure 2.9
Les provinces de l'île de Java



La province de Java Centre est la province de Java Est sont aussi de grandes provinces, alors que la province de la Région spéciale (DI ou *Daerah Istimewa*) de Yogyakarta est une petite province. La province de Java Centre qui a pour capitale la municipalité de Semarang, est formée de six municipalités et 29 *kabupaten*. La deuxième province, dont la capitale est la municipalité de Surabaya, est formée de huit municipalités et 29 *kabupaten*. Enfin la province de Yogyakarta, dont la capitale est la municipalité Yogyakarta, est formée d'une municipalité et quatre *kabupaten*.

La province de Java Centre est située au centre de l'île, bordée par la province de Java Ouest à l'ouest, la province de Yogyakarta et l'océan Indien au sud, la province de Java Est à l'est, et la mer de Java au nord. La province de Java Est se situe à l'est de l'île de Java et inclut aussi l'île de Madura. Toutes les capitales des provinces sont connectées par des routes régionales importantes. Une route régionale importante relie Surabaya au port Banyuwangi, le port de débarquement des hommes et des marchandises de l'île de Java à l'île de Bali, et vice versa.

Les autres pôles d'agglomérations urbaines importantes de l'île de Java, outre la GRM de Jabodetabek, sont Surabaya (2,77 millions d'habitants urbains en 2010), Bandung (2,39 million d'habitants), Semarang (1,55 millions d'habitants), Malang (819 7000 habitants), Surakarta (500 6000 habitants) et Yogyakarta (388 100 habitants). Les trois premières agglomérations sont les capitales des provinces de Java Est, de Java Ouest et de Java Centre, et sont aussi des agglomérations urbaines de plus d'un million d'habitants. Surabaya se trouve au nord-est de Java à environ 700 km à l'est de Jakarta. En plus de ses 2,77 millions habitants urbains sur son territoire seul en 2010, on compte environ 3,43 millions d'habitants urbains dans les *kabupaten* voisins qui forment ensemble la GRM de Grebangkertosusila, une abréviation de Gresik-Bangkalan-Mojokerto-Surabaya-Sidoarjo-Lamongan. La population élevée de la GRM de Grebangkertosusila fait d'elle la deuxième plus grande métropole de l'île de Java et d'Indonésie.

Bandung, la capitale de la province de Java Ouest, se trouve dans la région montagneuse de Java Ouest à environ 120 km au sud-est de Jakarta, et est la troisième plus grande ville municipale sur l'île de Java et en Indonésie, avec une population urbaine qui était de 2,39 millions d'habitants en 2010 et d'environ 4,15 millions d'habitants urbains dans les *kabupaten* et municipalités voisins qui forment ensemble la GRM de Bandung. La plus petite ville de plus d'un million d'habitants à Java, Semarang, la capitale de la province de Java Centre, se trouve au centre nord de l'île de Java à environ 400 km à l'est de Jakarta. Elle comptait environ 1,52 millions d'habitants urbains en 2010, et est donc la quatrième plus grande ville de Java et d'Indonésie.

Les routes nationales et régionales qui relient les grandes villes de Java, de Jakarta à l'ouest jusqu'à Surabaya à l'est, passent par les régions côtières du Nord de Java, par les régions intérieures et par quelques régions côtières du sud de l'île. La route nationale la plus importante dans la nation a été héritée de « *de great postweg* » ou « la grande route de poste » de Java, développée par le gouverneur général néerlandais Herman Willem Daendels à

l'époque coloniale de 1808 à 1811 (Nas et Pratiwo, 2001). Du fait que la route relie l'extrémité ouest de Java à l'extrémité est tout en reliant les plus grandes villes de Java comme Jakarta, Surabaya, Bandung, Semarang, Yogyakarta, et Surakarta, la route est devenue la plus importante d'Indonésie. Elle bénéficie aussi à certaines villes secondaires : Bogor et Cirebon de la Java Ouest, Tegal, Brebes, Pekalongan, Salatiga et Magelang de Java Centre, et Madiun et Kediri de Java Est.

Cette route est si importante tant pour l'économie que pour la mobilité démographique de Java que le gouvernement central d'Indonésie projette de construire une autoroute à péage de 1 500 km, la *Trans-Java*, pour compléter les parties d'autoroute à péage existant de Jakarta à Cikampek, autour de Cirebon, de Semarang, et de Surabaya dans le système routier côtier du nord de Java. Le gouvernement projette de construire d'autres autoroutes à péage reliant Jakarta à Tangerang et à Cilegon à l'ouest, Jakarta à Bogor au sud, et reliant Bandung à Cirebon ce qui compléterait l'autoroute à péage de Cikampek à Bandung (ou l'autoroute de Jakarta-Cikampek-Purwakarta-Padalarang-Bandung) qui a été mise en fonction officiellement depuis janvier 2005.

En outre, la position des trois ports principaux de Java : Tanjung Priuk à Jakarta, Tanjung Perak à Surabaya et Tanjung Emas à Semarang sur la côté nord de Java, et l'existence de Bandung et de Surakarta comme villes industrielles à l'intérieur des terres qui s'ajoutent aux villes côtières industrielles comme Jakarta, Surabaya, Semarang, Cirebon, Tegal et Pekalongan, ont incité au développement d'axes de communication sud nord de Bandung vers Jakarta et de Surakarta pu Yogyakarta vers Semarang et Surabaya.

La route nationale qui longe la côté nord devient la route la plus importante de Java car elle relie les trois grands ports de l'île et la plupart des villes industrielles de Java. La route nationale sud à l'intérieur des terres est donc moins importante. Pourtant, même s'elle n'a pas eu une aussi forte influence que la route nationale nord, la route nationale sud de Java a aussi influencé le processus d'urbanisation dans le sud, surtout dans le corridor Surakarta – Malang – Surabaya à Java Est. Le haut taux d'urbanisation des *kabupaten* dans ce corridor, s'ils sont comparés à ceux des *kabupaten* dans la partie du nord de Java Est montre aussi l'influence de la route sud. Ainsi, d'un point de vue régional, les processus d'urbanisation à Java sont influencés par l'existence des villes importantes couplée à l'existence de routes importantes. La plupart des régions les plus urbanisées sont situées dans des endroits précis : (1) à côté des villes industrielles principales comme Jakarta, Surabaya et Bandung ; (2) dans le corridor côtier du nord de la province de Java Ouest et de Java Centre ; (3) dans les corridors entre le

trois centres d'activités de Java Centre : Semarang, Yogyakarta, et Surakarta ; et (4) dans les corridors Surakarta – Malang – Surabaya.

Tommy Firman (1994) a montré que l'existence des infrastructures des villes et de la route nationale qui traverse les *kabupaten* a permis aux activités industrielles de se développer dans les *kabupaten* voisins des villes majeures. Comme les *kabupaten* voisins offrent des terrains à un prix moins élevé que dans les villes, les grands ensembles immobiliers privés ont commencé à occuper, dès le début des années 1980, des terrains dans les *kabupaten* proches des villes majeures comme Jakarta, Surabaya et Bandung, ou depuis le début des années 1990 pour les autres *kabupaten* tels que les *kabupaten* de Cirebon, Tegal, Pekalongan, et Malang qui sont situés près de villes plus petites que les villes majeures. Firman (1994) soutient que l'expansion à l'extérieur des activités urbaines depuis les années 1980 a entraîné la croissance du développement linéaire le long du corridor de la route régionale dans de nombreuses villes en Java (voir aussi Tommy Firman, 2003).

Pourtant, le processus d'urbanisation et la croissance de la population urbaine dans les *kabupaten* avoisinant des municipalités petites et moyennes ne sont pas seulement influencés par ce mode de développement. Même s'il y a eu développement d'activités industrielles et immobilières dans le corridor des routes importantes des *kabupaten*, et à une échelle plus petite que celle des *kabupaten* avoisinant des villes majeures, la reclassification des villages en « villages urbains » dans les *kabupaten* avoisinant des petites municipalités a été influencée aussi par les développements des installations urbaines dans les corridors pour permettre une meilleure accessibilité. Dans de nombreux cas, la création et le développement des activités du commerce comme les restaurants, les garages, les magasins et boutiques des spécialités régionales, etc., qui profitent du potentiel économique offert par les transports le long des corridors des routes importantes, ont influencé les processus d'urbanisation et les développements physiques dans les *kabupaten*.

2.3.2 L'augmentation et la distribution de population urbaine de l'île de Java

De point de vue spatial, les grandes villes de Java peuvent être regroupées en trois macro-régions de l'île de Java. La première région est la région ouest qui est formée par la grande conurbation de deux villes millionnaires, Jakarta et Bandung avec certaines villes et *kabupaten* voisins comme Bekasi, Tangerang, Depok Bogor, et Cimahi. Cette macro-région se compose des provinces de Jakarta, de Java Ouest et de Banten, avec Jakarta et Bandung

comme centres primaires d'agglomération urbaine. Séparées d'une distance d'environ 120 km, Jakarta et Bandung sont connectées par deux routes primaires : une nouvelle autoroute payante (2005) qui traverse les *kabupaten* de Bekasi et Karawang à l'est de Jakarta et les *kabupaten* de Purwakarta et Bandung au sud-est de Jakarta ; et l'ancienne route régionale qui traverse le *kabupaten* de Bogor au sud de Jakarta et les *kabupaten* de Cianjur et Bandung au sud-est de Jakarta. Cette conurbation urbaine a tout le potentiel d'une très grande conurbation urbaine avec une population de plus de 30 millions d'habitants urbains dans l'avenir, surtout si l'existence de la nouvelle autoroute à péage a été utilisé par les grandes entreprises de développement de complexe industriel et / ou d'immobilières, comme ce qui a arrivé dans la corridor de l'autoroute entre la ville de Jakarta à la ville de Cikampek, et dans la corridor entre la ville de Bandung et la ville de Padalarang.

Le deuxième est la région centre qui se compose des provinces de Java Centre et de Yogyakarta avec une formation en triangle des pôles Semarang, Surakarta et Yogyakarta comme centres des activités. Semarang, Surakarta et Yogyakarta sont séparées avec des distances entre 60 à 90 km les unes des autres, et trois routes régionales importantes les connectent. La troisième et dernière macro-région est constituée de la province de Java Est avec une conurbation urbaine de Surabaya-Malang qui sont les deux centres urbains principaux dans la province. Surabaya et Malang sont séparées d'une distance d'environ 75 km et sont connectées par une route régionale dont la partie traversant Surabaya est une autoroute payante.

Le tableau 2.8 montre les chiffres d'urbanisation dans les trois macro-régions de l'île de Java et les situations très différentes qui existent entre elles. Les différences peuvent être appréciées selon : l'importance de la population urbaine et sa distribution dans les *kabupaten* et municipalités de chaque région, le taux d'urbanisation et la croissance annuelle de la population urbaine, soit dans la région, soit dans chaque type des circonscriptions. Parmi les trois macro-régions, la macro-région ouest est la région la plus urbanisée qui a la plus grande population urbaine. Pourtant, les trois macro-régions de Java montrent également quelques similarités importantes dans leur augmentation de population urbaine. L'une d'elles est constituée par l'augmentation forte de la population urbaine dans les trois macros-régions, surtout dans la période précédent l'année 2000 quand le taux de croissance en moyenne de la population urbaine dans les trois macro-régions était environ 4 à 5 % par an, s'y ajoute l'augmentation forte de la population urbaine dans les *kabupaten* avec des taux de croissance plus élevés que celui des municipalités, ceci dans les trois macro-régions.

L'autre similarité importante est la part de plus en plus grande de la population urbaine dans les *kabupaten*. Celle-ci est plus significative dans les régions centre et est, dont la population urbaine des *kabupaten* représentent environ trois-quarts de leur population urbaine totale en 2010 (voir le table 2.8). Ainsi, cette tendance montre que les *kabupaten* dans l'île de Java sont de plus en plus importants pour la concentration de la population urbaine. Dans ce contexte, la compréhension du processus de l'augmentation de la population urbaine et du processus d'urbanisation dans les *kabupaten* de l'île de Java pourrait être essentielle.

L'une des informations importantes montrées par le tableau 2.8 est l'augmentation de la population urbaine dans les *kabupaten* dans l'île de Java qui a été plus importante que celle des municipalités depuis les dernières décennies. La plus grande augmentation de la population urbaine des *kabupaten* concerne la macro-région ouest, la macro-région la plus urbanisée qui a également la plus grande population urbaine, même si le taux de croissance annuel moyen a diminué considérablement de 9,86 0% à 4,25 % entre la période 1980-1990 et la période 1990-2000 en provoquant de la formation de nouvelles municipalités, telles que les municipalités Bekasi, Depok, Tangerang et Cilegon, qui sont formées de parties des régions urbanisées de certains *kabupaten* à la fin des années 1990. Pourtant, le taux de croissance démographique urbaine des *kabupaten* dans cette macro région a recommencé à augmenter entre 2000 et 2010 au chiffre de 5,40 % en moyenne par an, même s'il y a avait encore une création d'une grande nouvelle municipalité, c'est-à-dire la municipalité de Tangerang Selatan, dans cette période.

Dans ce contexte, la macro-région ouest peut être considérée comme une région distincte parmi les trois macro-régions. L'existence de la ville-province de Jakarta (9,6 millions d'habitants urbains en 2010), la plus grande ville dans le pays qui est aussi le cœur de la plus grande région urbaine dans le pays (GRM de Jabodetabek), et la ville municipale de Bandung (2,39 millions), la troisième plus grande ville dans le pays qui est le cœur de la deuxième plus grande région urbaine (GRM de Bandung), a fortement influencé l'augmentation de la population urbaine dans cette région. Les meilleurs développements des infrastructures et des autres services urbains dans la région, par rapport à d'autres régions de l'île de Java, ainsi que dans l'Indonésie, a stimulé la tendance des activités économiques à s'y installer pour profiter des « économies d'agglomération », y compris la disponibilité des infrastructures et les services publics, tels que l'électricité, l'approvisionnement en eau, les ports maritimes et terrestres, et la concentration de main-d'œuvre et des marchés (Firman, 2009).

Tableau 2.9 : La comparaison de l'urbanisation des macro-régions de l'île de Java, 1980-2010

	Macro-région Ouest			Macro-région Centre			Macro-région Est		
	1990	2000	2010	1990	2000	2010	1990	2000	2010
Dans les kota (municipalités)									
a. Population urbaine	10 931 624	16 200 836	22 720 609	2 861 411	3 003 902	3 211 442	4 135 570	4 353 408	4 831 532
b. Population rurale	20 394	86 483	272 879	264 937	94 431	42 098	199 873	55 386	39 341
c. Population totale	10 952 018	16 287 319	22 993 488	3 126 348	3 098 333	3 253 540	4 335 443	4 408 794	4 870 873
d. Proportion de la population urbaine (%)	99,81	99,47	98,81	91,53	96,95	98,71	95,39	98,74	99,19
e. Taux de croissance totale (annuelle moyenne, en %)	2,06	4,05	4,12	1,98	-0,09	0,50	1,81	0,17	1,05
f. Taux de croissance urbaine (annuelle moyenne, en %)	2,52	4,01	4,02	1,92	0,49	0,69	2,47	0,51	1,10
Dans les kabupaten									
a. Population urbaine	9 547 164	14 480 647	22 294 213	6 396 916	11 055 785	13 890 857	4 980 920	9 913 207	13 001 201
b. Population rurale	13 588 909	12 757 728	18 005 984	22 176 419	19 985 522	18 695 751	23 371 254	20 499 383	19 604 683
c. Population totale	23 136 073	27 238 375	40 300 197	28 573 335	31 041 307	32 586 608	28 352 174	30 412 590	32 605 884
d. Proportion de la population urbaine (%)	41,27	53,16	55,32	22,39	35,62	42,63	17,57	32,60	39,87
e. Taux de croissance totale (annuelle moyenne, en %)	2,59	1,65	4,80	1,05	0,83	0,50	0,90	0,70	0,72
f. Taux de croissance urbaine (annuelle moyenne, en %)	9,86	4,25	5,40	7,01	5,62	2,56	5,70	7,12	3,12
Dans les kabupaten et kota									
a. Population urbaine	20 478 788	30 681 483	45 014 822	9 258 327	14 059 687	17 102 299	9 116 490	14 266 615	17 832 733
b. Population rurale	13 609 303	12 844 211	18 278 863	22 441 356	20 079 953	18 737 849	23 571 127	20 554 769	19 644 024
c. Population totale	34 088 091	43 525 694	63 293 685	31 699 683	34 139 640	35 840 148	32 687 617	34 821 384	37 476 757
d. Proportion de la population urbaine (%)	60,08	70,49	71,12	29,21	41,18	47,72	27,89	40,97	47,58
e. Taux de croissance totale (annuelle moyenne, en %)	2,41	2,47	4,54	1,13	0,74	0,50	1,01	0,63	0,76
f. Taux de croissance urbaine (annuelle moyenne, en %)	5,27	4,13	4,67	5,13	4,27	2,16	4,10	4,58	2,50
g. Proportion de la population urbaine en kota (%)	53,38	52,80	50,47	30,91	21,37	18,78	45,36	30,51	27,09
h. Proportion de la population urbaine en kabupaten (%)	46,62	47,20	49,53	69,09	78,63	81,22	54,64	69,49	72,91

Source : Calculs sur la base des données des recensements nationaux des années 1990, 2000 et 2010.

Tableau 2.10 : La population urbaine des municipalités et des *kabupaten* dans les régions urbaines importantes de la macro-région ouest de Java, 1980-2010

Région	Population urbaine				% Urbain	Croissance	Part
	1980	1990	2000	2010	2010	2000-2010	2010
La GRM Jabodetabek	7 782 469	13 096 673	18 167 494	25 923 037	92,7	4,27	100,0
Dans les kota (municipalités)	6 727 600	8 499 087	13 244 957	17 720 485	100,0	3,38	68,4
Dans les kabupaten	1 054 869	4 597 586	4 922 537	8 202 552	80,1	6,66	31,6
DKI Jakarta	6 480 654	8 227 746	8 361 079	9 607 787	100,0	1,49	37,1
Bogor	884 985	2 195 207	3 908 209	6 459 117	86,6	6,53	100,0
Kota Bogor	246 946	271 341	750 819	950 334	100,0	2,66	14,7
Kab. Bogor	638 039	1 923 866	2 013 987	3 770 213	79,0	8,72	58,4
Kota Depok	nd	nd	1 143 403	1 738 570	100,0	5,21	26,9
Bekasi	188 668	1 152 883	2 631 542	4 443 001	89,5	6,88	100,0
Kota Bekasi	Nd	nd	1 663 802	2 334 871	100,0	4,03	52,6
Kab. Bekasi	188 668	1 152 883	967 740	2 108 130	80,1	11,78	47,4
Tangerang	228 162	1 520 837	3 266 664	5 413 132	91,4	6,57	100,0
Kota Tangerang	nd	nd	1 325 854	1 798 601	100,0	3,57	33,2
Kota Tangerang Selatan	nd	nd	nd	1 290 322	100,0	nd	23,8
Kab. Tangerang	228 162	1 520 837	1 940 810	2 324 209	82,0	1,98	42,9
La GRM Bandung Raya	2 099 892	3 349 995	4 792 806	6 548 327	85,9	3,66	100,0
Kota Bandung	1 461 407	2 058 122	2 136 260	2 394 873	100,0	1,21	36,6
Kota Cimahi	nd	nd	nd	541 177	100,0	nd	8,3
Kab. Bandung	638 485	1 291 873	2 656 546	2 673 499	84,1	0,06	40,8
Kab. Bandung Barat	nd	nd	nd	938 778	62,2	nd	14,3

Source : Calculs sur la base des données des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.

Tableau 2.11 : La population urbaine des municipalités et des *kabupaten* dans les petites régions urbaines de la macro-région ouest de Java, 1980-2010

Région	Populatin urbaine				% Urbain 2010,0	Croissance 2000-2010	Part 2010,0
	1980	1990	2000	2010			
La RM Cirebon	459 918	868 330	1 354 999	1 883 821	78,7	3,90	100,0
Kota Cirebon	223 504	254 477	272 263	296 389	100,0	0,89	15,7
Kab. Cirebon	236 414	613 853	1 082 736	1 587 432	76,8	4,66	84,3
La RM Sukabumi	324 370	453 714	760 679	1 279 379	46,9	6,82	100,0
Kota Sukabumi	109 898	119 938	252 420	298 681	100,0	1,83	23,3
Kab. Sukabumi	214 472	333 776	508 259	980 698	41,9	9,30	76,7
La RM Cilegon	139 984	269 096	753 523	1 224 477	52,0	6,25	100,0
Kota Cilegon	nd	nd	294 936	360 125	96,2	2,21	29,4
Kota Serang	nd	nd	nd	428 484	74,2	nd	35,0
Kab. Serang	139 984	269 096	458 587	435 868	31,1	-0,50	35,6

Source : Calculs sur la base des données des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.

La croissance forte des activités économiques dans le cœur de deux GRM et même dans leurs périphéries a augmenté la population urbaine dans la macro-région ouest. Plus de 70 % de la population de cette macro région habite des régions urbaines depuis l'année 2000, représentant plus 30,68 millions d'habitants, chiffre qui a ensuite augmenté jusqu'à 45,01 million d'habitants (71,12 %) d'après le recensement de 2010 (voir la table 2.8). La population urbaine n'était que d'environ 12,25 millions ou 43,6 % de sa population totale en 1980, et d'environ 20,48 millions d'habitants ou 60,1 % en 1990. La société de cette région est devenue une société urbaine depuis le milieu des années 1980, quand la population vivant dans des régions urbaines y a dépassé les 50 %. C'est une des particularités de cette région car les deux autres macro-régions de Java n'avaient qu'un taux d'urbanisation d'environ 40 % jusqu'en 2010.

La macro-région ouest de Java constitue également la région plus dynamique en termes de formation de concentrations de population urbaine. La dynamique de la macro-région ouest est montrée par la forte tendance à la création de nouvelles municipalités, en séparant des parties de certains *kabupaten*. Les créations de municipalités, connues comme des « *pemekaran daerah* »⁶ dans les termes indonésiens, sont surtout le résultat de

⁶ « *Pemekaran daerah* » est un terme spécifique utilisé pour exprimer de processus politique formel de la séparation d'une circonscription administrative indonésienne, y compris des provinces, des *kabupaten* et des municipalités, à deux circonscriptions de niveau similaire ou plus pour créer de nouvelles circonscriptions. Le

l'augmentation de la population urbaine et des activités dans certains grands *kabupaten*. Huit des onze villes municipales qui se trouvent dans cette région sont de nouvelles municipalités qui se sont formées à partir de la fin des années 1990, dont quatre nouvelles municipalités possédant plus d'un million habitants. Les municipalités de Bekasi (1 663 802 d'habitants urbains en 2000), de Depok et de Tangerang, sont des nouvelles municipalités possédant plus d'un million habitants qui se sont formées à la fin des années 1990, alors que Tangerang Selatan est une nouvelle municipalité qui a été formée en 2008 en séparant du *kabupaten* de Tangerang. La municipalité de Bekasi se forme de la séparation du *kabupaten* de Bekasi, pendant que la municipalité de Depok se forme du *kabupaten* de Bogor, et la municipalité de Tangerang du *kabupaten* de Tangerang.

En outre, cette macro-région a connu également la création des nouvelles petites municipalités : la municipalité de Cilegon (374 559 d'habitants urbains en 2010) en 1999, la municipalité de Cimahi (541 177 d'habitants) en 2001, la municipalité de Banjar (175 157 d'habitants) en 2002, et la municipalité de Serang (577 785 d'habitants) en 2007. La municipalité de Cilegon a été séparée du *kabupaten* de Cilegon, la municipalité de Cimahi du *kabupaten* de Bandung, la municipalité de Banjar du *kabupaten* de Ciamis, enfin la municipalité de Serang a été séparée du *kabupaten* de Serang. Toutes les nouvelles petites municipalités ont été formées loin de Jakarta. Sauf la municipalité de Cimahi qui se trouve voisine de la ville de Bandung, toutes les nouvelles petites municipalités jouent le rôle comme le centre de services des activités urbaines dans leur région.

Le rôle des nouvelles municipalités millionnaires dans le développement régional diffère de celui des petites. Contrairement aux nouvelles petites municipalités qui jouent toujours le rôle de centre primaire d'activités urbaines dans leur région, les nouvelles municipalités millionnaires dans les grandes régions métropolitaines jouent celui seulement de centres de services pour la couronne périphérique de la grande région métropolitaine. Ce phénomène est observé pour les municipalités de Bekasi, de Tangerang, et de Depok dans la GRM de Jabodetabek qui ont une forte influence sur la croissance des activités urbaines de Jakarta vers ses périphéries. Cependant, le développement de ces nouvelles municipalités ne réduit pas la pression démographique à Jakarta. On peut noter que sa population urbaine augmente toujours malgré la création des nouvelles municipalités (voir le tableau 2.9). Au

terme de « *pemekaran* » est utilisé par analogie de la région avec une fleur, qui peut fournir une forme différente et plus belle quand elle est en fleur.

contraire, l'augmentation de la population urbaine et la création des nouvelles municipalités a aggravé les problèmes de transport et d'environnement de la ville de Jakarta. L'intensification du trafic quotidien entre Jakarta et les villes avoisinantes dans la RGM, qui tend à s'écouler vers Jakarta le matin et en sens inverse le soir aggrave les problèmes de circulation et de pollution de l'air dans la ville de Jakarta à cause des véhicules venant chaque jour de Bogor, Tangerang et Bekasi à Jakarta (Firman, 2009).

L'autre particularité de cette macro-région est le très grand nombre d'habitants urbains de ses municipalités. Même si la population urbaine des zones urbaines de ses *kabupaten* s'agrandit toujours, celle de ses municipalités est encore plus élevée jusqu'en 2010. Cette situation est très différente de celles des autres macro-régions qui ont une population urbaine dans leurs *kabupaten* plus grande que celle de leurs municipalités (voir le tableau 2.8). Elle est due à la création de nouvelles municipalités séparées des *kabupaten*, ce qui a diminué la croissance de la population urbaine dans les *kabupaten*.

La macro-région ouest a également la plus grand nombre de villes municipales parmi les trois macro-régions de l'île de Java, et même pour le nombre des villes municipales possédant plus d'un million d'habitants urbains. En plus des cinq municipalités dans la ville provinciale de DKI Jakarta, la macro-région a neuf municipalités dans la province de Java ouest et quatre municipalités dans la province de Banten dont cinq municipalités ont plus d'un million d'habitants : Bandung, Bekasi (2,33 millions) et Depok (1,74 millions) dans la province de Java Ouest ; et Tangerang (1,80 millions), Tangerang Selatan (Tangerang Sud, 1,29 millions d'habitant urbains) dans la province de Banten. Si nous considérons que la création de nouvelles municipalités se fait habituellement par séparation d'un *kabupaten* qui possède une grande population urbaine, le nombre de villes municipales de cette macro-région augmentera à l'avenir, puisqu'il existe des *kabupaten* d'une population urbaine supérieure à un million d'habitants : Bogor (3,77 millions d'habitants urbains en 2010), Bandung (2,67 millions), Bekasi (2,33 millions), Tangerang (2,32 millions), et Cirebon (1,59 millions). Il n'est pas impossible que les nouvelles villes municipales comprennent également celles qui auront directement une population urbaine de plus d'un million d'habitants, comme les municipalités de Bekasi, de Tangerang, de Depok et de Tangerang Selatan.

La GRM de Jabodetabek, la plus grande région urbaine dans la macro-région ouest et même dans le pays, dispose d'un immense territoire qui s'étale sur pas moins de 70 km d'ouest en est et sur plus de 60 km du nord au sud dans une formation de *desakota*. Le terme est introduit par Terry Mc Gee (1991) et provient des mots indonésiens *desa* (village) et *kota*

(ville) pour désigner une configuration spatiale urbaine spécifique aux pays asiatiques, formée la plupart du temps d'une ou deux villes primaires extrêmement grandes et d'autres centres urbains plus petits et incluant leurs zones rurales. L'ensemble forme une configuration spatiale intégrée dont les différents centres sont raccordés par les routes reliant les grandes villes primaires aux petites villes et aux régions périurbaines des petites villes et à leurs alentours, le tout ayant un haut niveau d'interactions (McGee, 1991).

La dynamique de l'augmentation de la population urbaine dans la GRM de Jabodetabek a également été fortement influencée également par les développements des villes nouvelles développées par les entreprises privées depuis le milieu des années 1980, telles que Bumi Serpong Jaya (6000 hectares à Tangerang), Kota Tiga Raksa (3000 hectares à Tangerang), Alam Sutera (700 hectares à Tangerang), Lippo Cikarang (3000 hectares à Bekasi), Cikarang Baru (5400 hectares à Bekasi), Royal Sentul (2700 hectares à Bogor), Kuripan Jaya (500 hectares à Bogor), etc. dont la plupart ont été développées dans le *kabupaten* Tangerang (Firman, 2004). Pourtant Firman (2009) soutient que le développement des villes nouvelles promu par le secteur privé n'a rien à voir avec le développement urbain, mais reflètent essentiellement la situation du capitalisme mondial, dans laquelle le capital transnational coule librement vers de nombreuses activités économiques, y compris le secteur de l'immobilier. La plupart des nouvelles villes ne fournissent pas de lieux de travail à leurs habitants, donc n'ont pas l'objectif de décentraliser les activités socio-économiques de la ville de Jakarta vers les zones périphériques, en particulièrement vers les villes nouvelles (Firman, 2009). Ainsi, les villes nouvelles ont fonctionné principalement comme ville-dortoir et dépendent socio-économiquement toujours de Jakarta (Firman, 2009). C'est seulement à l'est, dans le *kabupaten* de Bekasi à partir de 1990, que certaines villes nouvelles ont également été dotées de zones industrielles, telles que le Jababeka (une ville nouvelle ville et complexe industriel de 3 000 hectares), Cikarang Industrial Estate (1 330 hectares), Lippo Cikarang Industrial Estate (1 000 hectares), MM 2100 Industrial Town (1 000 hectares), le Bekasi 3000 Industrial Estate (250 hectares), l'East Jakarta Industrial Park (320 hectares), le Bekasi International Industrial Estate (200 hectares), Patria Manunggal Industrial Estate (220 hectares), et Delta Silicon-Lippo Cikarang Industrial Estate (500 hectares) (voir Firman, 2009).

La formation *desakota* se forme également dans les deuxième et troisième plus grandes agglomérations urbaines dans le pays, c'est-à-dire la GRM de Bandung de la province de Java Ouest et la GRM de Grebangkerosusila de la province de Java Est, à une échelle

moins grande que celle de la Jabodetabek. La GRM Bandung, qui est formée par la municipalité de Bandung, cœur de la région métropolitaine, et la municipalité de Cimahi et les *kabupaten* de Bandung et Bandung Barat qui en constituent la périphérie, se trouve à une distance d'environ 120 km au sud-est de Jakarta. Les nouvelles villes de Kota Baru Parahyangan, Kota Bunga, Bumi Batununggal Indah y sont développées à partir de la fin des années 1990. La GRM de Grebangkertosusila, formée par la municipalité de Surabaya au centre et la municipalité de Mojokerto et les *kabupaten* de Gresik, Bangkalan, Mojokerto, Sidoarjo et Lamongan, se trouve à une distance d'environ 700 km à l'est de Jakarta ; elle a accueilli la ville nouvelle de Driyorejo à l'ouest à partir de début des années 1990.

L'augmentation de la population urbaine des *kabupaten* dans les GRM (voir le tableau 2.9 pour la GRM Bandung et le tableau 2.11 pour la GRM Grebangkertosusila) plus grande que celle de leur municipalité cœur indique que les deux grandes régions métropolitaines ont connu également des processus de la périurbanisation. Pourtant, une autre différence importante entre la périurbanisation dans la GRM de Jabodetabek et dans les GRM de Bandung et de Grebangkertosusila est le faible développement des zones industrielles périurbaines des deux dernières GRM. La périurbanisation y est donc plutôt caractérisée par le développement des villes nouvelles dortoirs, sans efforts significatifs pour décentraliser les activités économiques urbaines vers les zones périphériques.

La GRM de Bandung a une croissance démographique urbaine assez forte depuis les dernières décennies, supérieure à celle de la GRM de Grebangkertosusila. Par conséquent, la population urbaine de la GRM de Bandung qui était moins importante que celle de la GRM de Grebangkertosusila avant 2000, l'a dépassée à partir de 2010. Ainsi, la GRM Bandung est devenue la deuxième plus grande région urbaine dans le pays, la GRM de Grebangkertosusila devenant la troisième à partir de 2010. La combinaison de la forte croissance urbaine de la GRM de Bandung (surtout au nord et à l'ouest) et de la GRM de Jabodetabek (surtout à l'est), de la distance entre les deux GRM qui est relativement faible, et de l'existence de plusieurs routes régionales importantes qui relient les deux GRM a fait craindre la fusion des deux GRM en une conurbation géante dans l'avenir. Jusqu'à l'année 2005, six zones industrielles, avec un territoire total de 2 657 hectares, se développaient dans le *kabupaten* Karawang et une zone industrielle, avec un territoire de 1 300 hectares, dans le *kabupaten* Purwakarta. Ces deux *kabupaten* se trouvent entre et relient les deux GRM. Sans l'application d'un fort système de contrôle, l'autoroute payante qui relie les deux GRM depuis 2005 devrait accélérer le processus de formation de la conurbation géante.

Tableau 2.12 : La population urbaine des municipalités et des *kabupaten* dans les régions urbaines de la macro-région est de Java, 1980-2010

Region	Population urbaine				% Urbain 2010	Croissance 2000-2010	Part 2010
	1980	1990	2000	2010			
La GRM							
Grebangkertosusila	2 581 984	3 763 730	5 297 677	6 316 557	69,3	1,92	100,0
Kota Surabaya	2 017 527	2 473 272	2 599 796	2 765 487	100,0	0,64	43,8
Kota Mojokerto	68 507	99 707	108 938	120 196	100,0	1,03	1,9
Kab. Gresik	103 439	221 180	500 960	703 912	59,8	4,05	11,1
Kab. Bangkalan	69 303	109 546	173 566	214 875	23,7	2,38	3,4
Kab. Mojokerto	47 848	170 483	379 984	495 402	48,3	3,04	7,8
Kab. Sidoarjo	185 354	586 107	1 339 311	1 772 043	91,3	3,23	28,1
Kab. Lamongan	90 006	103 435	195 122	244 642	20,7	2,54	3,9
La RM Malang	704 975	1 130 034	1 693 709	2 157 237	62,4	2,74	100,0
Kota Malang	510 906	695 089	742 263	820 243	100,0	1,05	38,0
Kota Batu	nd	nd	nd	170 948	89,9	nd	7,9
Kab. Malang	194 069	434 945	951 446	1 166 046	47,7	2,26	54,1
La RM Kediri	301 201	469 179	761 834	949 221	55,2	2,46	100,0
Kota Kediri	221 636	249 538	244 519	268 507	100,0	0,98	28,3
Kab. Kediri	79 565	219 641	517 315	680 714	28,6	3,16	71,7
La RM Pasuruan	258 404	408 697	677 415	847 996	31,4	2,52	100,0
Kota Pasuruan	93 366	152 075	162 521	186 262	100,0	1,46	22,0
Kab. Pasuruan	165 038	256 622	514 894	661 734	43,8	2,85	78,0
La RM Probolinggo	159 696	283 151	432 133	567 142	43,2	3,12	100,0
Kota Probolinggo	100 152	176 906	156 657	196 957	90,7	2,57	34,7
Kab. Probolinggo	59 544	106 245	275 476	370 185	33,8	3,44	65,3
La RM Blitar	152 626	271 087	379 242	554 531	44,4	4,62	100,0
Kota Blitar	78 381	118 933	119 372	131 968	100,0	1,06	23,8
Kab. Blitar	74 245	152 154	259 870	422 563	37,8	6,26	76,2
La RM Madiun	206 522	246 802	314 830	364 431	43,7	1,58	100,0
Kota Madiun	150 260	170 050	163 956	170 964	100,0	0,43	46,9
Kab. Madiun	56 262	76 752	150 874	193 467	29,2	2,82	53,1

Source : Calculs sur la base des données des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.

La plus forte croissance démographique urbaine dans les *kabupaten*, si elle est comparée à celle de leur municipalité qui se trouve dans la même région urbaine, se fait également dans la plupart des plus petites régions urbaines de la macro-région ouest. Le tableau 2.10 montre que les municipalités de Cirebon et de Sukabumi, les petites municipalités dans la macro-région ouest qui forment également leur région urbaine avec leur *kabupaten* voisin, ont de taux de la croissance urbaine plus bas que celui de leur *kabupaten*. Seule la municipalité de Cilegon a un taux de la croissance urbaine plus important que celui

de son *kabupaten* voisin, le *kabupaten* de Cilegon. La moindre importante de la croissance démographique urbaine dans le *kabupaten* a été provoquée par la création de la municipalité de Serang en 2007, comme nouvelle municipalité dans la région urbaine de Serang.

Tableau 2.13 : La population urbaine des municipalités et des *kabupaten* dans les régions urbaine de la macro-région centre de Java, 1980-2010

Region	Population urbaine				% Urbain 2010	Croissance 2000-2010	Part 2010
	1980	1990	2000	2010			
La RM Semarang	1 289 008	1 746 977	2 256 867	2 891 293	62,7	2,81	100,0
Kota Semarang	1 024 957	1 250 971	1 348 803	1 520 481	97,7	1,27	52,6
Kota Salatiga	85 740	98 072	151 438	170 332	100,0	1,25	5,9
Kab. Semarang	52 575	140 008	271 755	371 157	39,9	3,66	12,8
Kab. Demak	26 339	92 246	266 976	397 458	37,7	4,89	13,7
Kab. Kendal	99 397	165 680	217 895	431 865	48,0	9,82	14,9
La RM Surakarta	772 129	1 176 365	1 834 189	2 130 073	54,3	1,61	100,0
Kota Surakarta	469 532	504 176	490 214	499 337	100,0	0,19	23,4
Kab. Boyolali	42 623	128 494	235 307	306 090	32,9	3,01	14,4
Kab. Sukoharjo	126 811	324 214	539 024	632 367	76,7	1,73	29,7
Kab. Karanganyar	76 178	148 860	336 170	414 969	51,0	2,34	19,5
Kab. Sragen	56 985	70 621	233 474	277 310	32,3	1,88	13,0
La RM Yogyakarta	570 853	1 235 182	1 697 581	2 148 223	89,8	2,65	100,0
Kota Yogyakarta	398 192	412 392	396 744	388 627	100,0	-0,20	18,1
Kab. Bantul	64 975	421 812	562 051	761 396	83,5	3,55	35,4
Kab. Sleman	107 686	400 978	738 786	998 200	91,3	3,51	46,5
La RM Tegal	502 061	1 012 893	1 543 807	1 800 862	53,5	1,67	100,0
Kota Tegal	131 440	229 713	236 900	239 599	100,0	0,11	13,3
Kab. Tegal	262 375	494 077	755 651	811 372	58,2	0,74	45,1
Kab. Brebes	108 246	289 103	551 256	749 891	42,3	3,60	41,6
La RM Pekalongan	341 164	586 588	836 237	995 013	54,5	1,90	100,0
Kota Pekalongan	132 413	242 874	262 272	274 839	97,7	0,48	27,6
Kab. Batang	70 281	153 605	218 086	286 644	40,6	3,14	28,8
Kab. Pekalongan	138 470	190 109	355 879	433 530	51,7	2,18	43,6
La RM Magelang	221 462	291 110	398 438	449 731	34,6	1,29	100,0
Kota Magelang	123 358	123 213	117 531	118 227	100,0	0,06	26,3
Kab. Magelang	98 104	167 897	280 907	331 504	28,1	1,80	73,7

Source : Calculs sur la base des données des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.

Un phénomène similaire, dans lequel les *kabupaten* ont un plus grand taux de croissance démographique urbaine que les municipalités qui se trouvent dans la même région urbaine, se présente dans la plupart des régions urbaines des macro-régions est et centre. De

plus, la croissance forte de la population urbaine dans les *kabupaten* voisins a amené certaines municipalités, comme la municipalité de Cirebon dans la macro-région ouest, les municipalités de Kediri, de Pasuruan et Blitar dans la macro-région est, et les municipalités de Yogyakarta, Tegal, Pekalongan et Magelang dans la macro-région centre, à représenter moins de 30 % de la population urbaine de leur région urbaine. Ces phénomènes montrent donc l'importance des *kabupaten* comme des lieux d'augmentation de la population urbaine. Dans le contexte du processus d'urbanisation, l'augmentation de population urbaine dans les *kabupaten* peut signifier que l'avenir de la population urbaine des *kabupaten* influera d'une manière significative sur l'avenir de la population urbaine dans leur région urbaine.

L'augmentation de la population urbaine dans les *kabupaten* ayant amené certains *kabupaten* à avoir une très grande population urbaine dans leur territoire (tels que le *kabupaten* de Cirebon de la province de Java ouest et les *kabupaten* de Sidoarjo et Malang de la province de Java est qui ont plus d'un million population urbaine chacun, et les *kabupaten* de Tegal et Brebes de la province de Java centre et les *kabupaten* de Sleman et Bantul de la province de Yogyakarta qui ont plus de 750 000 d'habitants urbains chacun), elle peut également amener une dynamique spatiale dans la formation des concentrations de la population urbaine dans les territoires comme ce qui ont été montré par les GRM de Jabodetabek et de Bandung. Dans ce contexte, la compréhension des processus d'urbanisation dans les *kabupaten* est nécessaire pour améliorer la gestion du processus d'urbanisation dans le pays.

2.3.3 L'augmentation du nombre des *kabupaten* urbanisés et leur population urbaine

Afin d'analyser l'augmentation de la population urbaine dans les *kabupaten*, il est intéressant de noter que les *kabupaten* constituent la majorité des circonscriptions locales en Indonésie parmi les deux types de circonscription locale : *kabupaten* et *kota* (ou municipalité). En plus du *kabupaten* administratif et des cinq *kota* administratifs de la Région spéciale de la capitale / province de DKI Jakarta, le nombre des *kabupaten* et *kota* en Indonésie a atteint 409 et 93 respectivement à ce jour, dont 82 *kabupaten* et 29 *kota* dans l'île de Java. La plupart des *kabupaten* dans l'île de Java se trouvent dans les provinces de Java centre et de Java est, où chaque province dispose de 29 *kabupaten*, tandis que les provinces de Java ouest, de Yogyakarta et de Banten disposent 16, 4 et 4 *kabupaten* respectivement.

Tableau 2.14 : L'augmentation de la population des *kabupaten* urbanisés dans l'île de Java pendant les années 1980-2010 et leur taux d'urbanisation en 2010

Les <i>kabupaten</i> urbanisés	Population urbaine				% Urbain en 2010
	1980	1990	2000	2010	
<u>La macro-région ouest</u>					
1. Kab. Bandung ¹	638 485	1 291 873	2 656 546	2 673 499	84,1
2. Kab. Tangerang ¹	228 162	1 520 837	1 940 810	2 324 209	82,0
3. Kab. Bekasi ¹	188 668	1 152 883	967 740	2 108 130	80,1
4. Kab. Bogor ¹	638 039	1 923 866	2 013 987	3 770 213	79,0
5. Kab. Bandung Barat ¹	nd	nd	nd	938 778	62,2
6. Kab. Cirebon ²	236 414	613 853	1 082 736	1 587 432	76,8
7. Kab. Karawang ³	171 478	339 178	660 806	1 268 086	59,6
8. Kab. Purwakarta ³	78 746	125 712	276 595	458 599	53,8
<u>La macro-région centre</u>					
1. Kab. Sleman ¹	107 686	400 978	738 786	998 200	91,3
2. Kab. Bantul ¹	64 975	421 812	562 051	761 396	83,5
3. Kab. Sukoharjo ¹	126 811	324 214	539 024	632 367	76,7
4. Kab. Karanganyar ¹	76 178	148 860	336 170	414 969	51,0
5. Kab. Tegal ²	262 375	494 077	755 651	811 372	58,2
6. Kab. Pekalongan ²	138 470	190 109	355 879	433 530	51,7
7. Kab. Pematang ²	207 120	312 688	615 793	636 977	50,5
8. Kab. Kudus ³	167 193	358 335	477 509	600 965	77,3
9. Kab. Klaten ³	268 805	384 896	714 535	759 450	67,2
10. Kab. Jepara ³	73 435	227 062	491 910	656 570	59,8
11. Kab. Banyumas ³	232 043	416 964	661 395	807 607	52,0
<u>La macro-région est</u>					
1. Kab. Sidoarjo ¹	185 354	586 107	1 339 311	11 772 043	91,3
2. Kab. Gresik ¹	103 439	221 180	500 960	703 912	59,8
3. Kab. Jombang ³	105 796	245 344	614 799	746 272	62,1
4. Kab. Banyuwangi ³	366 564	345 757	551 572	825 719	53,1

Source : Calculs sur la base des données des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.

Notes : 1 : Les *kabupaten* voisins de municipalités importantes.

2 : Les *kabupaten* voisins de municipalités importantes.

3 : Les *kabupaten* éloignés des municipalités.

Ce qui est intéressant dans le contexte indonésien, c'est le fait que beaucoup des *kabupaten* ont pu être classés comme des *kabupaten* urbanisés, c'est-à-dire que leur taux d'urbanisation ou la proportion de la population urbaine à la population totale y est supérieure à 50 %, même si la plupart de leur territoire est encore utilisé par les activités non urbaines.

Dans ce contexte, la discussion suivante est consacrée à l'augmentation de la population urbaine dans les *kabupaten* urbanisés de l'île de Java.

La discussion considère également les trois macro-régions de l'île de Java, aussi bien que la présence de municipalités autour de ces *kabupaten*. Les *kabupaten* adjacents d'une ou plusieurs municipalités sont catégorisés comme les *kabupaten* voisins, tandis que les autres *kabupaten* sont catégorisés comme les *kabupaten* éloigné des municipalités. De plus, les *kabupaten* voisins des municipalités sont classés selon les types de municipalités, c'est-à-dire les municipalités importantes qui jouent un rôle important dans le développement régional comme les capitales de provinces dont la plupart ont plus d'un million d'habitants urbains, et les petites municipalités dont la population urbaine est inférieure à 500 000 d'habitants urbains.

Le tableau 2.13 nous indique que le nombre des *kabupaten* urbanisés dans l'île de Java a atteint 23, soit environ 30 % des *kabupaten* de l'île en 2010. Parmi eux, seulement 15 sont voisins de municipalités, dont onze *kabupaten* sont voisins de municipalités importantes et quatre de petites municipalités ; et 8 *kabupaten* urbanisés ne sont voisins d'aucune municipalité. Il peut être prévu que leur nombre augmentera dans l'avenir, puisqu'il y a plusieurs *kabupaten* qui ont des taux d'urbanisation de plus de 45 % en 2010 : le *kabupaten* de Majalengka de la province de Java ouest (45,56 %), le *kabupaten* de Kendal de la province de Java centre (47,97 %), et les *kabupaten* de Tulung Agung (45,80 %), Kediri (45,39 %), Malang (47,67 %) et Mojokerto (46,31 %) de la province de Java est.

En fait, le phénomène d'apparition des *kabupaten* urbanisés est un phénomène récent dans le processus d'urbanisation du pays, et encore inexistant en 1980. Le taux d'urbanisation de *kabupaten* le plus élevé en 1980 était de 31,17 % dans le *kabupaten* de Kudus de la province de Java centre. Les *kabupaten* de Sleman et Sidoarjo, qui ont actuellement le taux d'urbanisation le plus élevés en Indonésie avec une même valeur de 91,13 % en 2010, avaient encore des taux d'urbanisation de seulement 15,90 % et 21,71 % respectivement en 1980. En outre, les *kabupaten* de Bandung, Bekasi, Tangerang, et Bogor, qui ont actuellement de très grandes populations urbaines avec des taux d'urbanisation d'environ 80 % (voir le tableau 2.13), avaient des taux d'urbanisation de 19,30 %, 14,16 %, 14,92 % et 20,37 % respectivement en 1980.

Le phénomène des *kabupaten* urbanisés a commencé à être observé en 1990 lorsque les résultats du recensement ont montré que sept *kabupaten* de l'île de Java avaient des taux

d'urbanisation de plus de 50 % : le *kabupaten* de Bantul (60,52 %), Kudus (56,76 %), Tangerang (55,00 %), Bekasi (54,78 %), Bogor (51,48 %), Sleman (51,38 %) et Sidoarjo (50,22 %). En 2000, la liste des *kabupaten* urbanisés dans l'île de Java a augmenté avec l'arrivée des *kabupaten* de Sukoharjo (69,53 %), Klaten (64,37 %), Bandung (63,89 %), Cirebon (56,07 %), Tegal (54,66 %), Jombang (54,54 %) et Jepara (50,77 %). En 2010, la liste a augmenté encore avec les *kabupaten* de Bandung Barat (62,2%), Karawang (59,6 %), Purwakarta (53,8 %), Karanganyar (51,0 %), Pekalongan (51,7 %), Pemalang (50,5 %), Banyumas (52,0 %), Gresik (59,8 %) et Banyuwangi (53,1 %).

Actuellement, les *kabupaten* urbanisés sont distribués dans toutes les trois macro-régions de Java. La macro-région centre, qui n'a aucune très grande région urbaine ayant une population de plus de 5 millions d'habitants urbains, est celle qui a le plus grand nombre de *kabupaten* urbanisés en 2010. Elle possède onze *kabupaten* urbanisés, composés de quatre *kabupaten* voisins de municipalité importante, trois *kabupaten* voisins de petite municipalité, et quatre *kabupaten* éloignés de municipalité. Dans la macro-région ouest, il y a huit *kabupaten* urbanisés dont la plupart sont les *kabupaten* voisins des grandes villes, tels que les villes de Jakarta et de Bandung. Ce phénomène montre la grande influence de l'existence des grandes villes pour les processus d'urbanisation dans les *kabupaten* voisins. En fait, les deux *kabupaten* urbanisés dans cette macro-région qui sont loin des municipalités, c'est-à-dire les *kabupaten* de Karawang et Purwakarta, se trouvent dans l'un des deux corridors qui relient les villes de Jakarta et Bandung. La macro-région est quant à elle possède quatre *kabupaten* urbanisés constitués de deux *kabupaten* avoisinants d'une grande municipalité, Surabaya, et de deux n'ayant aucune municipalité voisine.

Il est également intéressant de noter que beaucoup des *kabupaten* urbanisés dans l'île de Java ont un taux d'urbanisation et une population urbaine très élevés. Certains *kabupaten*, tels que les *kabupaten* de Sleman et Sidoarjo, ont un taux d'urbanisation de plus de 90 %. Les *kabupaten* de Bogor, Bandung, Tangerang, et Bekasi, les périphéries des GRM de Jabodetabek et Bandung dans la macro-région ouest, ont une population urbaine qui a atteint plus de deux millions d'habitants (chacun) en 2010. En outre, le taux d'urbanisation de ces *kabupaten* a atteint plus de 80 % en 2010, sauf le *kabupaten* Bogor (79,0 %).

À l'exception des *kabupaten* de Bekasi et Tangerang, dont la population urbaine a plus que sextuplé, la population urbaine dans ces *kabupaten* a doublé voire triplé dans la période 1980-1990. Ce période peut être considéré comme la première phase de leur processus d'urbanisation qui les a amenés à l'état de *kabupaten* urbanisé. Ensuite, à partir de la

deuxième période, la croissance de leur population urbaine a été généralement en baisse, de sorte que l'augmentation n'était que d'environ la moitié du chiffre précédent, à l'exception des *kabupaten* de Tangerang, de Bekasi et de Sidoarjo, les *kabupaten* urbanisés voisins des très grandes villes, dont la population urbaine a encore plus que doublé entre 1990 et 2000.

Il est intéressant également de noter que l'importance de la population urbaine n'est pas seulement le fait des *kabupaten* voisins de grandes municipalités. Certains *kabupaten* voisins de petite municipalité et même des *kabupaten* éloignés des municipalités, tels que les *kabupaten* de Cirebon, Karawang, Tegal, Banyumas et Banyuwangi, ont également une grande population urbaine, même si seuls les deux premiers dépassent le million d'habitants urbains en 2010 (voir le tableau 2.13). De plus, le *kabupaten* de Malang, qui n'est pas classé dans le groupe des *kabupaten* urbanisés jusqu'en 2010 mais peut être considéré comme un des grands *kabupaten* dans l'île de Java, a une population urbaine de plus d'un million d'habitants en 2010 (voir le tableau 2.11). L'augmentation des *kabupaten* urbanisés, comme celle de leur population urbaine, a renforcé la tendance à la régionalisation du processus d'urbanisation dans le pays, qui ne se limite plus aux grandes villes et aux autres villes municipales.

Conclusion

La discussion dans ce chapitre a montré que le processus d'urbanisation en Indonésie a conduit le pays à une forte augmentation de la population urbaine, qui est passée de 10 millions d'habitants urbains ou environ 12,4 % de sa population totale au début des années 1950 à plus de 118,3 millions d'habitants urbains, presque 50% de sa population totale, en 2010. Aujourd'hui, la population urbaine du pays dépasse la moitié de sa population totale, et atteint plus de 128,3 millions d'habitants.

Le processus d'urbanisation a également augmenté l'échelle de grandes villes indonésiennes. Le nombre de villes millionnaires a augmenté d'une en 1950 à 11 en 2010, dont une a presque atteint les 10 millions d'habitants. En fait, le processus d'urbanisation rapide a également formé des villes gigantesques, par le développement des quelques grandes régions de métropolitaines, telles que la GRM de Jabodetabek qui a presque 26 millions d'habitants urbains en 2010, et les GRM de Bandung Raya et Grebangkertosusila qui ont plus de 6 millions d'habitants chacune.

La population n'a jamais été distribuée de manière uniforme dans les différentes régions du pays, et a toujours été concentrée dans l'île de Java, la plus petites des cinq grandes

îles du pays mais la plus densément peuplée. Selon le dernier recensement national en 2010, presque 80 millions habitants urbains, soit 67,6 % de la population urbaine de l'Indonésie habitent dans cette île. L'île de Java est aussi devenue l'île qui abrite la plupart des villes millionnaires, seules deux villes millionnaires (Palembang et Makassar) sur onze se trouvant en dehors de l'île de Java.

En outre, le processus d'urbanisation se traduit aussi par l'augmentation de la population urbaine dans les *kabupaten*, circonscriptions pourtant non urbaines dans la division territoriale Indonésienne. Dans certains *kabupaten*, plus de la moitié de la population est classée comme population urbaine et dépend directement du travail dans les secteurs urbains. Dans ce contexte, on peut dire que le processus d'urbanisation rapide a transformé certains *kabupaten*, surtout ceux dans l'île de Java, en *kabupaten* urbains ou *kabupaten* urbanisés, avec un taux d'urbanisation supérieur à 50 % sur un territoire qui est toujours dominé par l'utilisation non urbaine du sol.

Le chapitre montre également que le processus d'urbanisation rapide a accentué le rôle des petites villes, y compris celles situées dans les territoires des *kabupaten* pour absorber les habitants urbains. Ceci est montré par la grande augmentation de la population urbaine qui habite dans les villes petites et moyennes, ayant une population de moins de 500 000 d'habitants urbains. Jusqu'en 2000, la population urbaine de villes de plus de 500 000 habitants était seulement de 28,1 millions (32,4 %) d'habitants. Il y avait donc environ 58,5 millions (67,6 %) habitants qui habitaient dans des petites et moyennes villes, soit dans les municipalités soit dans les *kabupaten*. En 2010, la population urbaine qui habitait dans les petites et moyennes villes du pays a augmenté à 78,6 millions d'habitants, qui représentaient 66,4 % de la population urbaine du pays. Même si la proportion de la population urbaine des petites et moyennes villes a un peu diminué pendant la dernière décennie, la grande augmentation de leur population urbaine peut traduire l'augmentation des rôles des petites et moyennes villes pour accueil de l'augmentation de la population urbaine dans le pays. De plus, puisque seulement 12,5 millions habitants habitent dans les petites et moyennes villes municipales jusqu'à l'année 2010, on peut dire que le processus d'urbanisation en Indonésie a augmenté le rôle des petites villes dans les *kabupaten*.

Le rôle croissant de villes petites et moyennes dans les *kabupaten* est plus facile à reconnaître dans les régions métropolitaines, qui sont généralement formées par une ou plusieurs municipalités avec un ou plusieurs *kabupaten*, car la part de la population urbaine de(s) municipalité(s) a devenue moins élevée que celle des *kabupaten* avoisinants. À partir

des années 1990, la part de la population urbaine de certaines municipalités de l'île de Java, comme les municipalités Surakarta et Yogyakarta, dans la population urbaine totale de leur région métropolitaine a diminué d'une valeur supérieure à 50 % à une valeur inférieure à 50 %. On peut observer une diminution similaire dans certaines autres municipalités comme Jakarta, Surabaya, Bandung, et Malang. Habituellement, les *kabupaten* ont plus contribué à l'accroissement de la population urbaine dans les régions métropolitaines que les municipalités qui ont généralement le rôle de cœur de la région métropolitaine.

Le rôle croissant des petites villes dans les *kabupaten* dans le processus d'urbanisation et le développement des activités urbaines devrait recevoir une attention particulière, non seulement parce qu'il s'agit d'un phénomène récent, qui n'avait pas eu lieu avant 1980, mais aussi parce que les *kabupaten* accueillent presque 60 % de la population urbaine indonésienne. De plus, il y avait beaucoup des *kabupaten*, surtout ceux dans l'île de Java, qui ont plus d'un millions d'habitants urbains dans leur territoire, un chiffre référence appliqué en Indonésie pour différencier une ville métropolitaine des autres villes.

Le processus d'urbanisation rapide dans les *kabupaten* peut être également considéré comme un phénomène important, parce que les *kabupaten* ont des caractéristiques différentes des municipalités. Les différences ne se trouvent pas seulement dans le fait que les *kabupaten* constituent généralement de grands territoires dont l'usage des sols est dominé par des activités non urbaines, alors que les municipalités sont généralement des plus petits territoires dominés par les activités urbaines, mais également dans le fait que les municipalités ont généralement seulement une agglomération urbaine dans leurs limites administratives, alors que beaucoup de *kabupaten* en ont plus d'une. Dans ce contexte, le processus d'urbanisation dans le territoire des *kabupaten* peut amener un processus de transformation spatiale différent de celui qui se produit dans les municipalités. Finalement, il est essentiel de bien comprendre ces processus d'urbanisation et de transformation spatiale parce que, comme Dharmapatri et Firman (1995) l'indiquent, les institutions des gouvernements locaux des *kabupaten* n'ont jamais été préparées à gérer ces processus d'urbanisation et de développement urbain à marche forcée.

Chapitre III

L'augmentation du nombre des habitants urbains et la formation des agglomérations urbaines dans les *Kabupaten* de Tegal, Malang et Purwakarta

Introduction

L'objectif de ce chapitre est d'expliquer le processus d'urbanisation survenu dans les *kabupaten*, surtout dans ceux qui ont fait face à une croissance démographique urbaine rapide. Il confirmera la première proposition de la recherche et la première question de cette recherche. Pour réaliser cet objectif, ce chapitre considérera comme cas d'étude trois *kabupaten* de l'île de Java qui ont connu une croissance démographique urbaine rapide, à savoir: le *kabupaten* de Tegal dans la région centrale de Java, le *kabupaten* de Malang dans la région est de Java, et le *kabupaten* de Purwakarta dans la région ouest de Java. Ces trois *kabupaten* sont également représentatifs des régions de l'île de Java qui ont des cultures différentes et des deux catégories de *kabupaten* caractérisés par une croissance démographique urbaine rapide dans les décennies précédentes : les *kabupaten* voisins des municipalités et ceux situés dans des corridors entre les villes importantes de l'île de Java. Le *kabupaten* de Tegal et celui de Malang représentent les *kabupaten* avoisinants une municipalité où le premier est voisin d'une « petite municipalité » (municipalité avec une population urbaine moins de 500 000 habitants urbains) et le seconde voisin d'une grande municipalité (municipalité avec une population entre 500 000 et un million d'habitants), alors que le *kabupaten* de Purwakarta représente les *kabupaten* éloigné des municipalité qui se trouvent dans des corridors entre les villes importantes.

En utilisant les données à l'échelle de village, sur la classification des villages urbains et leur nombre de population urbaine fournis par les recensements nationaux, ainsi que l'enquête intercensitaire de 2006, l'analyse dans ce chapitre confirmera le processus de développement de villages urbain dans chaque *kabupaten* pour comprendre comment s'est déroulé le processus d'urbanisation. Ensuite, l'analyse du développement de la population urbaine des agglomérations urbaines formées dans le processus sera effectuée pour comprendre la formation et le développement des villes dans le processus d'urbanisation dans chaque *kabupaten*. Cependant, la discussion comportera en premier lieu une description des trois *kabupaten* choisis : notamment disposition spatiale des *kabupaten*, divisions

administratives et autres caractéristiques géographiques, afin d'introduire aux comme cas d'étude.

En second lieu, en observant la forte croissance de population urbaine dans les trois *kabupaten* étudiés et en comparant leur croissance démographique urbaine à celle de la municipalité adjacente et dans la province, la discussion expliquera l'augmentation de l'importance de ces *kabupaten* comme étant des endroits où la population urbaine a commencé se concentrer depuis quelques décennies. Pourtant, parce que l'augmentation de la population urbaine dans ces *kabupaten* n'est pas condensée dans une seule concentration urbaine comme on l'a vu dans les municipalités, et qu'au lieu d'être concentrée dans une seule grande agglomération urbaine, cette augmentation de population urbaine dans les *kabupaten*, alors. La troisième partie de ce chapitre analysera la formation d'agglomérations urbaines dans les trois *kabupaten* ; elle expliquera pourquoi l'augmentation de la population urbaine dans ces *kabupaten* n'est pas condensée dans une seule concentration urbaine, comme on l'a vu dans les municipalités, mais s'est concentrée dans quelques agglomérations urbaines plus petites qui se sont étendues sur le territoire des *kabupaten*.

La dernière partie de ce chapitre portera sur le développement des villes petites et moyennes formées dans les trois *kabupaten*. La discussion se concentrera sur la croissance des villes petites et moyennes et comparera le développement d'un *kabupaten* par rapport à un autre pour expliquer comment le processus d'urbanisation stimule la croissance de villes petites et moyennes dans un *kabupaten* urbanisé.

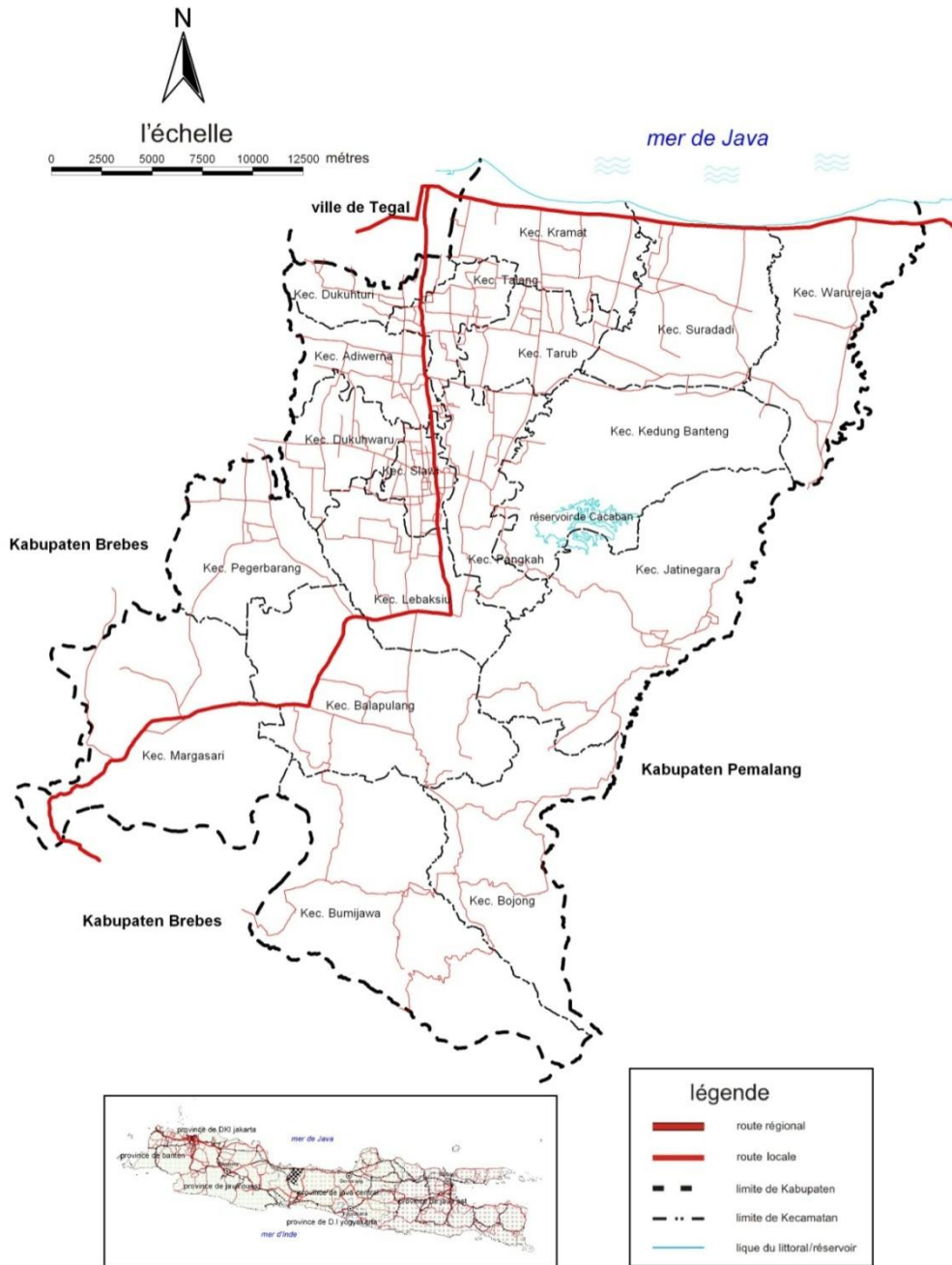
3.1 Les *kabupaten* de Tegal, Malang et Purwakarta : présentation des trois cas d'études représentants des *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java

3.1.1 *Le kabupaten de Tegal : un kabupaten avoisinant une petite municipalité dans le corridor côtier du nord de Java centrale*

Le *kabupaten* de Tegal est un *kabupaten* de la province de Java central. Il est situé dans le nord-ouest côtier de la province dont le territoire est partagé entre 29 *kabupaten* et 6 municipalités. Le *kabupaten* se trouve à la périphérie de la municipalité de Tegal (voir la figure 3.1), une petite ville municipale dans la terminologie des villes indonésiennes, la quatrième des six municipalités de la province selon sa population (environ 237 000 habitants en 2000), qui joue le rôle de centre de services pour la région nord-ouest de la province. Le *kabupaten* est situé à environ 150 km à l'ouest de la municipalité de Semarang, la capitale de

la province, et environ 350 km à l'est de Jakarta, la capitale de l'Indonésie, c'est-à-dire presque un tiers de la distance entre le Semarang et Jakarta.

Figure 3.1
Carte du Kabupaten Tegal



Source : Désignée à la base des chartes Rupabumi produit par le Bakosurtanal, 1999.

Deux routes régionales importantes traversent le *kabupaten*. La première est la route nationale « *Pantura* »¹ ; route régionale la plus importante de l'île de Java qui relie toutes les grandes villes côtières du nord de Java comme Jakarta, Semarang et Surabaya, elle traverse une petite partie de la zone côtière de la région nord du *kabupaten*. La deuxième route est la route provinciale qui en traversant le *kabupaten* du nord au sud et relie la municipalité de Tegal à la ville de Purwokerto, capitale du *kabupaten* de Banyumas, dans laquelle la ville est devenue le centre des services et des activités de la région sud-ouest de la province. Cette route est considérée comme la deuxième route provinciale la plus importante après celle reliant la municipalité Semarang et la municipalité Surakarta, (première et deuxième villes plus importantes dans la province), elle relie la partie nord ouest et la partie sud ouest de la province.

Comme le montre la figure 3.1, le *kabupaten* de Tegal est situé au sud et à l'ouest de la municipalité de Tegal. La capitale du *kabupaten*, qui est l'un des centres villes dans la couronne de la métropole de Tegal, se trouve dans le *kecamatan* de Slawi, à environ 14 km au sud de la municipalité de Tegal. Le *kabupaten* est borné par la municipalité de Tegal et la mer de Java au nord, le *kabupaten* de Pemalang à l'est, et le *kabupaten* de Brebes au sud et à l'ouest. Le *kabupaten* de Brebes et celui de Tegal forment la périphérie de la municipalité de Tegal. Administrativement, le *kabupaten* est partagé en 18 *kecamatan* qui incluent 281 desa (villages) et 6 *kelurahan* (villages urbains administrativement). Chaque *kecamatan* a une superficie qui varie entre 1.389 – 8.856 ha. Le plus grand *kecamatan* selon la superficie est le *kecamatan* de Bumijawa (8 856 hectares), et le plus petit étant le *kecamatan* de Slawi, la capitale du *kabupaten* d'environ 1 389 hectares. La plupart des *kecamatan* qui ont une grande superficie sont situés dans les zones en pente et les zone côtières, tandis que les *kecamatan* qui ont une superficie plus petite sont ceux situés en plaine.

La surface du *kabupaten* est d'environ 87 879 hectares, avec une altitude qui varie entre 0 mètre et plus de 950 mètres au-dessus du niveau de la mer. Morphologiquement, la superficie du *kabupaten* combine trois types de terrains : la zone côtière, la zone plane, et la zone de terrain en pente. La zone de terrain en pente, qui peut être considérée comme le pied du mont Slamet (3 426 mètres au-dessus du niveau de la mer), se trouve dans la région du sud-est du *kabupaten*. La zone plane se trouve dans la partie, qui inclut la zone côtière de la

¹ Le mot « *pantura* » vient d'un acronyme de mots indonésiens « *Pantai Utara* » qui a le sens de « côtier du nord ».

partie du nord du *kabupaten*. La plus grande partie du *kabupaten* est constituée de sol agricole qui, en 2000, occupe environ 40 929 hectares (46,57%) de sol rizicole et 10 608 hectares (12,07%) d'autre sol agricole. L'utilisation de sol urbain est seulement de 13 990 hectares ou 15,92% des terres du *kabupaten*. L'autre partie relativement grande du sol utilisé est le sol forestier qui occupe environ 18 635 hectares.

Avec une population estimée à 1 382 435 habitants selon le recensement national 2000, le *kabupaten* de Tegal est la quatrième circonscription non urbaine la plus peuplée de la province. En 2010, la population totale a atteint 1 394 839 habitants, selon le recensement national 2010. Parmi la population, 811 372 habitants sont urbains et les autres 583 467 sont ruraux. Avec ce chiffre de la population urbaine, le *kabupaten* représente le plus grand nombre d'habitants urbains comparé aux *kabupaten* de la province, et même comparé à toutes les municipalités de la province à l'exception de la capitale, la municipalité de Semarang qui avait 1 520 481 citadins selon le même recensement. Selon le recensement 2000, environ 95,87% des habitants parmi la population totale sont nés dans le *kabupaten*, il n'y avait donc pas beaucoup d'influence des changements migratoire dans le chiffre démographique du *kabupaten*. Selon le recensement 2010, les habitants du *kabupaten* se compose de 321 832 ménages qui constitués de 4,29 personnes par ménage (les données basées sur ce recensement, décrivant les effets de la migration malheureusement indisponibles jusqu'à notre dernier terrain dans le *kabupaten*).

3.1.2 Le kabupaten de Malang : un kabupaten avoisinant une grande ville municipale à l'intérieur de Java est

Le *kabupaten* de Malang est situé dans le centre sud de la province de Java est. Comme le montre la figure 3.2, celui-ci entoure la municipalité de Malang, et joue le rôle de périphérie de la municipalité. La municipalité de Malang est la deuxième plus grande municipalité dans la province après celle de Surabaya, la capitale de la province. C'est une grande municipalité avec une population de 820 243 habitants en 2010, qui joue le rôle de centre des activités et le centre des services pour la région centre sud de la province. Elle est reliée directement par une route régionale importante, dont une autoroute payante, à la capitale de la province qui se trouve dans la région côtière du nord de la province, à environ 80 km au nord. En outre, la municipalité est reliée par trois autres routes régionales aux autres villes, comme la municipalité de Kediri qui se trouve environ 80 km à l'ouest, la municipalité

de Blitar à environ 70 km au sud ouest, et la ville de Lumajang la capitale du *kabupaten* de Lumajang à environ 90 km au sud est de la municipalité de Malang. Comme la municipalité est entourée par le *kabupaten*, toutes ces routes régionales traversent les différentes parties du *kabupaten*.

Figure 3.2
Carte du Kabupaten Malang



Source : Désignée à la base des chartes Rupabumi produit par le Bakosurtanal, 1999.

Avec un territoire d'environ 3 348 km², le *kabupaten* de Malang est le deuxième plus grand *kabupaten* de la province qui est divisée en 29 *kabupaten* et 9 municipalités. Administrativement, le *kabupaten* est partagé en 33 *kecamatan*, qui incluent 378 *desa* (villages) et 12 *kelurahan* (administrativement villages urbains). Le nombre actuel des villages et des *kelurahan* est le résultat du décret n° 15/1987 du gouvernement central de République d'Indonésie sur l'élargissement du territoire de la municipalité de Malang qui a amputé le *kabupaten* de 12 villages pour élargir le territoire de la municipalité en 1987, puis de la loi n° 11/2001 sur la création de la nouvelle municipalité de Batu qui a transféré trois *kecamatan*, à savoir les *kecamatan* de Batu, Bumiaji et Junrejo, au territoire de la nouvelle municipalité en 2001. La capitale du *kabupaten* se trouve encore à présent dans la municipalité de Malang, mais, une décision de 2008 (décret n° 18/2008 du gouvernement central) projetait de la déménager pour le *kecamatan* de Kepanjen qui se trouve à environ 18 km au sud de la municipalité de Malang, et depuis, le *kabupaten* a commencé progressivement à déménager sa capitale à Kepanjen.

Le *kabupaten* est bordé par la municipalité de Malang au centre, la mer d'Inde au sud, et six *kabupaten* aux alentours : le *kabupaten* de Pasuruan au nord, le *kabupaten* de Probolinggo au nord est, le *kabupaten* de Lumajang à l'est, le *kabupaten* de Blitar au sud ouest, le *kabupaten* de Kediri à l'ouest, et le *kabupaten* de Mojokerto au nord ouest. L'altitude du *kabupaten* est variée de 0 à plus de 3 600 mètres au-dessus de niveau de la mer parce que son territoire va de la côte de l'Océan Indien au sud jusqu'aux régions montagneuses. De hautes montagnes bordent le *kabupaten* : le mont Semeru (3 676 mètres), la plus haute montagne de l'île de Java, et le mont Tengger avec son cratère le Bromo (2 392 mètres) sont situés à l'est du *kabupaten*, cependant que le mont Kawi (2 625 mètres) et le mont Kelud (1 731 mètres) sont situés à l'est. Le mont Arjuno (3 399 mètres) et le mont Welirang (3 156 mètres) sont situés au nord du *kabupaten*, et les montagnes de roches calcaires (plus ou moins de 500 à 650 mètres) sont situées au sud. Morphologiquement, le *kabupaten* et la municipalité Malang se trouvent donc dans un bassin au milieu de hautes montagnes, c'est pourquoi la plupart des terrains du *kabupaten* se composent de zones de terrain en pente, et seulement un sixième environ de sa superficie peut être catégorisé comme étant des zones de plaine.

Généralement, la zone de plaine se trouve dans le centre du bassin qui s'étend du centre au nord et qui est entouré par des zones de terrain en pente. Une petite partie de la zone de plaine se trouve aussi dans la zone côtière montagneuse au sud du *kabupaten*. La

municipalité de Malang et la plupart des régions urbanisées importantes du *kabupaten* de Malang sont situées dans la première zone plane au nord du bassin.

Tableau 3.1

La liste des *kecamatan* dans les zones de plaine et ceux dans les zones de terrain en pente du *kabupaten* de Malang

Les <i>kecamatan</i> dans les zones de plaine	Les <i>kecamatan</i> dans les zones de terrain en pente
Pakis, Jabung, Tajinan, Tumpang, Tajinan, Wajak, Turen, Dampit, Gondanglegi, Pagelaran, Kepanjen, et Sumberpucung	Kasembon, Ngantang, et Pujon (au nord ouest du <i>kabupaten</i>) ; Karangploso, Lawang, et Singosari (au nord) ; Dau, Wagir, Wonosari, Ngajum, et Kromengan (à l'ouest) ; Kalipare, Pagak et Donomulyo (au sud ouest) ; Bantur, Gedangan et Sumbermanjing (au sud) ; Tirtoyudo et Ampelgading (au sud est) : et Ampelgading et Poncokusomo (à l'est)

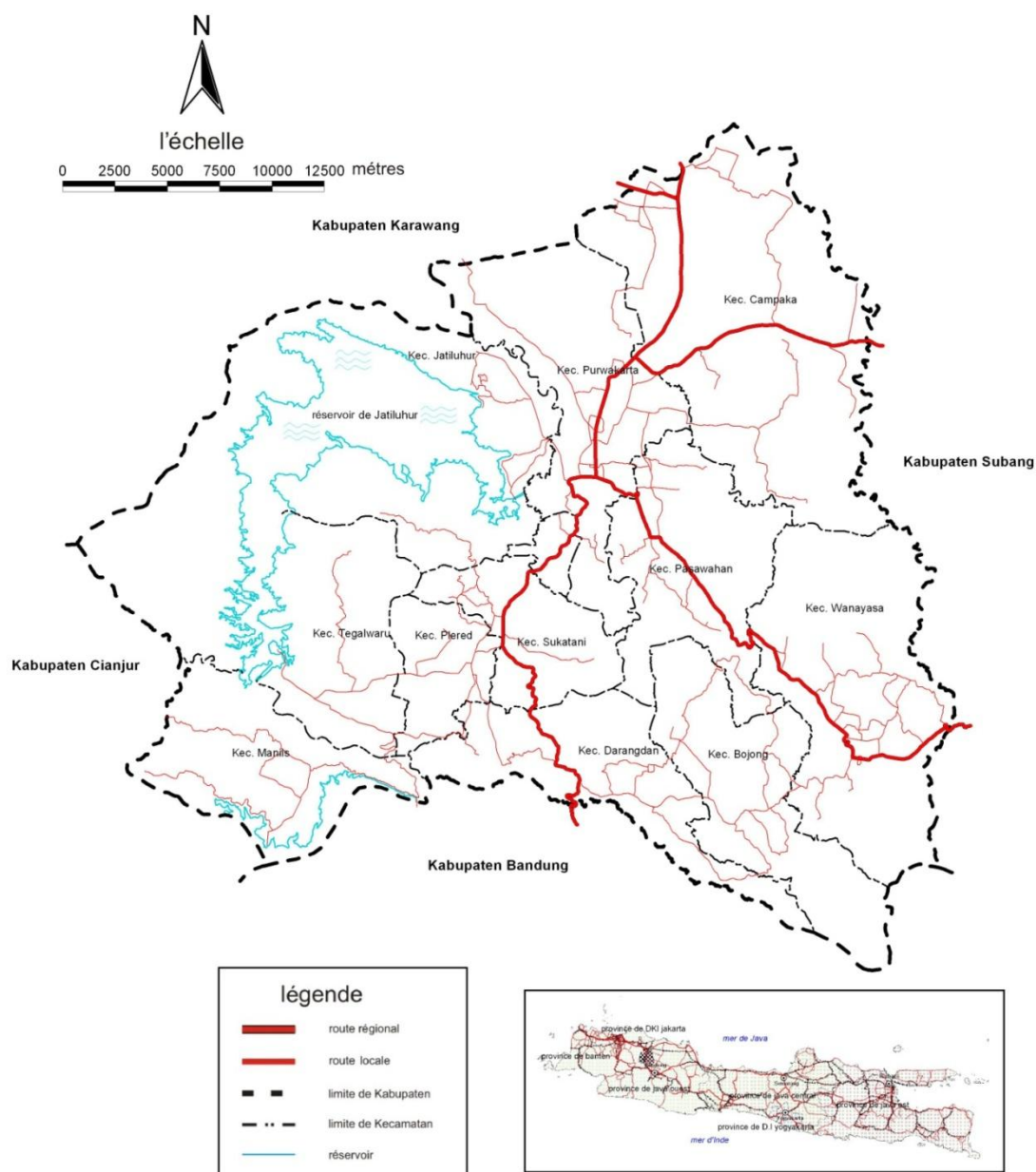
La région est dominée par les zones de terrain en pente, et la plus grande partie du territoire du *kabupaten* est constituée de sols forestiers, sols agricoles, et sols de plantations. Jusqu'en 2000, les sols forestiers occupent environ 82 239 hectares soit environ 25,67% du territoire, pendant que les sols de rizières, plantations et les autres sols agricoles occupent environ 47 902 hectares (14,95%), 12 323 hectares (3,85%), et 102 219 hectares (31,91%) respectivement. Les sols urbains de ce *kabupaten* occupent environ 41 004 hectares ou 12,8% du territoire. Le fait que les zones urbaines soient situées dans les zones fertiles du nord du bassin de Malang est inquiétant, car, dans ce contexte, le développement incontrôlé des zones urbaines peut menacer l'existence des sols fertiles dans l'avenir.

3.1.3 Le kabupaten de Purwakarta : un kabupaten à l'intérieur du corridor entre les deux grandes métropoles de Java ouest

Le *Kabupaten* de Purwakarta est un *kabupaten* de la province de Java ouest qui est divisée en seize *kabupaten* et six municipalités. Il est l'un des 11 *kabupaten* de la province qui n'avoisinent pas les six municipalités de la province ou une autre municipalité des autres provinces de Java. Cependant, le *kabupaten* de Purwakarta se trouve entre les deux plus grandes régions urbaines de Java ouest, Jabodetabek et Bandung. Il est situé à environ 85 km de Jakarta à l'est, et environ 50 km de Bandung au nord ouest. Depuis 2005, le *kabupaten* est traversé par une autoroute payante appelée *Tol Cipularang*, une abréviation de Cikampek-Purwakarta-Padalarang. En fait, l'autoroute est une connexion avec les autres autoroutes payantes : l'autoroute de 72 km reliant Jakarta et Cikampek qui fonctionne depuis 1988 et l'autre autoroute payante de Bandung à Padalarang, mise en fonction au début de l'année 1990. En fait, la *Tol Cipularang* relie Jakarta, la plus grande concentration urbaine du pays, à Bandung, la deuxième plus grande région urbaine du pays.

Le *kabupaten* est traversé également par une autre route régionale importante qui relie Jakarta à Bandung par Cikampek. Cette route était une alternative à l'autre route régionale passant à Bogor-Puncak-Cianjur-Padalarang pour les voyageurs entre Jakarta à Bandung. Pourtant, depuis le milieu des années 90, la route régionale qui traverse Cikampek-Purwakarta-Padalarang était privilégiée après l'élargissement de certaines de ses parties surtout entre Cikampek (une ville sur la route de « Pantura » ou du nord de Java qui se trouve environ à 15 km au nord de Purwakarta) jusqu'à Padalarang (une ville à environ 35 km au sud de Purwakarta et d'environ 15 km au nord ouest de Bandung) au début des années 90. Les préférences des voyageurs ont changé car l'élargissement peut réduire les temps de déplacement si les voyageurs utilisent aussi l'autoroute payante de Jakarta à Cikampek, et l'autre autoroute payante de Padalarang à Bandung. Depuis 2005 quand l'autoroute payante de Cikampek à Padalarang via Purwakarta a commencé à fonctionner, la route régionale est devenue une autre alternative comme route régionale de Jakarta à Bandung via Bogor-Puncak-Cianjur-Padalarang.

Figure 3.3
Carte de Kabupaten Purwakarta



Source : Désignée à la base des chartes Rupabumi produit par le Bakosurtanal, 1999.

Comme on le voit dans la figure 3.3, qui montre une région d'environ 97 172 hectares du territoire du *kabupaten*, le *Kabupaten* de Puwakarta est divisé en 11 *kecamatan*², dans lesquels un *kecamatan* appelé *kecamatan* de Purwakarta joue le rôle de capitale du *kabupaten*.

² Plus tard, depuis 2001 le nombre de *kecamatan* dans ce *kabupaten* a été augmenté de 17 *kecamatan*. Cependant comme la plupart des données utilisées dans cette recherche partent de 2000, on estime que le *kabupaten* de Purwakarta est toujours divisé en 11 *kecamatan*.

Jusqu'en 2000, le *kabupaten* est partagé en 181 *desa* et 9 *kelurahan*³. Tous les *kelurahan* se trouvent dans le *kecamatan* de Purwakarta où sont situées les activités administratives de gouvernement du *kabupaten*.

Le *kabupaten* est bordé par le *kabupaten* de Karawang et celui de Subang au nord, et le *kabupaten* de Cianjur et celui de Bandung au sud. Il se trouve dans une région intérieure avec des altitudes d'environ 33 à 2 036 mètres au-dessus du niveau de la mer. Des zones de plaines et des zones de terrain en pente forment la superficie du *kabupaten*. Les zones de plaines, environ un peu plus d'un tiers du territoire du *kabupaten*, se trouvent dans le centre du *kabupaten* au nord, c'est-à-dire dans les *kecamatan* de Purwakarta et Campaka, et dans une petite partie du *kecamatan* de Pasawahan. A l'extérieur, alors que les zones de terrain en pente se trouvent dans la région sud-ouest et la région sud-est qui peut être considérée comme le pied du mont Tangkuban Perahu, un volcan actif de 2 084 mètres qui se trouve à environ 30 km au nord de Bandung. Dans la région ouest, se trouve le réservoir de Jatiluhur, le premier et le plus grand réservoir en Indonésie qui a été installé en 1957 avec un lac artificiel d'environ 8 300 hectares. C'est un réservoir important de l'île de Java, avec un volume d'eau d'environ 12,9 milliards de mètres cubes par an il peut irriguer plus de 242 000 hectares de rizières, et avec des générateurs de 187 MW ils peuvent produire plus de 1 000 millions kWh d'électricité par an. En fait, il y a un autre réservoir au sud de Jatiluhur, appelé le réservoir de Cirata, qui possède un groupe électrogène de 1 008 MW. Cependant, il est situé à la frontière de trois *kabupaten* : les *kabupaten* de Purwakarta, Bandung et Cianjur, même si le barrage se trouve dans le village de Cadas Sari, un village du *kabupaten* de Purwakarta dans le *kecamatan* de Plered.

Comme les autres *kabupaten* étudiés, la plus grande part d'utilisation du sol de ce *kabupaten* est le fait des activités agricoles. Les sols rizicoles occupent environ 20 733 hectares (21,3%), cependant que les activités de plantation, les autres activités agricoles et les activités forestières productives occupent 20 347 hectares (20,9%), 729 hectares (0,75%), et 16 920 hectares (17,4%) respectivement. Les activités urbaines occupent 11 202 hectares soit environ 11,5% de toutes des superficies du *kabupaten*. Il y a environ 3 187 hectares de sol développé pour les activités industrielles en 2000 dans lesquels la plupart sont développés dans la forme des complexes industriels, et 2000 autres hectares qui sont destinés à devenir des sols

³ Le nombre des *desa* a développé jusqu'à 183 *desa* quand il y a eu un changement de division administrative en 2001.

industriels dans le futur, ce qui influencera le processus d'urbanisation du *kabupaten* dans l'avenir. La plupart des sols urbains se trouvent dans la partie du nord du *kabupaten* qui est plus plane et dans laquelle se trouvent aussi les rizières. La plupart des sols plantations et les sols forestiers se trouvent dans la région du sud est dans les zones de terrain en pente. Dans ce contexte, le développement des sols urbains de ce *kabupaten* menacera les sols agricoles, en particulier les rizières, donc ils peuvent menacer la capacité du *kabupaten* à se nourrir.

La population de ce *kabupaten* se développe de 700 104 habitants en 2000 à 852 521 habitants en 2010. Son taux d'urbanisation de 53,79 % en 2010, donc sa population était environ 458 599 habitants urbains, a amené le *kabupaten* à devenir du *kabupaten* le plus urbanisé d'entre les *kabupaten* éloignés des municipalités à la macro-région de l'ouest de Java. La population urbaine, dont la plupart se concentrent dans les deux plus grandes agglomérations urbaines : les villes de Purwakarta et Plered, a augmenté de 78 746 habitants en 1980 à 125 712 habitants en 1990, et puis à 276 595 habitants en 2000. On peut dire donc le *kabupaten* a une croissance démographique urbaine assez haute, car sa population urbaine a toujours été doublée tous les dix ans.

3.2 La grande augmentation du nombre des habitants urbains dans le trois *kabupaten* : l'augmentation du rôle des *kabupaten* pour donner une place aux habitants urbains dans la région

Nous approcherons le processus d'urbanisation dans le territoire des *kabupaten* en examinant l'augmentation de leur population urbaine en utilisant les résultats des recensements nationaux de 1980 à 2010. Nous la comparerons également l'augmentation de la population urbaine des *kabupaten* aux celles des régions plus grandes et celles des municipalités voisines. L'augmentation démographique urbaine par rapport à la population totale est d'une importance fondamentale pour comprendre le processus d'urbanisation dans les *kabupaten*. Ce facteur démographique est considéré jouer le rôle le plus important dans le processus d'urbanisation des villes petites et moyennes que de facteur économique comme la tendance de l'augmentation des investissements (voir Firman, 2004). La proportion de la population urbaine par rapport à la population totale peut indiquer le niveau de l'urbanisation de chaque *kabupaten*. De plus, les comparaisons avec les autres régions, surtout avec la municipalité voisine de chaque *kabupaten*, sont intéressantes pour comprendre les

caractéristiques de l'urbanisation des *kabupaten* et son importance par rapport au développement régional dans leur région urbaine.

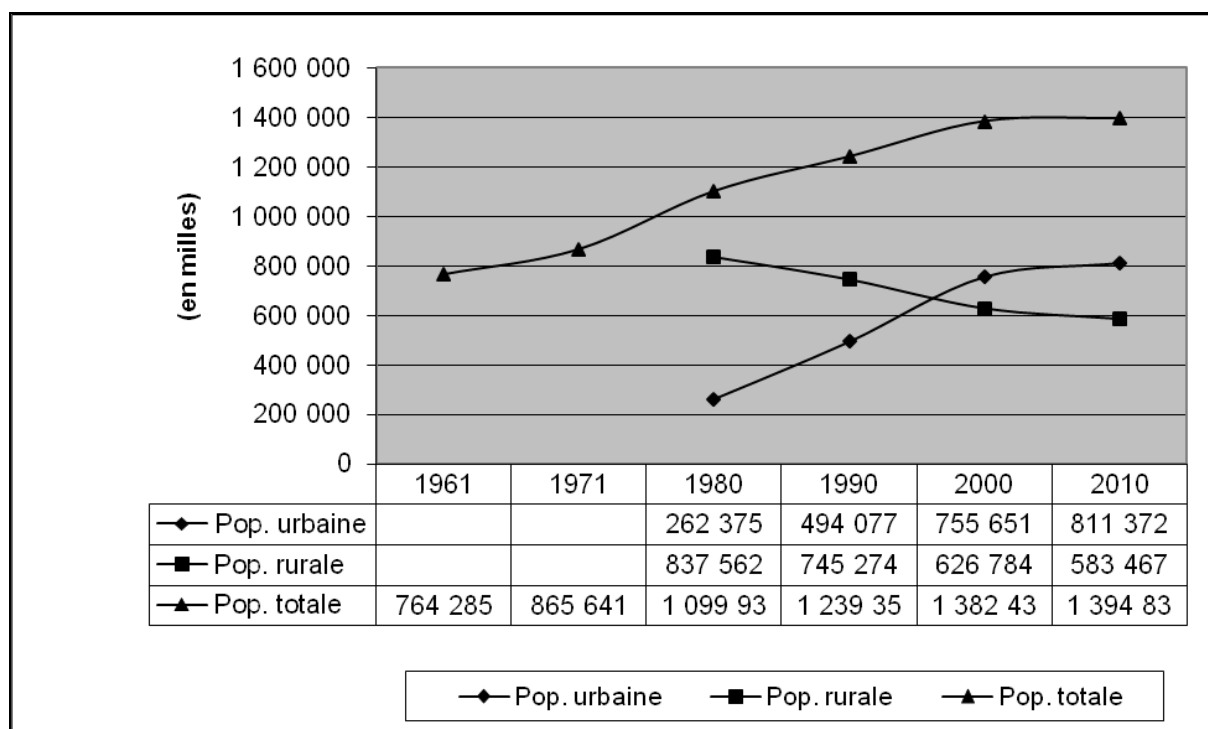
3.2.1 La grande augmentation du nombre des habitants urbains dans les trois kabupaten : le renforcement de société urbaine dans les kabupaten

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, l'augmentation de population urbaine en Indonésie ne s'est pas limitée aux métropoles et aux autres grandes villes municipales, elle s'est également produite dans les *kabupaten*. Etant représentatifs des *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide, les trois *kabupaten* de Tegal, de Malang et de Purwakarta sont utilisés pour comprendre le processus d'urbanisation dans les régions non urbaines javanaises de l'Indonésie. Pendant la période de 1980 à 2010, les trois *kabupaten* ont connu un pic de population urbaine. Le chiffre de la population urbaine dans le *kabupaten* de Tegal avait triplé passant de 262 375 habitants en 1980 à 755 651 habitants en 2000 (voir la figure 3.4), donc le chiffre de population urbaine supplémentaire atteint presque 500 000 habitants au bout de vingt ans ou à peu près 25 000 nouveaux habitants urbains par an pendant la période. L'autre indication importante dans ces figures est que le chiffre de la population urbaine du *kabupaten* a dépassé celui de la population rurale à la fin de cette période. Ensuite, pendant la décennie des années 2000, la population urbaine de ce *kabupaten* a continué d'augmenter, bien que son taux de croissance n'ait pas atteint le chiffre de la période précédente.

Avec cette augmentation, la population urbaine du *kabupaten* de Tegal avait connu une forte croissance démographique urbaine d'environ 6,53 % en moyenne par an pendant la période entre 1980 et 1990. Ensuite, la croissance avait diminué jusqu'à environ 4,34 % en moyenne par an pendant la période suivante, et puis à 0,71 % en moyenne par an dans la période subséquente. Pendant ce temps, la population totale du *kabupaten* a seulement subi une légère croissance. Pendant la période entre 1980 et 1990, la population totale avait cru avec un taux de croissance de seulement 1,20 % en moyenne par an, et en constante diminution dans les périodes ultérieures. Le taux plus élevé de la croissance urbaine par rapport à la population totale peut être considéré comme une indication de la reclassification de la partie jusqu'alors classée comme « non urbaine » de la population totale comme une partie de la population urbaine.

Figure 3.4

Population totale, population urbaine et population rurale de *kabupaten* Tegal, selon les recensements nationaux en 1961, 1971, 1980, 1990 et 2000



Source: BPS, les résultats des recensements nationaux en 1961, 1971, 1980, 1990, 2000 et 2010.

Tableau 3.2

L'augmentation de la population dans le *kabupaten* de Malang, d'entre 1980 à 2000

	1980	1990	2000	2010
Population urbaine	194 069	434 945	951 446	1 166 046
Population rurale	1 851 635	1 798 185	1 461 124	1 280 172
Population totale	2 045 704	2 233 130	2 412 570	2 446 218

Source : BPS, les résultats des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.

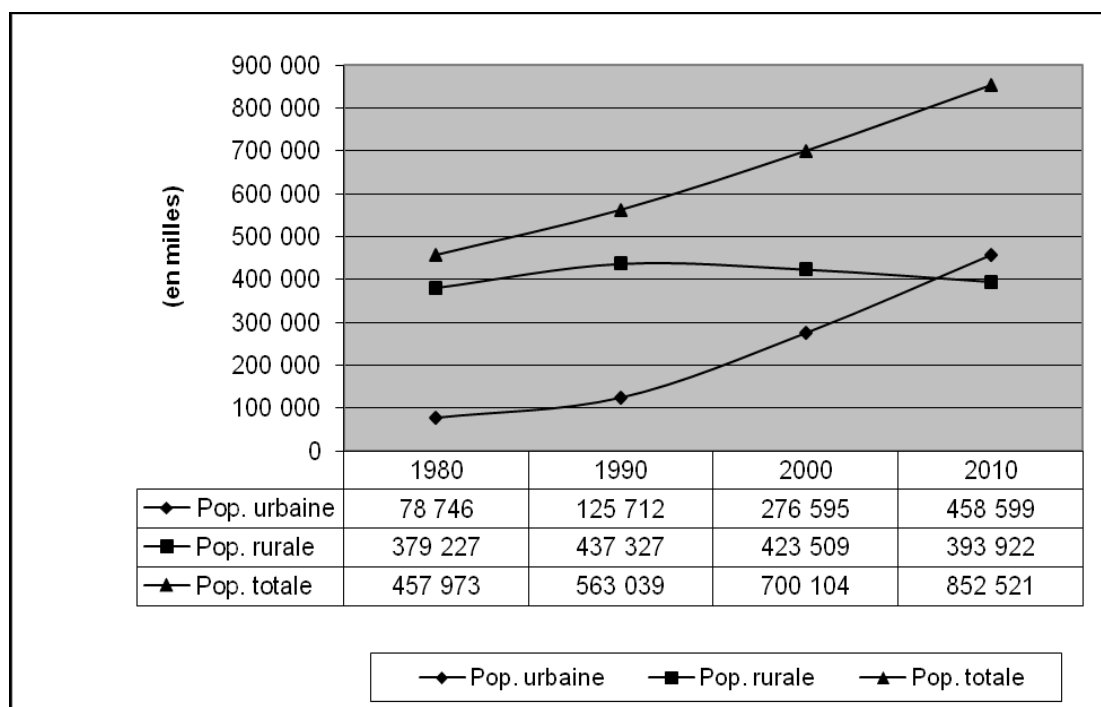
De même que le *kabupaten* de Tegal, le *kabupaten* de Malang, avoisinant une grande municipalité de la province de Java est, a connu aussi un pic de population urbaine pendant cette période de vingt ans (voir le tableau 3.2). La population urbaine de ce *kabupaten* a été multipliée presque six fois, passant de 194 069 en 1980 à 1 166 046 habitants en 2010, avec près d'un million habitants urbains supplémentaires pendant cette période. Autrement dit, l'augmentation de population urbaine dans ce *kabupaten* avait produit plus de 33 000 nouveaux habitants urbains par an pendant la période de trente ans, qui en fait représente un

grand nombre pour une circonscription locale non urbaine comme elle, surtout comparé à son nombre de population urbaine en 1980. De plus, comme ce qui a eu lieu dans le *kabupaten* de Tegal, le *kabupaten* de Malang a connu aussi un processus de reclassification, car sa population rurale a diminué alors que l'augmentation de sa population totale n'était pas aussi grande que celle de sa population urbaine.

La très forte augmentation de population urbaine dans le *kabupaten* de Malang a fait qu'il a un plus grand chiffre de population urbaine que beaucoup de municipalités indonésiennes. Dans la province de Java est seul, le *kabupaten* est la troisième plus grande circonscription d'après leur nombre de sa population urbaine après la municipalité de Surabaya (2 765 487 habitants urbains en 2010) et le *kabupaten* de Sidoarjo (1 772 043 habitants urbains en 2010).

Figure 3.5

Population totale, population urbaine et population rurale de *kabupaten* Purwakarta, selon les recensements nationaux en 1980, 1990 et 2000



Source: BPS, les résultats des recensements nationaux en 1961, 1971, 1980, 1990, 2000 et 2010.

Le *kabupaten* de Purwakarta a connu aussi un saut de population urbaine pendant la période de 1980 à 2010. Comme le montre la figure 3.5, la population urbaine de ce *kabupaten* a augmenté de près de 6 fois, passant de 78 746 habitants en 1980 à 458 599

habitants en 2010, soit presque 400 000 habitants urbains supplémentaires pendant la période de trente ans. La plus grande augmentation de population urbaine dans ce *kabupaten* s'est produite pendant la dernière décennie, c'est-à-dire entre 2000 et 2010 qui a vu presque doubler le chiffre de sa population urbaine.

L'augmentation en valeur absolue de population urbaine de ce *kabupaten* entre 1980 et 2010, en fait, n'est pas grande si elle est comparée à celle des *kabupaten* de Tegal ou de Malang. Mais elle est très grande pour ce *kabupaten* car elle a amené un doublement de sa population urbaine tous les dix ans. Dans ce contexte, la grande augmentation de la population urbaine dans ce *kabupaten* doit devenir une préoccupation importante pour que le *kabupaten* puisse y répondre par un bon équipement en infrastructures et en services urbains.

En outre, la grande augmentation de la population urbaine dans les trois *kabupaten* avait fait croître également leur taux d'urbanisation, 54,66% en 2000 et 58,17 % en 2010 pour le *kabupaten* de Tegal ; 39,5% en 2000 et 53,8 % en 2010 pour Purwakarta ; cela signifie que la société de ces deux *kabupaten* est devenue une société urbaine, car la plus grande partie de leur population a été concentrée dans leurs régions urbaines. Alors que, du point de vue de la gestion de du développement régional dans les *kabupaten*, cette augmentation de leur population urbaine et sa proportion par rapport à la population totale se traduit également par une augmentation des besoins de la gestion de développement urbain pour bien gérer les besoins de la société et ses activités.

Le *kabupaten* Malang a connu aussi une augmentation de son taux d'urbanisation d'environ 9,49 % en 1980 jusqu'à 47,67 % en 2010 (voir le tableau 3.2). Même si le taux de ce *kabupaten* ne dépasse pas encore les 50%, en raison de sa très forte croissance démographique urbaine on peut s'attendre à ce que la proportion de la population urbaine de ce *kabupaten* augmente toujours, et qu'il sera peuplé par une société urbaine dans un avenir proche, sans doute à partir des années 2010 pour devenir un « *kabupaten* urbain » comme les *kabupaten* de Tegal et Purwakarta.

La comparaison de l'augmentation de population urbaine des trois *kabupaten* avec celle de leur province et celle de l'île de Java peut indiquer le caractère du processus d'urbanisation de chaque *kabupaten* étudié. Le tableau 3.3 montre les chiffres de l'urbanisation des trois *kabupaten* avec ceux de leur province et ceux de l'île de Java. Dans le tableau, on peut regarder que l'île de Java est une région qui fait face à un processus d'urbanisation assez rapide. Le processus est plus rapide et d'une plus grande magnitude dans

la province de Java ouest que dans les autres provinces. Le taux de croissance de la population urbaine de l'île de Java est encore assez élevé jusqu'à 2010, même si le taux a connu un ralentissement de temps à autre qui a amené une légère diminution du taux de croissance urbaine d'environ 5,28 % en moyenne par an entre 1980 et 1990 à environ 3,11% en moyenne par an entre 2000 et 2010.

On constate cette diminution de taux de croissance urbaine dans tous les *kabupaten* étudiés aussi bien dans leur province (voir le tableau 3.3). Pourtant, les ralentissements sont différents parmi les trois *kabupaten*. Tegal, qui a le taux d'urbanisation le plus élevé parmi les trois *kabupaten* étudiés, présente la diminution de la croissance urbaine la plus rapide, pendant que le *kabupaten* de Purwakarta a la diminution la plus légère. La diminution dans le *kabupaten* de Malang est rapide, mais à la différence de Tegal son taux de croissance au cours de la dernière période demeure encore assez élevé avec un chiffre de 2,06 % en moyenne par an contre 0,71 % pour le *kabupaten* de Tegal dans la même période.

La diminution du taux de croissance urbaine dans le *kabupaten* de Tegal peut être considérée comme une indication que le processus d'urbanisation dans le *kabupaten* a arrivé à son pic dans la dernière période. Mais ce n'est pas encore le cas pour les *kabupaten* de Malang et Purwakarta, qui ont encore des taux de la croissance assez forts, donc on peut prévoir que les deux *kabupaten* deviendront des régions hautement urbanisées dans l'avenir, et il est probable que le *kabupaten* de Malang commencera également à entrer dans la catégorie des « *kabupaten* urbains » dans un avenir proche à cause de l'augmentation de leur taux d'urbanisation qui va dépasser le chiffre de 50% et du fait que leur société deviendra une société urbaine, même si la plus grande partie de leur territoire est restée rurale.

Comme les *kabupaten* sont en fait des circonscriptions non-urbaines, le phénomène du développement des « *kabupaten* urbains » est très important dans le perspective du développement urbain indonésien. L'augmentation de la population urbaine dans les *kabupaten* montre que les *kabupaten* ne sont plus les régions uniquement pour le développement des activités non urbaines. Le développement des *kabupaten* de Tegal et Malang, proches des municipalités petites et moyennes, et le *kabupaten* de Purwakarta n'est voisin d'aucun municipalité, sont importants également, car ils montrent que les développements des *kabupaten* urbains ne sont pas seulement ceux avoisinant des municipalités importantes.

Tableau 3.3
Population totale, population urbaine, taux d'urbanisation et taux de croissance urbaine
des kabupaten étudiés, comparées aux autres régions plus larges, 1980 – 2010

	Kab. Tegal	Java central	Kab. Malang	Java est	Kab. Purwakarta	Java ouest	Java
1980							
- Population totale (en milles)	1 099,9	25 367,4	1 004,4	29 169,0	536,7	28 133,9	91 269,5
- Population urbaine (en milles)	262,4	4 802,6	194,1	5 720,5	78,7	4 699,9	22 929,4
- Proportion de la population urbaine (en %)	23,85%	18,93%	9,49%	19,61%	14,67%	16,71%	25,12%
1990							
- Population totale (en milles)	1 239,40	28 521,70	1105,6	32487,7	563	29413,8	107 581,30
- Taux de croissance totale (% par an)	1,20%	1,18%	0,88%	1,08%	0,48%	0,45%	1,66%
- Population urbaine (en milles)	494,1	7 698,90	434,9	8 916,6	125,7	10 303,1	38 341,50
- Taux de croissance urbaine (% par an)	6,53%	4,83%	8,40%	4,54%	4,79%	8,17%	5,28%
- Proportion de la population urbaine (en %)	39,87%	26,99%	19,48%	27,45%	22,33%	35,03%	35,64%
2000							
- Population totale (en milles)	1 382,40	30 924,20	1216,9	34766	700,1	35723,5	120 429,30
- Taux de croissance totale (% par an)	1,10%	0,81%	0,78%	0,68%	2,20%	1,96%	1,13%
- Population urbaine (en milles)	755,7	12 166,40	951,4	14 211,2	276,6	17 971,5	58 874,40
- Taux de croissance urbaine (% par an)	4,34%	4,68%	8,14%	4,77%	8,20%	5,72%	4,38%
- Proportion de la population urbaine (en %)	54,66%	39,34%	39,44%	40,88%	39,51%	50,31%	48,89%
2010							
- Population totale (en milles)	1 394,8	32 382,7	2 446,2	37 476,8	852,5	43 053,7	136 610,6
- Taux de croissance totale (% par an)	0,09%	0,46%	7,23%	0,75%	1,99%	1,88%	1,27%
- Population urbaine (en milles)	811,4	14 805,0	1 166,0	17 832,7	458,6	28 282,9	79 949,9
- Taux de croissance urbaine (% par an)	0,71%	1,98%	2,06%	2,30%	5,19%	4,64%	3,11%
- Proportion de la population urbaine (en %)	58,17%	45,72%	47,67%	47,58%	53,79%	65,69%	58,52%

Source : Calculé sur la base des données des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.

3.2.2 La comparaison de l'augmentation de nombre des habitants urbains dans les kabupaten avec celle des municipalités avoisinantes : l'augmentation de la part de la population urbaine des kabupaten dans leur région urbaine

Il est intéressant également de comparer l'augmentation de population urbaine des *kabupaten* à celle des municipalités avoisinantes pour permettre de comprendre l'importance du *kabupaten* dans le processus d'urbanisation d'une région. Ces comparaisons sont réalisées seulement pour les *kabupaten* de Tegal et Malang, parce que le *kabupaten* de Purwakarta n'est avoisinant d'aucune municipalité. Pourtant la situation du *kabupaten* de Purwakarta peut être incluse dans la comparaison entre les situations des régions urbaines de Tegal et Malang, parce qu'elle peut démontrer l'importance des *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide pour fournir des espaces urbains correspondant à l'augmentation de leur population urbaine.

Tableau 3.4
Population de la municipalité de Tegal et celle du *kabupaten* Tegal, en 1980 - 2010

	Municipalité De Tegal	<i>Kabupaten</i> de Tegal			Part urbaine	
		urbaine	rurale	totale	Kota	kab.
Population						
1980	131 440	262 375	837 562	1 099 937	33,38%	66,62%
1990	229 713	494 077	745 274	1 239 351	31,74%	68,26%
2000	236 900	755 651	626 784	1 382 435	23,87%	76,13%
2010	239 599	811 372	583 467	1 394 839	22,80%	77,20%
Augmentation absolue (des habitants)						
1980 - 1990	98 273	231 702	-92 288	139 414	-	-
1990 - 2000	7 187	261 574	-118 490	143 084	-	-
2000 - 2010	2 699	55 721	-43 317	12 404	-	-

Source : Calculs sur la base des données des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.

Du point de vue de la démographie urbaine, il est intéressant de remarquer que le chiffre de population urbaine du *kabupaten* de Tegal est toujours plus grand que celui de la municipalité de Tegal, qui joue le rôle de centre d'activités et de services pour la région urbaine (voir le tableau 3.4). De plus, il est intéressant également de noter que l'augmentation absolue de la population urbaine de ce *kabupaten* est toujours plus significative que celle de la municipalité.

En fait, le *kabupaten* et la municipalité ont connu un changement de leurs limites qui a également amené un changement dans leur chiffre de la population, y compris celui de la

population urbaine. Selon de l'Undang-undang No. 7 tahun 1986 tentang Perubahan Batas Wilayah Kotamadya Daerah Tingkat II Tegal dan Kabupaten Daerah Tingkat II Tegal (la loi no 7 de l'année 1986 sur les changements des territoires de la municipalité de Tegal et du *kabupaten* de Tegal), le territoire administratif de la municipalité s'est élargi par l'ajout d'une partie du territoire du *kabupaten* de Tegal. Dans ce changement, 17 villages du *kabupaten* de Tegal, dont tous les villages (15 villages) du *kecamatan* de Sumur Panggang et deux villages du *kecamatan* de Dukuhturi, sont devenus une partie du territoire de la municipalité à partir du 4 février 1986.

Dans le contexte démographique, le changement des limites a amené également un effet de renforcement de l'augmentation de la population urbaine de la municipalité, par ajout de la population des villages. Malheureusement, on ne dispose pas d'informations sur la quantité de population de ces villages qui ont été reclassés pour faire partie de la population de la municipalité résultant de cet élargissement. Mais elle pourrait se monter à des dizaines de milliers de personnes si nous considérons le chiffre de la population dans les *kecamatan* de Dukuhturi et Kramat, les *kecamatan* du *kabupaten* qui sont adjacents à la municipalité, qui se montaient à 87 361 et 77 483 personnes respectivement en 1990. On peut également prévoir que l'ajout de la population urbaine dans la municipalité à cause de cet élargissement pourrait atteindre des dizaines de milliers de personnes si nous considérons la grande différence parmi les chiffres de l'augmentation absolue de la population urbaine dans la municipalité d'une période à l'autre. Le tableau 3.4 montre que la municipalité de Tegal avait connu une très significative augmentation absolue pendant la période entre 1980 et 1990, par rapport aux augmentations dans les autres périodes. De ce point de vue, on peut dire que sans la population supplémentaire impliquée dans l'élargissement du territoire, il n'y a pas eu beaucoup d'augmentation absolue de population urbaine dans la municipalité pendant la période, et la croissance démographique de la municipalité de Tegal, comme sa croissance dans les périodes suivantes, restait très basse hormis ce l'ajout.

Pendant ce temps, le chiffre de la population urbaine dans le *kabupaten* de Tegal avait continué d'augmenter, même s'il avait diminué de quelques dizaines personnes à cause du changement de limites du *kabupaten*. Dans le contexte de la dynamique de la population dans la région urbaine de Tegal, il peut être considéré que la croissance démographique urbaine très forte dans le *kabupaten* n'est pas séparée du changement démographique urbain dans la municipalité qui avait diminué brusquement. Cette opinion est fondée sur le fait que le territoire de la municipalité est trop petit pour accueillir la croissance démographique et ses

activités. Le territoire de la municipalité de Tegal, qui est seulement d'environ 39,5 km carrés après l'élargissement de l'année 1986, peut être considéré trop petit pour accueillir sa population avec et leurs activités qui a toujours une croissance économique de plus de 5% par an dans seule la municipalité depuis la dernière crise économique asiatique en 1997. Avec une population de 239 599 d'habitants en 2010, la municipalité possède donc une densité démographique d'environ 6 070,9 personnes par km carré. C'est une densité assez forte si l'on considère que c'est le mode d'habitation horizontale qui domine dans la municipalité comme dans les autres régions en Indonésie. Dans ce contexte, alors, on peut considérer que la limitation de la surface du territoire de la municipalité peut devenir un facteur important pour le développement des activités urbaines dans le territoire du *kabupaten*.

Tableau 3.5

Population de la municipalité de Malang et du *kabupaten* de Malang, en 1980 à 2010

	Municipalité de Malang	<i>Kabupaten</i> de Malang			Part urbaine	
		Population urbaine	rurale	totale	Kota	kab.
Population						
1980	510 906	194 069	1851635	2 045 704	72,47%	27,53%
1990	695 089	434 945	1798185	2 233 130	61,51%	38,49%
2000	742 263	951 446	1752921	2 704 367	43,82%	56,18%
2010	820 243	1166046	1 280 172	2 446 218	41,30%	58,70%
Augmentation du nombre des habitants en valeur absolue						
1980 - 1990	184 183	240 876	-53 450	187 426	-	-
1990 - 2000	47 174	516 501	-45 264	471 237	-	-
2000 - 2010	77 980	214 600	-472 749	-258 149	-	-

Source : *Calculs sur la base des données des recensements nationaux des années 1980, 1990, 2000 et 2010.*

La région urbaine de Malang a connu une tendance similaire à celle de la région urbaine de Tegal. En fait, le territoire de la municipalité de Malang est plus grand que celui de la municipalité de Tegal. La municipalité de Malang possède un territoire d'environ 110,06 km carrés pour accueillir 820 243 d'habitants en 2010 donc elle a une densité de population d'environ 7 452,7 personnes par km carré. Pourtant, la municipalité présente dans certaines parties une morphologie de terrains en pente. Selon le statistiques dans le *Kota Malang Dalam Angka 2010* (Statistiques de la municipalité de Malang en 2010), il n'y a que 70,59 km² qui ont été utilisés comme sols urbains et environ 13,94 km² et 16,02 km² ont utilisés comme rizières et sols secs agricoles respectivement jusqu'en 2010 (BPS Kota Malang, 2011). Donc, la densité de sols urbains de cette municipalité, qui est d'environ 11 619,8 personnes par km

carré en 2010, représente une très forte densité compte tenu du mode d'habitation horizontal qui domine dans la municipalité.

Comme le tableau 3.5 le montre, l'augmentation de la population urbaine dans le *kabupaten* présente une valeur plus significative que celle observée dans la municipalité de Malang. Cependant, ce n'est pas comme le *kabupaten* de Tegal qui a déjà eu une population urbaine plus importante que celle de la municipalité à partir l'année 1980, la première année d'observation, le chiffre de la population urbaine du *kabupaten* de Malang était encore moins élevé que celui de sa municipalité avant l'année 2000. Cependant, avec la tendance à la forte croissance urbaine du *kabupaten* de Malang pendant les dernières décennies, le chiffre de sa population urbaine a commencé à dépasser celui de la municipalité à partir de l'année 2000. Il montre que le *kabupaten*, qui joue le rôle de périphérie de la municipalité, est déjà également devenu un endroit important pour la localisation de la croissance urbaine depuis quelques dernières décennies, comme ce qui se passe dans la municipalité.

En outre, comme l'a montré le tableau 3.4 pour la région de Tegal et le tableau 3.5 pour la région de Malang, la part urbaine des *kabupaten*, c'est-à-dire la proportion de la population urbaine des *kabupaten* par rapport à la population urbaine dans leur région urbaine, constituée par les *kabupaten* et leur municipalité, n'a cessé de croître. La part urbaine du *kabupaten* de Tegal qui était 66,6 % en 1980 a été portée à 72,2 % en 2010, et la part urbaine de la municipalité a diminué de façon significative de 33,4 % en 1980 à 22,8 % en 2010. Pendant ce temps, la part du *kabupaten* de Malang qui était seulement de 27,5 % en 1980 a atteint 58,7 % en 2010, et compte tenu de la tendance actuelle pourrait dépasser les 60 % au cours des prochaines années.

L'augmentation forte de la population urbaine et l'augmentation soutenue de la part urbaine des *kabupaten* Tegal et Malang montrent que la domination des municipalités pour absorber la population urbaine dans une région urbaine dans l'île de Java a commencé de diminuer, et le rôle des *kabupaten* pour fournir des espaces urbains aux habitants urbains et à leurs activités a commencé à devenir de plus en plus important. Ces phénomènes montrent également que le processus d'urbanisation n'est plus seulement un processus qui se produit dans les villes municipales. En outre, l'augmentation de la concentration urbaine dans le *kabupaten* de Purwakarta, qui représente des *kabupaten* n'avoisinant aucune d'une municipalité, montre que la croissance urbaine dans l'île de Java ne concerne pas seulement les régions urbaines présentant une grande concentration de la population urbaine. Dans ce contexte, le *kabupaten* de Purwakarta, qui avait une population urbaine de moins de 80 000

habitants urbains en 1980, a pu avoir un taux de croissance urbaine très fort, atteignant presque 500 000 habitants urbains après trente années marquées par ce processus.

Les phénomènes démographiques ont montré aussi l'importance considérable du processus d'urbanisation dans certains *kabupaten* de l'île de Java. La concentration urbaine dans les *kabupaten* a élargi la préoccupation à l'égard du processus qui se limitait jusqu'alors aux municipalités. Dans ce contexte, comme l'observe Cohen (2006), la croissance urbaine dans les petites villes du *kabupaten* peut amener de nombreux avantages dans le développement des villes aussi bien que dans le développement régional en améliorant et en augmentant l'échelle économique des activités urbaines dans les petites villes urbanisées et en améliorant leur rôle d'interface entre des activités urbaines dans les grandes villes et des activités rurales dans leurs périphéries. Pourtant, comme ce qui a souvent connu dans les grandes villes, surtout dans les pays en développement, le processus d'urbanisation dans les *kabupaten* peut également amener des défis, en particulier celui relatif à l'augmentation des besoins des citoyens.

Dans le contexte de développement régional en Indonésie, la croissance des concentrations urbaines dans les *kabupaten* peut également amener des grands défis dans le processus de la gestion du développement urbain dans les *kabupaten*, compte tenu du fait que le *kabupaten* est la circonscription locale indonésienne désignée pour les régions non urbaines. En outre, comme l'ont montré par Dharmapatri et Firman (1995), la plupart des *kabupaten* en Indonésie n'ont pas une capacité suffisante pour assurer la gestion de leur développement urbain. Dans ce contexte, alors, c'est une grande question pour la situation en Indonésie de savoir comment un *kabupaten* peut doubler son équipement en infrastructures et en services urbains. Sans une bonne capacité, tous les *kabupaten* ne peuvent pas doter leurs habitants urbains des infrastructures et services urbains d'une façon appropriée à l'augmentation de leurs besoins.

Il est également important de remarquer que l'augmentation en chiffres absolus de la population urbaine dans les *kabupaten* de Tegal et Malang dépassaient celle de leurs municipalités ainsi que l'augmentation de leur population totale. Dans son étude de l'urbanisation à l'île de Java, Tommy Firman (2003) a soutenu que la croissance naturelle n'est pas le facteur le plus important dans l'augmentation de la population urbaine en Indonésie. Il montre que le déclin du taux de fertilité Indonésien qui est tombé d'environ 5,7 en 1957-59 à environ 2,9 en 1994 (Andi Oetomo, 1997, extrait cité par Firman, 2003) et à 2.6 en 2002, a entraîné une diminution du taux de croissance démographique de l'Indonésie

surtout dans les régions urbaines (Firman, 2003). Alors, il est possible que le déclin des taux de croissance démographique totale des *kabupaten* et municipalités (taux de croissance démographique urbaine pour les municipalités) dans les régions de Tegal et Malang, soient aussi influencés par le déclin de leur taux de fertilité. Pourtant, la différence de taux de croissance démographique urbaine qui était très grande dans les *kabupaten* comparativement à celui des municipalités, pose la question des facteurs importants dans l'augmentation du nombre des habitants urbains dans les *kabupaten*.

Les résultats du recensement national en 2000 montrent que seulement 4,13% de la population totale du *kabupaten* de Tegal en 1990 – 2000, c'est-à-dire environ 57 095 personnes, sont des migrants (BPS, 2001). Ce nombre est très faible s'il est comparé à celui de l'accroissement de la population urbaine pendant la même période c'est-à-dire 261 574 personnes (voir le tableau 3.4). Nous pouvons donc considérer que le processus d'augmentation de la population urbaine n'a pas été fortement influencé par la migration et correspond à l'influence d'autres facteurs plus importants. Avec un faible accroissement naturel ainsi qu'un faible effet du facteur migratoire, normalement il y aurait dû y avoir une population totale supplémentaire supérieure à la population urbaine supplémentaire (si toutefois aucun changement dans la classification⁴ n'avait eu lieu). Alors, la population urbaine supplémentaire supérieure à celle de la population totale peut indiquer que s'est produit un grand déplacement de la population rurale vers la population urbaine dans ce *kabupaten*, au moins pendant les deux périodes, ceci étant un des facteurs qui a influencé l'augmentation du nombre des habitants urbains dans ce *kabupaten*. Ce constat conduit à approfondir les connaissances concernant les caractéristiques du processus d'urbanisation qui se déroule dans le territoire des *kabupaten*.

De plus, comme ce qui a été montré auparavant, les *kabupaten* ont normalement de grands territoires dans lequel il y a généralement quelques régions urbaines. Dans ce contexte, il n'est pas sûr que tous les habitants urbains vivent dans une agglomération urbaine comme on le voit normalement dans les municipalités. Il est donc probable que la population urbaine ne se concentre pas seulement dans une agglomération urbaine, mais se disperse dans plusieurs agglomérations. Et s'il y a plusieurs agglomérations urbaines sur le territoire de

⁴ Firman (2003) désigne trois facteurs possibles qui peuvent avoir une influence sur l'augmentation de la population urbaine en Indonésie : le facteur naturel résultant de la différence dans le nombre de naissances et de décès ; le facteur migratoire résultant de la différence dans le nombre d'entrées et de sorties ; et le facteur du reclassement d'une région non urbaine dans une région urbaine à la suite de changement de l'environnement et des conditions de la région.

chaque *kabupaten*, les augmentations de la population urbaine dans un *kabupaten* n'ont probablement pas été identiques les unes par rapport aux autres. Dans ce contexte, la question de savoir comment les agglomérations urbaines dans un *kabupaten* seront influencées par son processus d'urbanisation devient importante pour l'analyse de l'urbanisation rapide dans les *kabupaten*, afin de comprendre si la population urbaine de ce *kabupaten* se concentre dans une agglomération urbaine, quel facteur démographique joue le rôle plus important dans le processus d'urbanisation du territoire, et comment se forment les concentrations urbaines dans le territoire des *kabupaten*. On reviendra sur cette question dans la section suivante en faisant l'analyse de la formation des agglomérations urbaines dans les *kabupaten*. Avec ces analyses, on peut espérer approfondir les connaissances sur la manière dont les agglomérations urbaines dans les *kabupaten* sont formées en examinant le nombre des agglomérations urbaines formées et les facteurs qui les influencent.

3.3 La formation des agglomérations urbaines et le développement de la population des villes petites et moyennes dans les *kabupaten*

3.3.1 La formation des agglomérations urbaines dans les *kabupaten*

Comme on l'a vu auparavant, les *kabupaten* de Tegal, Malang et Purwakarta sont des circonscriptions non-urbaines en voie d'urbanisation rapide dans l'île de Java, avec une population urbaine en augmentation constante et rapide. Cependant, comme elles sont des circonscriptions non urbaines, leur population urbaine n'habite probablement pas dans une seule agglomération mais elle est plutôt dispersée dans quelques agglomérations urbaines à l'intérieur du territoire des *kabupaten*. L'analyse suivante vise à faire comprendre la formation des agglomérations urbaines dans les *kabupaten* et l'augmentation de leur population urbaine dans le but de faire comprendre le processus d'urbanisation de territoire qui se passe dans les *kabupaten*.

Ces analyses sont faites en utilisant les résultats des recensements nationaux qui avaient classé tous villages du pays comme « village urbain » ou « village non urbain ». En fait, cet effort a été fait pour décompter la population urbaine parmi la population totale dans chaque circonscription du pays. Dans ce contexte, le chiffre de la population urbaine de chaque circonscription et donc celui du pays résulte du cumul des chiffres de la population habitant dans les villages urbains des régions. Du fait que la méthode indonésienne pour compter sa population urbaine est fondée sur la désignation de ses régions urbaines comme on

l'a vu dans le chapitre précédent, pour obtenir le chiffre de la population urbaine dans chaque circonscription en Indonésie, le recensement national définit si chaque village doit être classé comme un village urbain ou un village non urbain.

Cette discussion commencera par l'analyse de l'identification des agglomérations urbaines dans les *kabupaten* en utilisant les résultats des trois recensements nationaux qui ont été fait en 1980, 1990 et 2000, et ceux du sondage intercensitaire de 2006. Malheureusement, les résultats du recensement 1980 trouvés donnent seulement les informations concernant la classification des villages (village urbain ou village non urbain) sans données sur le chiffre de la population de chaque village, donc cette analyse peut seulement identifier la formation des zones urbaines en 1980 sans être capable d'identifier les chiffres de population urbaine qui s'est concentrée dans les agglomérations urbaines en 1980. En outre, les données des résultats du recensement 2010 ne sont pas encore disponibles lorsque l'analyse est effectuée. En conséquence, le développement du nombre des habitants urbains dans chaque agglomération urbaine identifiée sera discuté en utilisant les données des années 1990, 2000 et 2006.

A. La formation des agglomérations urbaines dans le *kabupaten* du Tegal

Selon les résultats des recensements nationaux 1980, 1990 et 2000, et ceux du sondage intercensitaire de 2006, le développement des villages urbains dans le *kabupaten* de Tegal est comme on peut le voir dans la figure 3.6, celle-ci montrant l'addition des villages urbains dans le temps selon les dates des recensements. Seuls 46 villages du *kabupaten* de Tegal avaient été définis comme villages urbains en 1980. Leur nombre avait atteint 94 villages en 1990, et puis 135 villages en 2000. Ensuite, leur nombre en 2006 a été porté à 140 villages qui représentaient près de la moitié des villages du *kabupaten* de Tegal (48,8% de 287 villages). Donc près de 100 villages qui ont été reclassés comme villages urbains pendant la période de 26 ans (1980-2006), les périodes de 1980 à 1990 et de 1990 à 2000 étant celles durant lesquelles le *kabupaten* de Tegal avait acquis un très grand nombre de villages urbains supplémentaires, à savoir 48 et 41 villages supplémentaires respectivement. La plus basse croissance a eu lieu pendant les derniers six ans lorsqu'il n'y a eu que 5 nouveaux villages urbains.

Le grand reclassement a fortement élargi le nombre de villages urbains dans le *kabupaten*. Dans l'année 1980, la plupart des villages urbains dans le *kabupaten* étaient ceux qui se trouvent dans le *kecamatan* de Slawi en tant que capitale du *kabupaten*, et ceux situés

dans le corridor entre la municipalité et le *kecamatan* de Slawi qui sont reliés par deux routes importantes : la route régionale qui relie la municipalité de Tegal à la ville de Purwokerto qui traverse aussi la capitale du *kabupaten*, et l'autre route locale qui relie la municipalité au *kecamatan* de Slawi (voir la figure 3.3). Ces villages représentaient au moins 34 villages parmi les 46 villages urbains (73,9%) en 1980.

Les autres villages urbains du *kabupaten* de Tegal en 1980 situés dehors de ce corridor pouvaient être classés en deux groupes. Le premier groupe est celui des villages qui jouaient le rôle de centre des services ruraux dans quelques *kecamatan* comme les villages de Babakan et Kemantran dans le *kecamatan* de Kramat, le village de Mindaka dans le *kecamatan* de Tarub, les villages de Yamansari et Lebaksu Lor dans le *kecamatan* de Lebaksu, et les villages de Balapulung Wetan et Balapulung Kulon dans le *kecamatan* de Balapulung, dans lesquels les quatre derniers villages des centres de services sont aussi traversés par la route régionale reliant la municipalité de Tegal à la ville de Purwokerto. Le deuxième groupe est celui des villages limitrophes de la municipalité comme Dampyak dans le *kecamatan* de Kramat au nord de ce *kabupaten*, qui peut être considéré comme un village d'élargissement des fonctions d'habitation de la municipalité comme ce qui a été fait dans les villages du *kecamatan* de Dukuhturi limitrophes de la municipalité.

Puis, dans l'année 2006, les groupes des villages urbains de ce *kabupaten* se sont élargis, et ils peuvent appartenir à quatre groupes de régions. Le premier est le groupe des villages situés dans les *kecamatan* entre la municipalité de Tegal jusqu' au *kecamatan* de Slawi, qui représentent comme le groupe de région qui a changé le plus fortement. À ce moment, presque tous les villages dans ces *kecamatan* : les *kecamatan* de Dukuhturi, Talang, Adiwerna, Pangkah et Dukuhwaru, ont été classés comme villages urbains. Avec ces dix villages du *kecamatan* de Slawi qui sont classés comme des *kelurahan* (administrativement villages urbains), il y avait 96 des 101 villages (95%) dans ces quatre *kecamatan* qui ont été classés comme villages urbains en 2006. Le plus grand reclassement a été effectué pendant la période de 1980 à 1990 quand 35 villages ont été reclassés comme nouveaux villages urbains.

Le deuxième groupe est formé par les villages du *kecamatan* limitrophe de la municipalité extérieure à la région du premier groupe, c'est-à-dire dans le *kecamatan* de Kramat au nord du *kabupaten*. Cette région a fait face aussi à un fort développement du nombre de villages urbains, 11 de ses 20 villages ayant été classés comme villages urbains. La plus grande augmentation s'est produite dans la période entre 1980 et 1990 dans laquelle 8

villages ont été reclassés, pendant que dans la période suivante seulement 3 villages ont été reclassés.

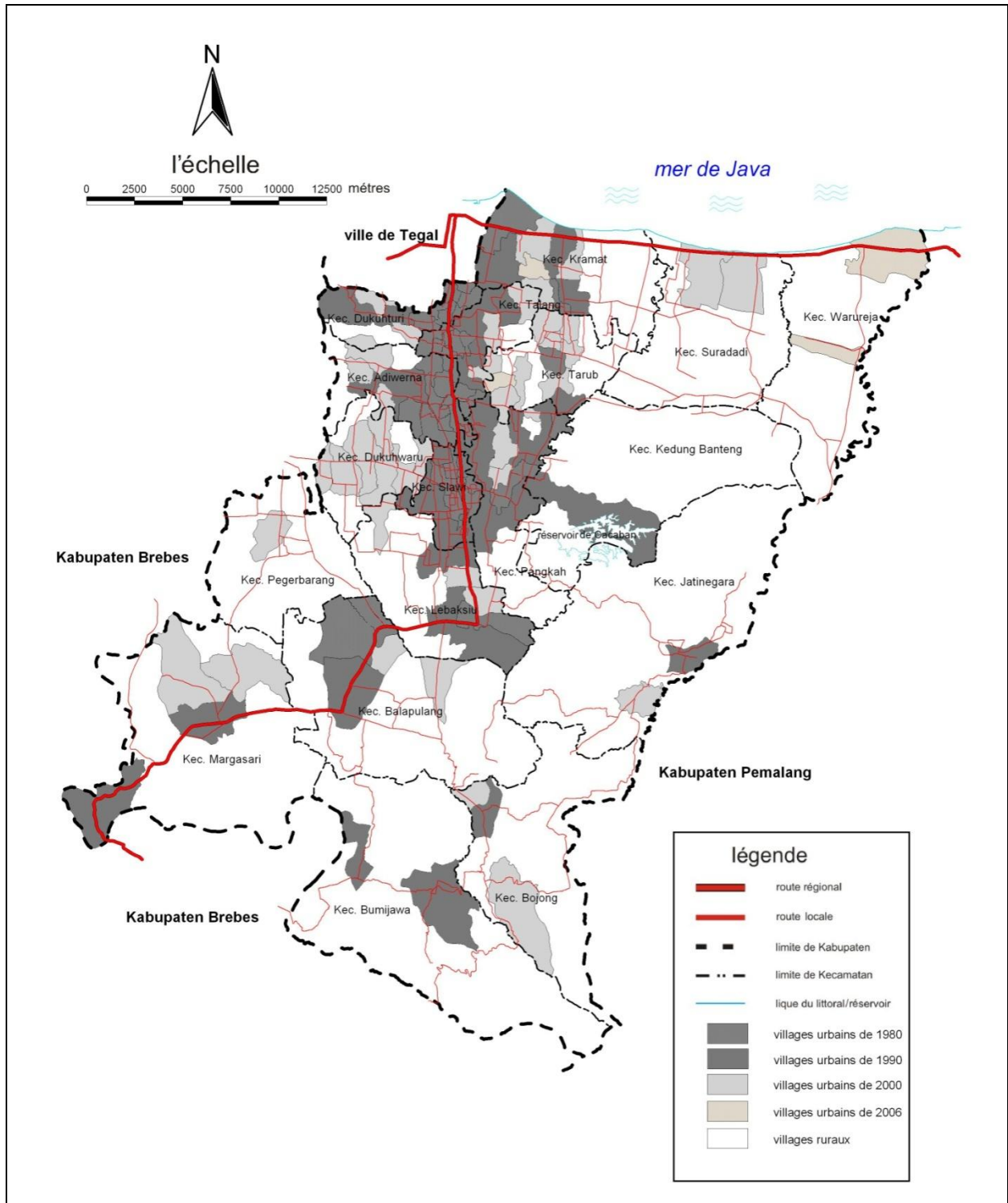
Le troisième groupe est celui des villages situés dans les *kecamatan* traversés par la route régionale reliant la municipalité de Tegal à Purwokerto, comme les *kecamatan* de Lebaksiu, Balapulang et Margasari, dont la plupart ont été reclassés pendant la période entre 1990 et 2000. Et le dernier groupe est celui des villages qui jouent le rôle de centres d'activités dans les autres *kecamatan* surtout les *kecamatan* éloignés comme les *kecamatan* de Bojong, Bumijawa, Pagerbarang et Jatinegara, dont la plupart ont été reclassés pendant la période de 1980 à 1990.

Comparativement aux deux premiers groupes, les deux derniers groupes n'ont pas de grand changement du nombre de village urbains. Parmi les quatre groupes, on peut dire que les reclassements des villages du *kabupaten* de Tegal en villages urbains se concentrent dans le premier groupe, c'est-à-dire dans la région entre la municipalité de Tegal jusqu'au *kecamatan* de Slawi, parce que le nombre de villages reclassés dans le premier groupe est plus élevé que celui dans le deuxième groupe dans le *kecamatan* de Kramat.

Cependant, comme le *kabupaten* est une circonscription locale désignée relative à des grandes surfaces régions dont les activités non urbaines dominant l'utilisation des sols, beaucoup de ces villages urbains n'a pas développé leur territoire comme un cadre bâti. Comme d'autres villages dans la région non urbaine ordinaire, quelques parties de chaque village urbain conservent encore des sols agricoles ou d'autres types de sols à utilisation non urbaine. Dans le cas du *kabupaten* de Tegal, le développement des sols bâtis dans la plupart des villages urbains se limite à une forme linéaire raccordant un bâtiment à l'autre et un village à l'autre le long des routes régionales existantes. Alors, même si normalement la plus grande part du cadre bâti dans un village urbain se construit dans une agglomération linéaire et l'agglomération dans un village se développe sans interruption d'une agglomération dans un village à l'autre agglomération dans l'autre village urbain, il n'est pas sûr que le groupe des villages urbains indique réellement une agglomération urbaine. L'identification des agglomérations urbaines dans ce *kabupaten* requiert l'observation de la dispersion des bâtiments dans les villages. Dans cette démarche, l'identification des villages du centre d'activités, comme l'indique la figure 3.7, est nécessaire pour différencier une agglomération urbaine d'une autre. En outre, l'identification des limites des cadres bâtis dans les villages urbains, faite par le travail de terrain, est nécessaire pour différencier une agglomération d'une autre.

Figure 3.6

Le développement des villages urbains de *kabupaten* de Tegal, selon les recensements nationaux en 1980, 1990, 2000, et 2006

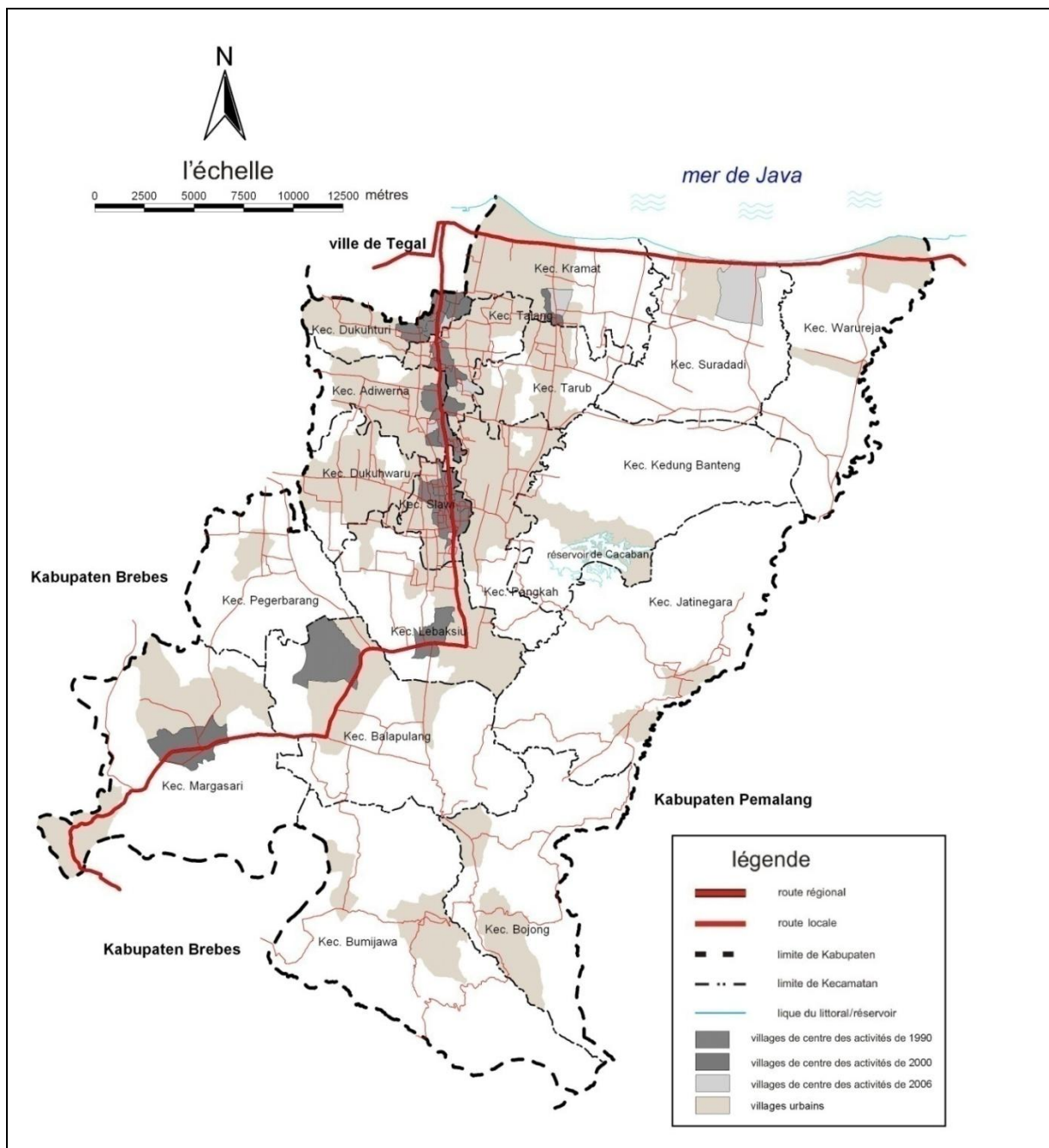


Source : résultat des analyses, 2008.

Dans la figure 3.8, qui est le résultat d'une analyse de l'identification des agglomérations urbaines dans le *kabupaten* de Tegal, on peut voir les 19 agglomérations

urbaines formées dans le *kabupaten* jusqu'en 2006. Chaque agglomération urbaine a un nombre de villages urbains variant de seulement un village jusqu'à 52 villages par agglomération (voir le tableau 3.6). Le nombre des agglomérations urbaines formées est parfois différent. Il y avait seulement 9 agglomérations urbaines en 1980, elles ont atteint 14 en 1990, ensuite 17 en 2000, puis à 19 en 2006.

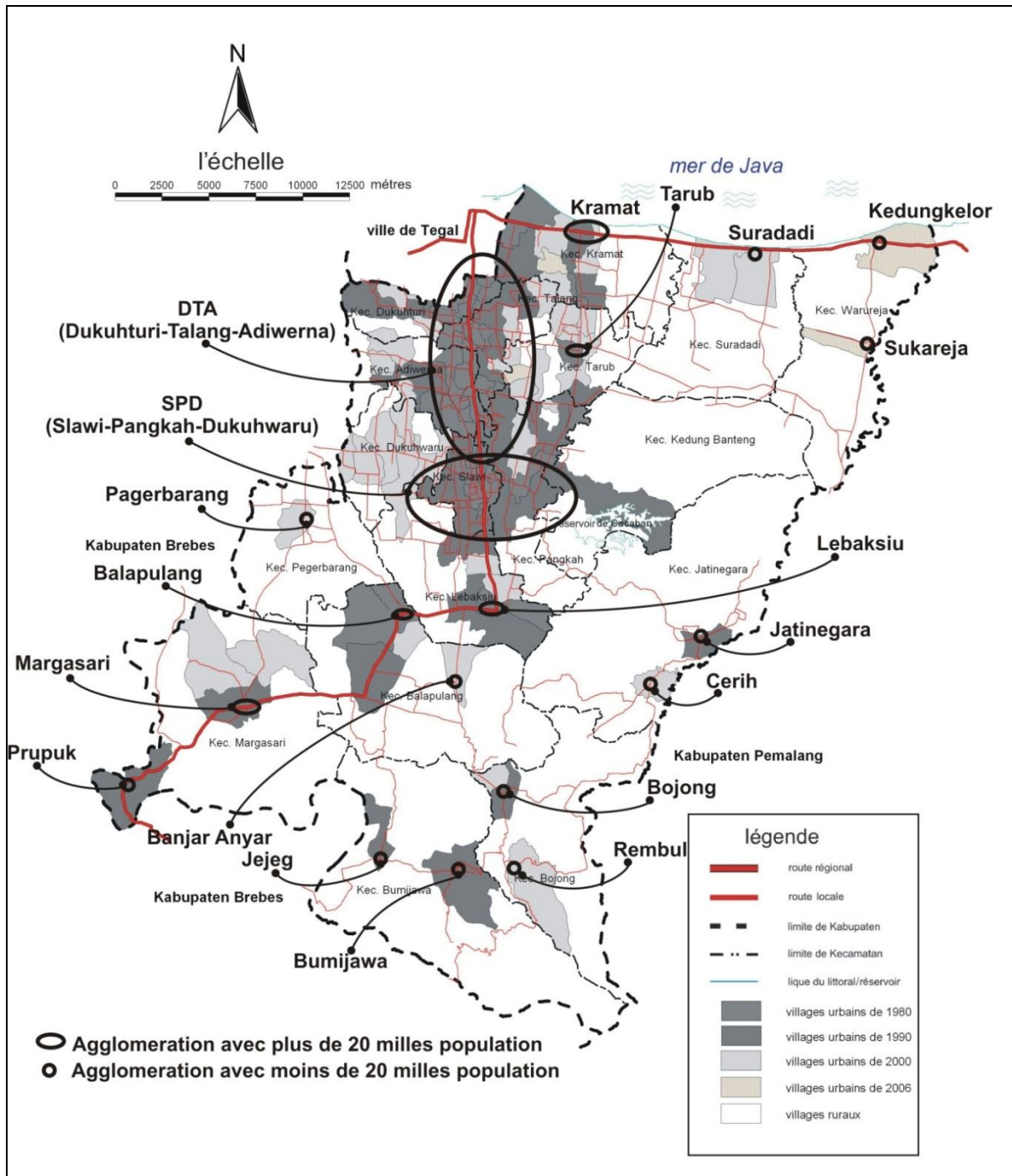
Figure 3.7
Le développement des villages du centre d'activités de *kabupaten* de Tegal,
selon les recensements nationaux en 1990, 2000, et 2006



Source : résultat des analyses, 2008.

Figure 3.8

Les agglomérations urbaines formées dans le *kabupaten* de Tegal, 2006



Source : résultat des analyses, 2008.

De plus, le nombre des villages urbains agglomérés n'est pas constant. Certaines agglomérations ont un nombre constant de villages urbains agglomérés alors que les autres ont un nombre de villages urbains agglomérés croissant (voir le tableau 3.6). Donc, l'expérience de ce *kabupaten* montre que le développement des agglomérations urbaines ne

connaît pas seulement une croissance du nombre des villages urbains agglomérés, mais il comporte aussi le rattachement d'un certain nombre d'agglomérations urbaines à une nouvelle agglomération plus grande.

Les agglomérations de Slawi et Pangkah sont des exemples des agglomérations qui ont réunies et agrandi pour devenir une plus grande agglomération. Elles ont devenu l'agglomération de Slawi-Pangkah depuis 1990 et puis s'y est ajouté Tonggara en 2000, pour devenir l'agglomération de Slawi-Pangkah-Dukuhwaru depuis l'année 2010 (voir le tableau 3.6). Les agglomérations urbaines qui sont unifiées sont généralement des agglomérations qui se trouvent dans une région qui s'est développée rapidement, car l'unification des agglomérations urbaines est formée par le développement et le reclassement des villages ruraux entre les agglomérations unifiées pour en faire des villages urbains.

Jusqu'à 2006, le processus d'urbanisation dans le *kabupaten* a formé deux agglomérations urbaines de plus de 100 000 habitants urbains chacune : les agglomérations urbaines de Dukuhuri-Talang-Adiwerna (DTA) et Slawi-Pangkah-Dukuhwaru (SPD), celles-ci ayant respectivement une population de 285 146 et de 231 892 d'habitants urbains en 2006. Il y avait également cinq agglomérations de 20 à 100 000 habitants, quatre agglomérations entre 10 à 20 000habitants, et huit agglomérations de moins de 10 000 habitants dans le *kabupaten* en 2006 (voir le tableau 3.7).

Dans le contexte indonésien, les agglomérations urbaines peuvent être catégorisées en villes petites et moyennes, conformément à la loi no. 26/2007 sur l'aménagement du territoire qui a classé les villes indonésiennes en considérant leur population comme « petites villes » pour les villes qui ont moins de 100 000 habitants urbains, « villes moyennes » pour celles qui ont d'une population urbaine d'entre 100 000 et 500 000 habitants urbains, « grandes villes » pour celles qui ont une population urbaine d'entre 500 000 et un million d'habitants, et « villes métropolitaines » pour celles qui ont plus d'un million d'habitants urbains (voir la partie de l'explication de la loi 26/2007 dans l'article 41 sur la zone urbaine). Donc, le processus d'urbanisation de ce *kabupaten* a formé des agglomérations urbaines qui peuvent être classées comme des villes petites et moyennes dans le territoire du *kabupaten*.

Tableau 3.6

Le développement des agglomérations urbaines et le nombre de leurs villages, de 1980 à 2006

<u>Agglomérations urbaines en 2006</u>			<u>Agglomérations urbaines en 2000</u>			<u>Agglomérations urbaines en 1990</u>			<u>Agglomérations urbaines en 1980</u>		
No	l'Agglomération urbaine	villages	No	l'Agglomération urbaine	villages	No	l'Agglomération urbaine	villages	No	l'Agglomération urbaine	villages
1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	52	1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	52	1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	43	1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	27
2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	44	2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	43	2.	Slawi-Pangkah*	27	2.	Slawi *	6
						3.	Tonggara*	1	3.	Pangkah*	2
									4.	Tonggara*	1
3.	Kramat	11	3.	Kramat	11	3.	Kramat	8	5.	Dampyak*	1
									6.	Kemantran*	1
4.	Tarub	7	4.	Tarub	7	5.	Tarub	2	7.	Tarub	2
5.	Lebaksiu	5	5.	Lebaksiu	5	6.	Lebaksiu	3	8.	Lebaksiu	2
6.	Balapulang	3	6.	Balapulang	3	7.	Balapulang	2	9.	Balapulang	2
7.	Margasari	3	7.	Margasari	1	8.	Margasari	1			
8.	Bojong	2	8.	Bojong	2	9.	Bojong	1			
9.	Prupuk	2	9.	Prupuk	2	10.	Prupuk	2			
10.	Bumijawa	1	10.	Bumijawa	1	11.	Bumijawa	1			
11.	Jatinegara	1	11.	Jatinegara	1	12.	Jatinegara	1			
12.	Jejeg	1	12.	Jejeg	1	13.	Jejeg	1			
13.	Banjar Anyar	1	13.	Banjar Anyar	1	14.	Banjar Anyar	1			
14.	Suradadi	2	14.	Suradadi	2						
15.	Cerih	1	15.	Cerih	1						
16.	Pagerbarang	1	16.	Pagerbarang	1						
17.	Rembul	1	17.	Rembul	1						
18.	Kedungkelor	1									
19.	Sukareja	1									

Source : résultats d'analyses, 2008.

Notes : * = les villages qui se sont agglomérées à l'époque suivante

Tableau 3.7

Le développement du nombre de population dans les agglomérations urbaines, de 1990 à 2006

<u>Agglomérations urbaines en 2006</u>				<u>Agglomérations urbaines en 2000</u>				<u>Agglomérations urbaines en 1990</u>			
No	Agglomération	No des villages	Population	No	Agglomération	No des villages	Population	No	Agglomération	No des villages	Population
1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	52	285 146	1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	52	266 791	1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	43	220 323
2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	44	231 892	2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	43	211 443	2.	Slawi-Pangkah*	27	131 082
								3.	Tonggara*	1	4 131
3.	Kramat	11	58 372	3.	Kramat	11	49 853	4.	Kramat	8	30 007
4.	Tarub	7	28 574	4.	Tarub	7	25 475	5.	Tarub	2	10 309
5.	Lebaksiu	5	32 623	5.	Lebaksiu	5	31 291	6.	Lebaksiu	3	24 390
6.	Balapulang	3	23 931	6.	Balapulang	3	21 592	7.	Balapulang	2	17 655
7.	Margasari	3	35 903	7.	Margasari	1	32 515	8.	Margasari	1	11 188
8.	Bojong	2	11 066	8.	Bojong	2	9 103	9.	Bojong	1	6 125
9.	Prupuk	2	15 383	9.	Prupuk	2	14 111	10.	Prupuk	2	12 825
10.	Bumijawa	1	10 721	10.	Bumijawa	1	9 504	11.	Bumijawa	1	8 842
11.	Jatinegara	1	2 415	11.	Jatinegara	1	2 594	12.	Jatinegara	1	2 368
12.	Jejeg	1	5 664	12.	Jejeg	1	4 973	13.	Jejeg	1	4 650
13.	Banjar Anyar	1	8 163	13.	Banjar Anyar	1	6 948	14.	Banjar Anyar	1	6 936
14.	Suradadi	2	19 823	14.	Suradadi	2	19 431				
15.	Cerih	1	5 244	15.	Cerih	1	4 656				
16.	Pagerbarang	1	6 737	16.	Pagerbarang	1	6 735				
17.	Rembul	1	7 122	17.	Rembul	1	6 307				
18.	Kedungkelor	1	6 542								
19.	Sukareja	1	5 068								

Source : résultats d'analyses, 2008.

Notes : * = les villages qui se sont agglomérées à l'époque suivante'

Les deux agglomérations urbaines les plus grandes, à savoir les agglomérations DTA et SPD, sont des agglomérations qui se trouvent dans la région la plus urbanisée entre la municipalité et la capitale du *kabupaten*. En fait, chacune de celles-ci est formée d'un groupe de villages urbains de trois *kecamatan* qui ont été réunis en une agglomération urbaine. Le DTA (52 villages urbains) est formé des villages urbains du *kecamatan* de Dukuhturi (15 villages urbains de 17 villages du *kecamatan*), du *kecamatan* de Talang (18 de 19 villages) et du *kecamatan* d'Adiwerna (19 de 22 villages). Alors que le SPD (44 villages urbains) est formé des villages urbains du *kecamatan* de Slawi (10 de 10 villages), du *kecamatan* de Pangkah (18 de 23 villages), et du *kecamatan* de Dukuhwaru (7 de 10 villages), qui sont situés autour de Slawi.

La différence de croissance du nombre des villages urbains dans chaque agglomération a amené une différence du taux de croissance démographique urbaine parmi les *kecamatan* et les régions dans le *kabupaten*. Donc, le processus d'urbanisation dans ce *kabupaten* amène aussi une différence du taux d'urbanisation parmi les régions. Il convient de connaître la distribution spatiale de la population urbaine et le taux d'urbanisation des régions de ce *kabupaten* pour permettre d'approfondir la connaissance des caractéristiques du processus. Pour ce faire, les analyses sont effectuées parmi les *kecamatan* comme le montre le tableau 3.8, car le *kecamatan* est la subdivision administrative du *kabupaten* située entre le *kabupaten* et les villages.

Le tableau 3.8 montre la répartition de la population urbaine dans les *kecamatan* en 2000 et en 1990 et les taux d'urbanisation des *kecamatan* au cours de ces deux années. D'une façon cumulative, le tableau montre que les chiffres de la population urbaine du *kabupaten* (tous des *kecamatan*) en 2000 et en 1990 sont de 723 322 et 487 173 habitants respectivement. Les chiffres sont différents de ceux qui ont été montrés dans la figure 3.4 précédente, à savoir : 755 651 et 494 077 habitants respectivement. Ils sont différents parce que les chiffres de la population urbaine du tableau 3.8 sont les résultats du calcul des chiffres de la population des villages urbains dans chaque *kecamatan*. Ils sont calculés à partir du chiffre de la population urbaine enregistrée dans chaque village urbain, alors que les nombres dans la figure 3.4 2 résultent des données des recensements nationaux qui ont décompté également ceux non enregistrés dans le *kabupaten* mais *qui y habitent* soit à l'hôtel, sur des bateaux, ou les SDF qui se trouvent dans le *kabupaten*.

Tableau 3.8

La distribution de la population urbaine et le taux d'urbanisation des *kecamatan* dans la *kabupaten* de Tegal, les années 2000 et 1990

No	Kecamatan	2000			1990		
		Pop. Urbaine	Proportion à la <i>kabupaten</i>	TU	Pop. Urbaine	Proportion à la <i>kabupaten</i>	TU
1	Kec. Slawi	60 787	8,40%	100,00%	59 057	12,12%	100,00%
2	Kec. Talang	81 135	11,22%	94,70%	66 841	13,72%	85,33%
3	Kec. Dukuhturi	81 862	11,32%	92,19%	70 855	14,54%	81,11%
4	Kec. Adiwerna	103 794	14,35%	89,91%	82 627	16,96%	76,81%
5	Kec. Pangkah	78 353	10,83%	82,70%	63 743	13,08%	72,43%
6	Kec. Dukuhwaru	39 851	5,51%	71,83%	0	0,00%	0,00%
Région plus urbanisées		445 782	61,63%	88,99%	343 123	70,43%	72,68%
7	Kec. Kramat	49 853	6,89%	56,80%	30 007	6,16%	38,73%
8	Kec. Tarub	38 598	5,34%	53,06%	10 309	2,12%	15,77%
9	Kec. Margasari	46 626	6,45%	50,73%	24 013	4,93%	28,30%
10	Kec. Lebaksiu	39 965	5,53%	50,33%	29 014	5,96%	37,20%
11	Kec. Balapulang	34 731	4,80%	45,24%	24 591	5,05%	32,91%
Régions assez urbanisées		209 773	29,00%	51,34%	117 934	24,21%	31,00%
12	Kec. Bojong	15 410	2,13%	27,14%	6 125	1,26%	11,50%
13	Kec. Suradadi	19 431	2,69%	23,51%	0	0,00%	0,00%
14	Kec. Bumijawa	14 477	2,00%	19,16%	13 492	2,77%	19,15%
15	Kec. Jatinegara	7 250	1,00%	13,22%	2 368	0,49%	4,74%
16	Kec. Pagerbarang	6 735	0,93%	11,87%	0	0,00%	0,00%
17	Kec. Kedung Banteng	4 464	0,62%	11,19%	4 131	0,85%	11,37%
18	Kec. Warureja	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%
Régions moins urbanisées		67 767	9,37%	15,91%	26 116	5,36%	6,79%
Kabupaten Tegal		723 322	100,00%	54,16%	487 173	100,00%	39,37%

Source : résultat d'analyses, 2008.

Note : TU = taux d'urbanisation

Le tableau 3.8 montre qu'il ya une grande variation de taux d'urbanisation parmi les *kecamatan* dans le *kabupaten*. Le *kecamatan* de Slawi, la capitale du *kabupaten*, est le *kecamatan* le plus urbanisé avec un taux de 100%, et le *kecamatan* de Warureja qui se trouve dans la région côtière du nord-est du *kabupaten* est le *kecamatan* le moins urbanisé avec un taux de 0% en 2000. Si les *kecamatan* sont classifiés en trois groupes : les *kecamatan* plus urbanisées avec un taux de 60 à 100 % ; les *kecamatan* assez urbanisées avec un taux de 40 à 60 %, et les *kecamatan* moins urbanisées avec un taux de moins de 40% comme le montre le tableau 3.8, on peut voir qu'il y a six *kecamatan*, cinq *kecamatan*, et sept *kecamatan* qui sont devenus membres de ces groupes respectivement.

C'est une coïncidence que les six *kecamatan* les plus urbanisés soient situés dans la même région que ceux de cinq *kecamatan* assez urbanisés. Le six *kecamatan* les plus urbanisés sont les *kecamatan* de Slawi, Talang Dukuhturi, Adiwerna, Pangkah et Dukuhwaru.

Ce sont les *kecamatan* qui avoisinent une autre partie du centre au nord du *kabupaten* entre la capitale et la municipalité de Tegal, donc ils forment la région la plus urbanisée dans le *kabupaten* avec un taux d'urbanisation d'environ 89% en 2000, et avec environ 445 782 habitants urbains. Parmi ces *kecamatan*, un *kecamatan*, celui de Dukuhwaru, est un nouveau *kecamatan* plus urbanisé avec un taux d'urbanisation d'environ 71,83% en 2000, à la suite d'une grande augmentation à partir d'un taux de 0% en 1990. Pourtant, la proportion de sa population urbaine par rapport à celle du *kabupaten* a diminué d'environ 70,43% en 1990 à 61,63% en 2000. Ceci indique que la population urbaine de ce *kabupaten* est plus dispersée en 2000 qu'en 1990. Donc, même si le nombre des habitants urbains a augmenté rapidement dans cette région, la croissance la plus rapide a eu lieu à l'extérieur.

Pendant ce temps, les *kecamatan* assez urbanisées comprennent les *kecamatan* de Kramat, Tarub, Margasari, Lebaksiu et Balapulang, qui ont un taux d'urbanisation entre 45,24% et 56,80% en 2000. Avec une légère différence par rapport aux *kecamatan* plus urbanisés, ces *kecamatan* assez urbanisés ne se trouvent pas en avoisiner un autre. Spatialement, ils se partagent en deux groupes : le groupe de *kecamatan* de Kramat et celui de Tarub, qui voisine à l'est de la région la plus urbanisée, et l'autre groupe au sud-ouest qui est formé par les *kecamatan* de Lebaksiu, Balapulang et Margasari qui se trouvent dans le corridor de la route régionale.

Cependant, parmi ces *kecamatan* assez urbanisés, aucun *kecamatan* n'avait un taux d'urbanisation de plus de 40% en 1990, même si tous les *kecamatan* connaissaient un taux d'urbanisation plus grand que celui des membres du groupe des *kecamatan* moins urbanisés. Comme tous ces *kecamatan* avaient des taux d'urbanisation de 45% à 56,80% en 2000, on peut en déduire que ces *kecamatan* ont fait face à un processus d'urbanisation important. De façon cumulative, tous les *kecamatan* ont connu une augmentation de population urbaine d'environ 118 000 habitants en 1990 à environ 210 000 en 2000, soit 24,2% et 29,0% du chiffre total de la population urbaine du *kabupaten* en 1990 et en 2000 respectivement. Alors que le taux d'urbanisation dans la période a cru de 31,0% en 1990 à 51,34% en 2000 dans tous les territoires de ces *kecamatan*, la plus grande augmentation a eu lieu dans le *kecamatan* de Tarub dont le taux d'urbanisation est passé de 15,77% en 1990 à 53,06% en 2000.

Ensuite, le groupe des *kecamatan* moins urbanisés se compose des *kecamatan* de Bojong, Suradadi, Bumijawa, Jatinegara, Pagerbarang, Kedung Banteng, et Warureja. En fait, le *kecamatan* de Warureja n'avait même pas encore une petite agglomération urbaine intérieure en 2000, donc il n'avait pas encore d'habitants urbains (taux d'urbanisation de 0%).

Des sept *kecamatan* les moins urbanisés, deux avaient un taux d'urbanisation de plus de 20% en 2000 : le *kecamatan* de Bojong (27,14%) et le *kecamatan* de Suradadi (23,51%), alors que les autres *kecamatan*, sauf Warureja, avaient un taux d'urbanisation de 10% à 20%. Pourtant, aucun des *kecamatan* de ce groupe n'avait de taux d'urbanisation de plus de 20% en 1990. Le plus grand taux en 1990 (19,15%) était dans le *kecamatan* de Bumijawa, alors que le *kecamatan* de Bojong avait encore un taux d'environ 11,5% et Suradadi 0%. Il est intéressant de remarquer que les *kecamatan* de Bojong, Suradadi et Bumijawa sont des *kecamatan* éloignés dans le *kabupaten*, mais ils font face à un processus d'augmentation de population urbaine assez forte. Les *kecamatan* de Bojong et Bumijawa sont des *kecamatan* qui en avoisinent un autre dans la région montagneuse au sud-est du *kabupaten*, à environ 20, 25 km de Slawi, alors que le *kecamatan* de Suradadi se trouve dans la région côtière au nord-est du *kabupaten*, à une distance d'environ 30 km de Slawi à travers la municipalité de Tegal. La disposition spatiale de ces *kecamatan* moins urbanisés est très différente de celle du groupe des *kecamatan* assez urbanisés ou plus urbanisés qui se concentrent plutôt dans les centres d'activités urbaines, la capitale du *kabupaten* et la municipalité Tegal.

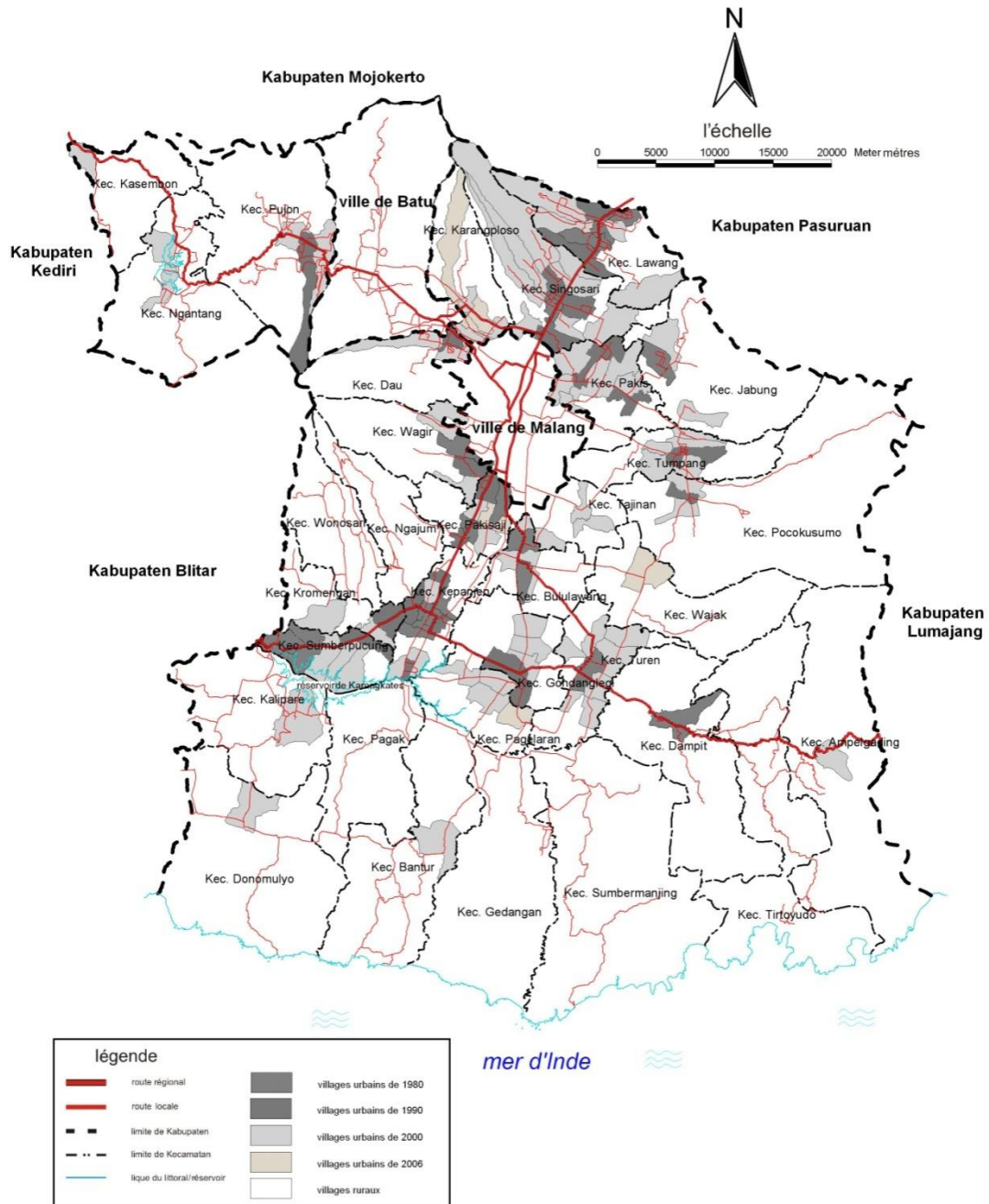
B. La formation des agglomérations urbaines dans le *kabupaten* de Malang

Le développement des villages urbains dans le *kabupaten* de Malang est identifié en utilisant la même méthode d'analyse que pour le *kabupaten* de Tegal. La figure 3.9 montre le résultat, cependant que la figure 3.10 montre la disposition spatiale des villes petites et moyennes formées dans le processus d'urbanisation dans le territoire du *kabupaten*. Si elles sont comparées à celles de *kabupaten* de Tegal, les deux figures montrent une différence de disposition spatiale dans le développement des villages urbains, et dans la formation des villes petites et moyennes qui concernent les concentrations des habitants urbains et leurs activités. Les villages urbains et les concentrations urbaines dans le *kabupaten* de Malang sont plus dispersés que ceux de *kabupaten* de Tegal où la plupart des villages urbains et la population urbaine se concentrent dans la région entre sa capitale Slawi et la municipalité de Tegal.

Les résultats des recensements de 1980, 1990, et 2000, et ceux du sondage intercensitaire de 2006 sur le *kabupaten* de Malang, montrent que le nombre des villages urbains dans ce *kabupaten* est passé de 19 villages en 1980 à 131 villages en 2006 (voir le tableau 3.9). Donc 112 villages ont été reclassés de villages ruraux en villages urbains pendant cette période de vingt-six ans.

Figure 3.9

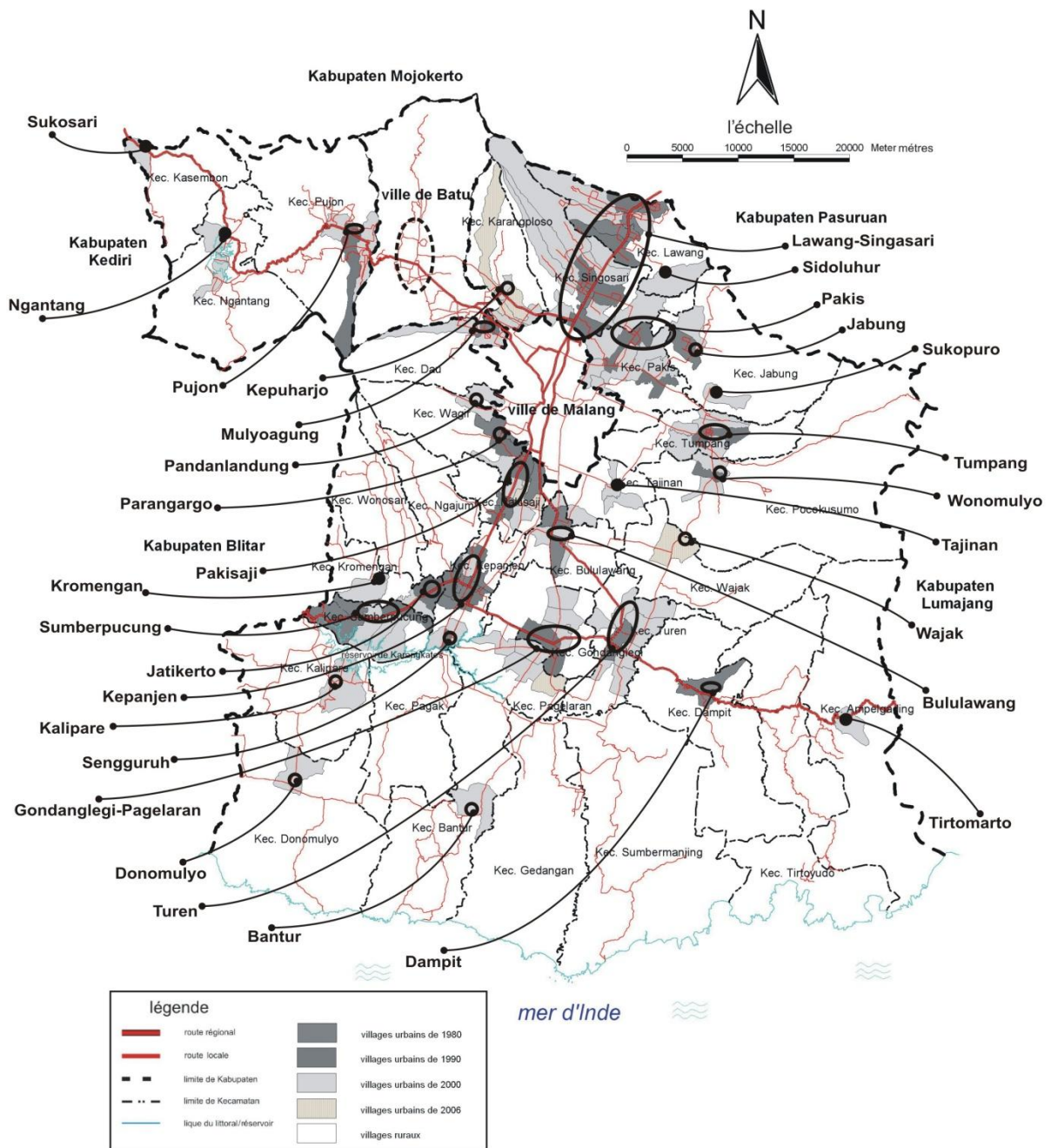
Le développement des aires urbaines de *kabupaten* de Malang, selon les recensements nationaux en 1980, 1990, 2000, et 2006



Source : résultat des analyses, 2008.

Figure 3.10

Les agglomérations urbaines formées dans le *kabupaten* de Malang, 2006



Source : résultat des analyses, 2008.

Tableau 3.9

Le développement des agglomérations urbaines et ses nombre des villages de *kabupaten* de Malang, de 1980 à 2006

<u>Agglomérations urbaines en 2006</u>			<u>Agglomérations urbaines en 2000</u>			<u>Agglomérations urbaines en 1990</u>			<u>Agglomérations urbaines en 1980</u>		
No	I'Agglomération urbaine	no des villages	No	I'Agglomération urbaine	no des villages	No	I'Agglomération urbaine	no des villages	No	I'Agglomération urbaine	no des villages
1.	Lawang-Singosari	21	1.	Lawang-Singosari	21	1.	Lawang*	6	1.	Lawang*	3
						2.	Singosari*	5	2.	Singosari*	1
2.	Batu***	11	2.	Batu	11	3.	Batu*	5	3.	Batu	2
						4.	Punten (Bumiaji)*	1			
						5.	Beji (Junrejo)*	1			
3.	Kepanjen	9	3.	Kepanjen	9	6.	Kepanjen	8	4.	Kepanjen	4
4.	Turen	9	4.	Turen	9	7.	Turen	2	5.	Turen	2
5.	Pakisaji	9	5.	Pakisaji	8	8.	Pakisaji*	2	6.	Pakisaji	1
						9.	Kebonagung*	2			
6.	Gondanglegi-Pagelaran	9	6.	Gondanglegi-Pagelaran	8	10.	Gondanglegi	2	7.	Gondanglegi	1
7.	Pakis	8	7.	Pakis	8	11.	Saptorenggo (Pakis)*	1			
						12.	Pakiskembar (Pakis)*	1			
8.	Bululawang	7	8.	Bululawang	7	13.	Bululawang*	2	8.	Bululawang*	2
						14.	Krebet (Bululawang)*	1	9.	Krebet (Bululawang)*	1
9.	Sumberpucung	7	9.	Sumberpucung	7	15.	Sumberpucung	2	10.	Sumberpucung	2
10.	Tumpang	6	10.	Tumpang	6	16.	Tumpang	1			
11.	Kepuharjo (Karangploso)	3	11.	Kepuharjo (Karangploso)*	3						
12.	Sengguruh (Kepanjen)	3	12.	Sengguruh (Kepanjen)	3	17.	Sengguruh (Kepanjen)	1			
13.	Pujon	3	13.	Pujon	3	18.	Pujon	1			
14.	Mulyoagung (Dau)	3	14.	Mulyoagung (Dau)	3	19.	Mulyoagung (Dau)	1			
15.	Wonomulyo (Poncokusumo)	3	15.	Wonomulyo (Poncokusumo)	3						

À suivre.

Tableau 3.9 : Continue (la fin).

<u>Les agglomérations urbaines en 2006</u>			<u>Les agglomérations urbaines en 2000</u>			<u>Les agglomérations urbaines en 1990</u>			<u>Les agglomérations urbaines en 1980</u>		
No	l'Agglomération urbaine	no des villages	No	l'Agglomération urbaine	no des villages	No	l'Agglomération urbaine	no des villages	No	l'Agglomération urbaine	no des villages
16.	Parangargo (Wagir)	2	16.	Parangargo (Wagir)	2	20.	Parangargo (Wogir)	2			
17.	Jabung	2	17.	Jabung	2	21.	Jabung	1	11.	Jabung	1
18.	Ngantang	2	18.	Ngantang	2						
19.	Pandan Landung (Wagir)	2	19.	Pandan Landung (Wagir)	2						
20.	Tajinan	2	20.	Tajinan	2						
21.	Dampit	1	21.	Dampit	1	22.	Dampit	1	12.	Dampit	1
22.	Tirtomarto (Ampel Gading)	1	22.	Tirtomarto (Ampel Gading)	1						
23.	Bantur	1	23.	Bantur	1						
24.	Donomulyo	1	24.	Donomulyo	1						
25.	Kalipare	1	25.	Kalipare	1						
26.	Sukosari (Kasembon)	1	26.	Sukosari (Kasembon)	1						
27.	Kromengan	1	27.	Kromengan	1						
28.	Sidoluhur (Lawang)	1	28.	Sidoluhur (Lawang)	1						
29.	Sukopuro (Jabung)	1	29.	Sukopuro (Jabung)	1						
30.	Wajak	1									

Source : *resultats d'analyse, 2008.*

Notes : * = *villages qui se sont agglomérés à l'époque suivante*

*** = *l'agglomération Batu est devenue une nouvelle municipalité depuis 2001*

Tableau 3.10

Le développement du nombre de population dans les agglomérations urbaines de *kabupaten* de Malang, de 1990 à 2006

Agglomérations urbaines en 2006				Agglomérations urbaines en 2000				Agglomérations urbaines en 1990			
No	Agglomération	No des villages	Population	No	Agglomération	No des villages	Population	No	Agglomération	No des villages	Population
1.	Lawang-Singosari	21	189 935	1.	Lawang-Singosari	21	164 987	1.	Lawang*	6	48 440
								2.	Singosari*	5	44 534
2.	Batu***	(23)	na	2.	Batu	11	96 837	3.	Batu*	5	55 325
								4.	Punten (Bumiaji)*	1	5 901
								5.	Beji (Junrejo)*	1	4 609
3.	Kepanjen	9	59 581	3.	Kepanjen	9	56 678	6.	Kepanjen	8	50 529
4.	Turen	9	65 300	4.	Turen	9	61 506	7.	Turen	2	18 034
5.	Pakisaji-Wagir	9	57 765	5.	Pakisaji-Wagir	8	52 709	8.	Pakisaji*	2	9 511
								9.	Kebonagung*	3	22 904
6.	Gondanglegi-Pagelaran	9	68 102	6.	Gondanglegi-Pagelaran	8	56 893	10.	Gondanglegi	2	20 055
7.	Pakis	8	82 591	7.	Pakis	8	62 057	11.	Saptorenggo (Pakis)*	1	9 986
								12.	Pakiskembar (Pakis)*	1	5 895
8.	Bululawang	7	32 637	8.	Bululawang	7	32 096	13.	Bululawang*	2	11 633
								14.	Krebet (Bululawang)*	1	5 504
9.	Sumberpucung	7	53 817	9.	Sumberpucung	7	53 134	15.	Sumberpucung	2	24 721
10.	Tumpang	6	38 424	10.	Tumpang	6	35 981	16.	Tumpang	1	11 961
11.	Kepuharjo (Karangploso)	3	15 575	11.	Kepuharjo (Karangploso)	3	13 949				
12.	Sengguruh (Kepanjen)	3	11 081	12.	Sengguruh	3	10 184	17.	Sengguruh	1	2 590
13.	Pujon	3	21 960	13.	Pujon	3	20 106	18.	Pujon	1	5 353
14.	Mulyoagung (Dau)	3	26 328	14.	Mulyoagung (Dau)	3	18 899	19.	Mulyoagung (Dau)	1	8 491
15.	Wonomulyo (Poncokusumo)	3	18 985	15.	Wonomulyo (Poncokusumo)	3	18 451	20.	Wonomulyo (Poncokusumo)	1	4 594

À suivre.

Tableau 3.10 : Continue (la fin).

Les agglomérations urbaines en 2006				Les agglomérations urbaines en 2000				Les agglomérations urbaines en 1990			
No	Agglomération	No des villages	Population	No	Agglomération	No des villages	Population	No	Agglomération	No des villages	Population
16.	Parangargo (Wagir)	2	12 368	16.	Parangargo (Wagir)	2	11 007	21.	Parangargo (Wagir)	2	10 234
17.	Jabung	2	17 176	17.	Jabung	2	17 199	22.	Jabung	1	9 423
18.	Ngantang	2	8 576	18.	Ngantang	2	8 131				
19.	Pandan Landung (Wagir)	2	13 528	19.	Pandan Landung (Wagir)	2	11 051				
20.	Tajinan	2	8 349	20.	Tajinan	2	7 828				
21.	Dampit	1	24 034	21.	Dampit	1	23 695	23.	Dampit	1	20 614
22.	Tirtomarto (Ampel Gading)	1	5 535	22.	Tirtomarto (Ampel Gading)	1	5 451				
23.	Bantur	1	11 835	23.	Bantur	1	11 997				
24.	Donomulyo	1	12 084	24.	Donomulyo	1	12 573				
25.	Kalipare	1	12 729	25.	Kalipare	1	10 304				
26.	Sukosari (Kasembon)	1	5 701	26.	Sukosari (Kasembon)	1	5 274				
27.	Kromengan	1	7 603	27.	Kromengan	1	7 251				
28.	Sidoluhur (Lawang)	1	5 261	28.	Sidoluhur (Lawang)	1	5 000				
29.	Sukopuro (Jabung)	1	5 576	29.	Sukopuro (Jabung)	1	5 416				
30.	Wajak	1	13 950								

Source : *resultats d'analyse, 2008.*

Notes : * = *villages qui se sont agglomérés à l'époque suivante*

*** = *l'agglomération Batu est devenue une nouvelle municipalité depuis 2001*

À cause de cette forte augmentation du nombre des villages urbains, le nombre des agglomérations urbaines dans ce *kabupaten* a augmenté de seulement 12 agglomérations urbaines en 1980 à 30 agglomérations en 2006. Le processus de la formation des agglomérations urbaines dans ce *kabupaten* inclut également des processus de fusion des 14 agglomérations urbaines pour aboutir à 6 agglomérations urbaines. Par exemple, les agglomérations de Lawang et Singosari avaient été des agglomérations urbaines différentes. Elles ont fusionnées à partir de l'année 2000 pour devenir une plus grande agglomération, l'agglomération de Lawang-Singosari. Les agglomérations de Punten et Beji ont fusionné avec l'agglomération de Batu depuis 2000, qui est ensuite devenue une nouvelle municipalité à partir de 2002. Puis, l'agglomération de Kreet a fusionné avec l'agglomération de Bululawang.

La plus forte augmentation du nombre des villages urbains s'est produite pendant la période de 1990 à 2000 avec une addition de 83 nouveaux villages urbains, portant le nombre des villages urbains de 45 villages urbains en 1990 à 128 villages urbains en 2000. Cependant, la plus grande augmentation du nombre des villages urbains dans cette période ne donne que sept nouvelles agglomérations urbaines, et la plus grande augmentation du nombre des agglomérations urbaines s'est produite pendant la période de 1980 à 1990 avec une augmentation de 12 nouvelles agglomérations urbaines même si l'augmentation des villages urbains était seulement de 26 nouveaux villages urbains. La moindre augmentation du nombre des agglomérations urbaines pendant la période de 1990 à 2000 résulte de la caractéristique de l'augmentation du nombre des villages urbains a plutôt liée à l'expansion urbaine à la différence des caractéristiques de la formation des nouvelles agglomérations urbaines pendant la période de 1980 à 1990.

Pendant la période suivante (de 2000 à 2006), l'augmentation du nombre des agglomérations urbaines dans ce *kabupaten* était beaucoup moins élevée que pendant les périodes précédentes. Il y avait seulement 3 nouveaux villages urbains supplémentaires avec seulement une nouvelle agglomération urbaine (voir le tableau 3.9 et le tableau 3.10). La question se pose donc d'un éventuel ralentissement du processus d'urbanisation dans le *kabupaten* Malang à partir de l'année 2000.

Dans ce processus, alors, l'urbanisation du *kabupaten* de Malang a commencé, surtout depuis 1980, à augmenter le nombre des villages urbains, aussi bien que le nombre des agglomérations urbaines. Le nombre des concentrations urbaines du *kabupaten*, qui était seulement de douze : cinq concentrations urbaines importantes de plus de 20 000 habitants

(les petites villes de Lawang, Singosari, Batu, Kepanjen et Sumberpucung), et sept agglomérations urbaines de moins de 20 000 habitants (y compris Pakisaji qui est adjacent au sud de la municipalité de Malang), est passé à 30 agglomérations urbaines, qui comprennent une ville moyenne (la ville de Lawang-Singosari) avec une population presque 200 000 d'habitants en 2006, sept agglomération urbaines avec une population comprise entre 50 000 à 100 000 d'habitants urbains, 21 petites villes avec une population de moins de 50 000 d'habitants urbains, et une agglomération urbaine (l'agglomération de Batu) qui a déjà devenu une nouvelle municipalité à partir de l'année 2001, séparée du *kabupaten* de Malang, donc elle ne peut être incluse dans le cadre d'analyse de cette étude .

Dans l'année 1980, toutes les concentrations urbaines, sauf Jabung la plus petite concentration urbaine, sont des centres d'activités de leur *kecamatan* et se trouvent dans le corridor des routes régionales importantes du *kabupaten* qui relie la municipalité de Malang aux autres régions dans la province. L'agglomération de Batu, la plus grande concentration urbaine, se trouve dans le corridor de la route régionale qui relie la municipalité de Malang à la municipalité de Kediri. Elle est en passe de devenir la plus grande concentration urbaine car, avec son emplacement au pied des monts Arjuno et Welirang, elle est connue comme la ville de vacances depuis l'époque du colonialisme néerlandais en Indonésie. Kepanjen, la deuxième plus grande concentration urbaine, se trouve au sud de la municipalité de Malang, à l'interconnexion des routes régionales qui la relie à la municipalité de Malang au nord, à la municipalité de Blitar à l'ouest, et au *kabupaten* de Lumajang à l'est. Lawang et Singosari, la troisième et la quatrième plus grandes concentrations urbaines adjacentes, se trouvent au nord dans le corridor de la route la plus importante qui relie la municipalité à Surabaya, la capitale de la province.

Au cours du processus d'urbanisation à l'œuvre dans le *kabupaten*, ces premières concentrations urbaines sont devenues les petites villes qui se sont le plus développées. En dehors de la petite ville de Batu qui est devenue une nouvelle municipalité depuis 2001, et parmi sept petites villes dans ce *kabupaten* qui comptent plus de 50 000 habitants chacune en 2006, seule Pakis qui ne fait pas partie des premières concentrations urbaines formées depuis 1980. Trois villes, Lawang-Singosari (petite ville formée par le développement et l'élargissement des agglomérations urbaines de Lawang et Singosari réunies pour former une seule agglomération urbaine), Kepanjen et Sumberpucung deviennent des villes de plus de 20 000 habitants chacune à partir de 1980, pendant que le reste des villes, à savoir Turen,

Pakisaji-Wagir, Gondanglegi-Pagelaran et Bululawang, représentent des concentrations urbaines de moins de 20 000 habitants chacune en 1980.

Le plus grand développement s'est produit à Lawang-Singosari qui s'est élargie par la fusion de deux agglomérations urbaines depuis l'année 2000 avec 21 villages urbains. Ces agglomérations urbaines ont fusionné à partir du reclassement de trois villages limitrophes de Lawang et de quatre villages limitrophes de Singosari comme villages urbains en 1990, et du reclassement de dix autres villages limitrophes de ces deux agglomérations en 2000, de sorte que les deux agglomérations urbaines réunies sont devenues une agglomération urbaine. Cette agglomération même est devenue une agglomération urbaine ininterrompue dans la zone bâtie du nord de la municipalité de Malang depuis 2006, même si les deux agglomérations urbaines étaient encore séparées jusqu'en 1990. Du point de vue du chiffre de la population, l'agglomération urbaine de Lawang-Singosari est aussi la plus développée parce qu'elle constitue la seule agglomération urbaine dans le *kabupaten* de Malang qui a une population plus de 150 000 habitants urbains en 2000, et dont la population a même crû jusqu'à presque 200 000 habitants urbains en 2006.

Plusieurs autres agglomérations urbaines, telles que Kepanjen, Turen, Pakisaji, Gondanglegi, Bululawang et Sumberpucung ont également une configuration de développement spatial semblable à celle de l'agglomération de Lawang et Singosari. Même si toutes parmi elles n'ont pas connu la fusion avec une autre agglomération urbaine, ces agglomérations se sont développées pour devenir respectivement de plus grandes villes qui se sont étendues jusqu'à leurs villages limitrophes. Les quatre premières agglomérations urbaines, en particulier Turen et Gondanglegi, se sont développées rapidement, chacune d'entre elles étant composée de 9 villages urbains avec une population de plus de 50 000 habitants depuis 2006. Les agglomérations de Bululawang et Sumberpucung se sont développées rapidement également, chacune d'entre elles devenant une agglomération urbaine de 7 villages urbains depuis 2000. Cependant, aucune de ces agglomérations urbaines n'a une population de plus de 70 000 habitants en 2006, même si toutes avaient eu plus de 50 000 habitants depuis 2000 sauf Bululawang qui avait alors une population d'environ 32 000 habitants urbains.

En dehors des premières concentrations urbaines formées depuis 1980, la plupart des nouvelles agglomérations urbaines ont été formées à partir de 1990. Pourtant, la plupart de celles-ci sont formées par un seul nouveau village urbain chacune. Parmi les onze nouvelles petites agglomération urbaines formées depuis 1990, seules Kebonagung (trois nouveaux

villages urbains) et Parangargo (deux villages urbains) ont plus d'un nouveau village urbain. De plus, elles sont aussi dispersées dans le territoire du *kabupaten*. Seules deux nouvelles agglomérations : Kebonagung et Parangargo, avoisinent la municipalité de Malang, alors que les autres nouvelles petites agglomérations comme Tumpang, Saptorenggo, Pakiskembar, Sengguruh et Wonomulyo se trouvent en dehors des corridors formés par les routes régionales importantes dans le *kabupaten*, ce qui signifie que le processus d'urbanisation dans le territoire du *kabupaten* de Malang est plus dispersé que dans le *kabupaten* de Tegal.

Ensuite, quand les premières concentrations urbaines ont été développées et se sont élargies pendant la période entre 1990 et 2006, les nouvelles concentrations urbaines formées en 1990 avaient été développées et s'étaient élargies également, à un rythme plus lent que celui des premières concentrations urbaines. Le plus fort développement du deuxième groupe de concentrations urbaines a eu lieu à Saptorenggo et Pakiskembar qui fusionnent et se développent afin de devenir une seule agglomération urbaine formée par 8 villages urbains avec une population plus de 60 000 habitants depuis 2000, et puis plus de 80 000 en 2006. Les autres agglomérations urbaines formées depuis 1990 qui se sont développées assez rapidement sont Tumpang, Pujon et Mulyoagung qui ont absorbé un village urbain en 1990 chacune afin de devenir une agglomération urbaine de six villages urbains pour Tumpang et trois villages urbains chacun pour les autres. La population de ces trois agglomérations urbaines a augmenté également jusqu'à plus de 20 000 d'habitants depuis 2006. Pendant ce temps, les autres nouvelles agglomérations formées depuis 1990, sauf Parangargo, comme Sengguruh, Mulyoagung et Wonomulyo, se sont développées de seulement un village urbain chacune en 1990 pour former des agglomérations de trois villages urbains chacune de 2000 à nos jours. Cependant, Parangargo est demeuré une agglomération de deux villages urbains de 1990 jusqu'à aujourd'hui.

Du point de vue spatial, à la différence du processus d'urbanisation du *kabupaten* de Tegal, celui du *kabupaten* Malang a adopté la forme d'agglomérations urbaines dispersées, avec un étalement urbain dans la partie nord du *kabupaten* plus développé que la partie sud. En outre, les concentrations urbaines formées par le processus d'urbanisation dans ce *kabupaten* ne se sont pas seulement développées dans les limites entre la municipalité de Malang et le *kabupaten* de Malang. Elles se sont formées également dans des zones éloignées de 15 à 30 kilomètres du centre ville de la municipalité pour les concentrations urbaines de plus de 20 000 habitants, et même jusqu'à une distance de 45 kilomètres pour les concentrations urbaines de moins de 20 000 habitants. De plus, même si la plupart des

grandes concentrations urbaines formées sont situées dans les corridors des routes régionales importantes qui relient la municipalité aux autres régions de la province, une assez grande agglomération urbaine avec une population de plus de 80 000 habitants urbains (Pakis) et une autre de plus de 20 000 habitants (Tumpang) se forment aussi en dehors de ces corridors, en plus de quelques petites agglomérations urbaines de moins de 20 000 habitants comme Jabung, Sidoluhur, Sukopuro, Wonomulyo et Wajak dans la partie nord est du *kabupaten*, et comme Kalipare, Sengguruh, Donomulyo et Bantur dans la partie sud ouest du *kabupaten*.

Presque comme pour le processus d'urbanisation du *kabupaten* de Tegal, le développement du nombre des villages urbains ainsi que celui du nombre des agglomérations urbaines dans le *kabupaten* de Malang indiquent que le processus d'urbanisation du *kabupaten* a connu un ralentissement depuis la période de 2000 à 2006. En témoigne l'augmentation moins élevée du nombre des nouveaux villages urbains supplémentaires et même celui des agglomérations urbaines supplémentaires pendant la période postérieure à 2000 si elles sont comparées avec les augmentations pendant les périodes avant 2000. Seuls trois nouveaux villages urbains et une nouvelle agglomération urbaine s'y étaient ajoutés pendant cette période, deux de ces trois nouveaux villages urbains étant devenus des villages urbains compris respectivement dans le développement de Pakisaji-Wagir et Gondanglegi-Pagelaran, pendant que le troisième nouveau village urbain est un village urbain qui a été reclassé et a formé Wajak, une nouvelle petite agglomération urbaine en 2006.

C. La formation des agglomérations urbaines dans le *kabupaten* de Purwakarta

En utilisant la même méthode que celle employée pour le *kabupaten* de Tegal et pour le *kabupaten* de Malang, le développement des villages urbains et la disposition spatiale des villes petites et moyennes formées dans le processus d'urbanisation dans le territoire de *kabupaten* de Purwakarta peuvent être vus sur la figure 3.11. Celle-ci montre une image plus simple que celles des *kabupaten* de Tegal et de Malang, même si elle présente des similarités avec les deux autres *kabupaten*. Le *kabupaten* de Purwakarta a seulement six agglomérations urbaines en 2006, y compris deux assez grandes et quatre très petites concentrations urbaines. En fait, il y avait huit agglomérations urbaines en 2000, mais deux ont été fusionnées à l'agglomération de Purwakarta, la plus grande ville où se trouve la capitale du *kabupaten*.

Sur la figure, on peut voir que les « grandes » concentrations urbaines de ce *kabupaten*, c'est-à-dire Purwakarta et Plered-Sukatani, se trouvent dans la région du corridor

de la route régionale la plus importante du nord au sud du *kabupaten* qui traverse la capitale du *kabupaten* et relie Jakarta à Bandung, les premières et deuxièmes plus grandes concentrations urbaines de Java et même de l'Indonésie. Et comme dans les *kabupaten* de Tegal et de Malang, l'étalement urbain de ce *kabupaten* formé au cours de son processus d'urbanisation montre que les plus grandes villes se trouvent dans le corridor le plus important de la région, alors que les autres très petites villes, à savoir Wanayasa, Jatimekar, et Bojong, se trouvent comme centres d'activités dans quelques endroits isolés du *kabupaten*, même si l'une des très petites villes (c'est-à-dire Darangdan) est aussi dans le même corridor. Donc, on peut dire que le processus d'urbanisation dans ce *kabupaten* a formé une configuration spatiale concentrée dans la plus grande agglomération urbaine dans la région.

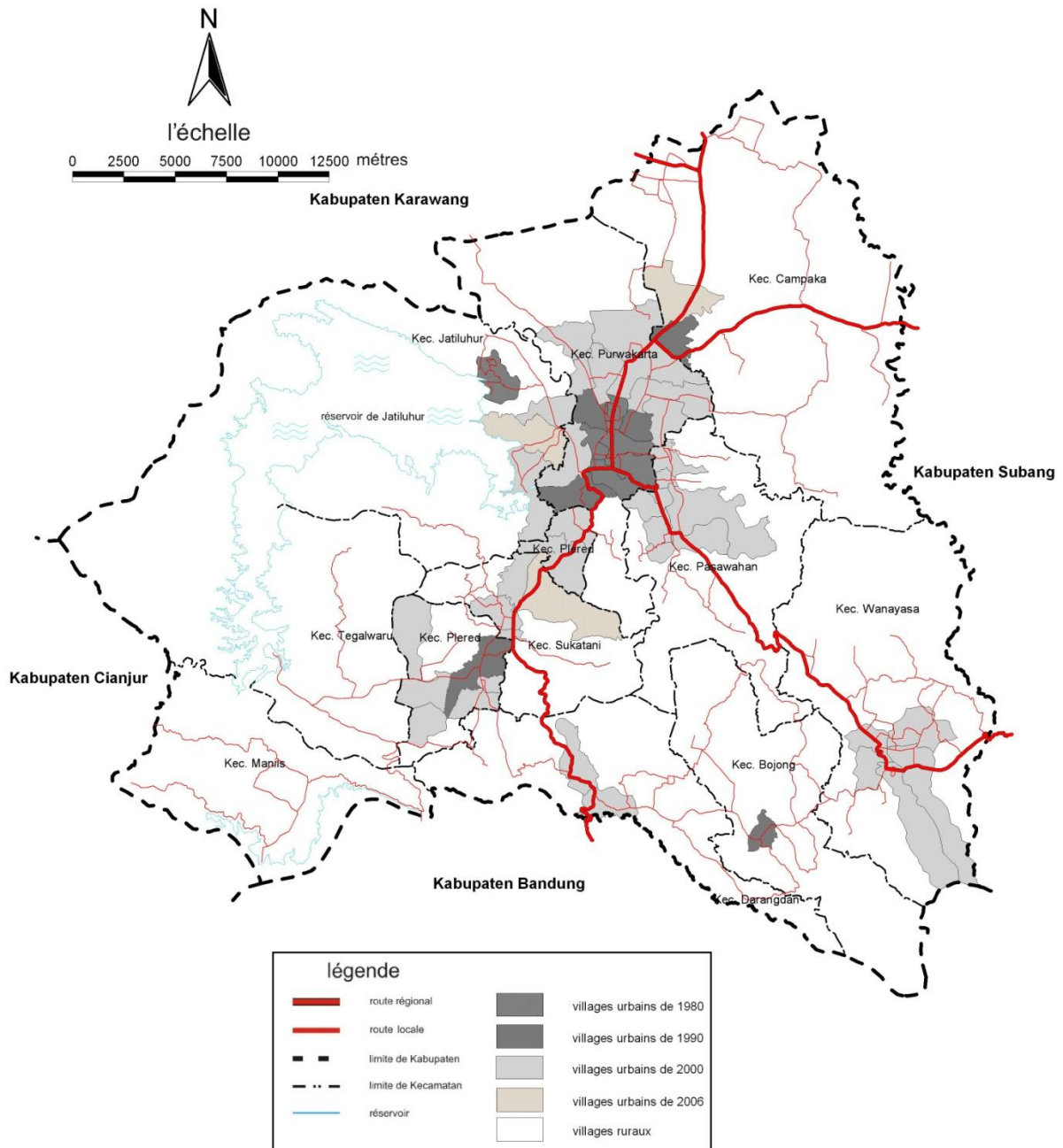
Jusqu'en 1980, seuls six villages urbains avaient formé deux agglomérations urbaines : les agglomérations de Purwakarta et Jatimekar. Purwakarta est l'agglomération urbaine où se trouve la capitale du *kabupaten*, tandis que Jatimekar, à environ 9 km de Purwakarta au nord ouest, est le village où sont situés les bureaux et les installations du réservoir d'Ir. Haji Juanda connu aussi comme réservoir Jatiluhur, le plus grand réservoir multifonctions de Java avec un lac artificiel de 8 300 hectares qui fonctionne depuis 1957. C'est pourquoi les deux endroits sont devenus depuis longtemps des zones urbaines.

Le nombre des villages urbains et celui des agglomérations urbaines dans le *kabupaten* ont commencé à augmenter entre 1980 et 1990, période pendant laquelle a eu lieu une addition de 15 nouveaux villages urbains et de 3 nouvelles agglomérations urbaines. La plus grande augmentation s'est produite pendant la période de 1990 à 2000, au cours de laquelle il y a eu une addition de 35 nouveaux villages urbains et de quatre nouvelles petites agglomérations urbaines en 2000, même si une petite agglomération urbaine (Ciwangi au *kecamatan* Campaka) a également fusionné avec l'agglomération de Purwakarta.

Ainsi, le nombre des agglomérations urbaines s'est développé jusqu'à atteindre 53 villages urbains pendant la période entre 1980 et 2006. Ils forment six agglomérations urbaines (voir les tableaux 3.11 et 3.12), dont deux assez grandes agglomérations urbaines (Purwakarta et Plered-Sukatani) et quatre petites agglomérations urbaines de moins de 20 000 habitants (Wanayasa, Darangdan, Jatimekar et Bojong). Les agglomérations de Plered-Sukatani et Darangdan sont situées dans le corridor de la route régionale la plus importante, cependant que l'agglomération de Wanayasa se trouve dans le corridor de l'autre route régionale qui relie ce *kabupaten* au *kabupaten* voisin à l'est, le *kabupaten* de Subang. Donc, seules deux agglomérations urbaines, Jatimekar et Bojong, ne se trouvent pas dans les

corridors de routes régionales. De plus, toutes les agglomérations urbaines formées sont les centres d'activités de leur *kecamatan*, alors que l'agglomération de Purwakarta est le centre d'activités de ce *kabupaten*.

Figure 3.11
Le développement des aires urbaines du *kabupaten* de Purwakarta,
selon les recensements nationaux en 1980, 1990, 2000, et 2006



Source : résultat des analyses, 2008.

Tableau 3.11

Le développement des agglomérations urbaines et le nombre des villages urbains dans le *kabupaten* de Purwakarta, de 1980 à 2006

<u>Les agglomérations urbaines en 2006</u>			<u>Les agglomérations urbaines en 2000</u>			<u>Les agglomérations urbaines en 1990</u>			<u>Les agglomérations urbaines en 1980</u>		
No	Agglomération urbaine	no des villages	No	Agglomération urbaine	no des villages	No	Agglomération urbaine	no des villages	No	Agglomération urbaine	no des villages
1.	Purwakarta	29	1.	Purwakarta	25	1.	Purwakarta	8	1.	Purwakarta	5
			2.	Cibinong*	1	2.	Ciwangi (Campaka)*	1			
			3.	Cilegong*	1						
2.	Plered-Sukatani	15	4.	Plered-Sukatani	14	3.	Plered	4			
3.	Wanayasa	5	5.	Wanayasa	5						
4.	Darangdan	2	6.	Darangdan	2						
5.	Jatimekar (Jatiluhur)	1	7.	Jatimekar (Jatiluhur)	1	4.	Jatimekar (Jatiluhur)	1	2.	Jatimekar (Jatiluhur)	1
6.	Bojong	1	8.	Bojong	1	5.	Bojong	1			

Source : *resultats d'analyses, 2008.*

Notes : * = les village qui se sont agglomérés à l'époque suivante

Tableau 3.12

Le développement de nombre de population dans les agglomérations urbaines dans le *kabupaten* de Purwakarta, de 1990 à 2006

Les agglomérations urbaines en 2006				Les agglomérations urbaines en 2000				Les agglomérations urbaines en 1990			
No	Agglomération	No des villages	Population	No	Agglomération	No des villages	Population	No	Agglomération	No des villages	Population
1.	Purwakarta	29	211 813	1.	Purwakarta	25	167 161	1.	Purwakarta	8	95 934
				2.	Cilegong*	1	2 998	2.	Ciwangi (Campaka)*	1	4 557
				3.	Cibinong*	1	2 594				
2.	Plered-Sukatani	15	63 874	4.	Plered-Sukatani	14	57 026	3.	Plered	4	20 072
3.	Wanayasa	5	14 604	5.	Wanayasa	5	12 275				
4.	Darangdan	2	8 299	6.	Darangdan	2	7 366				
5.	Jatimekar (Jatiluhur)	1	3 170	7.	Jatimekar (Jatiluhur)	1	2 799	4.	Jatimekar (Jatiluhur)	1	2 850
6.	Bojong	1	3 092	8.	Bojong	1	2 388	5.	Bojong	1	2 299

Source : *resultats d'analyses, 2008.*

Notes : * = les village qui se sont agglomérés à l'époque suivante

Il est intéressant de remarquer que la plupart des nouveaux villages urbains en 2000 sont des villages qui sont situés dans les corridors des routes régionales dans ce *kabupaten* et leurs villages avoisinants (voir la figure 3.1). De plus, la plupart des villages urbains sont situés dans le corridor de route régionale le plus important qui avait la préférence des automobilistes entre Jakarta et Bandung à partir du début des années 90 jusqu'à la mise en service de la nouvelle autoroute à péage qui relie Cikampek et Padalarang et traverse Purwakarta (l'autoroute Cipularang) au début de l'année 2005. Ensuite, la croissance du nombre de nouveaux villages urbains a diminué encore pendant la période de 2000 à 2006. Pendant cette période il y avait seulement trois nouveaux villages urbains. Deux de ceux-ci sont situés dans le corridor des routes régionales les plus importantes : dans le *kecamatan* de Campaka qui se trouve à la périphérie de l'agglomération de Purwakarta et dans le *kecamatan* de Sukatani qui se trouve dans l'agglomération de Plered-Sukatani. On peut donc en déduire que l'existence des routes régionales influence le processus d'urbanisation dans ce *kabupaten*.

Du point de vue spatial, la plus grande concentration urbaine et la plus forte croissance se sont produites à Purwakarta où on peut constater aussi le plus grand élargissement des aires urbaines dans le *kabupaten*. L'agglomération de Purwakarta s'est développée à partir de seulement 5 villages urbains en 1980 jusqu'à englober 29 villages urbains depuis 2006, même si la totalité de son territoire n'est pas constitué de zones bâties, car il y reste des zones agricoles et des terres affectées à d'autres utilisations non urbaines dans la superficie des villages urbains. Par conséquent, la population urbaine de cette agglomération a connu la croissance la plus forte parmi les agglomérations urbaines dans ce *kabupaten*. Elle a plus que doublé, passant de moins de 100 000 habitants en 1980 à plus de 200 000 habitants en 2006. Pourtant, la croissance démographique urbaine la plus rapide s'est produite dans l'agglomération de Plered qui se trouve dans le corridor de la route régionale la plus importante, distante d'environ 12,5 km au sud de l'agglomération de Purwakarta. Plered a commencé à se former à partir de 1990 avec une agglomération de quatre villages urbains comprenant environ 20 000 habitants urbains, puis elle s'est développée jusqu'à 16 villages urbains avec une population de plus de 60 000 habitants en 2006. Pendant ce temps, les autres petites agglomérations, incluses dans l'agglomération de Jatimekar, formée à partir de 1957 pour installer les activités de réservoir de Jatiluhur, n'ont pas connu de grande augmentation, même si ces petites agglomérations urbaines jouent le rôle de capitale de leur *kecamatan*. Ces petites agglomérations, qui sont étalées en dehors des corridors des routes régionales sauf

Darangdan, se développent aussi mais elles sont toujours des agglomérations urbaines de moins de 10 000 habitants, à l'exception de Wanayasa qui est composée d'une agglomération de cinq villages urbains avec une population d'environ 12 000 habitants à partir de sa formation en 2000.

Ainsi, le développement spatial dans le *kabupaten* de Purwakarta depuis 1980 se caractérise par une concentration de croissance démographique urbaine dans la plus grande concentration urbaine, à savoir la ville de Purwakarta où se trouve la capitale du *kabupaten*. Quelques autres centres urbains dans le corridor de la route régionale se développent également comme les centres d'activités et de services de *kecamatan*. En outre, l'élargissement de la route régionale qui relie Purwakarta à Jakarta et à Bandung au début des années 90 a donné une accélération au processus d'urbanisation dans le territoire de ce *kabupaten* qui a donc connu une forte augmentation du nombre des villages urbains à ce moment, jusqu'à la mise en service de l'autoroute à péage de Cikampek à Padalarang en 2005. La période d'exploitation de cette autoroute est encore trop courte pour observer son effet sur le processus d'urbanisation dans le *kabupaten*. Toutefois, on peut s'attendre à ce que la présence de l'autoroute permette d'améliorer les conditions de l'urbanisation et de la croissance des petites villes dans le *kabupaten*.

Conclusion

Les analyses présentées dans ce chapitre ont exploré les processus d'urbanisation qui se produisent dans le *kabupaten*, qui sont en fait les circonscriptions non urbaines dans la division territoriale indonésienne. Les observations effectuées dans ce chapitre nous ont permis de comprendre que les processus d'urbanisation du territoire dans les *kabupaten* présentent un processus spatial unique qui est très différent de celui qui se produit dans une ville municipale. La différence résulte de l'existence de plusieurs concentrations de population dans un large territoire pour les *kabupaten*, alors que les municipalités présentent habituellement une concentration de population dans un relativement plus petit territoire.

Dans cette configuration spatiale différente, le processus d'urbanisation dans le territoire des *kabupaten* n'a pas seulement amené les *kabupaten* urbanisés à faire face à une croissance rapide de leur population urbaine dans certaines agglomérations urbaines importantes, à augmenter la population urbaine dans les autres agglomérations urbaines et à agrandir la zone urbaine dans chaque agglomération urbaine, mais également à multiplier le

nombre des concentrations urbaines et à fusionner certaines agglomérations urbaines voisines dans les *kabupaten*. En outre, il est important de noter que chaque agglomération urbaine formée peut avoir une échelle et une vitesse du processus d'urbanisation différentes de celles des autres agglomérations.

Pourtant, même si le processus d'urbanisation du territoire peut créer de nouvelles petites agglomérations urbaines, la présence des agglomérations urbaines existantes, surtout la plus grande, devient une question importante. Les expériences des trois *kabupaten* observés montrent que le processus d'urbanisation du territoire s'est produit plus rapidement dans les zones qui ont déjà développé une agglomération urbaine que dans les zones encore véritablement rurales sans aucune agglomération urbaine. De plus, les expériences des trois *kabupaten* observés montrent aussi que l'augmentation de la population urbaine dans chaque agglomération urbaine diffère de l'une à l'autre, et la plus grande agglomération urbaine dans le *kabupaten* peut habituellement avoir une augmentation de la population urbaine plus importante que les autres. Toutefois, la croissance démographique urbaine la plus rapide ne s'est pas toujours produite dans les plus grandes agglomérations urbaines ou même dans la capitale du *kabupaten*.

L'expérience dans le *kabupaten* de Malang a montré que la plus forte croissance n'a pas eu lieu dans la plus grande agglomération. En outre, l'agglomération urbaine où la plus forte croissance urbaine se manifeste n'est pas également la ville qui joue le rôle de capitale. Au lieu de se produire dans la ville de Batu, la plus grande agglomération urbaine du *kabupaten* jusqu'en 1990 ou dans la ville de Kepanjen qui joue le rôle de capitale du *kabupaten*, le plus grand processus d'urbanisation dans ce *kabupaten* entre les années 1980 et 1990 s'est produit à Singosari, une petite agglomération urbaine qui se trouve au nord de la municipalité de Malang. L'agglomération de Singosari à ce moment là était seulement une agglomération relativement petite, surtout en comparaison de Batu ou Lawang, les autres petites agglomérations urbaines au nord de Singosari. Elle était plus petite aussi si on la compare avec quelques agglomérations urbaines dans le *kabupaten* à ce moment là, comme Kepanjen et Turen. Mais, le processus d'urbanisation rapide dans le territoire de ce *kabupaten* a agrandi l'agglomération de Singosari et l'a fusionné avec une agglomération urbaine voisine, l'agglomération urbaine de Lawang au nord du Singosari, et les a transformées en la plus grande agglomération urbaine dans le *kabupaten*, en termes de population urbaine, avec une population urbaine de presque 200 000 habitants urbains dans une agglomération de 21 villages urbains en 2006.

Au contraire, l'expérience du *kabupaten* de Purwakarta montre que le plus grand processus d'urbanisation s'est produit à la ville de Purwakarta, sa plus grande agglomération urbaine qui est aussi la capitale du *kabupaten*. De plus, le processus d'urbanisation dans ce *kabupaten* se concentre relativement dans cette agglomération urbaine, car les processus d'urbanisation portant sur les autres agglomérations urbaines dans ce *kabupaten*, à l'exception de l'agglomération de Plered-Sukatani, ne sont pas aussi importants que celui qui s'est produit dans l'agglomération de Purwakarta. En outre, la grande tendance à la concentration du processus d'urbanisation du *kabupaten* dans l'agglomération urbaine de Purwakarta a amené une extension rapide vers l'extérieur de la ville, le nombre des villages urbains dans cette agglomération urbaine continue d'augmenter et l'agglomération urbaine a également tendance à fusionner avec les autres petites agglomérations urbaines voisines. De seulement cinq villages urbains avec une population de moins de 100 000 d'habitants urbains en 1980, l'agglomération de Purwakarta s'est agrandie jusqu'à devenir une agglomération urbaine de 29 villages urbains avec une population de plus de 200 000 d'habitants urbains en 2006.

L'expérience du *kabupaten* de Tegal a montré un processus un peu similaire à celui du *kabupaten* Purwakarta. La plus grande augmentation urbaine s'est produite dans sa plus grande agglomération urbaine existante, c'est-à-dire dans l'agglomération Dukuhturi-Talang-Adiwerna (DTA). Mais, la situation diffère un peu dans le *kabupaten* de Purwakarta, car l'agglomération urbaine de DTA n'est pas la capitale du *kabupaten*. Cette agglomération urbaine résulte de la fusion de 27 villages urbains qui viennent de trois *kecamatan*, Dukuhturi, Talang et Adiwerna, avec une population urbaine de moins de 100 000 d'habitants urbains à partir de l'année 1980, la première année d'observation dans cette étude. Si on prend en considération des processus de transformation spatiale dans l'agglomération urbaine de Lawang-Singosari ainsi que celle de Purwakarta, il semblerait que cette agglomération se soit développée à partir de trois agglomérations urbaines qui ont fusionné avant de l'année 1980. La proximité de ces trois agglomérations urbaines à l'égard de la municipalité de Tegal, l'existence de la route régionale important, et l'emplacement des trois agglomérations entre la municipalité de Tegal et la ville de Slawi peuvent être considérés comme des facteurs importants pour que le développement des trois agglomérations puisse aboutir à leur fusion en une grande agglomération urbaine. Quant à l'agglomération urbaine de DTA, elle continue de s'agrandir ; elle est déjà devenue une agglomération de 52 villages urbains avec une population urbaine de presque de 300 000 habitants urbains en 2006.

Dans le contexte de la formation spatiale des zones urbaines, les processus d'urbanisation du territoire expérimentés par les trois *kabupaten* montrent que le processus a élargi également les zones urbaines dans certaines agglomérations urbaines, ce qui est indiqué par l'augmentation du nombre des villages urbains. En fait, l'élargissement des zones urbaines, qui transforme les zones non urbaines autour de certaines agglomérations urbaines en part des agglomérations urbaines a contribué significativement à l'augmentation de la population urbaine du fait que le reclassement des zones implique un changement du statut de leurs habitants en habitants urbains. Par conséquent, l'augmentation de la population urbaine dans le processus d'urbanisation du territoire n'est pas seulement influencée par l'accroissement naturel de la population urbaine et par l'augmentation du solde migratoire, elle est influencée aussi par le reclassement des zones rurales en zones urbaines.

L'autre caractéristique importante du processus d'urbanisation du territoire est que toutes les zones non urbaines aux alentours des agglomérations urbaines ne sont pas reclassées en zones urbaines. Les exemples des trois *kabupaten* ont montré que les reclassements ont été habituellement effectués dans les zones rurales situées autour des agglomérations urbaines et reliées par des routes régionales aux centres d'activités urbains des villes. De plus, l'influence de chaque type de route dans le processus d'urbanisation des trois *kabupaten* peut également varier d'un type de route à l'autre. Généralement, les routes avec des niveaux d'accessibilité élevés ont une plus grande influence par rapport à d'autres types de route, donc normalement la route régionale principale a le plus haut degré d'influence dans le processus d'urbanisation du territoire. Par ailleurs, la combinaison de l'existence de routes régionales et de la présence de deux grandes agglomérations urbaines à proximité auront souvent une plus grande influence dans le processus d'urbanisation du territoire. Comme conséquence de ce phénomène, la formation des agglomérations urbaines a de tendance à prendre une forme allongée qui suit le corridor de la route régionale existante, et le processus le plus important a lieu le long du corridor de la route régionale importante entre les deux plus grandes agglomérations urbaines les plus proches. Ces phénomènes sont démontrés par l'exemple des trois *kabupaten* observés.

Du point de vue de la gestion urbaine, il est intéressant de noter que le processus d'urbanisation a formé d'assez grandes agglomérations urbaines dans le territoire des *kabupaten* qui ont une population urbaine plus de 100 000 d'habitants urbains. Même, certains *kabupaten* ont eu des agglomérations urbaines avec une population de plus de 250 000 d'habitants. Le chiffre de 100 000 d'habitants urbains par ville ou par agglomération

urbaine peut être considéré comme un chiffre important en raison de son utilisation par la loi de l'aménagement du territoire (la loi no. 26/2007) comme le chiffre de référence légal pour l'entrée dans la classe des villes moyennes indonésiennes. En outre, l'importance du chiffre devient plus évidente s'il est comparé aux chiffres de la population urbaine des villes municipales existantes en Indonésie. Le dernier recensement national en 2010 montre qu'il y a onze villes municipales qui ont moins de 100 000 d'habitants urbains, même si près de la moitié des municipalités indonésiennes ont une population de moins de 250 000 d'habitants urbains. Selon le recensement, la municipalité de Sabang⁵ est la municipalité indonésienne qui a le plus petit nombre de la population urbaine, avec 30 647 d'habitants urbains en 2010.

Le développement des compétences en matière de gestion du développement urbain est devenu une question importante, car la plupart des *kabupaten* n'ont pas les capacités suffisantes pour diriger leur développement urbain (voir Dharmapatni et Firman, 1995). La nécessité d'un tel développement des compétences dans les *kabupaten* apparaît clairement si on considère que les *kabupaten* urbanisés, comme les trois *kabupaten* observés, ont plusieurs agglomérations urbaines dont la population urbaine est de plus de 25 000 voire de plus de 30 000 habitants urbains, avec une tendance à la multiplication du nombre de ce type d'agglomérations urbaines dans le processus d'urbanisation de territoire des *kabupaten*. En fait, il n'existe pas encore de réglementations indonésiennes qui imposent l'existence d'une institution de gestion urbaine pour les villes des *kabupaten*. Cependant, si on considère les municipalités de Sabang, Solok, Padangpanjang, ou même Sawahlunto qui avaient été dotées

⁵ La municipalité de Sabang est une ville portuaire de l'archipel qui se trouve dans l'île de Weh à la limite ouest de la province de Nanggroe Aceh Darussalam (plus connue comme la province d'Aceh), donc la ville devient également la ville qui située à la limite ouest du territoire du pays. Les grandes activités portuaires de la ville à partir de la fin du XIX^{ème} siècle dans l'ère du colonialisme hollandais dans ce pays jusqu'aux premières décennies de l'ère de l'indépendance de l'Indonésie a donné à la ville le statut de municipalité à partir de l'année 1965. Cependant, les activités portuaires de la ville ont diminué et la désignation du port de Sabang en tant que port franc en 1970 n'était pas en mesure de restaurer la gloire des activités portuaires de Sabang comme lpar le passé. La nouvelle promulgation de statut de port franc en 2000, après la révocation du statut en 1985 lors que le gouvernement central de l'Indonésie a commencé à développer de port et de zone franche à la ville de Batam, n'a pas été en mesure de réaménager les activités du port de Sabang en tant qu'un port international. Le problème de sécurité à partir de l'année 2002 et le tremblement de terre et le tsunami en 2004 sont considéré comme les facteurs importants pour l'échec du réaménagement jusqu'aujourd'hui.

Dans l'histoire des municipalités en Indonésie, Sabang est une des veilles municipalités formées avant de l'application de nouvelle politique de décentralisation en 2000. Parmi les municipalités de moins de 100 000 d'habitants urbains, les autres veilles municipalités sont celles de Padangpanjang (47 008 d'habitants urbains), de Sawahlunto (56 812 d'habitants urbains) et de Sibolga (84 444 d'habitants urbains). Les nouvelles municipalités avec une population moins de 100 000 d'habitants urbains, formées après l'application de la nouvelle politique de décentralisation sont les municipalités de Tual (formée en 2007 ; 58 073 habitants urbains en 2010), Subussalam (formée en 2007 ; 67 316 habitants urbains en 2010), Pariaman (formée en 2002 ; 79 073 habitants urbains en 2010), Sungai Penuh (formée en 2009 ; 81 789 habitants urbains en 2010), Tidore Kepulauan (formée en 2003 ; 89 510 habitants urbains) et Tomohon (formée en 2003 ; 51 592 habitants urbains en 2010).

d'une institution de gestion du développement urbain quand elles avaient une population d'environ 25 000 ou 30 000 habitants en 1980, la première année d'observation de cette étude, on peut considérer que beaucoup d'agglomérations urbaines formées dans le processus d'urbanisation des *kabupaten* pourraient nécessiter une institution leur permettant de gérer leur processus de développement urbain.

Conclusion de la Partie 1

Cette partie a montré que le processus d'urbanisation en Indonésie se traduit par la formation et le développement de nombreuses villes petites et moyennes dans les *kabupaten* urbanisés. En plus de la croissance urbaine dans les villes majeures comme Jakarta, Surabaya, Bandung, Medan, Palembang, Makasar et Semarang, l'urbanisation gagne les villes beaucoup plus petites comme les villes régionales dans les *kabupaten*. Le processus d'urbanisation en Indonésie, notamment dans l'île de Java, est conforme à l'analyse de Cohen (2006) qui montre que l'urbanisation mondiale comporte désormais deux caractères distincts : la croissance des très grandes villes du monde d'une part, et le développement des petites villes d'autre part.

Le processus d'urbanisation des *kabupaten* en Indonésie augmente aussi le rôle des villes petites et moyennes des *kabupaten* comme les lieux du changement urbain dans le pays : la population urbaine qu'y habite a de plus en plus augmenté et sa part dans la population urbaine totale a dépassé celle des municipalités à partir des années 2000. Dans ce contexte, le processus d'urbanisation des *kabupaten* devrait faire l'objet de plus d'attention, car il va également influencer l'avenir de la vie urbaine indonésienne.

En ce qui concerne la distribution spatiale, il est intéressant de noter que l'île de Java est la région indonésienne qui concentre la population urbaine du pays. En 2010, il avait environ 75,95 millions d'urbains dans cette île, soit presque 70% de la population urbaine indonésienne. La population urbaine de cette île est supérieure à la population rurale (à savoir 56,66 millions habitants), si bien que l'île de Java peut être considérée comme une société urbaine. La situation est différente des autres grandes régions indonésiennes, qui ont encore d'une population rurale plus grande que leur population urbaine.

L'île de Java possède également quelques autres caractères qui la différencient des autres grandes régions indonésiennes dans le contexte de la croissance de la population urbaine. Elle a une plus grande part de population urbaine dans les *kabupaten* ; en outre, la population urbaine des *kabupaten* dans l'île de Java a une croissance démographique plus forte que celle des ses municipalités. Les autres grandes régions indonésiennes sont dans la situation inverse.

L'autre raison qui peut distinguer le processus d'urbanisation des *kabupaten* de celui des grandes villes ainsi que des villes municipales est que la nature du processus qui implique plusieurs villes. Les expériences des trois *kabupaten* observés montrent que chaque *kabupaten* urbanisé n'a pas seulement une importante population urbaine, mais qu'il peut avoir de nombreuses villes dont certaines ayant plus de 100 000 habitants, et certaines plus de 200 000 habitants. À titre de comparaison, 11 des 94 villes municipales indonésiennes en 2010 (11,7%) ont moins de 100 000 d'habitants, et 45 villes municipales (45,9 %) ont moins de 200 000 habitants.

L'existence de nombreuses villes dans les *kabupaten* urbanisés peut amener un défi particulier dans la gestion du développement urbain : les institutions de développement dans les *kabupaten* ne doivent pas seulement gérer le développement urbain dans une agglomération, mais elles doivent aussi le faire pour toutes les agglomérations formées dans leur territoire. Le titre de l'article de Meijers dans *Urban Studies*, « *Summing Small Cities Does Not Make a Large City* » (Meijers, 2008) traduit l'ampleur de la tâche pour les institutions de développement du *kabupaten* qui sont encore faibles dans leurs capacités de gestion urbaine. Même si l'attention de Meijers dans son article porte sur la fourniture d'activités culturelles, sportives et de loisir qui ne peut égaler dans plusieurs petites villes la qualité de leur fourniture dans une seule grande ville, il montre aussi que la gestion de nombreuses petites villes ne peut être assimilée à la gestion d'une grande ville ou d'une grande région.

En outre, les expériences des trois *kabupaten* ont également indiqué que beaucoup des villes des *kabupaten* urbanisés se développent avec une tendance à l'extension spatiale, de sorte que non seulement le nombre d'urbains augmente, mais également celui des villages urbains agglomérés. En tant que circonscriptions non urbaines, les *kabupaten* ont une grande superficie qui est généralement dominée par l'utilisation non urbaine des sols, en particulier pour l'agriculture. Dans ce contexte, la tendance à l'extension spatiale des villes des *kabupaten* peut mettre en danger l'existence des sols agricoles dans les périphéries des villes.

L'importance de la compréhension approfondie du processus d'urbanisation des *kabupaten* est également soutenue par l'avis de Dharmapatri et Firman (1995), qui montrent que les gouvernements des *kabupaten* ont peu de capacités pour faire face aux problèmes de développement urbain, dans un contexte de politiques de décentralisation et d'autonomie régionale selon lesquelles les fonctions de gestion urbaine doivent être transférées aux gouvernements locaux. Pourtant, du fait que les *kabupaten* sont administrativement

considérés comme non urbains, leurs institutions de développement ne sont pas dédiées à la gestion du développement urbain comme c'est le cas dans les villes municipales. En plus du développement urbain, les institutions de développement des *kabupaten* doivent aussi gérer le développement rural et l'aménagement de leur territoire.

Dans cette perspective, la deuxième partie de la thèse vise à formuler les principaux défis engendrés par ce processus d'urbanisation ; la troisième abordera les réponses du gouvernement de *kabupaten*.

Partie II

Les principaux problèmes du processus d'urbanisation des *kabupaten*

**Les véritables défis dans la promotion du développement
durable dans le développement urbain des villes des
kabupaten urbanisés**

Introduction de la Partie 2

La deuxième partie se donne pour objectif d'identifier et de comprendre les principaux problèmes apparus dans le processus de développement des villes des *kabupaten*, ainsi que dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*, ainsi que leurs relations réciproques. Nous nous référons ici aux trois premiers impératifs du développement durable tels qu'énoncés par Spangenberg (2004) et exposés dans l'introduction générale de cette thèse.

Dans le premier chapitre, nous allons analyser les défis spécifiques du processus d'urbanisation relativement aux ressources environnementales des *kabupaten*. Il s'agit de considérer le premier impératif du développement durable, à savoir l'impératif environnemental local et global. Le deuxième chapitre sera dédié aux défis socio-économiques, en référence au premier impératif social du développement durable : la justice entre les peuples et la réduction de la pauvreté. Le troisième (et dernier) chapitre sera dédié au second impératif social : la réduction des inégalités de distribution des biens entre les communautés.

Chapitre IV

La consommation imprudente des ressources terrestres : un enjeu environnemental dans le processus d'urbanisation du territoire

Introduction

La grande pression de la population représente un défi majeur pour de nombreuses villes des pays en développement (voir McGee, 1995 ; Braimoh & Onishi, 2007). Même si la croissance démographique et la croissance économique sont deux moteurs principaux du développement et de la croissance urbaine (Li, Sato & Zhu, 2003), elles sont également devenues des facteurs importants dans la conversion de l'utilisation des terres et peuvent devenir des facteurs de dégradation de l'environnement à travers de la création d'espace bâtis en réponse aux besoins des activités (Xiao et al., 2006 ; López et al., 2001). La tendance est à l'utilisation des terrains adjacents aux villes, comme les terres agricoles ou les surfaces de végétation naturelles, pour agrandir l'espace urbain.

Dans le contexte indonésien, Firman (2009) montre que l'agrandissement de surfaces urbaines est essentiellement une conséquence normale du processus de développement urbain dans les pays en développement. Pourtant, l'expansion urbaine qui comprend la conversion des terres non urbaines en terres urbaines n'a pas seulement des impacts sur les valeurs écologiques des paysages ruraux et agricoles (Fujihara, Hara, & Short, 2005). Elle peut avoir également des impacts sur la perte de sols fertiles (Imhoff et al., 2004) et leur équilibre en nutriments (Cao, Zhu & Chen, 2007). Dans ce contexte, la recherche sur l'expansion urbaine et la conversion de l'utilisation des terres est devenu un aspect important dans les discours de l'urbanisation dans les pays en développement.

L'importance de ce domaine de recherche est renforcée par le concept de développement durable. L'expansion urbaine et la conversion des terres qui peuvent impliquer également une perte pour l'habitat et la biodiversité (Rompré, Robinson & Desrochers, 2008 ; Pauchard et al., 2006), sont devenues des facteurs majeurs de changement global en termes de réchauffement climatique (Svirejeva-Hopkins & Schellnhuber, 2008 ; Xiao et al., 2006 ; López et al., 2001). Svirejeva-Hopkins & Schellnhuber (2008 ; voir aussi Carlson & Arthur, 2000) soutiennent que l'expansion urbaine et la conversion des terres

peuvent générer des changements climatiques dus à l'émission de carbone, à l'échelle locale ou à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, l'expansion urbaine peut changer les caractéristiques morphologiques de la région comme celles des espaces ouverts, ainsi que les qualités de l'air, de l'eau et du sol, leur interaction avec le climat, le processus des écosystèmes, la biodiversité, et – plus important encore – la nature des activités humaines dans la région.

La sauvegarde la durabilité écologique est l'une des trois dimensions les plus importantes du concept du développement durable, les deux autres étant la satisfaction des besoins essentiels et l'équité inter- et intra-générationnelle (Holden and Linnerud, 2007). Holden et Linnerud (2007) considèrent que la protection de l'environnement, ainsi que la préservation des valeurs intrinsèques de la nature nécessitent un effort important, car elles peuvent contribuer à l'une des dimensions majeures du développement durable. Concernant l'utilisation des ressources foncières, il est considéré que l'utilisation judicieuse des terres, prenant en considération non seulement les besoins dans le présent, mais aussi le potentiel des terres pour répondre aux besoins futurs, peut être l'une des dispositions importantes pour sauvegarder à long terme la durabilité des ressources foncières.

L'objectif principal de ce chapitre est de comprendre les enjeux environnementaux dans le processus d'urbanisation des territoires. Dans ce chapitre, on tentera de confirmer la deuxième proposition de la recherche, à savoir : « le fort taux d'urbanisation du territoire existant dans les *kabupaten* a généré des défis spécifiques – en particulier du point de vue du concept de développement durable – auxquels sont confrontées les développement des villes petites et moyennes dans le processus d'urbanisation du territoire des *kabupaten* ». Il propose des réponses à la première question de la recherche : « qu'est ce que le processus d'urbanisation du territoire a apporté comme défis environnementaux aux *kabupaten* qui l'expérimentent ? ». Les résultats de ce chapitre contribueront à la compréhension des défis résultant du processus d'urbanisation qui se déroule dans le territoire des *kabupaten* ; c'est à partir de ces résultats que les analyses sur les politiques de développement urbain seront réalisées dans la dernière partie de cette étude.

Pour réaliser cet objectif, on utilisera les résultats de l'identification de la formation des agglomérations urbaines dans les trois *kabupaten* observés, effectuée dans les analyses de la première partie. Ce chapitre débutera par une étude des conversions des sols urbains dans

les trois *kabupaten* entre 1990 et 2006. À partir des données de superficie de « *lahan pekarangan* » (c'est-à-dire la classification des terres utilisées pour la construction de bâtiments, meilleure représentation des sols bâtis ou des sols urbains dans les monographies de villages) dans chaque village urbain, cette étude comparera la superficie des sols urbains de chaque agglomération urbaine formée dans les *kabupaten* dans les deux années de référence. En outre, le calcul de la superficie des sols urbains de chaque agglomération urbaine dans les *kabupaten* a été obtenu en additionnant tous les *lahan pekarangan* dans tous les villages urbains inclus dans chaque agglomération urbaine.

Cette analyse utilisera les données des monographies des villages publiées par le *Biro Pusat Statistik* (le Bureau du centre des statistiques indonésien), en particulier celles du recensement national de 1990 et de l'enquête nationale intercensitaire de 2006. Cependant, en l'absence d'informations détaillées dans les monographies concernant les autres utilisations des sols, comme les rizières, les sols agricoles, les plantations, et les forêts (voir les tableaux 4.9, 4.10 et 4.11), l'analyse de l'impact de l'augmentation des surfaces urbanisées sur les autres utilisations des sols prendra en compte les données extraites du livre *Kabupaten dalam Angka* (la monographie ou les figures du *Kabupaten*).

4.1 La forte augmentation des sols urbains dans le processus d'urbanisation du territoire

La comparaison des données sur l'utilisation des *lahan pekarangan* dans les villages urbains dans les *kabupaten* entre 1990 et 2006 indique que le processus d'urbanisation dans les trois *kabupaten* observés a provoqué l'expansion des sols urbains. Ceci est indiqué par l'accroissement considérable des surfaces bâties dans les trois *kabupaten* observés, comme le montre le tableau 4.1. Le tableau montre que l'expansion des sols urbains s'est produite dans les trois *kabupaten* observés pendant la période considérée. Le *kabupaten* de Tegal a connu un accroissement d'environ 4 441,6 hectares dans la période, ce qui représente une augmentation moyenne de plus de 270 hectares par an. Pourtant, même si la superficie des sols bâtis a doublé pendant cette période de 16 ans, cet accroissement est encore inférieur à celui des sols urbains dans les autres *kabupaten* observés, qui sont moins urbanisés que le *kabupaten* de Tegal, à savoir le *kabupaten* de Malang qui a connu la plus grande extension des surfaces

bâties avec plus de 13 600 hectares pendant la même période, soit une augmentation moyenne de plus de 850 hectares par an, tandis que dans le *kabupaten* de Purwakarta l'extension des surfaces bâties a été de près de 5 000 hectares pendant la période, soit une augmentation moyenne d'environ 300 hectares par an.

Tableau 4.1
L'expansion des sols bâtis de trois *kabupaten* observé, d'entre 1990 à 2006

	1990	2006	Changement
<i>Kabupaten Tegal</i>			
- taux d'urbanisation	39,9%	56,5%	16,6%
- taille des sols urbains (ha)	4 006,1	8 447,7	4 441,6
- nombre d'agglomérations urbaines	14	19	5
- nombre de villages urbains (villages)	94	146	52
- population urbaine totale (habitants)	472 606	787 604	314 998
- taux de consommation d'espace (m ² /habitant)	84,8	107,3	22,5
<i>Kabupaten Malang</i>			
- taux d'urbanisation	19,5%	40,1%	20,6%
- taille des sols urbains (ha)	3 654,6	17 261,7	13 607,1
- nombre d'agglomérations urbaines	22	30	8
- nombre de villages urbains (villages)	49	131	82
- population urbaine totale (habitants)	343 942	929 506	585 564
- taux de consommation d'espace (m ² /habitant)	106,3	185,7	79,5
<i>Kabupaten Purwakarta</i>			
- taux d'urbanisation	22,3%	42,5%	20,2%
- taille des sols urbains (ha)	1 399,6	6 278,9	4 879,3
- nombre d'agglomérations urbaines	5	6	1
- nombre de villages urbains (villages)	15	53	38
- population urbaine totale (habitants)	125 712	308 946	183 234
- taux de consommation d'espace (m ² /habitant)	111,3	203,2	91,9

Source : résultats d'analyse, 2008.

Les trois *kabupaten* observés ont connu également une augmentation du taux de consommation de sols urbain par habitant entre 1990 et 2006. Cette forte augmentation peut nous inciter à penser que l'utilisation des espaces urbains dans les trois *kabupaten* est devenue moins efficace d'une année sur l'autre. Le cas du *kabupaten* de Tegal montre que le processus d'urbanisation du territoire dans le *kabupaten* ne se traduit pas seulement par un doublement de la consommation de la superficie des sols urbains au bout de la période de 16 ans, mais il se traduit aussi par une augmentation du taux de consommation des sols urbains, le portant d'environ 84,8 mètres carrés en 1990 à environ 107,3 mètres carrés par habitant en 2006 (voir

le tableau 4.1), ce qui signifie une augmentation de 22,5 mètres carrés par habitant pendant la période. En d'autres termes, le processus d'urbanisation du territoire dans le *kabupaten* n'a apporté qu'une faible densification de la population dans sa dimension urbaine.

Dans le cas des *kabupaten* de Malang et Purwakarta, comme le montre également le tableau 4.1, le mode de consommation des ressources foncières est moins efficace. L'augmentation du taux de consommation des sols urbains dans ces *kabupaten* est beaucoup plus élevée que celle relative au *kabupaten* de Tegal, à savoir environ 79,5 et 91,9 mètres carrés supplémentaires par habitant respectivement après la période de 16 ans. Et même, le *kabupaten* de Purwakarta, qui a eu le plus fort taux de consommation des trois *kabupaten* en 1990, a connu la plus grande augmentation du taux de consommation, c'est-à-dire environ 91,9 mètres carrés par habitant, ce qui lui a également valu d'avoir le plus fort taux de consommation en 2006, soit environ 203,2 mètres carrés par habitant. De plus, le taux de consommation du *kabupaten* de Purwakarta en 2006 est presque le double du taux de consommation du *kabupaten* de Tegal dans la même année. Pendant ce temps, même s'ils n'atteignent pas ceux du *kabupaten* de Purwakarta, l'augmentation du taux de consommation et le taux de consommation du *kabupaten* de Malang en 2006 sont également très importants. Ce *kabupaten* a connu une augmentation de 106,3 mètres carrés par habitant en 1990 à 185,7 mètres carrés par habitant en 2006, soit une augmentation d'environ 79,5 mètres carrés pendant la période.

Par conséquent, on peut dire que le processus d'urbanisation du territoire dans les trois *kabupaten* observés a provoqué un grand élargissement de leur espace urbain, et une faible densité de population urbaine. Ainsi, le processus d'urbanisation dans les trois *kabupaten* peut nous laisser penser que l'utilisation des ressources terrestres dans les trois *kabupaten* n'a pas encore été effectuée de façon efficace. En d'autres termes, les trois *kabupaten* n'ont pas encore considéré que leurs terres fassent partie de ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées judicieusement et d'une manière plus efficace.

Pour déterminer si la consommation des sols urbains dans le processus d'urbanisation des territoires est efficace ou pas, il est intéressant de comparer les conditions de cette urbanisation dans les trois *kabupaten* aux autres régions plus urbanisées, comme la région métropolitaine de Bandung et la région de conurbation de *Bopunjur* (Bogor-Puncak-Cianjur), formée par la municipalité Bogor et les *kabupaten* Bogor et Cianjur. La région métropolitaine

de Bandung est une région plus urbanisée, formée par deux grandes municipalités : les municipalités de Bandung et de Cimahi, et par deux *kabupaten* avoisinants : les *kabupaten* de Bandung et de Bandung Barat (Bandung ouest). La municipalité de Bandung constitue la troisième plus grande municipalité dans l'île de Java, et la cinquième plus grande municipalité dans le pays par le nombre d'habitants, alors que la région de *Bopunjur*, région la plus urbanisée, se trouve dans la périphérie de Jakarta. D'autre part, ces deux régions les plus urbanisées connaissent également une augmentation de population urbaine par an qui est beaucoup plus élevée que celle des trois *kabupaten* observés (voir le tableau 4.2).

Tableau 4.2
Comparaison de l'augmentation de la consommation d'espace urbain entre les trois *kabupaten* et les autres régions plus urbanisées

Région	A	B	C	D
<i>Kabupaten</i> Tegal*	107,3	277,60	19,69	14,10
<i>Kabupaten</i> Malang*	185,7	850,44	36,60	23,24
<i>Kabupaten</i> Purwakarta*	203,2	304,96	11,45	26,63
Région métropolitaine de Bandung**	74,1	444,3	147,4	3,01
Région de la conurbation <i>Bopunjur</i> **	39,7	361,3	80,6	4,48

Source : * = résultats d'analyse, 2008.

** = données extraites de Firman, 2009.

Notes : A = taux de consommation des terres urbains par habitant (en m² par habitant urbain).

B = augmentation des terres urbain en moyenne par an (en hectare par an).

C = augmentation de population urbaine en moyenne par an (en 1000 habitants par an).

D = taux d'augmentation de consommation d'espace par habitant nouveau (en hectares par 1000 habitants nouveaux).

Selon les informations extraites des travaux de Tommy Firman (2009), on peut calculer que les deux régions plus urbanisées ont une moyenne d'extension des sols bâtis d'environ 444,3 et 361,3 hectares par an respectivement pendant la période 1994-2001. Cette périodisation est certes différente de celle considérée pour l'approche des trois *kabupaten* – 1990-2006. Mais, les comparaisons peuvent donner des indications sur la façon dont se déroule le processus d'urbanisation dans les trois *kabupaten*, par comparaison aux autres régions urbaines de l'Indonésie.

La première comparaison qu'on peut faire est celle des taux de consommation des terres urbaines dans les trois *kabupatens* avec ceux des régions plus urbanisées. Firman (2009) indique que la région métropolitaine de Bandung avait un taux de consommation

moyenne d'environ 74,1 mètres carrés par habitant en 2001, après une diminution de 97,2 mètres carrés par habitant en 1994. La région de la conurbation de *Bopunjur* a également connu une diminution de 41,7 mètres carrés par habitant en 1994 à 39,7 mètres carrés en 2001. Donc, les trois *kabupaten* ont une plus grande consommation de terres urbaines par habitant urbain que les régions plus urbanisées (voir la colonne A dans le tableau 4.2).

Ensuite, l'augmentation de consommation d'espace urbain par nouvel habitant urbain dans les régions considérées, représentée par le chiffre des augmentations (voir la colonne D), de même que les résultats de la division de l'augmentation des sols urbains en moyenne par an (colonne B), par l'augmentation de population urbaine en moyenne par an (la colonne C), sont également beaucoup plus élevés dans les trois *kabupaten* que dans les régions plus urbanisées. Ceci montre que l'augmentation de population urbaine dans les trois *kabupaten* a apporté une plus faible densité de la vie urbaine que celle des régions de Bandung et de *Bopunjur* qui sont plus urbanisées. La situation peut également indiquer que l'expansion urbaine dans les trois *kabupaten* est plus étalée que celle des régions de Bandung et *Bopunjur*.

Dans ce contexte, l'augmentation de population urbaine et la grande consommation des terres urbaines par habitant urbain dans les trois *kabupaten* observés laissent penser que l'utilisation des sols dans les trois *kabupaten* n'est pas encore réalisée de façon rationnelle. Dans le contexte du développement durable, cette situation devient une question importante, car, comme le montrent Seto et al. (2010), la croissance de population urbaine couplée avec une faible densité de la vie urbaine mènera au changement climatique à travers l'augmentation de leur contribution à l'émission de gaz à effet de serre dans le monde, en raison de l'augmentation de la longueur du trajet quotidien des habitants de la ville par rapport aux habitants d'autres villes plus compactes.

Le problème peut devenir plus important, si l'on considère le fait que le processus d'urbanisation du territoire dans les *kabupaten* n'est pas concentré sur une seule ville, mais qu'il est dispersé dans plusieurs villes petites et moyennes, comme cela a été évoqué dans la première partie de cette étude. Cette question devient importante car, comme l'indique Cohen (2006), la plupart des villes petites et moyennes dans les pays en développement, manquent « sévèrement » d'infrastructures et de services urbains pour répondre aux besoins de leurs

habitants, de sorte que parfois les habitants doivent se rendre dans d'autres villes pour la satisfaction de certains besoins.

Dans ce contexte, il devient important de comprendre le processus d'élargissement des surfaces urbanisées dans le processus d'urbanisation de territoire, en particulier lorsque celui-ci se disperse dans plusieurs petites villes et moyennes, afin de mieux gérer ce même phénomène dans l'avenir.

4.2 Les caractéristiques de l'extension des surfaces urbaines dans le processus d'urbanisation de territoires : l'utilisation imprudente des ressources terrestres

Comme vu précédemment, les trois *kabupaten* ont connu une extension considérable de leurs sols urbains entre 1990 et 2006. Cette augmentation des superficies urbaines a conduit à une diminution des densités dans l'utilisation des sols urbains, à la fois par rapport aux conditions de l'époque précédente et par rapport aux conditions constatées dans certaines autres régions plus urbanisées. Dans cette section, en utilisant les cas de trois *kabupaten* observés, nous allons étudier quelques-unes des caractéristiques importantes de l'extension des terres urbaines dans le processus d'urbanisation du territoire, en particulier leurs effets sur la conversion des terres et l'expansion des territoires urbains. Comme nous l'avons vu dans la première partie, le processus d'urbanisation du territoire implique l'existence préalable de villes et la formation de nouvelles petites villes, par conséquent, la discussion impliquera également des comparaisons sur l'augmentation de terres urbaines dans les villes formées par le processus d'urbanisation du territoire dans les *kabupaten*.

4.2.1 Les différences des taux de consommation des terres urbaines par habitant parmi les agglomérations urbaines

Il convient de noter que la croissance urbaine et l'expansion des terres urbaines dans le processus d'urbanisation du territoire ne se produisent pas à un rythme égal dans toutes les villes ou les agglomérations urbaines formées. Les tableaux 4.3, 4.4, et 4.5 montrent des différences dans les taux de consommation des terres urbaines dans les agglomérations

urbaines formées au cours du processus d'urbanisation des *kabupaten* de Tegal, Malang, et Purwakarta.

Des différences sont également visibles dans l'irrégularité de l'augmentation de ces taux dans le temps à l'échelle de chaque agglomération urbaine. Les tableaux montrent, en outre, que les grandes agglomérations urbaines formées des *kabupaten* ont habituellement connu une plus grande augmentation de population urbaine, les grandes extensions des terres urbaines étant plus susceptibles de se produire dans les villes ou les agglomérations urbaines de plus de 100 000 habitants. D'autre part, les agglomérations urbaines moyennes dans les *kabupaten*, c'est-à-dire les agglomérations avec une population de 20 000 à 100 000 habitants, connaissent une plus grande augmentation de population urbaine que les petites agglomérations urbaines de moins de 20 000 habitants. Dans chaque *kabupaten*, les agglomérations urbaines moyennes ont habituellement également une plus grande augmentation des terres urbaines que les petites agglomérations urbaines. Pourtant, les agglomérations urbaines moyennes ne sont pas celles qui présentent le plus fort taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par nouvel habitant, si elles sont comparées aux petites agglomérations urbaines, parce que certaines petites agglomérations urbaines ont un grand taux de consommation urbaine ainsi qu'un fort taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par nouvel habitant.

Le cas du *kabupaten* de Tegal durant l'année 2006 montre que l'agglomération urbaine Dukuhturi-Talang-Adiwerna (DTA) présentait un taux de consommation des terres urbaines moindre que celui de nombreuses agglomérations urbaines plus petites, y inclus quelques agglomérations urbaines moyennes comme les agglomérations urbaines de Kramat, Margasari, Lebaksiu et Tarub, et quelques petites agglomérations urbaines comme Suradadi, Prupuk, Bumijawa, Rembul, Kedungkelor, Jejeg et Jatinegara (voir le tableau 4.3). Par contre, l'autre grande agglomération urbaine du *kabupaten* de Tegal, l'agglomération urbaine Slawi-Pangkah-Dukuhwaru (SPD) avait un taux de consommation supérieur à celui des agglomérations urbaines formées dans le *kabupaten*, même si son taux de consommation était encore inférieur à ceux de certaines agglomérations urbaines existantes. Des situations similaires se présentaient précédemment, en 1990.

Tableau 4.3 L'expansion des zones bâties des agglomérations urbaines du *kabupaten* Tegal, entre 1990 à 2006

L'année 2006			L'année 1990			Changement (1990 - 2006)				
Agglomération	Pop. (pers.)	Sol urbain (ha)	Taux de consommation (m2/pers)	Agglomération	Pop. (pers.)	Sol urbain (ha)	Taux de consommation (m2/pers)	Pop. (pers.)	Sol urbain (ha)	Taux d'augmentation par hab. nouveau (m2/pers)
Ag. Dukuhturi-Talang-Adiwerna (56)	298 612	2 526,9	84,6	Ag. Dukuhturi-Talang-Adiwerna (43)	215 639	1 655,0	76,7	82 973	871,9	105,08
- Kec. Adiwerna (18)	110 646	983,0	88,8	- Kec. Adiwerna (15)	82 627	678,9	82,2	28 019	304,1	108,53
- Kec. Talang (18)	88 092	767,5	87,1	- Kec. Talang (15)	62 157	458,2	73,7	25 935	309,3	119,26
- Kec. Dukuhturi (16)	86 408	693,2	80,2	- Kec. Dukuhturi (13)	70 855	517,9	73,1	15 553	175,3	112,71
- Kec. Tarub (4)	13 466	83,2	61,8							
Ag. Slawi-Pangkah-Dukuhwaru (40)	205 641	2 842,1	138,2	Ag. Slawi-Pangkah (27)	120 114	1 170,7	97,5	85 527	1 671,4	195,42
- Kec. Slawi (10)	65 138	1 274,7	195,7	- Kec. Slawi (10)	59 057	536,8	90,9	6 081	737,9	1 213,45
- Kec. Lebaksiu (4)	16 260	183,4	112,8	- Kec. Lebaksiu (2)	8 282	45,4	54,8	7 978	138,0	172,98
- Kec. Pangkah (18)	78 680	868,4	110,4	- Kec. Pangkah (15)	59 423	588,5	99,0	19 257	279,9	145,35
- Kec. Dukuhwaru (7)	40 891	463,0	113,2							
- Kec. Kedungbanteng (1)	4 672	52,6	112,6	<i>Ag. Tonggara-Kedung Banteng (1)</i>	<i>4 131</i>	<i>32,8</i>	<i>79,4</i>	<i>541</i>	<i>19,8</i>	<i>365,99</i>
<i>Ag. Kramat (11)</i>	<i>58 372</i>	<i>671,2</i>	<i>115,0</i>	<i>Ag. Kramat (8)</i>	<i>34 071</i>	<i>304,3</i>	<i>89,3</i>	<i>24 301</i>	<i>366,9</i>	<i>150,98</i>
<i>Ag. Margasari (3)</i>	<i>35 903</i>	<i>443,3</i>	<i>123,5</i>	<i>Ag. Margasari (1)</i>	<i>11 188</i>	<i>72,8</i>	<i>65,1</i>	<i>24 715</i>	<i>370,5</i>	<i>149,91</i>
<i>Ag. Lebaksiu (5)</i>	<i>32 623</i>	<i>294,4</i>	<i>90,2</i>	<i>Ag. Lebaksiu (3)</i>	<i>20 732</i>	<i>135,8</i>	<i>65,5</i>	<i>11 891</i>	<i>158,6</i>	<i>133,38</i>
<i>Ag. Tarub (7)</i>	<i>28 574</i>	<i>265,6</i>	<i>93,0</i>	<i>Ag. Tarub (2)</i>	<i>7 330</i>	<i>77,7</i>	<i>106,0</i>	<i>21 244</i>	<i>187,9</i>	<i>88,45</i>
<i>Ag. Balapulang (3)</i>	<i>23 931</i>	<i>122,7</i>	<i>51,3</i>	<i>Ag. Balapulang (2)</i>	<i>17 655</i>	<i>92,4</i>	<i>52,3</i>	<i>6 276</i>	<i>30,3</i>	<i>48,28</i>
<i>Ag. Suradadi (2)</i>	<i>19 823</i>	<i>225,1</i>	<i>113,6</i>							
<i>Ag. Prupuk (2)</i>	<i>15 383</i>	<i>181,5</i>	<i>118,0</i>	<i>Ag. Prupuk (2)</i>	<i>12 825</i>	<i>122,9</i>	<i>95,8</i>	<i>2 558</i>	<i>58,6</i>	<i>229,09</i>
<i>Ag. Bojong (2)</i>	<i>11 066</i>	<i>50,6</i>	<i>45,7</i>	<i>Ag. Bojong (1)</i>	<i>6 125</i>	<i>25,4</i>	<i>41,5</i>	<i>4 941</i>	<i>25,2</i>	<i>51,00</i>
<i>Ag. Bumijawa (1)</i>	<i>10 721</i>	<i>207,2</i>	<i>193,3</i>	<i>Ag. Bumijawa (1)</i>	<i>8 842</i>	<i>145,7</i>	<i>164,8</i>	<i>1 879</i>	<i>61,5</i>	<i>327,30</i>
<i>Ag. Banjar Anyar (1)</i>	<i>8 163</i>	<i>43,5</i>	<i>53,3</i>	<i>Ag. Banjar Anyar (1)</i>	<i>6 936</i>	<i>49,5</i>	<i>71,4</i>	<i>1 227</i>	<i>-6,0</i>	<i>-48,90</i>
<i>Ag. Rembul (1)</i>	<i>7 122</i>	<i>156,5</i>	<i>219,7</i>							
<i>Ag. Pagerbarang (1)</i>	<i>6 737</i>	<i>50,1</i>	<i>74,4</i>							
<i>Ag. Kedungkelor (1)</i>	<i>6 542</i>	<i>140,7</i>	<i>215,1</i>							
<i>Ag. Jejeg (1)</i>	<i>5 664</i>	<i>55,7</i>	<i>98,3</i>	<i>Ag. Jejeg (1)</i>	<i>4 650</i>	<i>43,1</i>	<i>92,7</i>	<i>1 014</i>	<i>12,6</i>	<i>124,26</i>
<i>Ag. Cerih (1)</i>	<i>5 244</i>	<i>33,2</i>	<i>63,3</i>							
<i>Ag. Sukareja (1)</i>	<i>5 068</i>	<i>43,1</i>	<i>85,0</i>							
<i>Ag. Jatinegara (1)</i>	<i>2 415</i>	<i>94,3</i>	<i>390,5</i>	<i>Ag. Jatinegara (1)</i>	<i>2 368</i>	<i>78,0</i>	<i>329,4</i>	<i>47</i>	<i>16,3</i>	<i>3 468,09</i>
Les villes plus de 100 milles	504 253	5 369,0	106,5		335 753	2 825,7	84,2	168 500	2 543,3	150,94
Les villes entre 20 – 100 milles	179 403	1 797,2	100,2		90 976	683,0	75,1	88 427	1 114,2	126,00
Les villes moins de 20 milles	103 948	1 281,5	123,3		45 877	497,4	108,4	58 071	784,1	135,02

Source : Calcul à partir des données des monographies de village du *kabupaten* de Tegal des années 1990 et 2006.

Tableau 4.4 L'expansion des zones bâties des agglomérations urbaines du *kabupaten* Malang, entre 1990 à 2006

L'année 2006				L'année 1990				Changement (1990 - 2006)		
Agglomération	Pop.	Sol urbain	Taux de consommation	Agglomération	Pop.	Sol urbain	Taux de consommation	Pop.	Sol urbain	Taux d'augmentation par hab. nouveau
	(pers.)	(ha)	(m2/pers)		(pers.)	(ha)	(m2/pers)	(pers.)	(ha)	(m2/pers)
<i>Ag. Lawang-Singosari (21)</i>	184 674	4 112,8	222,7	<i>Agglomersi Lawang-Singosari (11)</i>	97 356	885,5	91,0	87 318	3 227,3	369,60
<i>Ag. Pakis (8)</i>	82 591	1 202,5	145,6	<i>Ag. Pakis (2)</i>	15 881	159,5	100,4	66 710	1 043,0	156,35
<i>Ag. Gondanglegi-Pagelaran (9)</i>	68 102	1 159,5	170,3	<i>Ag. Gondanglegi (2)</i>	20 055	307,0	153,1	48 047	852,5	177,43
<i>Ag. Turen (9)</i>	65 300	917,4	140,5	<i>Ag. Turen (2)</i>	18 034	205,6	114,0	47 266	711,8	150,59
<i>Ag. Pakisaji (9)</i>	63 663	712,4	111,9	<i>Ag. Pakisaji (6)</i>	26 969	297,2	110,2	36 694	415,20	113,15
<i>Ag. Sumber Pucung (7)</i>	60 255	1 411,8	234,3	<i>Ag. Sumber Pucung (3)</i>	24 721	333,6	134,9	35 534	1 078,20	303,43
<i>Ag. Kepanjen (9)</i>	59 581	581,4	97,6	<i>Ag. Kepanjen (8)</i>	50 529	555,2	109,9	9 052	26,2	28,94
<i>Ag. Tumpang (6)</i>	38 424	444,7	115,7	<i>Ag. Tumpang (1)</i>	11 961	79,9	66,8	26 463	364,8	137,85
<i>Ag. Bululawang (7)</i>	32 637	468,0	143,4	<i>Ag. Bululawang (3)</i>	17 137	182,2	106,3	15 500	285,8	184,39
<i>Ag. Kepuharjo (6)</i>	31 620	395,1	125,0							
<i>Ag. Dau (3)</i>	26 328	512,3	194,6	<i>Ag. Mulyoagung/Dau (1)</i>	8 491	77,8	91,6	17 837	434,5	243,59
<i>Ag. Dampit (1)</i>	24 034	87,4	36,4	<i>Ag. Dampit (1)</i>	20 614	269,9	130,9	3 420	-182,5	-533,63
<i>Ag. Pujon (3)</i>	21 960	229,6	104,6	<i>Ag. Pujon (1)</i>	5 353	50,4	94,2	16 607	179,2	107,91
<i>Ag. Wonomulyo (3)</i>	18 985	272,9	143,7	<i>Ag. Wonomulyo (1)</i>	4 594	54,0	117,5	14 391	218,9	152,11
<i>Ag. Jabung (2)</i>	17 176	646,8	376,6	<i>Ag. Kemantren/Jabung (1)</i>	9 423	46,1	48,9	7 753	600,7	774,80
<i>Ag. Wajak (1)</i>	13 950	185,0	132,6							
<i>Ag. Pandanlandung (2)</i>	13 528	182,9	135,2							
<i>Ag. Kalipare (1)</i>	12 729	643,3	505,4							
<i>Ag. Parangargo (2)</i>	12 368	117,4	94,9	<i>Ag. Parangargo (2)</i>	10 234	119,0	116,3	2 134	-1,6	-7,50
<i>Ag. Donomulyo (1)</i>	12 084	1 213,8	1 004,5							
<i>Ag. Bantur (1)</i>	11 835	374,0	316,0							
<i>Ag. Sengguruh (3)</i>	11 081	93,0	83,9	<i>Ag. Sengguruh (1)</i>	2 590	31,7	122,4	8 491	61,3	72,19
<i>Ag. Ngantang (2)</i>	8 576	245,5	286,3							
<i>Ag. Tajinan (2)</i>	8 349	128,6	154,0							
<i>Ag. Kromengan (1)</i>	7 603	206,6	271,7							
<i>Ag. Sukosari (1)</i>	5 701	155,2	272,2							
<i>Ag. Sukopuro (1)</i>	5 576	54,5	97,7							
<i>Ag. Tirtomarto (1)</i>	5 535	405,8	733,2							
<i>Ag. Sidoluhur (1)</i>	5 261	101,5	192,9							
<i>Les villes plus de 100 milles</i>	184 674	4 112,8	222,7		97 356	885,5	91,0	87 318	3 227,3	369,60
<i>Les villes entre 20 – 100 milles</i>	574 495	8 122,1	141,4		219 745	2 518,3	114,6	354 750	5 603,8	157,96
<i>Les villes moins de 20 milles</i>	170 337	5 026,8	295,1		26 841	250,8	93,4	143 496	4 776,0	332,83

Source : Calcul à partir des données des monographies de village du *kabupaten* de Malang des années 1990 et 2006.

Tableau 4.5
L'expansion des zones bâties des agglomérations urbaines du kabupaten Purwakarta, entre 1990 à 2006

Agglomération	L'année 2006			Agglomération	L'année 1990			changement (1990 - 2006)		
	Pop. (pers.)	Sol urbain (ha)	Taux de consommation (m2/pers)		Pop. (pers.)	Sol urbain (ha)	Taux de consommation (m2/pers)	Pop. (pers.)	Sol urbain (ha)	Taux d'augmentation par hab. nouveau (m2/pers)
Ag. Purwakarta (29)	211 813	4 244,7	200,4	Ag. Purwakarta	100 491	1 117,1	111,2	111 322	3 127,6	280,95
- Kec. Purwakarta (16)	160 857	2 709,5	168,4	Ag. Purwakarta (9)	95 934	1 032,0	107,6	64 923	1 677,5	258,38
- Kec. Campaka (2)	11 185	156,6	140,0	Ag. Ciwangi/Campaka (1)	4 557	85,1	186,7	6 628	71,5	107,88
- Kec. Jatiluhur (3)	14 965	448,7	299,8	-	-	-	-	-	-	-
- Kec. Pasawahan (8)	24 806	929,9	374,9	-	-	-	-	-	-	-
Ag. Plered-Sukatani (15)	63 874	1 380,1	216,1	Ag. Plered-Sukatani	20 072	254,1	126,6	43 802	1 126,0	257,07
- Kec. Plered (11)	44 185	1 029,6	233,0	Ag. Plered (4)	13 318	167,4	125,7	30 867	862,2	279,33
- Kec. Sukatani (4)	19 689	350,5	178,0	Ag. Sukatani (1)	6 754	86,7	128,4	12 935	263,8	203,94
Ag. Wanayasa (5)	14 604	388,9	266,3	-	-	-	-	-	-	-
Ag. Darangdan (2)	8 299	105,5	127,1	-	-	-	-	-	-	-
Ag. Bojong (1)	3 092	69,7	225,4	Ag. Bojong (1)	2 299	10,4	45,2	793	59,3	747,79
Ag. Jatimekar (1)	3 170	90,0	283,9	Ag. Jatimekar (1)	2 850	18,0	63,2	320	72,0	2 250,00
Les villes plus de 100 milles	211 813	4 244,7	200,4		100 491	1 117,1	111,2	111 322	3 127,6	280,95
Les villes entre 20 – 100 milles	63 874	1 380,1	216,1		20 072	254,1	126,6	43 802	1 126,0	257,07
Les villes moins de 20 milles	29 165	654,1	224,3		5 149	28,4	55,2	24 016	625,7	260,53

Source : Calcul à partir des données des monographies de village du kabupaten du Purwakarta des années 1990 et 2006.

En ce qui concerne de taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par habitant urbain supplémentaire, on peut constater dans le tableau 4.3 que l'agglomération DTA avait un relativement petit taux d'augmentation, en particulier s'il est comparé aux taux d'augmentation de la plupart des agglomérations urbaines formées dans le *kabupaten* de Tegal. Il en va différemment avec le taux d'augmentation de l'agglomération SPD qui était relativement supérieur à ceux des autres. Le tableau montre également que les taux d'augmentation des autres agglomérations urbaines dans le *kabupaten* variaient, même si généralement les taux d'augmentation des autres agglomérations ont augmenté.

Ce qui est intéressant dans le cas du *kabupaten* de Tegal est que les grands taux d'augmentations se sont produits dans les petites agglomérations urbaines comme celles de Jatinegara, Bumijawa, et Prupuk. Cependant, d'autres petites agglomérations urbaines, comme Balapulang et Bojong, ont connu seulement de faibles taux d'augmentation, et une petite agglomération, comme celle de Banjar Anyar, a même connu une grande diminution de consommation des terres urbaines par rapport à l'augmentation du nombre de ses nouveaux habitants urbains (voir le tableau 4.3).

Les cas des *kabupaten* de Malang et Purwakarta ont montré un phénomène similaire. Dans le cas du *kabupaten* de Malang (voir le tableau 4.4), la plus grande agglomération urbaine, celle de Lawang-Singosari, présentait la plus grande augmentation de superficie des terres urbaines. De plus, même si l'agglomération urbaine n'avait pas le plus fort taux d'augmentation de consommation d'espace urbain par nouvel habitant, son taux d'augmentation était très grand comparé à celui de la plupart des autres agglomérations urbaines dans le *kabupaten*. Le grand taux d'augmentation dans cette agglomération a modifié son taux de consommation des terres urbaines, celui-ci passant d'un taux relativement faible en 1990 à un taux relativement plus élevé dans l'année 2006 (voir le tableau 4.4).

Un autre phénomène intéressant dans le *kabupaten* de Malang consiste en l'inversion des taux de consommation des terres urbaines de la plupart des agglomérations urbaines moyennes dans le *kabupaten*. La plupart des agglomérations urbaines de ce type avaient de plus grands taux de consommation des terres urbaines, comparés à ceux de la plupart des petites agglomérations urbaines du *kabupaten* en 1990, mais leur taux de consommation est devenu inférieur en 2006. Le taux de consommation de la plus grande agglomération urbaine est alors devenu plus grand que celui de la plupart des autres agglomérations urbaines. Par

contre les taux de consommation de la plupart des agglomérations urbaines moyennes sont devenus inférieurs à ceux de la plupart des petites agglomérations urbaines, même si leurs taux ont connu également une augmentation pendant la période (voir le tableau 4.4).

En ce qui concerne la consommation des terres urbaines par habitant, le cas du *kabupaten* de Malang montre également des taux d'augmentation variés. La plus grande agglomération urbaine dans le *kabupaten* a connu un grand taux d'augmentation, mais le plus grand taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par habitant dans ce *kabupaten* a été rencontré dans une petite agglomération, celle de Kemantren/Jabung, et le plus petit taux d'augmentation a été rencontré dans une agglomération moyenne, celle de Dampit. Quant aux autres agglomérations urbaines petites et moyennes, elles présentent des taux d'augmentation variés.

Cependant, le cas du *kabupaten* Purwakarta montre que la plus grande agglomération, c'est-à-dire l'agglomération de Purwakarta, a connu la plus grande augmentation de population urbaine, ce qui a amené un grand taux de consommation de terres urbaines dans la période observée. Quant aux petites et moyennes agglomérations urbaines dans le *kabupaten*, elles ont connu des taux d'augmentation généralement plus importants que ceux des agglomérations urbaines moyennes.

Dans ce contexte, on peut considérer que les plus grandes agglomérations urbaines dans chaque *kabupaten* urbanisé ont connu de grands taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par habitant supplémentaire, qui ont pu contribuer à un grand élargissement de la superficie des terres urbaines dans le *kabupaten*. On considère qu'un grand taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par habitant dans les grandes agglomérations urbaines est lié aux grandes activités dans les agglomérations urbaines, car les plus grandes agglomérations urbaines dans les *kabupaten* observés sont aussi celles dans lesquelles les activités industrielles et le commerce se développent.

Il convient alors d'observer que les agglomérations urbaines dans les *kabupaten* présentent des différences du point de vue des taux de consommation d'espace urbain, ainsi que des taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par nouvel habitant. Même si leurs agglomérations urbaines, plus grandes, avaient d'importants taux d'augmentation de consommation d'espace urbain (supérieurs à ceux de la plupart des agglomérations urbaines formées dans le processus d'urbanisation du territoire) qui les ont amené à de plus grands taux

de consommation d'espace urbain dans la durée, il y a également certain cas de petites agglomérations urbaines qui présentent un plus grand taux d'augmentation des terres urbaines par nouvel habitant que ceux des grandes agglomérations urbaines.

Par ailleurs, nous attirons l'attention également sur les cas où, dans le processus d'urbanisation du territoire dans les trois *kabupaten*, les grandes augmentations de population urbaine dans les plus grandes agglomérations urbaines ont été apportées par les grands taux d'augmentation de consommation d'espace urbain par nouvel habitant, ce qui a augmenté leur taux de consommation d'espace urbain. L'augmentation de population urbaine dans les plus grandes agglomérations urbaines de ces *kabupaten* s'est donc accompagnée d'une moindre densité d'utilisation d'espace dans leur activité urbaine. Ceci nous indique que les plus grandes concentrations d'activités urbaines dans les *kabupaten* ont attiré la concentration de population la plus grande. Et l'attraction d'une grande concentration de population a modifié de façon considérable l'occupation des terres dans les agglomérations urbaines, augmentant leur taux de consommation d'espace urbain durant la période.

Le phénomène est très différent comparé à ce qui se passe dans les régions plus urbanisées comme celles de Bandung et de *Bopunjur*. Comme nous l'avons vu auparavant, l'augmentation de la population urbaine dans la région métropolitaine de Bandung et la conurbation de *Bopunjur* s'est accompagnée d'un processus de densification qui a réduit leur taux de consommation des terres urbaines, malgré les forts accroissements de population urbaine. Ce constat conduit à une observation importante relative au processus d'urbanisation des territoires, à savoir que le développement et la croissance urbaine peuvent être mieux réalisés dans l'avenir, sans augmentation du taux de consommation des terres, comme dans les plus grandes agglomérations urbaines, sous réserve d'une gestion du développement urbain plus efficace.

En fait, le phénomène d'augmentation du taux de consommation des terres urbains se produit également dans les agglomérations urbaines petites et moyennes. Cependant, le taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par nouvel habitant des agglomérations urbaines moyennes n'est pas aussi important que celui des petites agglomérations urbaines formées dans le processus urbanisation du territoire. Donc l'augmentation des sols urbains dans les petites agglomérations urbaines ne peut pas être considérée comme un phénomène simple, car beaucoup d'entre elles ont connu un grand taux de consommation des terres

urbaines et même un grand taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par nouvel habitant. Même si généralement les augmentations de population urbaine dans ce type d'agglomération urbaine n'étaient pas très grandes, l'extension des terres urbaines était quant à elle assez importante.

De plus, les analyses indiquent que l'augmentation des terres urbaines dans les petites agglomérations urbaines a été également caractérisée par la formation de nouvelles petites agglomérations urbaines, qui sont en fait des centres ruraux qui se sont développés avec de très petites concentrations urbaines. Or les formations de nouvelles petites agglomérations urbaines ou de nouveaux villages urbains sont celles qui ont fait exploser le nombre de population urbaine dans ce type d'agglomération, ainsi que la superficie des sols urbains. S'il n'y avait pas de reclassification de villages urbains, créant de nouvelles petites agglomérations urbaines ou les agrandissant, l'augmentation de superficie des sols urbains dans les concentrations urbaines plus petites ne serait pas aussi importante. Ainsi, on peut considérer que les moyens utilisés dans le développement urbain suivent toujours les anciens procédés, comme du temps où les villes étaient encore des centres ruraux qui consommaient plus de terres.

Dans ce contexte, les villes qui devraient être contrôlées de façon plus prudente dans le processus d'urbanisation du territoire sont non seulement les plus grandes agglomérations urbaines, mais également les petites agglomérations urbaines en particulier celles qui viennent d'être formées. De plus, puisque la plus grande partie du développement des petites agglomérations urbaines est fortement influencée par le processus de reclassification, l'attention relative à ces agglomérations urbaines devrait être orientée vers le processus de reclassification des villages en village urbain, qui peut provoquer la transformation des petites agglomérations en de plus grandes concentrations urbaines. La question de l'influence de la reclassification dans l'augmentation de superficie des sols urbains devient donc une question importante qui doit être également comprise.

4.2.2 L'influence de la reclassification dans l'augmentation de superficie des sols urbains

Li, Sato, & Zhu (2003) montrent qu'en général les processus d'urbanisation ne sont pas seulement influencés par le changement démographique et la croissance économique. Dans de nombreuses villes des pays en développement, les processus d'urbanisation sont liés

également à d'autres facteurs comme la topographie, l'utilisation des terres et la disponibilité du réseau de transports dans la région où ces processus prennent place (voir aussi Dewan & Yamaguchi, 2009). Comme observé dans la première partie, outre l'augmentation interne de la population dans les anciens villages urbains, la croissance de la population dans le processus d'urbanisation du territoire est influencée par la transformation de certains villages ruraux en villages urbains. D'un côté, ces changements ont une implication dans le reclassement du statut de la population dans les villages transformés, lui conférant le nouveau statut de population urbaine tout en augmentant le nombre de la population urbaine dans la région urbaine étendue. D'un autre côté, les changements ont également porté sur la superficie des terres urbaines affectées aux zones bâties dans les nouveaux villages urbains. Le cas du *kabupaten* de Tegal montre une augmentation de 52 nouveaux villages urbains, soit un ajout de cinq nouvelles petites agglomérations urbaines dans le processus d'urbanisation de son territoire entre 1990 et 2006. Quant aux *kabupaten* de Malang et de Purwakarta, ils présentent des ajouts de 82 et de 38 nouveaux villages urbains, qui comprennent respectivement 13 et 2 nouvelles agglomérations urbaines.

En fait, les reclassifications des villages ruraux en villages urbains, surtout pour celles qui se passent dans les nouvelles agglomérations urbaines, sont l'un des résultats de l'ancienne stratégie indonésienne de développement rural appelé « *urbanisasi pedesaan* » ou « urbanisation des villages ». Cette stratégie a été beaucoup utilisée en tant que politique de développement des villages pendant les années 1970 et jusqu'aux années 1990 (BPS, 2000), période caractérisée par le développement des centres d'activités ruraux, avec certains services urbains essentiels comme les établissements scolaires et les centres de santé communautaires, les marchés ruraux, les routes rurales, l'électrification des villages, etc. En fait, l'aménagement des centres ruraux avait été réalisé dans le but d'accélérer l'accès au développement de la population rurale, surtout celle vivant en dehors des centres urbains. De cet effort accompli pour mettre sur un pied d'égalité de développement les villages et les villes, on espérait qu'il réduirait l'exode rural qui a devenu un grand problème dans les grandes villes indonésiennes depuis les années 1970.

Dans son application, le développement des centres ruraux avait été réalisé par la mise en place d'une politique favorisant le développement régional dans les années 1970, définies dans les « Instructions présidentielles » (« *Inpres* » - *Instruksi Presiden*). Alisjahbana et al. (2003) montrent que dans ces *Inpres*, la politique du développement régional avait pour but de

réduire la disparité régionale en Indonésie pendant la période allant de 1969/70 à 1993/94. Conformément aux *Inpres*, des subventions ont été accordées par le gouvernement national à des échelons inférieurs de l'administration territoriale à partir de 1970 comme moyen de les doter de fonds supplémentaires de développement, surtout destinés à des projets d'infrastructures physiques et sociales et à des programmes comme *Inpres Dati I* pour le développement au niveau des provinces, principalement consacré au développement des routes provinciales, *Inpres Dati II* qui alloue une subvention par habitant pour des projets d'infrastructure au niveau du district (*kabupaten*), et *Inpres Desa* qui fournit des fonds pour le développement des villages (Alisjahbana et al, 2003). Au niveau des *kabupaten* et des *desa*, les *Inpres* ont concerné des programmes d'investissement lourd axés sur le développement des ressources humaines, en particulier pour construire des équipements pour l'éducation et pour le secteur de la santé, et sur le développement des infrastructures pouvant soutenir le développement de l'économie locale. Ces développements ont transformé certains villages en villages urbains, surtout les plus densément peuplés, même s'ils n'avaient encore qu'une densité relativement basse et une proportion basse de ménages non agricoles après la reclassement. En particulier dans les régions à forte densité de population, cette méthode de développement a beaucoup stimulé l'augmentation du nombre de la population et même sa densité au cours de cette période.

Dans ce contexte, on observe deux types d'influence du reclassement des agglomérations urbaines : l'expansion urbaine et la formation de nouvelles agglomérations urbaines. L'expansion urbaine se développe quand les reclassements se sont produits dans des villages qui se trouvent à côté d'agglomérations urbaines existantes. Le reclassement contribue ainsi à l'expansion urbaine des agglomérations urbaines existantes, alors que la formation de nouvelles agglomérations urbaines a lieu quand les reclassifications touchent des villages qui se trouvent loin des agglomérations urbaines existantes ; celles-ci forment alors de nouvelles petites agglomérations urbaines situées à proximité des agglomérations urbaines existantes. Puis, en raison de l'influence du reclassement sur l'élargissement de superficie des sols urbains, ces villages sont reclassés comme nouveaux villages urbains, et leurs sols bâtis sont reclassés également comme des terres urbaines qui s'ajoutent à la superficie des sols urbains précédents.

Pour les agglomérations urbaines qui ont connu une expansion urbaine à cause de l'augmentation de leur nombre des villages urbains, l'élargissement de la superficie des sols

urbains n'est pas seulement influencé par l'élargissement interne dans les anciens villages urbains. Il peut être défini également comme la réorganisation interne de zones urbaines ainsi que le montre Tommy Firman (2009), comme l'expansion vers l'intérieur de la structure physique des zones urbaines dans les agglomérations urbaines. De plus, l'extension urbaine comme conséquence du reclassement qui agrandit la superficie des sols urbains de ces agglomérations urbaines, provoque également l'ajout de superficies des sols urbains dans les nouveaux villages urbains à la superficie des sols urbains dans les agglomérations urbaines. Dans le cas des trois *kabupaten* observés, cette situation est montrée par les trois tableaux suivants qui indiquent l'augmentation des sols urbains de chaque agglomération urbaine et leur taux de consommation des sols urbains (tableau 4.6 pour le *kabupaten* de Tegal ; tableau 4.7 pour celui de Malang et tableau 4.8 pour celui de Purwakarta).

Le cas du *kabupaten* de Tegal montre que toutes les agglomérations urbaines grandes et moyennes, à savoir celles de Slawi-Pangkajene-Dukuhwaru (SPD), Dukuhturi-Talang-Adiwerna (DTA), Kramat, Margasari, Lebaksiu, Tarub et Balapulang, ont connu une expansion urbaine due à l'augmentation du nombre de leurs villages urbains (le nombre de leurs villages urbains est indiqué par le chiffre entre parenthèses après les noms d'agglomération urbaine dans le tableau). De plus, une petite agglomération urbaine, à savoir Bojong, n'a connu une augmentation que d'un village urbain en 1990 et de deux villages urbains en 2006. En outre, comme les tableaux 4.6 et 4.3 le montrent, le reclassement de 7 nouveaux villages urbains parmi les 52 nouveaux villages urbains a conduit à la formation de 6 nouvelles petites villes (les agglomérations de Suradadi, Rembul, Pagerbarang, Kedungkelor, Cerih, et Sukareja).

En outre, le tableau 4.6 montre que le reclassement des villages ruraux en villages urbains (indiquée par l'expansion urbaine) est à l'origine de la majeure partie de l'extension dans le processus d'urbanisation du territoire dans le *kabupaten* de Tegal. Pour l'ensemble du *kabupaten* de Tegal, les reclassements ont ajouté environ 2 538,7 hectares de nouveaux sols urbains, ce qui signifie environ 58,8% de l'augmentation totale des superficies des sols urbains dans le *kabupaten* pendant la période de 1990 à 2006. Parmi les deux grandes agglomérations urbaines, SPD et DTA, seule SPD présentait un élargissement interne plus grand que celui résultant de la reclassification, même si celle-ci a aussi produit un grand élargissement. Et parmi les agglomérations urbaines moyennes, seul Kramat présentait un élargissement interne moindre que celui résultant de la reclassification.

Tableau 4.6
L'expansion de la superficie des sols bâtis des agglomérations urbaines du *kabupaten* Tegal, entre 1990 à 2006

L'année 2006			L'année 1990			Changement (1990 - 2006)		
Agglomération	Nombre de villages urbains	Sol urbain (ha)	Agglomération	Nombre de villages urbains	Sol urbain (ha)	l'augmentation interne (ha)	l'expansion urbaine (ha)	proportion de l'expansion (%)
Ag. Dukuhturi-Talang-Adiwerna	56	2 526,90	Ag. Dukuhturi-Talang-Adiwerna	43	1 655,00	357,60	514,30	58,99
- Kec. Adiwerna	18	983,00	- Kec. Adiwerna	15	678,90	95,50	208,60	68,60
- Kec. Talang	18	767,50	- Kec. Talang	15	458,20	190,90	118,40	38,28
- Kec. Dukuhturi	16	693,20	- Kec. Dukuhturi	13	517,90	71,20	104,10	59,38
- Kec. Tarub	4	83,20				0,00	83,20	100,00
Ag. Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	40	2 842,10	Ag. Slawi-Pangkah	27	1 170,70	1 006,80	631,80	38,56
- Kec. Slawi	10	1 274,70	- Kec. Slawi	10	536,80	737,90	0,00	0,00
- Kec. Lebaksiu	4	183,40	- Kec. Lebaksiu	2	45,40	78,30	59,70	43,26
- Kec. Pangkah	18	868,40	- Kec. Pangkah	15	588,50	170,80	109,10	38,98
- Kec. Dukuhwaru	7	463,00					463,00	100,00
- Kec. Kedungbanteng	1	52,60	Ag. Tonggara-Kedung Banteng	1	32,80	19,80	0,00	0,00
Ag. Kramat	11	671,20	Ag. Kramat	8	304,30	182,90	59,70	24,61
Ag. Margasari	3	443,30	Ag. Margasari	1	72,80	21,20	349,30	94,28
Ag. Lebaksiu	5	294,40	Ag. Lebaksiu	3	135,80	39,70	118,90	74,97
Ag. Tarub	7	265,60	Ag. Tarub	2	77,70	27,40	160,50	85,42
Ag. Balapulang	3	122,70	Ag. Balapulang	2	92,40	0,00	30,30	100,00
Ag. Suradadi	2	225,10					225,10	100,00
Ag. Prupuk	2	181,50	Ag. Prupuk	2	122,90	58,60	0,00	0,00
Ag. Bojong	2	50,60	Ag. Bojong	1	25,40	0,00	25,20	100,00
Ag. Bumijawa	1	207,20	Ag. Bumijawa	1	145,70	61,50	0,00	0,00
Ag. Banjar Anyar	1	43,50	Ag. Banjar Anyar	1	49,50	-6,00	0,00	0,00
Ag. Rembul	1	156,50					156,50	100,00
Ag. Pagerbarang	1	50,10					50,10	100,00
Ag. Kedungkelor	1	140,70					140,70	100,00
Ag. Jejeg	1	55,70	Ag. Jejeg	1	43,10	12,60	0,00	0,00
Ag. Cerih	1	33,20					33,20	100,00
Ag. Sukareja	1	43,10					43,10	100,00
Ag. Jatinegara	1	94,30	Ag. Jatinegara	1	78,00	16,30	0,00	0,00
Les villes plus de 100 000	96	5 369,00		70	2 825,70	1 364,40	1 146,10	45,65
Les villes entre 20 – 100 000	29	1 797,20		11	683,00	271,20	718,70	72,60
Les villes moins de 20 000	15	1 281,50		13	497,40	143,00	673,90	82,49
Les zones urbaines du kab. Tegal	140	8 447,70		94	4 006,10	1 778,60	2 538,70	58,80

Source : Calcul à partir des données des monographies de village du *kabupaten* Tegal des années 1990 et 2006.

Tableau 4.7
L'expansion de la superficie des sols bâtis des agglomérations urbaines du *kabupaten* Malang, entre 1990 à 2006

L'année 2006			L'année 1990			Changement (1990 - 2006)		
Agglomération	Nombre de villages urbains	Sol urbain (ha)	Agglomération	Nombre de villages urbains	Sol urbain (ha)	l'augmentation interne (ha)	l'expansion urbaine (ha)	proportion de l'expansion (%)
<i>Ag. Lawang-Singosari</i>	21	4 112,80	<i>Aglomersi Lawang-Singosari</i>	11	885,50	1 039,60	2 187,70	67,79
<i>Ag. Pakis</i>	8	1 202,50	<i>Ag. Pakis</i>	2	159,50	122,60	920,40	88,25
<i>Ag. Gondanglegi-Pagelaran</i>	9	1 159,50	<i>Ag. Gondanglegi</i>	2	307,00	-52,50	905,00	106,16
<i>Ag. Turen</i>	9	917,40	<i>Ag. Turen</i>	2	205,60	120,10	591,70	83,13
<i>Ag. Pakisaji</i>	9	712,40	<i>Ag. Pakisaji</i>	6	297,20	78,80	336,40	81,02
<i>Ag. Sumber Pucung</i>	7	1 411,80	<i>Ag. Sumber Pucung</i>	3	333,60	435,10	743,80	63,09
<i>Ag. Kepanjen</i>	9	581,40	<i>Ag. Kepanjen</i>	8	555,20	-53,80	80,00	305,34
<i>Ag. Tumpang</i>	6	444,70	<i>Ag. Tumpang</i>	1	79,90	0,00	364,80	100,00
<i>Ag. Bululawang</i>	7	468,00	<i>Ag. Bululawang</i>	3	182,20	124,40	161,40	56,47
<i>Ag. Kepuharjo</i>	6	395,10		0	0,00	0,00	395,10	100,00
<i>Ag. Dau</i>	3	512,30	<i>Ag. Mulyoagung/Dau</i>	1	77,80	207,50	227,00	52,24
<i>Ag. Dampit</i>	1	87,40	<i>Ag. Dampit</i>	1	269,90	-182,50	0,00	0,00
<i>Ag. Pujon</i>	3	229,60	<i>Ag. Pujon</i>	1	50,40	12,40	166,80	93,08
<i>Ag. Wonomulyo</i>	3	272,90	<i>Ag. Wonomulyo</i>	1	54,00	19,40	199,50	91,14
<i>Ag. Jabung</i>	2	646,80	<i>Ag. Kemantren/Jabung</i>	1	46,10	313,90	286,80	47,74
<i>Ag. Wajak</i>	1	185,00		0	0,00	0,00	185,00	100,00
<i>Ag. Pandanlandung</i>	2	182,90		0	0,00	0,00	182,90	100,00
<i>Ag. Kalipare</i>	1	643,30		0	0,00	0,00	643,30	100,00
<i>Ag. Parangargo</i>	2	117,40	<i>Ag. Parangargo</i>	2	119,00	-1,60	0,00	0,00
<i>Ag. Donomulyo</i>	1	1 213,80		0	0,00	0,00	1 213,80	100,00
<i>Ag. Bantur</i>	1	374,00		0	0,00	0,00	374,00	100,00
<i>Ag. Sengguruh</i>	3	93,00	<i>Ag. Sengguruh</i>	1	31,70	-1,70	63,00	102,77
<i>Ag. Ngantang</i>	2	245,50		0	0,00	0,00	245,50	100,00
<i>Ag. Tajinan</i>	2	128,60		0	0,00	0,00	128,60	100,00
<i>Ag. Kromengan</i>	1	206,60		0	0,00	0,00	206,60	100,00
<i>Ag. Sukosari</i>	1	155,20		0	0,00	0,00	155,20	100,00
<i>Ag. Sukopuro</i>	1	54,50		0	0,00	0,00	54,50	100,00
<i>Ag. Tirtomarto</i>	1	405,80		0	0,00	0,00	405,80	100,00
<i>Ag. Sidoluhur</i>	1	101,50		0	0,00	0,00	101,50	100,00
<i>Les villes plus de 100 000</i>		4 112,80			885,50	1 039,60	2 187,70	67,79
<i>Les villes entre 20 – 100 000</i>		8 122,10			2 518,30	347,70	2 985,60	89,57
<i>Les villes moins de 20 000</i>		5 026,80			250,80	330,00	4 040,20	92,45
<i>Les zones urbaines du kab. Malang</i>		17 261,70			3 654,60	1 717,30	9 213,50	84,29

Source : Calcul à partir des données des monographies de village du *kabupaten* Tegal des années 1990 et 2006.

Tableau 4.8
L'expansion de la superficie des sols bâtis des agglomérations urbaines du *kabupaten* Purwakarta, entre 1990 à 2006

L'année 2006			L'année 1990			Changement (1990 - 2006)		
Agglomération	Nombre de villages urbains	Sol urbain (ha)	Agglomération	Nombre de villages urbains	Sol urbain (ha)	l'augmentation interne (ha)	l'expansion urbaine (ha)	proportion de l'expansion (%)
Ag. Purwakarta	29	4 244,70	Ag. Purwakarta	10	1 117,10	346,00	2 781,60	88,94
- Kec. Purwakarta	16	2 709,50	Ag. Purwakarta	9	1 032,00	346,00	1 331,50	79,37
- Kec. Campaka	2	156,60	Ag. Ciwangi/Campaka	1	85,10	-6,10	77,60	108,53
- Kec. Jatiluhur	3	448,70	-	0	0,00	0,00	448,70	100,00
- Kec. Pasawahan	8	929,90	-	0	0,00	0,00	929,90	100,00
Ag. Plered-Sukatani	5	1 380,10	Ag. Plered-Sukatani	5	254,10	110,10	1 015,90	90,22
- Kec. Plered	11	1 029,60	Ag. Plered	4	167,40	14,90	847,30	98,27
- Kec. Sukatani	4	350,50	Ag. Sukatani	1	86,70	95,20	168,60	63,91
Ag. Wanayasa	5	388,90	-	0	0,00	0,00	388,90	100,00
Ag. Darangdan	2	105,50	-	0	0,00	0,00	105,50	100,00
Ag. Bojong	1	43,00	Ag. Bojong	1	10,40	32,60	0,00	0,00
Ag. Jatimekar	1	90,00	Ag. Jatimekar	1	18,00	72,00	0,00	0,00
Les villes plus de 100 000		4 244,70			1 117,10	346,00	2 781,60	88,94
Les villes entre 20 – 100 000		1 380,10			254,10	110,10	1 015,90	90,22
Les villes moins de 20 000		627,40			28,40	104,60	494,40	82,54
Les zones urbaines du kab. Purwakarta		6 252,20			1 399,60	560,70	4 291,90	88,45

Source : Calcul à partir des données des monographies de village du *kabupaten* Tegal des années 1990 et 2006.

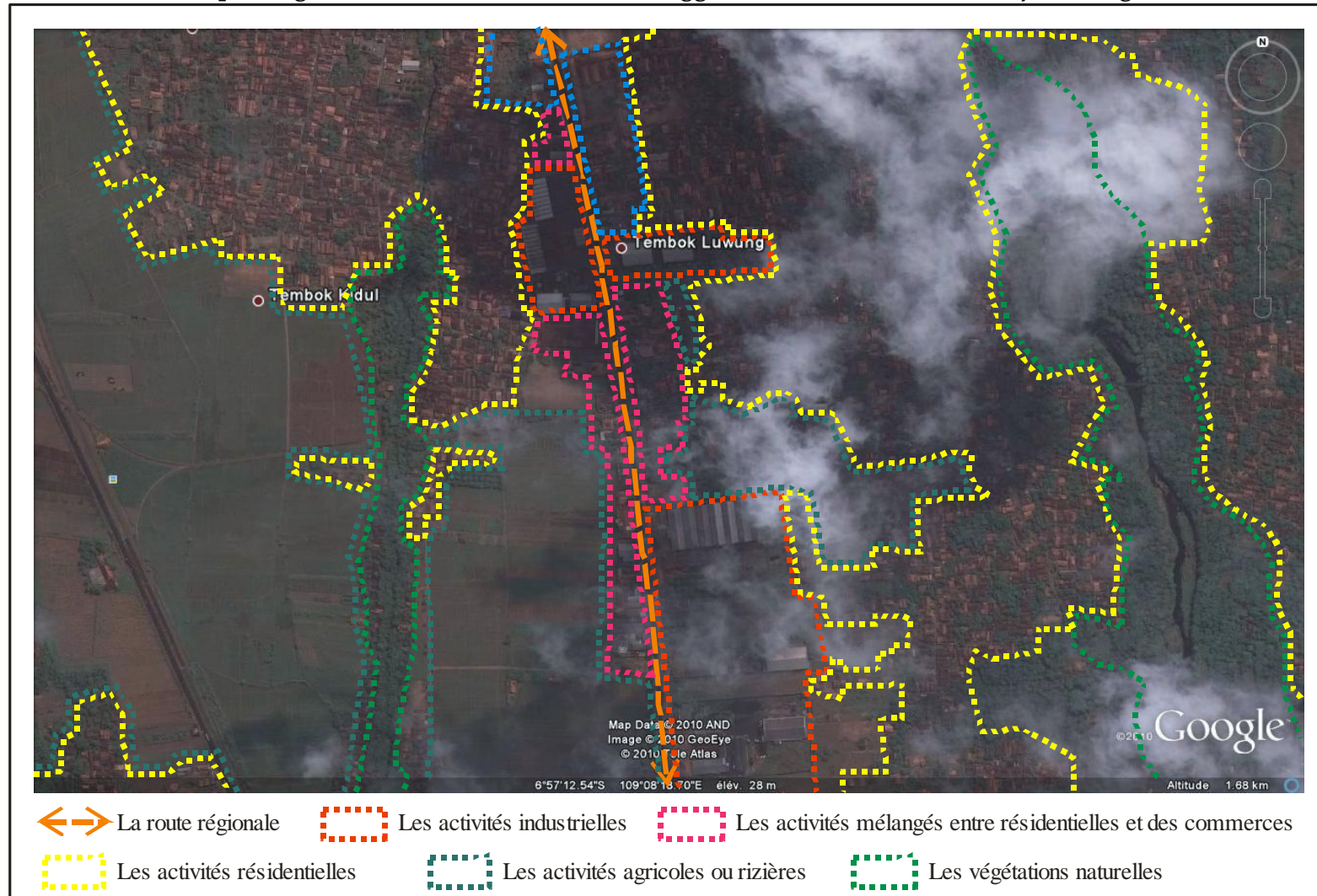
Notons également que la plupart des anciennes petites agglomérations urbaines dans le *kabupaten* de Tegal, sauf Bojong, n'ont connu qu'un élargissement interne, et n'ont pas connu d'expansion urbaine résultant du reclassement des villages ruraux en villages urbains dans leur processus de développement spatial. Ceci peut indiquer que l'expansion urbaine, ou la reclassement des villages ruraux en villages urbains, est plus susceptible de se produire dans les villes de plus grande taille, bien que l'influence de l'expansion urbaine ait tendance à diminuer quand la taille de l'agglomération urbaine augmente.

Une situation similaire se rencontre dans les cas des *kabupaten* de Malang et Purwakarta (voir les tableaux 4.7 et 4.8). Le fait que toutes les agglomérations urbaines dans ces *kabupaten* ont connu une extension des surfaces urbanisées principalement due au reclassement plutôt qu'à un processus interne, nous indique que le reclassement exerce, à travers l'élargissement des sols urbains, une influence majeure dans le processus d'urbanisation des territoires.

Le cas de l'expansion urbaine vers extérieur du *kabupaten* de Tegal montre que le développement physique, se prolongeant dans le réseau des routes régionales d'une ville existante jusqu'aux villages voisins, peut provoquer un reclassement. Il est considéré que la densité dans cette zone, qui était plus de 1500 habitants par kilomètre carré, y a facilité le changement de statut, lorsqu'il y a développement de services ou d'équipements urbains dans la zone. La figure 4.1 illustre le cas typique d'une prolongation de la zone urbaine dans une assez grande agglomération urbaine située dans un réseau de routes régionales important.

La photographie satellitaire extraite de *Google Earth* montre une zone dans la limite sud de l'agglomération de Dukuhturi-Talang-Adiwerna (DTA) distante d'environ 750 mètres de la limite nord de l'agglomération de Slawi-Pangkah-Dukuhwaru (SPD). Cet endroit est traversé par la route régionale importante qui relie la municipalité de Tegal dans la région nord-ouest de la province à la ville de Purwokerto dans la région sud ouest de Java. La route traverse aussi la ville de Slawi, capitale du *kabupaten* de Tegal. À travers cette figure, on peut observer comment le processus de prolongation du développement physique dans les agglomérations urbaines, en l'occurrence l'agglomération urbaine DTA, peut susciter l'élargissement des zones urbaines aux villages alentours.

Figure 4.1
La prolongation de zone urbaine dans une agglomération urbaine du *kabupaten* Tegal



Source : Google Earth, 2010, et observation directe en 2008.

En observant la figure 4.1 nous pouvons constater que les activités industrielles (blocs orange) et les services publics (blocs bleus) dominent dans l'utilisation du sol sur le parcours de la route régionale. Ils utilisent la plupart des sols jouxtant la route régionale dans les grandes parcelles. La croissance des activités industrielles et de services publics le long de la route régionale a été influencée par le prix moins cher du terrain dans la périphérie des villes existantes et par la meilleure qualité de l'accessibilité de la zone du corridor par rapport à celle des autres zones dans les centres urbains. Pourtant, à un stade ultérieur, l'existence d'activités industrielles ou de services publics a stimulé le développement d'autres activités, en particulier des activités mixtes entre les activités du commerce et les fonctions résidentielles (blocs roses) dans les plus petites parcelles, et entre activités industrielles et services publics. En fait, les activités commerciales n'adoptent pas toujours la forme de grandes activités ; elles sont souvent le fait de petits commerces qui essaient de profiter de l'existence de la circulation routière, générée par l'existence de la route régionale, comme source d'un marché potentiel ; beaucoup d'entre eux utilisent l'espace situé devant leur maison comme magasin et show-room pour leurs marchandises (*cf.* figure 4.2).

Figure 4.2
Illustration des activités commerciales
le long du corridor de la route régionale dans le *kabupaten* Tegal



Source : enquête de terrain dans le *kabupaten* Tegal en 2008.

La route régionale paraît effectivement jouer un rôle important en ce qui concerne les activités industrielles, commerciales, de services publics et même résidentielles. Toutes ces activités se trouvant sur les bords de son tracé, les activités industrielles et de services publics ayant cependant le plus grand potentiel pour provoquer l'apparition de bâtiments aux alentours. En plus d'apporter des espaces résidentiels pour la communauté locale, les bâtiments fournissent des logements et des chambres à louer aux salariés, ou des places pour d'autres activités comme des

petits restaurants, des petits magasins et des activités de services pour les salariés de l'industrie. Ces diverses activités génèrent elles-mêmes des activités économiques pour la communauté ; ainsi des opportunités de travail dans le secteur informel liées à l'existence d'activités industrielles dans la périphérie de l'agglomération urbaine de Dukuhturi-Talang-Adiwerna (DTA) du *kabupaten* de Tegal, comme l'illustrent les photographies de la figure 4.3.

La photographie (a) montre l'utilisation des *ojek*¹, comme le mode alternatif de transport dans la région, surtout pour répondre aux besoins de la communauté du corridor de la route régionale en matière de liaison à d'autres quartiers à l'intérieur de la région, ou ailleurs. L'utilisation et le développement de l'*ojek*, ainsi que de développement de *pangkalan ojek* (station d'*ojek*) dans de nombreux endroits, y compris dans le long du corridor de la route régionale (en particulier aux croisements avec d'autres routes qui la relie aux centres d'habitation), ont été permis du fait de l'absence ou du manque de services de transports en commun peuvent répondre aux besoins en transport dans de nombreuses zones périphériques ainsi que dans des zones rurales du *kabupaten*.

En plus des *pangkalan ojek*, on trouve aussi de petits magasins ou de petits restaurants identiques le long de la route régionale, particulièrement à la jonction ou aux carrefours des routes locales avec la route régionale comme l'illustre la photographie (b), ceux-ci apportant des services surtout pour les salariés des industries ou pour ceux qui sont sur le chemin des zones d'activité industrielles. Les photographies (c) et (d) montrent l'existence de « *pitchmans* » ou marchands ambulants qui apportent également des services aux salariés des industries et aux autres membres de la communauté le long de la route. Dans le contexte du développement spatial de la région, on peut considérer que le développement des activités industrielles et des services publics qui ont été développés sur le parcours de la route régionale à la périphérie des agglomérations urbaines a stimulé le développement d'une occupation urbaine des sols avoisinants ; à un stade ultérieur, ce développement peut changer le quartier ou le village de plutôt rural en plutôt urbain.

Il convient également de constater que la plupart des activités résidentielles (blocs jaunes de la figure 4.1), qui sont développées dans de petites parcelles, sont situées à l'arrière

¹ *Ojek* est un terme indonésien pour un service de taxi-moto utilisé par les hommes dans de nombreuses zones urbaines et non urbaines en Indonésie, et géré de manière informelle sans aucune réglementation spécifique du gouvernement. Dans les zones urbaines, généralement l'*ojek* ne peut être utilisé par un passager (adulte, ou jusqu'à deux ou trois enfants ou dans une combinaison d'un adulte et des enfants) qui se trouve au dos du conducteur (le fournisseur de service de taxi-moto). Pourtant, dans de nombreuses zones rurales ainsi que dans les zones périphériques, le nombre de passagers de l'*ojek* peut attendre deux ou trois personnes adultes.

des activités industrielles, des commerces et des services publics. Ceci parce que le développement du logement a utilisé des terrains moins chers que ceux qui sont sur le parcours de la route. En outre, il existe des rizières et d'autres sols agricoles à l'arrière des activités industrielles et des autres activités, mais on peut penser que les activités agricoles ne demeurent qu'en attendant l'arrivée d'autres activités qui peuvent les convertir.

Figure 4.3
Illustration des activités informelles générées par les activités industrielles dans le corridor de la route régionale dans le kabupaten Tegal



Source : étude de terrain, 2008.

Pour le moment l'occupation des terres revêt un caractère de mixité en termes d'activités (activités industrielles, de services publics et autres activités comme les activités résidentielles,

commerciales, les rizières et les autres activités agricoles). Cette mixité s'apparente ainsi au développement physique typique des centres urbains en Asie, ainsi que le définit Terry McGee (1991) comme présentant une distinction floue entre le rural et l'urbain. Pourtant, ce qui a été établi par McGee est que le développement s'étend au-delà des limites de la grande ville ou de la métropole et rayonne habituellement dans toutes les directions à partir du centre ville, en particulier sur les sites qui sont reliés aux routes régionales (McGee et Robinson, 1995). McGee (1995) soutient que ce type de développement urbain indique l'émergence d'un processus d'urbanisation basé sur une région à forte densité de population au sein d'un vaste territoire, par opposition au processus d'urbanisation basé sur la ville dans lequel la migration rurale-urbaine devient plutôt le moteur principal de l'augmentation de la population. En outre, dans le contexte indonésien, Firman (2009) soutient que les activités économiques comme le développement des zones industrielles et des logements à grande échelle sont souvent à l'origine du déclenchement de l'extension du développement des grandes villes ou des métropoles.

Cependant, dans le cas du développement des agglomération urbaines dans les *kabupaten* observés, le développement d'usines, de logements, de restaurants, de petits commerces et d'autres petites activités économiques qui profitent de l'existence des activités de la route régionale dans les régions rurales densément peuplées sont plutôt un déclencheur, qui fait que les villages voisins sont devenus plus peuplés et ont été transformés en villages urbains. Ce phénomène d'expansion de zones urbaines, qui s'est souvent produit dans de nombreuses grandes villes des pays en développement depuis les années 1960, comme l'a montré McGee (1971), a en fait commencé à se reproduire également dans les villes plus petites des *kabupaten* en Indonésie. Ce processus est par conséquent à prendre en compte afin d'apporter de meilleures réponses politiques aux problèmes rencontrés par de nombreuses villes petites et moyennes des *kabupaten* urbanisés aujourd'hui, comme cela a été vécu par les grandes villes indonésiennes depuis les années 1970 ou 1980.

4.2.3 La tendance à une forte augmentation de l'utilisation des sols urbains dans les grandes agglomérations urbaines

Le cas du *kabupaten* de Tegal montre que la plus grande extension des sols urbains a eu lieu dans ses grandes agglomérations urbaines, à savoir dans l'agglomération SPD (205 000 habitants en 2006) et dans l'agglomération DTA (298 000 habitants urbains en 2006).

L'extension des sols urbains dans l'agglomération SPD a impliqué environ 1 670 hectares des sols urbains supplémentaires pendant la période de 16 ans, entre 1990 – 2006, alors que l'extension dans l'agglomération DTA a porté sur 871,9 hectares.

Cependant, l'extension des surfaces urbaines dans les deux agglomérations urbaines est relativement différente du point de vue du facteur dominant. Parmi les deux types d'extension des sols urbains, c'est l'extension interne qui est proportionnellement le type le plus important dans l'agglomération de SPD, car elle a concerné 61,4 % des tous sols urbains supplémentaires. La majeure partie de l'extension interne se produit dans le *kecamatan* de Slawi, centre de cette agglomération où se trouvent également la capitale du *kabupaten* et la plupart des plus grandes activités industrielles. Elle porte sur 737,9 hectares, tandis que l'expansion urbaine vers extérieur a porté sur 631,8 hectares de sols urbains supplémentaires, soit 38,6% de tous les élargissements des terres urbaines dans cette agglomération.

En ce qui concerne l'agglomération urbaine DTA, l'extension des sols urbains résulte en plus grande partie de l'expansion urbaine, soit environ 59% de toutes les extensions de terres urbaines avec une augmentation de 514,3 hectares pendant la même période. Les expansions urbaines dans cette agglomération ont eu lieu en particulier vers l'ouest dans le *kecamatan* de Dukuhuri, qui se trouve au nord du *kecamatan* de Talang, et vers le sud dans *kecamatan* d'Adiwerna qui se trouve au sud de *kecamatan* de Talang. Les activités industrielles petites et moyennes, particulièrement celles de la métallurgie et celles de la transformation du bois, ainsi que les activités commerciales ont beaucoup influencé la réorganisation interne le long de la route régionale principale qui traverse cette agglomération urbaine du nord au sud.

Le développement des activités industrielles, comme le développement des grandes usines, et le développement des petits commerces comme les restaurants, les épiceries et les boutiques, ont également influencé l'expansion urbaine vers l'extérieur, surtout dans les zones bordant les routes régionales importantes comme l'expansion urbaine vers le sud dans le *kecamatan* de Lebaksiu dans l'agglomération SPD, ou l'expansion vers le sud dans l'agglomération DTA. En revanche, les expansions urbaines à l'est ou à l'ouest dans les deux agglomérations ont été beaucoup influencées par le développement des logements, surtout ceux construits par les membres de la communauté de manière informelle.

Ainsi, la grande extension des surfaces urbaines dans les deux plus grandes agglomérations urbaines du *kabupaten* de Tegal est influencé à la fois par la réorganisation

interne dans les villages urbains préexistants, et par l'expansion vers l'extérieur des zones urbaines préexistant aux villages voisins, ce qui a transformé ces villages en nouveaux villages urbains. L'agglomération SPD a connu une réorganisation interne surtout dans les quartiers du *kecamatan* de Slawi, ainsi que des expansions urbaines vers l'extérieur surtout vers le sud, dans le *kecamatan* de Lebaksiu, en suivant la route régionale menant à Purwokerto, et vers l'ouest dans le *kecamatan* de Dukuhwaru, ce qui a transformé certains villages ruraux en villages urbains. La réorganisation interne dans l'agglomération de DTA se produit particulièrement dans le *kecamatan* de Talang qui se trouve au milieu de cette agglomération. Quant à l'expansion urbaine vers extérieur, elle se produit en particulier vers l'ouest, dans les *kecamatan* de Dukuhhuri et Talang, et vers le sud, dans le *kecamatan* d'Adiwerna.

Les cas des *kabupaten* de Malang et de Purwakarta montrent un phénomène similaire à celui du *kabupaten* de Tegal. La plus grande extension des sols urbains a eu lieu également dans les plus grandes agglomérations urbaines, à savoir l'agglomération de Lawang-Singosari pour le *kabupaten* de Malang et l'agglomération de Purwakarta pour le *kabupaten* de Purwakarta. Ces agglomérations sont celles où se trouvent la plupart des activités industrielles du *kabupaten*. Dans le *kabupaten* de Malang, la plus grande extension, en particulier sous la forme d'une expansion urbaine vers le nord le long de la route régionale, s'est produit dans le *kecamatan* de Singasari, voisin de la municipalité de Malang. En fait, ce *kecamatan* était moins urbanisé que le *kecamatan* de Lawang avoisinant, au nord le *kecamatan* de Singasari, mais à partir de l'année 2000, la forte extension des surfaces urbaines dans le *kecamatan* de Singasari a abouti à la fusion des deux *kecamatan* en une grande agglomération, devenue depuis la plus grande agglomération urbaine du *kabupaten*.

Dans l'agglomération de Purwakarta, la plus grande extension des surfaces urbaines s'est produite dans le *kecamatan* de Purwakarta, la plus grande agglomération urbaine du *kabupaten* avec une population plus de 200 000 habitants en 2006 dans une agglomération urbaine formée de 29 villages urbains. La majeure partie de l'extension des sols urbains dans cette agglomération (1 331,5 hectares sur 1 677,5 hectares pour la période 1990 – 2006) s'est produite sous la forme de l'expansion urbaine vers extérieur, en particulier vers le nord, le long de la route régionale, provoquant le reclassement de nombreux villages ruraux en nouveaux villages urbains. Le développement des activités résidentielles et industrielles ont été les causes dominantes des élargissements de terres urbaines dans cette agglomération urbaine.

Ainsi, le développement des activités industrielles grandes et moyennes et le développement des activités résidentielles conjuguées avec le développement des activités des commerces petits et moyens ont influencé l'augmentation des sols urbains dans les grandes agglomérations urbaines des *kabupaten* observés. Pourtant, l'utilisation des sols par les activités résidentielles, en particulier le développement informel des maisons individuelles, est toujours considérée comme le facteur dominant de l'augmentation des sols urbains dans l'urbanisation du territoire des *kabupaten*. Par ailleurs, l'existence d'une route régionale importante dans les plus grandes agglomérations urbaines est devenue un facteur important dans le développement de ces diverses activités, car la plupart d'entre elles se sont développées le long de celle-ci pour pouvoir profiter des terres bon marché dans les périphéries qui ont encore une bonne accessibilité au centre urbain ainsi qu'aux autres grandes villes avoisinantes, et profiter également des activités générées par les moyens de transports routiers comme marché potentiel pour leurs activités. Ainsi, on observe que huit nouveaux villages urbains dans le *kecamatan* de Singosari, et la plupart des nouveaux villages urbains dans l'agglomération de Purwakarta, sont traversés par les routes régionales importantes reliant les grandes agglomérations urbaines aux autres grandes villes de la région.

4.2.4 La tendance à un grand taux de consommation des sols urbains dans les petites agglomérations urbaines

Pour mettre en évidence que l'utilisation imprudente des ressources foncières est une situation courante dans tous les types d'agglomérations urbaines confrontées au processus d'urbanisation du territoire, il convient d'étudier le taux de consommation des sols urbains et la transformation en zones bâties dans chaque agglomération urbaine formée dans les trois *kabupaten* (voir les tableaux 4.3 pour le *kabupaten* de Tegal, 4.4 pour le *kabupaten* de Malang, et 4.5 pour le *kabupaten* de Purwakarta). A première vue, l'imprudence dans l'utilisation des ressources foncières est indiquée par l'augmentation du taux de consommation des sols urbains, qui a lieu dans tous les types d'agglomérations urbaines. Pourtant, si l'on compare les taux de consommation des sols urbains dans tout type d'agglomération urbaine à celui des *kabupaten* observés, on s'aperçoit qu'ils présentent une grande variété et que généralement, les petites agglomérations urbaines présentent un plus grand taux de consommation, même si, considérant de façon plus détaillée chaque

agglomération, les petites agglomérations urbaines ont également des taux de consommation plus variés.

Le cas du *kabupaten* de Tegal montre que ses petites agglomérations urbaines ont un taux de consommation moyen de 123,3 mètres carrés par citoyen en 2006, avec une variation de 45,7 mètres carrés par habitant à 390,5 mètres carrés par habitant. Dans le *kabupaten* de Malang, ce type d'agglomération urbaine a un taux de consommation moyen de 295,1 mètres carrés par citoyen avec une variation de 83,9 mètres carrés par habitant à un peu plus de 1000 mètres carrés par habitant, tandis que dans le *kabupaten* de Purwakarta, le taux de consommation est en moyenne de 224,3 mètres carrés par habitant, avec une variation de 127,1 mètres carrés par habitant à 283,9 mètres carrés par habitant.

Ces taux de consommation des sols urbains sont plus grands que les taux de consommation des autres types des agglomérations urbaines dans les *kabupaten* respectifs, et même dans les autres régions plus urbanisées. Même si le plus grand taux de consommation des sols urbains par habitant dans les petites agglomérations urbaines peut être compris comme un effet de l'influence de prix moins élevés des sols urbains dans les petites agglomérations urbaines, le plus grand taux de consommations peut indiquer également l'inefficacité de l'utilisation des sols urbains dans les petites agglomérations urbaines des *kabupaten*.

En outre, les petites agglomérations urbaines ont aussi de grand taux d'augmentation de consommation des terres urbaines par habitant urbain supplémentaire. Les tableaux 4.3, 4.4 et 4.6 montrent que les taux d'augmentation moyens de consommation des terres urbaines par nouvel habitant dans petites agglomérations urbaines des trois *kabupaten* observés dans la période de 1990 à 2006 étaient de 135,02 mètres carrés par nouvel habitant, 332,83 mètres carrés par nouvel habitant, et 260,53 mètres carrés par nouvel habitant, dans le cas des *kabupaten* de Tegal, Malang et Purwakarta respectivement.

En outre, si l'on considère la tendance des agglomérations urbaines de taille moyenne dans les trois *kabupaten* observés où se développent de petites agglomérations urbaines, comme Margasari, Lebaksiu et Balapulung dans le *kabupaten* de Tegal, Gondanglegi, Turen, Tumpang, Bululawang, Mulyoagung, Wonomulyo et Kemantren dans le *kabupaten* de Malang, et Plered-Sukatani dans le *kabupaten* de Purwakarta, la plupart de ces agglomérations montrent une assez grande augmentation du taux de consommation des sols

urbains pendant la période observée. Alors, parallèlement à l'augmentation de leur population, leurs taux de consommation de sols urbains ont également augmenté.

Ce qu'il paraît essentiel de retenir des analyses de ces trois *kabupaten* est, d'une part, que la région qui a un faible taux d'urbanisation aura tendance à connaître un plus grand taux de consommation des sols urbains. D'autre part, que les plus petites agglomérations urbaines ont tendance à avoir un plus grand taux de consommation des sols urbains. De ces phénomènes, on peut déduire que ce ne sont pas seulement les grandes villes, comme la région métropolitaine de Jakarta, Bandung ou Surabaya qui peuvent jouer un rôle de prédateur pour les ressources foncières. Même les plus petites agglomérations urbaines formées par les processus d'urbanisation des territoires dans les *kabupaten* peuvent devenir un plus grand prédateur pour les ressources foncières, comme on l'a vu dans les trois *kabupaten* observés.

Dans la perspective de la sauvegarde de la durabilité écologique à long terme à travers l'utilisation plus efficace des ressources foncières, afin de parvenir à une application efficace du concept de développement urbain durable dans le développement des villes et du territoire, il est par conséquent nécessaire d'améliorer la politique de développement urbain pour faire face à ce problème relatif aux ressources foncières qui, dans l'avenir, ne concernera pas uniquement les grandes villes, mais pourra être également crucial pour de nombreuses villes de beaucoup plus petite taille.

À cet égard, on peut dire que le développement des petites agglomérations urbaines dans le processus d'urbanisation requiert autant une gestion attentive que celui des grandes villes, même si leur population est encore relativement faible et que leur consommation du sol urbain n'est pas aussi grande en chiffres absolus que celle des grandes villes. Une meilleure gestion de l'utilisation des sols dans les petites villes des *kabupaten* serait nécessaire pour que celles-ci puissent contribuer à la protection des ressources foncières qui peuvent être considérées comme l'une des ressources limitées.

4.3 Les défis environnementaux de la tendance à la grande consommation des sols urbains dans le processus d'urbanisation du territoire : les menaces sur les rizières, les sols agricoles et les sols forestiers

Même si la conversion des sols en surfaces bâties est considérée comme une dimension normale du processus de développement urbain dans les pays en développement (Firman, 2000), cette conversion est l'un des problèmes sérieux que rencontreront les zones

agricoles et les ressources naturelles pour de nombreuses décennies (Levia, 1998). Ce n'est pas seulement un problème grave dans les pays en développement (Hengzhou, Futian & Zhongxing, 2007), mais aussi dans les pays développés (Schiffman, 1982; Leavia, 1998). Avec la croissance rapide de la population urbaine ainsi que de l'économie urbaine, la concurrence pour la répartition des sols entre les activités urbaines et non urbaines a entraîné la perte de terres agricoles et d'espaces naturels qui ont été convertis en terrains résidentiels, commerciaux et industriels, ou autres affectations urbaines.

Dans de nombreuses régions du monde, le taux de conversion des terres agricoles en sols résidentiels et autres sols urbains a atteint des proportions stupéfiantes (Levia, 1998). Par exemple, aux Etats-Unis, Ada County à l'Idaho a perdu plus de 4800 ha de sols agricoles irrigués entre 1987 et 1992 en raison de la conversion des terres due à l'étalement de la banlieue de Boise (Levia, 1998). De même, la province du Jiangsu en Chine a perdu environ 447 690 hectares de ses terres arables de 1984 à 2003 avec un taux de diminution annuelle de 0.463% (Hengzhou, Futian & Zhongxing, 2007).

On soutient que les défis posés par la conversion des terres ne résident pas seulement dans leur impact sur les valeurs écologiques des pays ruraux et agricoles (voir Fujihara, Hara & Short, 2005), les pertes de sols fertiles (voir Imhoff et al., 2004), ou le changement climatique à l'échelle locale (voir Svirejeva-Hopkins & Schellnhuber, 2008), mais aussi dans leur impact sur l'environnement local. De plus, dans un contexte plus général, la perte de sols arables et de ressources naturelles et leur transformation en zones urbaines a été reconnue comme un facteur important du changement climatique au cours des dernières décennies (voir Xiao et al, 2006, et voir aussi Svirejeva-Hopkins & Schellnhuber, 2008). Par conséquent, la recherche sur le changement d'utilisation des sols est devenue un aspect important dans les études sur le développement durable (Xiao et al, 2006).

Le cas des trois *kabupaten* observés montre que la conversion des sols agricoles en zones bâties caractérise également l'expansion urbaine dans le processus d'urbanisation du territoire des *kabupaten*. Elle est visible dans la considérable réduction de la superficie des rizières et des sols agricoles dans les *kabupaten* de Tegal, Malang, et Purwakarta entre 1990 et 2005 qu'indiquent respectivement les tableaux 4.9, 4.10, et 4.11. Une réduction des surfaces se produit également dans les zones forestières, surtout dans les forêts des communautés.

Les analyses de la réduction des zones agricoles et forestières dans les trois *kabupaten* observés utilisent les données extraites des ouvrages « *Kabupaten dalam Angka* » (« *Les*

Figures du Kabupaten ») qui décrivent la superficie de chaque type d'utilisation des sols des *kabupaten* par *kecamatan*. Les différentes analyses de l'augmentation des sols bâtis prennent en compte les données de l'utilisation des sols des villages, extraites des « *Potensi Desa* » ou des (*Monographies des villages des kabupaten* »), parce que les *Potensi Desa* n'ont pas enregistré les données avec les mêmes critères d'une année sur l'autre. L'utilisation des données des *Kabupaten dalam Angka* est rendue nécessaire du fait de l'indisponibilité des données sur l'utilisation des sols non urbains dans beaucoup des monographies de village ; on ne peut donc pas les analyser de façon groupée pour tous les villages dans les *kabupaten* observés.

L'utilisation de sources différentes dans les analyses est due également à l'inexistence d'informations sur l'utilisation des sols non urbains (sols non bâtis) autres que les rizières, car la classification des sols présentée dans les monographies de village : (1) sols agricoles, (2) terres arables non cultivées, (3) sols bâtis, et (4) autres (BPS, 1990), ne fournissent pas les informations détaillées sur les utilisations des sols dont nous avons besoin pour réaliser nos analyses dans les monographies de village. Pour mettre en évidence les changements des sols agricoles et forestiers, nos analyses utilisent donc les données extraites des « *Kabupaten Dalam Angka* » qui donnent des informations sur l'utilisation des sols agricoles, celle des forêts et sur les autres types d'utilisation des sols des *kabupaten*, comme le montrent les tableaux 4.9, 4.10 et 4.11.

En outre, les trois *kabupaten* usent de catégories différentes pour présenter la superficie de leurs utilisations des sols, ce qui se traduit également par des différences dans les analyses du changement de l'utilisation des sols des *kabupaten*, comme le montrent les tableaux. Par exemple, les *kabupaten* de Tegal et Purwakarta classent leurs rizières dans des sous-types, alors que le *kabupaten* de Malang ne détaille pas ses rizières par catégorie. Le *kabupaten* de Purwakarta classe ses forêts dans deux catégories : les forêts d'Etat et les forêts de communauté, alors que le *kabupaten* de Tegal ne retient comme catégorie spécifique que les forêts de l'Etat, les autres forêts étant intégrées dans la catégorie des « sols agricoles » ; quant au *kabupaten* de Malang, il ne différencie pas ses forêts et les classe sous une seule rubrique : « forêt ».

La conséquence de l'utilisation de sources de données différentes, est qu'on a des « différences d'information » sur les superficies des sols bâtis des trois *kabupaten* observés, dans lesquels les superficies selon les *Kabupaten dalam Angka* sont plus grandes que celles des monographies de village. Par exemple, la superficie des sols bâtis du *kabupaten* de Tegal

en 1990 selon les *Kabupaten dalam Angka* est de 13 343 hectares, alors que selon les monographies de village elle est de 4 006,1 hectares. La différence entre les deux résulte de la différence de définition des sols bâtis : selon les *Kabupaten dalam Angka* ceux-ci comprennent les sols bâtis dans les villages non urbains, qui ne figurent pas dans les informations extraites des monographies de village parce que les calculs ne prennent en compte que ceux des villages urbains.

De plus, en raison de la difficulté à obtenir des données des *Kabupaten dalam Angka* de l'année 2006, les trois derniers tableaux utilisent les données de 2005 pour représenter l'utilisation la plus récente des sols des *kabupaten*. Cette différence (limitée, compte tenu du faible écart de temps) ne devrait cependant pas faire problème, cette analyse ne visant pas à fournir des superficies précises, mais plutôt à présenter une tendance et à montrer la force de cette tendance concernant les types d'utilisation des sols qui subissent l'expansion des sols urbains et du processus d'urbanisation du territoire dans les *kabupaten*.

Les tableaux 4.9, 4.10, et 4.11 montrent qu'au cours des quinze dernières années entre 1990 et 2005, l'utilisation des sols pour les rizières et les sols agricoles a généralement beaucoup diminué. Le *kabupaten* de Tegal, par exemple, a connu une réduction d'environ 954 hectares de rizières et 330 hectares de sols agricoles pendant la période. Pendant cette même période, les *kabupaten* de Malang et Purwakarta ont connu respectivement une diminution d'environ 1 243 et 1 399 hectares des rizières, et une diminution d'environ 330 et 1 871 hectares des sols agricoles. Les rizières dont l'irrigation est désignée comme « semi-technique » et celles dont l'irrigation est désignée comme « modeste » pour le cas du *kabupaten* de Tegal, ainsi que les rizières dont l'irrigation est désignée comme « modeste – PU² » pour le cas du *kabupaten* de Purwakarta, sont les rizières dont la superficie a été réduite dans le processus d'urbanisation du territoire.

La comparaison des séries chronologiques dans les tableaux montre que la superficie des rizières et des sols agricoles dans les trois *kabupaten* a toujours été décroissante d'une année sur l'autre ; cette décroissance n'est donc pas un phénomène lié un temps déterminé.

² PU est une abréviation pour « *Pekerjaan Umum* » ou travaux publics. Dans la classification des rizières du *kabupaten*, la désignation « PU » concerne les rizières dont le système d'irrigation « modeste » a été construit par le service des travaux publics ; la désignation « non-PU » désigne les rizières qui ont été équipées d'un système d'irrigation « modeste » construit par d'autres acteurs, généralement les agriculteurs eux-mêmes ou leur organisation. Comme habituellement le service des travaux publics assure la maintenance des rizières situées dans son système d'irrigation, les rizières situées en dehors de son système d'irrigation sont celles qui sont le plus susceptibles d'être converties.

Parmi les trois *kabupaten*, seules les rizières du *kabupaten* de Purwakarta ont connu une légère augmentation pendant la période de 2000 à 2005, après une très grande diminution pendant la période de 1990 à 2000. Les rizières et les sols agricoles des deux autres *kabupaten* connaissent une diminution qui a tendance à s'accroître d'une année sur l'autre.

Tableau 4.9
Les changements de l'utilisation des sols du *kabupaten* Tegal, entre 1990 à 2005

	1990 (ha)	2000 (ha)	2005 (ha)	Changement 1990-2005 (ha) (ha par an)	
Rizières	41 232	40 929	40 278	-954	-63,6
- avec irrigation technique	27 414	28 385	28 277	863	57,5
- avec irrigation semi-technique	3 081	1 667	1 717	-1 364	-90,9
- avec irrigation modeste	4 795	4 010	3 796	-999	-66,6
- irriguées par la pluie	5 941	6 867	6 488	547	36,5
Zones bâties	13 343	13 990	14 776	1 433	95,5
Sols agricoles	10 973	10 802	10 643	-330	-22,0
Pâturages	155	234	93	-62	-4,1
Etangs	325	323	321	-4	-0,3
Forêt de l'État	18 571	17 044	18 834	263	17,5
Autres	3 281	4 557	2 934	-347	-23,1
Total	87 879	87 879	87 879		

Source : Calculé à partir des données des *Kabupaten Tegal Dalam Angka* (Les chiffres du *kabupaten Tegal*), années 1990, 2000 et 2005.

Tableau 4.10
Les changements de l'utilisation des sols du *kabupaten* Malang, entre 1990 à 2005

	1990 (ha)	2000 (ha)	2005 (ha)	Changement 1990-2005 (ha) (ha par an)	
Zones bâties	46 545	44 874	41 004	-5 541	-369,4
Rizières	49 145	48 322	47 902	-1 243	-82,9
Sols agricoles	114 910	116 663	102 219	-12 691	-846,1
Plantation	11 424	17 051	12 323	899	59,9
Forêt	92 265	86 186	82 239	-10 026	-668,4
Marais	0	41	430	430	28,7
Sols stériles	0	184	45	45	3,0
Autres	20 498	16 861	34 186	13 688	912,5
Total	334 787	330 182	320 348		

Source : Calculé à partir des données du *Kabupaten Malang Dalam Angka* (Les chiffres du *kabupaten Malang*), années 1990, 2000 et 2005.

Les cas des *kabupaten* de Malang et Purwakarta montrent que les forêts ont aussi constamment diminué aussi d'une période à l'autre, ces réductions étant notées dans la catégorie de « forêts » pour le *kabupaten* de Malang et dans la catégorie de « forêts de communauté » pour le *kabupaten* de Purwakarta. Pourtant, il est à noter que les forêts définies comme « forêts de l'État », c'est-à-dire celles établies sur des terrains appartenant à l'État (CIFOR, 2002), n'ont pas diminué. Au contraire, leur superficie dans les *kabupaten* de Tegal et Purwakarta a légèrement augmenté. Ces observations peuvent indiquer la difficulté de la région à préserver les forêts, surtout quand celles-ci n'appartiennent pas à l'État.

Tableau 4.11
Les changements de l'utilisation des sols du *kabupaten* Purwakarta, entre 1990 à 2005

	1990 (ha)	2000 (ha)	2005 (ha)	Change 1990-2005 (ha) (ha par an%)	
Rizières	16 963	15 437	15 564	-1 399	-93,3
- avec irrigation technique	2 208	1 932	1 932	-276	-18,4
- avec irrigation semi-technique	3 813	2 964	2 961	-852	-56,8
- avec irrigation modeste PU	3 567	3 184	3 183	-384	-25,6
- avec irrigation modeste non-PU	1 059	1 432	1 520	461	30,7
- irriguées par la pluie	6 156	5 925	5 888	-268	-17,9
- irriguées par étang, marais ou lac	160	0	80	-80	-5,3
Zones bâties	11 533	13 077	13 164	1 631	108,7
Sols agricoles	19 657	18 699	17 786	-1 871	-124,7
Pâturages	1 103	1 185	1 165	62	4,1
Etangs, marais et lac	8 133	8 133	8 733	600	40,0
Pisciculture	456	457	457	1	0,1
Sols abandonnés	331	122	91	-240	-16,0
Forêt de communauté	7 456	6 329	6 501	-955	-63,7
Forêt de l'État	19 548	19 918	19 692	144	9,6
Plantation	7 225	9 325	9 240	2 015	134,3
Autres	4 767	4 490	4 782	15	1,0
Total	97 172	97 172	97 175		

Source : Calculé à partir des données des Kabupaten Purwakarta Dalam Angka (Les chiffres du kabupaten Purwakarta), années 1990, 2000 et 2005.

Les tableaux montrent qu'en revanche les surfaces des sols bâtis, utilisées comme indicateurs de l'évolution des terres urbaines, ont connu une augmentation constante dans le temps. Même si le tableau 4.10 montre que les zones bâties du *kabupaten* de Malang ont diminué, la superficie des terres urbaines des trois *kabupaten* observés ont augmenté (voir aussi le tableau 4.1, 4.3, 4.4 et 4.5). Il est intéressant de voir que les informations sur la superficie des zones bâties dans les tableaux 4.9, 4.10, et 4.11 sont différentes de la superficie des terres urbaines dans les tableaux 4.1, 4.3, 4.4, et 4.5. Par exemple, pour le *kabupaten* de Tegal, il y a une grande différence dans l'estimation de l'augmentation de sols bâtis : 1 433 hectares selon les informations du tableau 4.9 ; 4 441,6 hectares d'après le tableau 4.1. Le *kabupaten* de Malang a connu aussi une diminution des sols bâtis selon le tableau 4.10, même s'il a connu une augmentation des terres urbaines selon les tableaux 4.1 et 4.4. Ces différences sont dues à la différence de définition des sols bâtis mentionnée plus haut : les tableaux 4.9, 4.10 et 4.11 sont établis selon les données du « *Kabupaten Dalam Angka* », intégrant les terres bâties dans les villages non-urbains des *kabupaten*, à la différence des tableaux 4.1, 4.3, 4.4 et 4.5, établis selon des données extraites des monographies de village. La plus grande augmentation des terres urbaines selon les tableaux 4.1 ou 4.3 par rapport à l'augmentation des zones bâties selon le tableau 4.9 indique également que l'augmentation des terres urbaines

est influencée également par le reclassement des villages ruraux en villages urbains, consécutif au changement de classification des sols bâtis dans les villages ruraux, reclassés en terres urbaines, comme faisant partie des sols urbains du *kabupaten*. Un phénomène similaire a lieu également dans les *kabupaten* de Malang et Purwakarta qui connaissent une augmentation des sols urbains plus grande que celle des sols bâtis.

Malheureusement, nous ne disposons pas d'informations qui peuvent être exploitées pour calculer la proportion des diminutions de rizières, sols agricoles ou forêts qui sont convertis en sols bâtis et en autres sols urbains. Cependant, on considère que les pertes de rizières ainsi que des autres sols agricoles et des forêts sont liées à l'augmentation des terres urbaines, car les deux seuls types d'utilisation des sols à avoir beaucoup augmenté sont les sols bâtis et les plantations. On peut dire alors que les processus d'urbanisation du territoire dans les trois *kabupaten* ont abouti à la réduction de la superficie des rizières, des sols agricoles et, dans certains cas, des forêts ; en d'autres termes, ceux-ci ont été les principales victimes de la conversion des sols, visant à répondre aux besoins d'espaces urbains supplémentaires résultant de l'augmentation du nombre de la population urbaine et de ses activités.

A propos de phénomènes similaires qui ont eu lieu dans les régions rurales autour des grandes villes des zones côtières du nord de Java, Firman (2009) montre que la conversion des rizières, en particulier celles qui ont un système d'irrigation, ne réduit pas seulement la superficie des rizières ; elle peut également amener à la perte de l'investissement dans les infrastructures d'irrigation, en particulier lorsque la conversion se passe dans les rizières qui sont situées dans la partie supérieure et / ou au milieu du système d'irrigation.

Dans le contexte de la conversion des terres à la périphérie des grandes villes indonésiennes, Iqbal & Sumaryanto (2007) montrent que l'accélération des conversions de l'utilisation des sols dans le processus d'urbanisation est soutenue par quelques facteurs importants. Le premier facteur est l'augmentation de population urbaine qui accroît les besoins d'espace urbain. Le deuxième facteur est l'existence d'un réseau routier régional qui fournit une bonne accessibilité aux terrains dans les banlieues. Et le troisième facteur est la présence d'un facteur déclenchant, sous la forme de la construction de logements et d'autres équipements urbains dans les périphéries, ce qui entraîne une hausse de la valeur des terrains avoisinants, incitant les agriculteurs à vendre leurs terrains et les promoteurs immobiliers à effectuer la conversion des rizières ou des sols agricoles avoisinants en sols bâtis.

Firman (2007) montre que les déclencheurs des conversions des sols agricoles en sols urbains dans les périphéries des grandes villes comme Jakarta et Bandung sont les grandes opérations comme la réalisation de villes nouvelles, de zones industrielles, et de grands parcs immobiliers privés. En revanche, les déclencheurs de la conversion des rizières et sols agricoles à la périphérie des petites villes dans leur processus d'urbanisation peuvent être de petites opérations ou même une réalisation individuelle, comme l'implantation de petits immeubles privés, le développement de maisons individuelles, ou le développement d'une activité industrielle, qui plus tard seront combinés aux activités de la communauté, avec la construction de maisons individuelles de manière plus informelle (voir la figure 4.4).

Parmi ces déclencheurs, les cas des trois *kabupaten* montrent que le développement d'un projet immobilier privé, d'activités industrielles, ou de magasins sont les développements qui habituellement peuvent déclencher la conversion foncière la plus efficace dans le processus d'urbanisation des territoires, parce que ces activités peuvent générer des demandes pour d'autres activités, celles-ci tentant de capitaliser les opportunités de marché créées par les développements initiaux. Ensuite, si ce processus crée un ensemble d'activités développées à un certain niveau, il sera vraisemblablement suivi par le développement de maisons individuelles généralement construites de manière informelle.

Concernant le développement immobilier dans les *kabupaten*, on observe que celui-ci vise à répondre plutôt aux besoins des grandes villes dans la région. En témoigne notamment le fait que la plupart des grands complexes d'habitation, c'est-à-dire comptant cent maisons ou plus, sont construits dans les villages de la périphérie de la plus grande agglomération urbaine de la région (voir le tableau 4.12). Dans le *kabupaten* de Tegal, le plus grand complexe d'habitation, à savoir un projet de 350 maisons individuelles, a été construit dans l'agglomération de Kramat, une agglomération voisine de la municipalité de Tegal. L'autre grand projet de développement d'immobilier, portant sur 300 maisons individuelles, se trouve dans le *kecamatan* de Dukuhwaru qui avoisine Slawi. Dans le *kabupaten* de Malang, Sitirejo, Pandanlandung, Karangploso et Dau, endroits où sont réalisés de grands projets immobiliers, sont des périphéries de la municipalité de Malang. Des phénomènes similaires se produisent également dans le *kabupaten* de Purwakarta qui n'a pas d'autre grande agglomération urbaine à proximité, sauf l'agglomération de Purwakarta elle-même qui joue le rôle de capitale du *kabupaten* et est la plus grande agglomération urbaine du *kabupaten*. Les grands projets de développement immobilier dans ce *kabupaten* se situent dans le village de Purwakarta (un

projet de 2 380 maisons individuelles) et dans le village de Cibodas-Cempaka (un projet de 120 maisons individuelles) dans la périphérie de l'agglomération urbaine de Purwakarta.

Figure 4.4
Illustration de l'occupation des sols agricoles par les activités urbaines



Source : étude de terrain, 2008.

second consiste à commencer par assécher les rizières quelque temps pour les convertir ensuite. En fait, habituellement tous les gouvernements locaux en Indonésie ont leur règlement et leur procédure pour octroyer des permis de conversion de rizières en sols urbains, dans le but de réduire la tendance à la conversion (Iqbal & Sumaryanto, 2007). Cependant, Firman (2009) montre que la plupart des systèmes de contrôle de l'utilisation des sols, et en particulier dans la procédure d'octroi de permis de conversion, sont faibles, parce qu'ils régissent seulement les conversions réalisées de façon formelle mais ne sont pas efficaces pour régler celles qui se font de manière informelle. Pour cette raison, Firman (2009) montre que la faiblesse de système de permis d'utilisation de sols dans les gouvernements des *kabupaten* est l'un des facteurs importants concernant l'ampleur de la conversion foncière incontrôlée dans l'île de Java.

Dans le processus de conversion foncière en sols urbains, on considère qu'à la diminution des rizières et des sols agricoles répond par la suite la création de nouvelles rizières et de nouveaux sols agricoles au détriment d'autres types d'utilisation des sols, y compris les sols naturels et des forestiers, comme l'illustre le déboisement dans la périphérie de l'agglomération de Balapulang, dans le *kabupaten* de Tegal, dans la figure 4.5. Même si la conversion des terres forestières se trouve assez éloignée de l'endroit de conversion des sols agricoles en sols urbains, elle peut être considérée comme une réponse à la diminution des sols agricoles, le moyen d'existence de la majorité de la population dépendant encore des activités agricoles.

Ainsi que nous l'avons signalé plus tôt, le *kabupaten* de Malang a connu une grande diminution de la superficie de ses forêts, et le *kabupaten* de Purwakarta a connu également une grande diminution de la superficie de la forêt de la communauté (voir tableaux 4.10 et 4.11). Cependant, même si le *kabupaten* de Tegal (comme celui de Purwakarta) n'a pas connu de diminution de la superficie des forêts de l'État, il existe des phénomènes de conversion des forêts en sols agricoles comme l'illustre la figure 4.5.

Au cours d'entretiens avec le service du développement agricole, des plantations et des forêts du *kabupaten* de Tegal, le responsable du service a expliqué que la conversion des forêts en autres types d'utilisation des sols a eu lieu la plupart du temps dans les forêts de la communauté, c'est-à-dire des forêts appartenant une communauté d'individus ou à des groupes de communautés. Normalement, la conversion des terres forestières est destinée à leur transformation en terres de plantation ou recevant une autre activité agricole. Le responsable du service montre qu'il est très difficile d'empêcher la conversion des terres forestières à

d'autres utilisations, en particulier si les terres forestières sont déjà détenues par la communauté. C'est en raison d'une absence de réglementation pour interdire ou contrôler la conversion des terres forestières que les forêts ne sont pas incluses dans les zones forestières protégées ou dans les zones de conservation.

Figure 4.5
Illustration de la conversion d'une forêt en sol agricole



Source : étude de terrain dans le kabupaten Tegal, 2008.

En outre, concernant la gestion de l'utilisation des sols, le responsable du service affirme que la gestion de la conversion des rizières, en particulier des rizières munies d'un système d'irrigation, est nettement meilleure que celle relative à la conversion des terres forestières, du fait de l'existence de la réglementation régissant la conversion des rizières, selon laquelle conversion ne peut être réalisée qu'après obtention d'une autorisation du gouvernement local. De plus, il montre que le problème principal de la conversion des rizières dans le *kabupaten* de Tegal est que celle-ci est effectuée de manière informelle par les membres de la communauté.

Le responsable du service peut certifier que toutes les activités de conversion des rizières effectuées par les activités industrielles et les sociétés de développement immobilier

sont des conversions légales qui sont réalisées après qu'elles ont obtenu l'autorisation du gouvernement local. S'il y a des activités industrielles ou des entreprises de développement immobilier qui les convertissent sans autorisation, le service du développement agricole, des plantations et des forêts peut participer à l'engagement de mesures juridiques à l'encontre des contrevenants.

En revanche, le service rencontre de grandes difficultés dans la gestion des conversions de rizières lorsqu'elles sont le fait de membres de la communauté agissant de manière informelle, sans demande d'autorisation préalable : en effet, les conversions portent habituellement sur de petites parcelles de rizières qui sont des propriétés individuelles ; de plus, comme l'a noté le responsable, la dispersion des conversions informelles dans de nombreux endroits constitue un autre défi, quant au contrôle et à la poursuite des violations, pour le service.

Conclusion

La discussion dans ce chapitre a montré que le processus d'urbanisation du territoire dans les *kabupaten* s'est traduit par une augmentation très significative de la superficie des terres urbaines dans les agglomérations urbaines formées. Les expériences des trois *kabupaten* observés montrent également que le taux d'augmentation de l'espace urbain par habitant urbain supplémentaire est généralement très important, et même qu'il est supérieur à celui des régions plus urbanisées dans le pays. Dans ce processus, il est très important de comprendre que les augmentations de terres urbaines n'ont pas seulement résulté des réorganisations internes des zones urbaines dans les villes existantes, mais qu'elles ont été induites par des expansions vers l'extérieur de la structure physique des villes existantes, avec des incidences généralement plus grandes que celles résultant des réorganisations internes. En outre, la formation de nouvelles petites villes résultant du développement des centres ruraux en de nouvelles agglomérations urbaines s'est également caractérisée par l'augmentation des surfaces urbaines.

L'expansion vers l'extérieur et la formation de nouvelles petites villes dans le processus d'urbanisation du territoire ont des implications dans la transformation des villages ruraux en villages urbains. Elles sont stimulées par différents facteurs. L'expansion vers l'extérieur a largement lieu dans les plus grandes agglomérations urbaines des *kabupaten*, notamment sous l'effet du développement de certaines activités urbaines, comme les projets

immobiliers, les activités industrielles, et même les activités du commerce dans de nombreux villages ruraux situés à la périphérie des villes existantes. Elle est souvent suivie également par la multiplication de maisons informelles aux alentours des sites où s'effectuent ces développements. Par la suite, ces développements stimulent la transformation des villages ruraux en villages urbains, modifiant également leurs zones bâties en zones urbaines et élargissant les terres urbaines dans les villes existantes.

Cependant, la formation des nouvelles petites villes est plutôt le résultat de l'application en Indonésie, depuis les années 1970, d'une stratégie de développement rural appelée « *urbanisasi pedesaan* » (« urbanisation des villages »). Cette stratégie a permis de développer les centres ruraux par la mise en place de services urbains tels que les marchés et autres équipements économiques, les établissements scolaires et de santé, etc., afin de développer les zones rurales pour diminuer l'exode des populations vers les grandes villes. De ce fait, beaucoup de villages des centres ruraux sont passés de l'état de villages ruraux à celui de villages urbains en formant de nouvelles petites agglomérations urbaines.

Les expériences des trois *kabupaten* ont également montré que la grande expansion de la superficie des terres urbaines n'a pas seulement produit un fort taux d'augmentation de la consommation des terres urbaines par habitant urbain supplémentaire, mais qu'elle a augmenté également le taux de consommation des terres urbaines dans les agglomérations urbaines des *kabupaten*, l'un des résultats étant que la grande expansion de la superficie des terres urbaines a souvent apporté une moindre densité moyenne de population. En d'autres termes, le cas des trois *kabupaten* montre que le plus grand taux de consommation de l'espace urbain dans le processus d'urbanisation du territoire a conduit à l'inefficacité de l'utilisation de ressources foncières limitées dans le mode de consommation des terres urbaines, puisqu'il est plus élevé que dans les zones urbaines malgré une moindre densité de population.

Une autre caractéristique importante dans le processus d'urbanisation du territoire est que la grande expansion de la superficie des terres urbaines a consommé les rizières et les sols agricoles des *kabupaten* de façon significative en les convertissant en sols urbains. Elle a consommé également des terres naturelles comme les forêts pour les convertir en sols destinés à d'autres types d'utilisation, notamment en sols agricoles, puisque la superficie des sols agricoles s'est trouvée réduite. Par conséquent, l'augmentation des terres urbaines dans le processus d'urbanisation du territoire n'a pas consommé seulement les rizières et les sols agricoles, mais elle a également consommé les sols naturels de manière indirecte.

Les augmentations de superficie des terres urbaines dans les agglomérations urbaines des trois *kabupaten*, qui sont suivies par de grandes pertes de superficies des rizières, des autres sols agricoles, et même des sols naturels, prouvent que les phénomènes de conversion des sols non urbains en sols urbains dans l'île de Java ne sont pas limités aux grandes villes existantes, mais se produisent également dans les petites villes, y compris dans les petites villes des *kabupaten*.

Dans l'île de Java, principale productrice de riz du pays et caractérisée par une forte densité de population, le phénomène de conversion des sols agricoles en sols bâtis est devenu une question importante en raison de son ampleur. Par exemple, Iqbal et Sumaryanto (2007) montrent que plus de 187 000 hectares de rizières munies d'un système d'irrigation ont été convertis au cours de l'année 2005. Ils montrent aussi que dans les plans d'aménagement urbain de beaucoup de villes, un des facteurs importants pour la conversion des terres agricoles en surfaces urbaines à travers de l'implantation de nombreuses rizières dans les zones de développement futur pour répondre aux besoins des populations et des activités urbaines (Iqbal & Sumaryanto, 2007). De façon cumulative à l'échelle nationale, les plans d'aménagement urbain peuvent menacer l'existence d'environ 3 millions hectares de rizières, soit 42,4% de 7,3 millions hectares de la surface totale des rizières du territoire national, s'ils ne sont pas évalués et améliorés (Iqbal & Sumaryanto, 2007).

La tendance à la perte des rizières et des autres sols agricoles ne représente pas seulement un grand défi pour une nation dont les habitants se nourrissent principalement de riz (même si la production nationale de riz a augmenté, passant d'environ 49,7 millions de tonnes en 1995 à 65,76 millions de tonnes en 2011) ; elle devient également un défi dans le domaine des opportunités d'emploi, une grande partie des habitants du pays dépendant encore des activités agricoles en tant que principal moyen de gagner leur vie. Jamal et al. (2002) montrent que la surface moyenne de rizières appartenant à des familles d'agriculteurs de l'île de Java était de l'ordre de 0,21 à 0,37 hectares par famille, et que seules 50,4% des familles agricoles étaient propriétaires des terrains de leur exploitation, les 49,6% restants étant des ouvriers agricoles qui doivent travailler dans des fermes appartenant à d'autres agriculteurs. Avec un grand nombre de personnes dépendant des activités agricoles – selon le BPS le pays comptait plus de 41,49 millions de travailleurs exerçant un métier dans le secteur agricole, soit 38,35% du nombre des travailleurs nationaux (BPS, 2012) – la perte d'une grande superficie des rizières ainsi que des autres sols agricoles peut également signifier une perte d'opportunité d'emploi pour un grand nombre d'habitants.

Ainsi, en particulier dans le contexte de forte densité de population qui caractérise l'île de Java, il est très important de bien comprendre ces tendances à la conversion des terres agricoles en terres urbaines ; le développement des centres ruraux, notamment dans les *kabupaten* qui ont connu un processus de forte urbanisation de leur territoire, devrait faire l'objet d'un examen très attentif. Une politique telle que la stratégie de « l'*urbanisasi pedesaan* », qui décentralise les services et facilités urbaines vers les centres ruraux, comme le font beaucoup depuis la fin des années 1970, devrait être menée de manière à minimiser le stimulus d'élargissement des agglomérations urbaines existantes. Même si l'amélioration des opportunités et des services urbains est importante pour améliorer de la qualité de vie de la communauté en dehors des grandes villes (Cohen, 2006), l'application de telle politique ne devrait pas être exécutée sans l'application d'une politique parallèle permettant d'orienter les développements spatiaux et de limiter la conversion des sols non-urbains en terrains urbains, comme la politique de conservation des sols, la politique de gestion des terres, ou des politiques foncières similaires, les politiques permettant de limiter la consommation des ressources naturelles, particulièrement des ressources foncières, étant considérées comme la principale stratégie d'aménagement et de gestion urbain pour réaliser des villes durables (Parnell, Simon & Vigelt, 2007).

L'existence d'une telle politique de limitation dans l'aménagement des petites villes dans les régions rurales ou agricoles, surtout dans les petites villes à croissance rapide comme les agglomérations urbaines formées dans les *kabupaten* observés, est importante. Une telle politique est également nécessaire dans le développement précoce des villes, afin de façonner le système urbain dans la région en harmonie avec les activités à prédominance rurale et agricole (voir Rondinelli, 1983). En mettant l'accent sur la conservation des ressources des terres et le développement rural, le développement des petites villes peut offrir des possibilités de lier le développement urbain et le développement rural afin d'assurer une croissance équitable entre les activités urbaines et rurales, ainsi que le renforcement de la réduction de la pauvreté dans ces deux zones, en fournissant des services nécessaires pour accroître la productivité et la valeur ajoutée des activités agricoles sans réduire les opportunités d'emploi dans les secteurs agricoles qui sont l'épine dorsale des activités dans les zones rurales.

Chapitre V

La croissance économique et le problème de la pauvreté dans le processus d'urbanisation du territoire : le cas des *Kabupaten* de Tegal et Purwakarta

Introduction

L'Indonésie a connu une bonne croissance économique depuis la fin d'années 1960, même si elle a été interrompue par une crise économique en Asie du sud est en 1997. Pourtant, la pauvreté reste toujours un problème chronique qui représente une menace pour un développement durable. Ce chapitre vise à faire comprendre la relation entre le processus d'urbanisation en Indonésie et le problème de la pauvreté, avec pour objectif de montrer comment la pauvreté se développe parallèlement au processus d'urbanisation et au développement économique dans la région. Donc, cette analyse confirmera la deuxième proposition de la recherche, c'est-à-dire : « le fort taux d'urbanisation du territoire qui a lieu dans les *kabupaten* a engendré des défis spécifiques, en particulier du point de vue du concept de développement durable. Ces phénomènes qui se produisent avec le développement de villes petites et moyennes au cours du processus d'urbanisation du territoire des *kabupaten* », nous permettent de répondre à la deuxième question de la recherche : « quel sont les défis spécifiques apportés par l'urbanisation du territoire dans les *kabupaten* en particulier dans les villes petites et moyennes formées au cours de leur processus d'urbanisation ? ». En conséquence, comme ceux du chapitre 4, les résultats de ce chapitre contribueront aux analyses des défis que l'urbanisation du territoire va générer et que nous verrons dans la conclusion de la deuxième partie de cette étude.

En fait, le souci d'analyser la relation entre l'urbanisation, le développement économique et la pauvreté n'est pas nouveau. Il s'agit d'un sujet important qui est largement discuté en raison des différences existant entre le processus d'urbanisation des pays en développement qui a commencé en général dans la deuxième moitié du vingtième siècle et celui des pays développés qui a débuté cent ans plus tôt (Henderson, 2009 ; voir aussi Kironde, 2006). L'urbanisation dans les pays en développement s'est déroulée à un rythme plus rapide que dans les pays développés, mais la plupart des gouvernements des pays en développement ont généralement échoué à faire coïncider la croissance rapide de la population urbaine avec celle des services et des infrastructures nécessaires, y compris en termes de logements décents et d'emploi (Kironde, 2006).

Le processus d'urbanisation est considéré comme un moyen de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Caractérisé par l'accroissement de la part de la population urbaine dans la population totale et par le développement des villes et des activités économiques dominées par les activités industrielles, commerciales et de services, le processus d'urbanisation est destiné à transformer le travail à faible productivité de l'agriculture de subsistance en travail à haute productivité dans les industries modernes, qui permettra aux habitants pauvres d'améliorer leur qualité de vie (Wratten, 1995). Pourtant, même si l'on y observe des créations d'emplois, les expériences de certaines villes comme Bombay et Visakhapatnam en Inde (voir Amis et Kumar, 2000 pour Visakhapatnam ; et Swaminathan, 1995 pour Bombay), Guadalajara au Mexique (voir Latapí et de la Rocha, 1995) et à Kumasi au Ghana (voir Devas et Korboe, 2000) montrent que les processus d'urbanisation, la modernisation et l'industrialisation marginalisent les plus pauvres qui pour la plupart sont des travailleurs ruraux ou qui travaillent dans les secteurs informels.

Le but de ce chapitre est de discuter du problème de la pauvreté dans le processus d'urbanisation des territoires. Partie intégrante de la stratégie de développement économique et régional, il est présupposé que le processus d'urbanisation suivi d'une amélioration des performances économiques sera également suivi par une réduction de la pauvreté. Dans ce contexte, comme les autres chapitres de cette partie, ce chapitre tentera de confirmer la deuxième proposition de la recherche.

Pour réaliser cet objectif, en utilisant les résultats relatifs aux processus d'urbanisation et à la formation des agglomérations urbaines analysés dans la première partie, ce chapitre étudiera la relation entre urbanisation, développement économique et incidence de la pauvreté dans les régions observées. Les questions importantes seront les suivantes :

- l'urbanisation des territoires suivie d'une amélioration des performances économiques de la région permettra-t-elle de réduire l'incidence de la pauvreté dans la région ?
- comment l'urbanisation du territoire qui a changé le statut de certains villages les faisant de rural à urbain, peut-elle influencer l'incidence de la pauvreté urbaine et rurale ?
- comment le développement économique de la région influence-t-il l'incidence de la pauvreté régionale ?

Les analyses de ce chapitre concerneront deux des trois *kabupaten* observés dans cette étude, les *kabupaten* de Tegal et Purwakarta. L'absence du cas du *kabupaten* de Malang est justifiée par l'indisponibilité des données sur la pauvreté à l'échelle des villages. La disponibilité des données à cette échelle est en effet très importante, parce qu'on examinera également l'influence des changements de statut des villages dans le processus d'urbanisation (villages ruraux et villages urbains) et l'évolution du nombre et du niveau de la pauvreté dans le *kabupaten*.

Dans le but d'analyser la relation entre le processus d'urbanisation, la croissance économique et la pauvreté, d'un point de vue conceptuel, la pauvreté est définie comme étant l'insuffisance des biens essentiels et / ou des opportunités auxquels a droit chaque être humain, afin de lui permettre d'améliorer ses possibilités de gagner de quoi jouir d'une qualité de vie décente. D'un point de vue quantitatif, la population urbaine pauvre est formée des ménages qui ont des revenus en dessous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire en dessous du niveau de revenus estimé nécessaire pour satisfaire aux besoins de base (Mitlin, 2005 ; voir aussi Rakodi, 1995).

Même si la pauvreté a d'autres dimensions que la dimension économique, sa mesure a souvent été abordée à travers cette dimension, en comparant les revenus au seuil de pauvreté. Pourtant, les caractéristiques différentes dans les ménages pauvres, telles que les variations dans la taille et la composition des ménages, la difficulté d'estimer le niveau de revenus de ceux qui travaillent dans le secteur informel, la façon de traiter le fait que la consommation de nombreux ménages pauvres dépasse leurs revenus, puisque, par exemple, ils consomment aussi leur propre production, les différences de structure de consommation entre groupes de revenus, les différences de coûts réels pour des produits différents, et même les variations dans les préférences alimentaires au sein du groupe et les influences culturelles dans l'adaptation à la pénurie alimentaire, ont soulevé des problèmes méthodologiques et des difficultés dans la référence au seuil de pauvreté pour mesurer celle-ci quantitativement (Rakodi, 1995). Ainsi, comme l'a indiqué Akindola (2009), la pauvreté ne consiste pas uniquement en un faible niveau de revenus, mais cumule d'autres facteurs qui limitent la possibilité pour les pauvres d'améliorer leurs opportunités et leur vie.

Toutefois, dans un cadre pratique, en particulier dans le calcul de l'évolution du nombre des pauvres, cette analyse utilisera le résultat du recensement des familles pauvres mené par le BPS (*Badan Pusat Statistik*, ou le bureau central de statistique d'Indonésie). Dans le décompte du nombre de familles pauvres, le BPS s'est appuyé sur la capacité de chaque

famille à répondre à ses besoins de base, que ce soit pour les besoins alimentaires ou non alimentaires, en utilisant une norme du seuil de pauvreté (Cahyat, 2004). Le seuil de pauvreté est un standard défini par le BPS aux niveaux national et provincial, basé sur les besoins en roupies par personne et par mois, d'après les résultats du *Susenas* (*Survey Sosial Ekonomi Nasional*, ou enquête nationale sociale et économique). Ces résultats sont utilisés par le BPS pour calculer le nombre de personnes et de ménages pauvres en Indonésie.

Le BPS a calculé le nombre de familles pauvres en Indonésie pour la première fois en 1963, à travers son *Susenas*. A partir de l'année 1980, le BPS l'a reconduit chaque année ; cependant, les informations sur le nombre et le pourcentage de la population et de familles pauvres ne sont données qu'au niveau national jusqu'en 1987 (Cahyat, 2004). C'est seulement depuis 1993 que l'information a commencé à être présentée à l'échelle provinciale, après une période pendant laquelle les informations ont été données à la fois à l'échelle nationale et, pour certaines grandes provinces, à l'échelle provinciale. A partir l'année 2000, le BPS a calculé le nombre de familles pauvres dans chaque village et *kelurahan*, en effectuant des recensements tous les 10 ans et / ou des enquêtes intermédiaires.

5.1 La relation entre le processus d'urbanisation, la croissance économique et la pauvreté : une relation qui ne garantit pas la réduction de la pauvreté

Il a été avancé que l'urbanisation et le développement économique sont étroitement liés (Henderson, 2009). L'urbanisation a été généralement considérée comme étant associée positivement au développement économique avec une plus grande productivité, une industrialisation et une plus grande prospérité, car de nombreuses grandes villes ont un rôle positif dans le développement économique régional puisqu'elles offrent à leurs entreprises l'avantage d'accéder à un plus grand marché pour leurs produits, ainsi qu'au meilleur matériel, main d'œuvre, et d'autres intrants (Hope, 1986). L'urbanisation a généralement été considérée comme donnant aux résidents urbains l'avantage de profiter de l'accès à des services sociaux de meilleure qualité et d'une meilleure représentation de la population au niveau politique (Hope, 1986).

En expliquant la relation entre l'urbanisation et le développement économique, Nigel Harris (1988) fait référence à la pensée d'Adam Smith sur la division du travail comme base d'une productivité élevée, reconnaissant aussi la spécificité des espaces liés aux échanges ou au commerce. De plus, se référant à la pensée de Marx, Harris (1988) mentionne que la

séparation des villes et des régions rurales, et l'échange des marchandises entre elles, représentent l'une des premières formes de division sociale du travail du point de vue spatial, c'est-à-dire une division du travail qui est organisée par le marché. La séparation spatiale des activités non agricoles dans les zones urbaines des activités du secteur agricole dans les zones rurales permet aux régions urbaines puissent développer leurs spécificités complémentaires comme base d'une productivité du travail élevée (Harris, 1988).

D'un côté, comme la population grandit, la demande relative et absolue des villes en marchandises et services augmente. Avec cette augmentation, l'importance relative et absolue des activités industrielles et celle des services grandissent aussi. C'est la raison de l'augmentation d'échelle de l'économie interne, de l'économie d'urbanisation et de localisation, et des activités de transport des villes (Moomaw & Shatter, 1996). D'un autre côté, leur grande population et la densité de leurs interactions permettent aux villes de devenir des endroits où les compétences se développent, les innovations voient le jour et les savoirs sont échangés (Henderson, 2009). Cette force particulière des villes développe leur possibilité de parvenir à un plus grand degré de division du travail et de spécialisation, et d'augmenter leurs possibilités d'échanges, qui par la suite leur permettront de devenir des lieux de plus grande productivité de travail et d'accéder à un plus grand nombre de marchés (Harris, 1988), ce qui les conduira à une plus grande contribution au développement économique régional et national. Ainsi, du point de vue de ce modèle, les villes sont souvent regardées comme les moteurs de croissance de l'économie (Henderson, 2009).

Le rôle des villes en tant que moteurs de croissance économique est montré aussi par des données empiriques. Par exemple, Tokyo, New York, Londres et Paris, les quatre plus grandes villes des pays industriels, sont les centres financiers mondiaux qui influencent aussi le commerce et l'investissement, ainsi que le développement du monde en termes d'économie, de culture, et de sciences et technologies. La concentration de 70% de la recherche publique et de 63% de l'industrie nationale dans sa région a ajouté à Tokyo un rôle de centre de recherche et de centre d'industriel en plus de son rôle en tant que centre d'administratif du pays (Laborde, 2000). Dans les pays en développement, la ville de Mexico, la capitale du Mexique qui est la plus grande ville dans les pays en développement, est le principal centre de distribution qui monopolise la commercialisation de certains biens et la fourniture de certains services dans le pays. Elle contribue pour plus de la moitié à la valeur de la production industrielle du pays (Laborde, 2000). São Paulo, une des plus grandes villes du monde, est devenue la plus grande agglomération urbaine du Brésil avec plus de 16,58

millions de citoyens en 1996 et le centre industriel le plus important du pays et même de l'Amérique latine. Elle contribue à environ une moitié de la production industrielle totale du Brésil, après s'être développée à partir d'une petite ville fondée en 1554 et qui en 1890 était restée petite avec une population d'environ 65 000 citoyens et une activité de plantation de café (Cohen, 2004 ; voir aussi Godfrey, 1999). Le développement des activités industrielles a démarré au début des années 90 ce qui a provoqué un grand afflux d'immigrés des différentes parties de l'Europe et a transformé la petite ville de São Paulo en une ville industrielle importante à partir de 1950 (Cohen, 2004). En Indonésie, environ un quart des investissements domestiques et étrangers se concentrent sur la région métropolitaine de Jakarta, où plus d'un quart de la population urbaine de la nation se concentre ce qui a fait d'elle la plus grande concentration urbaine du pays (Firman, 1999).

Pourtant, contrairement à ce point de vue, surtout pour les villes des pays en développement, il est maintenant reconnu que l'urbanisation et le développement économique produisent également des effets négatifs, ainsi que certains coûts associés à la concentration de la population et des activités économiques dans les zones urbaines comme l'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi, le chômage, et la pauvreté (Hope, 1986). En plus des différences dans la manière qu'ont les gouvernements nationaux pour allouer des ressources dans les pays en développement et les pays développés pour répondre à leur processus d'urbanisation, Henderson (2009) montre que la différence est causée par le fait que les pays en développement ont connu un processus d'urbanisation rapide sur une très courte durée, c'est-à-dire généralement pendant environ trente ans, processus qui dans les pays développés s'étalait sur une durée de cent ou cent cinquante ans. En conséquence, les gouvernements des villes des pays en développement n'ont pas eu beaucoup de temps pour s'adapter aux pressions de l'urbanisation rapide en particulier pour ce qui est de la création de nouvelles possibilités d'emploi et de l'aménagement des infrastructures et des services urbains. Alors, comme le soutient Haris (1990), l'association de l'urbanisation et des changements dans l'activité économique n'est pas du tout simple. La complexité des facteurs sous tendus par la concentration physique des populations et les valeurs qui soulignent le processus d'urbanisation dans la région, mais aussi le héritage des habitudes sociales de la communauté dans la région donnent les influences au processus d'urbanisation qui s'y passe (Haris, 1990).

Les cas de Visakhapatnam (voir Amis & Kumar, 2000) et de Bangalore (voir Benjamin, 2000) montrent que l'insuffisance des infrastructures et services urbains influence beaucoup l'incidence de la pauvreté dans une ville, même si la croissance économique est

impressionnante dans certains secteurs d'activités, comme celui des technologies de l'informatique dans le cas de Bangalore et celui du secteur industriel et des transports régionaux dans le cas de Visakhapatnam. Dans ces villes, le développement des infrastructures urbaines n'est pas seulement nécessaire pour répondre au besoin de croissance des activités économiques urbaines, il faut aussi que la population urbaine puisse jouir d'une amélioration de sa qualité de vie. De plus, dans le contexte de la lutte contre la pauvreté urbaine, l'investissement dans les infrastructures, telles que l'approvisionnement en eau, l'électricité et les installations sanitaires, est nécessaire en particulier pour améliorer la qualité de vie des pauvres (Amis et Kumar, 2000 ; voir aussi Amis ; 1995 et Rakodi, 1995).

Toutefois, la préoccupation principale du gouvernement de la ville dans la stimulation de la croissance économique s'est focalisée beaucoup plus sur une stratégie de développement des infrastructures visant à faciliter les activités économiques urbaines (Amis et Kumar, 2000 ; voir aussi Benjamin, 2000). De plus, en raison de l'existence de certains secteurs économiques de pointe dans une ville, comme le secteur des technologies de l'informatique dans le cas de Bangalore, le développement des infrastructures urbaines est plus concentré pour répondre aux besoins de ces secteurs et laisse les besoins d'autres secteurs et même les besoins de la population urbaine en retrait, même si les secteurs économiques des technologies de l'informatique n'offrent pas des possibilités d'emploi à la majorité de la population urbaine comme leur moyens de subsistance (Benjamin, 2000). Dans cette situation, par conséquent, la population urbaine et en particulier les citoyens pauvres ne sont pas prioritaires pour attirer l'attention du gouvernement sur le développement des infrastructures urbaines. En fait, le manque d'infrastructures et de services urbains, le bas niveau des investissements et les fortes densités de population dans les quartiers pauvres ont également créé des environnements difficiles et insalubres, raisons pour lesquelles les citoyens pauvres se heurtent à l'impossibilité de sortir de leur pauvreté et de profiter de la mobilité verticale à cause de la limitation des opportunités, ainsi que des problèmes de santé importants qui peuvent être créés dans leur environnement (Mitlin, 2005).

Dans cette situation, la pauvreté reste toujours un problème fréquent dans le processus d'urbanisation des villes des pays en développement. Elle est souvent placée sur un plan secondaire dans les politiques de développement urbain. Par exemple, les gouvernements envisagent le développement d'activités industrielles qui pourraient être sources de création de la croissance économique de la ville en créant des opportunités d'emplois comme moyen de lutter contre la pauvreté. Mais les caractéristiques des ménages pauvres, tels que de faibles

niveaux d'éducation et / ou le manque de compétences acquises, constituent pour eux un obstacle à l'accès aux emplois offerts par le développement de ces activités. Mitlin (2005) soutient que la tentative de développement des activités industrielles, comme les efforts pour augmenter les opportunités d'emploi, ne suffisent pas à lutter contre la pauvreté dans les régions urbaines (voir aussi Amis, 1995 ; et Rakodi, 1995) et David Drakakis-Smith (1996) montre que beaucoup de gouvernements de villes dans les pays en développement ont été pris au piège de ce type de politique, et plus encore ont cherché à utiliser les pauvres comme une simple source de main-d'œuvre bon marché pour les activités industrielles qu'ils souhaitaient stimuler.

En fait, la pauvreté urbaine est un problème multidimensionnel et complexe (Navarro, 2001). Elle a non seulement une dimension économique, telle l'insuffisance des revenus, mais aussi des dimensions sociales, environnementales et politiques interdépendantes. En expliquant la pauvreté urbaine, Amis (1995) et Rakodi (1995) montrent que les problèmes des populations urbaines pauvres sont liés à trois questions importantes : la faible productivité, le faible revenu et l'emploi occasionnel à la suite d'une incapacité à obtenir des emplois salariés dans les secteurs formels, et la mauvaise qualité des logements et des infrastructures dans lesquels les populations urbaines pauvres doivent vivre.

La grande pression de la croissance démographique urbaine sur la population active, l'incapacité des secteurs formels salariés d'absorber l'expansion de la population active et la faible capacité de la plupart des pauvres à répondre aux besoins d'emplois dans le secteur formel salarié ont poussé une grande partie de la population urbaine pauvre à occuper un emploi occasionnel ou dans les secteurs informels non salariés (Amis, 1995). L'insuffisance des revenus des urbains pauvres est alors le résultat de leur incapacité d'accéder à l'emploi salarié dans le secteur formel, ce qui fait que beaucoup d'entre eux se voient obligés de travailler dans le secteur informel avec ses capacités et ses ressources limitées.

Dans ses études en Asie du sud et Asie du sud est, particulièrement en Inde, Amis (1995), montre aussi que le secteur informel est très hétérogène, ce qui provoque une grande segmentation ou stratification de ceux qui y travaillent. Les écarts de salaires importants entre les activités et entre les sexes, la faiblesse et l'insécurité des revenus et la précarité de l'emploi, en particulier pour les femmes, les enfants et les plus pauvres parmi les pauvres, sont cruciaux dans les activités des secteurs informels, et sont donc aussi cruciaux pour le problème de la pauvreté urbaine comme pour la grande portion de population urbaine pauvre qui y travaille, alors que l'emploi des femmes ou des enfants et leurs revenus sont essentiels à

la survie des ménages (Amis, 1995 ; voir aussi Rakodi, 1995). De ce fait, même si parfois les ménages pauvres ont un niveau de revenus au-dessus du seuil de pauvreté, l'insécurité de ces revenus et même de l'emploi deviennent eux aussi un enjeu crucial dans les problèmes de pauvreté urbaine (Amis, 1995).

En ce qui concerne le logement, la plus grande partie de la population urbaine pauvre vit dans des bidonvilles ou habite sur des terrains occupés illégalement dans des unités de logements auto-développés, le reste habitant à l'extérieur des bidonvilles ou des squats (Amis, 1995). Un logement peut être un atout important, mais les difficultés pour accéder aux infrastructures et aux services urbains, surtout dans les petites villes, posent généralement un gros problème (Amis, 1995). En particulier pour les enfants et les personnes âgées, le manque d'infrastructures urbaines comme l'approvisionnement en eau, l'assainissement et les services de santé peuvent créer des problèmes de santé importants. Les problèmes de santé rencontrés par un ou plusieurs membre d'une famille peuvent contribuer à son appauvrissement en l'obligeant à vendre ou à hypothéquer ses biens les plus précieux pour assumer le coût des soins et compenser la perte de revenus potentiels, car ils ne peuvent pas travailler s'ils sont malades ou s'ils doivent prendre soin d'un membre de la famille qui est malade (Rakodi, 1995 ; voir aussi Amis, 1995). Les problèmes de santé s'ajoutent donc aux autres déclencheurs du processus d'appauvrissement dans les familles pauvres.

De plus, Rakodi (1995) soutient que les effets de l'appauvrissement en termes de réduction de la nutrition, de l'accès à l'éducation et aux services de santé, d'autres problèmes de santé, etc., sont plus grands pour ceux qui ont vécu en dessous ou à la limite du seuil de pauvreté. Dans ce contexte, permettre à la population urbaine pauvre d'accéder aux aides, comme l'obtention d'un crédit d'urgence, l'accès aux services de santé de base ainsi que la garde de leurs jeunes enfants, l'approvisionnement en eau, l'assainissement, le drainage et la collecte des ordures, est important pour qu'ils puissent éviter le processus de d'appauvrissement (Mitlin, 2005).

Par conséquent, même si le processus d'urbanisation joue sur le développement économique, la discussion précédente conclut qu'il n'y a pas toujours un lien positif entre l'urbanisation et la lutte contre la pauvreté (Drakakis-Smith, 1996). Ainsi, les relations entre le processus d'urbanisation et la pauvreté urbaine doivent être comprises de façon plus approfondie. Alors, dans le contexte du processus d'urbanisation dans les *kabupaten* de l'île de Java, il est important également d'analyser les relations entre l'urbanisation et la pauvreté. Cette analyse peut approfondir la compréhension des problèmes que pose la pauvreté qui

doivent être considérés comme l'un des fondements d'une meilleure gestion du processus d'urbanisation des territoires dans le futur.

5.2 L'urbanisation et la pauvreté en Indonésie

Dans le chapitre 2, nous avons considéré le point de vue démographique. L'Indonésie a connu un processus d'urbanisation rapide pendant les dernières décades. La croissance démographique urbaine du pays a augmenté et atteint son apogée avec un taux de croissance moyenne de plus de 5% par an dès le début des années 1970 quand ce pays a abordé l'ère du développement planifié inauguré sous le régime de l'Ordre Nouveau de Suharto (1967-1998). La plus grande augmentation de population et celle de la population urbaine se sont produites dans l'île de Java qui, avec une superficie d'environ 138 94 kilomètres carrés, est la plus petite des cinq grandes îles de ce pays. Par conséquent, cette île, qui était moins urbanisée que Kalimantan (Bornéo) et Maluku (les Moluques) en 1961 (Milone, 1964), est devenue aujourd'hui l'île la plus urbanisée et la plus développée du pays.

Le processus d'urbanisation en Indonésie se caractérise aussi par le développement économique qui a plus bénéficié aux grandes villes, surtout celles qui se trouvent dans l'île de Java, qu'aux plus petites. Les processus de développement et d'urbanisation en Indonésie ont amené une croissance économique remarquable qui a fait passer le revenu annuel par habitant d'environ 60 US\$ à environ 1 000 US\$ et a diminué le taux de pauvreté qui est passé d'environ 70% à environ 15% entre 1967 et 1997 (Garcia, 2000). De plus, surtout au cours des trois dernières décennies du vingtième siècle, l'urbanisation rapide a également été largement tirée par le développement socio-économique, en termes d'investissements domestiques et étrangers notamment dans le secteur de l'industrie et des services (Firman, 2009 ; voir aussi Firman, 2002). L'administration du président Suharto, qui est arrivé au pouvoir en 1967, succédant Sukarno, a transformé la politique de développement national alors en vigueur le « *Berdikari* » (l'autosuffisance) en une politique qui s'ouvre au commerce et aux investissements du marché mondial. Le résultat est qu'en une période de trente ans entre janvier 1967 et janvier 1997, l'Indonésie a reçu un cumul d'investissements nationaux et étrangers de 501 380,6 milliards de roupies et de 176 142,9 millions US\$, non compris ceux concernant les industries pétrolière et gazière, dont la plupart sont allés aux secteurs industriel et de services (Firman, 1998). En outre, le PIB du pays a augmenté radicalement de 5,98 milliards US\$ en 1967 à 286,96 milliards US\$ en 2005, malgré une diminution de 215,75

milliards US\$ en 1997 à 95,45 US\$ en 1998 en raison de la crise économique asiatique. Cependant, malgré sa croissance économique fantastique, l'Indonésie continue d'être une société essentiellement agricole puisqu'une large partie de sa population tire encore ses moyens de subsistance des activités agricoles.

En tant que plus grande concentration urbaine, Jakarta et ses alentours ont bénéficié d'un meilleur réseau d'infrastructures. En conséquence, cette région profite d'un grand nombre d'investissements nationaux et étrangers. DKI Jakarta seule a reçu environ 11,3% et 14,4% des investissements nationaux et étrangers respectivement (Firman, 1998). D'autre part, la province voisine de DKI Jakarta, c'est-à-dire la province de Java Ouest, en a reçu environ 31,0% et 29,4% respectivement (Firman, 1998). De plus, la plupart des investissements dans la province de Java Ouest sont localisés à Tangerang et Bekasi, qui font partie de la région urbaine étendue de Jakarta, et le reste est principalement localisé dans la région métropolitaine de Bandung, la troisième plus grande concentration urbaine du pays (Firman, 1999). Firman (1999) estime qu'au moins un quart de la valeur de l'investissement national et étranger et environ la moitié du nombre total des investissements sont placés dans la région de DKI Jakarta et la province de Java Ouest, où se trouvent la plus grande et la troisième plus grande concentrations urbaines du pays. De plus, environ 7% des investissements sont regroupés dans la région métropolitaine de Surabaya, la deuxième plus grande concentration urbaine située à l'est de l'île de Java (Firman, 1999). Donc, les trois plus grandes concentrations urbaines ont reçu plus de la moitié de la valeur de l'investissement national et étranger dans le pays.

Dans ce contexte, le processus de développement urbain en Indonésie, en particulier dans les grandes villes, a entraîné un processus plus complexe avec les flux d'investissements sans frontières, de biens, de personnes et d'informations qui favorise l'intégration des grandes villes indonésiennes dans le système mondial des villes et même dans les systèmes économiques mondiaux (Firman, 1999). Le début de l'intégration du développement urbain de la région métropolitaine de Jakarta a été marqué par les symboles des systèmes économiques mondiaux au moins depuis la fin des années 1980. Dans le secteur financier, ils se signalent par la présence de succursales de banques étrangères comme la Citibank, la Deutsche Bank, l'ABN Amro, etc. Dans le secteur du commerce, l'expansion des activités de détaillants transnationaux comme Sogo, JC Penney, Wal-Mart, Makro et Carrefour, ont également mis en vedette le développement économique de la ville. Le développement de nombreuses chaînes d'hôtels de classe internationale comme le Mandarin, le JW Marriot,

l'Hôtel Shangrilla, Le Méridien, etc., le développement rapide du secteur immobilier en termes de construction d'immeubles et d'appartements de grande hauteur dans le centre-ville ainsi que celui des villes nouvelles, des biens immobiliers à grande échelle, des zones industrielles à grande échelle aux périphéries de la ville ont également soutenu le développement de Jakarta qui fait maintenant partie des grandes villes du monde (voir Firman, 1999).

Outre que la plus grande part de l'investissement a été reçue par Jakarta et d'autres grandes concentrations urbaines, ces villes ont bénéficié d'une meilleure attention du gouvernement dans le développement des infrastructures urbaines, ce qui caractérise aussi le processus d'urbanisation dans les villes indonésiennes. Durant les années 1980 et 1990, grâce aux prêts d'organismes internationaux, le gouvernement central d'Indonésie a initié le développement des infrastructures urbaines dans quelques grandes villes telles que Jakarta, Surabaya, Medan et Bandung à travers certains programmes appelés « Programmes de Développement des Infrastructures Urbaines Intégrées (*Program Pembangunan Prasarana Kota Terpadu*) ». Les programmes couvraient des projets d'approvisionnement en eau, d'assainissement, de drainage, d'amélioration des *kampung* ou des villages urbains, et de voirie urbaine (Firman, 2002). Plus tard, à partir du début des années 1990, les programmes se sont poursuivis dans les autres villes grandes et moyennes, surtout dans les villes municipales dans toute l'Indonésie et ont touché environ 56% de la population urbaine indonésienne dans le milieu des années 1990 (ONU, 1995). Pourtant, même si d'un côté, ces programmes ont amélioré la capacité des villes en fournissant des infrastructures urbaines, et ont donc eu une influence positive énorme pour l'économie nationale, d'un autre côté, ils ont de façon inattendue encouragé un développement économique supérieur dans les grandes villes, surtout les plus importantes, à celui des plus petites.

Cet argument est corroboré par l'étude de Kuncoro (2002) qui a démontré que les activités industrielles grandes et moyennes sont fortement concentrées dans la grande région métropolitaine de Jakarta et la grande région métropolitaine de Surabaya. Kuncoro (2002) montre que les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications permettent aux entreprises de minimiser les coûts de production dans cette concentration de grandes et moyennes industries. De plus, l'étude de Brata (2009) prouve que, même si elles sont plus dispersées que celles des grandes et moyennes industries, les activités de petite industrie et d'artisanat informel en Indonésie, sont pour la plupart concentrées dans les provinces de Java comme Java centre, Java est et Java ouest.

Une autre politique urbaine qui a été mise en œuvre par le gouvernement indonésien est mentionnée par Garcia (2000) qui a analysé le commerce et le prix d'intervention dans les activités économiques en 1987 et 1995. Garcia (2000) soutient que les différentes mesures de protection qui ont été mises en œuvre pour le secteur industriel, le secteur agricole et d'autres activités du secteur primaire ont majoritairement bénéficié au secteur industriel et découragé le secteur agricole et les autres activités du secteur primaire dans leurs tentatives pour obtenir de meilleurs prix. Par conséquent, le secteur industriel a été privilégié par rapport aux autres secteurs. En outre, étant donné que les activités industrielles sont concentrées à Java et que la plus grande partie de l'agriculture et du secteur primaire, à l'exception de la riziculture, est localisée dans d'autres îles, les différents moyens de protection ont augmenté le revenu des centres urbains de Java et réduit celui des personnes vivant dans les régions rurales de Java et dans les autres îles (Garcia, 2000). Resosudarmo et Vidyattama (2006) montrent que les provinces de Java sont parmi les cinq provinces avec le plus haut PIB, même si en raison de leur grande population, seule la province de DKI Jakarta est considérée comme l'une des cinq provinces avec le plus haut PIB par habitant. Pourtant, deux provinces de Java, celle de Java centre et celle de Yogyakarta, qui ont été considérées comme faisant partie des cinq provinces avec le plus petit PIB par habitant en 1971, ne sont plus classées dans ce groupe depuis l'année 1996 (Resosudarmo et Vidyattama, 2006).

Dans le contexte de la pauvreté en Indonésie, il est clair que le processus d'urbanisation et le développement économique ont influencé également la réduction de la pauvreté. Cette indication peut être constatée dans la diminution du nombre des pauvres indonésiens, à la fois urbains et ruraux, au cours de la période de développement et du processus d'urbanisation entre les années 1970 et 1990, comme le montrent les données de Naylor et Falcon (1995) ou Tommy Firman (1999) présentées dans le tableau 5.1. Cependant, la diminution du nombre des pauvres n'est pas aussi grande que l'augmentation du PIB, qui a été multiplié par plus de 40 entre 1967 et 2005, tandis que le revenu moyen par habitant a été multiplié par plus de 15 entre 1967 et 1997.

Le tableau 5.1 montre l'incidence de la pauvreté en Indonésie entre 1970 et 2008, y compris le nombre des pauvres urbains et ruraux. Les données sont extraites des trois sources : Naylor et Falcon (1995), Firman (1999), et le BPS (2008), ce qui permet de comparer les chiffres sur une longue période, à savoir des années 1970 aux années 2000, tandis que les données provenant du BPS seul n'ont pu être trouvées. En fait, les données de

Firman (1999) sont également dérivées des données du BPS, tandis que les données de Naylor et Falcon (1995) sont prises dans les données publiées par l'ONU.

Tableau 5.1 : La pauvreté en Indonésie, 1970-2008

l'année	Nombre de pauvres (en million d'habitants)				Taux de pauvreté (%)			
	urbains		ruraux		total	urbaine	rurale	totale
	nombre	% du total	nombre	% du total				
1970*	14	20,0	56	80,0	70	na	na	na
1980*	9	21,4	33	78,6	42	na	na	na
1990*	9	33,3	18	66,7	27	na	na	na
1976**	10,0	18,5	44,2	81,5	54,2	38,8	40,4	40,1
1978**	8,3	17,6	38,9	82,4	47,2	30,8	33,4	33,3
1980**	9,5	22,5	32,8	77,5	42,3	29,0	28,4	28,6
1981**	9,3	22,9	31,3	77,1	40,6	28,1	26,5	26,9
1984**	9,3	26,6	25,7	73,4	35,0	23,1	20,2	21,6
1987**	9,7	32,3	20,3	67,7	30,0	20,1	16,4	17,4
1990**	9,4	34,6	17,8	65,4	27,2	16,8	16,8	15,1
1993**	8,7	33,6	17,2	66,4	25,9	13,5	13,8	13,7
1996**	7,2	32,0	15,3	68,0	22,5	9,7	12,3	11,3
---- la crise économique de l'Asie de l'est----								
1998***	17,60	35,6	31,90	64,4	49,50	21,92	25,72	24,23
1999***	15,64	32,6	32,33	67,4	47,97	19,41	26,03	23,43
2000***	12,30	31,8	26,40	68,2	38,70	14,60	22,38	19,14
2001***	8,60	22,7	29,30	77,3	37,90	9,76	24,84	18,41
2002***	13,30	34,6	25,10	65,4	38,40	14,46	21,10	18,20
2003***	12,20	32,7	25,10	67,3	37,30	13,57	20,23	17,42
2004***	11,40	31,5	24,80	68,5	36,20	12,13	20,11	16,66
2005***	12,40	35,3	22,70	64,7	35,10	11,68	19,98	15,97
2006***	14,49	36,9	24,81	63,1	39,30	13,47	21,81	17,75
2007***	13,56	36,3	23,81	63,7	37,37	12,52	20,37	16,58
2008***	12,77	36,5	22,19	63,5	34,96	11,65	18,93	15,42

Source : * : Naylor, R. L. & Falcon, W. P. (1995), « Is the locus of poverty changing? », *Food Policy*, Vol. 20, no 6.

** : Firman, T. (1999), « Guest Editorial: Indonesian cities under the "Krismon", A great "urban crisis" in Southeast Asia », *Cities*, Vol. 16, no 2.

*** : BPS, (2008), *Berita resmi Statistik: Tingkat Kemiskinan di Indonesia Tahun 2008*, Jakarta.

Le tableau montre que la pauvreté, à la fois urbaine et rurale, a diminué dans la période de l'urbanisation de la nation qui a atteint son apogée entre 1970 et 2000. Le nombre de pauvres en Indonésie n'a cessé de diminuer, passant d'environ 70 millions en 1970 à environ 22,5 millions en 1996. Malheureusement, la crise économique en Asie de l'est a

également frappé durement la nation en 1997, la pauvreté touchant 49,5 millions d'habitants en 1998. La pauvreté a par la suite diminué de nouveau jusqu'à environ 35 millions d'habitants en 2008. Le nombre de pauvres en Indonésie a ainsi diminué d'environ 50% pendant entre 1970 et 2008.

Il est de plus important de savoir que la pauvreté rurale reste toujours plus importante que la pauvreté urbaine, même si elle connaît une plus grande diminution surtout en valeur absolue. Jusqu'en 2008, la pauvreté rurale est passée de 22,2 millions à 34,96 millions d'habitants, donc elle a représenté de plus de 60% du chiffre de la pauvreté en Indonésie. En outre, son nombre n'avait fortement augmenté qu'en 1998, quand l'Indonésie a été frappée par la crise économique en Asie de l'Est.

En ce qui concerne le taux de pauvreté, il est intéressant de savoir qu'il a toujours diminué régulièrement, sauf dans les années pendant lesquelles le pays a été frappé par la crise économique. Il est passé d'environ 40,1% en 1976 à seulement 15,42% en 2008, même si la crise économique a perturbé cette réduction avec une augmentation de niveau de 11,3% en 1996 à 24,23% en 1998. Ce qui est intéressant est que les taux de pauvreté urbaine rurale, qui étaient relativement égaux au début des années 70, sont devenus très différents dans les années 2000 avec un taux de pauvreté urbaine beaucoup plus faible que celui de la pauvreté rurale.

Une autre caractéristique importante de la pauvreté en Indonésie est la croissance de la proportion de la pauvreté urbaine dans la pauvreté totale. La proportion de pauvreté urbaine qui était d'environ 20% de la pauvreté totale en 1970 est passée à 36,5% en 2008, ce qui indique qu'elle devient plus problématique dans le phénomène général de la pauvreté en Indonésie. Le grand problème de la pauvreté urbaine est démontré également par sa faible diminution, si elle est comparée à la diminution de la pauvreté rurale. Pendant une période de presque quarante ans de 1970 à 2008, la pauvreté urbaine a seulement diminué d'environ 10%, passant de 14 millions d'habitants urbains pauvres à 12,77 millions. De plus, la pauvreté urbaine a augmenté de plus de deux fois et demie (d'environ 7 millions d'habitants urbains en 1996 jusqu'à 17,6 millions d'habitants urbains en 1998) quand l'Indonésie a été touchée par la crise économique en 1997. Pendant ce temps, la pauvreté rurale avait presque doublé (de 15,3 millions d'habitants ruraux en 1996 à 31,9 millions en 1998) à cause de la crise économique. Ces observations sont intéressantes parce qu'elles indiquent que le développement économique indonésien a eu une plus grande influence sur la réduction de la pauvreté urbaine que sur celle de la pauvreté rurale.

De plus, il est intéressant aussi de comparer l'incidence de la pauvreté sur la base des périodes de développement de l'Indonésie entre 1970 et les années récentes. Resosudarmo et Vidyattama (2006) divisent la période en trois époques, c'est-à-dire : la période de 1971 à 1984, lorsque l'Indonésie connaissait un boom économique grâce à l'utilisation des ressources naturelles après avoir basé son développement national sur le développement agricole ; la période de 1984 à 1996, lorsque la nation a mis en œuvre de nombreuses réformes en particulier dans la libéralisation du commerce, des investissements et des activités financières ; et la période de 1997 à 2002, qui est la période de la crise et de la récupération. Il est intéressant de voir que la plus grande diminution de la pauvreté urbaine s'est produite pendant la première période quand le gouvernement de l'Indonésie a privilégié le développement de l'agriculture par rapport au développement industriel. Dans cette période, la pauvreté urbaine avait diminué environ 33,6 %, soit une plus grande diminution que celles des périodes suivantes, c'est-à-dire : 22,6 % de 1984 à 1996 et 27,4 % de 1998 à 2008. En valeur absolue, la plus grande diminution de la pauvreté urbaine s'est produite également dans la période entre 1970 et 1984, avec une diminution d'environ 4,7 millions.

Dans ce contexte, on peut dire que le processus d'urbanisation et le développement économique par les réformes et l'ajustement structurel par la libéralisation du commerce, des investissements et des finances ne sont pas capables de toucher aux questions fondamentales de la pauvreté urbaine. Bien que les programmes de réformes économiques qui ont fonctionné principalement durant la période de 1984 à 1996 aient permis d'améliorer les performances économiques nationales, leur impact sur la réduction de la pauvreté urbaine est moins important. Dans ce sens, l'hypothèse selon laquelle les problèmes de la pauvreté pourraient être résolus par l'urbanisation et le développement économique, transformant le travail à faible productivité des activités agricoles de subsistance en un travail à haute productivité dans une industrie moderne, n'est pas prouvée car il n'y a aucune garantie que les bénéfices de la croissance produiront des retombées sur les pauvres ainsi que sur les zones rurales où vit encore la plus grande partie de la population pauvre (voir Wratten, 1995). Prenant le cas de Bangalore, en Inde, Salomon Benjamin (2000) affirme que les programmes de macro économie permettent généralement d'obtenir plus d'avantages dans les classes à moyens et hauts niveaux de revenus que dans les groupes à niveau de revenus inférieurs dont la plupart des membres travaillent dans le secteur informel. Au lieu d'avantager les groupes à faible niveau de revenus, les programmes macro-économiques leur apportent souvent un fardeau plus lourd à travers l'augmentation des coûts pour atteindre une amélioration de leur niveau de

vie dans la société (Benjamin, 2000). Certains programmes de développement d'infrastructures et de services urbains de base qui répondent aux nécessités de la population urbaine pauvre et des programmes qui peuvent renforcer leur pouvoir économique et social peuvent lutter plus efficacement contre la pauvreté. Pourtant, l'expérience de l'Indonésie montre que l'application de ces programmes a besoin du soutien du développement économique pour permettre de maintenir sa dotation en budget.

La dynamique de la diminution de la pauvreté urbaine pendant les trois périodes est considérée comme ayant été influencée par l'application du programme appelé le KIP, ou le « *Kampung Improvement Program* », et les transformations qu'il a apportées. Ce programme mettait l'accent sur l'amélioration des *kampung* ou quartiers urbains pauvres, en leur fournissant des infrastructures et des services urbains de base pour transformer les bidonvilles de colonies de peuplement illégales en une partie du tissu urbain légal jouissant d'une sécurité d'occupation (Juliman, 2006). Pour réaliser cette transformation, le programme a procédé à l'amélioration des routes et des sentiers, du drainage, de l'assainissement, de l'approvisionnement en eau et de la gestion des déchets solides et, ainsi que dans certains cas, construit des établissements de santé et d'éducation (Juliman, 2006).

Dans un premier temps, le programme a été initié par l'administration de la province DKI Jakarta en 1969. Après avoir reconnu son impact dans l'amélioration du niveau de vie des pauvres des bidonvilles dans les quartiers urbains pauvres, le gouvernement central l'a appliqué dans d'autres grandes villes indonésiennes avec le soutien financier de la Banque mondiale à partir de 1974, ainsi que grâce à la hausse des recettes pétrolières qui en 1980 représentaient environ la moitié des revenus du gouvernement (Garr, 1989). Toutefois, l'application du programme a été réduite à la fin de l'assistance de la Banque mondiale en 1982, combinée à la baisse des revenus du pétrole et des autres ressources naturelles dans le milieu des années 80 (Juliman, 2006). En outre, Garr (1989) soutient que l'incapacité de la nation à maintenir sa croissance économique annuelle, au niveau de la période antérieure à 1980 où elle s'élevait en moyenne à environ 14%, est devenue un handicap important. A l'expiration de l'aide de la Banque mondiale, on a constaté que le KIP avait amélioré les conditions de vie de près de 5 millions d'habitants urbains pauvres principalement, à Jakarta, Surabaya, Bandung, Semarang et Surakarta (Juliman, 2006). Plus tard de 1993 à 1998, avec le support du PNUD et la Banque mondiale, le programme a été renforcé devenant KIP III qui a ajouté le développement social et économique des communautés aux réalisations précédentes dans le développement physique, et l'a étendu à 800 villes au profit de près de 30 millions de

personnes depuis sa mise au point en 1969 (voir <http://web.mit.edu/urbanupgrading/upgrading/case-examples/ce-IO-jak.html>).

Ainsi, l'application du programme du KIP a montré que l'amélioration des infrastructures urbaines peut mieux compléter le programme des réformes économiques et l'ajustement structurel à l'éradication de la pauvreté. La libéralisation du commerce, des investissements et des finances qui concerne plutôt à la croissance économique en créant des opportunités d'emploi du pays et n'est pas capable de toucher aux questions fondamentales de la pauvreté urbaine effectivement sans des efforts qui sont dirigés pour améliorer la compétence et la qualité de vie et les accès des pauvres aux des opportunités créées par la croissance économique. Dans le contexte du développement urbain, par conséquent, l'éradication de la pauvreté urbaine passe par des politiques qui impliquent l'amélioration des infrastructures urbaines dans les zones où les pauvres urbains habitent.

5.3 Les cas des *kabupaten* Tegal et Purwakarta : l'augmentation de la pauvreté dans l'urbanisation des territoires

Comme cela a été discuté dans la première partie, l'un des caractères importants du processus d'urbanisation en Indonésie est la grande contribution des villes petites et moyennes à l'augmentation de population urbaine, surtout celle des *kabupaten* qui sont encore considérés comme des circonscriptions non urbaines. La discussion précédente montre que le problème de la pauvreté urbaine est devenu l'un des défis majeurs du développement national. Pourtant, malgré le fait que la relation entre l'urbanisation et la réduction de la pauvreté ait bénéficié d'une attention locale et nationale considérable, son rôle dans le processus d'urbanisation des territoires n'a pas encore été systématiquement exploré.

En utilisant les cas étudiés, cette section vise à donner une vision du problème de la pauvreté urbaine dans le processus d'urbanisation. La discussion utilisera les informations sur l'incidence de la pauvreté, définie comme le nombre de ménages pauvres dans un village, présentées dans la monographie de ce village (*Potensi Desa*) et compilées dans le recensement national de 2000 et dans l'enquête intercensitaire 2006. L'utilisation de ces deux dates permet de catégoriser l'incidence de la pauvreté urbaine et de la pauvreté rurale dans les régions en fonction du statut de l'urbanisation du village, ainsi que de les comparer avec l'évolution du statut de l'urbanisation des villages entre ces deux repères. Il est dommage que le recensement national de 1990 n'ait pas recueilli d'informations sur la pauvreté, et il n'est pas

possible de faire démarrer notre étude à cette date. En outre, on regrette aussi que parmi les trois cas étudiés, il n'y ait pas d'informations sur l'incidence de la pauvreté dans le *kabupaten de Malang*, aussi la discussion dans ce chapitre ne portera que sur les cas du *kabupaten* de Tegal et du *kabupaten* de Purwakarta.

5.3.1 La croissance économique et l'augmentation de la pauvreté dans le processus d'urbanisation des *kabupaten* Tegal et Purwakarta

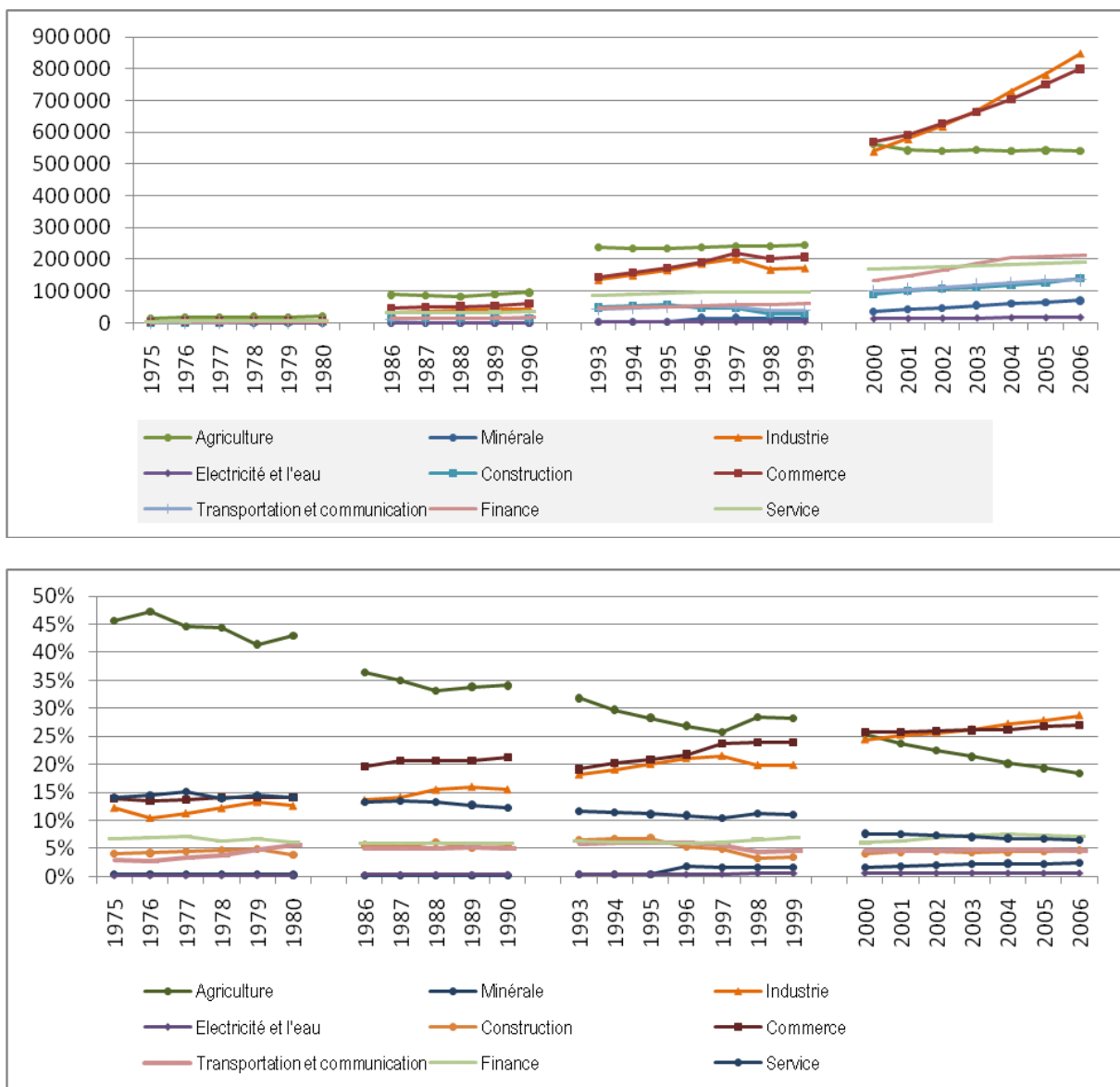
Comme on l'a vu dans le chapitre 3, le *kabupaten* de Tegal a connu une grande croissance de population urbaine au cours des dernières décennies. Pendant cette période, son PIB régional a augmenté, passant de 32,19 milliards de roupies en 1975 à 4 380,58 milliards de roupies en 2006. Comme le montre la figure 5.1, cette croissance est très influencée par les secteurs d'économie urbaine, qui sont présentés de manière prédominante par les activités industrielles et le commerce. Malgré une réduction de plus de 9% en 1997-1998, lorsque l'Indonésie a été frappée par la crise économique qui a aussi touché ces *kabupaten*, ces deux secteurs ont encore accru leur taux de croissance économique. Le *kabupaten* de Tegal récupère régulièrement plus de 5% de la croissance économique par an depuis 2002.

Dans cette forte augmentation du PIB régional, les parts du secteur industriel et du commerce remplacent celles du secteur agricole, secteur qui dans le passé avait apporté la plus grande contribution au PIB régional du *kabupaten* (voir la figure 5.1). Donc, si la part des activités agricoles était encore de presque la moitié du PIB régional du *kabupaten* jusqu'en 1980, elle a continué de diminuer et sa prééminence est remplacée par celle des secteurs urbains principaux depuis l'année 2001, même si sa valeur a encore augmenté. De plus, la tendance montre aussi qu'à l'avenir la part du secteur agricole diminuera et que les parts des secteurs urbains principaux augmenteront, donc la structure du PIB régional du *kabupaten* sera plutôt urbaine.

Les changements d'une période à l'autre dans la structure du PIB du *kabupaten* de Tegal indiquent que le processus d'urbanisation de ce *kabupaten* a été suivi par un développement des activités industrielles ; il est démontré par l'existence de 88 activités industrielles grandes et moyennes en 2005 (*Kantor Statistik Kabupaten Tegal*, 2006), alors qu'elles n'étaient que 15 en 1983 (*Kantor Statistik Kabupaten Tegal*, 1987). La plus grande croissance s'est produite au cours des années 1990, quand la croissance des activités agricoles a commencé à ralentir. Le nombre des industries grandes et moyennes était de 15 en 1990

(Kantor Statistik Kabupaten Tegal, 1991) et de 85 en 2000 (Kantor Statistik Kabupaten Tegal, 2001). Pourtant, depuis l'année 2000, la croissance du secteur industriel a légèrement ralenti par rapport à la période précédente. Le nombre d'industries de grande et moyenne importance n'a augmenté que de 85 en 2000 à 88 en 2006. Pendant ce temps, les activités du commerce se sont développées, donc leur part a augmenté de 13,8% en 1975 à 27,03% en 2006 dans le PIB régional, et pour la première fois en 2000 la part des activités de commerce a dépassé la part des activités agricoles.

Figure 5.1
Croissance du PIB régional et part des différents secteurs économiques dans le PIB, kabupaten de Tegal, de 1975 à 2006 (millions rupiah et pourcent respectivement)



Source : calculé des données statistique sur le PIB régional du kabupaten Tegal de l'année 1975 jusqu'à 2006.

Malgré la forte croissance des activités économiques, le *kabupaten* de Tegal a un haut taux de la pauvreté. Il a connu également une augmentation du nombre des familles pauvres entre 2000 et 2006 (voir le tableau 5.2) : + 30 317 ménages pauvres (22,8%). L'augmentation a été probablement due à la crise économique de 1997, car, comme le montrent Resosudarmo et Vidyattama (2006) et bien qu'ils situent dans leur analyse la période de crise et de récupération entre 1997 et 2002, la durée des effets de la crise est variable d'un endroit à l'autre. Par ailleurs, il est regrettable qu'on n'ait pas d'informations sur la pauvreté dans le *kabupaten* avant la crise, ce qui fait que l'on ne peut pas déterminer si la crise en a augmenté l'incidence ou pas.

Tableau 5.2 : La pauvreté dans les *kabupaten* Tegal et Purwakarta, 2000 et 2006

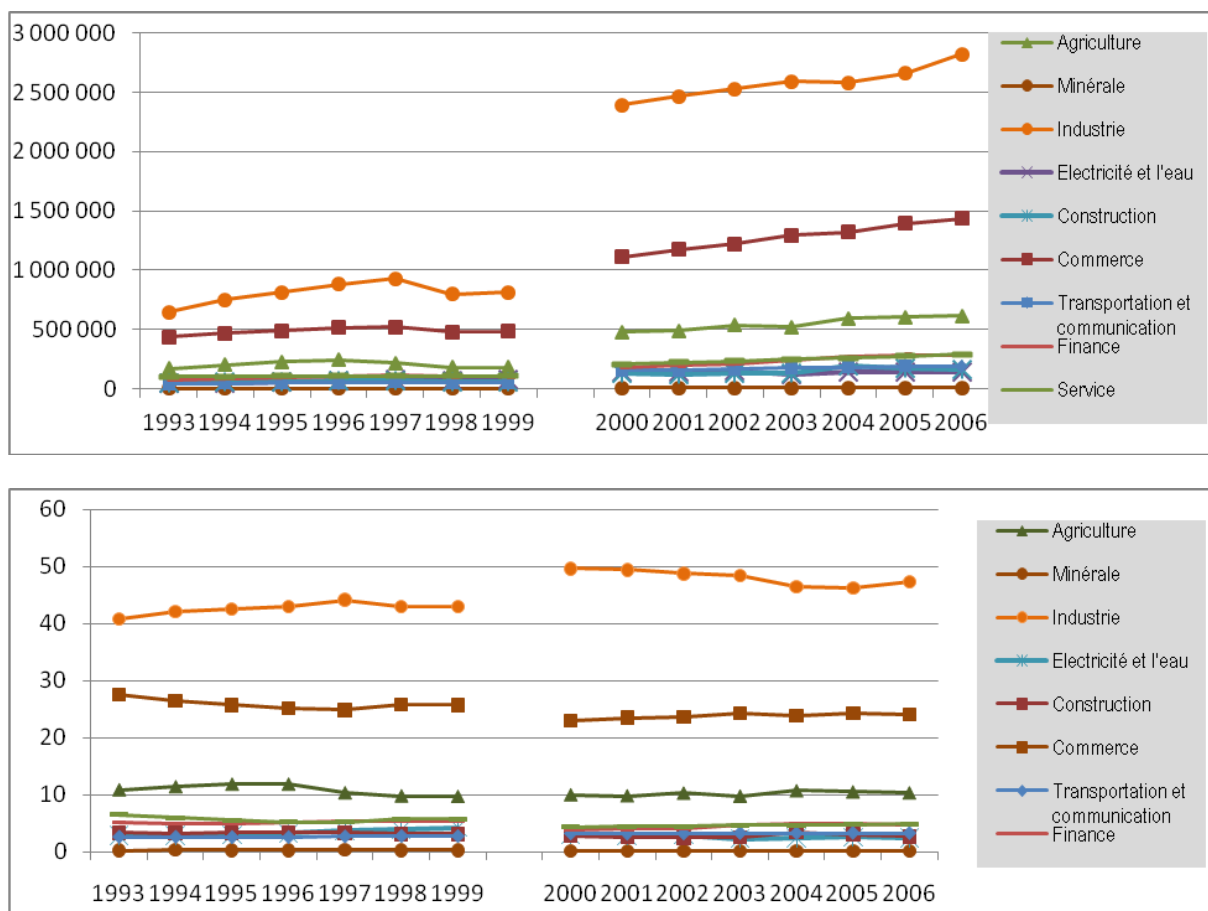
	2000			2006		
	nombre de ménages pauvres	% du total	taux de pauvreté	nombre de ménages pauvres	% du total	taux de pauvreté
<i>Kabupaten Tegal</i>						
- dans les villages urbains	51 587	38,77	32,06	75 824	46,41	41,42
- dans les villages ruraux	81 483	61,23	59,96	87 563	53,59	53,90
- Total	133 070	100,00	44,80	163 387	100,00	47,87
<i>Kabupaten Purwakarta</i>						
- dans les villages urbains	15 676	36,69	25,96	16 051	29,16	21,89
- dans les villages ruraux	27 055	63,31	27,66	38 986	70,84	32,48
- Total	42 731	100,00	27,01	55 037	100,00	28,46

Source : résultat d'analyse sur les données de monographie des villages des *kabupaten* Tegal et Purwakarta des années 2000 et 2006.

Une augmentation du nombre des familles pauvres s'est également produite dans le *kabupaten* de Purwakarta, qui a connu une augmentation de 12 306 ménages pauvres entre 2000 et 2006, même si ses taux de pauvreté sont inférieurs à ceux du *kabupaten* de Tegal. Le cas du *kabupaten* de Purwakarta, qui a un taux d'urbanisation moindre que celui du *kabupaten* de Tegal, montre que les pauvretés urbaine et rurale peuvent encore être des problèmes importants dans les *kabupaten* pour quelques raisons. Premièrement, le nombre de ménages pauvres reste élevé aujourd'hui : 55 037 en 2006, soit 16 051 dans les villages urbains et 38 986 dans les villages ruraux. Ces derniers chiffres signifient respectivement des taux de pauvreté d'environ 21,9% et 32,5% pour la pauvreté urbaine et la pauvreté rurale respectivement et sont supérieurs aux taux nationaux dans les deux cas. Donc la seconde raison est que le problème de la pauvreté dans ce *kabupaten* est plus grave qu'au niveau

national. La troisième raison est qu'il y a encore une forte hausse du nombre de ménages pauvres dans le *kabupaten* : il est passé de 42 731 en 2000 à 55 037 en 2006, soit presque 30% d'augmentation. En outre, contrairement à la situation dans le *kabupaten* de Tegal dont l'écart entre taux de pauvreté urbaine et taux de pauvreté rurale a diminué, l'écart entre les taux de pauvreté urbaine et rurale dans le *kabupaten* de Purwakarta est devenu plus important, avec un fort accroissement du taux de pauvreté rurale.

Figure 5.2
Croissance du PIB régional et part des différents secteurs économiques dans le PIB, *kabupaten* de Purwakarta, de 1975 à 2006 (millions rupiah et pourcent respectivement)



Source : calculé des données statistique sur le PIB régional du *kabupaten* Purwakarta de l'année 1993 jusqu'à 2006.

Le *kabupaten* de Purwakarta a un plus grand PIB régional que celui du *kabupaten* de Tegal. De plus, même si sa croissance économique est un peu inférieure à celle du *kabupaten* de Tegal, il a connu un taux de croissance économique compris entre 3 et 4 % annuels entre 2000 et 2006. Le PIB régional du *kabupaten* de Purwakarta a augmenté de 1 582,03 milliards de roupies en 1993 à 5 964,00 milliards de roupies en 2006. Par ailleurs, comme le montre la

figure 5.2, la part du secteur industriel de ce *kabupaten* est toujours de plus de 40% de son PIB régional depuis 1993. Cette part signifie plus de 2 500 milliards de roupies par an, surtout à partir de 2002. Elle est plus grande que celle du *kabupaten* de Tegal dont le secteur industriel avait une part de moins de 30% de son PIB régional avec une valeur de moins de 900 milliards de roupies jusqu'en 2006. Pendant ce temps, la part de ses activités agricoles variait entre 9 et 11 % de son PIB annuel, avec des valeurs qui augmentent légèrement soit environ 500 milliards de roupies par an pendant la période de 2000 à 2006.

En fait, le plus grand PIB ainsi que la part plus importante du secteur industriel dans le *kabupaten* de Purwakarta par rapport au *kabupaten* de Tegal résulte du plus grand nombre d'activités industrielles dans le *kabupaten* de Purwakarta. Ceci est démontré par l'existence d'une grande zone industrielle, le *Kota Bukit Indah Industrial City*, qui a une superficie d'environ 1300 hectares (Firman, 2009). Dans cette grande zone industrielle, située dans la partie nord du *kabupaten* et la partie sud du *kabupaten* de Karawang, se trouvent la plupart des activités industrielles grandes et moyennes du *kabupaten*. Il a 161 industries grandes ou moyennes en 2005, qui employaient 36 764 travailleurs (*Kantor Statistik Kabupaten Purwakarta*, 2006). Ce nombre a augmenté de 84 industries en 1983, et diminué de 183 industries en 2000. De plus, il y avait 3 232 petites industries qui employaient 28 392 travailleurs en 2005.

Le nombre plus important des activités industrielles qui sont localisées dans le *kabupaten* de Purwakarta comparé à celui de ces mêmes activités dans le *kabupaten* de Tegal est influencé par deux facteurs importants. Le premier est l'existence d'une grande centrale électrique construite en 1957 avec une capacité de production d'environ un milliard de kWh par an, et le second est la proximité de ce *kabupaten* avec Jakarta et Bandung qui sont la première et la troisième plus grandes agglomérations urbaines dans le pays. La présence de la centrale électrique qui se trouve à côté du réservoir de Jatiluhur à environ 9 km de la capitale du *kabupaten* a fourni une opportunité importante aux activités industrielles dans le *kabupaten* depuis les années 1970, permettant le développement des activités industrielles du textile et l'implantation d'une station de contrôle des satellites terrestres à Jatiluhur. De plus, la proximité du *kabupaten* avec Jakarta et Bandung qui sont équipées de routes régionales importantes traversant le *kabupaten*, dont une autoroute payante qui va de Jakarta à Cikampek, et passe à environ 20 kilomètres de la ville de Purwakarta, depuis 1980, a favorisé le développement des activités industrielles dans ce *kabupaten*.

Le grand nombre des activités industrielles grandes et moyennes, la contribution du secteur industriel et la croissance en valeur du PIB régional du secteur industriel signifient que le *kabupaten* de Purwakarta est plus industrialisé que le *kabupaten* de Tegal, même si le premier *kabupaten* est moins urbanisé que le deuxième. On peut dire également que le développement des activités industrielles dans ce *kabupaten* est plus avancé que dans le *kabupaten* de Tegal. Mais, le *kabupaten* de Purwakarta présente encore des grands taux de pauvreté, qui sont plus grands que les taux nationaux, à la fois pour la pauvreté urbaine et la pauvreté rurale. De plus, même si le taux de pauvreté de ce *kabupaten* est inférieur à celui du *kabupaten* de Tegal, aussi bien dans les villages urbains que dans les villages ruraux, l'augmentation du taux et de l'incidence de la pauvreté dans ce *kabupaten* devient une question importante pour sa croissance économique et son processus de développement. En outre, l'écart grandissant entre la pauvreté urbaine et rurale dans ce *kabupaten* peut indiquer que le développement des activités urbaines dans le processus d'urbanisation n'a pas été en mesure d'accroître les activités économiques dans les zones rurales, là où la pauvreté est concentrée.

Dans ce contexte, un fait similaire à celui qui se passe dans le *kabupaten* de Tegal, à savoir, l'augmentation du nombre des familles pauvres malgré une grande croissance du PIB du *kabupaten* s'est produite dans le *kabupaten* de Purwakarta. Il renforce le constat que la bonne croissance des activités économiques, qui a été dominée par la croissance forte des activités industrielles, n'a pas toujours des effets positifs sur l'éradication de la pauvreté. Malheureusement, il n'y a pas de données équivalentes disponibles pour le *kabupaten* de Malang, ce qui ne permet pas de faire les mêmes analyses ni les comparaisons avec celles du *kabupaten* de Tegal et du *kabupaten* de Purwakarta. Mais les cas des *kabupaten* de Tegal et Purwakarta indiquent que les processus d'urbanisation des territoires dans les *kabupaten* sont suivis d'une augmentation significative du nombre des familles pauvres. Alors, le problème de la pauvreté dans les *kabupaten* urbanisés, comme les *kabupaten* de Tegal et Purwakarta, doit être compris en tenant compte de la relation entre le développement économique dans le processus d'urbanisation des *kabupaten* et le développement de l'incidence de la pauvreté qui se produit à la fois dans les villages urbains et dans les villages ruraux.

5.3.2 La pauvreté urbaine et son changement dans le processus d'urbanisation de territoires

En considérant le type de village où les pauvres vivent, nous voyons que la pauvreté urbaine reste encore un problème important dans le processus d'urbanisation. Dans le *kabupaten* de Tegal, la pauvreté urbaine a augmenté de façon plus importante que la pauvreté rurale, de 51 587 ménages urbains pauvres (38,8 % des ménages pauvres du *kabupaten*) en 2000 à 75 824 ménages urbains pauvres, soit 46,4 % des ménages pauvres du *kabupaten* en 2006 (voir le tableau 5.2). Pendant ce temps, la pauvreté dans les villages ruraux du *kabupaten* a augmenté également de 81 483 ménages pauvres (61,2 % du total des ménages pauvres) en 2000 à 87 563 ménages pauvres (53,6 % du total) en 2006.

L'importance du problème de la pauvreté urbaine dans ce *kabupaten* est montrée également par le haut taux de sa pauvreté urbaine. Il était de 41,4 % en 2006, après une forte augmentation de 32,1 % en 2000. Ainsi, ce *kabupaten* peut être considéré comme ayant un très haut taux de pauvreté urbaine, beaucoup plus élevé que le taux national qui était de 14,6% en 2000 et de 13,47% en 2006 (voir le BPS, 2008).

Le cas du *kabupaten* de Purwakarta montre également une augmentation de l'incidence de la pauvreté urbaine. Cependant, celle-ci n'est pas très grande puisqu'elle s'élève à 375 ménages urbains pauvres pendant la période de six ans. En outre, le haut taux de la pauvreté urbaine de ce *kabupaten*, qui était encore d'environ 22 % en 2006, montre que la pauvreté urbaine reste encore un problème important dans son processus d'urbanisation.

En outre, l'incidence de la pauvreté rurale du *kabupaten* de Tegal est passée de 81 483 ménages en 2000 à 87 563 ménages en 2006. De plus, le taux de la pauvreté rurale du *kabupaten* de Tegal, c'est-à-dire 60,0 % en 2000 et 56,9 % en 2006, est plus élevé que le taux national qui atteint 19,1% et 17,7% les mêmes années. Simultanément, le *kabupaten* de Purwakarta a connu une grande augmentation dans l'incidence de la pauvreté rurale de 27 055 ménages en 2000 à 38 986 ménages en 2006. Le taux de la pauvreté rurale du *kabupaten* de Purwakarta, c'est-à-dire 32,5 % en 2006 après une augmentation de 27,7 % en 2000, reste encore élevé par rapport au taux national de pauvreté rurale.

Ces chiffres indiquent que la question de la pauvreté, en particulièrement celui de la pauvreté urbaine, reste encore un grand problème dans les *kabupaten*. Au lieu de diminuer grâce au processus d'urbanisation et à la croissance économique qui le suit, il s'est aggravé à la fois dans les zones urbaines et les zones rurales. De plus, l'accroissement de la proportion

de la pauvreté urbaine et la diminution de la proportion de la pauvreté rurale indiquent aussi qu'on doit s'attacher à comprendre la relation entre pauvreté urbaine et pauvreté rurale dans le processus d'urbanisation et se poser la question de savoir si le changement de statut d'un grand nombre de villages ruraux en villages urbains est devenu un facteur majeur dans l'accroissement de la pauvreté urbaine.

Les tableaux 5.3 et 5.4 montrent l'évolution de l'incidence de la pauvreté par agglomération urbaine et dans les villages ruraux voisins de chaque agglomération urbaine dans les *kabupaten* de Tegal et Purwakarta entre 2000 et 2006. Les tableaux montrent également l'augmentation de l'incidence de la pauvreté urbaine dans les villages urbains qui sont classés en deux catégories : les villages U-U (de village urbain à village urbain), qui sont déjà classés comme villages urbains depuis longtemps ; et les villages R-U (de village rural à village urbain), qui viennent d'être classés comme villages urbains en 2006. D'autre part, l'augmentation du nombre des familles pauvres est également répartie en fonction du lieu de cette augmentation : dans les agglomérations urbaines grandes, moyennes ou petites.

Le cas du *kabupaten* de Tegal montre que ses grandes agglomérations urbaines ont apporté une forte contribution à l'incidence de la pauvreté urbaine dans le *kabupaten*. 20 163 familles pauvres s'y sont ajoutées aux familles pauvres au cours de la période de six ans, ce qui représente à peu près la moitié de l'augmentation du nombre des familles pauvres du *kabupaten*. Les agglomérations urbaines petites et moyennes ont contribué pour 7 677 et 13 036 familles pauvres respectivement pendant la même période. Au contraire, l'augmentation de l'incidence de pauvreté urbaine du *kabupaten* de Purwakarta se produit dans les plus petites agglomérations urbaines.

Il est intéressant de noter les différences dans l'augmentation du nombre de familles pauvres entre les grandes agglomérations urbaines et les agglomérations petites et moyennes dans le *kabupaten* de Tegal. Le tableau 5.3 montre que la plus grande partie de l'augmentation dans les grandes agglomérations provient des anciens villages urbains (les villages urbains U-U), qui ont contribué d'environ 69,6% à l'augmentation totale du nombre de familles pauvres dans les grandes agglomérations urbaines. Au contraire, la plus grande partie de l'augmentation du nombre de familles pauvres dans les agglomérations urbaines petites et moyennes provient des nouveaux villages urbains (les villages urbains R-U), leur contribution atteignant respectivement 88,2% et 74,1%.

Tableau 5.3 : L'augmentation de l'incidence de la pauvreté dans le *kabupaten* de Tegal par agglomération urbain et leur part des anciens villages urbains et celle des nouveaux

No	Kecamatan et agglomérations urbaines	Croissance de nombre de familles pauvres entre 2000 à 2006							
		Dans les villages urbains						Dans les villages non urbains	
		Nombre de familles pauvres		Parts d'augmentation				Nombre de familles pauvres	
		2000	2006	U-U	%	R-U	%	2000	2006
1	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	12 628	25 344	8 531	67,09	4 185	32,91	1 832	2 057
	Dukuhturi	5 376	7 725	1 217	51,81	1 132	48,19	432	528
	Talang	3 174	10 185	5 147	73,41	1 864	26,59	186	496
	Adiwerna	4 078	7 434	2 167	64,57	1 189	35,43	1 214	1 033
2	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	11 268	18 715	5 510	73,99	1 937	26,01	2 777	4 051
	Slawi*	3 198	5 490	2 292	100,00	0	0,00	-	-
	Pangkah	6 154	8 702	1 278	50,16	1 270	49,84	2 261	1 842
	Dukuhwaru	1 916	4 523	1 940	74,42	667	25,58	516	2 209
	Sous-total A : grandes	23 896	44 059	14 041	69,64	6 122	30,36	4 609	6 108
3	Kramat	1 207	2 834	997	61,28	630	38,72	3 226	3 422
4	Tarub	330	3 496	485	15,32	2 681	84,68	1 644	3 642
5	Margasari	255	3 724	483	13,92	2 986	86,08	3 496	5 931
6	Lebaksiu	2 071	5 374	533	16,14	2 770	83,86	4 635	6 365
7	Balapulung	2 923	4 394	875	59,48	596	40,52	6 499	8 093
	Sous-total B : moyennes	6 786	19 822	3 373	25,87	9 663	74,13	19 500	27 453
8	Prupuk	447	1 039	592	100,00	0	0,00	0	0
9	Dukuhturi	0	746	0	0,00	746	100,00	0	0
10	Danawarih	0	1 208	0	0,00	1 208	100,00	0	0
11	Bojong	1 279	1 474	-380	-194,87	575	294,87	8 376	8 231
12	Rembul	0	1 513	0	0,00	1 513	100,00	0	0
13	Suradadi	0	1 542	0	0,00	1 542	100,00	6 910	8 452
14	Bumijawa	1 419	1 949	530	100,00	0	0,00	12 414	11 475
15	Jejeg	646	817	171	100,00	0	0,00	0	0
16	Jatinegara	277	381	104	100,00	0	0,00	10 248	12 493
17	Cerih	0	1 190	0	0,00	1 190	100,00	0	0
18	Pagerbarang	0	0	0	0,00	0	0,00	3 120	3 655
19	Tonggara	198	84	-114	100,00	0	0,00	5 752	860
	Warureja	0	0	0	0,00	0	0,00	10 554	8 836
	Sous-total C : petites	4 266	11 943	903	11,76	6 774	88,24	57 374	54 002
	Kabupaten de Tegal	34 948	75 824	18 317	44,81	22 559	55,19	81 483	87 563

Notes : U-U = villages urbains qui ont été incorporés dans l'agglomération depuis 2000.

R-U = villages urbains qui ont été incorporés dans l'agglomération depuis 2006.

Source : résultat d'analyse sur les données de monographie des villages de kabupaten Tegal des années 2000 et 2006.

Tableau 5.4 : L'augmentation de l'incidence de la pauvreté dans le *kabupaten* de Purwakarta par agglomération urbaine et leur part des anciens villages urbains et celle des nouveaux

No	Kecamatan et l'agglomération urbaine	Croissance de nombre de familles pauvres entre 2000 à 2006							
		Dans les villages urbains						Dans les villages non urbains	
		Nombre de familles pauvres		Parts d'augmentation				Nombre de familles pauvres	
		2000	2006	U-U	%	R-U	%	2000	2006
1	Purwakarta	4 816	6 079	-167	-13,22	1 430	113,22	2 055	1 557
	- Purwakarta	4 816	6 079	-167	-13,22	1 430	113,22	0	0
	Sous-total A : la grande	4 816	6 079	-167	-13,22	1 430	113,22	2 055	1 557
2	Plered-Sukatani	1 910,00	4 863,00	327	11,07	2 626	88,93	3 356	3 800
	- Plered	1 267	4 114,00	221	7,76	2 626	92,24	1 504	2 067
	- Sukatani	643	749	106	100	0	0	1 852	1 733
	Sous-total B : la moyenne	1 910	4 863	327	11,07	2 626	88,93	3 356	3 800
3	Wanayasa	0	1 145,00	0	0,00	1 145	100,00	3 642	3 470
	- Wanayasa	0	1 145,00	0	0,00	1 145	100,00	0	0
4	Kecamatan Darangdan	0	480,00	0	0,00	480	100,00	3 037	3 780
	- Darangdan	0	480,00	0	0,00	480	100,00	0	0
5	Kecamatan Jatiluhur	37	1 119,00	223	20,61	859	79,39	2 784	3 265
	- Jatimekar	37	260,00	223	100,00	0	0,00	0	0
	- Cilegong	0	527,00	0	0,00	527	100,00	0	0
	- Cibinong	0	332,00	0	0,00	332	100,00	0	0
6	Kecamatan Bojong	77	15,00	-62	100,00	0	0,00	1 975	3 194
	- Bojong	77	15,00	-62	100,00	0	0,00	0	0
7	Kecamatan Campaka	19	182,00	163	100,00	0	0,00	1 234	5 648
	- Ciwangi	19	182,00	163	100,00	0	0,00	0	0
8	Kecamatan Pasawahan	0	2 168,00	0	0,00	2 168	100,00	2 824	3 370
	- Pasawahan	0	2 168,00	0	0,00	2 168	100,00	0	0
9	Kecamatan Manis	0	0,00	0	0,00	0	0,00	2 783	4 635
10	Kecamatan Tegal Waru	0	0	0	0,00	0	0,00	3 365	5 867
	Sous-total C : les petites	133	5 109	324	6,51	4 652	93,49	21 644	33 229
	Kabupaten de Purwakarta	6 859	16 051	484	5,27	8 708	94,73	27 055	38 586

Notes : U-U = villages urbains qui ont été incorporés dans l'agglomération depuis 2000.

R-U = la villages urbains qui ont été incorporés dans l'agglomération depuis 2006.

Source : résultat d'analyse sur les données de monographie des villages de kabupaten Tegal des années 2000 et 2006.

En outre, les deux cas d'étude indiquent que l'augmentation de l'incidence de la pauvreté urbaine dans la plupart des agglomérations urbaines est due à la contribution des nouveaux villages urbains dans chaque agglomération urbaine (voir la part d'augmentation de villages R-U dans les tableaux 5.3 et 5.4). Les nouveaux villages urbains dans le *kabupaten* de Tegal et Purwakarta ont contribué pour environ 55,2 % et 94,7 % respectivement à l'augmentation totale du nombre de familles pauvres dans chaque *kabupaten*.

La compréhension de la mutation des villages ruraux en villages urbains est importante pour comprendre le problème de la pauvreté dans les régions en transition. Les cas des *kabupaten* de Tegal et Purwakarta qui ont connu un processus d'urbanisation impliquant l'expansion et la multiplication des zones urbaines avec de mutation de villages ruraux à des villages urbains ont pour effet de « transformer » des pauvres ruraux en pauvres urbains, si bien que les chiffres en sont mécaniquement modifiés. Cette opinion est renforcée par le fait qu'on trouve des caractéristiques de pauvreté urbaine dans les régions en transition, comme dans les villes urbanisées du *kabupaten* de Tegal, auxquelles sont encore fortement attachées des caractéristiques de pauvreté rurale.

Les caractéristiques de la pauvreté urbaine dans le *kabupaten* Tegal sont mises en évidence par les l'enquête qui a été faite via la distribution de questionnaires et au cours d'entretiens avec 72 ménages pauvres dans quelques-unes des villes urbanisées du *kabupaten* de Tegal en 2007. Ces enquêtes ont été faites dans tous les types d'agglomérations urbaines existants (grandes, moyennes et petites), auprès des ménages pauvres dans les villages urbains anciens et nouveaux. Il y a deux types de facteurs importants dans les caractéristiques des ménages pauvres dans les région en transition comme le *kabupaten* de Tegal, à savoir les facteurs internes et les facteurs liés aux conditions de l'environnement dans lequel vit la famille pauvre. Les particularités afférentes aux facteurs internes des ménages pauvres sont la faiblesse et l'instabilité des revenus, le bas niveau d'éducation, et la faible capacité personnelle des ménages pauvres résultant de leur histoire, tandis que les facteurs liés aux conditions d'environnement sont la mauvaise qualité de logement et le manque d'infrastructures dans leur *kampung* (leur quartier), beaucoup de leurs quartiers n'étant pas encore été desservis par les infrastructures nécessaires et présentent encore les caractéristiques des zones rurales bien qu'ils soient urbanisés. Dans ce contexte, on considère que les facteurs internes sont également liés à des facteurs environnementaux, surtout à celui de la disponibilité des infrastructures dans le quartier.

Les résultats des enquêtes montrent que la plupart des ménages pauvres interviewés, c'est-à-dire 62 (82 %) sur 72 ménages, avaient un revenu non permanent de moins de 560 000 roupies par mois, montant du salaire minimum pour la région de Tegal dans l'année 2007. Les autres, c'est-à-dire 10 ménages, ont un revenu permanent qui varie, à l'intérieur d'une fourchette de 560 000 à 1 000 000 de roupies par mois. Ainsi, la plupart des ménages pauvres interrogés déclarent qu'ils n'ont pas de revenu mensuel fixe et dépendent des opportunités d'emploi disponibles dans leur type de métier. Les résultats d'analyse des questionnaires

montrent qu'environ 53% des chefs de famille des ménages pauvres interviewés ont des emplois précaires comme ouvriers en bâtiment, conducteurs de cyclo-pousse, conducteurs de taxi moto ou tout autre travail qui peut être obtenu au coup par coup¹. Beaucoup d'entre eux doivent changer de métier de temps à autre : par exemple, lorsqu'il y a des projets de construction, ils travaillent comme ouvriers du bâtiment, et quand il n'y en a pas, ils deviennent conducteurs de cyclo-pousse ou de taxi-moto, etc. L'autre grande partie (33%) est constituée de petits commerçants qui sont employés dans les commerces du voisinage, ou qui ouvrent un petit magasin dans leur foyer. Les dix personnes restantes travaillent dans le secteur agricole en tant que petits paysans.

Leur insécurité face à l'emploi constitue une caractéristique importante en ce sens qu'elle ne leur procure qu'un faible revenu et seulement des emplois occasionnels en raison de leur impossibilité d'obtenir des emplois salariés dans les secteurs formels, ce qu'Amis (1995) et Rakodi (1995) ont démontré comme étant l'un des problèmes importants de la population urbaine pauvre. De plus, cette situation confirme aussi l'avis d'Amis (1995) qui montre que l'incapacité des secteurs formels salariés à absorber l'expansion de la population active et la faible capacité de la plupart des pauvres à répondre aux besoins d'emplois dans le secteur formel salarié ont poussé une grande partie de la population urbaine pauvre à continuer d'occuper des emplois occasionnels ou dans les secteurs informels non salariés.

Beaucoup de chefs de familles pauvres interrogés déclarent que leur ancien travail était dans le secteur agricole, en particulier en tant que travailleurs agricoles ne possédant pas leur propre terre. De plus, au cours d'entretiens plus approfondis, quelques chefs de familles pauvres montrent que leurs chances d'obtenir un emploi ont diminué avec le développement des activités urbaines dans leur quartier qui a beaucoup changé, les rizières et les terres agricoles devenant des zones d'activités urbaines, ce qui les a contraints à chercher un autre emploi en dehors de l'activité agricole. La plupart d'entre eux n'ont pas une bonne formation scolaire ni de compétences en dehors de l'activité agricole qu'ils maîtrisent depuis longtemps. Il n'est donc pas facile pour eux de trouver un emploi en dehors des activités agricoles².

¹ En Indonésie, ce type d'emplois ne nécessite pas de compétences particulières et ne présente pas de barrières réglementaires à l'entrée. Pour cette raison, beaucoup de ceux qui ont perdu leur emploi dans le secteur agricole vont y tenter leur chance.

² En ce qui concerne le niveau d'éducation, les résultats des questionnaires montrent que seulement 18,06% des chefs de familles pauvre interrogés ont un diplôme d'études secondaires (lycée), seulement 16,67% d'entre eux ont un diplôme d'études secondaires juniors (collège), et le reste n'a que le diplôme de l'école élémentaire (38,89%) ou n'a pas terminé l'école primaire (26,3%). De plus, aucune des femmes dans les familles pauvres

Les entretiens ont montré que ce faible niveau d'éducation résulte de l'absence d'établissements d'enseignement dans leur village quand ils étaient d'âge scolaire, en particulier d'établissements d'enseignement à faible coût. Beaucoup d'entre eux indiquent être issus de familles agricoles qui n'avaient que des capacités financières insuffisantes, alors que les services d'éducation étaient coûteux ou se trouvaient parfois dans d'autres villages ce qui occasionnait des frais de transport qui n'étaient pas abordables. Dans ce contexte, l'inexistence d'établissements d'enseignement suffisante dans les quartiers pauvres, en particulier dans les régions en transition comme dans le *kabupaten* de Tegal qui a connu un processus d'urbanisation par transformation de nombreux villages ruraux en villages urbains, contribue à perpétuer le cycle de la pauvreté d'une génération à l'autre.

En ce qui concerne le logement des familles pauvres dans le *kabupaten* de Tegal, les enquêtes montrent que tous les ménages pauvres interrogés habitent dans des logements en dessous des normes. 11 et 27 familles pauvres interrogées ont respectivement des maisons aux murs de planches de bois et des murs qui ne sont pas crépis. De plus, bien que la plupart de leurs maisons aient un sol en ciment, cinq familles ne disposent que d'un sol de terre battue. 36 ménages pauvres interrogés vivent dans des maisons dont la surface habitable va de 30 à 80 mètres carrés, 27 ménages vivent dans des maisons de moins de 30 mètres carrés, et seulement 9 ménages vivent dans des maisons de plus de 80 mètres carrés. Cependant, ce n'est pas toutes des familles pauvres vivant seul avec leur famille. Même si la taille des familles est en moyenne de 4 à 6 personnes, mais beaucoup d'entre elles doivent vivre avec la famille de leur parent ou de leurs frères ou sœurs, donc la plupart des ménages pauvres sont contraints de vivre dans une maison surpeuplée.

De plus, comme la plupart de ces logements ont été construits de façon autonome et spontanée, ils ne disposent pas d'infrastructures propres. Comme le montrent les photos (voir la figure 5.3), les infrastructures urbaines comme le drainage et les égouts équipent rarement les quartiers pauvres. La plupart des ménages n'ont pas de connexion à des installations d'approvisionnement en eau. Seuls 7 des 72 ménages observés y sont connectés, et seulement 11 ménages ont des toilettes privées dans la maison tandis que les autres doivent utiliser d'autres moyens comme les latrines rudimentaires à la rivière, à un étang ou dans le jardin. Dans le contexte de l'amélioration des infrastructures, beaucoup des familles pauvres

interrogées n'a un diplôme de lycée, seulement 12,5% d'entre elles ont le diplôme du collège, et le reste a seulement le diplôme de l'école élémentaire ou n'a pas terminé l'école primaire.

interrogées disent que la transformation de leur village en village urbain ne change pas grand chose aux infrastructures du quartier excepté l'amélioration des routes, comme les routes régionales et les routes locales de quartier, et l'approvisionnement en électricité. Bien plus, dans beaucoup de nouveaux villages urbains, de nombreux quartiers pauvres ne profitent pas encore du développement des infrastructures urbaines, comme l'indique le nombre de quartiers pauvres qui ont encore des caractéristiques de village rural avec des chemins de terre en guise de routes locales et sans drainage et ni autres services sanitaires (voir les photos dans la figure 5.3).

Pour ce qui est de l'amélioration de l'approvisionnement en eau, la plupart des familles pauvres interrogées disent qu'elles continuent à utiliser leur ancienne manière d'obtenir de l'eau avec leur puits ou leur pompe à eau, comme elles l'ont fait depuis longtemps. Dans les quartiers qui bénéficient d'un système d'approvisionnement en eau, les familles pauvres interrogées disent que le système a été installé par la communauté elle-même grâce à l'effort de collaboration de ses membres, donc ceux qui peuvent en bénéficier sont ceux qui y ont contribué. Ce n'est qu'à partir de l'année 2008 que le gouvernement central d'Indonésie a lancé un programme d'approvisionnement en eau en comptant sur la participation de la communauté, appelé *Program Pamsimas (Program Penyediaan Air Minum dan Sanitasi Berbasis Masyarakat*, ou programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement basé sur la participation de la communauté). Quelques quartiers pauvres dans le *kabupaten* ont commencé à bénéficier petit à petit d'un meilleur approvisionnement en eau.

Il en va tout autrement dans les quartiers urbains non pauvres, en particulier dans les quartiers qui peuvent être définis comme des quartiers urbains anciens. Les photos de la figure 5.4 illustrent la situation dans quelques villages urbains de Slawi, où tous les villages sont classés comme villages urbains depuis longtemps ; on remarque la différence entre les infrastructures dans les quartiers pauvres et non pauvres. Même s'il y a entre eux des variations de qualité, beaucoup des quartiers non pauvres, en particulier ceux qui se trouvent dans les villages urbains anciens, ont une meilleure qualité d'infrastructures de quartier, en particulier pour la voirie locale et même la voirie résidentielle équipées par des rigoles de drainage.

Figure 5.3
Maisons de ménages pauvres dans les zones urbaines et rurales du
kabupaten Tegal, 2008



Beaucoup des maisons des ménages urbains pauvres dans les zones urbaines sont auto-construites par les ménages (à Talang).



Beaucoup de maisons des ménages urbains pauvres sont construites en bois sur une petite parcelle (à Slawi, la capitale du *kabupaten*)



La plupart des quartiers pauvres se développent spontanément sans infrastructures, (photo à Kalisasak, un village reclassifié).



La plupart des routes et des infrastructures dans le quartier ont été construites de façon indépendante par la communauté (à Kalisasak).



Une maison de ménage rural pauvre à Suradadi, une repesante de zone rurale.



L'autre maison de ménage rural pauvre comme le tvpique maison des ménages ruraux pauvres.

Source : travail du terrain dans le kabupaten Tegal, 2008.

Dans ce contexte, on voit que les pauvres n'ont pas bénéficié d'opportunités satisfaisantes dans le processus d'urbanisation du territoire. D'un côté, la transformation de l'environnement dans lequel ils vivent a éloigné les possibilités d'emplois qui correspondaient

à leurs compétences. D'un autre côté, la politique de développement et de fourniture d'infrastructures urbaines n'a pas encore bien répondu à leurs besoins, en particulier pour ceux qui vivent dans les quartiers urbains pauvres des villages qui viennent d'être classés urbains.

Figure 5.4
Infrastructures de quartier dans les zones urbaines des villages urbains ancien du *kabupaten* Tegal, 2010



Voie locale équipée de rigoles de drainage dans un village urbain ancien dans l'agglomération Slawi-Pangkah-Dukuhturi.



Voie locale sans rigole de drainage, dans autre village urbain ancien dans l'agglomération slawi-pangkah-Dukuhturi.



Voie résidentielle de bonne qualité dans un village urbain ancien dans l'agglomération Slawi-Pangkah-Dukuhturi.



Voie résidentielle de moindre qualité dans un autre village urbain dans l'agglomération Slawi-Pangkah-Dukuhwaru.

Source : travail de terrain, 2010.

5.3.3 *Les problèmes des kabupaten urbanisés dans la réduction de la pauvreté : le cas du kabupaten de Tegal*

On constate donc que le processus d'urbanisation et le développement économique ne peuvent pas encore réduire la pauvreté dans les *kabupaten*. Pour comprendre, on peut faire deux analyses simples. La première porte sur le développement dans le temps et la comparaison entre les nombres et les valeurs de la productivité moyenne de chaque travailleur pour quatre secteurs : les secteurs agricoles, industriel, du commerce et des transports (voir le tableau 5.5). Ces quatre secteurs peuvent être considérés comme représentatifs dans les zones urbaines et non-urbaines. La possibilité de représenter les secteurs urbains et non urbains dans la région est importante, parce que cette analyse est en mesure d'expliquer la mutation du travail et de la productivité moyenne entre les secteurs urbains et non urbains dans le processus d'urbanisation du *kabupaten*. Dans le cas du *kabupaten* de Tegal, les trois premiers secteurs sont les secteurs de l'économie qui apportent la plus grande contribution au PIB du *kabupaten*. Ce sont les secteurs qui y absorbent le plus grand nombre de travailleurs. En plus d'indiquer quel secteur a les meilleures performances pour générer des revenus pour la société, on attend de cette analyse qu'elle fournisse une explication sur les raisons pour lesquelles la pauvreté dans le *kabupaten* de Tegal a encore augmenté, même si le *kabupaten* a connu un processus d'urbanisation et une croissance des activités économiques assez forts. Pour cette raison, cette analyse utilise les données des années 1986 et 2000 comme repères de temps dont on considère qu'ils peuvent être tout à fait représentatifs de la période durant laquelle s'est déroulé le processus d'urbanisation dans le *kabupaten*. En fait, il serait préférable d'utiliser comme point de départ l'année 1980, mais malheureusement on ne peut pas trouver les données nécessaires, et les données les plus anciennes qui soient disponibles sont celles de l'année 1986.

La deuxième analyse porte sur les liens économiques³ entre les activités industrielles, comme secteur privilégié dans le processus de développement économique, secteur qui a également connu la plus grande croissance pendant les dernières décennies, et le secteur agricole, où la plupart des travailleurs des *kabupaten* exercent leur activité. Si dans le sens théorique si les liens économiques se réfèrent aux relations et interactions entre des activités

³ Les liens économiques se réfèrent aux relations et aux interactions entre des activités économiques, en termes de relations et interactions économiques d'une industrie avec ses fournisseurs immédiats, ce qui peut favoriser la circulation de l'information, des idées, et l'intégration entre les activités liées dans la réalisation d'objectifs partagés (Hirschman, 1958).

économiques (Hirschman, 1958), dans les pratiques ils sont représentés par le flux d'entrée-sortie entre les activités économiques (Nijkamp, 1986).

Dans le domaine de l'économie du développement, Albert Hirschman (1958) soutient que les liens étroits entre des activités économiques dans la nation ou la région, qui se composent des liens en aval et des liens en amont, sera bénéfique pour le développement économique de la région par le renforcement de sa structure économique. Mais dans le contexte de l'économie locale, en plus de la valeur de la production qui est directement donnée à l'économie locale, toutes les activités économiques qui pourraient répondre à ses besoins pour l'entrée de l'économie locale peuvent stimuler l'industrie locale. Cette stimulation de l'industrie locale à fournir des intrants pour les activités économiques locales est connu que les liens en amont, et il va accroître les bénéfices pour les activités économiques locales par les effets que l'on appelle des effets multiplicateurs. Ainsi, si une région est capable de développer des activités industrielles qui pourraient absorber les produits locaux comme matière première, en plus de garantir le marché de la production locale, la région peut aussi être en mesure de stimuler le développement de la production locale. Dans cette situation, la croissance des industries locales peut entraîner la croissance de l'économie locale.

Cette analyse s'agit essentiellement de savoir comment est la force des liens économiques entre les activités industrielles à croissance rapide et les activités agricoles dans lesquelles travaille la plupart de la main-d'œuvre du *kabupaten*. On présuppose que la croissance du secteur industriel augmentera les activités du secteur agricole à condition qu'il y ait entre eux une grande interaction, en particulier si beaucoup d'activités industrielles utilisent le produit des activités agricoles dans leurs processus de production. En plus de fournir des indications sur la force de l'interdépendance économique entre les activités industrielles et les activités agricoles dans la région, cette analyse peut être utilisée pour indiquer la raison pour laquelle le développement du secteur industriel est incapable de jouer son rôle dans la diminution de la pauvreté dans le *kabupaten*.

A. Le problème de l'incapacité du kabupaten à garder et augmenter des possibilités d'emploi

Le tableau 5.5, relevant de la première analyse, montre que le secteur agricole, qui était la principale activité économique du *kabupaten* de Tegal en 1986, a été remplacé par le secteur du commerce. Le changement a été non seulement caractérisé par la forte

augmentation de la valeur de la production du secteur du commerce, mais aussi par la grande augmentation du nombre de travailleurs dans ce secteur et la grande diminution du nombre de travailleurs dans le secteur agricole pendant la période. Le changement de la structure de l'emploi est également marqué par une diminution de la domination du secteur agricole qui absorbait la plus grande partie de la main d'œuvre du *kabupaten*, soit environ 62% en 1986 (qui représente la situation dans les premières années du processus d'urbanisation du *kabupaten*) et qui est passée à 34,7% en 2000 (qui représente la situation dans les années suivant le processus d'urbanisation du *kabupaten*). En nombre absolu, on note dans le secteur agricole une diminution du nombre de travailleurs d'à peu près 150 000 de 1986 à 2000, ce qui en a réduit le nombre à peu près de moitié. Pendant ce temps, le nombre des travailleurs a augmenté dans les autres secteurs. La plus grande augmentation s'est produite dans le secteur du commerce qui a augmenté plus de 90 000 travailleurs. Dans le secteur des transports, l'augmentation a été d'environ 30 000 travailleurs, et de moins de 5000 travailleurs dans le secteur industriel.

Pourtant, comme on le voit dans les informations du tableau 5.5, l'augmentation du nombre des travailleurs dans les secteurs du commerce et des transports n'a pas été suivie d'une augmentation de la productivité moyenne par travailleur. Au lieu d'augmenter, la productivité moyenne de ces deux secteurs a diminué de façon très significative dans les deux secteurs. On constate que, alors qu'ils avaient en moyenne au début du processus d'urbanisation du *kabupaten* le plus grand taux de productivité par travailleur, celui-ci a régressé jusqu'à un niveau très faible en 2000 avec une valeur très proche de celle de la productivité par travailleur du secteur agricole. Lorsque nous nous référons à l'opinion de Jamal et al. (2002) qui dit que le revenu moyen des agriculteurs en Java est même inférieur de subsistance, on peut considérer que la diminution de la productivité par travailleur dans les deux secteurs les a amenés comme des secteurs qui ne sont pas capable de fournir un revenu adéquat pour de nombreux travailleurs. En outre, la grande tendance de développement des activités informelles dans les deux secteurs, comme ce qui a montré dans le chapitre 4, a indiqué le grand nombre de travailleurs dans ces deux secteurs sont les travailleurs qui travaillent dans les activités informelles. Ainsi, on peut considérer que la grande augmentation du nombre des travailleurs dans les secteurs du commerce et des transports pendant cette période a été contribué par les activités informelles dans ces secteurs.

Tableau 5.5 : La productivité des trois secteurs économiques principaux et du secteur des transports de *kabupaten* Tegal, en 1986 et 2000

	1986	2000
<i>Le secteur agricole</i>		
- Productivité (en million rupiah)	88 323,71	561 543,96
- Proportion de la productivité au PIB régional	36,47%	25,36%
- Le nombre de travailleurs dans le secteur	333 347	183 465
- Proportion du nombre de travailleurs au total	61,95%	34,74%
- Productivité par travailleur (en million rupiah)	0,26	3,06
<i>Le secteur du commerce</i>		
- Productivité (en million rupiah)	47 358,19	570 731,74
- Proportion de la productivité au PIB régional	19,56%	25,77%
- Le nombre de travailleurs dans le secteur	67 312	157 779
- Proportion du nombre de travailleurs au total	12,51%	29,88
- Productivité par travailleur (en million rupiah)	7,06	3,62
<i>Le secteur de l'industrie</i>		
- Productivité (en million rupiah)	33 025,92	540 617,00
- Proportion de la productivité au PIB régional	13,64%	24,41%
- Le nombre de travailleurs dans le secteur	58 407	63 338
- Proportion du nombre de travailleurs au total	10,85%	11,95%
- Productivité par travailleur (en million rupiah)	3,93	8,54
<i>Le secteur du transport</i>		
- Productivité (en million rupiah)	12 107,88	99 841,30
- Proportion de la productivité au PIB régional	4,99%	4,51%
- Le nombre de travailleurs dans le secteur	1 709	31 578
- Proportion du nombre de travailleurs au total	3,18%	5,98%
- Productivité par travailleur (en million rupiah)	7,08	3,16

Source : résultat d'analyse.

Simultanément, les performances du secteur agricole du *kabupaten* de Tegal ont connu une très forte croissance. Comme le montre le tableau 5.5, la productivité par travailleur du secteur agricole est passée de seulement 0,26 millions de roupies en 1986 à 3,06 millions de roupies. Pourtant, le secteur agricole n'a pas encore réussi à être un secteur aussi performant que le secteur industriel pour procurer de bon revenu à ses travailleurs. Dans ce cas, tous les secteurs à l'exception de l'industrie ont devenu des secteurs qui ne peuvent pas produire des bonnes productivités par travailleur.

Dans le processus d'urbanisation du *kabupaten*, c'est le secteur de l'industrie qui a connu la croissance économique la plus grande. Cette croissance est indiquée par la valeur de la production et la valeur de la productivité par travailleur. Pourtant, ceci n'a pas été suivi par une grande augmentation du nombre de travailleurs. Le développement du secteur de

l'industrie pendant la période n'a pas permis d'embaucher un grand nombre de travailleurs puisqu'on y compte moins de 5000 nouveaux travailleurs dans cette période (voir le tableau 5.3).

Il est intéressant de savoir que seul le secteur industriel montre une grande productivité par travailleur, alors que les secteurs du commerce et des transports présentent une productivité par travailleur moins élevée en 2000 qu'en 1986, et que le secteur agricole est resté le secteur le plus faible. Bien plus, la diminution de la productivité par travailleur dans les secteurs du commerce et des transports a fait que ces deux secteurs sont devenus équivalents au secteur agricole en la matière, ce dernier ayant la plus faible productivité par travailleur, c'est-à-dire que seulement un tiers du secteur industriel.

On considère que le faible niveau de productivité des travailleurs des secteurs agricole, du commerce et des transports par rapport à celui du secteur industriel peut également expliquer pourquoi le taux de pauvreté du *kabupaten* reste élevé, et a augmenté au cours du processus d'urbanisation. Il peut être relié à la réduction de la capacité du secteur agricole à absorber de la main d'œuvre, et à la toujours faible capacité du secteur industriel et d'autres secteurs formels à l'inclure. Comme la montre le tableau 5.5, une grande diminution du nombre des travailleurs s'est produite dans le secteur agricole qui a presque atteint 150 000 travailleurs entre 1986 et 2000, tandis que l'absorption de travailleurs dans le secteur industriel était de moins de 5000 nouveaux travailleurs, et dans les secteurs du commerce et des transports étaient environ 90 000 et 30 000 travailleurs respectivement. Ainsi, avec une grande augmentation de la population dans le *kabupaten*, on peut considérer que le taux de la pauvreté se relie avec l'incapacité du *kabupaten* de créer les opportunités de travail pour les habitants. Au lieu d'augmenter de nouvelles possibilités d'emploi, le *kabupaten* de Tegal a tendance à diminuer les possibilités d'emploi dans son processus d'urbanisation.

Dans ce contexte, la forte réduction du nombre de travailleurs dans le secteur agricole peut être provoquée également par la perte des sols agricoles, qui sont convertis en sol urbains pendant son processus d'urbanisation. Comme le montre le chapitre 4, le *kabupaten* de Tegal a perdu environ 954 hectares de rizières et 330 hectares d'autres sols agricoles pour une progression d'environ 1 433 hectares des sols bâtis pendant la période de 1990 à 2005. Cette perte peut être considérée comme engendrant une réduction des opportunités de travail pour les paysans et les petits ouvriers agricoles car, depuis 1979, la surface moyenne des rizières dont les familles d'agriculteurs sont propriétaires est de 0,21 à 0,37 hectares par famille dans l'île de Java (Jamal et al., 2002). De plus, Jamal et al. (2002) montrent qu'il y a environ 50,4%

des familles agricoles qui sont propriétaires des sols agricoles, le reste, soit 49,6% sont des ouvriers agricoles qui doivent travailler dans des fermes appartenant à d'autres agriculteurs. Il est probable également que la plupart de ceux qui ont perdu leur travail dans le secteur agricole sont les petits paysans et les ouvriers agricoles qui ne possèdent pas de sols agricoles, parce que 190 770 personnes (57,2% des 333 347 travailleurs dans le secteur agricole) en 1986 étaient les ouvriers agricoles ou des paysans sans terre (*Kantor Statistik Kabupaten Tegal*, 1987). Ainsi, la perte d'un hectare de sol agricole peut signifier une perte d'opportunité de travail pour environ quatre familles de paysans propriétaires et plusieurs familles d'ouvriers agricoles. Cette opinion est corroborée par l'un des résultats des questionnaires qui montre que beaucoup de chefs de famille de ménages pauvres interrogés dans les villages urbains étaient autrefois travailleurs agricoles, et que la plupart des ménages pauvres dans les villages qui viennent d'être reclassés comme villages urbains en 2000, sont des travailleurs agricoles.

Dans ce contexte, la faible capacité du développement du secteur industriel à absorber un grand nombre de travailleurs supplémentaires a inhibé la transformation du travail dans le secteur agricole en emplois dans le secteur industriel. En outre, leur peu d'expérience du travail en dehors des activités agricoles et leur faible niveau d'éducation et de compétences sont devenus d'autres facteurs empêchant les populations pauvres d'avoir accès aux activités dans le secteur industriel, ou de trouver un emploi décent qui puisse apporter aux familles un revenu fixe suffisant. Donc, la situation confirme l'avis d'Amis (1995) et de Rakodi (1995) qui montrent que l'incapacité des pauvres à obtenir des emplois salariés dans les secteurs formels est un des problèmes importants de la population urbaine pauvre.

Dans cette situation, il est prouvé que le secteur informel est devenu une bouée de sauvetage pour ceux qui ne peuvent pas trouver un emploi dans le secteur formel. Ceci est traduit par l'augmentation du nombre des travailleurs dans le secteur du commerce et même dans le secteur des transports suivie d'une diminution du taux de productivité moyenne par travailleur (voir le tableau 5.4). Pendant la période d'observation considérée, les deux secteurs ont connu une augmentation respective de près de 100 000 et 30 000 nouveaux travailleurs. Pourtant, leur niveau de productivité moyen par travailleur, qui était supérieur et même le double de celui du secteur industriel en 1986, a diminué jusqu'au plus bas niveau devenant pratiquement égal au niveau de productivité du secteur agricole. Cette situation pourrait être considérée comme une indication forte que ceux qui ont perdu leur emploi dans le secteur agricole sont entrés par la suite dans les activités des secteurs du commerce et des transports,

mais sont employés dans de très petites activités qui ne sont pas à même de fournir une productivité équivalente au niveau de productivité précédent.

B. Le problème de la faiblesse des liens économiques créés entre les industries en faveur des activités économiques locales

Il est également intéressant de savoir pourquoi le développement des activités industrielles dans ce *kabupaten* se traduit par une faible capacité à absorber la main d'œuvre. On peut considérer au moins deux raisons importantes à cela : (1) la plupart des activités industrielles dans le *kabupaten* de Tegal sont des petites industries qui absorbent seulement un petit nombre de travailleurs par industrie, et (2) il n'y a pas beaucoup des liens économiques entre les activités industrielles développées dans le *kabupaten*, surtout en amont des activités agricoles qui deviennent ainsi les activités économiques les plus importantes et qui emploient la plus grande partie de la main d'œuvre du *kabupaten*.

Les activités industrielles dans ce *kabupaten* se montent à 88 entreprises grandes et moyennes avec un total de 10 775 travailleurs en 2005 (pour 85 industries en 2000). Les statistiques indonésiennes classent les activités industrielles en grandes (100 travailleurs ou plus), moyennes (20 à 99 travailleurs) et petites (4 à 20 travailleurs). Si l'on compare avec le nombre de 63 338 personnes qui travaillent dans le secteur industriel, alors, il y a environ 53 000 personnes qui travaillaient au sein des petites industries.

Parmi les activités industrielles grandes et moyennes de ce *kabupaten*, les industries du thé et du métal sont devenues prédominantes. Il y a cinq grandes entreprises de thé qui emploient environ 3 000 travailleurs : PT Sinar Sosro⁴, PT Gunung Slamet, PT Gopek Cipta Utama, PT Tunggal Naga, et CV Perusahaan Teh Cap Dua Burung. Les trois premières industries du thé font également partie des industries nationales du thé, qui ont un réseau de marketing non seulement au niveau national, mais aussi au niveau international. Parallèlement, la plupart des activités industrielles du métal sont exercées dans de petites entreprises qui sont développées par les ménages industriels d'une génération à l'autre. Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas de grandes entreprises dans l'industrie du métal dans ce

⁴ PT Sinar Sosro est la compagnie qui produit le « *Teh Botol Sosro* (de thé en bouteille Sosro) », la boisson la plus populaire du pays. Elle est également pionnière dans le commerce du thé en bouteille en Indonésie ainsi que dans le monde et a commencé de le commercialiser à Slawi à partir de l'année 1940. Aujourd'hui, il y a encore une usine à Slawi, même si le centre des opérations a déménagé à Jakarta et que d'autres usines sont réparties dans plusieurs régions en Indonésie.

kabupaten. Il y avait seulement cinq industries moyennes qui employaient 232 travailleurs, et 2 806 petites industries qui employaient 30 029 travailleurs jusqu'à 2005 (*Kantor Statistik Kabupaten Tegal*, 2006). Leur nombre a diminué de six industries moyennes et 3 219 petites industries en 1998 (*Kantor Statistik Kabupaten Tegal*, 2001), à cause de la crise économique de 1997 qui a augmenté le prix du fer, du charbon et de l'électricité, ainsi que le prix du transport.

En ce qui concerne des industries du thé, leur potentiel à générer et à renforcer les activités agricoles dans le *kabupaten* est insuffisant parce qu'il n'y a pas beaucoup de plantations de thé dans le *kabupaten* de Tegal. Il n'y a que 198,86 hectares environ en 2005 qui sont répartis dans trois *kecamatan*, c'est-à-dire à Bumijawa, Bojong et Jatinegara. C'est pourquoi la production de thé de ce *kabupaten* est très faible, toutes les industries du thé important des feuilles de thé de la province de Java-ouest, la province qui produit la plus grande quantité et la meilleure qualité du thé d'Indonésie. Les grandes industries du thé n'ont donc guère de liens économiques avec les activités de plantation et les autres activités agricoles du *kabupaten*. Dans ce contexte, la présence de grandes industries du thé ne peut pas stimuler le renforcement des activités agricoles du *kabupaten*.

En ce qui concerne les industries du métal, la plupart d'entre elles, en particulier celles qui sont classées comme petites industries, produisent des outils pour l'agriculture et la cuisine, et quelques petites pièces ou composants de machines pour d'autres industries. Certaines industries produisent des composants automobiles et certaines autres des composants pour l'industrie de réparation navale, surtout pour les bateaux de pêche (voir le tableau 5.6). Les interviews réalisées auprès de quelques entreprises représentatives ont montré que toutes les industries du métal importent leurs matériels, comme les feuilles de fer, fer en fonte, acier inoxydable, et ferraille, provenant d'autres régions en dehors du *kabupaten*. Ainsi, puisque ce type d'industrie n'utilise pas le produit de l'économie locale, on peut considérer que ce type d'industrie ne peut pas non plus stimuler de développement l'économie locale, surtout les activités agricoles qui étaient des activités où la plupart des mains d'œuvre travaillent.

Tableau 5.6 : Les liens économiques des certaines industries petites et moyennes dans les kabupaten Tegal et Purwakarta

Le type d'activité industrielle	Matériel de base	Produit	Liens en amont	Liens en aval
<i>Le type de l'industrie de la transformation des produits agricoles, halieutiques et forestiers</i>				
industrie de séchage et le salage du poisson	poisson frais et sel	poisson salé et conservé	**	**
industrie de tofu et <i>tempe</i>	Soja	le tofu et <i>tempe</i>	*	**
industrie des craquelins et les similaires	farine de tapioca et de manioc	craquelins de tapioca et les similaires	**	**
industrie alimentaire du manioc	Manioc et farine de manioc	manioc fermenté et alimentaire du manioc	**	**
industrie de pâte de crevettes	Crevette	pâte de crevettes	**	**
industrie des œufs salés	Œufs et sel	œufs salés	***	**
industrie de la pâtisserie	farine de blé et de riz, et le sucre	pâtisserie	*	**
industrie alimentaire du soja et d'arachide	Soja, cacahuètes et noix	arachides salées	*	**
industrie alimentaire à base de maïs	Maïs	collation de maïs	**	**
industrie du sucre de palme	l'eau de coco	sucre de palme	***	**
industrie du rotin et le bambou tissé	bois, le rotin et le bambou	ustensiles de cuisine en bambou et le rotin	***	**
industrie d'articles de ménage en bois	bois, le rotin et le bambou	tables, chaises, armoires, canapés, lits du bois et autres équipements du foyer	***	**
industrie de matériaux de construction en bois	Bois	seuils, portes et fenêtres	***	**
industrie de chaussures et sandales	cuir et semelle de chaussure	chaussures et sandales	*	**
<i>Le type de l'industrie de l'argile</i>				
industrie de la brique et tuiles en terre cuite	l'argile et le bois de chauffage	briques et des tuiles	***	**
<i>Le type de l'industrie de l'équipement du sport</i>				
industrie de volants de badminton	bois de bouchon, fil, et plumes de canard	Volant de badminton	*	*

À suivre.

Tableau 5.6 : Continue (la fin).

Le type d'activité industrielle	Matériel de base	Produit	Liens en amont	Liens en aval
Le type de l'industrie des métaux				
industrie de l'outil agricole	plaque de fer, fonte, ferraille, et l'acier inoxydable	houes, faucilles, machettes, et parer de maïs, etc.	*	***
industrie des appareils ménagers	plaque de fer, ferraille, laiton et le cuivre utilisé	poêle, chaudière, seaux, marmites, casseroles, etc.	*	***
artisanat d'airain	plaque de laiton et de laiton utilisé	cadres de miroirs, décorations murales, décorations de table et de laiton	*	*
industrie des pièces de véhicules, de machines et équipements électriques	plaques de fer, fonte, plaque d'aluminium, cuivre, ferraille, aluminium et cuivre utilisé	jantes, écrous, boulons, pinces, un des composants de la pompe électriques, composants électriques, etc.	*	*
industrie des composants du bateau et du matériel de pêche	plaque de fer, fonte, ferraille, laiton, cuivre, et l'acier inoxydable	fenêtre de bateau, la barre, l'ancre et l'hélice des navires de pêche, ballast des filets, etc.	*	*
industrie des matériels d'équipement et de construction	plaques de fer, fonte, plaque d'aluminium, laiton, cuivre, ferraille, aluminium et cuivre utilisé	marteaux, tournevis, des scies, des charnières, etc.	*	*
Le type de l'industrie textile et vêtements				
industrie de vêtements	Tissu, de fil et les autres	vêtements	*	**
industrie de tissage avec des équipements non machine	fil	gaine	*	**
industrie du vêtement brodé	tissu, de fil,	broderie pour vêtements, chiffons, gants, d'abattage linge de lit, <i>mukena</i> (vêtements de prières)	*	**
industrie du batik	tissu, cire, le colorant de tissu	tissu de batik, vêtements et accessoires de batik	*	**

Source : travail des terrains, 2008.

Notes : * : il n'y a pas de lien économique avec d'autres activités économiques dans le kabupaten.

** : il y a des liens économiques avec d'autres industries et d'autres activités économiques dans le kabupaten en dehors l'agglomération urbaine.

*** : il y a des liens économiques avec d'autres industries et d'autres activités économiques dans l'agglomération urbaine.

Par ailleurs, la plupart des autres industries dans le *kabupaten* sont en général des petites entreprises et des industries familiales. La majorité d'entre elles sont des industries alimentaires et des industries de transformation des produits agricoles, halieutiques et forestiers, ainsi que des industries du textile et de vêtements. Selon les statistiques du *kabupaten*, l'industrie de vêtements et l'industrie des meubles en bois sont les types d'industrie qui ont absorbé la plus grande partie de la main d'œuvre du *kabupaten*. En 2005, ces deux types d'industrie ont absorbés respectivement 46 560 et 35 572 travailleurs (*Kantor Statistik Kabupaten Tegal*, 2006).

Pourtant, comme dans le cas de l'industrie du thé, les industries textiles et de vêtements utilisent peu de produits locaux dans leurs processus de production. Par contre, l'industrie des meubles en bois utilise beaucoup de produits des forêts locales comme les bois de *jati*, les autres types de bois, et le bambou, pour une partie de leurs matériels. Ainsi, même si ces types d'industrie peuvent apporter une assez grande contribution au développement des activités industrielles dans le *kabupaten*, ce sont seulement les industries des meubles en bois qui contribuent fortement à générer et développer les activités agricoles, en particulièrement les activités forestières et les activités de transformation des produits forestiers. Malheureusement, les activités rizicoles et les autres activités de cultures vivrières dominent parmi les activités agricoles dans le *kabupaten*. En d'autres termes, l'activité forestière n'est pas une activité dominante dans l'activité agricole du *kabupaten*. En outre, la plus grande partie des terres forestières dans le *kabupaten* est cultivée par le *Perum Perhutani*, une entreprise appartenant au gouvernement central engagée dans les affaires de la plantation des bois de *jati*. Par conséquent, même si les industries de meubles en bois ont des liens économiques assez forts en amont avec les activités forestières dans le *kabupaten*, leurs capacités à améliorer les activités et les revenus des agriculteurs restent limitées.

Les données sur les liens économiques des autres types d'industrie du *kabupaten* de Tegal sont présentées dans tableau 5.6. Ce tableau donne des indications sur les liens économiques entre chaque type d'industrie dans le *kabupaten*, à la fois les liens économiques en amont et en aval, qui pourrait aussi donner des indications sur le potentiel de l'industrie de donner de synergie entre industries. De plus, il présente également des informations sur les matériaux utilisés et les produits obtenus par chaque type d'industrie. Toutes les informations présentées dans le tableau sont corroborées par les entretiens avec les représentants des différents types d'industrie au cours des études de terrain effectuées dans le *kabupaten* en 2008, dont la mise en œuvre a été réalisée par divers assistants de recherche.

Les autres industries locales qui utilisent beaucoup des produits locaux sont les industries des aliments et boissons, à l'exception des industries du thé qui ont été évoquées auparavant. Pourtant, la plupart de ces industries sont de petites industries ou des entreprises familiales qui peuvent être classées comme micro-industries. La plupart d'entre elles produisent des aliments locaux tels que des tofus et tempe, des poissons salés, des craquelins, des gâteaux de manioc, des spécialités locales, etc. Comme la montre le tableau 5.6, la majorité des industries de ce type utilisent beaucoup de produits locaux dans leurs processus de production, donc leur développement peut également générer et développer des activités agricoles. Malheureusement, la plupart des industries de ce type dans ce *kabupaten* sont des petites et des micros industries qui ne vendent leurs produits que localement. Par conséquent, leurs capacités à développer des activités agricoles, qui fourniraient en matières premières leurs processus de production, ne sont pas non plus très grandes.

Ainsi, comme la majorité des activités industrielles développées dans le *kabupaten* n'entretiennent pas beaucoup de liens économiques avec les activités agricoles, on peut donc considérer que le développement des activités industrielles dans le processus de développement économique et d'urbanisation dans le *kabupaten* de Tegal n'a pas beaucoup de stimulant pour le développement des activités agricoles qui emploieraient la plus grande partie de la main-d'œuvre du *kabupaten*. Dans cette situation, la croissance et le développement des activités industrielles ne peuvent pas encourager la même croissance et le développement dans les activités d'économie local, surtout dans le secteur agricole. La condition de la croissance forte des activités industrielles qui est accompagnée par la diminution des activités agricoles dans le *kabupaten* de Tegal, comme ce l'a montré la figure 5.1, a soutenu également cette argument.

Si les activités industrielles développées dans le *kabupaten* ont de grands liens économiques aux activités agricoles locales, surtout dans la forme des liens en amont qui montrent des grandes contributions des activités industrielles afin d'utiliser les produits des activités agricoles locales, la croissance des activités industrielle pourra également favoriser le développement des activités agricoles locales. Dans le contexte de développement de l'économie régionale, ceci signifie le renforcement de la redistribution des bénéfices de développement des activités urbaines aux activités agricoles dans les zones rurales. Et dans le contexte de la réduction de la pauvreté, ceci signifie le renforcement les conditions locales dont les pauvres peuvent également trouver des occasions d'emploi qui sont appropriées à leurs compétences.

Conclusion

Ce chapitre fait apparaître quelques thèmes de réflexion importants. Le premier est que le problème de la pauvreté, en particulier de la pauvreté urbaine. Ce problème deviendra l'un des défis majeurs dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*. L'urbanisation ainsi que la forte croissance économique qui s'est produites dans les dernières décennies n'ont pas encore pu réduire l'incidence de la pauvreté urbaine de manière significative. Au lieu de diminuer, le taux et / ou le chiffre de l'incidence de la pauvreté urbaine ont augmenté.

La deuxième leçon très importante qui doit être tirée du cas du *kabupaten* de Tegal est que la pauvreté urbaine dans le processus d'urbanisation, en particulier dans les zones urbaines des nouveaux villages urbains, se caractérise par une présence insuffisante d'infrastructures urbaines. Les entretiens réalisés sur le terrain ont prouvé qu'il y a deux raisons à cela. La première est que la plupart des *kampung* (quartiers) urbains pauvres proviennent de *kampung* ruraux pauvres qui dès le début n'ont pas été suffisamment pourvus en infrastructures. La deuxième est la lenteur de la réponse du gouvernement au besoin d'infrastructures.

La troisième leçon importante à tirer est, d'une part, que beaucoup d'entre ceux qui vivent dans un état de pauvreté dans les zones urbaines des régions en transition, tels que celles du *kabupaten* de Tegal, ont un niveau d'éducation faible et ne disposent que des compétences et des expériences nécessaires aux activités agricoles rurales. D'autre part, le processus d'urbanisation implique également un processus de conversion des terres agricoles en terres non agricoles. Ainsi, directement ou indirectement, le processus d'urbanisation, qui a transformé l'environnement où ils vivent, a réduit les opportunités d'emploi de ceux qui n'ont que des compétences et des expériences agricoles. Puis, en particulier dans le cas de ceux qui vivent dans la pauvreté, la faiblesse de leur niveau d'éducation est devenue pour eux un obstacle qui les empêche d'avoir accès à des opportunités d'emploi dans les secteurs formels urbains générés par le processus d'urbanisation. Cela contribue à expliquer les raisons pour lesquelles beaucoup d'entre eux, qui sont piégés dans la pauvreté urbaine dans les régions en transition comme dans le *kabupaten* de Tegal, ont tendance à passer à des activités urbaines informelles. En fait, beaucoup d'entre eux deviennent des entrepreneurs qui construisent leur propre petite entreprise, que ce soit dans les secteurs du commerce, des services, ou des transports. Mais malheureusement, leur faible niveau de compétences et l'insuffisance de leurs capitaux les ont cantonné dans des activités de subsistance, qui ne sont pas en mesure d'enrayer le mécanisme de la pauvreté.

La diminution des opportunités d'emploi de ceux qui n'ont que des compétences et des expériences limitées aux activités agricoles rurales traditionnelles a également été renforcée par le développement d'activités industrielles qui ont peu de liens économiques avec les activités agricoles, en particulier en termes de liens en amont. Dans ce contexte, il y a peu d'activités industrielles grandes et moyennes développées dans le *kabupaten* qui utilisent les produits des activités agricoles locales comme matières premières dans leurs processus de production. Cela nous amène au quatrième sujet de réflexion qui peut être tiré du cas du *kabupaten* de Tegal : pourquoi la croissance des secteurs industriels et du commerce n'est-elle pas suivie par une croissance économique dans le secteur agricole ? On peut considérer que la faiblesse des liens économiques entre les activités industrielles et les activités agricoles peut expliquer pourquoi le processus d'urbanisation ne peut pas diminuer l'incidence de la pauvreté, en particulier de la pauvreté urbaine dans la région. La pauvreté urbaine prend donc désormais une part croissante dans la pauvreté totale de la région tandis que l'incidence de la pauvreté rurale reste plus élevée que celle de la pauvreté urbaine tout au long de la période considérée.

Par conséquent, la compréhension de la relation entre la pauvreté, le processus d'urbanisation, ainsi que la transformation des villages ruraux en villages urbains a été identifiée comme étant une question importante dans les efforts d'éradication de la pauvreté dans les régions en transition, le processus d'urbanisation qui comprend généralement le développement d'activités industrielles ne pouvant pas automatiquement réduire l'incidence de la pauvreté ainsi que le taux de la pauvreté dans la région.

Chapitre VI

L'urbanisation du territoire : l'augmentation de l'inégalité entre les petites villes développées dans le processus d'urbanisation ?

Introduction

Dans les chapitres précédents nous avons discuté du processus d'urbanisation qui caractérise les régions densément peuplées dans le monde en développement comme l'île de Java en Indonésie. Particulièrement dans les pays en développement, les villes petites et moyennes ont pris une part importante dans la croissance urbaine, spécifiquement du point de vue de l'augmentation de la population urbaine, même si cela va de pair avec des niveaux relativement faibles de services, de capacités et de financements. Ce phénomène a également montré le rôle des villes petites et moyennes qui créent des espaces de vie pour les communautés et les activités urbaines.

En posant la question de la viabilité de l'urbanisation des pays en développement, Barney Cohen (2006) emploie l'expression de « *small cities big agenda* » afin de désigner les grands enjeux qu'y représentent les petites villes. Dans ce contexte, Cohen (2006) soutient que les grands problèmes du développement des petites villes sont sous-tendus par au moins quatre questions importantes, parmi lesquelles l'absence de services urbains essentiels et le manque de capacités des villes à répondre aux défis posés par leur processus d'urbanisation. Pour cette raison, Cohen (2006) soutient que les petites villes deviendront une question importante dans le processus d'urbanisation de beaucoup de pays en développement dans l'avenir.

Le cas des trois *kabupaten* observés a montré également l'évolution de la formation des petites villes dans les territoires urbanisés. Deux *kabupaten*, les *kabupaten* de Tegal et Malang, qui sont situées à côté de villes municipales possèdent quelques petites villes ayant plus de 100 000 habitants et plusieurs autres ayant une population comprise entre 20 000 et 100 000 habitants. Pendant ce temps, le *kabupaten* de Purwakarta a une ville plus de 100 000 habitants et une autre ville d'environ 60 000 habitants, qui se sont formées au cours de son processus d'urbanisation.

Partant de l'avis de Cohen (2006) et de la démarche empirique concernant les trois *kabupaten* qui ont été décrits ci-dessus, il est intéressant d'analyser la mise à disposition des infrastructures et services urbains de base dans les petites villes ainsi formées. Cette analyse

nous amènera à comprendre deux questions cruciales relatives à deux des caractères importants des petites villes mis en évidence par Cohen (2006). Ces deux questions sont importantes car elles concernent des problèmes essentiels dans le concept du développement durable. La première question est de comprendre si la fourniture d'infrastructures et de services urbains essentiels dans les petites villes urbanisées dans les trois *kabupaten* observés pourrait suivre les progrès de leur urbanisation. La deuxième question est de savoir si toutes les petites villes reçoivent une attention égale de leur gouvernement local dans la fourniture d'infrastructures et de services urbains de base comme les services essentiels nécessaires à leur développement ainsi qu'au bien-être de leurs habitants.

La relation entre le processus d'urbanisation dans le monde en développement et la capacité des villes à satisfaire les besoins d'une population urbaine grandissant rapidement est devenue une préoccupation importante dans les travaux sur l'urbanisation des pays depuis longtemps en développement. En discutant de la nécessité d'un meilleur aménagement et d'une meilleure gestion urbaine dans les villes à croissance rapide dans les pays en développement, Devas et Rakodi (1993) soutiennent que le manque d'infrastructures et de services urbains essentiels dans de nombreuses villes des pays en développement a été l'un des défis majeurs qui ont suivi leur processus d'urbanisation rapide. Badshah (1996) soutient également que, beaucoup d'entre les villes du monde en développement sont tombées dans une souffrance urbaine à cause de leur développement des infrastructures ne pouvait pas répondre aux besoins. Le manque d'infrastructures et de services urbains dans les petites villes dans le monde en développement a été étudié par Cohen (2006, voir aussi Cohen, 2004) qui met également en évidence que beaucoup d'entre elles ont un plus grand taux de croissance de population d'une part, et une faible capacité du gouvernement local à fournir leur croissance urbaine avec des infrastructures adéquates d'autre part.

Dans ce contexte, Nunan et Devas (2004) soutiennent également que le manque d'infrastructures urbaines demeure l'une des caractéristiques importantes des villes dans les pays en développement, notamment dans leur effort de lutte contre la pauvreté. Ils montrent que ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté vivent aussi presque invariablement dans un logement précaire et surpeuplé et ont un accès insuffisant aux infrastructures et services urbains comme l'approvisionnement en eau et l'assainissement (Nunan et Devas, 2004). En outre, ils soutiennent également qu'en général, si la plus grande partie de la population dispose des infrastructures et services suffisants, ils peuvent contribuer effectivement à la prospérité de la ville et même de la nation (Nunan et Devas, 2004).

Cet avis est compréhensible, car le rôle des infrastructures et des services urbains est essentiel dans le développement des villes. Ils ne sont pas nécessaires seulement pour soutenir les activités économiques mais également pour maintenir ou améliorer la qualité de vie des habitants (voir Amis et Kumar, 2000 ; voir aussi Amis ; 1995 et Rakodi, 1995). En outre, dans le domaine du bien-être et de la qualité de vie des habitants, Dirk-Jan Omtzigt (2009) soutient que le manque d'infrastructures et de services urbains dans une région est susceptible de conduire à l'exclusion sociale, qui peut être définie comme une incapacité à participer efficacement à la vie économique, sociale, politique et culturelle, ainsi qu'à une aliénation et une mise à l'écart de la société dominante.

Par ailleurs, Pirie (1983) montre que la disponibilité des infrastructures et services publics joue un rôle important pour chaque région en développement en déterminant les avantages et les désavantages géographiques des habitants dans la région. Avec ce point de vue, il avance l'idée que la répartition spatiale des infrastructures et des services publics a une influence sur qui obtient quoi comme services dans la région et même des opportunités, donc que la disposition spatiale des infrastructures et services publics va également influencer l'égalité sociale à travers l'égalité du niveau d'accès des habitants aux services dans chaque partie de la région (Pirie, 1983).

Par conséquent, dans la perspective de l'égalité qui est l'un des principes inhérents au concept de développement durable, la différence de qualité des services entre les différentes parties d'une région en développement pourrait conduire à une situation d'injustice, parce que les opportunités créées pour permettre aux populations d'atteindre une meilleure qualité de vie seront différentes, à la fois des opportunités existantes et des opportunités futures qui peuvent être créées par la disponibilité des infrastructures et services suffisants. La possibilité d'avoir une meilleure santé peut ainsi être corrélée à la disponibilité d'une bonne infrastructure d'assainissement dans le quartier. La possibilité d'exercer un meilleur emploi ou de bénéficier d'un meilleur environnement d'affaires peut être associée à la disponibilité de bonnes infrastructures et installations économiques. Une meilleure capacité de production des habitants peut résulter de la disponibilité de bons établissements d'enseignement et/ou de formations professionnelles.

En outre, s'agissant de la relation entre la répartition spatiale des infrastructures et des services dans le territoire, dans un contexte de comparaison régionale avec l'élaboration des politiques régionales correctives, Marcuse (2009) montre que le manque d'infrastructures et de services de base dans une région peut mettre sa communauté dans une situation

d'infériorité sociale par rapport à d'autres communautés qui jouissent de meilleures infrastructures. Marcuse (2009) montre que le manque d'infrastructures dans une région peut réduire les opportunités de la région d'attirer les ressources de développement nécessaires pour améliorer la qualité de la région, ce qui restreindra plus tard l'accessibilité de ses habitants à une meilleure qualité de vie. Par conséquent, même s'il reconnaît que les ressources devraient être distribuées dans une égalité absolue, Marcuse (2009) affirme que les infrastructures et les services devraient être répartis avec justesse en fonction des nécessités de la communauté et de ses activités. Dans ce sens, Marcuse soutient l'opinion de Pirie (1983) sur l'importance de la juste répartition spatiale des services publics dans les régions en développement.

En outre, les services publics ne peuvent pas être uniquement fournis par le mécanisme du marché libre. La plupart du temps, leur mise à disposition est basée sur certains critères d'équité qui sont politiquement déterminés par le gouvernement (Boyne et Powell, 1991). Par conséquent, afin d'obtenir une juste répartition spatiale des services publics, le gouvernement joue un rôle très important.

À cet égard, deux questions clés peuvent être posées pour évaluer la mise à disposition des services publics : la question des critères appropriés de l'équité spatiale, et celle de savoir si les variations réelles de la mise à disposition sont cohérentes avec les critères (Boyne et Powell, 1991). Puisque le sujet principal de cette analyse porte sur la variation spatiale créée dans les petites villes développées dans le processus d'urbanisation, elle sera basée sur les critères de justice territoriale définis par Bleddyn Davies (1968), qui a étudié la relation entre les besoins sociaux et les ressources dans les services locaux ainsi que leur distribution spatiale au Royaume-Uni. Dans son étude, Davies (1968) part du concept de justice territoriale dont dérive le concept de justice sociale en mentionnant dans son argumentation :

« Dans les services pour lesquels la distribution la plus appropriée apparente entre les individus est 'à chacun selon son besoin', la distribution la plus appropriée entre les régions doit être 'à chaque région en fonction des besoins de la population de cette région'. Parce que le premier critère est synonyme de justice sociale, nous pouvons appeler le dernier justice territoriale ».

Par conséquent, selon cette définition, l'idée que les besoins respectifs des régions deviennent importants dans le concept de justice territoriale sera cruciale pour l'amélioration de l'équivalence en dotations entre les régions dans le territoire. Elle est importante parce que

la justice territoriale, qui peut être interprétée comme l'égalité entre les régions, nécessite une attribution de ressources ou de services proportionnelle aux besoins de la population et des activités dans chaque région en vue de satisfaire d'une manière adéquate aux besoins de toute la population de chaque région, besoins qui peuvent être différents entre les régions (voir aussi Boyne et Powell, 1991). Par conséquent, une répartition différente des ressources spatiales, comme les infrastructures et les services urbains, peut conduire à l'une des deux formes fondamentales de l'injustice spatiale définie par Marcuse (2009)¹, c'est-à-dire l'injustice spatiale fondée sur une répartition inéquitable des ressources, celles-ci se devant d'être distribuées de façon appropriée dans l'espace et basées sur les besoins de la population.

En outre, concernant la définition des besoins des régions, Boyne et Powell (1991) soutiennent qu'elle peut être formulée par deux variables : le nombre de personnes dans la région et l'importance de leurs besoins. Idéalement, ces deux dimensions devraient être prises en compte dans l'élaboration des politiques afin de parvenir à une justice spatiale dans une région, ou au moins d'éviter une situation d'injustice spatiale. Cependant, en particulier si l'évaluation des besoins provient des données du recensement et n'est pas directement mesurée par les individus eux-mêmes, il est difficile d'en déterminer l'intensité pour la personne ou la région. Il y a aussi un certain nombre de difficultés empiriques soulevées par l'aspect multidimensionnel des besoins, comme l'âge, les facteurs économiques et culturels, ou même les objectifs personnels des individus, qui peuvent différencier les besoins d'une personne à l'autre (Boyne et Powell, 1991).

Du côté de l'offre, trois catégories principales peuvent être utilisées comme approche dans la comparaison de la mise à disposition des services publics entre les régions : l'entrée, la sortie et l'impact (Boyne et Powell, 1991). L'entrée correspond aux ressources qui pourraient être allouées pour fournir des services dans une région, alors que la sortie fait référence aux services effectivement fournis, et l'impact se réfère à l'effet de ces services sur le public (Boyne et Powell, 1991). Parmi ces trois catégories, l'analyse de la sortie est la plus

¹ Marcuse (2009) définit deux formes fondamentales d'injustice spatiale, qui sont l'argument du manque de liberté (*the unfreedom argument*) et l'argument de l'inégalité des ressources (*the unfair resource argument*). La première forme est dérivée de la captivité involontaire de tout groupe dans un espace limité. Dans cette forme, l'injustice spatiale aura lieu si les communautés vivent involontairement dans certains endroits de la juridiction, ou sont forcés de vivre dans un endroit déterminé et n'ont aucune liberté de choisir (n'ont pas le choix), dans quel endroit (qui fournissent différents niveaux de biens publics), ils préfèrent vivre, ce qui limite leur accès à de meilleures opportunités qui leur permettraient d'avoir une bonne qualité de vie ou d'améliorer leurs conditions de vie. La deuxième forme est dérivée de la répartition inégale des ressources dans l'espace qui limite la population vivant dans certaines régions moins équipées de services à bénéficier d'opportunités égales à ceux qui vivent dans les régions mieux desservies.

appropriée pour évaluer l'égalité de la mise à disposition de services entre les régions. Comparée à l'approche d'entrée, l'approche de sortie définit la norme d'égalité de la mise à disposition pour des besoins égaux. Pendant ce temps, l'équivalence de l'impact à égalité de besoins ne pourrait être garantie que par le renforcement de l'utilisation du service de façon égale entre les régions et en contrôlant le comportement des consommateurs afin qu'ils puissent être utilisés dans les mêmes normes y compris dans la norme de la consommation du service. En fait, même si la consommation de certains services est déjà imposée par la loi, il n'existe toujours pas de relation obligatoire entre les deux. Par conséquent, l'approche de sortie à côté de l'offre pourrait être utilisée comme une méthode appropriée en tant que mesure simple de comparaison de la mise à disposition des services entre les régions.

Ce chapitre vise à analyser la fourniture des infrastructures et services de base dans le processus d'urbanisation dans les trois *kabupaten* observés. Il consistera en une analyse de séries temporelles en se concentrant sur le développement du niveau des services offert par certaines infrastructures et services urbains dans toutes les petites villes ou les agglomérations urbaines formées dans les trois *kabupaten*. Cette méthode d'analyse permet d'expliquer la performance dans la mise à disposition des infrastructures et des services urbains dans les petites villes des *kabupaten* au cours de leur processus d'urbanisation. En outre, cette analyse effectuée pour toutes les agglomérations urbaines formées comparera les niveaux des services fournis dans les petites villes ainsi que leur développement dans le temps. À cet égard, comme Boyne et Powell (1991) soutiennent que la mise à disposition des services publics est politiquement déterminée par le gouvernement, les résultats de cette analyse pourront être utilisés pour vérifier si toutes les petites villes formées, et leur population urbaine, ont reçu une attention égale de la part du gouvernement local.

Ce chapitre se compose de trois parties d'analyse simple qui mesurent les niveaux de service des infrastructures et services urbains correspondant à chaque agglomération urbaine formée dans le processus d'urbanisation du territoire dans les trois *kabupaten* observés. La première analyse est la mesure des niveaux de service de certaines infrastructures urbaines de base comme la fourniture d'électricité, l'approvisionnement en eau, et la gestion des déchets dans les petites villes des trois *kabupaten*. Des analyses comparatives de la qualité de certaines infrastructures de quartier, comme la voirie et le drainage ont également été effectuées. La deuxième analyse est la mesure des niveaux de service de certains établissements d'enseignement, tandis que la dernière est la mesure des niveaux de service de certains établissements de santé dans les petites villes. La plupart de ces analyses utilisent les

données statistiques des monographies de villages recueillies par le bureau central de statistiques d'Indonésie en 1990, 2000 et 2006. Les autres informations utilisées ont été recueillies au cours du travail sur le terrain en 2007 et 2010. Ces analyses nous amèneront à voir si la croissance urbaine dans les petites villes peut être suivie par une mise à disposition adéquate des infrastructures et services urbains, et si les petites villes ont bénéficié d'une attention égale dans la fourniture des infrastructures et services urbains.

6.1 Les différents niveaux de service de certaines infrastructures de base dans le processus d'urbanisation du territoire

Des différences existent dans les niveaux de services des infrastructures de base fournies dans les petites villes développées dans le processus d'urbanisation comme l'indique le tableau 6.1. Ce tableau montre le développement des niveaux de service de certaines infrastructures de base des petites villes pour les trois *kabupaten* observés. Les tableaux présentent trois types d'infrastructures, à savoir la fourniture d'électricité, l'approvisionnement en eau, et la gestion des déchets. La sélection du type d'infrastructure présenté et analysé est fondée sur la disponibilité des données dans les monographies de villages, qui n'abordent que ces trois types d'infrastructures. Cependant toutes les monographies n'indiquent pas les mêmes données. Par exemple, la monographie de l'année 1990 ne donne pas d'information sur la gestion des déchets solides appliquée dans le village. Par conséquent, la mesure du niveau de service pour la fourniture de ce type d'infrastructure portera uniquement sur les années 2000 et 2006. En outre, il manque des informations dans les monographies de villages sur la fourniture des infrastructures présentées dans le niveau de mesure du rapport. On ne dispose que seulement les informations sur la mise à disposition d'électricité qui sont dans le niveau de mesure du ratio, alors que les autres informations sont présentées selon une échelle nominale.

Les données concernant l'approvisionnement en eau sont présentées en tenant compte de la façon dont la majorité des habitants du village obtient de l'eau propre et sont divisées en deux types d'informations, c'est-à-dire l'eau pour la cuisine et l'eau pour l'hygiène corporelle et pour la lessive. Les informations présentées pour les deux types font état d'une ou de plusieurs alternatives comme une connexion à un robinet, un puits, une rivière, l'achat d'eau auprès de vendeurs, et autres. Par conséquent, la mesure du niveau de service d'eau dans cette analyse se fait en comptant le nombre de villages dans lesquels la majorité des habitants ont

une connexion au robinet comme principal moyen de répondre à leurs besoins en eau pour les deux types d'utilisation. Dans ce contexte, si la monographie dit que le village urbain a l'eau du robinet comme le principal moyen de la majorité des habitants en répondant à leur besoins en eau, le village sera compté comme un des villages dans l'agglomération urbaine qui a desservi par le service de l'approvisionnement en eau. Par contre, si la monographie dit que la majorité des habitants du village utilisent l'autre moyen, donc le village sera compté comme un village qui n'a pas encore été desservi par le service de l'approvisionnement en eau.

Les données concernant la gestion des déchets solides dans le village sont également présentées selon une échelle nominale basée sur la façon dont la majorité des habitants du village traite les déchets solides. Les options dans la monographie sont : « *diangkut* » ou collectés, ce qui généralement signifie que les déchets sont collectés et transportés par le service du gouvernement local jusqu'aux installations d'élimination finale ; « *dibakar* » ou brûlés, ce qui généralement signifie que les déchets sont brûlés dans la cour ; « *sungai* » ou rivière, ce qui généralement signifie que les déchets sont collectés et jetés dans une rivière directement ou non par les habitants ; et « *lainnya* » ou autres. À peu près comme avec la méthode mesure du le niveau de service de la distribution de l'eau, celle du niveau de service de la gestion des déchets solides sera faite en comptant le nombre de villages dans une agglomération urbaine, dans lesquels la majorité des habitants bénéficient du service de transport de déchets du gouvernement local. En d'autres termes, la mesure se fait en comptant le nombre des villages qui sont « *diangkut* » dans la monographie de leur village.

Le résultat des mesures, figurant dans le tableau 6.1, montrent que la fourniture des infrastructures de base dans les petites villes ne parvient pas à suivre leur croissance. De plus, les résultats montrent aussi une tendance à des différences de niveaux de services entre les petites villes formées et développées dans les trois *kabupaten*. La capacité limitée du gouvernement local à fournir les infrastructures de base pour les petites villes en cours de développement est démontrée par le fait qu'aucune petite ville ne présente un niveau de service complet, même si les trois types d'infrastructures montrent une tendance à la croissance du niveau des services de 1990 à 2000 et en 2006. Entre les trois types d'infrastructures mesurés, l'électricité présente le niveau de service le plus haut. Pourtant, seules certaines petites villes en bénéficient dans une proportion de presque 100% en 2006. De plus, la proportion des ménages raccordés au réseau électrique est très variable entre les petites villes, tant parmi les petites villes d'un même *kabupaten* et qu'entre les petites villes d'un *kabupaten* à l'autre. La situation montre une différence de services d'une ville à l'autre, en

particulier dans le cas de certaines petites villes dont le taux de connexion est encore très faible avec moins de 50%.

En tant que service fourni par un monopole appartenant à l'État², l'électricité a le plus haut de niveau de service. La situation est fortement influencée par la politique nationale qui en a fait une stratégie depuis les années 1970 (ESDM, 2012). Pourtant, le rôle des autorités locales et des gouvernements provinciaux en vue de faciliter la construction du réseau de distribution a contribué à l'expansion, en particulier dans des zones qui sont situées dans des régions éloignées. Mais la proportion des ménages qui dans chaque région d'Indonésie ont été raccordés au réseau d'électricité est variable car ceci ne dépend pas seulement de la capacité et de l'attention des gouvernements central et local, mais également du degré de difficulté de la mise à disposition qui est affectée par certaines variables, telles que la distribution spatiale de la population et les conditions géographiques différentes entre les régions. Par exemple en 2009 alors que le taux national d'électrification, à savoir la proportion des foyers desservis en électricité au nombre total des ménage (ESDM, 2009), a atteint environ 65%, certaines provinces ont encore un taux très faible comme le NTT (Nusa Tenggara Est : 24,2%), le NTB (Nusa Tenggara Ouest : 32,0%) et la Papouasie (32,0%), bien que certaines autres provinces soient arrivées à un taux assez élevé comme Jakarta (100%), Bali (74,4%) et Banten (72,1%) (Sutrisna, 2010). Au milieu de l'année 2011, le taux d'électrification national a atteint le chiffre de 68,0% (ESDM, 2011), alors que le taux national en 2006 était environ de 58%.

En 2006, quelques petites villes, surtout dans le *kabupaten* de Tegal, ont encore un taux d'électrification en dessous du taux national. En fait, le taux national est une mesure qui ne concerne pas seulement des ménages dans les régions urbaines indonésiennes, mais aussi des ménages qui vivent dans différentes régions, comme dans les zones rurales éloignées ou dans les îles éloignées. Dans ce contexte, un taux en dessous du taux national dans une région urbaine dans l'île de Java témoigne de l'incapacité du gouvernement à répondre aux besoins en électricité du nombre croissant de ses habitants urbains.

² En Indonésie, l'approvisionnement en électricité est réalisé par le PLN (*Perusahaan Listrik Negara* ou l'entreprise publique d'électricité), une entreprise appartenant à l'État qui a le monopole de l'approvisionnement en électricité dans toutes les régions. Dans le passé, le monopole incluait la production et la distribution. Cependant, avec la vague de privatisation initiée à la fin des années 1990 en Indonésie, le droit de production d'énergie électrique a été donné aussi à certaines entreprises privées domestiques et étrangères sous la coordination du PLN qui a encore le droit de distribution.

Tableau 6.1 : Le développement des niveaux de service des certains infrastructures de base dans les petites villes des *Kabupaten* Tegal, Malang et Purwakarta

Les agglomérations urbaines en 2006			Le taux d'électricité			L'approvisionnement en eau*			La gestion des déchets**		
No	L'Agglomération	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006	1990	2000	2006
<i>Dans le Kabupaten Tegal</i>											
<i>Les agglomérations principales</i>											
1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	285 146	60,6%	70,5%	75,2%	1 / 43	7 / 52	5 / 52	na	4 / 52	11 / 52
2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	231 892	54,5%	65,0%	75,0%	0 / 27	2 / 43	0 / 44	na	8 / 43	10 / 44
<i>Les agglomérations moyennes</i>											
3.	Kramat	58 372	44,9%	75,3%	73,5%	0 / 7	2 / 11	1 / 11	na	2 / 11	3 / 11
4.	Tarub	28 574	49,4%	62,3%	61,4%	0 / 2	0 / 7	0 / 7	na	0 / 7	0 / 7
5.	Lebaksiu	32 623	41,1%	67,4%	70,3%	0 / 3	0 / 5	0 / 5	na	1 / 5	1 / 5
6.	Balapulang	23 931	64,9%	81,7%	53,1%	0 / 2	0 / 3	0 / 3	na	1 / 3	1 / 3
7.	Margasari	35 903	48,4%	58,8%	55,6%	0 / 1	0 / 3	0 / 3	na	0 / 3	1 / 3
<i>Les petites agglomérations</i>											
8.	Bojong	11 066	0,0%	49,0%	71,7%	0 / 1	0 / 2	1 / 2	na	0 / 2	0 / 2
9.	Prupuk	15 383	34,8%	61,2%	67,3%	0 / 1	0 / 2	0 / 2	na	0 / 2	0 / 2
10.	Bumijawa	10 721	0,0%	43,4%	55,4%	0 / 1	0 / 1	0 / 1	na	0 / 1	0 / 1
11.	Jatinegara	2 415	46,9%	69,4%	67,8%	0 / 1	0 / 1	0 / 1	na	0 / 1	0 / 1
12.	Jejeg	5 664	0,0%	36,4%	40,9%	0 / 1	0 / 1	0 / 1	na	0 / 1	0 / 1
13.	Banjar Anyar	8 163	59,7%	86,1%	53,9%	0 / 1	0 / 1	0 / 1	na	0 / 1	0 / 1
14.	Suradadi	19 823	-	91,8%	93,3%	-	0 / 2	1 / 2	-	0 / 2	0 / 2
15.	Cerih	5 244	-	50,2%	40,0%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
16.	Pagerbarang	6 737	-	70,1%	98,2%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
17.	Rembul	7 122	-	32,7%	22,5%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
18.	Kedungkelor	6 542	-	-	36,7%	-	-	0 / 1	-	-	0 / 1
19.	Sukareja	5 068	-	-	62,4%	-	-	0 / 1	-	-	0 / 1

À suivre (1).

Tableau 6.1 : Suite (1).

Les agglomérations urbaines en 2006			Le taux d'électricité			L'approvisionnement en eau*			La gestion des déchets**		
No	L'agglomération	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006	1990	2000	2006
<i>Dans le kabupaten Malang</i>											
<i>Les agglomérations principales</i>											
1.	Lawang-Singosari	189 935	57,7%	68,7%	95,1%	9 / 11	14 / 21	7 / 21	na	11 / 21	10 / 21
2.	Kepanjen	59 581	62,2%	66,3%	89,7%	5 / 8	5 / 9	7 / 9	na	3 / 9	5 / 9
<i>Les agglomérations moyennes</i>											
3.	Pakis	82 591	45,3%	83,8%	82,3%	2 / 2	6 / 8	5 / 8	na	0 / 8	3 / 8
4.	Gondanglegi-Pagelaran	68 102	13,9%	72,8%	73,6%	0 / 2	2 / 8	1 / 8	na	2 / 8	3 / 8
5.	Turen	65 300	69,5%	88,5%	87,2%	0 / 2	0 / 9	0 / 9	na	2 / 9	2 / 9
6.	Pakisaji-Wagir	57 765	55,0%	77,6%	81,9%	4 / 4	4 / 8	2 / 8	na	1 / 8	2 / 8
7.	Sumberpucung	53 817	81,3%	65,9%	81,9%	0 / 2	0 / 7	0 / 7	na	0 / 7	1 / 7
8.	Tumpang	38 424	43,1%	91,1%	78,5%	0 / 1	2 / 6	2 / 6	na	1 / 6	2 / 6
9.	Bululawang	32 637	43,1%	83,5%	79,2%	0 / 3	3 / 7	4 / 7	na	0 / 7	2 / 7
10.	Mulyoagung (Dau)	26 328	99,5%	97,8%	99,5%	0 / 1	2 / 3	0 / 3	na	1 / 3	2 / 3
11.	Dampit	24 034	53,4%	83,0%	83,9%	0 / 1	1 / 1	1 / 1	na	1 / 1	1 / 1
12.	Pujon	21 960	71,6%	58,2%	45,9%	1 / 1	3 / 3	2 / 3	na	0 / 3	1 / 3
<i>Les petites agglomérations</i>											
13.	Wonomulyo (Poncokusumo)	18 985	46,7%	77,9%	56,6%	0 / 1	0 / 3	0 / 3	na	0 / 3	2 / 3
14.	Jabung	17 176	54,7%	54,3%	59,5%	0 / 1	0 / 2	0 / 2	na	0 / 2	0 / 2
15.	Kepuharjo (Karangploso)	15 575	-	97,2%	88,2%	-	1 / 3	1 / 3	-	2 / 3	0 / 3
16.	Wajak	13 950	-	-	76,5%	-	-	0 / 1	-	-	0 / 1
17.	Pandan Landung (Wagir)	13 528	-	59,1%	86,2%	-	0 / 2	0 / 2	-	0 / 2	1 / 2
19.	Kalipare	12 729	-	71,5%	93,9%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
20.	Parangargo (Wagir)	12 368	44,4%	74,3%	82,7%	0 / 2	0 / 2	0 / 2	na	1 / 2	0 / 2

À suivre (2).

Tableau 6.1 : Suite (2, la fin).

Les agglomérations urbaines en 2006			Le taux d'électricité			L'approvisionnement en eau*			La gestion des déchets**		
No	L'agglomération	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006	1990	2000	2006
21.	Donomulyo	12 084	-	45,7%	67,8%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
22.	Bantur	11 835	-	43,5%	53,4%	-	1 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
23.	Sengguruh (Kepanjen)	11 081	39,7%	54,2%	88,6%	0 / 1	1 / 3	0 / 3	na	0 / 3	0 / 3
24.	Ngantang	8 576	-	94,3%	89,5%	-	0 / 2	0 / 2	na	1 / 2	0 / 2
25.	Tajinan	8 349	-	97,5%	67,4%	-	0 / 2	1 / 2	-	0 / 2	0 / 2
26.	Kromengan	7 603	-	90,9%	98,1%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
27.	Sukosari (Kasembon)	5 701	-	95,0%	64,2%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
28.	Sukopuro (Jabung)	5 576	-	10,2%	66,3%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
29.	Tirtomarto (Ampel Gading)	5 535	-	56,5%	60,4%	-	1 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
30.	Sidoluhur (Lawang)	5 261	-	10,5%	51,8%	-	0 / 1	0 / 1	-	0 / 1	0 / 1
<i>Dans le kabupaten Purwakarta</i>											
<i>L'agglomération principale</i>											
1.	Purwakarta	211 813	76,1%	93,87%	89,4%	0 / 9	9 / 25	8 / 29	na	9 / 25	13 / 29
<i>L'agglomération moyenne</i>											
2.	Plered-Sukatani	63 874	43,6%	95,4%	84,8%	0 / 4	0 / 14	0 / 15	na	2 / 14	2 / 15
<i>Les petites agglomérations</i>											
3.	Wanayasa	14 604	-	96,2%	76,7%	-	0 / 5	5 / 5	-	1 / 5	1 / 5
4.	Darangdan	8 299	-	96,1%	80,4%	-	0 / 2	0 / 2	-	0 / 2	1 / 2
5.	Jatimekar (Jatilihur)	3 170	0,7%	95,8%	86,0%	1 / 1	0 / 1	0 / 1	na	0 / 1	0 / 1
6.	Bojong	3 092	60,7%	84,8%	96,3%	0 / 1	1 / 1	1 / 1	na	0 / 1	1 / 1

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

Notes : * = la proportion du nombre des ménages desservis par électricité au nombre total des ménages dans l'agglomération urbaine.

** = x/y représente la comparaison entre le nombre de villages urbains desservis sur y au nombre total de villages urbains dans l'agglomération urbaine.

De plus, la différence de niveaux du service entre les petites villes dans les trois *kabupaten* tend à prouver que les agglomérations urbaines principales ont un plus haut niveau de service que d'autres agglomérations urbaines développées dans leurs *kabupaten* respectifs. De plus, cette tendance montre que les agglomérations moyennes ont généralement un plus haut niveau que les petites agglomérations dans leurs *kabupaten* respectifs. Ces tendances apparaissent assez fortement dans les trois *kabupaten*, en particulier en 1990 et 2006. Alors qu'en 2000, les autres agglomérations urbaines allaient vers une amélioration supérieure à celle des agglomérations principales, par la suite les agglomérations principales ont fait de plus grands progrès en 2006 même si le service de connexion à l'électricité s'est aussi amélioré dans les autres agglomérations, en particulier les petites.

Si l'on examine le tableau de façon plus détaillée, on voit que le niveau de service de la fourniture d'électricité a été amélioré entre 1990 et 2006 et donc que toutes les agglomérations urbaines développées dans le processus d'urbanisation disposent d'un meilleur niveau du service, mais que ce sont les plus grandes agglomérations urbaines, c'est-à-dire les agglomérations principales qui profitent encore du niveau le plus haut pour ce service.

La tendance à offrir un meilleur niveau de services aux agglomérations urbaines principales semble être plus forte pour l'approvisionnement en eau et la gestion des déchets solides. Les informations portant sur le niveau du service de gestion des déchets solides confirment plus fortement cette tendance. Les données concernant les niveaux des services d'approvisionnement en eau et de gestion des déchets dans les petites villes des trois *kabupaten* figurent également dans le tableau 6.1. Les chiffres indiquent le nombre de villages (dans le nombre total des villages urbains dans chaque agglomération urbaine formée dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*) dans lesquels, selon la monographie de village, la majorité de la population bénéficie des services d'approvisionnement en eau et de gestion des déchets solides organisés par le gouvernement local. Ces données montrent que les agglomérations urbaines principales sont celles où le plus grand nombre de villages sont desservis.

Les informations contenues dans le tableau 6.1 indiquent également que la capacité de mise à disposition des infrastructures par le gouvernement local des *kabupaten* est encore en dessous des besoins. Même si quelques améliorations se font sentir dans la distribution de l'eau dans les petites villes des trois *kabupaten*, avec une augmentation du nombre de villages desservis entre 1990 et 2006, beaucoup de villages urbains n'ont pas encore obtenu ce service en 2006. En outre, si l'on regarde de façon plus détaillée, quelques agglomérations urbaines

ont subi une diminution du nombre de villages desservis entre 2000 à 2006, après une forte progression entre 1990 à 2000, comme : Dukuhturi-Talang-Adiwwerna, Slawi-Pangkah-Dukuhwaru et Kramat dans le *kabupaten* de Tegal ; Lawang-Singosari, Pakis, Gondanglegi-Pagelaran, Pakisaji-Wagir, Mulyoagung (Dau), Pujon, Bantur, Sengguruh (Kepanjen), et Tirtomarto (Ampelgading) dans le *kabupaten* de Malang ; et Purwakarta dans le *kabupaten* de Purwakarta. De plus, l'agglomération de Slawi-Pangkah-Dukuhwaru dans le *kabupaten* de Tegal, qui n'est pas seulement l'une des agglomérations principales du *kabupaten* mais joue aussi le rôle de capitale du *kabupaten*, n'a plus un seul village dans lequel la majorité des habitants bénéficient de l'approvisionnement en eau en 2006³. On peut considérer que le gouvernement local n'a pas une grande capacité à mettre les infrastructures de base dans les villages ce qui a entraîné une accumulation des retards (*backlog*) et une augmentation des villages non desservis d'une période à l'autre. Dans le service d'approvisionnement en eau, l'accumulation de retards dans le *kabupaten* de Tegal a augmenté de 94 villages urbains en 1990 à 132 villages en 2006, pendant que celui du *kabupaten* de Malang de 22 à 190 villages urbains, et celui du *kabupaten* de Purwakarta de 14 à 39 pendant la même période.

Avec seulement un petit nombre de villages qui sont ravitaillés par le service d'approvisionnement en eau du gouvernement, la plus grande partie de la communauté des trois *kabupaten* répond à ses besoins en eau en utilisant l'eau souterraine grâce à un puits ou une pompe. La possibilité d'utiliser de l'eau souterraine, dans une région avec des caractéristiques morphologiques et géologiques variées, n'est pas garantie ni facile dans toutes les zones des *kabupaten*. Généralement, les zones plates ont plus de facilités pour utiliser le potentiel en eaux souterraines que les régions vallonnées. En outre, la plupart des principales agglomérations urbaines sont situées dans les zones plates qui ont longtemps été utilisées comme zones résidentielles. Pourtant, quelques parties des *kabupaten* éprouvent des difficultés à obtenir de l'eau souterraine, comme les agglomérations de Bojong et Lebaksiu du *kabupaten* de Tegal. A cet égard, une grande attention dans l'élargissement de la mise à disposition du service d'approvisionnement en eau des agglomérations urbaines principales

³ Dire qu'il n'y a plus un seul village dont la majorité des habitants sont desservis par l'approvisionnement en eau en 2006, ne signifie pas qu'il n'y a aucun village dans cette agglomération qui soit connecté au réseau de distribution d'eau. En fait, le service de l'approvisionnement en eau existe encore dans les petites villes, y compris dans les villages qui avaient été classés comme villages desservis. Mais l'augmentation accélérée de la population des villages est plus rapide que la capacité du gouvernement local à développer ou élargir le réseau, donc ces villages ne sont plus classés comme desservis puisque la majorité de la population n'est plus desservie.

doit être portée vis à vis de certains membres de la communauté dans les zones où l'accès à l'eau souterraine est difficile.

Figure 6.1
Des illustrations du système de tuyaux en plastique utilisé par les communautés pour développer leur propre système d'approvisionnement en eau dans certains quartiers des petites villes du *kabupaten* Tegal, 2010



Source : travail de terrain, 2010.

Suite aux entretiens avec certains membres de la communauté dans le *kabupaten* de Tegal, on considère que la difficulté à obtenir de l'eau dans l'agglomération de Bojong a une raison morphologique parce que la région est vallonnée, alors que dans l'agglomération de Lebaksiu elle est causée par la mauvaise qualité de l'eau parce que la région a longtemps été une zone de rizières. Afin de surmonter ces difficultés, en réponse à l'absence d'approvisionnement en eau publique dans son quartier, la communauté a construit son propre système d'approvisionnement en eau en utilisant l'eau des rivières et / ou l'eau souterraine

stockées dans un emplacement particulier et dirigées vers les maisons des citoyens à travers un système de tuyaux en plastique (voir la figure 6.1).

Dans le système d'approvisionnement en eau de la communauté, certains membres se plaignent encore de la qualité du service, parce que le système connaît de fréquentes ruptures d'approvisionnement. Parfois, l'approvisionnement ne peut pas avoir lieu, qu'il s'agisse d'un ennui mineur ou d'une perturbation majeure. Un des exemples d'ennui mineur est la connexion interrompue parce qu'un tuyau a été accidentellement entraîné par un véhicule, ce qui a provoqué sa rupture ou le desmontage des joints. Parfois, la connexion des tuyaux est coupée délibérément par quelqu'un qui, estimant que l'approvisionnement en eau de son domicile ne se fait pas correctement, a détaché un tuyau et décollé un des raccords qui conduit à sa maison et l'a remplacé par un autre tuyau qui, selon lui, pourrait fournir un approvisionnement en eau de meilleure qualité ou plus abondant. Un exemple de perturbation majeure est celui qui s'est produit dans le village de Lebaksiu, lorsque la pompe a été endommagée de telle sorte que le système d'approvisionnement n'a pas pu distribuer l'eau à tous pendant plusieurs jours.

Le développement de l'approvisionnement en eau par la communauté montre que le système de mise à disposition d'infrastructures par le gouvernement local, y compris l'approvisionnement en eau, est souhaitable dans les petites agglomérations urbaines émergentes dans les *kabupaten* afin de subvenir aux besoins de la communauté avec une meilleure qualité de service. Mais quelques membres de la communauté sont pessimistes face à l'espoir de les obtenir, car ils estiment que la ville où ils résident n'est qu'une petite ville qui n'occupe pas une position importante dans le *kabupaten*. D'après eux, ce sont uniquement la capitale du *kabupaten* et les zones importantes telles que les *kecamatan* de Dukuhuri, Talang et Adiwerna qui jouent un rôle en tant que zones commerciales et industrielles qui sont capables d'attirer l'attention du gouvernement en vue de leur permettre de disposer de meilleures infrastructures.

De ce point de vue, on peut considérer que le manque d'infrastructures dans les petites villes est susceptible de conduire à un état d'esprit d'infériorité dans leur communauté, en particulier chez les pauvres qui n'ont qu'un accès insuffisant aux services des infrastructures. Ceci a été confirmé au cours des entretiens réalisés auprès de certains membres de la communauté qui disent à plusieurs reprises que l'indisponibilité du service peut être comprise par la communauté comme résultant de la condition de leur ville considérée comme une petite ville et / ou de la situation de faible niveau économique de leur communauté. De plus, certains

d'entre eux ont également exprimé de la jalousie envers la population des agglomérations urbaines principales qui ont un meilleur service d'approvisionnement en eau. Cependant, quand on leur a posé la question de ce qu'ils pourraient faire pour obtenir une meilleure prestation de service, ils se sont montrés pessimistes face à la possibilité de l'obtenir du gouvernement et ils ont juste réfléchi sur la façon dont leur propre système d'approvisionnement en eau pourrait mieux fonctionner en limitant les perturbations.

Figure 6.2
Des illustrations des méthodes d'élimination des déchets urbains dans certains quartiers des petites villes du *kabupaten* Tegal, 2010



Source : travail de terrain, 2010.

En outre, contrairement à la perception de l'absence du service d'approvisionnement en eau, la plupart des membres des communautés ne voient aucun problème pour ce qui est de

l'inexistence d'un service de gestion des déchets dans leur quartier. Ils déclarent qu'ils sont capables de prendre en charge la gestion des déchets ménagers qu'ils produisent quotidiennement. En réponse à l'absence du service, beaucoup des membres de la communauté dans les petites villes des trois *kabupaten* s'occupent en effet de leur propre gestion. La plupart d'entre eux accumulent et / ou brûlent simplement leurs déchets dans leur cour. Pourtant beaucoup d'entre eux, en particulier ceux qui n'ont pas de cour assez grande pour qu'ils puissent y garder et / ou brûler leurs déchets déposent leurs ordures à certains endroits où ils peuvent les entasser et les brûler ensuite en commun. D'après les entretiens menés avec certains membres des communautés, généralement la détermination de l'emplacement des sites de décharge des ordures communales est discutée et convenue au cours de réunions communautaires, en fonction des potentiels, de la disponibilité des ressources, et des capacités de chacune des communautés. Normalement, beaucoup des communautés des petites villes observées tiennent une fois par mois des réunions communautaires, consacrées à discuter de la gestion des problèmes de leur quartier. Dans ces réunions, elles peuvent discuter de leur propre gestion des déchets ménagers, y compris mener une réflexion sur la manière de les transporter aux sites de décharges, déterminer les endroits où ils peuvent les déposer, les modalités de financement, etc.

Comme la gestion des déchets est déterminée, menée et gérée séparément par des groupes différents dans la communauté, les méthodes de gestion dans les petites villes sont assez variées. En plus de la méthode individuelle par accumulation et / ou combustion des déchets dans la cour, beaucoup de communautés organisent la collecte communale des ordures ménagères, et les transportent à l'emplacement où ils seront détruits. Il y a au moins quatre types d'utilisation de sites de décharges des ordures, c'est-à-dire : (1) profiter de la disponibilité des sites de décharges temporaires appartenant au gouvernement local qu'on trouve habituellement dans les marchés et les zones résidentielles desservies par le système de gestion des déchets du gouvernement ; (2) utiliser des espaces ouverts qui ne sont pas occupés par des activités telles que le bord de routes où n'ont pas été implantées des activités quotidiennes ; (3) utiliser les pentes des collines dont le pied n'est pas habité ; ou (4) utiliser les bords d'une rivière où personne n'habite et / ou ne sont pas des lieux d'activité quotidienne spécifique (voir la figure 6.2). Ainsi, même s'il n'y a pas de problèmes, selon la perception des communautés, ces méthodes, surtout les trois dernières, peuvent menacer l'environnement et même la santé de la communauté, par l'introduction de la pollution dans l'air, l'eau ou le sol à l'endroit où les déchets sont éliminés et à ses alentours.

Figure 6.3

Des illustrations des installations de la gestion des déchets urbains fournis par le gouvernement local et par la communauté dans certains quartiers de la ville de Slawi du *kabupaten* Tegal, 2010



Source : travail de terrain, 2010.

La situation est différente dans les grandes agglomérations urbaines dans le *kabupaten* de Tegal, particulièrement dans celle de Slawi. Selon le responsable de la division de l'aménagement urbain, du jardinage et de la propreté du service des travaux publics du *kabupaten* de Tegal, comme capitale du *kabupaten*, la ville de Slawi a une meilleure attention du gouvernement local dans la gestion des déchets urbains. Même si le système a encore besoin de la participation de la communauté dans la fourniture des poubelles individuelles à mettre en place devant de le domicile, le gouvernement du *kabupaten* fournit le service de collecte des déchets à partir des poubelles individuelles, déchets qui sont transportés par des

chariots dans les installations de stockage temporaire, pour ensuite être transportés par camions vers l'installation d'élimination. Le responsable montre également qu'un tel service de collecte est fourni à d'autres agglomérations urbaines telles que Dukuhturi-Talang-Adiwerna, Kramat, et Lebaksiu, mais seulement pour les déchets générés par les marchés dans les villes. À cet égard, le responsable soutient que le gouvernement ne peut pas encore fournir les services pour gérer les déchets générés par les ménages dans les autres villes que Slawi, si bien que les communautés y sont tenues d'accomplir la gestion de leurs déchets elles-mêmes de manière indépendante.

Les variations dans le système dans la gestion des déchets urbains entre les villes dans le *kabupaten* montrent la différence d'attention dont font l'objet les villes dans le *kabupaten* de Tegal. Mais l'augmentation du nombre et de la densité de la population urbaine dans les autres villes exige une meilleure gestion des déchets urbains. Par ailleurs, la gestion traditionnelle par la communauté augmenterait la menace pour l'environnement et pour la santé de la communauté elle-même.

6.2 Les différences des niveaux de service éducatif dans les petites villes formées par le processus d'urbanisation

Comme pour les niveaux de service de certaines infrastructures de base, il existe aussi une différence de niveau dans la fourniture des services éducatifs dans les petites villes formées dans le processus d'urbanisation des trois *kabupaten*. Les tableaux 6.2, 6.3 et 6.4 montrent les proportions de la population concernée par chaque type d'établissement d'enseignement dans ces villes. Quatre types d'établissements d'enseignement sont observés dans cette analyse : le *SD* (*Sekolah Dasar*, équivalent à l'école élémentaire en France), le *SMP* (*Sekolah Menengah Pertama*, équivalent au collège) ; le *SMU* (*Sekolah Menengah Umum*, équivalent au lycée d'enseignement général), et le *SMK* (*Sekolah Menengah Kejuruan*, équivalent au lycée professionnel). Afin de connaître leur développement dans le temps, les mesures ont été effectuées sur trois années, à savoir : 1990, 2000 et 2006.

Ce choix est fondé sur les besoins définis par la norme nationale des équipements urbains, appelée *Tata Cara Perencanaan Lingkungan Perumahan di Perkotaan* ou « procédure de planification de l'environnement de l'habitation urbaine » (SNI 03-1733-

2004)⁴, en prenant en compte la politique nationale d'éducation en Indonésie. La norme définit quatre types d'établissements d'enseignement qui doivent être présents dans les quartiers urbains : *Taman Kanak-kanak (TK* ou école maternelle), *SD*, *SMP* et *SMA (Sekolah Menengah Atas*, ou lycée qui comprend *SMU* et *SMK*). Pourtant, l'école maternelle n'est pas un enseignement obligatoire dans la politique d'éducation nationale, comme l'indique le programme national de l'enseignement obligatoire qui stipule que l'enseignement est obligatoire pour les enfants de 7 à 15 ans (voir la loi n° 20/2003, dans l'article 6). Cela signifie que l'enseignement obligatoire en Indonésie est destiné aux élèves du niveau de l'école élémentaire (pour ceux qui ont entre 7 et 12 ans) et du collège (pour ceux qui ont entre 13 et 15 ans). Pour cette raison, l'école maternelle n'est pas prise en compte dans cette analyse, qui inclut en revanche les mesures des niveaux de service des établissements d'enseignement du niveau *SMA (Sekolah Menengah Atas* ou lycée). En plus du fait qu'il est compris dans la norme nationale des équipements urbains, ce type d'établissement d'enseignement est important dans les efforts pour améliorer la qualité des ressources humaines dans les petites villes et les zones environnantes. Dans le contexte indonésien, il y a deux types de lycées : le *SMU* (le lycée d'enseignement général) et le *SMK* (le lycée professionnel). Donc les types d'établissement d'enseignement choisis pour cette étude sont le *SD*, le *SMP*, le *SMU* et le *SMK*.

Dans les tableaux, chaque cellule contient deux chiffres, les chiffres A et B présentés dans une forme de A / B (voir les tableaux 6.2, 6.3 et 6.4). Le chiffre A indique la proportion de citoyens qui n'a pas encore desservi par le type d'établissement d'enseignement disponible dans la ville, et le chiffre B indique la proportion de la population de la région (la ville et sa périphérie) qui n'a pas desservi par le type d'établissement d'enseignement disponible dans la région. Donc le calcul des derniers chiffres concerne le total de la population, c'est-à-dire

⁴ *Tata Cara Perencanaan Lingkungan Perumahan Perkotaan (SNI 03-1733-2004)* est un *Standar Nasional Indonesia (SNI* ou norme nationale indonésienne) fixée par le *Badan Standarisasi Nasional* (l'Agence nationale de normalisation de l'Indonésie) en 2004 comme une orientation de développement des services urbains dans les zones urbaines indonésiennes. Cette norme nationale est destinée à servir de référence dans la planification et / ou la mise en œuvre du développement des zones urbaines en Indonésie. En plus d'expliquer certains termes utilisés, cette norme décrit les dispositions générales de développement des équipements urbains, comme les infrastructures et les services urbains, qui sont nécessaires dans les zones urbaines.

Dans la pratique, cette norme nationale n'est pas destinée seulement à la planification et la construction de nouveaux espaces résidentiels urbains, mais aussi à la planification et au développement des infrastructures et des services urbains dans les régions anciennement urbanisées, que ce soit de façon planifiée ou non. Selon la norme, on s'attend à ce qu'une *Sekolah Dasar (SD)* soit construite pour 1 600 habitants urbains, une *Sekolah Menengah Pertama (SMP)* pour 4 800, et une *Sekolah Menengah Umum (SMU)* ou une *Sekolah Menengah Kejuruan (SMK)* dont le niveau est similaire au *SMU* pour 4 800 habitants urbains également.

l'accumulation de la population urbaine dans la ville et de la population rurale dans la périphérie de la ville, et le total des établissements d'enseignement qui sont situés dans la ville et sa périphérie. Cette méthode est utilisée afin de montrer que bon nombre des établissements publics situés dans les petites villes servent non seulement à la population urbaine de la ville mais aussi à la population non urbaine qui habite dans les zones environnantes.

Dans cette étude, les proportions de la population mal desservie par chaque type de l'établissement, soit A ou B, sont utilisées pour comparer les niveaux de services éducatifs fournis dans les petites villes formées au cours du processus d'urbanisation des territoires dans les *kabupaten*. Ce chiffre se produit en comparant le nombre de la population dans la ville ou dans la région, à savoir la ville et son périphérie, par le nombre de population qui peut être desservi par le nombre d'établissement 'enseignement disponibles. En général, une valeur plus élevée indique une qualité de service pire, et une valeur de 100 % montre que toute la population de la ville où de la région doit avoir le service de l'établissement qui se trouve en dehors de leur ville ou leur région. En outre, comme un service rendu à un nombre de la population attendu, le nombre de la population qui peut être desservi peut excéder le nombre de la population de la ville ou même de la région. Cela peut se produire quand les établissements de service ne servent pas seulement la population dans la ville ou dans la région, mais ils servent également des habitants des autres villes ou de population des autres régions. Cette situation est indiquée par les valeurs négatives dans les chiffres A ou B.

On peut considérer que le niveau de service des services éducatifs dans une région ne dépend pas uniquement du nombre d'établissements d'enseignement. Il dépend aussi de certains facteurs comme la taille des classes, le nombre d'élèves par enseignant, des installations de soutien, etc. Cependant, en supposant que la qualité de service de chaque établissement d'enseignement similaire est relativement la même de l'un à l'autre, la comparaison des nombres de la population desservis peut servir à indiquer la similitude et/ou la différence de qualité parmi les services éducatifs dans les petites villes. En outre, elle rend compte aussi du fait que la proportion par rapport au chiffre total de la population fait état d'informations moins précises si on la compare à la proportion du nombre de ceux qui entrent dans la tranche d'âge correspondant au groupe cible des services. Malheureusement, il n'existe aucune information disponible concernant le nombre d'individus faisant partie de la tranche d'âge concernée pour chaque village. Par conséquent, dans cette situation, la comparaison de ces proportions avec la population totale est ce qu'on peut faire de mieux.

**Tableau 6.2 : Le développement de la proportion de la population mal desservie par les services éducatifs dans les petites villes du
Kabupaten de Tegal**

Les agglomérations urbaines en 2006		Sekolah Dasar (école primaire)			Sekolah Menengah Pertama (collège)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	285 146	-16,2 % / -15,7 %	1,7 % / 1,7 %	9,3 % / 10,1 %	44,0 % / 51,8 %	58,1 % / 58,1 %	57,5 % / 57,7 %
2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	231 892	-46,7 % / -46,2 %	-22,1 % / -23,2 %	-4,2 % / -7,9 %	59,4 % / 64,7 %	58,3 % / 61,8 %	62,0 % / 64,9 %
Les agglomérations moyennes								
3.	Kramat	58 372	-12,7 % / -30,1 %	1,7 % / -0,3 %	12,3 % / 4,3 %	29,6 % / 69,0 %	53,9 % / 72,7 %	58,9 % / 74,8 %
4.	Tarub	28 574	-52,8 % / -32,2 %	-25,6 % / -20,8 %	-0,8 % / -11,0 %	161,9 % / 63,3 %	5,8 % / 51,7 %	-0,8 % / 28,6 %
5.	Lebaksiu	32 623	3,1 % / -50,9 %	-10,2 % / -16,9 %	-7,9 % / -13,0 %	16,9 % / 46,7 %	30,4 % / 35,6 %	11,7 % / 28,3 %
6.	Balapulang	23 931	-45 % / -43,5 %	-33,4 % / -17,9 %	-13,7 % / -19,6 %	18,4 % / 61,5 %	55,5 % / 72,8 %	19,8 % / 39,2 %
7.	Margasari	35 903	-57,3 % / 7,7 %	-3,3 % / -2,7 %	2,0 % / 3,1 %	-28,7 % / 61,3 %	26,2 % / 53,0 %	33,2 % / 57,1 %
Les petites agglomérations								
8.	Bojong	11 066	-56,7 % - 53,2 %	-40,6 % / -9,9 %	-15,7 % / 8,7 %	-56,7 % / 54,9 %	47,3 % / 57,7 %	56,6 % / 56,7 %
9.	Prupuk	15 383	87,5 % / 7,7 %	-13,4 % / -2,7 %	6,4 % / 3,1 %	62,6 % / 61,3 %	32,0 % / 53,0 %	37,6 % / 57,1 %
10.	Bumijawa	10 721	-99 % / -43,1 %	-17,8 % / -24,9 %	10,5 % / -5,1 %	-8,6 % / 79,6 %	-1,0 % / 61,9 %	10,5 % / 55,0 %
11.	Jatinegara	2 415	-35,1 % / -50,4 %	-23,4 % / -25,4 %	-32,5 % / -6,6 %	-102,7 % 80,8 %	-85,0 % / 30,0 %	-297,5 % / 32,7 %
12.	Jejeg	5 664	-37,6 % / - 43,1 %	-28,7 % / -24,9 %	-13,0 % / - 5,1 %	-3,2 % / 79,6 %	3,5 % / 61,9 %	15,3 % / 55,0 %
13.	Banjar Anyar	8 163	-38,4 % / -43,5 %	-15,1 % / -17,9 %	-17,6 % / -19,6 %	30,8 % / 61,5 %	30,9 % / 72,8 %	-17,6 % 39,2 %
14.	Suradadi	19 823	-	25,9 % / 22,6 %	19,3 % / 25,6 %	-	50,6 % / 53,5 %	51,6 % / 52,2 %
15.	Cerih	5 244	-	-3,1 / - 25,4 %	8,5 % / - 6,6 %	-	-3,1 % / 30,0 %	8,5 % / 32,7 %
16.	Pagerbarang	6 737	-	-18,8 % / -12,8 %	5,0 % / 7,6 %	-	100 % / 66,2 %	100 % / 68,3 %
17.	Rembul	7 122	-	23,9 % / -9,9 %	32,6 % / 8,7 %	-	100 % / 57,7 %	100 % / 56,7 %
18.	Kedungkelor	6 542	-	-	51,1 % / -1,6 %	-	-	26,6 % / 74,6 %
19.	Sukareja	5 068	-	-	-57,9 % / - 1,6 %	-	-	100 % / 74,6 %

À suivre.

Tableau 6.2 : Suite (et fin).

Les agglomérations urbaines en 2006		Sekolah Menengah Umum (lycée science)			Sekolah Menengah Kejuruan (lycée professionnel)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	285 146	87,6 % / 90,0 %	83,2 % / 84,5 %	87,4 % / 88,3 %	93,8 % / 95,0 %	nd	85,8 % / 86,9 %
2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	231 892	62,8 % / 73,6 %	49,0 % / 55,8 %	72,5 % / 76,0 %	83,1 % / 89,0 %	nd	81,0 % / 83,4 %
Les agglomérations moyennes								
3.	Kramat	58 372	85,9 % / 87,6 %	63,1 % / 78,1 %	91,8 % / 95,0 %	100 % / 100 %	nd	83,6 % / 89,9 %
4.	Tarub	28 574	-31,0 % / 78,0 %	100 % / 100 %	66,4 % / 84,1 %	100 % / 100 %	nd	83,2 % / 92,1 %
5.	Lebaksiu	32 623	100 % / 93,3 %	100 % / 92,8 %	85,3 % / 80,4 %	100 % / 100 %	nd	85,3 % / 93,5 %
6.	Balapulang	23 931	100 % / 93,6 %	100 % / 86,4 %	79,9 % / 87,8 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 93,9 %
7.	Margasari	35 903	57,1 % / 88,9 %	55,7 % / 79,1 %	73,3 % / 80,9 %	100 % / 100 %	nd	86,6 % / 95,2 %
Les petites agglomérations								
8.	Bojong	11 066	100 % / 82 %	100 % / 100 %	100 % / 92,8 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 100 %
9.	Prupuk	15 383	100 % / 88,9 %	66,0 % / 79,1 %	37,6 % / 80,9 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 95,2 %
10.	Bumijawa	10 721	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 100 %
11.	Jatinegara	2 415	100 % / 100 %	100 % / 91,2 %	-98,8 % / 83,2 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 100 %
12.	Jejeg	5 664	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 100 %
13.	Banjar Anyar	8 163	30,8 % / 93,6 %	30,9 % / 86,4 %	41,2 % / 87,8 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 93,9 %
14.	Suradadi	19 823	-	25,9 % / 82,6 %	51,6 % / 89,4 %	-	nd	75,8 % / 94,7 %
15.	Cerih	5 244	-	-3,1 % / 91,2 %	8,5 % / 83,2 %	-	nd	100 % / 100 %
16.	Pagerbarang	6 737	-	28,7 % / 83,1 %	100 % / 100 %	-	nd	100 % / 92,1 %
17.	Rembul	7 122	-	100 % / 100 %	100 % / 92,8 %	-	nd	100 % / 100 %
18.	Kedungkelor	6 542	-	-	26,6 % / 91,5 %	-	-	100 % / 100 %
19.	Sukareja	5 068	-	-	5,3 % / 91,5 %	-	-	100 % / 100 %

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

Note : Le signe négatif indique l'excès des services des établissements d'enseignement par rapport à la population à desservir située dans la zone urbaine ou la région.

**Tableau 6.3 : Le développement de pourcentage de la population mal desservie par les services éducatifs dans les petites villes du
Kabupaten de Malang**

Les agglomérations urbaines en 2006		Sekolah Dasar (école primaire)			Sekolah Menengah Pertama (collège)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Lawang-Singosari	189 935	-6,8 % / -8,8 %	9,2 % / 17,8 %	19,4 % / 14,3 %	6,3 % / 45,2 %	19,5 % / 43,2 %	37,6 % / 38,9 %
2.	Kepanjen	59 581	8,6 % / -6,6 %	0,1 % / -3,4 %	8,7 % / 6,6 %	1,3 % / 8,6 %	-16,0 % / 0,3 %	-4,7 % / 3,4 %
Les agglomérations moyennes								
3.	Pakis	82 591	29,5 % / 5,9 %	7,2 % / 7,4 %	36,1 % / 27,5 %	69,8 % / 66,1 %	69,1 % / 49,5 %	53,5 % / 49,5 %
4.	Gondanglegi-Pagelaran	68 102	20,2 % / -16,3 %	12,4 % / -19,2 %	8,4 % / -3,3 %	-19,7 % / -8,8 %	-58,7 % / -61,5 %	-19,8 % / -33,3 %
5.	Turen	65 300	11,3 % / -22,4 %	-9,3 % / -18,7 %	2,0 % / -4,9 %	-139,5 % / 3,4 %	-17,1 % / 12,1 %	-39,7 % / -2,0 %
6.	Pakisaji-Wagir	57 765	-3,7 % / -20,5 %	5,9 % / -6,9 %	12,4 % / 0,4 %	-33,3 % / 15,0 %	-9,3 % / 15,3 %	-7,1 % / 13,6 %
7.	Sumberpucung	53 817	-27,0 % / -39,4 %	-16,0 % / -14,4 %	1,9 % / 1,8 %	-37,2 % / 23,0 %	-9,4 % / -5,6 %	1,9 % / 4,4 %
8.	Tumpang	38 424	-20,4 % / -41,5 %	-6,7 % / -17,5 %	12,6 % / 3,7 %	-60,5 % / 34,1 %	20,0 % / 50,6 %	12,6 % / 39,5 %
9.	Bululawang	32 637	-21,4 % / -37,0 %	-17,6 % / -26,0 %	5,8 % / -10,8 %	-40,0 % / 1,3 %	-51,2 % / -44,7 %	-49,6 % / -42,4 %
10.	Mulyoagung (Dau)	26 328	-13,1 % / -4,4 %	6,9 % / 0,7 %	33,2 % / 21,9 %	-126,1 % / 46,0 %	-77,8 % / -17,0 %	27,1 % / 30,6 %
11.	Dampit	24 034	14,6 % / 8,5 %	32,5 % / 8,0 %	26,8 % / 10,2 %	-16,4 % / 39,0 %	21,5 % / 13,5 %	20,1 % / 38,7 %
12.	Pujon	21 960	-19,6 % / -24,7 %	-11,4 % / -22,6 %	-2,0 % / -9,9 %	10,3 % / 45,3 %	4,5 % / 23,0 %	34,4 % / 31,0 %
Les petites agglomérations								
13.	Wonomulyo (Poncokusumo)	18 985	-109,0 % / -39,6 %	22,0 % / -8,4 %	-9,6 % / -18,8 %	-4,5 % / 58,7 %	-4,1 % / 13,3 %	-1,1 % / 5,6 %
14.	Jabung	17 176	-1,9 % / -49,4 %	-2,3 % / -25,8 %	44,1 % / 6,4 %	49,1 % / 76,0 %	72,1 % / 40,8 %	72,1 % / 36,8 %
15.	Kepuharjo (Karangploso)	15 575	-	-26,2 % / -13,5 %	3,9 % / -0,6 %	-	31,2 % / 44,8 %	-6,3 % / 22,4 %
16.	Wajak	13 950	-	-	8,2 % / -13,5 %	-	-	-3,2 % / 28,3 %
17.	Pandan Landung (Wagir)	13 528	-	-1,3 % / 3,7 %	5,4 % / 3,4 %	-	100 % / 44,1 %	100 % / 50,3 %
19.	Kalipare	12 729	-	-24,2 % / -54,5	-0,6 % / -40,4 %	-	6,8 % / -8,1 %	62,3 % / 14,3 %
20.	Parangargo (Wagir)	12 368	-9,4 % / -27,5 %	-1,8 % / 3,7 %	22,4 % / 3,4 %	6,2 % / 54,4 %	-30,8 % / 44,1 %	-16,4 % / 50,3 %
21.	Donomulyo	12 084	-	-90,9 % / -35,3 %	7,3 % / -2,2 %	-	-205,4 % / -8,2 %	-98,6 % / 20,0 %

À suivre (1).

Tableau 6.3 : Suite (1).

Les agglomérations urbaines en 2006			Sekolah Dasar (école primaire)			Sekolah Menengah Pertama (collège)		
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les petites agglomérations								
22.	Bantur	11 835	-	-6,7 % / -19,7 %	-21,7 % / -24,0 %	-	-60,0 % / 5,1 %	-21,7 % / 5,3 %
23.	Sengguruh (Kepanjen)	11 081	-85,3 % / -6,6 %	5,7 % / -3,4 %	13,4 % / 6,6 %	85,3 % / 8,6 %	52,9 % / 0,3 %	56,7 % / 3,4 %
24.	Ngantang	8 576	-	-37,7 % / -29,4 %	-11,9 % / -16,4 %	-	41,0 % / 45,8 %	44,0 % / 0,2 %
25.	Tajinan	8 349	-	-43,1 % / -45,9 %	-53,3 % / -18,4 %	-	38,7 % / 19,4 %	15,0 % / 13,9 %
26.	Kromengan	7 603	-	-54,5 % / -21,5 %	-26,3 % / -12,9 %	-	-98,6 % / -9,3 %	-89,4 % / -7,0 %
27.	Sukosari (Kasembon)	5 701	-	-51,7 % / -34,5 %	-12,3 % / -20,1 %	-	-82,0 % / -101,7 %	-68,4 % / -9,7 %
28.	Sukopuro (Jabung)	5 576	-	-18,2 % / -25,8 %	71,3 % / 6,4 %	-	11,4 % / 40,8 %	13,9 % / 36,8 %
29.	Tirtomarto (Ampel Gading)	5 535	-	-17,4 % / -23,3 %	13,3 % / -1,1 %	-	11,9 % / 47,2 %	13,3 % / 15,8 %
30.	Sidoluhur (Lawang)	5 261	-	90,4 % / 17,9 %	8,8 % / 14,3 %	-	90,4 % / 43,2 %	8,8 % / 38,9 %
Les agglomérations urbaines en 2006			Sekolah Menengah Umum (lycée science)			Sekolah Menengah Kejuruan (lycée professionnel)		
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Lawang-Singosari	189 935	60,6 % / 78,5 %	69,0 % / 80,4 %	84,4 % / 87,4 %	70,4 % / 85,7 %	nd	84,4 % / 87,4 %
2.	Kepanjen	59 581	12,2 % / 48,6 %	13,0 % / 39,0 %	51,7 % / 61,4 %	67,1 % / 77,2 %	nd	59,7 % / 71,0 %
Les agglomérations moyennes								
3.	Pakis	82 591	39,6 % / 88,7 %	76,8 % / 84,8 %	82,6 % / 88,3 %	69,8 % / 94,4 %	nd	94,2 % / 92,2 %
4.	Gondanglegi-Pagelaran	68 102	4,3 % / 47,5 %	-9,1 % / 38,5	50,7 % / 53,3 %	52,1 % / 85,0 %	nd	71,8 % / 86,7 %
5.	Turen	65 300	-33,1 % / 51,7 %	22,0 % / 44,5 %	70,6 % / 77,8 %	73,4 % / 95,2 %	nd	55,9 % / 73,4 %
6.	Pakisaji-Wagir	57 765	85,2 % / 92,9 %	63,6 % / 75,8 %	70,8 % / 80,1 %	100 % / 92,9 %	nd	90,3 % / 93,4 %
7.	Sumberpucung	53 817	54,3 % / 72,5 %	30,4 % / 38,4 %	55,4 % / 60,2 %	84,8 % / 89,0 %	nd	64,3 % / 68,1 %
8.	Tumpang	38 424	59,9 % / 63,4 %	33,3 % / 64,7 %	50,0 % / 73,1 %	100 % / 100 %	nd	87,5 % / 93,3 %
9.	Bululawang	32 637	16,0 % / 42,4 %	16,0 % / 43,7 %	33,5 % / 44,6 %	100 % / 91,8 %	nd	50,1 % / 76,3 %
10.	Mulyoagung (Dau)	26 328	-69,6 % / 67,6 %	49,2 % / 78,7 %	63,5 % / 82,6 %	43,5 % / 89,2 %	nd	81,8 % / 91,3 %

À suivre (2).

Tableau 6.2 : Suite (2, la fin).

Les agglomérations urbaines en 2006		Sekolah Menengah Umum (lycée science)			Sekolah Menengah Kejuruan (lycée professionnel)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations moyennes								
11.	Dampit	24 034	-16,4 % / 69,5 %	19,0 % / 75,3 %	40,1 % / 83,7 %	100 % / 95,6 %	nd	80,0 % / 91,8 %
12.	Pujon	21 960	100 % / 90,9 %	76,1 % / 82,9 %	78,1 % / 84,7 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 100 %
Les petites agglomérations								
13.	Wonomulyo (Poncokusumo)	18 985	100 % / 88,2 %	74,0 % / 83,7 %	74,7 % / 79,0 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 100 %
14.	Jabung	17 176	100 % / 100 %	72,1 % / 70,4 %	72,1 % / 86,0 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 93,0 %
15.	Kepuharjo (Karangploso)	15 575	-	-3,2 % / 63,2 %	8,9 % / 48,3 %	-	nd	84,8 % / 91,4 %
16.	Wajak	13 950	-	-	31,2 % / 76,1 %	-	-	65,6 % / 94,0 %
17.	Pandan Landung (Wagir)	13 528	-	100 % / 90,7 %	100 % / 83,4 %	-	nd	100 % / 100 %
19.	Kalipare	12 729	-	53,4 % / 92,3 %	62,3 % / 92,9 %	-	nd	100 % / 100 %
20.	Parangargo (Wagir)	12 368	100 % / 100 %	56,4 % / 90,7 %	61,2 % / 83,4 %	100 % / 100 %	nd	100 % / 100 %
21.	Donomulyo	12 084	-	-14,5 % / 79,7 %	20,6 % / 86,7 %	-	nd	20,6 % / 86,7 %
22.	Bantur	11 835	-	60,0 % / 79,7 %	100 % / 93,2 %	-	nd	59,4 % / 93,2 %
23.	Sengguruh (Kepanjen)	11 081	100 % / 48,6 %	100 % / 39,0 %	100 % / 61,4 %	100 % / 77,2 %	nd	100 % / 71,0 %
24.	Ngantang	8 576	-	41,0 % / 63,9 %	100 % / 70,1 %	-	nd	44,0 % / 90,0 %
25.	Tajinan	8 349	-	100 % / 77,0 %	-72,5 % / 56,9 %	-	nd	100 % / 100 %
26.	Kromengan	7 603	-	-32,4 % / 63,6 %	-26,3 % / 64,3 %	-	nd	36,9 % / 82,2 %
27.	Sukosari (Kasembon)	5 701	-	9,0 % / 66,4 %	15,8 % / 84,3 %	-	nd	100 % / 84,3 %
28.	Sukopuro (Jabung)	5 576	-	11,4 % / 70,4 %	100 % / 86,0 %	-	nd	100 % / 93,0 %
29.	Tirtomarto (Ampel Gading)	5 535	-	76,1 % / 82,4 %	-73,4 % / 83,2 %	-	nd	100 % / 100 %
30.	Sidoluhur (Lawang)	5 261	-	100 % / 80,4 %	100 % / 87,4 %	-	nd	100 % / 87,4 %

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

Note : Le signe négatif indique l'excès des services des établissements d'enseignement par rapport à la population à desservir située dans la zone urbaine ou la région.

**Tableau 6.4 : Le développement de pourcentage de la population mal desservie par les services éducatifs dans les petites villes du
Kabupaten de Purwakarta**

Les agglomérations urbaines en 2006		Sekolah Dasar (école primaire)			Sekolah Menengah Pertama (collège)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Purwakarta	211 813	-8,5 % / -14,7 %	-11,7 % / -20,6 %	-6,5 % / -6,5 %	21,4 % / 33,8 %	37,3 % / 45,4 %	47,9 % / 51,7 %
Les agglomérations moyennes								
2.	Plered-Sukatani	63 874	-36,1 % / -69,6 %	-26,1 % / -20,8 %	7,3 % / 8,4 %	41,7 % / 68,2 %	60,2 % / 68,5 %	54,9 % / 62,8 %
Les petites agglomérations								
3.	Wanayasa	14 604	-	-95,5 % / -96,3 %	-64,3 % / -40,1 %	-	21,8 % / 44,8 %	34,3 % / 28,6 %
4.	Darangdan	8 299	-	-52,0 % / -20,0 %	3,6 % / -2,3 %	-	-30,3 % / 56,1 %	-15,7 % / 43,5 %
5.	Jatimekar (Jatilihur)	3 170	-124,6 % / -64,8 %	-128,7 % / -72,2 %	-51,4 % / -28,6 %	-68,4 % / 66,3 %	100 % / 56,0 %	100 % / 54,1 %
6.	Bojong	3 092	100 % / -36,7 %	100 % / -13,3 %	100 % / -12,4 %	-108,8 % / 70,7 %	-101,0 % / 57,3 %	100 % / 41,9 %
Les agglomérations urbaines en 2006		Sekolah Menengah Umum (lycée science)			Sekolah Menengah Kejuruan (lycée professionnel)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Purwakarta	211 813	49,5 % / 60,3 %	45,5 % / 64,1 %	63,7 % / 75,8 %	83,2 % / 86,8 %	100 % / 100 %	77,3 % / 85,2 %
Les agglomérations moyennes								
2.	Plered-Sukatani	63 874	100 % / 89,4 %	70,1 % / 68,5 %	69,9 % / 81,4 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	85,0 % / 90,7 %
Les petites agglomérations								
3.	Wanayasa	14 604	-	21,8 % / 72,4 %	34,3 % / 76,2 %	-	100 % / 100 %	34,3 % / 84,1 %
4.	Darangdan	8 299	-	34,8 % / 91,2 %	-15,7 % / 83,8 %	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %
5.	Jatimekar (Jatilihur)	3 170	100 % / 77,5 %	100 % / 89,0 %	100 % / 91,6 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
6.	Bojong	3 092	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 88,4 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

Note : Le signe négatif indique l'excès des services des établissements d'enseignement par rapport à la population à desservir située dans la zone urbaine ou la région.

En outre, comme habituellement les établissements publics sont situés dans des lieux centraux, comme des zones urbaines, généralement le niveau de service d'un type d'établissement public dans les zones urbaines sera meilleur que son niveau de service pour toute la zone urbaine et sa périphérie. Dans cette situation, le chiffre A sera inférieure du chiffre B. Cependant, dans certains cas, par exemple dans certaines cellules qui montrent la répartition des lycées d'enseignement général dans la ville de Lebaksiu du *kabupaten* de Tegal en 2006 (le tableau 6.2), celui de la distribution des écoles primaires dans la ville de Kepanjen du Kabupaten de Malang depuis 1990 à 2000, et celui de la répartition des école primaires dans les villes de Pakis, Gondanglegi-Pagelaran, Pakisaji-Wagir, Tumpang, Bululawang et Mulyoagung (Dau) du *kabupaten* de Malang en 2006 (le tableau 6.3), le chiffre B est inférieur au chiffre A. Dans ces cas, le niveau de services de type éducatif dans les zones périphériques est meilleur que celui de la zone urbaine. En d'autres termes, cette situation indique que de nombreux établissements d'enseignement sont situés à l'extérieur des zones urbaines bâties.

Les tableaux 6.2, 6.3 et 6.4 montrent que le niveau de service des établissements d'enseignement est très différent d'une ville à l'autre, et généralement toutes les villes ne peuvent pas dispenser des établissements d'enseignement en nombre suffisant sauf pour ce qui est des écoles élémentaires pour lesquelles il est relativement similaire. En outre, peu de villes ne disposent d'aucune école primaire située en zone urbaine. Parmi les 19 villes qui se sont formées dans le processus d'urbanisation dans le *kabupaten* de Tegal, les 30 villes du *kabupaten* de Malang et les 6 villes du *kabupaten* de Purwakarta, il n'y a qu'une seule ville, celle de Bojong dans le *kabupaten* de Purwakarta, qui n'a aucune école primaire dans sa zone urbaine jusqu'en 2006 (voir le tableau 6.4) alors que toutes les autres villes ont chacune quelques écoles primaires.

En outre, peu de villes n'ont aucune de le *Sekolah Menengah Pertama* (SMP). Parmi les villes formées dans le processus d'urbanisation du territoire dans les trois *kabupaten*, seules certaines villes, qui sont toutes classées en tant que petites agglomérations urbaines, comme les villes de Pagerbarang, Rembul et Sukareja du *kabupaten* Tegal (voir le tableau 6.2), la ville de Pandan Landung du *kabupaten* de Malang (voir le tableau 6.3), et les villes de Jatimekar et Bojong du *kabupaten* de Purwakarta (voir le tableau 6.4), n'ont pas encore de SMP dans leur zone urbaine. Pourtant, contrairement avec ce qui se produit dans les niveaux de service des écoles élémentaires, il existe une très grande variété de niveaux de service des SMP dans les villes des trois *kabupaten*.

Comme pour les niveaux de service des SMP, il existe également une grande variété de niveau de service de le *Sekolah Menengah Umum* (SMU) et de le *Sekolah Menengah Kejuruan* (SMK). Ces grandes disparités existent aussi parmi les villes des trois *kabupaten*. Ce qui diffère dans ces variations est que la diversité des niveaux de service des SMU et des SMK sont généralement mauvais que celles des SMP, comme il y a beaucoup des villes n'ont pas des SMU ou des SMK pour répondre les besoins de leurs citoyens. De plus, les variations dans les SMU, et surtout dans les SMK, montrent une tendance à ce que la fourniture dans les agglomérations urbaines les plus grandes soit meilleure, comme pour les services de base. Cette tendance indique que la fourniture des SMU et des SMK dans les agglomérations principales qui jouent un rôle de capitale dans les *kabupaten* est la meilleure dans chaque *kabupaten*, même si comme dans le cas des *kabupaten* de Tegal et Malang, leur capitale (l'agglomération de Slawi-Pangkajene-Andalena pour le *kabupaten* de Tegal et l'agglomération de Kepanjen pour le *kabupaten* de Malang) ne sont pas les plus grandes agglomérations urbaines où est concentré le plus grand nombre de population urbaine du *kabupaten*. Comme l'ont montré quelques habitants au cours des entretiens dans le *kabupaten* de Tegal, le rôle des villes considérées comme capitales des *kabupaten* est devenu un facteur important pour que ces villes aient la meilleure fourniture de services urbains comme dans ce cas avec les établissements d'enseignement des SMU et des SMK.

Le fait que les villes capitales bénéficient d'une meilleure attention du gouvernement de leur *kabupaten* dans la fourniture des établissements d'enseignement est également indiqué par une proportion supérieure du nombre des établissements d'enseignement publics et privés dans les villes des trois *kabupaten*, comme on peut le voir dans les tableaux 6.5, 6.6 et 6.7. Les tableaux montrent que la proportion des établissements d'enseignement public dans les villes capitales est plus importante que dans les autres villes. En outre, les tableaux indiquent aussi que les *kabupaten* éprouvent des difficultés à implanter des établissements publics dans toutes les villes formées par le processus d'urbanisation du territoire dans les *kabupaten*, surtout dans les plus petites villes.

Dans le contexte de la prestation de service éducatif en Indonésie, l'absence d'établissements d'enseignement public ou la proportion réduite d'établissements d'enseignement public par rapport aux établissements d'enseignement privé surtout dans les régions hors des grandes villes peut indiquer une moindre qualité de la prestation dans la région. Ceci est causé par l'existence d'une moindre attention des gouvernements, aussi bien central que local, aux établissements d'enseignement privé, en comparaison avec ceux alloués

aux établissements publics. Selon le *Peraturan Pemerintah* (PP ou loi du gouvernement central) no 48/2008 sur le financement des services éducatifs, la responsabilité de financements du gouvernement dans les établissements d'enseignement privé, c'est-à-dire les établissements d'enseignement fondés et développés par la communauté, est seuls les enseignants assignés par les gouvernements central ou local dans l'établissement d'enseignement, tandis que les autres sont sous la responsabilité de la fondation qui gère le service de l'éducation.

Dans cette politique, il y a des différences aussi dans les responsabilités du gouvernement pour chaque type de service éducatif, c'est-à-dire : SD, SMP, SMU et SMK. Selon le PP n° 48/2008, les responsabilités des gouvernements central et local dans le financement des services éducatifs des SD privées et des SMP privées sont limitées à la fourniture de soutiens financiers pour les dépenses hors personnel dans les coûts de fonctionnement des écoles jusqu'à ce que les normes de l'éducation nationale soient respectées. Dans la pratique, le financement est fourni à travers un programme appelé *Bantuan Operasional Sekolah* (BOS ou allocation pour les coûts de fonctionnement de l'école), allocation attribuée directement aux écoles (Suyanto, 2012). Les autres coûts, comme les dépenses de personnel dans les coûts de fonctionnement, les coûts d'investissement et les coûts de développement de l'école, etc., sont de la responsabilité des communautés au travers de la fondation qui gère l'école.

Le programme du BOS a démarré à l'échelon national en 2005 pour les SD (SMERU, 2006 voir aussi Suyanto, 2012) et depuis 2007 pour les SMP (Suyanto, 2012). Cependant, jusqu'en 2011, l'allocation ne pouvait répondre qu'à environ 70% des coûts de fonctionnement de l'enseignement primaire (SD), et à environ 80% pour les SMP (Suyanto, 2012). C'est seulement à partir de 2012 que le gouvernement central avec l'approbation du parlement a prévu d'augmenter le budget du BOS pour être en mesure de répondre à 100% des coûts opérationnels des écoles, donc ils n'ont plus besoin de contribution des élèves pour les frais qui sont imputés dans les écoles publiques aux niveaux primaire et secondaire (Suyanto, 2012).

Tableau 6.5 : La comparaison de nombre d'établissement d'enseignement public et celui de privée parmi les villes dans le *kabupaten* Tegal

Les agglomérations urbaines en 2006		SD		SMP		SMA		SMK		
No	Agglomération	Population	publique	privée	publique	privée	publique	privée	publique	privée
Les agglomérations principales										
1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	285 146	141	32	10	17	2	6	3	6
2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	231 892	128	20	10	8	6	7	2	7
Les agglomérations moyennes										
3.	Kramat	58 372	26	6	2	3	1	0	0	2
4.	Tarub	28 574	16	2	1	5	0	2	0	1
5.	Lebaksiu	32 623	16	6	2	4	0	1	0	1
6.	Balapulang	23 931	15	2	1	3	0	1	0	0
7.	Margasari	35 903	15	7	1	4	0	2	0	1
Les petites agglomérations										
8.	Bojong	11 066	6	2	0	1	0	0	0	0
9.	Prupuk	15 383	7	2	1	1	1	1	0	0
10.	Bumijawa	10 721	6	0	1	1	0	0	0	0
11.	Jatinegara	2 415	2	0	1	1	0	1	0	0
12.	Jejeg	5 664	3	1	0	1	0	0	0	0
13.	Banjar Anyar	8 163	5	1	1	1	1	0	0	0
14.	Suradadi	19 823	7	3	0	2	0	2	0	1
15.	Cerih	5 244	3	0	0	1	0	1	0	0
16.	Pagerbarang	6 737	4	0	0	0	0	0	0	0
17.	Rembul	7 122	3	0	0	0	0	0	0	0
18.	Kedungkelor	6 542	2	0	0	1	0	1	0	0
19.	Sukareja	5 068	5	0	0	0	1	0	0	0
Totale			410	84	31	54	12	25	5	19

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

Tableau 6.6 : La comparaison de nombre d'établissement d'enseignement public et celui de privée parmi les villes dans le *kabupaten* Malang

Les agglomérations urbaines en 2006		SD		SMP		SMA		SMK		
No	Agglomération	Population	publique	privée	publique	privée	publique	privée	publique	privée
Les agglomérations principales										
1.	Lawang-Singosari	189 935	76	17	6	18	3	3	1	5
2.	Kepanjen	59 581	28	6	3	10	1	5	0	5
Les agglomérations moyennes										
3.	Pakis	82 591	20	13	0	8	0	3	0	1
4.	Gondanglegi-Pagelaran	68 102	21	18	1	16	2	5	0	4
5.	Turen	65 300	28	12	3	16	1	3	1	5
6.	Pakisaji-Wagir	57 765	19	8	1	10	0	3	0	1
7.	Sumberpucung	53 817	30	3	2	9	1	4	0	4
8.	Tumpang	38 424	15	6	2	5	1	3	0	1
9.	Bululawang	32 637	13	4	2	7	0	4	0	3
10.	Mulyoagung (Dau)	26 328	9	2	0	4	0	2	0	1
11.	Dampit	24 034	8	3	1	3	1	2	0	1
12.	Pujon	21 960	13	1	1	2	0	1	0	0
Les petites agglomérations										
13.	Wonomulyo (Poncokusumo)	18 985	10	3	1	3	0	1	0	0
14.	Jabung	17 176	5	1	0	1	0	1	0	0
15.	Kepuharjo (Karangploso)	15 575	12	7	1	6	0	6	0	1
16.	Wajak	13 950	6	2	0	3	0	2	0	1
17.	Pandan Landung (Wagir)	13 528	6	2	0	0	0	0	0	0
19.	Kalipare	12 729	6	2	0	1	0	1	0	0
20.	Parangargo (Wagir)	12 368	6	0	0	3	0	1	0	0

À suivre (1).

Tableau 6.6 : Suite (1, la fin).

Les agglomérations urbaines en 2006			SD		SMP		SMA		SMK	
No	Agglomération	Population	publique	privée	publique	privée	publique	privée	publique	privée
<i>Les petites agglomérations</i>										
22.	Bantur	11 835	7	2	1	2	0	0	0	1
23.	Sengguruh (Kepanjen)	11 081	6	0	1	0	0	0	0	0
24.	Ngantang	8 576	5	1	0	1	0	0	0	1
25.	Tajinan	8 349	4	4	0	2	0	3	0	0
26.	Kromengan	7 603	5	1	0	3	0	2	0	1
27.	Sukosari (Kasembon)	5 701	3	1	0	2	0	1	0	0
28.	Sukopuro (Jabung)	5 576	0	1	0	1	0	0	0	0
29.	Tirtomarto (Ampel Gading)	5 535	3	0	1	0	0	2	0	0
30.	Sidoluhur (Lawang)	5 261	3	0	0	1	0	0	0	0
			374	120	28	141	10	60	2	38

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

Tableau 6.7 : La comparaison de nombre d'établissement d'enseignement public et celui de privée parmi les villes dans le *kabupaten* Purwakarta

Les agglomérations urbaines en 2006			SD		SMP		SMA		SMK	
No	Agglomération	Population	publique	privée	publique	privée	publique	privée	publique	privée
Les agglomérations principales										
1.	Purwakarta	211 813	124	17	14	9	7	9	2	8
Les agglomérations moyennes										
2.	Plered-Sukatani	63 874	36	1	4	2	2	2	0	2
Les petites agglomérations										
3.	Wanayasa	14 604	11	4	1	1	1	1	0	2
4.	Darangdan	8 299	5	0	1	1	1	1	0	0
5.	Jatimekar (Jatilihur)	3 170	2	1	0	0	0	0	0	0
6.	Bojong	3 092	0	0	0	0	0	0	0	0
			178	23	20	13	11	13	2	12

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

Les écoles au niveau des SMU ou SMK n'ont pas encore reçu d'allocation pour leurs coûts opérationnels. Dans cette politique, les personnes ou la fondation qui gèrent les écoles sont responsables de la fourniture des financements indispensables au bon fonctionnement du service éducatif qui comprend les coûts d'investissement et les coûts de fonctionnement pour le personnel et les fournitures scolaires (Suyanto, 2012). Même si les gouvernements central ou local ont le droit de fournir des avantages spéciaux aux enseignants dans les écoles privées comme le prévoit le programme du gouvernement central c'est à dire « l'avantage aux enseignants du privé » pour améliorer leur revenu (voir le PP n° 48/2008, et voir aussi Suyanto, 2012), le salaire et les autres avantages des enseignants dans les écoles privées relèvent de la responsabilité des personnes ou de la fondation qui gèrent l'école et habituellement sont compris dans les frais et les contributions à l'éducation assumés par les élèves. En outre, pour cette raison, les écoles des SMU et SMK, aussi bien que les SD et les SMP privées, sont autorisées à encaisser de frais ou des contributions à l'éducation des élèves (Suryanto, 2012).

Avec les différentes mesures du gouvernement, comme nous l'a appris un fonctionnaire du gouvernement du *kabupaten* de Tegal, la plupart des écoles publiques deviennent plus prisées en raison de leur meilleure qualité et de leur coût inférieur. On observe également que la qualité des écoles privées est très variable, et que les écoles privées de bonne qualité ont généralement un coût élevé. En outre, la plupart des écoles privées, surtout celles situées dans les petites villes, sont de moindre qualité que les écoles publiques.

Les entretiens menés auprès de membres de communautés et de certains responsables de gouvernements de villages dans les villes de Balapulang et Margasari dans le *kabupaten* de Tegal font état de plaintes de la population de petites villes similaires concernant l'indisponibilité ou le manque d'établissements d'enseignement public dans leur ville, soit au niveau du collège, soit au niveau du lycée. L'absence de collèges et de lycées publics a forcé certains membres de la population des villes de Balapulang et de Margasari à envoyer leurs enfants à Slawi, la capitale du *kabupaten* distante d'environ 15 km de Balapulang ou d'environ 25 km de Margasari, pour qu'ils puissent fréquenter des collèges publics ou surtout des lycées publics. Parfois, certains habitants doivent envoyer leurs enfants dans des établissements de la municipalité de Tegal, la ville qui joue le rôle de centre primaire dans la région qui se trouve à environ 25 km de Balapulang ou environ 35 km de Margasari.

Les entretiens montrent que disposer de collèges et de lycées publics en plus des écoles primaires est également devenu un besoin réel dans les petites villes des *kabupaten*. Ce

besoin est indiqué par les efforts de nombreux habitants qui, pour que leurs enfants puissent étudier dans des établissements d'enseignement public, n'hésitent pas à les envoyer à Slawi ou à Tegal, même si cet effort implique un grand sacrifice financier et des temps de déplacements quotidiens importants. Ils ont confiance dans la qualité des services des écoles publiques, surtout au niveau du lycée et même au niveau du collège, qui est bien meilleure que celle des écoles privées situées à proximité de leur lieu de résidence.

Ainsi, l'indisponibilité d'écoles publiques ou la différence de proportion des écoles publiques par rapport aux privées dans certaines villes montre une inégalité d'opportunités parmi les administrés face à l'obtention d'un service éducatif de bonne qualité dans leur ville. On peut considérer que cette situation n'est pas seulement due à l'impuissance des gouvernements des *kabupaten* à porter une attention égale à leurs villes développées dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*. Elle indique également la faible capacité du gouvernement à dispenser des services égaux afin de créer des opportunités égales pour tous les citoyens des *kabupaten*. À cet égard, il semble que la faible capacité des gouvernements des *kabupaten* à assurer l'égalité des services éducatifs est la raison qui les a obligés à privilégier certaines villes qui sont habituellement les capitales des *kabupaten* et certains centres urbains avec une population assez importante, et à négliger les besoins des plus petites villes qui doivent avoir recours à des écoles privées, ainsi que nous l'ont démontré les responsables du gouvernement local du *kabupaten*. L'une des conséquences est que les habitants des villes plus petites auront accès à des services de moindre qualité et moins d'opportunités en comparaison avec les habitants des villes principales.

6.3 Les différences de niveaux de certains services de santé dans les petites villes formées par le processus d'urbanisation

Des écarts similaires de niveaux de service sont constatés dans la fourniture des services de santé. Les tableaux 6.8, 6.9, et 6.10 montrent les variations dans les niveaux des services de santé, en classant la proportion de la population par type de service dans chaque ville des trois *kabupaten* observés. Comme pour l'analyse des niveaux de service d'établissements d'enseignement, chaque cellule des tableaux contient deux chiffres (A – B). Les chiffres A représente la proportion de citoyens qui n'a pas encore desservie par chaque type de service de santé, et le chiffre B représente la proportion de population de la région qui ne sont pas encore d'être les bénéficiant du même service.

On observe quatre types de services de santé dans cette analyse, à savoir : *rumah sakit* (hôpital), *poliklinik* (centre médical), *puskesmas* (*pusat kesehatan masyarakat*, ou centre de santé communautaire - dispensaire), et *tempat praktek dokter* (cabinet de médecin). Tous les types de services de santé observés sont ceux qui ont été réglementés selon la norme nationale d'orientation du développement des services urbains dans les zones urbaines indonésiennes et doivent être fournis dans les zones urbaines indonésiennes.

Rumah sakit (hôpital) est un établissement de soins qui assure des services de santé complets comme les services aux patients hospitalisés, la médecine ambulatoire et les services d'urgence. La norme nationale prévoit qu'un hôpital doit être fourni pour 120 000 habitants urbains (BSN, 2004). Le *puskesmas* est un établissement appartenant au gouvernement, qui assure les premiers niveaux de soins pour la communauté et œuvre pour la prévention et la guérison des maladies. Il joue le rôle d'agence du gouvernement dans la mise en œuvre des programmes de santé publique et de prévention des maladies infectieuses dans sa zone de travail (BSN, 2004). Il existe deux types de *puskesmas* en Indonésie : le *puskesmas* qui offre des services aux patients hospitalisés et dispose d'une équipe de médecins généralistes et de spécialistes, et le *puskesmas* qui ne s'occupe que des services ambulatoires. Normalement, les premiers se trouvent dans les grandes villes à forte densité démographique. Les *puskesmas* des autres villes plus petites assurent seulement les services ambulatoires. Mais, dans la majorité des *puskesmas* installés dans de nombreuses régions, il n'y a qu'un médecin généraliste assisté par des personnels paramédicaux et administratifs. Selon les normes nationales, la mise à disposition d'un *puskesmas* est prévue pour 30 000 habitants (BSN, 2004). Toutefois un grand *puskesmas* qui dispose d'un service d'hospitalisation et d'une équipe de médecins généralistes et spécialistes peut fournir des services de santé comme un hôpital, et peut être destiné à soigner jusqu'à 120 000 habitants (BSN, 2004).

Le *Poliklinik* est un établissement qui assure des services de soin, y compris pour les vaccinations, en mettant l'accent sur l'effort de guérison sans hospitalisation (BSN, 2004). Normalement les *poliklinik* sont également autorisées à fournir des services de médecins généralistes et de médecins spécialistes. Ce qui distingue les *puskesmas* et les *poliklinik* est le type de propriété des établissements. Tous les *puskesmas* en Indonésie sont des établissements de soins appartenant au gouvernement, alors que les *poliklinik* peuvent être fondés et détenus par les organisations non gouvernementales ou privées. La norme nationale prévoit que la zone de service d'un *poliklinik* est semblable à celle des *puskesmas*, c'est-à-dire une pour 30 000 habitants pour les *poliklinik* qui n'ont pas la capacité ni les équipements pour accueillir

des patients hospitalisés, ou une pour 120 000 habitants pour celles qui ont la capacité et les équipements pour assurer les services d'hospitalisation (BSN, 2004). Le *tempat praktek dokter* (cabinet de médecin) est un établissement médical dédié aux examens médicaux individuels avec un accent sur les efforts de guérison sans hospitalisation (BSN, 2004). Habituellement, chaque cabinet n'a qu'un seul médecin généraliste, mais dans certains cas que l'on rencontre dans les grandes villes il y a aussi des cabinets médicaux qui ont plus d'un médecin généraliste et / ou un spécialiste. La norme nationale prévoit un cabinet de médecin pour 5000 habitants (BSN, 2004)

En fait, il existe d'autres types de service de santé qui sont également réglementés par la norme, comme le *posyandu* (*pos pelayanan terpadu*, ou poste de services intégrés) qui fournit des services de soin aux enfants âgés de moins de cinq ans, le BKIA (*balai kesehatan ibu dan anak*, ou centre de santé des femmes et des enfants) dont la fonction est de s'occuper de la santé des femmes, tant avant que pendant et après l'accouchement, ainsi que d'assurer les soins des enfants, et les pharmacies qui servent à alimenter les résidents en médicaments pour la guérison et pour la prévention des maladies (BSN, 2004). Mais, cette analyse ne couvre pas ces types de service de santé en raison de la nature spécifique de leurs services, mais les services peuvent être remplacés par des services d'autres types d'établissements de santé, soit par *puskesmas*, par les *poliklinik*, ou par les *rumah sakit*.

Les comparaisons des niveaux de service des quatre types d'établissements de santé dans les villes dans les trois *kabupaten* étayent les indications sur l'incapacité des gouvernements locaux des *kabupaten* à répondre aux besoins croissants dans le processus d'urbanisation de la région (voir les tableaux 6.8, 6.9 et 6.10). D'autre part, elles montrent le manque de capacité des gouvernements des *kabupaten* à assurer des qualités égales de services urbains dans les villes formées dans leur processus d'urbanisation.

Le manque de capacité des gouvernements locaux est montrée par le faible niveau de services de certains types d'établissement de santé, en particulier des *puskesmas* qui sont destinés à jouer un rôle en tant qu'établissements de santé servant à donner des soins au premier niveau pour la communauté, et des *poliklinik* qui sont consacre à assurer des service de soin, avec des services de médecins généralistes et de médecins spécialistes, pour la population. Lorsqu'on faite référence à la norme nationale qui détermine qu'un *puskesmas* et un *poliklinik* sont capable de s'occuper de 30 000 habitants, nous pouvons espérer que toute la petite ville qui a une population de plus de 30 000 habitants ont de *puskesmas* et de *poliklinik* avec de montant équivalent de sa population. Mais, les cas de trois *kabupaten* nous montrent

qu'il y a des petites villes ayant une population de plus de 30 000 habitants ne disposent pas d'un ou deux l'établissement de santé. En outre, les cas de trois *kabupaten* nous montrent également des nombreuses villes petites et moyennes qui ont une déficience du nombre de *puskemas* et / ou de *poliklinik*, de sorte que le niveau de service n'a pas encore été en mesure d'atteindre jusqu'à 100 % de la population de la ville.

Une situation similaire a été constatée pour les autres types d'établissements. Dans certains cas dans les villes des trois *kabupaten*, on constate que les établissements de santé doivent prendre en charge une population qui dépasse le double du nombre défini par la norme nationale, indiqué par le grand chiffre de la part des citoyens mal desservie. La mise à disposition des cabinets de médecin dans la plupart des villes principales et dans les villes moyennes dans les *kabupaten* de Tegal et Purwakarta illustre cette situation. Elle peut être montrée également par la mise à disposition de l'hôpital dans la ville de Dukuhturi-Talang-Adiwerna et la ville de Slawi-Pangkajene-Deukuhwaru du *kabupaten* de Tegal.

En outre, la comparaison dans le temps des niveaux de service montre également le manque de capacité des gouvernements des *kabupaten* à maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre. Le cas de la mise à disposition de l'hôpital à Slawi-Pangkajene-Deukuhwaru, qui en 1990 peut desservir un nombre de population plus grand que la population urbaine dans la ville, a montré la diminution du niveau de service, qui est indiquée par la grande part des citoyens mal desservie en 2006. Les autres exemples sont montrés par la mise à disposition de *puskemas* dans certaines villes moyennes dans le *kabupaten* de Malang, telles que les villes de Pakis et Turen, et dans la ville de Kramat du *kabupaten* de Tegal. Par ailleurs, les *puskemas* dans plusieurs autres villes dans les *kabupaten* de Tegal et Malang ont également connu une grande augmentation du nombre d'habitants qu'ils doivent desservir, même si ce nombre n'est pas encore supérieur à deux fois le nombre attendu par la norme nationale. Du point de vue de la comparaison dans le temps, un nombre croissant du pourcentage des citoyens mal desservies par une mise à disposition d'un établissement de santé peut traduire une baisse de la qualité des services, surtout si le nombre est très grand et devient beaucoup plus élevé que le nombre dans la période antérieur.

**Tableau 6.8 : Le développement de la proportion de la population mal desservie par les services de santé dans les petites villes du
Kabupaten de Tegal**

Les agglomérations urbaines en 2006		Rumah Sakit (hôpital)			Poliklinik (Centre Médical)			
No.	Agglomération	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	285 146	48,1 % / 58,5 %	16,2 % / 22,5 %	21,4% / 27,1 %	61,1 % / 68,9 %	79,1 % / 80,6 %	60,7 % / 54,5 %
2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	231 892	-69,3 % / -10,2 %	-16,0 % / -0,4 %	47,2 % / 53,8 %	-5,8 % / 31,1 %	56,5 % / 62,3 %	20,8 % / 30,7 %
Les agglomérations moyennes								
3.	Kramat	58 372	-252,2 % / -54,9 %	-130,3 % / -36,7 %	-105,6 % / - 25,9 %	11,9 % / 61,3 %	42,4 % / 65,8 %	48,6 % / 68,5 %
4.	Tarub	28 574	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-110,0 % / -147,9 %
5.	Lebaksiu	32 623	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
6.	Balapulang	23 931	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-69,9 % / 19,7 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
7.	Margasari	35 903	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 72,2 %
Les petites agglomérations								
8.	Bojong	11 066	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
9.	Prupuk	15 383	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-95,0 % / 70,2 %
10.	Bumijawa	10 721	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
11.	Jatinegara	2 415	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 47,4 %
12.	Jejeg	5 664	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
13.	Banjar Anyar	8 163	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 19,7 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
14.	Suradadi	19 823	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	-54,4 % / 63,7 %	100 % / 100 %
15.	Cerih	5 244	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 100 %	100 % / 47,4 %
16.	Pagerbarang	6 737	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / -5,7 %	100 % / 100 %
17.	Rembul	7 122	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %
18.	Kedungkelor	6 542	-	-	100 % / 100 %	-	-	-358,6 % / -5,8 %
19.	Sukareja	5 068	-	-	100 % / 100 %	-	-	100 % / -5,8 %

À suivre (1).

Tableau 6.8 : Suite (1, et fin).

Les agglomérations urbaines en 2006		Puskesmas (Centre de Santé Communautaire)			Tempat Praktek Dokter (Cabinet de Médecin)			
No.	Agglomération	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Dukuhturi-Talang-Adiwerna	285 146	61,1 % / 48,1 %	47,6 % / 41,9 %	60,7 % / 54,5 %	63,3 % / 67,1 %	63,3 % / 64,5 %	49,2 % / 52,9 %
2.	Slawi-Pangkah-Dukuhwaru	231 892	-48,1 % / -10,2 %	42,0 % / 49,8 %	47,2 % / 53,8 %	54,2 % / 67,9 %	58,9 % / 64,4 %	45,0 % / 51,8 %
Les agglomérations moyennes								
3.	Kramat	58 372	-76,1 % / 22,6 %	42,4 % / 31,6 %	48,6 % / 37,0 %	85,3 % / 74,2 %	50,0 % / 65,8 %	40,0 % / 52,8 %
4.	Tarub	28 574	-309,3 % / 54,1 %	-17,8 % / 49,7 %	-5,0 % / 50,4 %	-104,6 % / 77,1 %	60,7 % / 83,2 %	82,5 % / 91,7 %
5.	Lebaksiu	32 623	-29,8 % / 16,8 %	-8,7 % / 10,5 %	100,0 % / 18,5 %	78,4 % / 86,1 %	81,9 % / 85,1 %	54,0 % / 72,8 %
6.	Balapulang	23 931	-69,9 % / 59,8 %	-38,9 % / 15,0 %	-25,4 % / 24,0 %	71,7 % / 79,9 %	30,5 % / 50,4 %	37,3 % / 62,0 %
7.	Margasari	35 903	-168,1 % / 30,8 %	7,7 % / 34,7 %	16,4 % / 40,4 %	55,3 % / 82,7 %	84,6 % / 78,2 %	44,3 % / 65,3 %
Les petites agglomérations								
8.	Bojong	11 066	-389,8 % / 43,7 %	-229,6 % / 47,2 %	-171,1 % / 54,9 %	18,4 % / 90,6 %	45,1 % / 82,4 %	54,8 % / 85,0 %
9.	Prupuk	15 383	-133,9 % / 30,8 %	-112,6 % / 34,7 %	-95,0 % / 40,4 %	61,0 % / 82,7 %	29,1 % / 78,2 %	35,0 % / 65,3 %
10.	Bumijawa	10 721	-239,3 % / 57,4 %	-215,7 % / 60,3 %	-2,774691358	43,5 % / 92,9 %	-5,2 % / 80,1 %	6,7 % / 88,3 %
11.	Jatinegara	2 415	-1166,9 % / 40,0 %	-1056,5 % / 45,3 %	-1142,2 % / 47,4 %	-111,1 % / 90,0 %	-92,8 % / 90,9 %	-107,0 % / 82,5 %
12.	Jejeg	5 664	100 % / 57,4 %	100 % / 60,3 %	100 % / 64,8 %	100 % / 92,9 %	-0,5 % / 80,1 %	100 % / 88,3 %
13.	Banjar Anyar	8 163	100 % / 59,8 %	100 % / 15,0 %	100 % / 24,0 %	27,9 % / 79,9 %	-43,9 % / 50,4 %	-22,5 % / 62,0 %
14.	Suradadi	19 823	-	-54,4 % / 27,4 %	-51,3 % / 33,6 %	-	48,5 % / 81,9 %	-21,1 % / 66,8 %
15.	Cerih	5 244	-	100 % / 45,3 %	100 % / 47,4 %	-	100 % / 90,9 %	100 % / 82,5 %
16.	Pagerbarang	6 737	-	100 % / -5,7 %	100 % / 50,5 %	-	100 % / 82,4 %	25,8 % / 83,5 %
17.	Rembul	7 122	-	100 % / 47,2 %	100 % / 54,9 %	-	100 % / 82,4 %	100 % / 85,0 %
18.	Kedungkelor	6 542	-	-	100 % / 47,1 %	-	-	100 % / 73,5 %
19.	Sukareja	5 068	-	-	-491,9 % / 100 %	-	-	-97,3 % / 73,5 %

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

**Tableau 6.9 : Le développement de la proportion de la population mal desservie par les services de santé dans les petites villes du
Kabupaten Malang**

Les agglomérations urbaines en 2006		Rumah Sakit (hôpital)			Poliklinik (Centre Médical)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Lawang-Singosari	189 935	-146,5 % / -19,2 %	-209,7 % / -144,7 %	-30,0 % / -61,8 %	7,6 % / 55,3 %	3,2 % / 38,8 %	-46,2 % / -21,4 %
2.	Kepanjen	59 581	-174,3 % / -42,8 %	-141,7 % / -38,5 %	-101,4 % / -20,7 %	100 % / 100 %	-81,2 % / -38,5 %	-151,8 % / 141,5 %
Les agglomérations moyennes								
3.	Pakis	82 591	-655,6 % / -41,2 %	-93,4 % / -26,3 %	-45,3 % / 2,8 %	-277,8 % / -5,9 %	100 % / 100 %	27,4 % / 51,4 %
4.	Gondanglegi-Pagelaran	68 102	-498,4 % / 6,2 %	-148,0 % / 3,8 %	-76,2 % / 16,7 %	-199,2 % / 53,1 %	38,0 % / 51,9 %	55,9 % / 79,2 %
5.	Turen	65 300	-565,4 % / -20,8 %	-95,1 % / -15,6 %	-83,8 % / -10,8 %	-66,4 % / 69,8 %	-46,3 % / 13,3 %	54,1 % / 72,3 %
6.	Pakisaji-Wagir	57 765	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-177,6 % / -32,9 %	-13,8 % / 24,4 %	39,2 % / 17,0 %
7.	Sumberpucung	53 817	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-90,5 % / -37,5 %	37,9 % / 45,0 %	-145,4 % / -116,8 %
8.	Tumpang	38 424	-1906,5 % / -266,0 %	-900 % / -429 %	-524,6 % / -236,1 %	-150,8 % / 8,5 %	16,6 % / 55,9 %	-368,5 % / -236,1 %
9.	Bululawang	32 637	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-75,1 % / 48,6 %	-110,0 % / -0,5 %	-3,9 % / 50,5 %
10.	Mulyoagung (Dau)	26 328	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-253,3 % / 32,5 %	-217,5 % / -33,0 %	-13,9 % / 45,8 %
11.	Dampit	24 034	100 % / 100 %	-406,4 % / -3,0 %	100 % / 100 %	-45,5 % / 72,8 %	-26,6 % / 74,3 %	-24,8 % / 49,0 %
12.	Pujon	21 960	100 % / -128,0 %	-1093,7 % / -327,7 %	-446,4 % / -91,7 %	100 % / 100 %	-49,2 % / 46,5 %	-173,2 % / 4,1 %
Les petites agglomérations								
13.	Wonomulyo (Poncokusumo)	18 985	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
14.	Jabung	17 176	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-74,4 % / 7,5 %	100 % / 56,1 %
15.	Kepuharjo (Karangploso)	15 575	-	-760,3 % / -130,0 %	100 % / 100 %	-	-115,1 % / 42,5 %	5,1 % / 46,1 %
16.	Wajak	13 950	-	-	100 % / 100 %	-	-	100 % / 100 %
17.	Pandan Landung (Wagir)	13 528	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 41,7 %	100 % / 48,3 %
19.	Kalipare	12 729	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 51,7 %	100 % / -33,8 %
20.	Parangargo (Wagir)	12 368	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 41,7 %	100 % / 48,3 %
21.	Donomulyo	12 084	-	100 % / -69,1 %	100 % / -66,6 %	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %

À suivre (1).

Tableau 6.9 : Suite (1).

Les agglomérations urbaines en 2006			Rumah Sakit (hôpital)			Poliklinik (Centre Médical)		
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les petites agglomérations								
22.	Bantur	11 835	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %
23.	Sengguruh (Kepanjen)	11 081	100 % / -42,8 %	100 % / -38,5 %	100 % / -20,7 %	100 % / 100 %	100 % / -38,5 %	-170,7 % / -141,5 %
24.	Ngantang	8 576	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 100 %	100 % / -7,1 %
25.	Tajinan	8 349	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	-283,2 % / -44,0 %	-259,3 % / -236,4 %
26.	Kromengan	7 603	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / -13,9 %	100 % / -11,5 %
27.	Sukosari (Kasembon)	5 701	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 100 %	-426,2 % / 2,1 %
28.	Sukopuro (Jabung)	5 576	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 7,5 %	100 % / 56,1 %
29.	Tirtomarto (Ampel Gading)	5 535	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 100 %	-442,0 % / 47,4 %
30.	Sidoluhur (Lawang)	5 261	-	100 % / -144,7 %	100 % / -61,8 %	-	100 % / 38,8 %	100 % / -21,4 %
Les agglomérations urbaines en 2006			Puskesmas (Centre de Santé Communautaire)			Tempat Praktek Dokter (Cabinet de Médecin)		
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Lawang-Singosari	189 935	38,4 % / 70,2 %	41,9 % / 63,3 %	51,3 % / 59,5 %	-13,0 % / 40,4 %	-9,7 % / 28,6 %	-8,3 % / 7,9 %
2.	Kepanjen	59 581	100 % / 64,3 %	100 % / 65,4 %	49,6 % / 39,6 %	-48,6 % / 22,7 %	-10,8 % / 36,5 %	-25,9 % / 14,5 %
Les agglomérations moyennes								
3.	Pakis	82 591	-88,9 % / 29,4 %	51,7 % / 68,4 %	63,7 % / 75,7 %	-183,4 % / 47,1 %	43,6 % / 57,9 %	27,4 % / 51,4 %
4.	Gondanglegi-Pagelaran	68 102	-49,6 % / 29,7 %	-24,0 % / 51,9 %	11,9 % / 58,3 %	0,3 % / 84,4 %	48,3 % / 80,0 %	19,2 % / 61,8 %
5.	Turen	65 300	100 % / 69,8 %	51,2 % / 71,1 %	54,1 % / 72,3 %	-10,9 % / 74,8 %	67,5 % / 80,7 %	38,7 % / 63,1 %
6.	Pakisaji-Wagir	57 765	7,5 % / 55,7 %	43,1 % / 62,2 %	39,2 % / 58,5 %	69,2 % / 85,2 %	43,1 % / 62,2 %	-6&,7 % / 17,0 %
7.	Sumberpucung	53 817	4,7 % / 65,6 %	37,9 % / 45,0 %	38,7 % / 45,8 %	36,5 % / 65,6 %	17,1 % / 26,7 %	28,4 % / 36,8 %
8.	Tumpang	38 424	-150,8 % / 54,2 %	16,6 % / 55,9 %	21,9 % / 58,0 %	-25,4 % / 61,9 %	16,6 % / 55,9 %	-17,1 % / 16,0 %
9.	Bululawang	32 637	-75,1 % / 48,6 %	-5,0 % / 49,7 %	-3,9 % / 50,5 %	12,5 % / 74,3 %	-5,0 % / 49,7 %	-21,2 % / 42,3 %
10.	Mulyoagung (Dau)	26 328	-253,3 % / 32,5 %	-58,7 % / 33,5 %	-13,9 % / 45,8 %	-17,8 % / 66,2 %	-85,2 % / 22,4 %	-51,9 % / 9,6 %

À suivre (2).

Tableau 6.9 : Suite (2, et fin).

Les agglomérations urbaines en 2006		Puskesmas (Centre de Santé Communautaire)			Tempat Praktek Dokter (Cabinet de Médecin)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations moyennes								
11.	Dampit	24 034	-45,5 % / 72,8 %	-26,6 % / 48,5 %	-24,8 % / 49,0 %	51,5 % / 59,1 %	78,9 % / 91,4 %	58,4 % / 87,2 %
12.	Pujon	21 960	-460,4 % / 43,0 %	-198,4 % / - 6,9 %	-173,2 % / 4,1 %	6,6 % / 81,0 %	25,4 % / 73,3 %	54,5 % / 84,0 %
Les petites agglomérations								
13.	Wonomulyo (Poncokusumo)	18 985	-553,0 % / 63,1 %	-225,2 % / 32,2 %	-58,0 % / 67,2 %	-8,8 % / 93,9 %	45,8 % / 83,1 %	47,3 % / 89,1 %
14.	Jabung	17 176	-536,7 % / -0,1 %	-74,4 % / 53,7 %	-74,7 % / 56,1 %	100 % / 100 %	100 % / 15,2 %	70,9 % / 85,4 %
15.	Kepuharjo (Karangploso)	15 575	-	-115,1 % / 42,5 %	5,1 % / 46,1 %	-	-43,4 % / 61,7 %	-26,5 % / 28,1 %
16.	Wajak	13 950	-	-	(-115,1 % § 62,7 %	-	-	-7,5 % / 81,3 %
17.	Pandan Landung (Wagir)	13 528	-	100 % / 41,7 %	100 % / 48,3 %	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %
19.	Kalipare	12 729	-	-191,1 % / 51,7 %	-135,7 % / 55,4 %	-	51,5 % / 83,9 %	60,7 % / 85,1 %
20.	Parangargo (Wagir)	12 368	100 % / 43,1 %	100 % / 41,7 %	100 % / 48,3 %	51,1 % / 81,0 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
21.	Donomulyo	12 084	-	-138,6 % / -26,9 %	-148,3 % / 58,3 %	-	20,5 % / 78,9 %	-24,1 % / 65,3 %
22.	Bantur	11 835	-	-150,1 % / 15,3 %	-153,5 % / 15,5 %	-	58,3 % / 85,9 %	100 % / 93,0 %
23.	Sengguruh (Kapanjen)	11 081	100 % / 64,3 %	100 % / 65,4 %	100 % / 39,6 %	100 % / 22,7 %	100 % / 36,5 %	9,8 % / 14,5 %
24.	Ngantang	8 576	-	269,0 % / 43,6 %	-249,8 % / 46,5 %	-	100 % / 81,2 %	-74,9 % / 64,3 %
25.	Tajinan	8 349	-	-283,2 % / -44,0 %	-259,3 % / 32,7 %	-	100 % / 76,0 %	40,1 % / 77,6 %
26.	Kromengan	7 603	-	100 % / -13,9 %	100 % / -11,5 %	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %
27.	Sukosari (Kasembon)	5 701	-	100 % / -5,1 %	100 % / 2,1 %	-	100 % / 100 %	100 % / 83,7 %
28.	Sukopuro (Jabung)	5 576	-	100 % / 53,7 %	100 % / 56,1 %	-	7,7 % / 15,2 %	100 % / 85,4 %
29.	Tirtomarto (Ampel Gading)	5 535	-	-450,4 % / 45,0 %	-442,0 % / 47,4 %	-	8,3 % / 90,8 %	9,7 % / 91,2 %
30.	Sidoluhur (Lawang)	5 261	-	100 % / 63,3 %	100 % / 59,5 %	-	100 % / 28,6 %	100 % / 7,9 %

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

**Tableau 6.10 : Le développement de la proportion de la population mal desservie par les services de santé dans les petites villes du
Kabupaten Purwakarta**

Les agglomérations urbaines en 2006		Rumah Sakit (hôpital)			Poliklinik (Centre Médical)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Purwakarta	211 813	-40,3 % / 17,3 %	-36,2 % / 22,0 %	-13,3 % / -0,7 %	-5,3 % / 38 %	-2,2 % / 22,0 %	-211,6 % / -143,3 %
Les agglomérations moyennes								
2.	Plered-Sukatani	63 874	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-86,6 % / 1,5 %	-134,8 % / -74,6 %
Les petites agglomérations								
3.	Wanayasa	14 604	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	-144,4 % / -15,0 %	-105,4 % / 50,4 %
4.	Darangdan	8 299	-	100 % / 100 %	100 % / 100 %	-	100 % / 45,1 %	-623,0 % / -152,4 %
5.	Jatimekar (Jatilihur)	3 170	-4110,5 % / -180,9 %	-4187,2 % / -174,8 %	100 % / 100 %	100 % / 29,8 %	-971,8 % / 31,3 %	846,4 % / -14,8 %
6.	Bojong	3 092	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %	100 % / 100 %
Les agglomérations urbaines en 2006		Puskesmas (Centre de Santé Communautaire)			Tempat Praktek Dokter (Cabinet de Médecin)			
No	Agglomération Urbaine	Population	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Les agglomérations principales								
1.	Purwakarta	211 813	64,9 % / 17,3 %	14,9 % / 22,0 %	15,0 % / 7,7 %	-11,1 % / 0,0 %	39,0 % / 20,4 %	-1,5 % / 27,3 %
Les agglomérations moyennes								
2.	Plered-Sukatani	63 874	-21,5 % / 66,9 %	37,8 % / 34,3 %	6,1 % / 41,8 %	59,5 % / 83,4 %	79,3 % / 89,1 %	53,0 % / 70,9 %
Les petites agglomérations								
3.	Wanayasa	14 604	-	-144,4 % / -15,0 %	-105,4 % / 0,9 %	-	59,3 % / 61,7 %	-2,7 % / 67,0 %
4.	Darangdan	8 299	-	-307,3 % / 45,1 %	-261,5 % / 49,5 %	-	-35,8 % / 72,6 %	39,8 % / 91,6 %
5.	Jatimekar (Jatilihur)	3 170	100 % / -40,5 %	100 % / 31,3 %	100 % / -14,8 %	100 % / 100 %	100 % / 88,5 %	100 % / 71,3 %
6.	Bojong	3 092	-1204,9 % / 8,5 %	-1156,3 % / 11,1 %	-870,2 % / 27,3 %	-117,5 % / 84,7 %	109,4 % / 85,2 %	-223,4 % / 63,7 %

Source : Calculé sur la base des données des monographies de village des années 1990, 2000 et 2006.

Le manque de capacité des gouvernements des *kabupaten* à assurer des qualités égales de services urbains dans leurs villes est confirmé également par les différences de niveaux de service de chaque type d'établissement public dans leurs villes. Par exemple, les niveaux de service des *puskesmas* dans les villes principales et les villes moyennes du *kabupaten* de Tegal varient de pouvoir faire les services pour tous les citoyens à avoir plus de moitié des citoyens mal desservie, et seules deux villes ont un niveau de service qui peut faire les services pour tous des citoyens. Par ailleurs, une ville plus de 30 000 d'habitants, la ville de Lebaksiu dans le *kabupaten* de Tegal, jusqu'à aujourd'hui, n'a pas encore de *puskesmas*. En fait, il y avait un *puskesmas* dans le village Lebaksiu Lor, un des villages urbains dans la petite ville de Lebaksiu. Mais il a été déplacé vers un emplacement situé dans le corridor de la route régionale sur le territoire d'un autre village, c'est-à-dire le village Kambangan qui est encore classé comme village non urbain dans la périphérie de la ville de Lebaksiu, afin de permettre l'agrandissement du *puskesmas*. Pour cette raison, le calcul du niveau de service des *puskesmas* de cette ville amène à un résultat de 100,0 % / 18,5 % (voir le tableau 6.8), parce que les besoin des services de *puskesmas* dans cette ville et sa région sont couverts par l'établissement situé dans un village non urbain en dehors de la ville.

En outre, la faible capacité du gouvernement du *kabupaten* de Tegal dans ses efforts à assurer des qualités égales de services urbains dans ses villes et régions est indiquée par la présence de deux hôpitaux à Slawi dès avant 1990, quand certaines parties de son territoire n'avaient pas encore de service hospitalier. Jusqu'à aujourd'hui, la zone sud du *kabupaten*, c'est-à-dire la zone couvrant les territoires des *kecamatan* de Margasari, Balapulang, Lebaksiu, Bojong et Bumijawa n'ont pas encore de services hospitaliers, alors que la partie du nord a sept hopitaux, à savoir deux hôpitaux dans la ville de Slawi, deux dans la ville de Dukuhturi-Talang-Adiwerna, deux dans deux villages non urbains aux environs de la ville de Dukuhturi-Talang-Adiwerna, et un autre hôpital dans la ville de Kramat.

A cet égard, au cours d'entretiens avec des membres des communautés dans les petites villes du sud, comme Balapulang, Margasari, Bojong et Bumijawa, ceux-ci estiment que l'absence d'hôpitaux dans ou près de leurs villes les met dans une mauvaise situation, surtout avec des *puskesmas* dans leur ville qui ne sont que des *puskesmas* ordinaires qui n'ont pas de capacités d'hospitalisation. Ils doivent donc aller jusqu'à la ville de Slawi, distante de plus de 15 km de Balapulang, 25 km de Margasari, ou plus de 30 km de Bojong et Bumijawa, quand ils ont besoin d'un service hospitalier comme des examens médicaux et / ou des soins aux

patients hospitalisés qui ne peuvent pas être effectués par les *puskesmas* et / ou *poliklinik* se trouvant dans la zone sud.

Les entretiens avec les membres des communautés révèlent également qu'ils doivent souvent faire face aux situations plus graves, si des citoyens doivent être hospitalisés suite à un accident ou une maladie grave nécessitant un transport par ambulance. L'absence d'hôpital dans leur ville et les environs fait qu'ils n'ont pas la chance de bénéficier d'un service d'ambulances. En conséquence, surtout quand les besoins se produisent dans les familles pauvres, celles-ci doivent souvent utiliser les transports publics, la moto, ou même un pick-up pour transporter le patient. Dans certain cas, d'après les entretiens avec les membres des communautés, cela peut aggraver l'état de santé ou les conséquences de l'accident.

Il en va tout autrement dans la zone du nord de ce *kabupaten*, où la population se concentre dans les villes principales et quelques villes petites et moyennes comme Kramat, Tarub et Suradadi. Même si la disponibilité tous les types d'établissements de santé est inférieure au nombre préconisé par la norme nationale, la région nord du *kabupaten* de Tegal est bien équipée de tous les types de services de santé, en particulier les villes principales.

Pourtant, les entretiens avec les membres des communautés dans la région mentionnent aussi qu'ils espèrent que ces services pourront être améliorés parce qu'ils doivent souvent attendre à l'hôpital plus de trois heures pour une consultation de médecin. Certains d'entre eux affirment que le temps d'attente dans les services de santé est dû aussi au nombre des patients qui viennent de la région sud du *kabupaten* pour avoir accès à certains services de santé de l'hôpital. Par conséquent, certains d'entre eux préfèrent aller à la ville de Tegal au nord du *kabupaten* pour avoir recours à ces services. Pour cette raison, beaucoup d'entre eux souhaitent que soient développés des services hospitaliers dans la région sud, pour éviter que les habitants de cette région soient obligés d'aller dans un hôpital de Slawi ou dans les autres villes de la région nord. Ainsi, eux-mêmes n'auraient plus besoin d'aller dans la municipalité de Tegal pour recevoir les services d'un hôpital.

Conclusion

La discussion dans ce chapitre a démontré que le processus d'urbanisation dans les trois *kabupaten* a fait porter un lourd fardeau à chaque région dans la fourniture des infrastructures et des services urbains. Aucun des trois *kabupaten* ne peut assurer des infrastructures et des services urbains à un niveau approprié à ses besoins. Dans ce contexte,

ce chapitre confirme l'opinion des certains experts sur l'urbanisation des pays en développement, tels que Devas et Rakodi (1993), Badshah (1996), Cohen (2006) et Nunan et Devas (2004), qui stipulent que le processus d'urbanisation dans les pays en développement s'est accru et devient un défi très important dans l'avenir des villes de ces pays, en particulier pour ce qui est de la réponse aux besoins d'infrastructures et de services urbains qui augmentent également de plus en plus au rythme de la croissance des activités et de la population urbaine.

Ce qui distingue cette étude de celles menées par la plupart des experts est le type de ville où le processus d'urbanisation est observé. La plupart des experts ont observé les villes les plus importantes ou les autres grandes villes, alors que cette étude se réfère à des villes au niveau le plus bas du système urbain de la région. Elle a ainsi montré une tendance à la reproduction des problèmes d'urbanisation des grandes villes dans les plus petites villes de l'Indonésie, surtout celles de l'île de Java qui est densément peuplée, qui souffre encore avec un problème de la pauvreté. En fait, la fourniture d'infrastructures et des services urbains dans les petites villes, qui ont été développées dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*, est nécessaire non seulement pour la croissance et le développement économique de la ville et de la région, mais aussi pour l'accélération de la réduction de la pauvreté qui caractérise encore les sociétés urbaines et rurales dans les villes et leurs régions alentours.

En outre, surtout pour les déchets urbains, le manque de services conduit à des défis environnementaux liés à la continuation des pratiques traditionnelles, comme l'incinération dans la cour de la maison, ou à la collecte et l'élimination des ordures dans des lieux de décharge pouvant être contaminés. De telles solutions ne causent pas de grands problèmes si elles sont utilisées quand les quartiers sont encore ruraux, mais, commencent à produire des problèmes environnementaux quand les quartiers se développent et deviennent plutôt urbains avec un plus grand nombre d'habitants.

Ce chapitre a montré également que la capacité limitée des gouvernements des *kabupaten* à répondre aux besoins en infrastructures et en services urbains ne concerne pas seulement l'insuffisance des infrastructures et des services urbains à satisfaire les besoins existants. Elle affecte également l'égalité de leur répartition entre les villes formées et développées dans le processus d'urbanisation. Les *kabupaten* observés montrent que, en raison de leur capacité limitée, les gouvernements des *kabupaten* ont tendance à donner une plus grande priorité à la ville capitale du *kabupaten* dans la fourniture des infrastructures et des services urbains. En conséquence, la plupart des autres villes dans les *kabupaten* ne

disposent pas d'infrastructures et de services urbains d'aussi bonne qualité que la ville capitale.

En outre, nous avons considéré que l'inégalité de la fourniture des services et des infrastructures urbains avait un impact sur l'inégalité des opportunités dans les communautés vivant dans ces villes, ce qui est le cas dans le *kabupaten* de Tegal où l'on a montré que ceux qui vivent dans les villes les plus importantes, surtout dans la ville de Slawi qui joue le rôle de ville capitale du *kabupaten*, bénéficient d'opportunités plus nombreuses que ceux qui vivent dans les villes les plus petites. En conséquence, le manque de capacité du gouvernement du *kabupaten* à fournir les infrastructures et les services urbains d'une façon égale a réduit les opportunités des habitants des villes autres que la ville capitale.

De plus, à la suite des entretiens avec quelques groupes des communautés dans le *kabupaten* de Tegal, l'inégalité des services urbains et des infrastructures a également pu créer une différenciation sociale parmi les communautés vivant dans les villes, et même développer un sentiment d'infériorité au sein de certains groupes vivant dans les villes les plus petites, en particulier dans les groupes de population pauvre. Ainsi, le manque de capacité du gouvernement du *kabupaten* à fournir des infrastructures et des services urbains dans les petites villes développées dans leur processus d'urbanisation pourrait inhiber la réduction de la pauvreté, surtout dans les villes en dehors des villes importantes dans le *kabupaten*.

Conclusion de la Partie 2

L'approche multidimensionnelle issue de la perspective du développement durable utilisée dans les analyses de cette partie a montré des problèmes importants dans les dimensions environnementale, économique et sociale du processus d'urbanisation des *kabupaten*. Les analyses ont également indiqué les relations entre certains de ces problèmes et qui ont diminué la capacité des *kabupaten* observés à réduire le taux de la pauvreté dans leurs zones urbaines.

Le processus d'urbanisation rapide des *kabupaten* a consommé des ressources terrestres converties en sols urbains selon un taux de consommation plus important que celui des autres régions plus urbanisées. En outre, comme ces zones sont encore dans leur première phase d'urbanisation, les niveaux de consommation des sols qu'on rencontre dans les *kabupaten* sont encore en augmentation. Les cas des villes dans les trois *kabupaten* urbanisés observés montrent que si la plus grande ville a la plus grande augmentation absolue de consommation des sols, la plus petite ville présente le plus grand taux de consommation, bien que l'augmentation la plus forte de ce taux ait lieu dans la plus grande ville.

Une conséquence du niveau élevé de consommation de sol par l'urbanisation dans les villes des *kabupaten* est la grande diminution des sols agricoles, en particulier les rizières dans les *kabupaten* observés. La réduction des terres agricoles existantes contribue à la stimulation de la conversion de terres naturelles en terres agricoles voire en sols urbains.

La réduction des terres agricoles dans le processus d'urbanisation des *kabupaten* n'est pas seulement une menace pour le potentiel de production de ressources alimentaires, elle limite aussi les possibilités d'emploi pour beaucoup de leurs résidents. Ceci a été montré par exemple par la grande réduction du nombre des personnes travaillant dans le secteur agricole dans le *kabupaten* Tegal. En outre, on peut considérer également que la réduction des terres agricoles peut entraîner l'augmentation de la pauvreté ainsi que du taux de la pauvreté dans les zones urbaines des *kabupaten*. Les cas des *kabupaten* de Tegal et Purwakarta montrent que la pauvreté urbaine dans le processus d'urbanisation est due à l'augmentation de l'incidence de la pauvreté dans les zones urbaines anciennes à laquelle s'ajoute celle des nouveaux villages urbains. Les enquêtes réalisées dans le *kabupaten* de Tegal ont montré que la plupart des répondants des familles pauvres étaient d'anciens ouvriers agricoles contraints à changer

d'emploi en raison de la conversion des sols agricoles sur lesquels ils travaillent. Leur faible niveau d'éducation et le manque d'autres compétences ne leur permettent pas de travailler ailleurs que dans le secteur informel, où ils perçoivent un revenu insuffisant pour eux-mêmes et leur famille. Une telle situation est un obstacle à leur capacité à se détacher de la pauvreté.

La difficulté de ceux qui ont perdu leur emploi dans le secteur agricole pour en trouver un nouveau est aussi due à la faible capacité du *kabupaten* à créer de nouveaux emplois pour la population locale, comme le montre le *kabupaten* de Tegal. : la diminution du nombre des travailleurs dans le secteur agricole, que l'on peut regarder comme une diminution des opportunités d'emploi dans le secteur agricole, à savoir près de 150 000 emplois perdus au cours du processus d'urbanisation, s'accompagne d'une augmentation du nombre des travailleurs dans les autres secteurs (industriel, du commerce et de transport) qui représente seulement 125 000 nouveaux emplois.

L'autre résultat important du niveau élevé de consommation des sols dans les villes des *kabupaten* est l'extension des espaces urbains. Les trois *kabupaten* observés montrent que l'évolution des agglomérations urbaines se caractérise simultanément par deux types de croissance des sols urbains, à savoir l'extension interne des sols urbains dans chaque agglomération et l'expansion urbaine vers l'extérieur. Les parts en sont variées d'une ville à l'autre, mais l'extension urbaine vers l'extérieur a devenu le facteur le plus important dans l'évolution de la plupart des villes des *kabupaten*.

En ce qui concerne le développement des infrastructures et des services urbains, la tendance à l'extension des espaces urbains ainsi que le processus d'urbanisation des *kabupaten* peuvent être considérées comme un autre défi important. Les cas des trois *kabupaten* observés montrent qu'aucun *kabupaten* ne peut fournir les infrastructures et services urbains nécessaires, surtout si l'offre devrait se produire dans une façon égale parmi les villes dans un *kabupaten* ou parmi les zones dans une agglomération urbaine.

Une différence de niveau de services d'infrastructure et / ou d'autres services urbains peut conduire à des inégalités de qualité de vie et d'opportunités / possibilités offertes à tout citoyen afin d'améliorer sa qualité de vie, dans le présent et dans l'avenir. En outre, la différence de niveau des services peut également inhiber l'efficacité des efforts pour réduire la pauvreté, à la fois la pauvreté urbaine et la pauvreté rurale, qui reste toujours un caractère important dans les discours de développement régional et d'urbanisation en Indonésie. Ceci est dû au fait qu'habituellement les plus grandes villes, en particulier la ville la plus

importante, bénéficient de meilleurs qualités et niveaux de service que les autres. Les pauvres, qui généralement habitent dans des zones marginales et / ou des zones sans aucune priorité, ne peuvent ainsi pas obtenir les mêmes qualités et niveaux de service en termes d'infrastructures et de services urbains que d'autres citoyens. En conséquence, leurs opportunités pour avoir une meilleure qualité de vie sont limitées et cette situation entrave aussi leurs tentatives d'échapper à la pauvreté.

Dans ce contexte, on peut dire que le processus d'urbanisation des *kabupaten* appelle des mesures de contrôle efficace en termes d'utilisation et de conversion des terres de façon à protéger les ressources terrestres et à maintenir leur capacité à fournir des services environnementaux pour répondre aux besoins croissants des générations présente et futures. Le besoin est très important car la conversion des sols peut stimuler les autres problèmes engendrés par le processus d'urbanisation des *kabupaten*. Simultanément, on note le besoin de politiques locales qui peuvent améliorer les capacités des *kabupaten* à maintenir et / ou augmenter les opportunités d'emplois, en lien avec les capacités et les compétences de la plupart de la population locale. Ceci est une nécessité pour soutenir les efforts des *kabupaten* dans la réduction de la pauvreté qui est encore une caractéristique importante du développement de ces régions. S'y ajoute la nécessité de meilleures politiques locales dédiées à l'égalité dans la fourniture des infrastructures et des services urbains pour toutes les zones des *kabupaten*, en particulier pour toutes les zones urbaines qui peuvent s'inscrire dans une stratégie de décentralisation visant à améliorer les opportunités et les possibilités de tous pour gagner une meilleure qualité de vie à l'échelle du *kabupaten*. La fourniture des infrastructures et des services urbains aux mêmes niveaux et qualités entre les villes, et entre les zones urbaines dans chaque ville est également nécessaire pour stimuler efficacement le développement des activités économiques dans les petites villes en dehors des villes principales, afin de développer la capacité de chaque ville à soutenir et contribuer à la réalisation du bien public, que soit dans la zone urbaine ou dans les banlieues.

Dans cette intention, la partie suivante traitera des capacités du gouvernement local dans la gestion du développement urbain, ainsi que des réponses locales du gouvernement de *kabupaten* au processus d'urbanisation.

Partie III

L'échec du *kabupaten* dans la gestion du processus et des défis de l'urbanisation

**La faiblesse des capacités du gouvernement de *kabupaten*
pour atteindre l'urbanisation durable**

Introduction de la Partie 3

La dernière partie est l'occasion d'analyser les faiblesses des capacités institutionnelles du gouvernement de *kabupaten* et la nature et la pertinence de leurs réponses politiques dans le traitement de leur processus de développement urbain. Dans la perspective du développement durable, cette analyse est fondamentale : Spangenberg (2004) affirme en effet que l'impératif institutionnel, à savoir d'obtenir un processus politique qui est capable de prendre des décisions dans des conditions qui permettent de gérer efficacement les conséquences des activités de développement, est indispensable à la mise en œuvre de la durabilité.

Cependant, les institutions de la gestion urbaine dans les *kabupaten* indonésiens sont encore en développement. Par conséquent, le premier chapitre de cette partie sera consacré au concept et au processus de décentralisation en Indonésie, ainsi qu'au transfert des compétences du gouvernement central aux organismes gouvernementaux de niveau inférieur.

Dans le chapitre suivant, l'analyse porte sur le processus de transfert de l'autorité de la gestion du développement urbain du gouvernement central aux gouvernements locaux, les changements qui se produisent dans le processus de transferts, ainsi que les problèmes rencontrés dans le développement des institutions de la gestion de développement urbain et de l'aménagement du territoire, tant au niveau central que local.

L'analyse de la perception, de la connaissance et de l'évaluation des personnes clés dans la gestion de l'urbanisation et du développement urbain, ainsi que les limites des réponses locales aux problèmes du processus d'urbanisation des *kabupaten* sont les thèmes principaux du chapitre suivant.

Enfin, la partie s'achève par une analyse de l'échec de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation des *kabupaten*.

Chapitre VII

La politique de décentralisation en Indonésie et ses influences sur la capacité de gestion du développement urbain dans les *kabupaten*

Introduction

L'Indonésie est entrée dans un nouveau régime de décentralisation après la chute du président Suharto en mai 1998. Avec l'objectif fondamental de créer une société plus démocratique, le gouvernement de transition du Président Habibie a introduit un nouveau cadre de la décentralisation en Indonésie par la promulgation d'une série de nouvelles lois, comprenant les lois n° 22/1999 sur le gouvernement régional (*Undang-undang Pemerintahan Daerah*) et n° 25/1999 sur l'équilibre fiscal entre le gouvernement central et celui des régions (*Undang-undang Keseimbangan Keuangan antara Pusat dan Daerah*). Votées ou décrétées en 1999, elles sont mises en œuvre au début de l'année 2000, puis modifiées respectivement par les lois n° 32/2004 et 33/2004 sous l'administration de la Présidente Megawati en 2004.

La première phase de décentralisation post-Suharto constitue une étape importante dans le processus de décentralisation en Indonésie, dans la mesure où elle a modifié les relations entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux en Indonésie, en mettant fin aux lois n° 5/1974 et 5/1979 mises en œuvre par l'administration du président Suharto pour appliquer une gouvernance plutôt centralisée dans les régions. La loi n° 5/1974, concernant les éléments de base d'administration dans les régions (*Undang-undang tentang Pokok-pokok Pemerintahan di Daerah*), avait mis tous les niveaux du gouvernement régional dans la position d'agent de l'administration centrale dans la région. Pour cette raison, même si la loi avait organisé un cadre politique de décentralisation, celui-ci reposant sur trois principes différents, à savoir : *azas desentraliasi* ou le principe de la dévolution; *azas dekonsentrasi* ou le principe de la déconcentration ; et *azas tugas pembantuan* ou le principe de la co-administration, cette loi a été critiquée pour sa « décentralisation à moitié ». Quant à la loi n° 5 / 1979 sur la gouvernance dans les villages (*Undang-undang Pemerintahan Desa*), elle a été critiquée pour au moins trois raisons : premièrement, elle avait mis le gouvernement des villages sous l'autorité du *camat* (chef de *kecamatan* ou de la région administrative où le *desa* se situe, qui est une division d'un le *kabupaten* ou d'une municipalité) ; deuxièmement, elle faisait du chef de village le responsable de la *bupati* ou le chef de *kabupaten* au lieu de la communauté villageoise qui l'avait élu ; et enfin parce qu'elle avait uniformisé les différentes

structures administratives à l'échelle villageoise que comprenait l'Indonésie, en transposant la structure administrative traditionnelle de Java sur tout le territoire national.

Ce chapitre présente le cadre de la récente décentralisation en Indonésie et les changements apportés. La compréhension de ces changements est nécessaire pour mettre en évidence leurs implications en matière de gouvernance urbaine, en particulier pour les centres urbains situés dans les *kabupaten*. Cette discussion porte sur l'élaboration de la relation entre le processus de décentralisation et la stratégie de développement dans les pays en développement. Elle est suivie par un examen historique de la décentralisation en Indonésie, puis par son examen dans le contexte actuel. Une approche de l'implication du contexte de la décentralisation dans la gouvernance urbaine dans les *kabupaten* sera entreprise dans le chapitre suivant.

7.1 La décentralisation comme stratégie de développement dans les pays en développement

Cette section discute sur le fond de la décentralisation comme processus de gestion du développement des pays en développement. La question de sa conception est traitée dans la première partie, suivie par celle relative à ses promesses et à leurs limites ainsi que par l'approche des relations central-local dans le contexte de décentralisation et du transfert des fonctions dans le processus de décentralisation. La logique utilisée par les chercheurs pour lier la décentralisation à l'urbanisation ainsi qu'à sa gestion est traitée dans la prochaine section. Grâce à ces discussions, cette section vise à donner une base théorique pour comprendre le nouveau cadre de la décentralisation en Indonésie.

7.1.1 L'apparition du processus de la décentralisation dans les pays en développement

En plus du processus d'urbanisation rapide, la décentralisation est également devenue un phénomène mondial lors des dernières décennies du vingtième siècle. Surtout pour les pays en développement, la décentralisation a été souvent considérée comme la panacée face à l'échec du système de gouvernement centralisé qui fut largement mis en œuvre juste après leur indépendance. En théorie, la décentralisation permet une plus grande efficacité comme plus d'équité dans la prise de décision publique par l'internalisation des externalités, mais aussi le déploiement de toutes les informations disponibles, et une meilleure prestation des services correspondant aux besoins (Agrawal et Ribot, 2004). Les partisans de la décentralisation

justifient et défendent alors sa mise en œuvre pour ces raisons, mais aussi en mettant en avant une plus large participation des citoyens qui suppose une meilleure réactivité du gouvernement envers ses administrés et leurs problèmes locaux, même si la décentralisation n'a pas toujours renforcé les pouvoirs des autorités locales de manière significative.

Stren & Eyoh (2007) font valoir que les processus de centralisation ou de décentralisation dans les pays en développement sont liés à l'histoire de l'indépendance de leur nation. Après l'indépendance, la plupart des différences primordiales et l'hostilité entre les groupes locaux qui avaient été réprimées par les colonisateurs, ont réapparu. Afin de maintenir leur unité nationale et de limiter localement les risques de sécession, de nombreux nouveaux dirigeants nationaux ont naturellement employé les institutions centralisatrices utilisées par les anciens colonisateurs. De plus, à partir des années 1950, la planification centralisée a été promue par les agences internationales de développement pour les pays en développement comme le moyen de promouvoir la croissance en utilisant les ressources limitées de manière plus efficace (Cheema et Rondinelli, 1983).

Toutefois, lors des dernières décennies du vingtième siècle, de nombreux exemples d'échecs pour atteindre les objectifs de développement ont conduit les organismes internationaux à modifier leurs recommandations (Turner et Hulme, 1997). Face à l'inefficacité du principe d'un « développement d'en haut », selon lequel la clé du succès reposerait sur « une seule unité intégrée et autonome » jouissant d'une certaine autonomie et de ses propres ressources économiques (Friedmann et Douglass, 1978), ainsi qu'aux problèmes apparus dans le processus de développement et de l'urbanisation des pays en développement, ces organismes suggèrent désormais un « développement par le bas », mettant l'accent sur le développement territorial endogène fondé sur les acteurs locaux, les ressources et les capacités locales (Friedmann et Douglass, 1978; voir aussi Friedmann et Weaver, 1979 ; Stohr, 1981).

La fin des années 1970 et le début des années 1980 sont des années lors desquelles de nombreux pays en développement ont commencé de redistribuer les ressources du gouvernement central d'abord aux régions puis au niveau du district qui est « plus proche des citoyens » en leur réattribuant les fonctions des comités de développement, des ministères techniques, et même la gestion de grands projets (Stren & Eyoh, 2007). Cette période représente la première « vague » de décentralisation des pays en développement après leur indépendance et a été caractérisée par une décentralisation administrative effectuée par le haut

ou à partir du gouvernement central. Elle constituait alors une réponse à la centralisation excessive, ainsi qu'aux problèmes liés à la mise en œuvre de projets locaux.

Dans leur évaluation, Cheema et Rondinelli (1983) ont montré des résultats mitigés dans l'exercice de la décentralisation dans les pays en développement : la planification et l'administration très centralisée ont perduré en Afrique, tout comme l'expansion de la bureaucratie du gouvernement central s'est accentuée en Amérique latine, ainsi que l'accroissement de la dépendance des gouvernements locaux envers leur gouvernement central en Asie. Pourtant, ils ont également remarqué l'amélioration de l'accès des zones rurales autrefois marginalisées aux ressources, aux institutions nationales, et l'augmentation des capacités administratives et techniques des fonctionnaires et des politiques locaux. Ce processus a induit aussi la création de nouvelles institutions afin d'assurer une meilleure planification et une meilleure gestion du développement. Ils observent néanmoins, que certains gouvernements locaux ont connu une flexibilité limitée lors de la mise en œuvre de la décentralisation comme la création de nouvelles institutions pourtant nécessaires au développement local.

Jusqu'en 1980, la pratique de la décentralisation dans les pays en développement est caractérisée par une décentralisation administrative qui reflète encore le rôle fort du gouvernement central. En outre, le renforcement de la mondialisation comme l'effondrement du monde bipolaire à la fin de 1980/début 1990 ont contraint nombre de pays en développement à repenser et à réformer leur système politique et économique national. C'est pourquoi la décentralisation a été promue au travers des agences de développement international dans de nouveaux pays à partir des années 1990. Le transfert des pouvoirs aux élus des gouvernements sous-nationaux ou locaux, a appelé ces derniers à plus de responsabilités et à s'acquitter de nouvelles fonctions comme pour la fourniture de biens et de services, ceci constituant une alternative à la privatisation souhaitée par certains après l'échec du système centralisé. Dans le même temps, la demande croissante pour une plus grande participation dans la politique, à la suite de la croissance de la société civile, en particulier dans les zones urbaines, et la vague de démocratisation qui a commencé à prendre place dans les années 1980, a exigé le transfert du processus décisionnel du gouvernement central aux gouvernements sous-nationaux ou locaux.

La deuxième vague de décentralisation des pays en développement après leur indépendance s'étend des années 1990 jusqu'à aujourd'hui. La décentralisation est alors considérée comme comprenant la croissance de la société civile et la vague concurrente de

démocratisation qui s'est amorcée dans les années 1980. Stren & Eyoh (2007) montrent que ces deux tendances ont renforcé le processus de décentralisation dans le pays en développement. En conséquence, les initiatives de décentralisation ont reçu beaucoup plus de soutien social et politique ces dernières années que ce ne fut le cas lors de la première « vague » des années 1970 au début des années 1980. Avec ces deux tendances, la décentralisation administrative a pu mener à une décentralisation politique, les pouvoirs de décision étant dévolus à des institutions et à des acteurs locaux qui sont responsables devant leurs administrés (Agrawal et Ribot, 2004). Dans ce contexte, les élections sont considérées comme le mécanisme qui assure la responsabilisation en matière de décentralisation politique.

Dans cette Histoire du développement, même si la décentralisation est considérée comme une réaction à l'échec de la centralisation (Dethier, 2000), elle peut aussi être vue comme un moyen d'améliorer la gouvernance dont découlerait une planification et une administration plus efficaces pour les pays en développement (Cheema et Rondinelli, 1983). En outre, il a également été observé que la décentralisation a créé des gouvernements plus sensibles aux problèmes locaux, dans l'espoir que les problèmes puissent être résolus immédiatement avec des solutions appropriées (Davey, 1993).

7.1.2 L'origine et le concept de la décentralisation

La nécessité de la décentralisation découle de nombreux domaines, notamment politique, économique et sociale du développement. Pourtant, ce sont les raisons politique et économique qui constituent les facteurs déterminant dans la mise en place du processus de décentralisation dans de nombreux pays. Les changements politiques comme l'évolution des sociétés à l'échelle mondiale a concouru a donné plus de voix aux aspirations exprimées localement par la population nationale. On peut même avancer que la préservation d'un système politique nationale reposait alors sur la nécessité de renforcer les processus décisionnels aux différentes échelles sous nationales (Litvack et al., 1998). Dans ce contexte, la décentralisation reflète un vaste processus de réforme politique et économique du pays, et elle a été considérée comme un élément clé de la démocratisation et plus particulièrement à l'échelle locale.

Au sens politique, en plus de donner de plus grandes responsabilités et même de l'autonomie à leurs régions, la décentralisation constitue pour certains gouvernements une stratégie pour faciliter la gestion d'espaces enclins à des mouvements séparatistes. Le cas de

la région Mindanao aux Philippines, comme en Papouasie occidentale ou encore à Aceh en Indonésie sont des exemples de ce type de raisonnement. Dans certains cas, il peut conduire également au renforcement des sentiments régionaux comme à Aceh. Dans ces cas particuliers les volontés séparatistes peuvent produire une opposition au gouvernement central, et il incombe dès lors aux autorités locales de partager la responsabilité du développement local (urbain, socio-économique, etc.).

Au sens économique, la faiblesse de la base fiscale de nombreux gouvernements, qui ne peuvent plus se permettre de financer le développement au niveau local, stimule la mise en œuvre de la décentralisation. Elle constitue alors une stratégie visant à améliorer l'efficacité des prestations rendues par les services publics. La décentralisation permet aussi un accès à la fonction publique territoriale plus juste, car plus hétérogène, sur l'ensemble du territoire (Turner, 1996). En d'autres termes, sa mise en place dans la fonction publique offre aux populations locales de participer aux institutions qui administrent leur région, celles-ci ne relevant plus simplement de fonctionnaires envoyés par le centre (la Capitale) dans les différentes régions. La décentralisation a aussi pour but d'améliorer et de faciliter la participation de la population, en particulier des plus pauvres, en promouvant des processus de décision plus locaux et donc plus proche de ces populations (Smith, 1985).

Smith (1985) montre que les arguments libéraux de la décentralisation mettent en avant une meilleure démocratie à l'échelle locale comme nationale. Dans ce contexte, la décentralisation favorise l'éducation politique, la formation au leadership, et la stabilité politique dans un cadre démocratique national, tandis que la démocratie locale apportera aux populations locales une plus grande égalité (vis-à-vis du pouvoir central), mais également une certaine responsabilisation et la réactivité aux éléments particuliers introduits par la décentralisation. D'autre part, la décentralisation permet de répondre aux besoins des populations les plus pauvres de façon plus efficace que la planification centrale, mais la décentralisation permet aussi l'amélioration de l'accès aux services administratifs, d'accroître la participation de l'ensemble de la société dans le développement, ou encore de réduire la congestion des fonctions gouvernementales centralisées, de renforcer la coordination des efforts de développement, l'éducation à travers la participation dans le gouvernement local et la mobilisation de soutien au développement, et également d'accroître l'unité et la stabilité de la nation par l'amélioration de la démocratie locale (Turner, 1999 ; Smith, 1985).

Toutefois, la décentralisation connaît aussi certaines critiques lorsque les résultats escomptés n'ont pas nécessairement été atteints. Turner (1999) a identifié une série de

problèmes dans le processus de décentralisation. On relèvera notamment l'esprit de clocher, la fonction de délestage en raison de l'absence de capacités et de ressources au niveau local et donc le contrôle accru et pourtant paradoxal du gouvernement central, mais aussi que ce processus se réalise souvent au profit des élites locales. Prenant le cas de la réforme de la décentralisation majeur en Indonésie, Fritzen et Lim (2006) montrent que, en plus d'ouvrir de nouveaux espaces pour la participation populaire dans le débat politique et pour les groupes de surveillance de la société civile, le programme de décentralisation a également apporté certains problèmes, tels que « la décentralisation de la corruption », les inégalités croissantes entre les régions riches en ressources et régions pauvres, l'échec du gouvernement central dans la définition et l'application des normes de service minimum, surtout dans les zones critiques de priorité nationale. La décentralisation de la corruption comme un des problèmes majeurs du processus de décentralisation est signalée aussi en Bolivie (Kohl, 2003). Rejoignant la démonstration de Cheema et Rondinelli (1985), Oxhorn (2004) conclut, dans son analyse, que la décentralisation est un casse-tête qui implique des processus multidimensionnels, et se traduit par des résultats contrastés.

Certains chercheurs ont souhaité montrer les raisons de l'échec ou des résultats mitigés dans la mise en place du processus de décentralisation. En expliquant la raison pour laquelle la décentralisation ne produit pas toujours les résultats souhaités, Conyers (1986) a noté la situation antérieure au processus de décentralisation qui influe sur la façon dont la décentralisation pourrait être mise en œuvre. Elle a également mentionné que la raison est liée au type de décentralisation dans laquelle le pays s'est engagé, par exemple : la décentralisation ou la déconcentration. Dans ce contexte, la pertinence du type de décentralisation mis en œuvre dépend de la situation socio-politico-économique du pays, et représente l'un des facteurs clés pour la réussite du programme de décentralisation. En outre, Cheema et Rondinelli (2007) expliquent que l'échec de la décentralisation est plus souvent lié à l'inhérente faiblesse conceptuelle qu'à l'inefficacité du gouvernement dans sa mise en œuvre, même s'ils ont également noté que le faible niveau des capacités administratives et de gestion dans les institutions des gouvernements locaux comme dans la société civile sont des éléments qui accentuent les risques d'échec.

En fait, le sens de la décentralisation varie. De nombreuses ambiguïtés entourent ce concept parce que la décentralisation n'est pas tant une théorie en soi, qu'une variable pratique dont la mise en œuvre diffère entre des pays qui connaissent d'énormes différences dans les problèmes, les objectifs de leur gouvernement et les réformes sectorielles (PNUD, 1997).

Toutefois, la décentralisation implique la délégation de certains pouvoirs du niveau supérieur vers les niveaux inférieurs au sein d'une organisation à grande échelle présentant une structure hiérarchisée. Par conséquent, la décentralisation peut être déclarée comme un cadre conceptuel qui est le plus souvent employé pour traiter les relations centre-périphérie dans une organisation à grande échelle hiérarchisée, et fait référence au transfert de l'autorité d'un individu ou une institution du gouvernement central à d'autres personnes ou institutions dans une maille territoriale inférieure, afin de proposer des services plus en adéquation avec les besoins locaux, jusqu'alors mal pris en compte par les gouvernement centraux (Turner, 1999).

Smith (1985) mentionne deux conditions fondamentales pour qu'un pays soit reconnu comme un pays décentralisé. On retrouve la disponibilité des subdivisions territoriales avec un certain degré d'autonomie ainsi que les institutions démocratiquement administrées qui régissent le territoire. Dans le même esprit, Stren et Eyoh (2007) mentionnent l'importance de la région et de la fonction comme les deux principes de base selon lesquels un système administratif peut être structuré dans un système de décentralisation. La région se réfère à l'ordre décroissant des juridictions physiques comme les provinces, ou les municipalités qui sont investies d'une vaste gamme de fonctions générales et de compétences pour répondre aux besoins de leurs populations, tandis que la fonction fait référence à une spécialisation fonctionnelle qui est investie dans des institutions spécialisées (qu'elles soient publiques, privées, ou une combinaison des deux) qui se concentrent sur certaines questions techniques. La décentralisation implique généralement le renforcement de certaines fonctions au niveau local ou à un niveau intermédiaire administré par une juridiction régionale.

Même si la décentralisation fait référence au transfert des pouvoirs de l'institution du gouvernement central vers d'autres institutions plus locales, Turner (1999) considère qu'elle ne supprime pas le rôle du gouvernement central. En d'autres termes, la décentralisation n'est pas une alternative à la centralisation, mais elles doivent être disposées de manière complémentaire (PNUD, 1997). Malgré une tendance mondiale marquée depuis plusieurs décennies par la réduction du rôle du gouvernement central, la plupart des pays exigent la combinaison de la décentralisation et la centralisation dans la réalisation de leurs objectifs. D'une part, on remarque qu'il existe des domaines tels que la politique étrangère ou la défense nationale pour lesquels le gouvernement central garde la main mise, car il s'agit de domaines régaliens. Ces domaines restent donc sous le contrôle de l'Etat central qui en est alors le garant pour l'ensemble de la nation. A l'inverse, il existe des domaines, tels que la gestion des déchets solides, qui apparaissent plus efficaces lorsqu'ils sont administrés de

manière décentralisée. Enfin, certains domaines tels que la fourniture du réseau routier, semblent opérer de façon plus pertinente car plus efficace lorsque l'intervention résulte d'un processus alliant les avantages de la centralisation et ceux de la décentralisation. Par conséquent, il est important d'effectuer une analyse appropriée dans la conception de la stratégie de décentralisation dans chaque domaine, y compris dans la gestion du développement urbain.

En outre, la conception de la forme appropriée de décentralisation, y compris la relation de gouvernement centre-province, ne doit pas s'établir seulement à sens unique du haut vers le bas. Turner (1999) a souligné l'importance de la participation des gouvernements de niveau inférieur ainsi que des acteurs sociaux au débat et au processus décisionnel quant à la forme de décentralisation qui devait être mis en œuvre. Dans ce contexte, la décentralisation n'est pas seulement une réforme de l'administration dans le secteur public. En plus de cela, la décentralisation peut être déclarée comme une restructuration ou une réorganisation de l'autorité de gouvernance, de sorte qu'il y ait un système de coresponsabilité entre les institutions de la gouvernance aux niveaux central, régional et local, selon le principe de subsidiarité. Ce processus s'inscrit dans une volonté d'accroître la qualité globale et l'efficacité du système de gouvernance, tout en augmentant l'autorité et les capacités des niveaux sub-nationaux à participer ensemble avec le niveau central dans l'accomplissement des objectifs de développement dans leur région (PNUD, 1999). La décentralisation implique une meilleure répartition des rôles et de meilleures relations entre l'ensemble des acteurs de la société, qu'ils relèvent du gouvernement, de l'entreprise ou qu'ils émanent de la société civile. C'est une nécessité en termes de gouvernance afin de faciliter le transfert des pouvoirs vers les gouvernements régionaux et locaux (Agrawal et Ribot, 2004). Par conséquent, la participation des niveaux locaux, ainsi que des acteurs privés ou de la société, et leurs connaissances locales seront utiles non seulement dans la conception de la forme appropriée de la décentralisation, mais aussi dans la conception de la forme appropriée de la commande et le système de reddition de comptes dans la mise en œuvre du processus de décentralisation. C'est pourquoi le terme de la « décentralisation » est mis au point en termes de « décentralisation de la gouvernance », comme un raccourci pour sa forme politique (Cheema et Rondinelli, 2007).

Cheema et Rondinelli (2007) remarquent que le concept élargi de gouvernance qui comprend non seulement le gouvernement mais aussi d'autres institutions de la société, y compris du secteur privé et des associations civiles, conduit à la demande croissante de

renforcement des canaux et mécanismes de participation du public au processus décisionnel, afin d'augmenter la capacité des gouvernements locaux – et aussi du secteur privé et des organisations de la société civile – pour étendre les services à la population. En outre, la mondialisation, qui contribue à déconcentrer l'activité économique dans les pays et entre les pays, accroît les pressions exercées sur les gouvernements pour renforcer la capacité administrative et fiscale dans les régions sub-nationales, les villes et les zones rurales afin de faciliter la participation des individus et des entreprises au sein du marché mondial et d'en tirer profit. Les exigences pour tirer profit de la mondialisation ne résident pas seulement dans un gouvernement national fort qui peut créer un climat favorable aux affaires nationales, mais aussi dans les villes et les régions bien développées, comme les « sites d'actifs », où les gouvernements locaux peuvent fournir les services, les infrastructures, la qualité de vie, et autres formes pour soutenir des entreprises à capitaux étrangers et domestiques. Dans ce contexte, le renforcement de ces sites d'actifs doit améliorer et renforcer les gouvernements locaux ainsi que le secteur privé et les organisations de la société civile qui peuvent contribuer à l'augmentation des revenus et fournir les infrastructures et les services requis par les investisseurs étrangers et les entrepreneurs nationaux pour participer efficacement au marché mondial. Par conséquent, la participation des gouvernements au niveau local ainsi que des acteurs privés ou de la société à la conception des formes appropriées de décentralisation, des systèmes de responsabilisation et de contrôle dans sa mise en œuvre, est un élément crucial dans le processus de décentralisation (Cheema et Rondinelli, 2007).

7.1.3 Les formes et la relation central-local dans le contexte de la décentralisation

En ce qui concerne la gestion du secteur public, le PNUD (1997) a signalé quatre types de décentralisation, à savoir : la dévolution, la déconcentration, la délégation, et le désinvestissement ou la privatisation. La dévolution se réfère à un transfert de pouvoirs aux institutions de niveau inférieur dans la hiérarchie, du gouvernement central à celui de la province, du district, etc. Même si la dévolution est communément comprise comme une véritable décentralisation, voire comme sa forme la plus appropriée, les analyses de Turner (1999), fondées sur de nombreux cas, soutiennent que la dévolution ne peut constituer une solution à toutes les difficultés de l'administration locale.

La délégation se réfère à un transfert de la prise de décision, de l'autorité et / ou des responsabilités administratives à des unités semi-autonomes de niveau inférieur qui restent sensiblement subordonnées au niveau central, comme par exemple une société de

développement urbain ou régional, grâce à une réglementation particulière ou à un contrat (PNUD, 1997). La déconcentration implique un transfert très limité de l'autorité de décision spécifique relevant des bureaux de l'administration centrale vers les niveaux inférieurs, dans la tentative de mettre en œuvre la politique du gouvernement central (PNUD, 1997). Dans ce type, en effet, aucune autorité réelle n'est transférée à des niveaux inférieurs. Dernier type de décentralisation mis en avant par le PNUD, la cession ou la privatisation, et se réfère au transfert des pouvoirs à des unités externes de la structure gouvernementale officielle à un niveau non-spécifique de la hiérarchie comme les entreprises, ONG, etc. (PNUD, 1997).

De façon assez similaire à la typologie de PNUD, Cheema et Rondinelli (2007) classent l'expansion des pratiques de la décentralisation de gouvernance en quatre formes : administrative, politique, fiscale et économique. La décentralisation administrative se réfère au transfert de l'autorité du gouvernement central aux institutions dans le niveau inférieur ou local pour tenter de fournir des services plus efficaces. Elle comprend la déconcentration des structures et des administrations du gouvernement central, la délégation des pouvoirs du gouvernement central et de la responsabilité d'agents de l'Etat semi-autonomes, et la coopération décentralisée des organismes publics exerçant des fonctions similaires à travers des accords « jumelés » à travers les frontières nationales.

La décentralisation politique se réfère à des tentatives pour transférer les pouvoirs à des gouvernements démocratiquement élus dans le niveau sous-national ou local, afin de rendre les administrations locales plus responsables envers les communautés, ainsi que pour améliorer la participation communautaire au développement. Elle implique des modifications dans la structure du gouvernement par le transfert des pouvoirs du gouvernement ou des institutions centrales vers les gouvernements et institutions des mailles territoriales inférieures (régions, *kabupaten*, municipalités), l'existence d'institutions de partage du pouvoir au sein de l'Etat par le fédéralisme, fédérations constitutionnelles, ou des régions autonomes et leurs institutions et des procédures permettant la liberté d'association et la participation de la société civile aux institutions et organisations de la société dans la prise de décision publique, en fournissant des services sociaux bénéfiques, et en mobilisant des ressources sociales comme financières pour influencer les décisions politiques.

La décentralisation fiscale se réfère aux moyens et mécanismes de modification de la distribution des ressources financières disponibles entre les différents niveaux de gouvernement, en particulier aux gouvernements locaux. Elle comprend aussi les moyens et mécanismes de la coopération financière dans le partage des recettes publiques entre tous les

paliers de gouvernement, pour la délégation financière des recettes publiques et l'affectation des dépenses, et de l'autonomie fiscale des gouvernements centraux, ainsi que des gouvernements des régions/provinciaux ou locaux (Cheema et Rondinelli, 2007, voir aussi Fritzen et Lim, 2006). Ces efforts peuvent prendre de nombreuses formes, y compris les transferts entre les différents niveaux de gouvernement, l'autorisation d'emprunter pour les collectivités locales, le recouvrement des coûts, et les changements de sources de revenus disponibles pour les gouvernements locaux à travers les taxes, les frais d'utilisation et de contributions.

Enfin, la décentralisation économique consiste à transférer le contrôle sur l'affectation des ressources à des acteurs non étatiques (Fritzen et Lim, 2006). Elle comprend la libéralisation des marchés, la déréglementation, la privatisation des entreprises publiques, et les partenariats public-privé (Cheema et Rondinelli, 2007).

Dans le contexte du développement du processus décentralisation dans le monde, Cheema et Rondinelli (2007) montrent que le processus de mondialisation avec sa chaîne de production logistique a renforcé la déconcentration des activités économiques mondiales et donc la dispersion des grappes industrielles au niveau mondial. Ce processus a donc offert de nouvelles activités économiques locales, et engendré simultanément de nouvelles pressions sur les gouvernements locaux afin d'accroître l'efficacité des services administratifs. Le renforcement des effectifs de fonctionnaires destiné à répondre aux besoins des investisseurs étrangers comme nationaux pour s'intégrer plus efficacement au marché mondial exige également en retour le déploiement du secteur privé pour fournir les services de soutien au développement économique. Par conséquent, Cheema et Rondinelli soulignent l'importance du transfert des pouvoirs aux institutions en dehors du gouvernement dans le cadre de la décentralisation. De même que le concept de gouvernance s'élargit à des éléments ou à des acteurs non gouvernementaux dans l'effort d'améliorer le bien-être de la population, la décentralisation englobe désormais non seulement le transfert de pouvoir, d'autorité et de responsabilité au sein du gouvernement, mais aussi le partage du pouvoir et des ressources au sein des gouvernements et d'autres institutions de la société, y compris celles relevant du secteur privé et des associations civiles pour l'élaboration des politiques publiques (Cheema et Rondinelli, 2007).

Tableau 7.1 : Les formes de décentralisation selon Turner et Hulme

Nature de la délégation ou du transfert de l'autorité	Base de la délégation ou du transfert de l'autorité	
	Territorial	Fonctionnel
Dans les structures politiques	Dévolution (décentralisation politique, le gouvernement local, la décentralisation démocratique)	La représentation des groupes d'intérêt
Dans les structures administratives publiques ou parapubliques	Déconcentration (décentralisation administrative, l'administration sur le terrain)	Création d'entreprises parapubliques
Du secteur Etat au secteur privé	La privatisation des fonctions dévolues (déréglementation, sous-traitance, systèmes d'obligations)	La privatisation des fonctions nationales (cession, la libéralisation économique)

Source : Turner & Hulme, 1997 : 153

Une autre typologie différenciant les formes de décentralisation a été formulée par Turner et Hulme (1997). Elle repose sur deux classifications : la nature et la base du transfert d'autorité. La nature du transfert est décrite comme le type d'environnement de la décentralisation, dans lequel Turner et Hulme (1997) soutiennent qu'il y a trois catégories : le transfert d'autorité au sein des structures politiques comme lorsque le gouvernement central transfère certains de ses pouvoirs vers des administrations locales autonomes, puis le transfert dans les structures administratives publiques ou parapubliques de niveau infranational, et enfin le transfert de certaines prérogatives gouvernementales au secteur privé. La base du transfert est décrite comme le type d'établissements qui reçoivent le transfert des pouvoirs (Turner & Hulme, 1997). Dans la base de la cession, Turner et Hulme (1997) identifient deux catégories de la décentralisation, à savoir, la décentralisation territoriale et la décentralisation fonctionnelle. Dans la décentralisation territoriale, le transfert d'autorité est mis en œuvre à un niveau inférieur de l'institution dans la hiérarchie territoriale, telles que les provinces, districts, municipalités ou villages. Dans la décentralisation fonctionnelle, l'autorité est transférée à une institution ou un organisme spécialisé.

Sur la base des deux classifications, Turner et Hulme (1997) ont identifié six types de décentralisation, à savoir : la décentralisation, la déconcentration et la privatisation des fonctions dévolues dans la décentralisation territoriale, la représentation des groupes d'intérêt,

la création d'organismes parapublics et non gouvernementaux quasi autonomes, et la privatisation de certaines fonctions (voir le tableau 7.1). Parmi eux, Turner (1999) a déclaré que la décentralisation est considérée comme la forme la plus appropriée car elle fournit les plus grandes possibilités pour l'implication du niveau local dans les deux institutions : institution gouvernementale et société civile. Toutefois, il a également mentionné que, comme la mise en œuvre de la décentralisation ne signifie pas nécessairement la suppression du rôle du gouvernement central, l'utilisation d'une forme de décentralisation n'est pas nécessairement exclusive (Turner, 1999). Dans ce contexte, il soutient que la pratique de la décentralisation et des relations central-local dans un pays doit combiner les possibilités de former son propre système de décentralisation en fonction de ses objectifs de développement, même si la combinaison des formes de la décentralisation ne doit pas nécessairement utiliser toutes les six formes disponibles, toutes n'étant pas pertinentes par rapport à la situation du pays.

7.2 La décentralisation et la politique de développement urbain en Indonésie

L'histoire de la décentralisation en Indonésie a commencé à partir de l'époque coloniale néerlandaise. Cependant, l'évolution récente du système de décentralisation indonésien a été marquée par la loi n° 22/1999 concernant la gouvernance régionale et la loi n° 25/1999 concernant l'équilibre fiscal entre les gouvernements central et régional, qui a commencé à être effectivement appliquée à partir du 1er janvier 2000. Les deux lois sont devenues des symboles de l'application du système de la décentralisation contemporaine en Indonésie, parce qu'elles ont changé le cadre de la décentralisation "à moitié" qui avait été mis en place près de quatre décennies auparavant, les principales institutions étant de fait encore fortement tributaires du pouvoir central de la capitale, Jakarta (la capitale du pays).

Par conséquent, la discussion du système de décentralisation indonésienne dans ce chapitre sera divisée en deux parties : le système de décentralisation avant et après l'année 2000. Le nouveau système décentralisé a également été amélioré en 2005 par la promulgation des lois n° 32/2004 concernant la gouvernance régionale, et n° 33/2004 concernant l'équilibre fiscal entre le gouvernement central et les gouvernements dans les régions. Néanmoins, la compréhension de l'ancien système s'avère également nécessaire, car la mise en œuvre du nouveau système est considérée comme encore influencée par le système précédent.

7.2.1 La décentralisation et la gestion du développement urbain en Indonésie avant l'année 2001

Les premiers systèmes de décentralisation en Indonésie ont été mis en place au début du XX^{ème} siècle, notamment lorsque le gouvernement colonial néerlandais introduisit la loi de 1903 sur la décentralisation dans les Indes orientales (*Decentralisatiewet 1903*). Cette politique a été entreprise par le gouvernement colonial, plusieurs mouvements de réforme aux Pays-Bas l'ayant appelé à améliorer les conditions sociales dans les colonies (Salim, 2009). La loi de 1903 a été mise en œuvre afin d'accroître l'efficacité de l'administration gouvernementale dans les colonies des Indes orientales en autorisant la formation d'unités de l'administration locale dotées d'un budget propre. Selon cette loi, le gouvernement local est géré par un conseil qui a le pouvoir de créer des réglementations locales sur les questions qui ne sont pas régies par la puissance coloniale (administration centrale). Même si les membres du conseil au niveau de la ville (*Gemeente*) ont été élus, l'administration locale a été placée sous un système à deux niveaux qui implique directement le gouvernement central et le gouvernement local (Salim, 2009). Dans ce système, le gouverneur général de Batavia (l'ancien nom de Jakarta) a entièrement suivi le fonctionnement de chaque gouvernement local dans les colonies des Indes orientales. Rais et al. (2002) expliquent que la tendance à la centralisation du pouvoir, ainsi que la structure très hiérarchisée du système décentralisé en Indonésie sont héritées de l'ère coloniale, transmis à travers l'application de cette loi.

Aux premiers temps de l'Indépendance, souvent désignés comme l'ère de l'"ordre ancien", l'administration Sukarno n'a pas réussi à installer un système de décentralisation approprié dans sa gouvernance régionale. Ford (2000) montre que l'absence d'un bon fonctionnement des mécanismes intergouvernementaux qui concilie les intérêts central et local a été la principale raison de cet échec. L'échec de cette réforme s'explique aussi par l'insuffisance des budgets et le manque de ressources humaines pour mettre en œuvre la décentralisation ainsi que la politique d'autonomie régionale. Toutefois, Ford fait également valoir que même si l'administration de Sukarno a échoué dans tous les aspects du développement, à l'exception de la construction de l'identité nationale et donc dans le développement d'un Etat Unitaire, son administration a mis en place une fondation pour le processus de décentralisation en Indonésie.

En fait, on peut dire que l'Indonésie a été créée comme un pays décentralisé par ses pères fondateurs. L'article 18 de l'*Undang-undang Dasar 1945* (UUD 1945), la constitution indonésienne, stipule que le territoire indonésien est divisé en plusieurs niveaux de régions. En outre, la première loi promulguée par la nouvelle république après la déclaration de

l'indépendance en 1945, a été la loi sur le gouvernement régional, indiquant l'intention des pères fondateurs de mettre en œuvre l'autonomie régionale dans le système de gouvernance en Indonésie. La loi n° 1/1945 sur la formation du Comité régional avait établi une représentation du Conseil des peuples, dirigée par le chef de région et possédant une fonction dans l'administration des affaires locales. Cette loi introduisit également le principe de l'autonomie et de la co-administration (*medebewind*), mettant en relation le gouvernement central et le gouvernement local. Selon de cette loi, les conseils régionaux ont le pouvoir de promulguer des lois régionales ainsi que le devoir de soutenir la mise en œuvre des lois du gouvernement de niveau supérieur et les règlements.

Pourtant, cette première loi de la République, qui a été promulguée à peine quelques mois après la déclaration d'indépendance, n'a pas fourni suffisamment de règles à suivre par l'ensemble des gouvernements régionaux. Par conséquent, une loi nouvelle plus complète : la loi n° 22/1948, loi fondamentale sur l'administration locale, a été introduite et la loi précédente fut abrogée. Cette nouvelle loi représente un engagement envers le principe d'autonomie des régions dans le cadre de l'État unitaire indonésien. Elle a été conçue pour une décentralisation complète, car elle régleme l'élection directe des membres des conseils locaux par les citoyens, la séparation du chef du gouvernement local et du conseil local, et la reconnaissance de l'autonomie étendue par l'ensemble des régions comme régions autonomes, même si ce principe n'est que mis en œuvre qu'à Java et Madura (Salim, 2009). Cependant, comme l'Indonésie restait encore impliquée dans les guerres d'indépendance contre l'autorité coloniale néerlandaise, la loi n'a pas été effectivement appliquée. D'autres raisons viennent expliquer cela, en particulier la stabilisation des conflits internes après le transfert de la souveraineté du gouvernement néerlandais au gouvernement indonésien en 1949, et aussi l'instabilité politique et l'insuffisance des budgets pour mettre en œuvre l'autonomie locale.

Le nouveau parlement (*Konstituante*) découlant de la première élection en 1955 a publié deux lois relatives à la décentralisation et à l'autonomie régionale pour remplacer la loi précédente (n° 22/1948) : la loi n° 32/1956, concernant l'équilibre fiscal entre la région centrale et les droits à l'autonomie gouvernementale, et la loi n° 1 / 1957, concernant la loi fondamentale sur l'administration locale. Ces nouvelles lois représentent un compromis politique en raison de la demande croissante et les menaces de certaines régions de faire sécession ou de réclamer l'indépendance. Cependant, même si ces deux lois ont été décrites comme complètes et comme perfectionnant la loi précédente (Rais et al., 2002: 87), elles n'ont pas réussi à être mises en œuvre. Matsui (2003) soutient que plusieurs facteurs tels que la

déstabilisation du gouvernement central, le déficit budgétaire, le manque de ressources humaines, et le mécontentement croissant au sein des régions externes à Java à l'égard des dotations régionales allouées par l'administration centrale en échange de leur contribution à l'économie nationale, ont été les raisons de cet échec.

En outre, dans l'ère de la « démocratie guidée », c'est-à-dire les dernières années de l'administration de Sukarno entre 1959 et 1965, le gouvernement central avait abandonné la politique de décentralisation et avait créé un système centralisé (Salim, 2009). Selon la Décision du Gouvernement n° 6 / 1959, le gouvernement central nomme le chef du gouvernement local, et nie donc le pouvoir du conseil local de le congédier. D'après ce règlement, le chef du gouvernement local avait une double fonction de responsable de l'autonomie locale selon du principe de décentralisation, et de représentant du gouvernement central selon du principe de concentration. Toutefois, dans la pratique, on réalise que le chef du gouvernement local a souvent tendance à être davantage le représentant du gouvernement central dans la province que le représentant de sa région et de ses administrés.

Ensuite, dans l'ère de l'ordre nouveau de Suharto qui remplaça l'administration de Sukarno (Suharto ayant pris le pouvoir en 1966 avec le soutien de l'armée, et son parti politique ayant ensuite toujours eu la majorité dans les parlements centraux et locaux), le modèle centralisant les relations entre le gouvernement central et les gouvernements locaux a été maintenu, même s'il été déjà critiqué en raison de son échec dans sa mission de développement de toutes les régions du pays. Afin de parvenir à une décentralisation de la structure du gouvernement, l'administration Suharto a présenté la loi n° 5/1974 pour remplacer la loi n° 1/1957 concernant les éléments de base sur le gouvernement dans les régions.

La loi a adopté la politique de décentralisation indonésienne, avec comme principaux objectifs l'intégration nationale, la démocratisation, l'efficacité et l'efficience des processus de gouvernement, la gestion du développement, ainsi que la prestation des services dans les régions (Gerritsen et Situmorang, 1999). Cette loi a introduit la notion d'« autonomie réelle et responsable » (*otonomi yang nyata dan bertanggung jawab*) dans le système de gouvernement régional. Cette notion repose sur trois principes : la dévolution, la co-administration et la concentration, destinés remplacer le concept d'une « large autonomie possible » qui a été introduit par la loi n° 1/1957 dans l'ère de l'administration de Sukarno.. Selon Morfitt (1986) et Rais et al. (2002), l'autonomie régionale en vertu de cette loi ne visait pas seulement le droit des gouvernements locaux ou régionaux, mais elle prônait l'obligation

pour les gouvernements locaux et régionaux d'appuyer le gouvernement central au profit du développement national.

Un peu plus tard, l'administration Suharto a adopté la loi n° 5/1979 concernant le gouvernement de village. En plus de ses efforts pour la mise en place d'un système uniforme, cette loi a été utilisée aussi par le gouvernement central pour renforcer son contrôle et sa surveillance sur les populations locales ainsi que sur leur gouvernement (dans les villages). Cette loi permettait donc la promotion de la stabilité nationale par le biais d'une imposante structure autoritaire qui s'étendait alors du gouvernement central jusqu'à la maille territoriale la plus fine, le village. En outre, elle permit la mise en place d'un système de sécurité du territoire opéré par le pouvoir militaire. Même si la loi reconnaissait l'autorité des gouvernements locaux (article n° 1) et réglementait l'élection du chef du village par sa propre communauté (article n° 5), la loi établissait aussi que le chef du village devait être nommé par le *bupati* (le chef de *kabupaten* ou de district) du candidat élu (article n° 6). D'après cette loi, le chef du village devait être responsable devant le *bupati* au travers du *camat* (le chef de *kecamatan* ou le sous-district) et son rôle se limiter principalement à rédiger des rapports sur la responsabilité de ses choix vis-à-vis des membres du conseil du village (article n° 10). Par conséquent, la responsabilité du chef de village se situait davantage à l'égard du *bupati*, au travers du *camat*, qu'à l'égard de leur communauté.

Selon l'article n° 2 de la loi n° 5/1974, le territoire national était divisé en deux catégories de régions : les régions autonomes et les territoires d'administration, même si ces catégories sont en fait relatives aux mêmes terroirs. Pour mettre en œuvre le principe de la décentralisation, les régions autonomes de premier niveau (*Daerah Tingkat I*) et les régions autonomes de deuxième niveau (*Daerah Tingkat II*) ont été introduites (article n° 3). Et pour la mise en œuvre du principe de déconcentration, le territoire national a été divisé en provinces, chaque province étant ensuite subdivisée en *kotamadya* (municipalités) ainsi qu'en *kabupaten* (districts) (article n° 72). Toutefois, selon l'article n° 74, le nom et la superficie des régions de premier niveau sont les mêmes que celles des provinces, et le nom et la zone des régions de second niveau correspondent à celles du *kabupaten* ou *kotamadya*. Chaque province était donc considérée comme province de la région autonome de premier niveau (*propinsi daerah tingkat I*), et chaque municipalité et *kabupaten* était considérée comme municipalité de la région autonome de deuxième niveau (*kotamadya daerah tingkat II*) ou *kabupaten* de la région autonome de deuxième niveau (*kabupaten daerah tingkat II*).

En outre, selon l'article n° 77 de la loi, le chef des régions de premier niveau est en même temps le chef du territoire de la province ; appelé gouverneur chef de la région de premier niveau (*Gubernur Kepala Daerah Tingkat I*), ou simplement gouverneur, il est responsable devant le Président et le ministre de l'Intérieur (article n° 78). Selon les mêmes articles, les chefs des régions de second niveau représentent le chef du territoire de *kabupaten* ou de *kotamadya* (article n° 77) qui est responsable devant le gouverneur de la province à laquelle ils appartiennent (article n° 78). Ils sont appelés *bupati* chef de la région de second niveau (*bupati kepala daerah tingkat II*) pour les chefs de *kabupaten*, et maire chef de la région de second niveau (*walikota kepala daerah tingkat II*) pour les chefs des municipalités, en abrégé respectivement *bupati* et *walikota*.

De plus, la loi n° 5/1974 donne le droit au gouvernement central d'établir des villes administratives (*kota administratif*) dans le territoire des *kabupaten* à travers de la promulgation de règlement du gouvernement central (article n° 72). La ville administrative est une ville qui a son gouvernement urbain sans parlement local ; elle n'est donc pas une région autonome mais seulement une division du territoire d'une région de second niveau de *kabupaten*. La ville administrative n'a donc que les compétences qui sont dévolues par son gouvernement du *kabupaten* ou par les gouvernements supérieurs. Selon la loi, la ville administrative est dirigée par le maire ou *walikota* (article n° 72) qui est responsable devant le *bupati* dans lequel leur territoire se situe.

La division de l'administration territoriale impliquait également une structure hiérarchisée de l'Etat indonésien avec le gouvernement central au sommet puis le gouvernement provincial qui préside les gouvernements des *kabupaten* et des municipalités (*kotamadya*). En outre, la nomenclature de la structure institutionnelle indique que chaque palier dans le gouvernement régional effectue deux fonctions simultanément. En tant que gouvernement autonome, la région de premier niveau a été appelé province, tandis que les régions de second niveau ont pris le nom de *kabupaten* et de municipalité. Par conséquent, même si la loi déclarait que le chef de chaque niveau de gouvernement régional était la seule autorité dans la région (article n° 80), celui-ci exerçait une double fonction, ce qui créait une ambiguïté dans la nature de son rôle, car il devait être un instrument du gouvernement central dans la région tout en restant un acteur politique local.

Par ailleurs, même s'il a été mentionné que les relations entre les gouvernements central et régional sont basés sur trois principes fondamentaux appliqués simultanément, à savoir : la décentralisation, la déconcentration, et le principe de co-administration, selon la loi

n° 5/1974 la relation entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux était en réalité plus centralisée, du fait que les gouvernements locaux représentaient alors un instrument du gouvernement central. Ainsi, la décentralisation a un sens différent de l'autonomie locale dans le cadre de la décentralisation indonésienne, et les pratiques de concentration ont été en réalité plus évidentes que celles de la décentralisation (Salim, 2009).

Afin de maintenir la supériorité des niveaux supérieurs de gouvernement, l'élection du chef de tous les niveaux de gouvernement relevait des chefs de gouvernement des paliers supérieurs. Le chef de la région de premier niveau, qui est devenu en même temps gouverneur, a été nommé par le président et intronisé par le ministre de l'Intérieur à partir d'une liste composée des noms de trois élus, proposés par les *DPRD I* respectifs ou du parlement de la région de premier niveau. De la même manière, le chef de la région de second niveau, devenu le *bupati* chef de la région de second niveau pour les *kabupaten* ou le *walikota* chef de la région de second niveau pour les municipalités, était nommé par le ministre de l'Intérieur à partir d'une liste composée des noms de trois élus, proposés respectivement par le parlement local de la région de second niveau, pour être intronisé par les gouverneurs respectifs. Salim (2009) montre que les chefs de tous les gouvernements au niveau régional (premier et deuxième niveaux) sont devenus principalement responsables devant leur supérieur plutôt que devant leur parlement local et leurs administrés.

De plus, la loi n° 5/1974 a réduit les pouvoirs des parlements locaux (*DPRD*), comme l'illustre l'article 80 qui stipule que le chef des régions constitue le représentant du gouvernement central dans la région en tant que seule autorité. La puissance réduite du *DPRD*, combinée avec les faibles capacités des membres du parlement local, a conduit vers une situation où le parlement local correspondait davantage à une chambre d'enregistrement qu'à un réel pouvoir politique local. Pour cette raison, donc, le parlement local a souvent été critiqué comme étant un « établissement de quatre D », acronyme de *datang* (venir), *duduk* (s'asseoir), *diam* (taire), et *duit* (l'argent).

En outre, l'application simultanée des trois principes, ainsi que la structure hiérarchique du gouvernement dans le cadre de la décentralisation indonésienne basée sur la loi n° 5/1974 a conduit le gouvernement régional, en particulier le gouvernement local (région de second niveau) à devenir plus dépendant du pouvoir central qu'autonome. Le ministre de l'Intérieur, en tant que coordinateur de tous les gouvernements régionaux, a été le principal agent de la mise en œuvre des politiques du gouvernement central (Gerritsen et Situmorang, 1999). Le Ministère, par ses décrets et instructions a créé un canal de communication entre le

gouvernement central et régional, afin de communiquer les politiques du gouvernement central et des instructions au niveau régional, ainsi que de fournir des directives de mise en œuvre (*juklak* ou *petunjuk pelaksanaan*) et des conseils techniques (*juknis* ou *petunjuk teknis*) pour mettre les politiques en vigueur.

En fait, selon la loi n° 5/1974, chaque région a le droit, l'autorité et l'obligation de réglementer et de gérer ses propres affaires internes en conformité avec les lois et règlements en Indonésie (article n° 7). Toutefois, le transfert et la délégation de l'autorité aux gouvernements provinciaux et locaux devaient être prévus par un règlement du gouvernement (article n° 8) basé sur la capacité du gouvernement régional eux-mêmes. En outre, dans le cas où le gouvernement régional n'aurait pas encore la capacité de gérer et mettre en œuvre certaines compétences, le gouvernement central ne lui déléguait pas ses responsabilités, celles-ci étant dévolues aux sièges des institutions du gouvernement central ou aux institutions verticales dans la région, tant au niveau provincial qu'au niveau local, pour assurer la gestion et mettre en œuvre l'exercice des compétences du gouvernement central dans la région sous la coordination du chef du territoire régional (article n° 85). Ce n'est qu'à partir de 1995 que le gouvernement central a exécuté un programme pilote de deux ans pour l'autonomie régionale dans 26 districts et municipalités. Ce programme pilote était orienté vers la mise en œuvre de la décentralisation dans les districts et les municipalités pilotes, avec plus de compétences pour gérer leurs propres affaires. Il témoigne du fait que précédemment le principe de dévolution prévu par la loi n'avait pas été appliqué, celle-ci étant orientée vers la fonction de la déconcentration avec un certain degré de co-administration.

Dans le domaine de l'aménagement du développement urbain et du territoire, la République n'avait pas eu sa propre loi jusqu'à la promulgation de la loi n° 24/1992 relative à ces domaines. Auparavant, le pays appliquait une loi héritée de l'ère coloniale néerlandaise : l'Ordonnance Urbaine de 1948 (*1948 Stadsvormingsordonnantie - SVO*) et son règlement d'application (*1949 Stadsvormingsverordening - SVV*), comme base légale du développement urbain (Dirjosisworo, 1978 ; Hudalah et Woltjer, 2007). Les lois préparées avant la seconde guerre mondiale et la guerre de lutte pour l'indépendance par un célèbre juriste néerlandais, Logemann, et un urbaniste connu, Karsten, ont été promulguées dans les dernières années de l'époque coloniale avant le transfert de la souveraineté néerlandaise à la jeune République de l'Indonésie en 27 décembre 1949. En fait, ces lois étaient axées sur l'amélioration des conditions urbaines dans les municipalités javanaises qui faisaient à l'époque déjà face au problème d'urbanisation (Giebels, 1986; Hudalah et Woltjer, 2007). Néanmoins, il a résulté

de la mise en œuvre de ces lois de nombreuses critiques dans l'ensemble du pays, en raison des préjugés coloniaux et du Java-centrisme.

Hudalah et Woltjer (2007) montrent que la première loi postcoloniale d'aménagement du territoire indonésien a été simplifiée, ne fournissant que des règles générales et des classifications pour la réalisation des plans d'aménagement du territoire aux niveaux national, provincial et local. La loi avait encore besoin de lignes directrices détaillées et de normes qui devaient être préparés par le gouvernement national sous la forme des réglementations des ministères. Pourtant, les directives opérationnelles n'ont été achevées qu'à l'époque de la crise économique asiatique de 1997, crise qui a par ailleurs frappé le pays gravement et a aussi déclenché la chute du Président Suharto, conduisant la république indonésienne à des réformes vers un système plus démocratique et plus décentralisé. Le grand changement dans le système politique du pays dans l'ère de la *reformasi* (réforme à partir de l'année 1999) fut la modification de la première loi d'aménagement du territoire indonésien. En 2007, une nouvelle loi fut introduite avec la promulgation de la loi n° 26/2007 sur l'aménagement du territoire.

Dans le cadre des institutions de planification et du développement, y compris de l'aménagement urbain et du territoire, les trois paliers de gouvernement exercent leurs fonctions de planification propres (Oetomo et Koesbiantoro, 1999). Au niveau central, la Commission nationale de planification du développement (*Badan Perencanaan Pembangunan Nasional* - Bappenas), constituait l'institution la plus importante dans les affaires urbaines en Indonésie. Elle a mené sur le long terme des plans de développement socio-économique à l'échelle nationale et même des plans quinquennaux nationaux de développement (Repelita), tandis que chaque ministère sectoriel élaborait ses propres plans au niveau national et régional sous sa coordination. Dans les affaires urbaines, Bappenas a établi des politiques de développement urbain à la fois au sein de la structure des plans quinquennaux de développement national et par sa position à la tête du Conseil de Coordination Nationale du Développement Spatial (*Badan Koordinasi Penataan Ruang Nasional* - BKTRN), une unité spéciale de développement urbain qui a la tâche de veiller à ce que les activités de toutes les agences impliquées dans le développement urbain travaillent dans la même direction ; sous le précédent régime d'Ordre Nouveau, tous les programmes sectoriels de développement urbain devaient être approuvés par Bappenas (Atkinson, 1998).

Les autres institutions importantes à ce niveau étaient le Ministère des Finances (MdF), le Ministère des Travaux Publics (MdTP), et le Ministère de l'Intérieur (MdI). Le

MdF est celui qui avait une autorité importante pour déterminer si un projet pouvait être financé ou pas. Dans la situation de la domination des fonds nationaux dans le développement urbain, tous les projets de développement urbain sont hautement tributaires de l'approbation du MdF. Toutefois, le MdTP était l'institution responsable du développement de toutes les grandes infrastructures telles que les routes, l'approvisionnement en eau, le drainage, l'assainissement comme pour l'élimination des déchets urbains ou encore pour la mise en œuvre des projets de développement urbain à l'époque de l'Ordre Nouveau. Néanmoins, au niveau national, c'est le MdI qui jouait le rôle principal dans la création et le maintien de la structure générale des fonctions et des relations des gouvernements provinciaux et locaux, mais aussi par la nomination des gouverneurs, des maires, chef de *kabupaten*, et chefs de *kota administratif*. De plus, certains autres ministères exerçaient des responsabilités dans les affaires urbaines, en particulier dans le développement sectoriel, tels le Ministère de l'Education Nationale qui avait la responsabilité du développement des établissements d'éducation, et le Ministère de la Santé, avait eu la responsabilité de développement des hôpitaux et cliniques.

Aux niveaux régionaux, qui comprennent des régions de premier niveau (les provinces) et de deuxième niveau (les municipalités et *kabupaten*), en plus de l'existence de leurs propres institutions provinciales et locales (*Dinas Daerah* ou les services provinciaux et locaux) chargées mettre en œuvre leurs compétences comme région autonome, chaque organisme du gouvernement central a son siège dans la région qui est responsable de la mise en œuvre des projets et des programmes du gouvernement central dans la région : bureau provincial (*Kantor Wilayah* - Kanwil) au niveau de la province et bureau de département ministériel (*Kantor Departemen* - Kandep) au niveau de municipalité ou du *kabupaten*. Il existe des fonctions parallèles entre le Dinas et le *Kanwil* ou *Kandep*. Aussi, toutes les institutions ont la responsabilité d'exécuter les programmes et projets en fonction de leur compétence et de leur capacité. Cependant, étant donné la prédominance des fonds du gouvernement central dans les programmes de développement urbain, les capacités les plus importantes en termes de ressources humaines, financières et techniques, se retrouvent davantage dans les *Kanwil* ou *Kandep* que dans les Dinas.

Les régions ont préparé des plans sectoriels ainsi que des plans d'aménagement pour leur propre région sous la coordination du *Bappeda Propinsi Daerah Tingkat I* : bureau provincial de planification du développement pour les provinces (*Badan Perencanaan Pembangunan Daerah Propinsi*) et pour les *kabupaten* ou municipalités (*Bappeda*

Kabupaten/Kotamadya Daerah Tingkat II). Les *Kanwil* et *Kandep* devaient se coordonner avec le gouverneur ou avec le maire/*bupati*. Pourtant, étant donné que la responsabilité des *Kanwil* et *Kandep* était directement liée à leur supérieur dans le ministère, ils avaient de tendance à tenir davantage compte des intérêts du gouvernement central que de ceux de la région. De plus, tous les plans régionaux devaient être autorisés par le niveau supérieur de gouvernement avant de pouvoir entrer en vigueur. Il y avait deux procédures d'autorisation : d'une part le système d'autorisation spéciale appliqué à la planification spatiale de la province et aux plans de quelques grandes villes stratégiques, y compris la région capitale de la province de Jakarta; d'autre part la procédure normale d'autorisation relevant du gouverneur de la province, appliquée pour les plans des autres régions et des villes de moindre importance.

Dans ce contexte, Salim (1999) soutient que le gouvernement central avait tendance à préserver son pouvoir en instrumentalisant ses institutions dans les régions ainsi que les institutions des gouvernements régionaux et locaux, les régions et les gouvernements régionaux étant manipulés politiquement et économiquement par le gouvernement central dans cette période. De fait, toutes les questions politiques dans les régions, y compris l'élection du chef de la région, les politiques de développement ainsi que leurs plans, leurs budgets et leur exécution, étaient alors presque uniquement décidées par le gouvernement central (Salim, 1999). Par conséquent, l'ère de l'Ordre Nouveau qui a utilisé les lois n ° 5 / 1974 et n ° 5 / 1979 pour organiser la relation entre le gouvernement central et les gouvernements des régions et des villages dans un régime plus centralisé, y compris pour les activités visant à la gestion du développement urbain.

Pour faire face au processus d'urbanisation et afin d'améliorer la capacité de développement urbain, le gouvernement central, en plus de placer le *Kandep* au niveau local, a mis en œuvre des programmes de développement urbain dans certaines villes, surtout dans les grandes villes municipales qui connaissaient déjà une forte pression démographique et une croissance élevée de la population urbaine, comme à Jakarta, Surabaya, Bandung ou Medan. Le premier programme de développement urbain massif a été le *Kampung Improvement Program* (KIP). Ce programme de type "*site and services*" avait le but d'améliorer la qualité de l'environnement des *kampung* (les quartiers informels urbains dans les grandes villes) par la mise à niveau des routes et des sentiers, l'amélioration des drainages, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'élimination des déchets solides urbains, et dans certains cas en fournissant des écoles et des cliniques. Il fut présenté pour la

première fois à Jakarta en 1969 (connue sous le nom de programme de Muhammad Husni Thamrin ou MHT programme), puis à Surabaya quelques années plus tard (sous le nom de programme de Wage Rudolf Supratman ou WR Supratman programme). A partir de 1974, le programme a été élargi avec un appui de la Banque mondiale à de nombreuses villes indonésiennes.

Puis, au cours des années 1980 et 1990, le gouvernement central indonésien a introduit des programmes spéciaux de développement urbain avec le soutien ponctuel de donateurs internationaux. Dans la première phase, ces programmes ont été menés dans cinq grandes villes métropolitaines : Jabotabek (Jakarta-Bogor-Tangerang-Bekasi), Surabaya, Bandung Raya, Medan et Makasar, sous les noms respectifs de JUDP (Jabotabek Urban Development Project), SUDP (Surabaya Urban Development Project), BUDP (Bandung Urban Development Project), et MMUDP (Metropolitan Medan Urban Development Project). Les projets étaient généralement constitués de deux parties distinctes, avec des investissements physiques d'une part et d'autre part le développement institutionnel. Ce développement institutionnel intégrait les institutions des gouvernements locaux dans certains domaines tels que l'approvisionnement en eau, les ponts et chaussées, le drainage, la gestion des déchets solides, l'assainissement, l'amélioration des *kampung*, le développement ou l'amélioration des infrastructures de marché et des réseaux de bus. Pour la mise en œuvre de ces projets, le Ministère des Travaux Publics a établi des bureaux de développement dans les régions concernées.

Depuis 1985, afin d'élargir le développement des infrastructures urbaines dans les autres villes, surtout dans quatorze villes plus petites mais appelées à devenir des centres métropolitains, à l'image de Semarang, Palembang, Malang, Cirebon, Surakarta, et Bandar Lampung, le gouvernement central a commencé à promouvoir des programmes intersectoriels intégrés au développement des infrastructures urbaines (IUIDP), désignés sous le nom de « *urban development project* (UDP) » : CUDP pour la ville de Cirebon, ou encore SSUDP pour Semarang et Surakarta qui ont été exécutées dans un "paquet" de projets. En plus de l'objectif d'améliorer les conditions de vie et de santé des populations urbaines par la fourniture d'infrastructures urbaines, celles-ci relevant de la responsabilité du ministère des Travaux Publics, ces programmes ont également intégré la promotion de la décentralisation, l'augmentation de la mobilisation des ressources locales, et le renforcement des capacités de gestion urbaine au niveau local (Winarso & Mattingly, 1999).

Dans les années 1990, un autre projet de développement urbain du gouvernement central a été financé également par des donateurs internationaux, appelé le projet des villes secondaires (*Secondary Cities Program*) et le IKIDP (*Integrated Kabupaten Infrastructure Development Program*), ces deux programmes étant à destination des centres urbains ayant le statut de ville administrative. Les programmes qui avaient été exécutés dans plus de 150 petites villes des municipalités et des *kabupaten* par le Ministère des Travaux Publics, ont leur origine dans le programme d'amélioration des *kampung* (KIP), avec l'introduction de « paquets d'amélioration » avec notamment la mise en place d'un système d'approvisionnement en eau, ou la gestion des déchets urbains, le développement des routes et des sentiers urbains, qui sont liés aux problèmes des *kampung* informels présents au sein de nombreuses ville indonésiennes (Atkinson, 1998).

En conséquence, les objectifs communs des projets ont été non seulement d'améliorer les conditions de vie urbaine dans les petites villes secondaires, dans les municipalités et *kabupaten*, mais aussi de renforcer les capacités de gestion urbaine dans leur gouvernement local respectif (BAsD, 2000). Par conséquent, ces programmes ont suivi la procédure générale de l'IUIDP qui devait s'ouvrir par un plan d'évaluation de développement de l'IUIDP (IDAP) préparé par le gouvernement local respectif comme une référence spatiale à long terme pour le processus de planification financière relatif au développement économique et spatial futur de la ville ainsi qu'aux investissements en infrastructures à entreprendre (Atkinson, 1998).

Pourtant, bien que l'intention ait été que les gouvernements locaux devraient générer leurs propres programmes, le gouvernement central a embauché des consultants étrangers afin d'aider les gouvernements locaux à coordonner les programmes et les informations (Atkinson, 1998). En outre, compte tenu de la complexité des projets, en raison de la participation de nombreux organismes de mise en œuvre impliquant des niveaux central, provincial et local, les projets couvrant de nombreuses villes dans chaque "paquet", le Directeur Général des Etablissement Humains du Ministère des Travaux Publics en tant que le principal organisme du niveau central a largement modifié les composants des projets, dans la mesure où les éléments des projets n'ont été que partiellement pertinents par rapport aux objectifs initiaux (BAsD, 2000). De plus, l'allocation des fonds des projets dans de nombreuses villes, soit l'équivalent d'environ 2 à 3 millions de dollars pour chaque ville, ayant été relativement faible par rapport au budget de développement global de chaque gouvernement local, la volonté des gouvernements locaux d'être impliqués aux projets est restée limitée (BAsD, 2000). Il en résulte un manque de vision stratégique locale réelle des problèmes de développement urbain

dans leur ensemble, et également un manque de conscience de la nécessité d'intégrer le développement des infrastructures urbaines fermement dans d'autres aspects de la politique et des pratiques locales. Atkinson (1998) considère que ces processus ont conduit à déresponsabiliser les gouvernements locaux dans la gestion de leurs propres affaires, et à les soumettre à l'intervention constante du niveau central et provincial, les maintenant dans une « culture de commande » inhibant l'esprit d'initiative local (Atkinson, 1998).

Les projets qui ont alors été mis en œuvre par les institutions du gouvernement central dans les régions étaient, d'un côté, l'expression des efforts du gouvernement central pour soutenir la capacité des gouvernements locaux dans la gestion de développement urbain. Mais, d'un autre côté, ils ont montré la faiblesse des institutions de développement urbain dans les régions, surtout à l'échelle locale à la fois dans les grandes municipalités et dans les *kabupaten*. La capacité des gouvernements locaux dans la mise en œuvre de leur autonomie et de la décentralisation, y compris concernant la gestion des processus de développement urbain dans les *kabupaten*, n'a pas été améliorée par ces projets, du fait de la forte dépendance des gouvernements locaux à l'égard des programmes et les directives du gouvernement central et même au niveau provincial.

7.2.2 La décentralisation en Indonésie dans la période actuelle, après l'année 2000

Dans le cadre de ses réformes politiques, la République d'Indonésie a lancé l'application du nouveau cadre de la décentralisation depuis le début d'année 2001, comme la mise en œuvre de nouvelles lois n° 22/1999 (appelée aussi loi de décentralisation ou d'autonomie régionale) et n° 25/1999 (loi de l'équilibre fiscal) proposées par le gouvernement de transition de Habibie. Le nouveau cadre de la décentralisation est considéré comme une réponse à la demande générale de décentralisation fiscale et politique. Cette volonté a émergé avec la crise économique, sociale et politique consécutive à la crise asiatique (1997) dont l'épilogue politique en Indonésie fut la démission du Président Suharto en 1998. Rais, Gaffar et Rasyid (2002), montrent que la raison principale de l'instauration de ce nouveau cadre de décentralisation est d'alléger la charge de travail du gouvernement central dans les affaires intérieures pour qu'ils puissent se concentrer sur la prise en compte des tendances mondiales. Ce choix politique s'est concrétisé comme une stratégie politique visant à revaloriser l'économie indonésienne et par extension sa place dans l'économie mondiale. Cependant les nouvelles lois ont également été perçues comme une réponse au risque de « balkanisation » du territoire national qui pesait alors sur le pays. Cette crainte des dirigeants indonésiens

s'explique aussi par l'indépendance du Timor Leste survenue en 1999 et dont aurait pu résulter un effet de domino, exacerbant les volontés sécessionnistes dans d'autres régions indonésiennes (Salim, 1999).

Les objectifs principaux de ce nouveau cadre de décentralisation sont d'améliorer la démocratisation, de renforcer le rôle et la participation de la société en matière de développement, d'accroître l'équité et la justice, et de mobiliser la diversité et le potentiel des régions à travers de l'attribution à celles-ci de responsabilités importantes ainsi que davantage de possibilités quant à la gestion de leur propre développement, avec l'attente d'une sensibilisation accrue des gouvernements locaux aux besoins et aux problèmes de leur région (Salim, 1999). Sur la base de nouvelles lois, des responsabilités importantes concernant la fourniture des services publics ont été dévolues aux provinces, municipalités, et *kabupaten*. De plus, un nouveau mécanisme de financement public a été introduit par la loi de l'équilibre fiscal comme un "paquet" dans les lois de décentralisation. Cette loi, qui faisait jusqu'alors défaut en Indonésie, a été adoptée pour soutenir les régions dans la mise en œuvre de nouvelles initiatives de décentralisation et les aider à mieux déterminer la répartition de leurs dépenses publiques selon leurs propres besoins et intérêts.

Par la suite, en 2004, l'administration de la Présidente Megawati Sukarnoputri a remplacé les deux lois mentionnées précédemment par les lois n° 32/2004 sur le gouvernement régional et n° 33/2004 sur l'équilibre fiscal entre gouvernement central et gouvernement régional. Même si les deux nouvelles lois maintiennent la structure décentralisée de l'Etat, Said (2005) mentionne que Ryaas Rasyid, l'un des concepteurs clés de la décentralisation en 1999, critique désormais les deux nouvelles lois de 2004 car elles traduisent selon lui une volonté de recentralisation du gouvernement central en réduisant considérablement l'autorité des gouvernement locaux dans certains domaines comme la gestion des ressources naturelles, l'investissement, le recrutement et la promotion du personnel, la législation et l'expansion budgétaire. Depuis les nouvelles lois de 2004, d'autres objectifs majeurs ont été stipulés dans le cadre de la décentralisation, comme l'amélioration de la qualité de vie de la communauté, des services publics, et la compétitivité régionale sur l'ensemble du territoire national.

La place de l'autorité publique est considérée comme la différence fondamentale entre l'ancien et le nouveau cadre de décentralisation. Le nouveau cadre transfère aux pouvoirs régionaux et locaux (municipalités et *kabupaten* en particulier) la plupart des pouvoirs et des compétences (y compris toutes les fonctions de gouvernement sauf les autorités dans les

affaires étrangères, défense, sécurité, judiciaire, fiscal et monétaire, les affaires religieuses, et certains domaines de politique économique), alors qu'ils étaient dévolus à l'administration du gouvernement central dans l'ancien cadre. Ce nouveau cadre de décentralisation peut être interprété comme une décentralisation totale ou extrême, comme le montre l'expression de « *big bang decentralization* » parue dans un rapport de la Banque Mondiale en 2003.

Le nouveau cadre de décentralisation a aussi défini des services qui incombent désormais obligatoirement aux autorités locales. La loi n° 22/1999 stipulait explicitement que les fonctions obligatoires des gouvernements locaux dans les *kabupaten* et les municipalités sont la santé, l'éducation, la culture, l'agriculture, les transports, l'industrie et le commerce, l'investissement, l'environnement, la gestion des terres, le développement des coopératives et du travail (article n° 11 de la loi n° 22/1999). La révision de ce texte par la loi n° 32/2004 énonce les domaines obligatoires et ceux qui résultent d'un choix entre le gouvernement provincial et les gouvernements locaux des municipalités constituant la province. La liste des prérogatives gouvernementales à chaque échelon du territoire apparaissent dans le tableau 7.2 (ci-dessous). Donc, le nouveau cadre de la décentralisation implique des droits clairs pour les gouvernements provinciaux et locaux, et a mis un terme à l'ancienne notion de « *otonomi yang nyata dan bertanggung jawab* » (l'autonomie réelle et responsable) qui plaçait l'accent sur les devoirs des gouvernements locaux et régionaux envers le gouvernement central. En outre, le nouveau cadre de la décentralisation relance le concept de l'« *otonomi yang seluas-luasnya* » (large autonomie possible), comme cela avait été introduit par l'administration de Sukarno.

Quant à la loi d'équilibre fiscal et à sa révision elles accompagnent le processus de décentralisation et introduisent un système de partage des revenus entre le gouvernement central et celui des régions à travers un mécanisme appelé *dana perimbangan* ou fond d'équilibre. Le *dana perimbangan* devient une partie des sources de revenu local autre que le Revenu Intérieur de la région (*Pendapatan Asli Daerah* - PAD) et les autres revenus (*Pendapatan Lain-lain*). Selon la loi, il y a trois mécanismes de *dana perimbangan* : les fonds de partage des recettes (*Dana Bagi Hasil*), les fonds d'allocation générale (DAU ou *Dana Alokasi Umum*), et les fonds d'allocation spéciale (DAK ou *Dana Alokasi Khusus*).

Les fonds de partage des recettes proviennent des taxes et des revenus de la gestion des ressources naturelles locales, pour lesquelles les proportions de chaque niveau de gouvernement sont réglementées par la loi. Le montant des DAU et DAK transférés aux régions est déterminé par une formule développée par le Ministère des Finances, incorporant

notamment la taille de population, le nombre de population pauvre, la taille du budget du gouvernement central, et les fonctions qui sont transférées ; le poids de chaque variable peut être changé chaque année. Ces lois appliquent le principe de « l'argent suit la fonction » en ce qui concerne le financement du processus de décentralisation, dans lequel les affaires transférées aux gouvernements locaux sont accompagnées par des ressources financières, tandis que les affaires qui sont déconcentrées au gouvernement provincial sont accompagnées de financements correspondants.

Tableau 7.2 : La répartition des fonctions obligatoires entre gouvernement central, provincial et local selon la loi n° 32/2004, articles n° 10, 13 et 14

Le gouvernement central	Le gouvernement provincial	Le gouvernement local
<ul style="list-style-type: none"> • Affaires étrangères • Défense • Sécurité • Justice • Finances et budget • Affaires religieuses 	<ul style="list-style-type: none"> • Planification et contrôle du développement • Aménagement de territoire • Maintien de l'ordre public • Fourniture de services publics • Soins de santé • Education et allocation des ressources humaines • Réduction de problèmes sociaux régionaux* • Service régional de main-d'œuvre • Développement des coopératives et des petites et moyennes entreprises, y compris régionales* • Gestion de l'environnement • Administration des biens fonciers, y compris régionaux* • Services civils (enregistrement) • Administration des affaires publiques • Administration de l'investissement, y compris régional* • Services de base que le gouvernement local ne peut mener à bien • Autres affaires comme stipulé par la présente loi 	<ul style="list-style-type: none"> • Planification et contrôle du développement • Aménagement urbain et de territoire • Maintien de l'ordre public • La fourniture de services publics • Soins de santé • Education • Lutte contre des problèmes sociaux • Service de main-d'œuvre • Développement des coopératives et des petites et moyennes entreprises • Gestion de l'environnement • Administration des biens fonciers • Services civils (enregistrement) • Administration des affaires publiques • Administration de l'investissement • Autres services de base et d'autres affaires tel que stipulé par la présente loi

* Le terme « régional » a le sens de transfrontalier des kabupaten/municipalités dans le territoire de la province

L'autre différence fondamentale du nouveau cadre de décentralisation par rapport à l'ancien réside dans la relation entre le gouvernement central et les gouvernements de niveau

local. La loi n° 22/1999 stipule que le territoire du pays est divisé en régions de provinces, districts et municipalités (article n° 2), qui sont toutes autonomes dans le sens que toutes les régions ont des institutions exécutive et législative, et n'ont pas de relation hiérarchique entre elles (article n° 4) ; ceci bouleverse le principe hiérarchique jusqu'alors en vigueur, même si elle reste le gouverneur de province continue d'agir comme représentant du gouvernement central face aux gouvernements locaux dans son territoire.

Pourtant, par la suite, la loi n° 32/2004 a révisé l'absence de relations entre régions autonomes en affirmant que les gouvernements régionaux, y compris les gouvernements provinciaux et locaux, ont des liens avec le gouvernement central et avec d'autres gouvernements régionaux dans la conduite des affaires gouvernementales selon les principes d'autonomie (article n° 2). Cette révision est considérée comme une réponse à la difficulté pour les gouverneurs de coordonner les développements dans les régions au sein de leur territoire à l'époque de l'application de la loi n° 22/1999, étant donné qu'ils n'ont plus directement de pouvoir politique face aux chefs des *kabupaten* et des municipalités. Un journal national montre cette difficulté en rapportant que les maires et les chefs de *kabupaten* ont rejeté la participation aux réunions de coordination du développement convoquées par le gouverneur, au motif que le gouverneur n'était plus leur supérieur (*Media Indonesia*, 19 août 2001).

Pourtant, jusqu'à présent, les coopérations de développement entre les gouvernements régionaux, en particulier entre les provinces et leurs *kabupaten* et/ou municipalités, sont encore assez difficiles à réaliser dans cette ère d'autonomie régionale. Ainsi *Kompas*, un journal national en Indonésie, rapporte la plainte du gouverneur de la Province des Iles de Bangka Belitung, Eko Maulana Ali, concernant les difficultés de mise en oeuvre de la coopération au développement entre les provinces et leurs *kabupaten* et/ou municipalités, *a fortiori* si les *bupati* et/ou les maires veulent participer à la prochaine élection au poste de gouverneur et pensent qu'ils seront en compétition avec le gouverneur en place à l'élection (*Kompas*, 2011)¹. « Un tel esprit de concurrence n'est pas bon pour le développement et peut

¹ D'après la loi, le chef de l'exécutif de la province, du *kabupaten* et de la municipalité est le Gouverneur, le *Bupati* (le chef de *kabupaten*), et le *walikota* (le maire) respectivement, tandis que les institutions législatives dans la région sont le parlement provincial (*DPRD Propinsi*), le parlement de *kabupaten* (*DPRD Kabupaten*), et le parlement de municipalité (*DPRD Kota*). Dans le but de promouvoir la démocratisation dans la région, la loi n° 22/1999 stipule que tous les chefs de région et leurs adjoints sont élus par les membres de leur parlement régional, sans ingérence du gouvernement central ou du gouvernement provincial (article n° 34). Ils sont élus à partir d'une liste associant les candidats et de leurs adjoints par paire, liste établie auparavant par un comité d'élection formé par la région en dehors des éléments de gouvernementaux (article n° 34). La loi n° 32/2004 a

rendre certains programmes de développement qui nécessitent une coopération entre province et *kabupaten* et/ou municipalités incapables de fonctionner effectivement » (Ali, 2011, cité par *Kompas*, 2011). Par conséquent, Eko Maulana Ali espère que le concept de l'autonomie locale pourra être reformulé afin de contrôler les excès des ambitions politiques et des intérêts personnels de certains dirigeants locaux.

Concernant la division territoire de l'Indonésie, la loi n° 22/1999 a supprimé l'existence du statut de ville administrative. Afin d'organiser les villes administratives existantes, la loi donne l'opportunité aux villes administratives de devenir des municipalités si elles satisfont aux exigences énoncées à l'article n° 5 de la loi (article n° 125). Sinon, la loi a ouvert aussi la possibilité de supprimer leur statut si les villes ne peuvent pas satisfaire à ces exigences au plus tard deux ans après la promulgation (article n° 125). La loi a introduit également la possibilité de faire une réorganisation du territoire en termes de « *pemekaran daerah* », c'est-à-dire la création de nouvelles régions autonomes au niveau provincial ainsi qu'au niveau local. En outre, la loi a introduit le mécanisme de *penghapusan dan penggabungan* (la suppression et la fusion), c'est-à-dire la suppression d'une région pour la fusionner à l'autre région de même échelle, si la région ne peut pas organiser son autonomie régionale (article n° 6).

La loi n° 32/2004 renforce les possibilités de « *pemekaran wilayah* » en clarifiant les exigences pour la création de nouvelle région, qui, selon l'article n° 6 de la loi n° 22/1999, devaient être fixées par règlement du gouvernement. En plus des exigences techniques qui comprennent des facteurs importants de la formation de région autonome tels que la capacité financière, le potentiel, le nombre de la population, la superficie, les facteurs social, culturel, politique, la défense et la sécurité de la région, la loi n° 32/2004 stipule qu'il y a aussi des exigences administratives et physiques relatives à la territorialité (article n° 5).

Les exigences administratives de réorganisation de territoire (« *pemekaran daerah* ») à l'échelon de la province sont : l'accord des parlements locaux et l'accord des chefs de *kabupaten* et des maires des *kabupaten* et municipalités qui constitueront des parties de la province nouvellement formée ; l'accord du parlement provincial et du gouverneur de la province "parente" ou de la province qui sera divisée ; et la recommandation du Ministre de l'Intérieur. Les exigences administratives de « *pemekaran daerah* » à l'échelon du *kabupaten*

révisé ce règlement de sorte que le chef et le chef adjoint de la région sont élus dans une paire directement par le peuple dans la région respective (article n° 24). Le rôle du gouvernement supérieur dans l'élection des chefs de la région a donc été supprimé dans le nouveau cadre de la décentralisation en Indonésie.

ou de la municipalité sont l'accord du parlement local et du chef de *kabupaten* ou du maire du *kabupaten* ou de la municipalité qui seront divisés ; l'accord de parlement provincial et du gouverneur de la province respective ; et la recommandation du Ministre de l'Intérieur (article n° 5).

Les exigences physiques de la territorialité pour la création d'une nouvelle province imposent à celle-ci d'inclure au moins cinq *kabupaten* ou municipalités ; elles sont d'inclure au moins cinq *kecamatan* ou sous-districts pour la création d'un nouveau *kabupaten*, ou 4 quatre *kecamatan* pour la création d'une nouvelle municipalité, ainsi que la disponibilité de sites potentiels pour les futurs développements et la disponibilité d'équipements et d'infrastructures pour mettre en œuvre la gouvernance (article n° 5).

L'élimination du statut de ville administrative et l'ouverture de la possibilité de création de nouvelles régions ont stimulé les créations de régions provenant des anciennes villes administratives ou du « *pemekaran daerah* ». Le nombre des provinces en Indonésie est passé de 26 provinces en 1999 (après la séparation de la Province de Timor Oriental selon le referendum) à 33 provinces en 2008, soit sept nouvelles provinces. Dans la même période, le nombre des *kabupaten* et municipalités est passé de 314 *kabupaten* à 491, soit 177 nouvelles "régions" au niveau local qui comprennent des 35 nouvelles municipalités et 142 nouveaux *kabupaten*. Il est intéressant de noter que toutes les nouvelles régions de niveau local proviennent de « *pemekaran* » des *kabupaten*, tant de *kabupaten* à *kabupaten* (d'un *kabupaten* à plus d'un *kabupaten*) ainsi que de *kabupaten* à municipalité (d'un *kabupaten* à plus d'un *kabupaten* et municipalité). Ceci signifie que les *kabupaten* sont des circonscriptions locales dont la tendance prédominante est d'être divisée. Et dans une création de nouvelles régions, la circonscription "parente" ne doit pas seulement partager le territoire ainsi que la population. Elle doit également partager ses ressources avec les nouvelles régions respectives, y compris les ressources en personnel dans l'organisme gouvernemental, ainsi que les ressources financières reçues du gouvernement central dans la forme de DAU et de DAK. Dans ce contexte, le *pemekaran daerah* peut être regardé comme une perte pour les *kabupaten* "parents", si les *kabupaten* ont seulement des ressources limitées pour répondre aux nécessités d'amélioration de leur capacité d'organiser leur autonomie régionale, surtout si les *kabupaten* "parents" doivent se dessaisir d'une partie de leur potentiel dans le *pemekaran daerah*.

Il est également à noter que la plupart des « *pemekaran daerah* », en particulier dans les autres îles en dehors de l'île de Java, sont des « *pemekaran daerah kabupaten* » qui produisent de nouveau *kabupaten* économiquement défavorisés. En revanche, la plupart des

« *pemekaran daerah* » qui se produisent dans l'île de Java concernent la conversion de *kabupaten* en municipalités par détachement de certaines parties plus développées d'un *kabupaten* pour former une nouvelle municipalité. Risadi (2008) montre que parmi les 39 nouveaux *kabupaten* créés entre 2004 à 2008, 27 sont nés de *kabupaten* "parents" économiquement défavorisés, avec pour objectif d'améliorer les conditions de leur développement dans la région. Il soutient que la plupart des créations de nouvelles municipalités après la mise en oeuvre la loi n° 22/1999, renforcée par la loi n° 32/2004, ont également pour motivation d'améliorer leur croissance en se détachant de *kabupaten* "parent" afin de ne plus avoir à partager leurs avantages en termes de ressources avec d'autres parties du *kabupaten* "parent" (Risadi, 2008). Pourtant, l'étude du Bappenas et PNUD montre que, en général, la plupart des nouvelles régions n'étaient pas initialement dans de meilleures conditions que les régions parentes, même si ces créations visent habituellement à améliorer le niveau de développement dans la région (Bridge, 2008).

Dans ce contexte, on observe l'existence d'une perception différente entre l'attente du gouvernement central et l'attente des gouvernements locaux à l'égard du « *pemekaran daerah* ». L'attente du gouvernement central quant à la création de nouvelles régions est d'augmenter la qualité des services publics, en réduisant la distance des citoyens aux services publics et aux institutions démocratiques, afin d'améliorer le bien-être de la population, mais au niveau local cette possibilité est avant tout perçue comme un « chemin » pour le développement et la croissance économique (Bridge, 2008). Par conséquent, la plupart des créations de nouvelles régions a été le fait de régions défavorisées, même si de nombreuses nouvelles régions créées restent encore en retard du point de vue de leur développement, comparativement à leur région parent comme du point de vue normatif. La situation de sous-développement dans les nouvelles régions s'explique notamment par des problèmes structurels propres à chaque région en termes de potentiel économique la plupart de ces nouvelles régions ayant un grand taux de populations pauvres, un niveau médiocre de formation de la population, y compris pour le personnel des gouvernements locaux, un faible niveau d'équipement en infrastructures, une faible disponibilité de services publics, une dépendance financière à l'égard du gouvernement central, et une mauvaise gestion des budgets locaux, avec une masse salariale pour les fonctionnaires dans le gouvernement local souvent plus importante que le montant des investissements de la région (Bridge, 2008).

Les autres caractéristiques importantes du nouveau cadre de la décentralisation sont l'uniformité et la soudaineté de la réforme. La soudaineté se réfère à la brièveté du temps dont

disposent toutes les régions pour mettre en œuvre l'initiative de décentralisation. La loi n° 22/1999 a commandé à tous les niveaux de gouvernement de commencer la mise en service effective de la nouvelle structure décentralisée du pays dans les deux ans après promulgation de la loi, indépendamment de la volonté et de la capacité de chaque région pour réaliser et gérer la mise en œuvre des autorités décentralisées (article n° 132). En conséquence, le gouvernement central a par la suite décidé de poursuivre les réformes de décentralisation à partir du premier janvier 2001, soit environ un an et demi après la promulgation de la loi. Ce temps de préparation, de mise en service de la nouvelle organisation, des responsabilités, devoirs, droits de chacun a été très court, surtout pour les petites municipalités ou *kabupaten* qui habituellement ont de faibles capacités institutionnelles dans leur organisme gouvernemental. En comparaison, les Philippines ont pris environ cinq ans et demi pour mettre en place une organisation décentralisée, et à Ceylan la décentralisation est un processus long de 60 ans, avec une efficacité en termes de démocratie locale pourtant plus faible que celui mis en œuvre en Indonésie dont la structure décentralisée fut très rapidement opérationnelle (USAID, 2009).

Ce nouveau cadre de la décentralisation en Indonésie impose, en principe, l'uniformisation des responsabilités et des pouvoirs attribués aux régions de même niveau à l'échelle nationale, les lois successives de décentralisation (n° 22/1999, puis n° 32/2004) ne réglementant que les différences de compétences selon les échelons territoriaux. Dans la pratique, ce n'est pas le cas pour toutes les régions. Les caractéristiques et les capacités de chaque région sont en effet extrêmement variées, notamment dans les domaines des ressources naturelles et humaines, des caractéristiques démographiques, de la disponibilité des infrastructures, de la mise en réseau de leur territoire avec d'autres régions ou d'autres pays, mais également dans la capacité de gestion de leurs organisations sociétales et gouvernementales. Au niveau provincial, par exemple, les différences démographiques peuvent être considérables. En 2000, si l'on ne recense que 529,689 habitants dans la province de la Papouasie de l'Ouest (Papua), on dénombre environ 35,7 millions d'habitants pour la seule province de Java Ouest. L'écart démographique est donc incontestable ; il est encore plus marquant lorsqu'on le ramène à la superficie respective des deux provinces : 114 566,40 kilomètres carrés pour la première et 36.925,05 kilomètres carrés pour la seconde. En général, les provinces de l'île de Java bénéficient de meilleures infrastructures et services que les provinces périphériques (en dehors de Java et Bali). De plus, les caractéristiques et capacités des provinces en dehors de Java sont également très différentes entre elles. Or, en

dépit des différences dans leur organisation et leur capacité de gestion, en vertu de cette loi de décentralisation, toutes les provinces sont tenues d'appliquer les mêmes mesures.

Au niveau local, la loi cadre de la décentralisation a conduit tous les *kabupaten* et municipalités à exercer les mêmes niveaux de responsabilités et de compétences, en dépit des fortes différences dans leurs caractéristiques, telles que la superficie, le nombre d'habitants, les activités économiques, comme dans l'organisation spatiale de leur territoire. Par exemple, sur les 63 municipalités existant en Indonésie en 2000, seules dix municipalités comptaient plus d'un million d'habitants, alors que plus de trente municipalités avaient moins de 250 000 habitants. Les *kabupaten* présentent également une grande variété : par exemple, le *kabupaten* de Nunukan dans la province de Kalimantan Est, à côté de l'État de Sabah en Malaisie, a seulement environ 70.000 habitants, alors que le *kabupaten* de Bandung, à côté de la municipalité de Bandung dans la province de Java Ouest, a une population de plus de 3 millions d'habitants. De nombreux *kabupaten*, surtout en dehors de Java, comptent moins de 200 000 habitants dans les années 2000, alors que quelques *kabupaten* dans l'île de Java ont plus d'un million d'habitants dont plus de la moitié vivant dans les zones urbaines (cf. première partie).

Un autre facteur important de différenciation entre les *kabupaten* et les municipalités réside dans les caractéristiques de la distribution et de la concentration de la population et des activités économiques dans leur superficie. En tant que région urbaine, les municipalités ont habituellement une agglomération urbaine dans laquelle leur population et leurs activités économiques se concentrent. Mais, bien que considérés comme régions non urbaines avec une moindre densité de population et d'activités économique que les municipalités, la plupart des *kabupaten* ont plus d'une agglomération urbaine. Certains *kabupaten*, surtout ceux de l'île de Java, ayant déjà une (ou plusieurs) agglomération urbaine avec des centaines de milliers de résidents urbains, en plus de plusieurs autres agglomérations urbaines de plus petite taille.

Compte tenu de ces très grandes variations de leurs caractéristiques, les *kabupaten* et municipalités ont également des capacités d'organisation gouvernementale très différentes, surtout pour bien mettre en œuvre les transferts de responsabilités et de compétences. Cette mise en œuvre est probablement plus aisée pour les gouvernements locaux qui avaient bénéficié des programmes d'amélioration de la capacité de leurs institutions, telles les régions qui avaient été utilisées comme site de projet pilote pour l'application de la décentralisation en 1995 ou les grandes municipalités qui avaient fait l'objet d'améliorations par les projets de

développement urbain dans la période précédente, mais ce n'est pas le cas pour les autres, surtout pour les petits *kabupaten* qui n'ont pas reçu ce genre de programme.

Conclusion

L'Indonésie a commencé d'entrer dans un nouveau cadre de la décentralisation à partir de la promulgation de la loi n° 22/1999 qui est ensuite remplacée par la loi n° 32/2004. Cette décision, dont on peut penser qu'elle était destinée également à éviter le processus de balkanisation de la nation après la crise économique et la chute du régime de 32 ans de Suharto, a apporté de nombreux grands changements dans les pratiques de gouvernance dans les régions. Elle a bouleversé les caractéristiques d'un pouvoir centralisé et le système hiérarchique du gouvernement régional qui prévalaient en Indonésie dans le cadre précédent pour imposer un modèle de décentralisation, en mettant l'accent sur la décentralisation au niveau local, c'est-à-dire dans les *kabupaten* et les municipalités. Dans ce contexte, on peut retenir quatre caractéristiques principales de l'application de cette initiative de décentralisation par rapport à l'ancien cadre : (1) l'importance accordée à la décentralisation plutôt qu'à la déconcentration, notamment au niveau local ; (2) l'élimination de la relation hiérarchique du gouvernement local en plaçant la ligne de la responsabilité à l'horizontale ; (3) des dispositions claires quant à l'allocation des fonds du gouvernement central aux gouvernements locaux ; et (4) la voie d'application rapide et uniforme de la loi. De plus, afin de développer la capacité de gestion urbaine dans les petites villes des *kabupaten*, le nouveau cadre de décentralisation a supprimé le mode de création de la capacité associé au statut de ville administrative dans la période précédente au profit d'un nouveau cadre de gouvernance dans la région.

Dans le domaine du développement urbain, le nouveau cadre de la décentralisation a également transféré aux gouvernements régionaux des compétences et des pouvoirs en matière de gestion du développement urbain, précédemment exercés par le gouvernement central à travers les bureaux techniques du programme de développement urbain du ministère des Travaux publics, l'accent étant mis désormais sur les gouvernements des municipalités et des *kabupaten*. Cependant, la nature de l'application, rapide et uniforme, du nouveau cadre de décentralisation pour tous les gouvernements régionaux, et les caractéristiques différentes entre les régions, surtout entre les municipalités et les *kabupaten*, ont eu pour conséquence des incidences différentes selon les régions.

Les courants de pensée évoqués dans ce chapitre apportent des éléments de discussion sur les différentes implications de l'introduction des changements du cadre de la décentralisation en Indonésie dans le domaine de la gestion du développement urbain au niveau local. Le chapitre suivant propose une analyse des influences différentes du processus de décentralisation sur la capacité de gestion du développement urbain dans les *kabupaten*.

Chapitre VIII

Les problèmes institutionnels du développement urbain des *kabupaten* dans le nouveau cadre de la décentralisation

Introduction

L'Indonésie a connu un très grand changement en termes de gouvernance en passant de l'ère de l'Ordre Nouveau (structure de l'Etat centralisé, certains parleront même de *Javacentrisme*) à l'ère de la Réforme (*Reformasi*). Cette nouvelle ère, débutant en 2001, est marquée par un double processus de décentralisation et de démocratisation. La décentralisation a constitué un grand changement dans la mesure où cela a transféré de nombreuses responsabilités du gouvernement central vers les gouvernements des provinces et des mailles territoriales inférieures (*kabupaten et kota*). Avec ce transfert de compétences, les gouvernements provinciaux comme locaux se sont vus octroyer des responsabilités totalement nouvelles, comme la gestion de leurs ressources et l'aménagement de leurs territoires. En conférant de nouvelles responsabilités aux gouvernements provinciaux et locaux, cette évolution structurelle de l'Etat indonésien a induit des modifications du cadre institutionnel régissant l'aménagement territorial comme l'aménagement urbain. Or, de ces modifications ont résulté à tous les niveaux de pouvoir des difficultés tant dans la mise en place des nouvelles institutions que dans l'identification de leur rôle et de leur fonction. Ces problèmes s'expliquent notamment par le caractère soudain, brutal du processus de décentralisation ainsi que par l'uniformité dans son application. Certaines de ces difficultés, aujourd'hui bien connues, persistent encore dix ans après la mise en place de la décentralisation.

Ce chapitre discutera des problèmes institutionnels liés au développement urbain dans les *kabupaten* depuis la mise en place des premières lois de décentralisation. Cette discussion devrait permettre de cerner les évolutions successives du cadre régissant l'aménagement urbain lors de la mise en place d'un processus long, la décentralisation. En retour la discussion devrait apporter des connaissances nouvelles sur les conséquences de la décentralisation dans la gestion du développement urbain à un niveau local. Suivra une discussion sur l'apparition de problèmes institutionnels dans les politiques de développement urbain liée au nouveau cadre décentralisé, ainsi que sur les réponses proposées par les institutions concernées pour y palier.

L'une des promesses faites par la décentralisation est de renforcer la gouvernance locale en fournissant de meilleurs services comme une gestion plus efficace du processus d'urbanisation. Plusieurs arguments vont dans ce sens en expliquant que la décentralisation permettra d'améliorer la qualité des processus décisionnels au niveau local. Il en découlerait en conséquence une meilleure qualité de services publics comme une planification du développement économique pour les localités correspondant davantage aux réalités locales rencontrées par les administrés. Dans cette logique, la décentralisation est souvent présentée comme un processus gagnant/gagnant (« *win-win* ») pour les populations. En effet, dans la mesure où la décentralisation confère plus de compétences et davantage de ressources fiscales aux collectivités territoriales locales, elle renforce les pouvoirs comme la capacité d'action des institutions et gouvernements locaux. Parallèlement, ce transfert de compétences et de pouvoirs vers des institutions plus locales contribue à rapprocher les administrés des processus décisionnels qui conditionnent leur environnement urbain. On observe également, avec la décentralisation, une meilleure représentation des intérêts des populations, mais aussi une responsabilisation des acteurs politiques qui s'explique aussi par une vigilance accrue de la part de la société civile. Toutes ces évolutions se traduisent généralement par une augmentation des services publics pour tous, grâce au rapprochement entre les administrés et leurs institutions.

L'urbanisation constitue un élément essentiel du développement économique d'un pays, mais elle reste un processus complexe mettant en jeu des décisions qui ne font pas toujours l'unanimité et suscitent des conflits liés à la répartition des dépenses publiques. Si le processus d'urbanisation des principales villes d'un pays conditionne en partie le développement économique national, c'est parce qu'il doit normalement conduire à une meilleure répartition des infrastructures sociales, économiques et urbaines, ainsi qu'à la fourniture d'un éventail de services plus large. Forbes et Lindfield (1998) a fait valoir qu'il existait trois grandes questions interdépendantes concernant le processus de l'urbanisation dans les pays en développement : d'abord la réduction de la pauvreté et le développement économique en milieu urbain ; puis l'environnement urbain et le développement durable ; et enfin le développement des ressources humaines et la qualité de vie de la société. En ce qui concerne la croissance de la population urbaine et le processus de développement urbain, Davey (1993) montre que les deux tâches fondamentales pour l'aménagement urbain et sa gestion sont d'une part la régulation de la croissance urbaine pour éviter la détérioration de l'environnement, mais aussi celle des niveaux de vie pour les populations urbaines, et d'autre

part, la planification du développement des infrastructures urbaines afin d'anticiper le développement physique indésirable (par exemple l'étalement urbain) et adapter la croissance économique aux évolutions du tissu urbain.

Si la réalisation de ces objectifs semble aisée, il n'en va pas de même dans la réalité dans la mesure où les centres urbains constituent souvent des lieux de croissance démographique rapide engendrant de très hautes densités. De ce fait, la plupart des problèmes résultant du processus d'urbanisation, y compris les problèmes sociaux et économiques, se retrouvent souvent concentrés sur le territoire des gouvernements locaux. Dans ce contexte, l'un des problèmes fondamentaux concernant le traitement du processus d'urbanisation est la capacité limitée des gouvernements locaux à gérer leur développement urbain, notamment dans les pays en développement (Parkin, 1982, voir aussi Peltenburg et al., 2000, Adjei, 2000, et Cohen, 2006). Les capacités des administrations locales présentent aussi de fortes différences entre les grandes villes qui concentrent souvent les richesses et les petites villes (Cohen, 2006). Laquian (1995) considère que les formes traditionnelles de la gouvernance urbaine en Asie du Sud sont insuffisantes pour gérer la pression liée à la croissance rapide de la population urbaine. Par conséquent, on attend du processus de décentralisation ainsi que de certains éléments de renforcement des capacités des gouvernements urbains qu'ils permettent de mieux gérer les défis liés au processus d'urbanisation (Devas et Rakodi, 1993).

En outre, Blair (2000) soutient que les promesses importantes de la décentralisation sont que le gouvernement au niveau local deviendra plus sensible aux désirs des citoyens et plus efficace dans les prestations de services. Toutefois, ceci ne se produira que si le processus de décentralisation se fonde également sur une participation populaire et la responsabilisation des acteurs de la gouvernance locale. La participation populaire, définie comme la reconnaissance du rôle des citoyens dans les prises de décision du gouvernement local, devrait ainsi constituer un canal de communication entre les citoyens et les conseils locaux ainsi que par des organisations de la société civile, tandis que la responsabilité serait de s'assurer que le gouvernement local respecte ses engagements. Dans ce contexte, les politiques publiques devraient servir les besoins de la population en leur fournissant davantage de services et des infrastructures appropriées et renforcer la croissance économique. Ces efforts pourraient alors conduire à une gestion plus appropriée de l'urbanisation et du processus de développement urbain.

Une décentralisation efficace requiert en outre un transfert des capacités financières vers l'administration locale, mais aussi la formation ou l'amélioration de la capacité des

fonctionnaires pour assurer l'amélioration de la qualité et l'efficacité des services publics. Le sens de la décentralisation dans sa conception la plus complète se réfère à un processus de transfert des pouvoirs politiques, administratifs et fiscaux (et donc financiers), ainsi que de la capacité institutionnelle aux bureaux de gouvernement infranationaux ou locaux. La décentralisation politique, au sens de la délégation de certains pouvoirs politiques, notamment en matière d'urbanisation, est censée conduire à une plus grande participation des populations locales et des organisations issues de la société civile à la vie politique locale. Quant à la décentralisation fiscale, elle est considérée comme un outil efficace pour accroître la capacité financière de trouver les ressources nécessaires pour le développement local, y compris les programmes de développement urbain, ainsi que pour accroître l'efficacité de leur allocation budgétaire aux administrations locales.

Cependant, sur la base de son analyse sur une trentaine de municipalités choisies au hasard au Mexique, Grindle (2007) fait valoir que les maires et autres élus constituent la source la plus importante de changement dans le programme de décentralisation, leurs idées, leurs compétences en termes de leadership local, comme leurs stratégies politiques, constituant les clés d'une telle approche. Les responsables nommés dans l'administration locale sont également importants, puisqu'avec le maire et les autres élus, ce sont eux qui ont le plus la capacité à établir des programmes publics ainsi qu'à bien disposer des ressources publiques pour atteindre les objectifs du programme de décentralisation : ensemble, ils doivent trouver des ressources pour des projets de développement, gérer les affaires courantes de l'administration locale, assister les citoyens dans leurs démarches, mais aussi résoudre les conflits entre les acteurs du développement local.

8.1 Les problèmes institutionnels des politiques de développement urbain en Indonésie dans le nouveau cadre de la décentralisation

Le processus de décentralisation engagé en 2001 a changé l'organisation du travail dans la mise en œuvre du développement, en particulier dans le développement local. Les changements ne concernent pas seulement le niveau local auquel de nombreux pouvoirs et compétences sont délégués, mais aussi le niveau national comme en témoignent les changements de l'organisation du travail dans les institutions du gouvernement central. Il est important de souligner que tous les changements observés ne sont pas nécessairement convergents, certains d'entre eux visant à rétablir les formes antérieures de certaines

institutions, montrant que les gouvernements, y compris le gouvernement central, tendent à répondre par un « bégaiement » à la mise en œuvre du processus de décentralisation en Indonésie.

8.1.1 Les changements institutionnels au niveau central après la promulgation du nouveau cadre de la décentralisation

Au niveau central, le *Bappenas* avait été l'institution la plus importante de la période de l'« Ordre Nouveau » avec un rôle dans la planification du développement national, mais aussi dans le développement des politiques d'aménagement et des projets urbains. Son rôle a été sensiblement réduit par l'application du nouveau cadre de décentralisation et la transmission de la plupart des fonctions de développement aux régions. Il a aussi été réduit du fait de l'intention du gouvernement central d'améliorer les fonctions des ministères afin d'avoir une plus grande autorité et d'accélérer la mise en œuvre du développement dans les régions. Avec la décentralisation, le rôle du *Bappenas* se limite à la planification des politiques de développement à l'échelle nationale, ce qui n'en fait plus l'institution la plus importante du pays à l'ère de la Réforme (*Reformasi*). Les seules prérogatives qui lui ont été laissées concernent la poursuite du travail de planification des projets de développement dans le cadre de l'ensemble du budget des investissements du gouvernement central. Néanmoins et contrairement à l'époque précédente, l'approbation du budget alloué à la planification du développement national n'est plus sous l'autorité du *Bappenas*, mais sous celle du Ministère des Finances.

Dans le domaine de l'aménagement urbain et du territoire, le rôle du *Bappenas* a également été réduit. Le gouvernement central ayant, dès l'année 2000, décidé de transmettre certaines compétences en matière de développement urbain et territorial au Ministère de la Coordination de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (*Menko Ekuin ou Menteri Koordinator bidang Ekonomi, Keuangan dan Industri*). Selon le décret présidentiel n° 62/2000, la position du *Bappenas* en tant que chef du Conseil de Coordination Nationale pour le Développement Spatial (BKTRN) a été transférée au *Menko Ekuin*. En réalité, le *Bappenas* joue encore un rôle dans l'équipe politique de développement urbain depuis le début de l'ère de la Réforme, car il lui est attribué par décret la position de secrétaire de BKTRN, mais il n'a plus de rôle dans l'exécution des politiques, car le décret stipule que le Ministère des Travaux Publics exerce le rôle de chef d'équipe technique (*Tim Teknis*) du BKTRN, devenue, avec la décentralisation, l'institution responsable de la réalisation des projets.

Le changement a également porté sur l'institution d'aménagement urbain au sein du Ministère des Travaux Publics (MdTP). Le ministère avait été restructuré premièrement dans le courant de l'année 1999 pour se préparer à ses nouvelles fonctions. Ses divisions étaient alors élargies par sa fusion avec le Ministère du Logement (MdL) au sein du Ministère du Logement et de l'Aménagement de Territoire (MLAT ou *Departemen Permukiman dan Pengembangan Wilayah*), passant des trois directorats généraux du MdTP : Etablissements humains, Irrigation, Voirie) à cinq directorats généraux: Aménagement urbain et territorial (*Direktorat Jenderal Penataan Ruang dan Pengembangan Wilayah*), Infrastructures régionales (*Direktorat Jenderal Pengembangan Prasarana Wilayah*), Développement urbain (*Direktorat Jenderal Pengembangan Perkotaan*), Développement rural (*Direktorat Jenderal Pengembangan Perdesaan*), Développement des établissements urbains (*Direktorat Jenderal Pengembangan Permukiman*).

Il est à noter que ce grand changement était une tentative pour améliorer la capacité du nouveau ministère dans la gestion de l'aménagement et du développement urbain et territorial. Le Directeur général de l'Aménagement urbain et territorial est un nouveau directeur dont la création était destinée à accueillir les fonctions nouvelles du ministère telles que stipulées par la loi n° 24/1992 sur l'aménagement urbain et territorial, fonctions qui relevaient du Directeur général des Etablissements humains dans la période précédente. Ensuite, la création de Directeur du Développement urbain, comme de celui du Développement rural, peut être considérée comme une amélioration du Directeur de Développement Urbain et Rural (*Direktorat Tata Kota dan Tata Daerah - DTKTD*), avec une subdivision en deux nouveaux directorats du Directeur général des Etablissements humains dans son organisation précédente. Ce Directeur général est maintenu, mais ses fonctions sont alors partagées avec autres directorats généraux, à savoir : Développement urbain, Développement rural, Développement des établissements urbains, comme les anciens directorats généraux des Irrigation et Voirie soient fusionné au directorats général de l'Infrastructures Regionales.

La configuration du ministère a été à nouveau modifiée en 2001, ce-dernier devenant Ministère du Logement et des Infrastructures Régionales (MLIR) et ses directorats généraux étant réduits à quatre, à savoir : les directorats généraux de l'Aménagement urbain et territorial (*Direktorat Jenderal Penataan Ruang*), du Développement urbain et rural (*Direktorat Jenderal Tata Perkotaan dan Tata Perdesaan*), du Logement et des établissements humains (*Direktorat Jenderal Perumahan dan Permukiman*), et des Infrastructures régionales (*Direktorat Jenderal Prasarana Wilayah*).

Ce nouveau ministère a été modifié encore une fois en 2004, avec la séparation des fonctions de développement des logements, celles-ci revenant au Ministère du Logement (MdL), comme auparavant. Après cette restructuration dans son organisation et son fonctionnement, le MLIR était constitué de directorats généraux similaires à ceux constituant le MdTP dans la période précédant l'ère de décentralisation : directorats généraux des Etablissements humains, de l'Irrigation, et de la Voirie, auxquels s'ajoutait le directeur général de l'Aménagement du territoire. En 2009, ce ministère est redevenu Ministère des Travaux Publics (MdTP), comme avant de la décentralisation, tout en conservant ses quatre mêmes directorats généraux.

C'est seulement depuis la fin de janvier 2011 que le Directeur Général de l'Aménagement du Territoire (*Direktorat Jenderal Penataan Ruang*) possède un directeur correspondant à ses fonctions de développement urbain (*Direktorat Perkotaan*). Les autres directorats sont les directorats de l'Aménagement Urbain et Territorial National (*Diraktorat Tata Ruang Nasional*), de développement de programme (*Direktorat Bina Program*), et deux directorats de développement du Territoire (*Direktorat Pengembangan Wilayah I et Direktorat Pengembangan Wilayah II*). Avant l'année 2011, les divisions au sein du directeur général de l'Aménagement de Territoire étaient construites sur le principe des grandes régions : directorats de la région Ouest (*Direktorat Wilayah Barat*), de la région Centre (*Direktorat Wilayah Tengah*), et de la région Est (*Direktorat Wilayah Timur*), en plus du directeur de l'aménagement de territoire national (*Direktorat Tata Ruang Nasional*).

Des changements ont également eu lieu dans d'autres ministères importants afin d'améliorer l'application de la décentralisation, notamment le Ministère de l'Intérieur (MdI), chargé d'inciter les gouvernements régionaux à assumer les fonctions nouvelles et à administrer leur territoire en vertu de leurs nouveaux pouvoirs, et le Ministère des Finances (MdF), chargé d'orienter et de développer la capacité financière des gouvernements régionaux à travers l'organisation de l'équilibre budgétaire dans les régions, ainsi qu'une certaine égalité dans les opportunités des gouvernements régionaux de développer leurs propres revenus fiscaux de la région ou les PAD (Banque Mondiale, 2003).

Dans le Ministère de l'Intérieur (MdI), le directeur général de l'Administration Publique et de l'Autonomie Régionale (PUOD ou *Direktorat Jenderal Pemerintahan Umum dan Otonomi Daerah*) avait disparu en 1999, remplacé par le ministère de l'Autonomie Régionale. Mais ce nouveau ministère fut à son tour supprimé, en août 2000, pour fusionner, avec le Ministère de l'Intérieur et former le Ministère de l'Intérieur et de l'Autonomie

Régionale. Quant au directeur général, il vit son nom remplacé par directeur général de l'Administration Publique et du Gouvernement Régional (PUMDA ou *Direktorat Jenderal Pemerintahan Umum dan Pemerintahan Daerah*) (Banque Mondiale, 2003).

Ensuite, en janvier 2001, le ministère a créé un nouveau directeur général, le directeur général de l'Autonomie Régionale (*Ditjend OTDA ou Direktorat Jenderal Otonomi Daerah*), pour diriger et développer l'application de l'autonomie régionale en réduisant certaines tâches du PUMDA (Banque Mondiale, 2003). Un autre directeur général le directeur général du Développement Régional (*Ditjend BANGDA ou Direktorat Jenderal Pembangunan Daerah*), datant de l'ancienne époque, a également été chargé du développement de l'organisation et de l'institution du développement régional dans le cadre de la décentralisation. Ce directeur général avait été appelé *Ditjend BINA BANGDA ou Direktorat Jenderal Pembinaan Pembangunan Daerah* (le directeur général de l'Encadrement du Développement Régional) pour quelques mois seulement entre 1999 à 2000 (Banque Mondiale, 2003).

Les changements organisationnels du Ministère des Finances (MdF) ne sont pas aussi importants que ceux du Ministère de l'Intérieur (Mdl) ou du Ministère des Travaux Publics (MdTP). Pour soutenir l'application de nouveau cadre de la décentralisation, le MdF a créé un nouveau directeur général, le Directeur Général des Finances du Gouvernement Régional (*Ditjend KPD ou Direktorat Jenderal Keuangan Pemerintahan Daerah*) à partir de janvier 2001. En outre, le ministère a élargi les fonctions d'un de ses directeurs généraux, celui du budget (*Ditjend Anggaran*), pour organiser les tâches d'approbation du budget de développement national transférées au *Bappenas* (Banque Mondiale, 2003).

8.1.2 Les changements institutionnels au niveau infranational après la promulgation du nouveau cadre de la décentralisation

Au niveau infranational, c'est-à-dire au niveau provincial (ou « régional » dans l'échelle de *Propinsi*) et même au niveau local (les *kabupaten* et municipalités), l'autonomie régionale et les transferts de compétences et de responsabilités dans le cadre de la décentralisation ont été accueillis avec enthousiasme. A l'image de certaines communautés locales soucieuses de leur développement et donc de leur devenir, de nombreuses communautés ont proposé la création de nouvelles régions. De nombreux *kabupaten* et municipalités ont aussi proposé une fusion pour créer de nouvelles provinces en se séparant

de l'ancienne province ou de la province "parente". A un niveau encore plus local, on retrouve des cas un peu similaires, puisque de nombreuses localités urbaines dans certains *kabupaten* ont proposé de se séparer de l'ancien *kabupaten* (ou du *kabupaten* "parent") pour obtenir un nouveau statut de municipalité (*kota*). Dans d'autres cas, certains *kabupaten* dont les territoires pouvaient être particulièrement étendus, ont été divisés afin de créer de nouveaux *kabupaten* et rapprocher ainsi les administrés des processus de décisions démocratiques. Il y avait 26 provinces en 1999 après la séparation du Timor Leste du reste de la République indonésienne, et 314 *kabupaten* et municipalités avant l'application de la loi de décentralisation et d'autonomie régionale. Le nombre de provinces a été porté à 33 et le nombre de *kabupaten* et municipalités a atteint 491 à la fin d'année 2008. Cette réorganisation des régions a également été accompagnée par des transferts de personnel, soit du gouvernement central aux gouvernements régionaux, soit des gouvernements régionaux dépendant de l'ancien découpage vers les provinces nouvellement créées.

De plus, les réformes politiques ont accru la démocratie, bien qu'elles aient été largement critiquées pour le coût élevé de leur mise en œuvre. Avec ces réformes, l'élection du chef régional et de son adjoint au suffrage universel et direct a eu lieu pour la première fois en juin 2005, soit environ un an après la promulgation de la nouvelle loi sur la gouvernance régionale. En Août 2006, six gouverneurs, 208 *bupati* (chefs de *kabupaten*) et 38 maires ont été élus directement par leurs communautés (Salim, 2009). Et à présent, toutes les régions provinciales ou locales ont une expérience de l'organisation d'élections directes pour élire leur chef de région.

Malgré les difficultés d'une transition totale et soudaine, certains gouvernements locaux ont réagi rapidement aux nouvelles possibilités d'adopter des lois et d'établir des politiques pour améliorer leur développement local. Le rapport sur l'évaluation de l'application de la décentralisation démocratique en Indonésie montre que certains gouvernements locaux ont répondu à ces nouvelles possibilités dès la première année de l'application de la loi de décentralisation (USAID, 2009). Par exemple, en 2001, le *Bupati* (chef de *kabupaten*) de Bandung, dans la province de Java Ouest, a commencé à tenir un dialogue public hebdomadaire, marquant un précédent innovant visant à élargir les canaux de communication entre le gouvernement, les populations locales/administrés et le milieu des affaires. Le DPRD de la municipalité Pontianak, dans la province du Kalimantan Ouest, a adopté une loi locale qui vise à améliorer la qualité des services publics, et développer le *Standard Operating Procedure* (SOP) des services publics fourni par la région. Le

gouvernement local de Sidoarjo, à Java Est, a quant à lui rationalisé son organisation gouvernementale en réduisant le nombre de *Dinas* (bureaux de service) de 25 à 21 et a éliminé 15 unités de sous-bureaux de service. En trois ans de mise en œuvre, de nombreux gouvernements locaux ont fait des efforts concertés pour améliorer les services publics, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation primaire.

Pourtant, beaucoup des gouvernements locaux ont été par la suite submergés dans le traitement de diverses tâches, fonctions, rôles et responsabilités qui ont été transférés simultanément de manière soudaine et brutale (Firdaus, 2006). Selon le rapport de l'USAID, aucun gouvernement local et provincial en Indonésie ne dispose des capacités humaines et organisationnelles nécessaires pour exercer pleinement ses compétences et responsabilités décentralisées (USAID, 2009). De plus, la plupart des gouvernements locaux n'ont pas d'expérience dans la gestion de leurs propres affaires et ont bien souvent perdu leur créativité à cause de la période de l'Ordre Nouveau qui prônait une gouvernance centralisée (Firdaus, 2006).

Les difficultés ont été multipliées aussi à cause des nombreux changements de ligne directrice pour le développement organisationnel des gouvernements régionaux, stipulés par le gouvernement central. Après la promulgation de la loi de décentralisation, le gouvernement central a promulgué les règlements d'orientation pour la constitution et l'organisation des gouvernements dans les régions. Jusqu'à la fin de l'année 2007, il y a eu trois règlements du gouvernement central (*Peraturan Pemerintah* ou *PP*) sur cette question : successivement les PP n° 84/2000, PP n° 8/2003, PP n° 41/2007, chacun modifiant le précédent. Seul le PP n° 84/2000 a été accompagné par un texte du ministère de l'Intérieur définissant avec précision la réglementation et les modalités de son application.

Les différences fondamentales entre ces règlements se trouvent dans les trois grands types d'institutions, que sont les institutions des services (ex : le *Dinas Pertanian*, ou le Service de l'Agriculture), les institutions administratives (ex : *Kantor* = bureau) et enfin les institutions locales dans l'organisation du gouvernement régional tel qu'autorisé par le gouvernement central. Selon le décret PP n° 84/2000, l'organisation du gouvernement régional doit être formée sur la base de cinq considérations. La première règle concerne les compétences et les fonctions gouvernementales que le gouvernement régional se doit d'exercer ; la seconde est que le gouvernement régional soit formé en fonction des particularités, du potentiel et des besoins de la région ; la troisième et la quatrième concernent respectivement la prise en compte des capacités financières de la région, ainsi que de la

disponibilité de ressources en personnel ; la cinquième règle porte sur le modèle de développement de la coopération interrégionale et/ou avec des tiers. Par ailleurs, le règlement avait organisé les gouvernements régionaux selon trois types d'organisme, avec le secrétariat de la région (*Sekretariat Daerah*)¹, l'organisme de service de la région (*Dinas Daerah*)², et l'organisme technique de la région (*Lembaga Teknis Daerah*)³.

Ce type d'organisation était appliqué à tous les niveaux administratifs des gouvernements régionaux, du niveau provincial (*propinsi*) au niveau local (*kabupaten* et municipalités), sans distinction entre eux. En outre, même si la loi N° 50/2000 du ministère de l'Intérieur stipule que les gouvernements régionaux sont contraints de faire une étude des besoins préalablement à l'organisation des institutions gouvernementales afin d'avoir la conception la plus appropriée en fonction des caractéristiques de leur territoire (article n° 14), le règlement n'a pas fixé de limites aux gouvernements régionaux dans la formulation de leur conception organisationnelle des institutions. À travers la réglementation du ministère de l'Intérieur n° 50/2000, le gouvernement central a donné un modèle d'organisation au gouvernement régional, avec 18 organismes de service et 15 organismes techniques, et a laissé la détermination des types et du nombre d'institutions gouvernementales dans chaque gouvernement régional à lui-même, en fonction de ses capacités, de ses besoins et de ses charges de travail.

Dans ce contexte, la régulation du ministère a également mis en avant l'opportunité pour les régions plus développées d'avoir un plus grand nombre d'organismes de service en divisant les fonctions. Par exemple, l'organisme de gestion de l'agriculture qui intègre traditionnellement des fonctions telles que la gestion des forêts, le développement des cultures vivrières, des plantations, ou encore de l'élevage, peut aussi les diviser en quelques organismes de services afin de permettre aux services importants de devenir une institution à part entière (articles n° 15 et n° 16). Il en va de même pour les autres institutions qui souhaiteraient donner une place plus importante à certains services comme celui des travaux

¹ Le secrétariat de la région est l'organisme qui aide le chef de la région dans l'exécution des tâches liées à la gouvernance, y compris l'administration, l'organisation, la gestion et la prestation des services administratifs de toutes les institutions et bureaux de services du gouvernement régional.

² L'organisme de service est l'élément de mise en œuvre dans les gouvernements régionaux effectuant les tâches et les fonctions de décentralisation, ainsi que les tâches de la déconcentration spécifiquement pour le gouvernement provincial.

³ L'organisme technique de la région constitue quant à lui un élément de soutien au gouvernement régional dans l'application de certains domaines ou fonctions, et selon le règlement, ces organismes peuvent être formés comme des agences ou des bureaux dans l'organigramme du gouvernement régional.

publics qui peut être divisé selon les fonctions de l'aménagement urbaine et de territoire, du développement des logements, des travaux publics, de l'assainissement et l'hygiène, de développement d'irrigation.

Plus récemment, le règlement du gouvernement central n° 8/2003 a limité le nombre d'organismes du gouvernement régional à seulement 10 organismes de services et 8 organismes techniques. Pour la Capitale, la province de DKI Jakarta qui a un statut spécial dans les gouvernements régionaux en Indonésie, le règlement fixe la limite à 14 organismes de services et 8 organismes techniques. Dans le même temps, la réglementation a limité également le nombre d'organismes gouvernementaux dans les *kabupaten* et les municipalités. Pourtant, le règlement ne différencie pas ces derniers selon leurs caractéristiques et leur niveau de croissance et de développement : tous les *kabupaten* et municipalités, qu'ils soient grands ou petits, développés ou sous-développés, urbanisés ou non-urbanisés, ont la même organisation en 14 organismes des services et 8 organismes techniques. Le règlement stipule aussi que toute région doit avoir une force de service de police locale pour maintenir l'ordre public et la sérénité, et faire respecter les réglementations locales.

Plus récemment encore, le règlement du gouvernement central n° 41/2007 a changé la réglementation et la limitation des types et du nombre d'organismes de services et d'organismes techniques dans l'organisation des gouvernements régionaux. Conformément au nouveau règlement de l'année 2007, l'organisation du gouvernement régional doit comprendre le *sekretariat daerah* (le secrétariat de la région), le *sekretariat DPRD* (le secrétariat du parlement de la région), l'*inspektorat daerah* (l'inspectorat de la région), le *Bappeda* (*Badan Perencanaan Pembangunan Daerah* ou le bureau de la planification du développement de la région), *dinas daerah* (l'organisme des services), *lembaga teknis daerah* (l'organisme technique), et *rumah sakit daerah* (l'hôpital de la région). Le nouveau règlement a commencé de différencier les gouvernements régionaux selon leur taille, et d'organiser le nombre de leurs institutions selon des formules composées de trois variables comprenant la taille de la population dans la région, la superficie de la région, ainsi que la capacité budgétaire de la région, celle-ci dépendant en partie de ses ressources fiscales (l'article n° 19).

De plus, le règlement a différencié aussi la formule appliquée à chaque niveau de gouvernement. Chacune des formules est développée spécialement pour le niveau des provinces, ou pour celui des *kabupaten* et des municipalités. Néanmoins, ces formules varient encore entre celles appliquées aux mailles territoriales javanaises et maduraises et celles appliquées pour les territoires situés en dehors de Java et Madura. Les formules appliquées à

Java et Madura sont pondérées à la hausse, ce qui s'explique par le très grand nombre d'administrés que comptent ces territoires, puisque Java et Madura connaissent les densités les plus élevées d'Indonésie (68% de la population nationale sur 7% du territoire national). Au delà donc des trois variables utilisées pour construire la formule, la formule elle-même varie en fonction du niveau territorial dont il s'agit, ainsi que de sa situation géographique (à Java ou en dehors).

Conformément au dernier règlement, il existe alors trois combinaisons différentes pour organiser les institutions locales, selon le calcul de trois variables précédemment en vigueur (c'est-à-dire le nombre de la population, la superficie et le montant du budget local de la région) dans la constitution de l'organisation gouvernementale (articles n° 20 et n° 21). La combinaison la plus petite se compose d'un secrétariat de la région avec trois assistants de secrétaire, un secrétariat du parlement de la région, avec 12 organismes de services, et 8 organismes techniques. La combinaison moyenne se compose d'un secrétariat de la région avec trois assistants de secrétaire, un secrétariat du parlement régional, 15 organismes de services, et un maximum de 10 organismes techniques. La combinaison la plus grande se compose d'un secrétariat de la région avec quatre assistants de secrétaire, un secrétariat du parlement de la région, mais jusqu'à 18 organismes de services, et 12 organismes techniques. Le cadre de l'organisation gouvernementale dans les *kabupaten* et municipalités devait être complété également par un certain nombre d'organisations de *kecamatan* et *kelurahan* qui constituent des mailles territoriales plus petites que les *kabupaten* et municipalités.

Selon le dernier règlement, les gouvernements régionaux peuvent avoir des organismes de taille différente dans leur organisation gouvernementale. Les régions qui ont la plus grande population peuvent avoir une d'organisation gouvernementale de plus grande taille que les régions de même type et de localisation similaire. De la même façon, la taille du territoire et du budget influencent la région dans le développement de l'organisation de son gouvernement. En plus, les gouvernements régionaux dans les régions en dehors de l'île de Java et Madura peuvent avoir la possibilité d'une organisation gouvernementale de plus grande taille que leurs homologues de Java et Madura, même s'ils ont la même taille de la population ou du territoire, le poids de ces variables étant différent selon la localisation.

La régulation, surtout la limitation du nombre d'organismes gouvernementaux dans les régions appliquée à partir 2003, a suscité des critiques de la part des gouvernements régionaux et de ceux qui soutiennent la décentralisation et le développement de l'autonomie régionale. Les gouvernements infranationaux, surtout ceux situés au niveau local (*kabupaten* et

municipalités), ont critiqué la régulation dans la mesure où elle manifestait la réticence du gouvernement central à l'organisation des gouvernements régionaux, car les caractéristiques régionales varient considérablement d'une région à une autre. Firdaus (2006) soutient que les différentes entités territoriales à tous les niveaux présentent une grande diversité en termes de capacité, de potentiel et de besoins ; on ne peut donc pas définir l'organisation administrative de toutes les mailles territoriales de manière uniforme. Dans une conférence sur la gouvernance régionale réceptive et responsable à Jakarta en 2006, le *Bupati* du *Kabupaten Sleman* de Yogyakarta a argué qu'une telle uniformité démontre que le gouvernement central ne comprenait pas et sous-estimait même la complexité de la gouvernance dans les régions (Firdaus, 2006). Ryaas Rasyid (2006), l'un des artisans de la politique d'autonomisation régionale en Indonésie (contexte politique de la décentralisation), montre que l'uniformisation des territoires constitue en réalité un effort du gouvernement central pour essayer de recentraliser ou, à défaut, de réduire l'autonomie des régions en Indonésie. C'est dans cette optique d'uniformisation des territoires que le gouvernement indonésien a par décrets présidentiels ou ministériels révoqué l'autorité des gouvernements régionaux en matière de gestion des terres et ralenti la passation des pouvoirs et compétences fiscales vers les régions et les *kabupaten* ou les municipalités.

Pourtant, d'une autre côté, le gouvernement central soutient que la régulation et la limitation sont nécessaires pour fixer la disposition des organismes publics dans les gouvernements régionaux, et pour éviter le gonflement de l'organisation des gouvernements régionaux (Firdaus, 2006, voir aussi USAID, 2009, et Banque Mondiale, 2003). Selon les entretiens réalisés par Firdaus avec l'assistant et l'adjoint du Ministre de l'amélioration des appareils d'État (*Menteri PAN* ou *Pemberdayaan Aparatur Negara*) pour la gestion des institutions des gouvernements régionaux, lui ont permis de mettre en lumière les conséquences directes du relâchement offert par le règlement du gouvernement central avec le PP n° 84/2000. Il explique que cela mène au gonflement des effectifs dans les gouvernements régionaux non seulement sur la base des besoins et capacités de chaque région, mais aussi sous l'influence ou même l'intervention d'acteurs institutionnels et politiques pour leurs intérêts personnels (Firdaus, 2006). Autrement dit, cela a permis la mise en place d'un système clientéliste dans lequel les candidats sortants peuvent facilement offrir ou promettre de nombreux emplois à leurs supporteurs après l'élection du chef de la région.

Néanmoins, Firdaus (2006) relativise l'impact du clientélisme sur l'augmentation du nombre de fonctionnaires dans les régions, car la décentralisation s'est aussi accompagnée du

transfert de nombreux personnels du gouvernement central vers les niveaux de pouvoirs inférieurs. Ce type de transfert pourrait être qualifié d'horizontal, car les fonctionnaires mutés pour cause de décentralisation ont préservé leur missions mais se sont retrouvés sous l'autorité des gouvernements régionaux ou locaux. Avec un très grand nombre de personnels transférés : 2 537 687 fonctionnaires dans lesquels environ 1,1 million étaient professeurs des écoles primaires mais aussi 300.000 fonctionnaires du secteur de la santé, chaque province a accueilli dans son administration en moyenne 15.000 « nouveaux fonctionnaires » (autrefois sous la tutelle du gouvernement central), tandis que chaque *kabupaten* ou municipalité s'est retrouvée en moyenne avec 6000 à 7000 « nouveaux fonctionnaires » (USAID, 2009). Sur le nombre de personnels transférés aux gouvernements régionaux, le rapport de la Banque Mondiale (2003) donne les exemples suivants : la municipalité de Bandung a accueilli 10 110 personnels, la municipalité de Palembang 12 970, la municipalité de Balikpapan 4 370, le *kabupaten* de Kupang 2 430, la municipalité de Kendari 4 050, et celle de Blitar 3 490. Le grand nombre de personnels transférés a eu pour conséquence de multiplier le nombre d'employés dans les gouvernements locaux, par exemple le nombre de salariés a été multiplié par 4,8 suite au transfert dans la municipalité de Palembang, par 3,6 dans celle de Kendari, par 2,77 dans celle de Balikpapan, par 1,9 dans celle de Kupang, par 2,56 dans celle de Blitar et par 1,64 dans celle de Bandung.

Géographiquement, les transferts ne provoquent pas de déplacement massif de population en raison du fait que la plupart des employés et des bureaux se trouvent déjà dans les régions, donc les transferts se produisent principalement d'un point de vue administratif, leur gestion passant du gouvernement central à des échelons plus locaux. Pourtant, en raison des compétences et niveaux de qualification généralement plus élevés des fonctionnaires de l'administration centrale transférés vers les régions ou *kabupaten*, leur arrivée a souvent suscité des craintes de la part des employés locaux quant à leur possibilité d'évolution de carrière. Dans ce contexte, la création de nouveaux organismes publics était pourtant considérée par les gouvernements régionaux comme un raccourci effectif et sécurisant pour accueillir de nouveaux personnels répondant au transfert d'autorité dans le nouveau cadre de la décentralisation (Firdaus, 2006; voir aussi le Banque Mondiale, 2003).

De plus, bien qu'il existe certaines régions qui ont réduit le nombre d'organismes publics immédiatement après la mise en œuvre de la décentralisation et le transfert des personnels en 2001, le rapport de la Banque Mondiale (2003) a également mis en relief une multiplication du nombre d'organismes gouvernementaux à l'échelle des régions ou des

kabupaten et municipalités. Ce rapport de la Banque Mondiale explique que ce phénomène a même pris la forme d'un processus transactionnel pour soutenir les intérêts politiques de certaines élites politiques locales dans les régions. Le transfert d'autorité du gouvernement central au DPRD pour l'élection du maire et du chef de *kabupaten*, et la possibilité pour les autorités de former et de développer de nouveaux organismes dans les gouvernements régionaux ont été utilisés, et continuent de l'être, par certaines élites politiques locales dans certaines régions. Cette pratique est connue en Indonésie sous l'expression de « *politik dagang sapi*⁴ ». Dans ce contexte, l'agrandissement structurel de l'organisation du gouvernement régional est parfois aussi offert par les élites locales pour gagner des soutiens et préserver ainsi la stabilité des intérêts personnels des acteurs politiques.

Pourtant Firdaus (2006) considère qu'il s'agit là également d'un moyen pour les gouvernements régionaux d'attirer l'attention ainsi que des fonds de déconcentration du gouvernement central vers leur région. En témoignent les réponses de nombreux gouvernements locaux aux circulaires de certains ministères comme le ministère de l'Emploi et de la Transmigration, le ministère de l'Agriculture, et le ministère de la Promotion des Femmes dans le Développement, s'adressant directement aux gouverneurs, *bupati*, maires et même le chef du DPRD pour encourager la création de bureaux ou d'unités de travail en conformité avec les fonctions des ministères dans l'organisme de gouvernement local comme condition préalable à un transfert des fonds de la déconcentration des ministères au gouvernement local concerné.

Si la tendance à l'agrandissement des administrations locales se poursuit toujours, d'après Firdaus (2006), le ministre des Finances a constaté que le gouvernement central ne pourrait pas être en mesure de soutenir les gouvernements régionaux en fournissant des salaires aux employés des gouvernements régionaux à travers des fonds d'allocation générale (DAU). Le gouvernement central a donc demandé au ministre du PAN (*Kementerian Pendayagunaan Aparatur Negara* ou le ministère d'État pour la Réforme Administrative) de régler cette question. Ce dernier a répondu par la promulgation du règlement du gouvernement central n° 8/2003 qui confère à ce ministère toute l'autorité pour gérer les problèmes de personnels dans les régions, même si cela ne rentre pas dans l'esprit de la

⁴ Le « *politik dagang sapi* » (traduit en français comme « politique de commerce des vaches ») est une expression indonésienne qui désigne politique transactionnelle. Cette expression reflète un sentiment généralisé en Indonésie, de marchandage de la vie politique entre les politiciens au pouvoir et leurs adversaires, afin de réduire les pressions politiques exercées par les adversaires.

politique d'autonomisation des régions (Firdaus, 2006). La promulgation du règlement du gouvernement central n° 41/2007 constitue aussi sa réponse à l'objection des gouvernements régionaux d'appliquer le règlement précédent, n° 8/2003 (Firdaus, 2006).

Concernant ce développement de l'organisation publique, il est particulièrement à noter que ses évolutions successives depuis 10 ans (début de la décentralisation) indiquent l'impréparation des organismes gouvernementaux dans la mise en œuvre du programme de décentralisation. Cette impréparation n'existe pas seulement dans les organisations publiques du niveau central comme dans les ministères liés à la gestion du développement dans les régions, tels que dans le Ministère des Travaux Publics et le Ministère de l'Intérieur, mais également aux niveaux inférieurs. Les changements dans les directives de l'organisation publique des régions ont donc également influencé la préparation au niveau local. En outre, les réponses des institutions du gouvernement central concernant la mise en œuvre du nouveau cadre de la décentralisation semblent être lentes et opérer sur le mode essais/erreurs.

Le manque de préparation ne s'est pas seulement manifesté dans les premières années de mise en œuvre de l'initiative de décentralisation, mais se manifeste encore dix ans après son lancement. De cette lenteur du gouvernement central ont résulté également des difficultés dans le développement de l'organisation publique des affaires urbaines au niveau local. En fait, comme le montre le rapport de USAID (2009), il n'y a pas, au niveau infranational, de gouvernement ayant les capacités humaines et organisationnelles suffisantes pour exercer pleinement les pouvoirs de l'autonomie régionale, y compris dans les affaires urbaines et leur gestion.

Un rapport de l'USAID (2009) montre que les responsabilités des trois ministères en charge de veiller à la mise en œuvre de la politique de décentralisation, le Ministère de l'Intérieur (MdI), celui des Finances (MdF), et le *Bappenas*, se chevauchent mais ne s'accordent pas toujours, et ils attribuent des priorités différentes aux étapes nécessaires au développement des capacités régionales dans l'exercice du nouveau cadre de la décentralisation. Dans ce contexte, le MdI se concentre sur la restructuration d'organisation publique dans les gouvernements régionaux, le MdF prend des décisions sur les formules et les procédures de transfert des fonds, et le *Bappenas* cherche à favoriser la participation des citoyens et le développement des initiatives locales à travers les processus de planification centralisée (USAID, 2009). En outre, les ministères qui offrent des prestations de services, comme le Ministère des Travaux Publics, le Ministère de l'Éducation Nationale, le Ministère de la Santé, ont été sensiblement réticents à mettre en œuvre les implications de la politique

de décentralisation, et ils ont créé de la confusion et de l'inefficacité au moins de deux manières, à savoir par la poursuite des programmes de prestation de services en concurrence directe avec ceux qui sont officiellement déjà transférés aux gouvernements régionaux et par l'imposition de mandats sans financements (USAID, 2009).

Du côté des gouvernements locaux, les compétences restent floues, la loi et les autres règlements du gouvernement central ne fixant que les aspects généraux du transfert sans en régler les détails. En outre, en raison du manque d'expérience dans l'exercice des compétences, un grand nombre d'acteurs du gouvernement local, y compris les administrateurs et même les politiciens, font actuellement face à des allégations de corruption; beaucoup d'entre eux sont donc réticents à prendre de nouvelles initiatives, ou même à poursuivre les tâches routines qui impliquent de grosses dépenses comme dans les programmes de développement urbain ou dans les programmes de développement des infrastructures (USAID, 2009).

En général, peu de gouvernements locaux sont en mesure leur propre étude d'évaluation pour déterminer les priorités dans la restructuration des services locaux en conformité avec leurs besoins et potentiels, et pour formuler des stratégies pour développer leurs capacités à mettre en œuvre la politique de décentralisation et l'autonomie régionale (Banque Mondiale, 2003). Il est essentiellement d'augmenter les capacités au niveau des personnes, de l'organisation, et des systèmes dans les gouvernements régionaux, mais la majeure partie des efforts se sont concentrés sur les formations, mettant généralement l'accent sur les connaissances et les compétences individuelles de sorte qu'ils ne pouvaient qu'augmenter la capacité au niveau individuel.

Même si la plupart des formations sont fournies pour les fonctionnaires dans les gouvernements régionaux, les donateurs comme l'USAID, le Banque Mondiale, et le GTZ, ayant soutenu les formations pour les fonctionnaires au niveau infranational, et les gouvernements provinciaux et locaux ayant pris l'initiative d'envoyer leurs fonctionnaires (et parfois aussi leurs membres du DPRD), aux universités et instituts de formation pour prendre les diplômes de troisième cycle ou une formation spécialisée (USAID, 2009), l'augmentation de capacité individuelle ne donne pas toujours d'avantage à l'amélioration de la capacité institutionnelle. La sélection des stagiaires, fréquemment effectuée sur la base de la séniorité ou du favoritisme, au lieu des besoins de l'organisme de gouvernance (USAID, 2009), peut devenir un obstacle. En outre, l'affectation du personnel après sa formation ne s'effectue pas nécessairement dans le statut, voire même dans l'institution de départ du fait notamment des

mouvements de remplacement ; ceci peut constituer un autre obstacle à l'amélioration des capacités de l'institution de départ par la formation individuelle. Dans le scénario de la décentralisation, il est probable que les capacités d'organisation et de système sont concernées significativement. Par conséquent, l'amélioration des capacités des institutions des gouvernements locaux nécessite la formulation de nouvelles approches qui impliquent l'évaluation des besoins et des priorités du gouvernement local, et comportent également l'élaboration d'une stratégie d'amélioration des organisations et des systèmes qui seront transformés.

8.2 L'influence de l'initiative de décentralisation sur les capacités de gestion du développement urbain dans les *kabupaten*

La plupart des gouvernements de *kabupaten* sont toujours caractérisés par une capacité limitée (voir Dharmapatni et Firman, 1995), leur capacité institutionnelle étant en général encore inférieure à la capacité des institutions gouvernementales des municipalités. Ce constat vaut pour la compétence et la capacité dans le domaine l'aménagement urbain, même si certains *kabupaten* ont connu une urbanisation rapide de leur territoire, de sorte qu'ils possèdent des agglomérations urbaines dont la population et les activités urbaines ne sont pas moins développés que dans plusieurs petites municipalités. Cette section traite de la faiblesse des capacités institutionnelles des *kabupaten*, en particulier dans la gestion du développement urbaine, les gouvernements des *kabupaten* étant également tenus de traiter avec les processus d'urbanisation qui ont lieu sur leur territoire.

8.2.1 L'influence de l'ancien régime de la décentralisation sur les capacités des *kabupaten* en matière de gestion du développement urbain

La précédente analyse a montré que l'initiative de décentralisation en Indonésie a transféré aux *kabupaten* certains pouvoirs et responsabilités de gestion du développement, notamment la gestion du développement urbain, similaires à ceux qui ont été accordé aux municipalités. Cependant, les gouvernements de *kabupaten* ont généralement des capacités dans la gestion de développement urbain différentes de celles des municipalités. La capacité limitée des gouvernements des *kabupaten* dans la gestion du développement urbain n'est pas indépendante des facteurs historiques, à savoir dans les conditions préjudant au lancement de l'initiative de la décentralisation et de l'autonomie régionale en Indonésie, instaurant le rôle et

l'autorité des organismes du gouvernement central dans la gestion du développement des infrastructures urbaines dans les régions à travers les institutions verticales de la région. A cette époque, l'assertion traditionnelle selon laquelle les *kabupaten* sont considérés comme des zones non urbaines, a conduit les *kabupaten* à être particulièrement équipés pour gérer les zones rurales, mais dotés de peu de moyens pour faire face au processus de développement urbain (voir Dharmapatni et Firman, 1995).

En revanche, cette même conception a donné la priorité aux municipalités pour obtenir le renforcement et le développement de leurs capacités et de leurs compétences en matière de gestion du développement urbain, capacités et compétences qui relevaient du gouvernement central dans le passé. La plupart des programmes de développement urbain menés par le *Direktorat Jendral Cipta Karya* (le directeur général de l'établissement humain) du Ministère des Travaux Publics, agence principale dans ce domaine, qu'il s'agisse des programmes du KIP ou d'autres programmes de développement urbain des années 1970, 1980 et 1990, ont été réalisés dans les municipalités, bien que le processus d'urbanisation dans les *kabupaten* (en particulier ceux entourant des grande villes) aient commencé à se produire à partir des années 1980. Ce n'est qu'après les années 1990 que le gouvernement central a mené des programmes de développement urbain comprenant également des villes dans les *kabupaten* (Atkinson, 1998). Pourtant, contrairement aux programmes menés dans les municipalités et consistant généralement en un "paquet" de programmes pour une ou deux villes situées non loin l'une de l'autre, les programmes du développement urbain impliquant des villes des *kabupaten* portent dans un même "paquet" de programmes, sur plusieurs villes de plusieurs *kabupaten* situés dans plus d'une province.

L'une des implications de cette différence est que les programmes de développement urbain des petites villes des *kabupaten* avaient généralement été gérés à partir de Jakarta sans développer leurs bureaux locaux dans les petites villes ainsi que dans les *kabupaten*. Il en allait tout autrement des programmes concernant les villes municipales : ceux-ci ont donné lieu à la formation de bureaux locaux, comme bureaux unités des services techniques dans les villes devenues le siège de la direction des programmes de développement urbain.

Cette situation a conduit à la faiblesse de l'influence des programmes de développement urbain dans le renforcement et le développement des compétences et des capacités institutionnelles de la gestion des processus de développement urbain dans les organismes gouvernementaux des *kabupaten*, car comme ce l'affirme Atkinson (1998), celle-ci a eu pour conséquence une faible participation des institutions locales dans les processus de

décision concernant ces programmes, toutes les décisions, tant pour la planification que pour l'exécution des programmes étant prises par le *Direktorat Jendral Cipta Karya* sans intervention des institutions de développement des *kabupaten*. Dans ce contexte, il est clair que les gouvernements locaux des *kabupaten*, n'avaient guère l'occasion de développer leurs capacités de gestion du développement urbain.

En revanche, en ce qui concerne les programmes de développement urbain relatifs aux municipalités avant même la promulgation du nouveau cadre de la décentralisation, ils ont donné lieu à des interactions avec les organismes des gouvernements locaux, la participation des institutions locales étant stimulée par la proximité du bureau de gestion du programme de développement urbain. Ensuite, après la promulgation du nouveau cadre de la décentralisation, en plus de transfert des responsabilités des fonctions publiques du gouvernement central aux gouvernements provincial et local et de l'introduction du fonds d'équilibre comme le principal mécanisme de subvention ou de transferts fiscaux du gouvernement central aux gouvernements locaux, marquant le début d'une liberté locale en matière de décision budgétaire, le gouvernement central a transféré aussi certains de ses bureaux aux gouvernements provinciaux et locaux pour soutenir les régions et pour s'assurer que la nouvelle initiative de décentralisation sera mise en œuvre bien (USAID, 2009 ; voir aussi le Banque mondiale, 2003). GTZ (2001) montre que près de 239 bureaux régionaux (*Kanwil* ou *Kantor Wilayah*), 3.933 bureaux de ministère dans la région (*Kandep* ou *Kantor Departemen*) et 16.180 unités d'opération technique (UPT ou *Unit Pelaksana Teknis*), avec environ 2,54 millions de fonctionnaires, ont déjà été transférés du gouvernement central au gouvernement provincial et local après la mise en œuvre du nouveau cadre de décentralisation en 2001.

Généralement, les bureaux ont été remis à des institutions régionales correspondantes. Les bureaux régionaux et les unités d'opération technique chargés auparavant de la réalisation des activités du gouvernement central dans les régions au niveau provincial ont été soumis aux gouvernements provinciaux correspondants. Les bureaux des ministères dans la région et les unités d'opération technique chargés auparavant de la réalisation des activités du gouvernement central dans les régions au niveau de *kabupaten* ou municipalité ont été soumis aux *kabupaten* ou municipalités correspondants. Par conséquent, plus tard après la mise en œuvre de l'initiative de la décentralisation en Indonésie, surtout du point de vue du renforcement des capacités de gestion urbaine au niveau local, les organismes gouvernementaux dans les municipalités ont acquis de meilleures capacités que les

organismes du gouvernement des *kabupaten*. Ces derniers n'ont pas bénéficié des mêmes conditions, car ils ne disposaient pas de bureaux du programme de développement urbain dans leur région, même si certaines villes du *kabupaten* ont été le lieu où les programmes ont été réalisés. Ceci explique pourquoi beaucoup de *kabupaten*, y compris ceux déjà urbanisés rapidement, ont encore des capacités limitées dans la gestion de développement urbain.

Toutefois, dans la pratique, la plupart des municipalités et des *kabupaten* en Indonésie ne sont pas encore prêts et restent dépendants du gouvernement central (le Banque Mondiale, 2003). La répartition constitutionnelle des pouvoirs et des responsabilités entre les échelons de gouvernement et le transfert des bureaux et des personnels du gouvernement central aux gouvernements provinciaux et locaux ont également apporté de nouvelles difficultés, surtout pour les gouvernements locaux. L'analyse de la Banque Mondiale (2003) montre que ces difficultés ont notamment pour cause : (1) l'ampleur des fonctions décentralisées soudainement transférées aux gouvernements locaux, surtout en comparaison de leurs capacités institutionnelles, financières et en personnel ; (2) le grand nombre de fonctionnaires transférés, en particulièrement de point de vue des postes disponibles ainsi que de la capacité financière des gouvernements locaux ; (3) la faible capacité des gouvernements locaux pour effectuer une auto-évaluation afin de déterminer les priorités dans la restructuration et la réorganisation des organismes locaux, ainsi qu'identifier les besoins de diverses compétences pour répondre aux problèmes et aux besoins locaux ; et (4) la faible capacité d'adaptation des gouvernements locaux, ainsi que des responsables, des fonctionnaires et des politiciens locaux, capacité pourtant nécessaire pour répondre au changement sans précédent résultant de la décentralisation. Pour ces raisons, la Banque Mondiale (2003) considère que les problèmes locaux de capacités techniques et de compétences limitées du personnel, y compris dans les domaines de la planification du développement, d'aménagement urbain et du territoire, des travaux techniques, et même dans la gestion financière et la gestion de projet, ont conduit à des défis majeurs dans la gestion du développement local à l'ère de la décentralisation en Indonésie.

8.2.2 L'influence de l'instauration de l'unité de gestion urbaine dans l'organisme gouvernemental des kabupaten à l'ère de la décentralisation

Concernant la gestion de développement urbain, la faiblesse des capacités institutionnelles des *kabupaten* est indiquée par l'absence dans la majeure partie des *kabupaten*, y compris ceux qui ont connu une urbanisation rapide, d'organisme qui exerce

spécifiquement la fonction de gestion urbaine, à l'image du *Dinas Tata Kota* (service d'aménagement urbain) dans les villes municipales. Les entretiens avec certains responsables des organismes gouvernementaux des *kabupaten* montrent que de nombreuses personnes clés dans les *kabupaten* perçoivent le *Dinas Tata Kota* comme une institution spéciale réservée aux villes municipales et ne concernant pas les *kabupaten*, ceux-ci ayant davantage de zones agricoles et de zones rurales que de zones urbaines, même si le *kabupaten* a quelques villes petites et moyennes et a connu un processus d'urbanisation rapide dans son territoire.

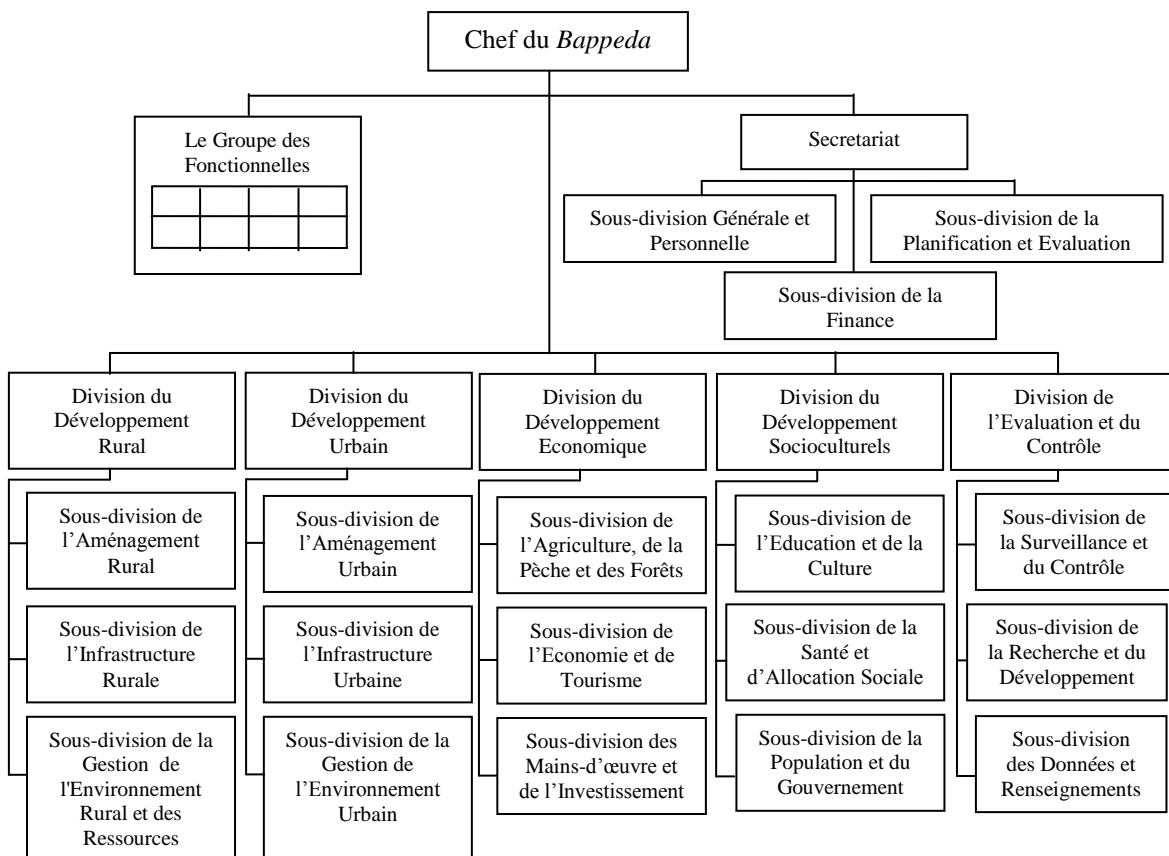
Dans les organismes gouvernementaux des *kabupaten*, les réponses aux besoins des institutions locales pour la gestion de développement urbain, surtout avant de lancement du nouveau cadre de la décentralisation, ont été mis en œuvre par la combinaison du *Bappeda* (*Badan Perencanaan Pembangunan Daerah* – bureau de la planification de développement de la région) et du *Bidang Cipta Karya* (division de développement des infrastructures de l'établissement humain) auprès du *Dinas Pekerjaan Umum* (service des travaux publics) dans l'organisme gouvernemental des *kabupaten*. La mise en œuvre des fonctions de développement urbain à cette époque là, en fait, a reproduit l'arrangement du gouvernement central dans lequel le *Ditjend Cipta Karya* au Ministère des Travaux Publics a fait la plupart des programmes du développement urbain dans le pays. Pourtant, à la différence du gouvernement central dans lequel les fonctions de la planification du développement urbain avait été mises en œuvre également par le *Ditjend Cipta Karya*, les fonctions de la planification du développement urbain dans les *kabupaten*, comme les autres planifications relatives au développement, ont été mises en œuvre par le *Bappeda*.

Après la décentralisation, le développement d'institutions pour la mise en œuvre les fonctions de la gestion urbaine dans les *kabupaten* a fait l'objet de deux démarches communes. La première démarche, et la démarche la plus commune, procède par la formation d'une unité de travail qui exerce des fonctions de développement et d'aménagement du territoire, en reproduisant la formation du *Ditjend Penataan Ruang dan Pengembangan Wilayah* (Directorat Général de l'Aménagement Urbain et du Territoire) dans le Ministère des Travaux Publics du gouvernement en 1999, à savoir l'unité de travail de « *penataan ruang* » (expression indonésienne pour "aménagement du territoire"). Dans cette démarche les besoins de la mise en œuvre des fonctions de gestion urbaine sont remplis par la combinaison des fonctions du *Bappeda* et des fonctions de cette unité de travail responsable des fonctions d'aménagement du territoire. La seconde démarche, plus rare dans les organigrammes des gouvernements locaux des *kabupaten*, est la formation de l'unité de travail répondant au nom

de « *perkotaan* » (un terme indonésien pour le mot "urbain"). La principale différence entre les deux unités réside dans l'orientation des travaux, dans laquelle l'unité de travail nommée « *perkotaan* » normalement met davantage l'accent sur la gestion du développement urbain que l'unité de travail nommée « *penataan ruang* », cette dernière devant également occuper les fonctions de gestion du développement rural ainsi que celles de l'aménagement du territoire.

Figure 8.1

L'organigramme du Bappeda du Kabupaten de Sleman, Yogyakarta



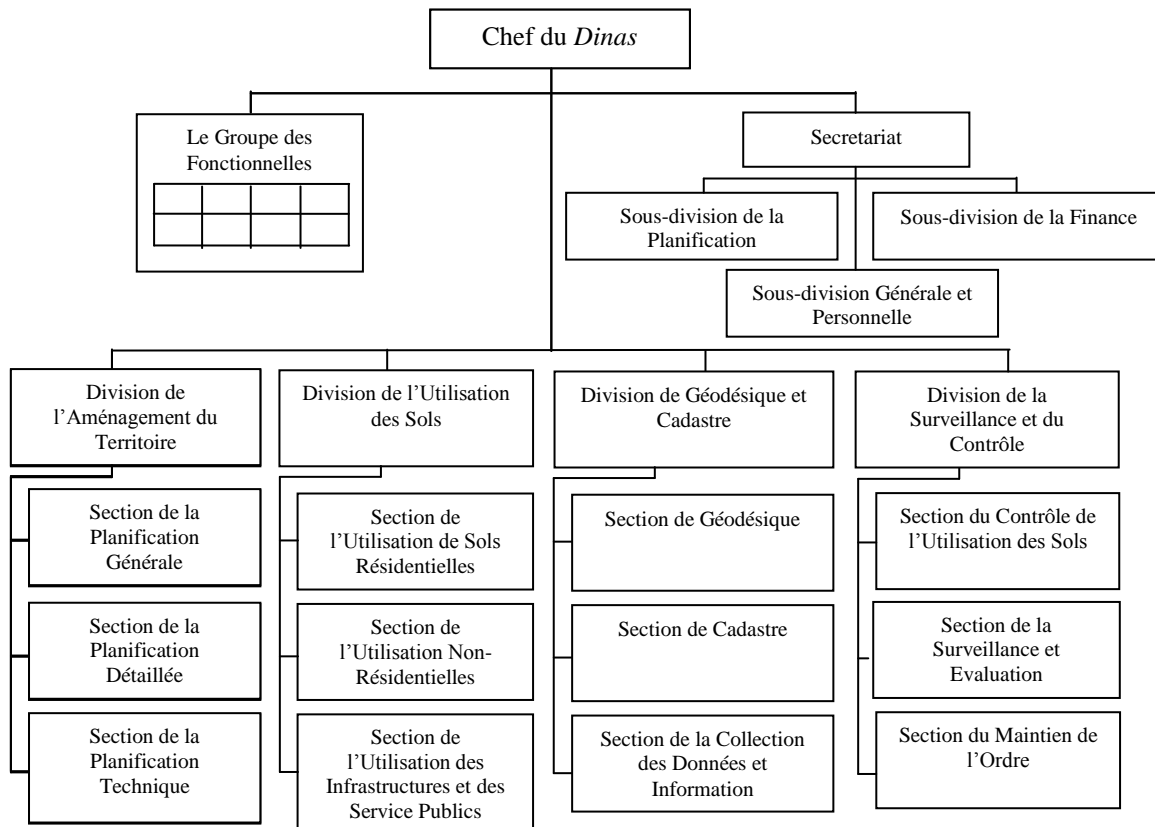
Sumber: <http://slemankab.go.id/wp-content/file/kelembagaan2010/bappeda.pdf>, diakses pada akhir bulan Maret 2011

La plupart des *kabupaten* placent l'unité de travail de l'aménagement de territoire, ou de la gestion de développement urbain, dans leur institution gouvernementale de service (*dinas*). Mais certains *kabupaten* placent ces fonctions de développement urbain en dehors de cette institution, comme le *Kabupaten Sleman* de la Province de Yogyakarta qui les a placées dans une division de son *Bappeda* (bureau de la planification du développement de la région). D'après son *Perda* (*Peraturan Daerah* ou règlement de région) n° 9/2009 sur l'organisation

des institutions de la région, son *Bappeda* a cinq divisions : la division d'aménagement urbain, la division du développement rural, la division du développement économique, la division du développement socioculturel, et la division du contrôle et de l'évaluation de développement.

Figure 8.2

L'organigramme du *Dinas Tata Ruang* du *Kabupaten* de Tangerang, Banten



Sumber: <http://www.tangerangkab.go.id/?pilih=hal&id=146>, diakses pada akhir bulan Maret 2011.

La faible capacité de l'unité de travail de gestion urbaine dans l'organisme gouvernemental des *kabupaten* a été influencée également par la position de l'unité dans la structure hiérarchique de l'organisme gouvernemental. Une position plus haute de l'unité de travail lui confère normalement un plus grand pouvoir, ressource qui lui est nécessaire pour assurer la coordination avec les autres institutions, gouvernementales ou non gouvernementales. Selon l'observation de quelques organismes gouvernementaux en Indonésie, il y a généralement trois types de position pour l'unité de travail exerçant les fonctions de la gestion urbaine ou de l'aménagement du territoire au sein de l'organisme gouvernemental des *kabupaten* : à l'échelle du *dinas* (ou service), à l'échelle de la division

d'un service ou d'une autre forme de l'organisme gouvernemental local, ou à l'échelle de la sous-division (niveau de la section). Parmi ces trois types, la mise en place à l'échelle de la division est la plus communément utilisée par les gouvernements des *kabupaten* en Indonésie.

Le *kabupaten* de Tangerang de la Province de Banten est un exemple de *kabupaten* plaçant la responsabilité des fonctions de l'aménagement de territoire au niveau du service, sous le nom de *Dinas Tata Ruang* (service de l'aménagement du territoire) soit au premier niveau de ses organismes publics⁵. Les *kabupaten* de Bekasi, de Tasikmalaya et de Subang dans la province de Java Ouest et les *kabupaten* de Sidoarjo et de Malang dans la province de Java Est sont des exemples d'application de la position de second niveau des unités pour les fonctions de développement spatial, les plaçant dans une division d'un service et les combinant avec d'autres fonctions liées, telles que celle du développement des établissements humains, ou celle du développement des infrastructures, ou encore la fonction des services de la propreté⁶. Le *kabupaten* de Sleman de la province de Yogyakarta, qui place ses fonctions de gestion urbaine au sein de son *Bappeda*, est également un *kabupaten* qui place des fonctions à l'échelle de la division, sous le nom du *Bidang Perkotaan* (division du développement urbain).

Enfin, le *kabupaten* de Tegal de la province de Java central et le *kabupaten* de Bintan de la province de l'Archipel de Riau fournissent des exemples du troisième type de position des fonctions de gestion du développement urbain ou de l'aménagement de territoire dans la structure hiérarchique, à savoir l'échelle de la sous-division ou de la section. Le *kabupaten* Tegal les place dans le *Seksi Tata Ruang dan Perkotaan* (section de l'aménagement de territoire et de la gestion urbaine), sous la division de l'aménagement du territoire, de la propreté et du jardinage (*Bidang Tata Ruang, Kebersihan dan Pertamanan*) dans son *Dinas Pekerjaan Umum* (le service des travaux publics). Le *kabupaten* Bintan les place dans le *Seksi Perumahan, Permukiman dan Penataan Ruang* (section de la gestion du logement, des

⁵ D'après son Perda n° 2/2008 sur la structure d'organisation de l'organisme du *kabupaten* du Tangerang, son *Dinas Tata Ruang* est divisé en quatre divisions, avec la division de l'aménagement de territoire, la division du domaine d'utilisation des sols, la division des géomètres et cartographes, et la division de la surveillance et du contrôle.

⁶ Les *kabupaten* de Tasikmalaya et de Bekasi les placent dans une échelle de la division, sous le nom de la division de l'aménagement du territoire (*Bidang Tata Ruang*) dans leur *Dinas Tata Ruang dan Permukiman* (service de l'aménagement du territoire et des établissements humains), tandis que les *kabupaten* de Malang et de Sidoarjo les placent dans une division de leur *Dinas Cipta Karya dan Tata Ruang* (service de développement des infrastructures des établissement humains, et de l'aménagement du territoire). Et le *kabupaten* de Subang le place dans une division à son *Dinas Tata Ruang, Permukiman dan Kebersihan* (service de l'aménagement du territoire, des établissements humain et de la propreté).

établissements humains et de l'aménagement du territoire), du *Bidang Cipta Karya* (division du développement des infrastructures des établissements humains) dans son *Dinas Pekerjaan Umum* (service des travaux publics).

Ces différentes possibilités quant à la position de la fonction de la gestion du développement urbain dans le *Bappeda* ou le *Dinas*, ainsi que par rapport aux différents niveaux de l'organisation du gouvernement local ne concernent pas seulement des moyens de donner de l'autorité et de la puissance de coordination aux fonctions de développement urbain. Cette mise en place des fonctions de gestion du développement urbain à différents niveaux a également conféré aux *kabupaten* une certaine capacité de développer leurs compétences et leurs capacités institutionnelles locales dans une gestion du développement urbain qui leur est propre.

Par exemple, en plaçant la fonction à l'échelle du service, le *kabupaten* de Tangerang a l'opportunité de développer ses fonctions d'aménagement territorial grâce aux différentes fonctions plus détaillées dans ses divisions, telles que les divisions de la planification, de l'utilisation, de la supervision et contrôle, et de la cartographie, chacun de ces domaines comportant trois sections ou sous-divisions encore plus spécialisées. Cette situation est très différente de tous autres *kabupaten* qui placent la fonction à d'autres échelons. Les *kabupaten* de Tasikmalaya et de Subang qui placent la fonction de gestion du développement urbain au niveau de la division, par exemples, ont seulement la possibilité de développer la fonction de l'aménagement de territoire en trois sous-divisions ou sections, comme la section de la planification, la section de la gestion de l'utilisation du sol, et la section de la surveillance et du contrôle. Les fonctions de ces sections sont assez similaires à celles des divisions du *Dinas Tata Ruang* du *Kabupaten* Tangerang. Pourtant, avec une échelle inférieure, ces sections ne peuvent pas développer leurs fonctions aussi fortement des divisions du *Kabupaten* Tangerang. Ceci est dû au sous-développement des positions des groupes fonctionnels au sein des organismes gouvernementaux dans les gouvernements locaux en Indonésie, y compris dans les organismes gouvernementaux des *kabupaten*, de sorte que le développement des fonctions et des compétences doit être réalisé dès l'organisation des services ou institutions locales.

Par conséquent, les *kabupaten* qui placent la fonction de l'aménagement de territoire au niveau le plus bas, comme le *kabupaten* Tegal de la province de Java Central et le *kabupaten* Bintan de la province de l'Archipel de Riau, ont moins d'opportunité de développer leurs fonctions et leurs compétences en matière de gestion urbaine. De plus, ils ne

peuvent pas développer les fonctions d'aménagement du territoire en d'autres sous-fonctions plus détaillées. Ces *kabupaten* sont également limités dans leur possibilité de développer leurs capacités institutionnelles, même pour se doter d'un personnel adéquat pour accomplir ses fonctions dans l'unité de travail.

Le cas du *kabupaten* de Tegal présente un exemple de la difficulté à développer la capacité institutionnelle et la compétence en termes de gestion du développement urbain lorsque ces fonctions sont placées à un niveau faible dans la structure hiérarchique de l'organisme gouvernemental du *kabupaten*, c'est-à-dire au niveau d'une section. Les fonctions urbaines dans ce *kabupaten* se placent dans le *Seksi Tata Ruang dan Perkotaan* (Section de l'Aménagement Urbain et de Territoire), elle-même appartenant à la Division de l'Aménagement du Territoire, de la Propreté et du Jardinage, un bureau intégré au Service des Travaux Publics. La faible capacité de gestion du développement urbain s'explique par le très peu d'autorité de l'unité de travail et par les limites de ses capacités financières, ainsi que par l'absence de personnel formé à l'aménagement urbain. Ainsi, même si en réalité le *kabupaten* Tegal dispose de plus de dix employés ayant une formation dans le domaine de l'urbanisme, soit de niveau de *Sarjana* (un niveau d'éducation de bac+4 dans le système indonésien) soit de niveau master, et que la moitié d'entre eux sont effectivement en poste dans le service des Travaux Publics, le faible niveau hiérarchique de la section de l'aménagement urbain et du territoire ne lui permet pas d'obtenir des fonctionnaires qualifiés et compétents pour assurer les missions qui lui sont pourtant confiées. Parmi les trois membres du personnel existants et un chef dans la section, deux d'entre eux ont une formation en génie civil, un dans le domaine sciences sociales, et un autre dispose d'une formation au niveau du baccalauréat.

Le chef de la division explique l'absence de personnel ayant une formation en urbanisme ou aménagement urbain dans sa division par le fait qu'il s'agit d'une nouvelle division dans la structure organisationnelle du Service des Travaux Publics. La division a été établie en 2009, et il explique que l'organigramme récent du Service des Travaux Publics du *kabupaten* Tegal est en fait le résultat d'une fusion de l'ancien service des travaux publics avec l'ancien service de la propreté et du jardinage dans la structure organisationnelle antérieure, avec l'addition d'une fonction supplémentaire dans le domaine de la gestion urbaine (Suhartono, 2010). Dans cette fusion, l'organisme du service de la propreté et du jardinage est tout simplement incorporé dans l'organisation du service des travaux publics, avec un niveau ramené à celui de la division, et la gestion du développement urbain, constituant une fonction supplémentaire, devient de la sorte l'une des divisions du service des

travaux publics. Par conséquent, cette institution a été transformée à partir du service de la propreté et du jardinage et non à partir de la division de l'aménagement du territoire (Suhartono, 2010).

Lors de cette fusion, tous les personnels de l'ancien service de la propreté et du jardinage ont été transférés dans un nouveau service regroupant l'aménagement du territoire avec la propreté et le jardinage. Pourtant, ce regroupement des fonctions au sein d'un même service n'a pas été suivi par le transfert de fonctionnaires ayant suivi une formation d'urbaniste ou d'aménageur. Ce regroupement des fonctions au sein d'un même service n'a pas non plus été suivi par le renouvellement des départs liés à la retraite ou aux mutations du personnel d'un service vers un autre ou même parfois d'une région à une autre. Le chef de la division explique qu'en réalité il a effectivement présenté une demande d'augmentation des effectifs de personnel, en particulier pour mener à bien la gestion du développement urbain. Pourtant, il s'avère que l'augmentation du nombre de fonctionnaires pour une division n'est pas évidente quand il n'y a pas de soutiens solides de la part du chef du service et / ou des autres chefs de la région (Suhartono, 2010). Ceci s'explique aussi par deux autres raisons. La première est que le manque de professionnels de l'urbanisme conduit à une concurrence entre les services, divisions et sections pour l'obtention de personnels ayant suivi une formation d'urbaniste. La seconde raison découle de la première et n'encourage pas les chefs de services, divisions ou sections à autoriser les transferts de leurs personnels les mieux formés vers d'autres services, divisions, sections de leur administration comme des autres administrations (Suhartono, 2010).

Alors, en raison de l'absence de personnel compétent dans le domaine de l'urbanisme ou de l'aménagement urbain et du territoire, les activités de la Division de l'Aménagement du Territoire, de la Propreté et du Jardinage du *kabupaten* Tegal sont encore concentrées sur les activités de nettoyage et de jardinage, qui correspondent aux activités héritées de la période précédente. Les activités liées à l'aménagement urbain et territorial ne peuvent pas être mises en œuvre de façon optimale par la division, car la division ne dispose pas encore des compétences pour le faire. Elle les a donc fait réaliser par le *Bappeda* ou le bureau de la planification du développement de la région (Suhartono, 2010). Jusqu'à présent, les activités de cette division restent encore limitées aux activités liées à la propreté publique, à l'entretien des parcs et jardins publics, ainsi qu'à la construction des mobiliers urbains, telles que la construction des portes de la ville et la construction de pots de fleurs le long des rues principales de la ville de Slawi (Suhartono, 2010). Dans ce cas, le chef de la division soutient

que leurs activités actuelles sont les meilleures qu'ils puissent faire, mais il est très conscient aussi que leurs réalisations sont d'un niveau très inférieur aux tâches et fonctions qui leur incombent.

A cause de cette fusion, la gestion du développement urbain dans le *kabupaten* Tegal est quasiment inexistante de la division. Le chef de la division montre qu'il ne peut pas mener à bien les activités de gestion urbaine en raison du peu de personnel compétent pour les mettre en œuvre au sein de sa division (Suhartono, 2010). Alors, il souhaite un transfert de personnels vers son unité de travail, surtout ceux possédant une formation en urbanisme ou en aménagement urbain et territorial, afin qu'ils puissent améliorer leur performance dans l'exécution des fonctions de gestion du développement urbain. Le chef de la division ne souhaite pas procéder au recrutement de nouveaux fonctionnaires mais plutôt bénéficier d'un transfert de fonctionnaires ayant déjà travaillé dans le gouvernement du *kabupaten* Tegal depuis longtemps, tels qu'au *Bappeda* ou dans d'autres divisions du Service des Travaux Publics. Ce choix préférentiel du transfert s'explique d'abord par le niveau de compétences déjà éprouvées des fonctionnaires alors qu'un fonctionnaire fraîchement recruté ne disposerait que d'une expérience théorique, les fonctionnaires en Indonésie étant généralement embauchés dès la fin de leurs études et donc sans compétences pratiques. L'autre raison est que le chef de la division espère ainsi gagner plus de soutien de la part de ces personnels supplémentaires, que ce soit sous la forme d'idées pour améliorer la performance de l'unité de travail qu'il dirige, ou dans sa position au sein de l'organisme gouvernemental du *kabupaten*, ce que ne peut pas garantir un ajout de personnels à travers le recrutement de nouveaux fonctionnaires (Suhartono, 2010).

L'incapacité de la division de l'aménagement du territoire, de la propreté et du jardinage à mettre en œuvre des fonctions de gestion du développement urbain est aussi devenue l'une des préoccupations du chef de la division du contrôle et de l'évaluation du développement du *Bappeda* du *kabupaten* Tegal, qui a fait aussi partie de l'équipe qui a rédigé le texte encadrant la nouvelle structure organisationnelle du gouvernement du *kabupaten*. Par conséquent, il a soutenu la demande du chef de la division de l'aménagement du territoire, de la propreté et du jardinage visant à obtenir le transfert de personnels dans sa division. Il ignore cependant les raisons pour lesquelles la division n'a pas encore eu les personnels supplémentaires, la mutation et le transfert des employés dans l'organisation gouvernementale du *kabupaten* ne faisant pas partie de ses attributions (Solikhin, 2010).

Selon le chef de la division du contrôle et de l'évaluation du développement du *Bappeda*, en fait la division de l'Aménagement du Territoire, de la Propreté et du Jardinage a été formée pour accroître l'attention portée à la gestion du développement urbain. Il montre qu'en plus de la croissance rapide de développement urbain dans le territoire du *kabupaten*, la création de la division est également destinée à réduire les tâches du *Bappeda* en supprimant les fonctions de gestion du développement urbain de *Bappeda* ; cet organisme pourrait ainsi se consacrer aux fonctions de planification et de coordination des activités de développement dans la région (Solikhin, 2010).

Pourtant, la restriction sur le nombre de services réglementés par le décret du gouvernement PP n° 41/2007 sur l'organisation des institutions gouvernementaux régionaux a conduit l'équipe de rédaction à décider que l'unité de travail destinée à la gestion du développement urbain devrait être intégrée à l'un des services, à savoir le Service des Travaux Publics, qui a déjà été intégré avec le Service de la Propreté et du Jardinage. Solikhin (2010) explique, par ailleurs, que la restriction sur le nombre de divisions⁷, et le désir d'intégrer le service des travaux publics à celui de la propreté et du jardinage, a obligé le gouvernement du *Kabupaten Tegal* à placer la fonction de gestion de l'aménagement urbain au plus bas niveau de la hiérarchie administrative soit au niveau de la section ou de la sous-division.

Solikhin (2010) montre que, dans un premier temps, les fonctions de la gestion du développement urbain furent attribuées au *Bidang Cipta Karya* (division du développement des infrastructures des établissements humains) qui présentait des similitudes de ses fonctions avec celles de gestion du développement urbain. Mais l'examen de la répartition de la charge d'inter-division a conduit à la décision d'intégrer la fonction de gestion urbaine dans une nouvelle division, y associant les fonctions de nettoyage et de jardinage (Solikhin, 2010). Il affirme que l'équipe ayant conçu la nouvelle structure organisationnelle espérait que la formation de la nouvelle unité de travail serait suivie par le transfert de certains nouveaux membres du personnel disposant d'une solide formation en matière d'urbanisme ou d'aménagement urbain afin de renforcer la capacité et la compétence de ce nouveau bureau dans la gestion du développement urbain (Solikhin, 2010). Néanmoins, les discordes entre les politiques sur la structure organisationnelle et celles de sa mise en œuvre, ainsi que la rotation du personnel dans le *kabupaten Tegal*, ont engendré la situation que tous craignait, le manque de personnels formés pour répondre avec efficacité aux défis d'une urbanisation rapide.

⁷ PP n° 41/2007 stipule que dans chaque service ne peut pas avoir plus de quatre divisions.

8.2.3 *L'influence de la perception de la région sur le développement de ses fonctions de développement urbain et du territoire*

Le cas du *kabupaten* Tegal a montré les difficultés au niveau des *kabupaten*, en termes d'organisation des gouvernements locaux, d'amélioration des compétences et capacités institutionnelles dans la gestion du développement urbain ; et cela a été expliqué par le niveau d'autorité conféré au bureau de gestion du développement urbain (niveau le plus bas, section ou sous-division). Pourtant, comme cela a déjà été montré, peu de *kabupaten* placent leur bureau d'aménagement urbain au niveau d'autorité faible que constitue la section ou sous-division. Même si dans certains *kabupaten*, la fonction de gestion du territoire est placée au plus haut niveau d'autorité, le service (*Dinas*), la majorité des *kabupaten* placent cette fonction au niveau moyen que constitue la division. On remarque même que cette fonction est généralement une division intégrée au service d'aménagement urbain et territorial (*tata ruang* ou *Penataan Ruang*).

Toutefois, la formation d'un service dans lequel les fonctions d'aménagement urbain et territorial doivent être exercées ne garantit pas que l'administration des *kabupaten* soit en mesure de développer ces fonctions au sein de l'organisation gouvernementale. Sumasna (2010), l'un des chefs de division dans l'organisation du gouvernement local du *Kabupaten* de Subang, a confirmé cette incertitude en expliquant que, dans la pratique, les fonctions de l'aménagement du territoire dans les *kabupaten* ne sont pas spécifiques aux fonctions de la gestion du développement urbain, mais correspondent aussi à la gestion du développement régional ainsi que du développement rural. Il mentionne alors qu'en l'absence d'une division ou même d'une sous-division (section) exerçant spécifiquement ces fonctions, les compétences de gestion du développement urbain seront difficiles à développer au sein des gouvernements des *kabupaten* (Sumasna, 2010).

Plus en détail, il explique ainsi qu'il n'y a pas beaucoup de *Dinas Tata Ruang* (service de l'aménagement du territoire) ou d'autres institutions similaires dans les *kabupaten* qui développent les fonctions de gestion du développement urbain. Il est aussi démontré qu'il n'y a pas de *kabupaten* qui développent les fonctions de gestion du développement urbain au sein de leur *Dinas Tata Kota* (service de l'aménagement urbain) ou d'une autre institution similaire (Sumasna, 2010). Comme le *Kabupaten* Subang qui développe la section de la planification, la section de la gestion de l'utilisation du sol, et la section de la surveillance et du contrôle dans sa division d'aménagement de territoire au sein de son *Dinas Tata Ruang*,

Permukiman dan Kebersihan (service de l'aménagement du territoire, de l'établissement humain et de la propreté), presque tous des *kabupaten* développent leurs fonctions d'aménagement du territoire avec ces trois fonctions pour leurs divisions : la fonction de la planification, la fonction de la gestion de l'utilisation du sol, et la fonction de la surveillance et du contrôle (Sumasna, 2010).

Ce responsable soutient que les *kabupaten* se sont référés à la loi UU n°24/1992, qui prévoit le développement de ces trois fonctions (voir le chapitre I dans l'article 1 sur les dispositions générales, et le chapitre IV sur la planification, l'utilisation et le contrôle de la loi n° 24/1992), dans le développement de leur structure organisationnelle et de leurs fonctions d'aménagement territorial, plutôt que de suivre la gestion du développement urbain et régional ou d'autres fonctions pourtant spécifiques à leurs besoins. De plus, la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, à savoir la loi n° 26/2007, a également réaffirmé l'importance de ces trois fonctions (voir la loi n° 26/2007, le chapitre I dans l'article 1 sur les dispositions générales, et le chapitre VI sur l'aménagement de l'espace), même si elle souligne également l'importance de l'aménagement urbain tout comme l'aménagement du territoire (voir la loi n° 26/2007, le chapitre III sur la classification de l'aménagement de l'espace).

Sumasna (2010) met aussi en avant le fait que l'instauration d'une structure dans l'organisation gouvernementale reste un enjeu vital pour la mise en œuvre de la décentralisation et par conséquent des fonctions de décision et d'administration aux échelles locales. Dans la pratique, la mise en œuvre de certaines fonctions importantes, comme celle de la gestion du développement urbain, ne peut être simplement dépendante des fonctionnaires en position fonctionnelle. La mise en œuvre d'un organisme de gestion du développement urbain demande aussi une organisation structurée comprenant un ou plusieurs hauts fonctionnaires pour l'administrer (Sumasna, 2010). Solikhin (2010) affirme aussi que cette opinion s'explique par les difficultés pour les différents bureaux ou fonctions d'obtenir au niveau des *kabupaten* les soutiens appropriés, tels que soutiens financiers, techniques et même d'autorités, et donc de mettre en œuvre correctement leur fonction. En outre, Solikhin (2010) a également montré que peu de fonctionnaires dans les *kabupaten* sont intéressés à devenir des fonctionnaires en position fonctionnelle, la plupart d'entre eux veulent occuper des postes structurels, en raison des avantages relativement plus nombreux dont bénéficient les fonctionnaires en position structurelle. Mettant en lumière l'importance de bonnes compétences et capacités institutionnelles pour la gestion du développement urbain dans les *kabupaten* ayant connu une urbanisation rapide, Sumasna (2010) soutient que les *kabupaten*

devraient bénéficier d'une organisation structurelle spécifique ayant la responsabilité de gérer le processus de développement urbain dans leur territoire (Sumasna, 2010).

Malheureusement, la faible capacité des gouvernements des *kabupaten* et la faible sensibilité de nombreux *kabupaten* aux problèmes d'urbanisation ne font pas l'objet d'une réponse adéquate de la part du gouvernement central, celui-ci n'encourageant pas suffisamment le gouvernement des *kabupaten* à renforcer leurs capacités et compétences en matière de gestion du développement urbain. Cela est indiqué par l'absence de la directive sur l'importance de la formation d'un bureau à l'échelle des gouvernements locaux en termes de la gestion du développement urbain dans les réglementations gouvernementales sur la formation d'Organismes des Gouvernements régionaux, y compris dans la dernière réglementation gouvernementale (*Peraturan Pemerintah* - PP n° 41/2007).

Dans ses directives, le décret PP n°41/2007 est davantage axé sur une délimitation des types et du nombre d'organismes publics dans l'organisation des gouvernements régionaux et locaux (et par extension du nombre de fonctionnaires) que sur la constitution d'un organisme public de gestion de l'urbanisme, proprement doté en personnels compétents et qualifiés, qui contribue à construire les compétences du gouvernement local dans la gestion du développement de son territoire. Ceci est illustré par les types d'institutions des gouvernements locaux tels que définis par ce décret, ainsi que par le caractère plus complet des types d'institutions mentionnés, par rapport aux réglementations gouvernementales similaires précédentes. Parmi les types d'institutions des gouvernements locaux qui avaient été fixés par des réglementations précédentes, seule la fonction de l'unité de service de la police au niveau local n'est pas régie par le PP n°41/2007, mais ce décret a réglementé certains types d'institutions qui n'avaient jamais été régies par les réglementations similaires promulguées précédemment, tels les services d'inspection des différentes administrations régionales (*inspektorat*), l'agence de planification du développement régional (*Bappeda*) ou encore le *kelurahan* (voir le Tableau 8.1).

Par contre, pour ce qui concerne les types d'institutions gouvernementales qui construisent des compétences et les capacités du gouvernement local, comme les services locaux et les bureaux techniques locaux, le PP 41/2007 a malheureusement mis en place la limitation de leur nombre plutôt que le développement des institutions et de leurs compétences. Ceci est indiqué par l'article 21 et l'article 22 du PP 41/2007 qui limitent le nombre d'organismes conformément au résultat du calcul des trois variables déterminantes mentionnées dans la section précédente, à savoir : le nombre de la population, la taille du

territoire, et la capacité du budget de la région, et orientent le regroupement des affaires des gouvernement locaux dans les services locaux et dans les bureaux techniques locaux en groupes généraux, tel le groupe des travaux publics pour les affaires de la construction des routes, de l'irrigation, des établissements humains et de l'aménagement du territoire (article 22).

Tableau 8.1

Les directives d'organisation des gouvernements locaux conformément aux réglementations gouvernementales dans l'ère de l'autonomie régionale en Indonésie

Selon la réglementation gouvernementale n° 84/2000 sur les lignes directrices de l'Organisation du Gouvernement Régional	Selon la réglementation gouvernementale n° 8/2003 sur les lignes directrices de l'Organisation du Gouvernement Régional	Selon la réglementation gouvernementale n° 41/2007 sur l'Organisation du Gouvernement régional
<i>Le secrétariat de la région de <i>kabupaten</i> / municipalité, comme personnel du gouvernement de <i>kabupaten</i> / municipalité, est chargé d'assister le <i>bupati</i> / maire dans l'administration du gouvernement, l'organisation et la gouvernance, et fournit des services administratifs à toute l'organisation gouvernementale de <i>kabupaten</i> / municipalité (article 7).</i>	<i>Le secrétariat de la région de <i>kabupaten</i> / municipalité, comme assistant du chef de gouvernement du <i>kabupaten</i> / municipalité, est en charge d'aider le <i>bupati</i> / maire dans l'exercice des fonctions de l'administration publique, l'organisation et la gouvernance, et fournit des services administratifs à toute l'organisation gouvernementale du <i>kabupaten</i> / municipalité (article 8).</i>	<i>Le secrétariat de la région de <i>kabupaten</i> / municipalité, est chargé d'assister le <i>bupati</i> / maire dans la formulation de politiques et la coordination des services régionaux et des institutions techniques régionales (article 10).</i>
<i>Le secrétariat du parlement local (le secrétariat du DPRD) de <i>kabupaten</i> / municipalité est un élément de service au parlement local qui a pour mission de fournir des services administratifs aux membres du DPRD du <i>kabupaten</i> / municipalité (article 12).</i>	<i>Le secrétariat du parlement local (le secrétariat du DPRD) de <i>kabupaten</i> / municipalité est un élément de service au parlement local qui a pour mission de fournir des services aux membres du DPRD du <i>kabupaten</i> / municipalité (article 14).</i>	<i>Le secrétariat du parlement local (le secrétariat du DPRD) est un élément de service au parlement local qui a la tâche d'effectuer l'administration du secrétariat, l'administration financière, en soutenant la mise en œuvre des fonctions et de fournir et de coordonner les compétences requises par le Parlement Local conformément à la capacité financière locale (article 11).</i>
<i>Aucune directive sur l'Inspectorat de la région dans la réglementation gouvernementale n° 84/2000</i>	<i>Aucune directive sur l'Inspectorat de la région dans la réglementation gouvernementale n° 8/2003</i>	<i>L'Inspectorat de la région est l'élément de surveillance dans la mise en œuvre de l'administration régionale qui a l'obligation de contrôler la mise en œuvre des affaires gouvernementales à l'échelle du <i>kabupaten</i> / municipalité, de contrôler la mise en œuvre des directives sur la gouvernance du village, et la mise en œuvre des affaires du village (article 12).</i>

<p><i>Aucune directive sur Agence de planification du développement régional (Bappeda) dans la réglementation gouvernementale n° 84/2000</i></p>	<p><i>Aucune directive sur Agence de planification du développement régional (Bappeda) dans la réglementation gouvernementale n° 8/2003</i></p>	<p>L'Agence de planification du développement régional (Bappeda) est l'élément de planification de l'administration régionale qui a le devoir de mener à bien la préparation et la mise en œuvre de la politique de développement régional dans le domaine de la planification du développement régional (article 13).</p>
<p>Les services locaux de <i>kabupaten</i> / municipalité, comme éléments de direction du gouvernement local de <i>kabupaten</i> / municipalité qui effectuent les tâches de mise en œuvre des compétences de l'autonomie régionale de <i>kabupaten</i> / municipalité dans la mise en œuvre des droits de la décentralisation (article 8).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après des services locaux, il peut être formé des unités techniques de mise en œuvre du <i>kabupaten</i> / municipalité pour effectuer certaines tâches du service local dans une aire d'activité d'un ou de plusieurs <i>kecamatan</i>. <p>Par le décret du ministre de l'Intérieur et de l'autonomie régionale n° 50/2000, sur les lignes directrices pour la structure organisationnelle de l'administration régionale, comme explication détaillée du règlement gouvernemental no 84/2000, il est expliqué que le nombre et les types des unités organisationnelles au sein des gouvernements locaux mis en place par chaque gouvernement local sont fonction des capacités, des besoins et de la charge de travail de la région, conformément à l'analyse de l'organisation (article 14).</p> <p>Le décret du ministre est de permettre aux <i>kabupaten</i> et aux municipalités qui ont déjà un taux de croissance rapide / élevé de développer leurs Services des Etablissements Humains et du Développement des Infrastructures en plusieurs services, tels que: Service de l'Urbanisme et de la Construction, Service de Développement du Logement, Service de Développement des Routes et</p>	<p>Les services locaux de <i>kabupaten</i> / municipalité, comme un élément de direction du gouvernement local dans le <i>kabupaten</i> / municipalité en charge de la mise en œuvre de l'autorité de la décentralisation (article 9).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement local de <i>kabupaten</i> / municipalité peut créer jusqu'à 14 services locaux. • Après des services locaux, il peut être formé des unités techniques de mise en œuvre du <i>kabupaten</i> / municipalité pour effectuer certaines tâches du service local dans l'aire d'activité d'un ou plusieurs <i>kecamatan</i>. 	<p>Les services locaux de <i>kabupaten</i> / municipalité, comme un élément de direction de l'autonomie régionale du <i>kabupaten</i> / municipalité, avec pour mandat de mettre en œuvre les affaires du gouvernement local, fondé sur le principe d'autonomie et de la co-administration (article 14).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après services locaux, il peut être formé des unités techniques de mise en œuvre du <i>kabupaten</i> / municipalité pour effectuer certaines tâches du service local dans l'aire d'activité d'un ou de plusieurs <i>kecamatan</i>. • Le nombre de services locaux dans un <i>kabupaten</i> / municipalité est déterminé sur la base de calcul des trois variables : population, superficie et le montant du budget (article 19) : <ul style="list-style-type: none"> ○ jusqu'à 12 services locaux pour le <i>kabupaten</i> / municipalité avec une petite valeur ; ○ jusqu'à 15 services locaux pour le <i>kabupaten</i> / municipalité avec une valeur moyenne ; ou ○ jusqu'à 18 services locaux pour le <i>kabupaten</i> / municipalité avec une grande valeur (article 21). <p>Le règlement du gouvernement n° 41/2007 (PP 41/2007) stipule que la préparation de l'organisation du gouvernement local est basée sur l'examen des affaires des gouvernements locaux nécessaire à leur traitement, mais le traitement de toutes ces affaires n'exige pas nécessairement la création d'un organisme de</p>

<p>des Infrastructures, Service du Développement de l'Irrigation, Service du Jardinage, Service de l'Assainissement et de l'Hygiène, Service des Pompiers et Services funéraires (article 16)</p>		<p>services spécifiques pour chaque affaire (article 22).</p> <p>Par conséquent, PP 41/2007 recommande l'incorporation des diverses affaires des gouvernements régionaux dans des groupes spécifiques conformément à leur catégorisation et leur traitement au sein de services spécifiques à chaque groupe.</p> <p>PP 41/2007 prévoit 12 groupes / domaines des affaires des gouvernements régionaux (province, municipalité et <i>kabupaten</i>) qui doivent être installés sous la forme de services ; ceux-ci comprennent, entre autres : le domaine des travaux publics, y compris la construction de routes, l'irrigation, les établissements humains et l'aménagement du territoire ; le domaine des transports, communications et informatique ; le domaine de l'éducation, de la jeunesse et des sports ; le domaine de la population et de l'état civil (article 22).</p>
<p>Les bureaux techniques locaux de <i>kabupaten</i> / municipalité, comme éléments de soutien du gouvernement local chargé d'assister le <i>bupati</i> / maire dans l'administration locale du développement dans leur domaine (article 9).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les bureaux techniques locaux ne peuvent être formés que d'agences et / ou de bureaux (article 10) 	<p>Les bureaux techniques locaux du <i>kabupaten</i> / municipalité, comme les éléments de mise en œuvre de tâches particulières qui ne sont pas encore couvertes par le secrétariat de la région et par les services locaux de <i>kabupaten</i> / municipalité, tels que dans les domaines de la recherche et le développement, de la planification, de la supervision, de l'éducation et de la formation, des bibliothèques, des archives et de la documentation, de la démographie et des services de santé (article 10).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les bureaux techniques locaux ne peuvent être formés que d'agences, de bureaux et d'hôpitaux. • Le gouvernement local de <i>kabupaten</i> / municipalité peut créer jusqu'à 8 bureaux techniques locaux. • Il peut être formé des unités techniques particulières pour effectuer certaines tâches des bureaux techniques locaux dans une aire d'activité d'un ou 	<p>Les bureaux techniques locaux sont les éléments de soutien pour le chef de la région en charge d'effectuer la préparation et la mise en œuvre de politiques spécifiques (article 15).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les bureaux techniques locaux ne peuvent être formés que d'agences, de bureaux et d'hôpitaux. • Il peut être formé des unités techniques particulières pour effectuer certaines tâches des bureaux techniques locaux dans une aire d'activité d'un ou plusieurs <i>kecamatan</i>. • Le nombre de bureaux techniques locaux dans un <i>kabupaten</i> / municipalité est déterminé sur la base du calcul de trois variables : population, superficie et le montant du budget (article 19) : <ul style="list-style-type: none"> ○ jusqu'à 8 bureaux techniques locaux pour le <i>kabupaten</i> / municipalité avec une petite valeur ; ○ jusqu'à 10 bureaux

	plusieurs <i>kecamatan</i> .	techniques locaux pour le <i>kabupaten</i> / municipalité avec une valeur moyenne ; ou o jusqu'à 12 bureaux techniques locaux pour le <i>kabupaten</i> / municipalité avec une grande valeur (article 21).
<i>Aucune directive sur l'unité de service de la police locale dans la réglementation gouvernementale n° 84/2000</i>	Unité de service de la police locale de <i>kabupaten</i> /municipalité est l'unité de police du gouvernement local de <i>kabupaten</i> / municipalité qui sert à organiser la paix et l'ordre public ainsi qu'à faire respecter des règlements locaux de <i>kabupaten</i> / la municipalité (article 11).	<i>Aucune directive sur l'unité de service de la police locale dans la réglementation gouvernementale n° 41/2007</i>
<i>Aucune directive sur kecamatan dans la réglementation gouvernementale n° 84/2000</i>	Kecamatan est un organisme du gouvernement local de <i>kabupaten</i> / municipalité qui a une certaine aire d'activité avec une obligation d'accepter et de mettre en œuvre la dévolution de certains pouvoirs du gouvernement local du <i>bupati</i> / maire (article 12).	Kecamatan est l'aire d'activité du <i>camat</i> (chef de kecamatan) dans le cadre de l'organisation gouvernementale du <i>kabupaten</i> / municipalité. <i>Camat</i> a la tâche de mettre en œuvre certaines compétences locales déléguées par le <i>bupati</i> / maire dans la gestion des affaires de l'autonomie régionale (article 17).
<i>Aucune directive sur kelurahan dans la réglementation gouvernementale n° 84/2000</i>	<i>Aucune directive sur kelurahan dans la réglementation gouvernementale n° 8/2003</i>	Kelurahan est la zone de travail de <i>lurah</i> (le chef de <i>kelurahan</i>) dans le cadre de l'organisation gouvernementale dans le <i>kecamatan</i> du <i>kabupaten</i> / municipalité (article 18).

Source : - réglementation gouvernementale n° 84/2000 sur les lignes directrices de l'Organisation du Gouvernement Régional
- réglementation gouvernementale n° 8/2003 sur les lignes directrices de l'Organisation du Gouvernement Régional
- réglementation gouvernementale n° 41/2007 sur l'Organisation du Gouvernement régional

Selon les dernières lignes directrices du gouvernement central à travers le PP 41/2007, les activités de l'aménagement du territoire est dû être regroupées au sein du domaine des travaux publics. En outre, ces lignes directrices ne mentionnent pas les questions de gestion du développement urbain, de sorte que celles-ci, étant classées dans les affaires de l'aménagement du territoire, relèvent du service des travaux publics. De plus, dans ces lignes directrices, le regroupement ne fait pas de distinction entre les *kabupaten* et les municipalités, et ne distingue pas, parmi eux ceux qui ont déjà connu un niveau de croissance rapide.

En fait, à travers le décret du ministre de l'Intérieur et de l'autonomie régionale n° 50/2000 comme l'explication détaillée du règlement gouvernemental PP n° 84/2000 sur les lignes directrices de l'Organisation du Gouvernement Régional, les lignes directrices précédentes du gouvernement central avaient permis aux *kabupaten* et municipalités connaissant déjà une croissance rapide de développer leurs services locaux en fonction des besoins de leur région, en particulier les services liés au développement des établissements humains et des infrastructures régionales, ainsi qu'au développement de l'agriculture (voir le tableau 8.1).

Dans la question du développement des compétences des gouvernements locaux, alors, il peut être considéré que dans le but de contrôler le nombre et la taille de l'organisation gouvernementale dans les gouvernements locaux, les dernières lignes directrices assimilent les besoins et le niveau des besoins de développement des compétences des *kabupaten* et des municipalités, alors qu'ils sont très différents du fait des caractéristiques régionales différentes ; de même, elles assimilent les besoins et le niveau des besoins de tous des *kabupaten* (et de toutes des municipalités), alors qu'ils diffèrent par suite des grandes variations entre les *kabupaten* (et les municipalités) en Indonésie. Concernant le développement des compétences en gestion du développement urbain, les dernières lignes directrices ne sont donc pas encore plus avancées que les lignes directrices émises antérieurement. Par conséquent, les dernières lignes directrices ne peuvent pas développer les compétences en gestion du développement urbain, en particulier celles des *kabupaten* qui continuent d'être affectés par la vision stéréotypée assimilant leur territoire à des régions développant des activités non urbaines, en fait de quoi les compétences et le service d'urbanisme ou de gestion du développement urbain ne constituerait pas une exigence prioritaire pour leur organisation gouvernementale.

Conclusion

Le chapitre a discuté les différents héritages du processus décentralisation et leurs incidences sur les capacités des gouvernements locaux dans les *kabupaten*. Par rapport à ceux des municipalités, surtout les municipalités qui ont reçu des programmes de développement urbain mis en œuvre préalablement au nouveau cadre de la décentralisation, les gouvernements locaux des *kabupaten* gagnent moins d'avantages quant à l'amélioration de leurs capacités de gestion urbaine. L'accent mis sur le développement urbain dans certaines zones urbaines par le gouvernement central avant le lancement du nouveau cadre de la

décentralisation a contribué au manque de développement des capacités locales pour la gestion du développement urbain dans les régions qui n'ont pas obtenu de programmes de développement urbain.

L'occasion d'accroître les capacités des gouvernements locaux, y compris celles des *kabupaten* qui ont connu des processus d'urbanisation de leur territoire, a également été affaiblie par les changements des lignes directrices du gouvernement central sur la formation des organismes gouvernementaux dans les régions. La limitation du nombre des organismes gouvernementaux qui peuvent être détenus par chaque gouvernement local et la perte de la direction pour la mise en place des services locaux liés à la gestion du développement urbain sont considérées avoir réduit les occasions pour les régions ayant connu un processus d'urbanisation rapide de former quelques services locaux pour développer leurs capacités dans la gestion du développement urbain. En conséquence, de nombreux gouvernements locaux, en particulier ceux qui ont subi le processus d'urbanisation dans leur territoire, ont été conduits à associer leurs fonctions de gestion du développement urbain à d'autres fonctions dans une unité de travail de niveau inférieur dans la structure organisationnelle du gouvernement local. Dans certains cas, cette situation de faiblesse a mis l'unité de travail en difficulté pour améliorer ses capacités et se doter des compétences requises pour exercer efficacement la fonction de gestion du développement urbain.

Chapitre IX

Points de vue des acteurs et réponses locales

Introduction

Les travaux scientifiques suggèrent que les politiques et les stratégies urbaines devraient observer les processus d'urbanisation afin d'en anticiper les effets négatifs pour les communautés concernées, les efforts des organismes publics compétents devant être concentrés sur leur réduction (voir, par exemple, Harris, 1990 ; et Cohen, 2006). Dans ce contexte, une politique urbaine adéquate n'est pas seulement importante pour le développement de la ville elle-même. Elle l'est également pour sa région et même pour le monde en anticipant par exemple les problèmes environnementaux (Bai, et al, 2010). Par conséquent, dans le contexte de diffusion du développement durable, les politiques de développement urbain les plus appropriées ne sont pas seulement nécessaires aux villes, mais doivent aussi minimiser ses impacts sur l'environnement local, régional et planétaire.

Le chapitre précédent montre que les capacités et les compétences des *kabupaten* dans la gestion de leur développement urbain sont aujourd'hui influencées par la disponibilité et la structure des organismes gouvernementaux qui sont responsables de la gestion du développement urbain. En outre, le développement des institutions et des compétences dans la gestion du développement urbain dépendent des perceptions des acteurs sur les problèmes qu'ils doivent à prendre en charge. La discussion précédente a montré également que la création d'un bureau ou d'une unité de travail dédiée au développement urbain reste un phénomène rare au sein des développements d'organisme gouvernemental dans les *kabupaten*.

Le cas du *kabupaten* Tegal a montré que ce *kabupaten* a pris le chemin le moins choisi par les autres *kabupaten*, en créant une section au sein de son service des travaux publics qui est dédiée pour les tâche et fonctions de la gestion du développement urbain et l'aménagement du territoire. Pourtant, le cas de ce *kabupaten* a montré également, si l'unité de travail est placée dans un faible structure dans l'organisme gouvernemental du *kabupaten*, elle ne possédera pas beaucoup des capacités et compétences, à la fois techniques, humains, financiers et de l'autorité, pour accompagner convenablement sa gestion de l'urbanisation.

La perception, le niveau de connaissances comme l'évaluation des personnes clés dans les organismes gouvernementaux des *kabupaten* responsables de la gestion du développement urbain constituent aussi des facteurs importants en la matière. Les personnes clés définis dans

cette étude sont ceux qui détiennent l'autorité principale dans le déploiement de ressources détenues par le gouvernement du *kabupaten* dans le but de gérer et d'accélérer le développement du *kabupaten*. Dans la pratique, les personnes clés interrogés dans cette étude ont été identifiées de leur position dans l'organisation gouvernementale du *kabupaten*. En général, ils sont le chef du *dinas* (service) et / ou la tête des *bidang* (domaine ou division dans un service) chargées dans la gestion du développement urbain et le développement régional du *kabupaten*. Cependant, il y a certaines têtes des sections interrogés comme les personnel clés en raison de l'avis du chef de dinas ou de tête de la division interrogés.

C'est à cela que s'intéresse ce nouveau chapitre, qui discutera également des réponses locales apportées par le *kabupaten* pour faire face à leur processus d'urbanisation. Ces éléments d'analyse sont en effet particulièrement importants dans le contexte de la nouvelle politique de la décentralisation indonésienne.

Les discussions dans ce chapitre sont fondées sur les entretiens réalisés entre octobre et novembre 2010 auprès de certaines personnes clés sélectionnées dans les organismes des gouvernements locaux du *kabupaten* Tegal. Pour provoquer la discussion, les interviews ont utilisé une liste de questions, ces qui interrogent la perception des fonctionnaires interrogés, ainsi que quelques questions ouvertes sur le processus d'urbanisation et les problèmes que le district est confronté. En outre, il y a également des questions sur les rôles de unité de travail, dans lequel le personne interrogé travail, dans la gestion de développement urbain, ainsi que sur leur évaluation sur la performance de l'organisme dans réaliser les rôles.

9.1 L'importance de la perception et de la connaissance dans le processus décisionnel

La connaissance et la perception sont deux facteurs importants qui peuvent influencer la qualité des résultats d'un processus décisionnel. Dans ce contexte, Tsoukas (2010) soutient que les connaissances des décideurs n'influenceront pas seulement leur perception, mais elles auront un effet sur la qualité des informations lors de la prise de décision. D'une certaine manière, la connaissance peut être définie comme un ensemble de faits, d'informations, de descriptions et / ou des compétences acquises par une personne grâce à son expérience ou à son éducation au travers de processus cognitifs complexes qui impliquent la perception, l'apprentissage, la communication, l'association et le raisonnement..

La perception est définie par Stephen P. Robbins et Timothy A. Judge comme «...un processus par lequel les individus organisent et interprètent leurs impressions sensorielles afin

de donner un sens à leur environnement » (Robbins et Judge, 2009). La perception peut être comprise comme un processus cognitif par lequel les individus s'organisent, interprètent et comprennent leur environnement au travers de leurs impressions formées à partir de leurs sens logique, sur les objets, les personnes et les événements qui les entourent. Or, cette perception peut être en décalage avec la réalité elle-même (Robbins et Judge, 2009). La perception est donc à la base de la pensée, du choix comme de l'action pour la plupart des gens, même si elle ne colle pas à la réalité elle-même (Robbins et Judge, 2009).

Dans le contexte du processus décisionnel, la connaissance est reconnue comme ressource potentielle qui peut améliorer la performance de l'organisation par l'amélioration de la qualité de ses processus décisionnel. Dans ce contexte, Robbins et Judge (2009) soutiennent que la connaissance et la perception jouent un rôle essentiel dans les choix que les humains font, car les gens prennent des décisions généralement fondées sur leurs connaissances et perceptions qu'ils interprètent.

Pourtant, l'information et des connaissances rassemblées dans le processus de décision est l'information et les connaissances liées au problème rencontré par le processus de décision qui doit être identifié et défini précédemment par les décideurs. Malheureusement, la plupart des problèmes sont complexes, il n'est donc pas très facile de définir le problème, en particulier dans un problème complexe. Par conséquent, toute décision requiert l'interprétation et l'évaluation des décideurs sur le problème ainsi que les informations nécessaires pour résoudre le problème. Ainsi, la perception des décideurs influera de façon significative sur le processus décisionnel.

Pour la prise de décision au sein d'organismes publics, Hill et Hupe (2002) soutiennent que la perception et la connaissance personnelle des acteurs clés sont des facteurs déterminants qui peuvent affecter les effets et le résultat d'une politique. Ils montrent que la perception et la connaissance, ainsi que le comportement du personnel, caractéristiques des organismes ainsi que les normes et les valeurs appliqués dans les organismes sont des facteurs importants dans le processus de prise de décision organisationnelle. En outre, la perception et la connaissance des acteurs clés dans une organisation affecte le développement de la culture organisationnelle, qui devient un facteur important de l'organisation qui influe sur les compétences et les réponses d'organisme dans l'exécution de leurs tâches et fonctions (Hill et Hupe, 2002).

Cheema et Rondinelli (1983) ont également développé cette question en expliquant que la perception et la connaissance des acteurs clés dans les organismes gouvernementaux urbains représentent des variables intermédiaires importantes pour développer les capacités techniques des organismes publics dans la gestion du développement. Afin d'obtenir les effets escomptés d'une politique publique de développement urbain, Cheema et Rondinelli (1983) soutiennent l'idée que le renforcement des capacités institutionnelles dans les pays en développement devrait inclure le développement des ressources humaines afin d'améliorer la connaissance et les compétences techniques du personnel, et plus particulièrement des décideurs. Ils expliquent aussi que le développement des capacités institutionnelles devrait également inclure le renforcement organisationnel pour améliorer la gestion des institutions de développement, et appellent une réforme institutionnelle afin d'améliorer la macrostructure des institutions de gestion du développement dans l'ensemble des organismes gouvernementaux ainsi que chez les autres parties prenantes du développement (Cheema et Rondinelli, 1983).

Dans le contexte du développement des politiques urbaines, Grodach (2011) soutient également l'importance de la compréhension et de la perception des responsables du développement urbain en vue de l'adoption de politiques et de stratégies urbaines appropriées qui équilibrent les besoins de croissance, d'équité et les préoccupations environnementales. Grodach (2011) souligne aussi que la compréhension de la perception des responsables et l'identification des obstacles auxquels ils font face sont les premières étapes importantes vers la formulation de stratégies de développement urbain qui intègrent l'ensemble des besoins (économiques, sociaux, spatiaux) et enjeux (environnementaux, de croissance).

Cependant, la plupart des travaux sur la perception dans le contexte du développement urbain discutent de la perception qu'ont les habitants des politiques ou des stratégies du développement urbain, ainsi que des problèmes apparus avec le développement urbain (voir par exemple Cui et Ryan, 2011 ; Bowman et Thompson, 2009 ; Bonaiuto et. Al, 2006 ; et Sulliva, 1994). D'autres travaux discutent aussi de la perception qu'ont les développeurs des programmes de développement urbain ainsi que des obstacles à leur mise en place (par exemple, voir Ryan, 2006 ; et Browman et Thompson, 2009). Néanmoins, peu de travaux examinent la question de la perception des responsables dans les organismes gouvernementaux pourtant en charge du développement urbain.

Dans le contexte indonésien, une étude a été menée par Harry T Dimitriout (1988) sur la relation entre les transports urbains et le niveau de formation des fonctionnaires municipaux

dans certaines villes Indonésiennes. Il a ainsi conclu que certaines villes n'emploient pas de personnel ayant suffisamment de compétences techniques et que c'est ce qui les a conduit à mal anticiper les questions et défis relatifs à l'urbanisation. À cet égard, il a soutenu que le développement des capacités institutionnelles dans la disposition des infrastructures et services urbains est nécessaire pour les villes indonésiennes (Dimitriout, 1988). Il montre que le développement des connaissances, des compétences techniques et de capacités du personnel devrait être considéré comme une priorité absolue car il constitue un composant déterminant du développement des infrastructures et services urbains (Dimitriout, 1988).

L'autre étude menée par Wilmar Salim (2009) sur l'élaboration des politiques de réductions de la pauvreté mises en œuvre dans certains *kabupaten* en Indonésie a souligné que les différences dans la perception et les connaissances des programmes par le personnel d'un même *kabupaten* a été l'un des facteurs importants qui ont pu conduire à l'échec de ces programmes. Ainsi, toutes les personnes clés dans les *kabupaten* n'ont pas adhéré à l'idée que la pauvreté est un problème multidimensionnel qui requiert une approche multisectorielle (Salim, 2009). En conséquence, certains membres du personnel dans les *kabupaten* observés ont une vision négative des pauvres dans leur *kabupaten*, ce qui entraîne des désaccords, désapprobations ou insatisfactions au sein des institutions du *kabupaten* sur la façon, les rôles et les tâches à adopter dans le programme de lutte contre la pauvreté (Salim, 2009).

9.2 Les organismes et la profile des personnes interrogés

Les organismes gouvernementaux du *kabupaten* Tegal associés aux programmes de développement urbain peuvent être classés en trois groupes : les organismes de planification et de coordination qui constituent les institutions centrales, les principaux organismes exécutifs, et enfin les organismes de soutien. Le *Bappeda* (l'agence de la planification du développement de la région) et la Division des finances du Secrétariat de la Région sont les organismes de planification et de coordination. C'est dans ces institutions que les politiques et programmes de développement urbain sont formulés. Les principaux organismes exécutifs sont les organismes de *kabupaten* où des programmes de développement étroitement liés au développement urbain sont exécutés. *Dinas Pekerjaan Umum* (DPU ou le service des travaux publics) appartient à ce groupe. Les organismes de soutien sont les institutions des *kabupaten* liées aux programmes de développement sectoriel, mais ils ne sont pas les principales agences d'application du développement urbain. Les agences appartenant à ce groupe sont par

exemple, le *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* (le service d'industriel et commercial), le *Dinas Perhubungan dan Komunikasi* (le service des transports et de la communication), le *Badan Lingkungan Hidup* (bureau de la protection de l'environnement), le *Dinas Kesehatan* (bureau de la santé), ou le *Dinas Pendidikan* (bureau du service de l'éducation), etc.

La sélection des organismes pour les entretiens n'a pas été réalisée au hasard, mais reprend cette typologie. Néanmoins, nous n'avons pas pu réaliser les entretiens avec l'ensemble des organismes indiqués précédemment, comme la division des finances, le service des transports et de la communication, le bureau de la santé, et le bureau du service de l'éducation, et ce pour plusieurs raisons : non obtention de l'autorisation d'entretien par le responsable de l'organisme, perception du responsable de l'organisme selon laquelle son organisme n'est pas relié au processus de développement urbain, et / ou peur de donner une mauvaise réponse. Ainsi, quelques personnes clés perçoivent leur organisme comme n'ayant pas de relation avec les programmes ou politiques de développement urbain. Autrement dit, ils perçoivent leur organisme comme ne faisant pas partie des institutions du développement urbain dans leur *kabupaten*.

Il y a eu 28 entretiens réalisés avec des fonctionnaires du *kabupaten* Tegal. Parmi eux, on compte 18 personnes clés des organismes gouvernementaux du *kabupaten* indiqués précédemment, cinq personnes des organismes gouvernementaux au niveau du village (du gouvernement du village urbain), et une personne de l'organisation non gouvernementale qui agit dans les activités du développement communautaire et des infrastructures de l'environnement urbain. De plus, sur 18 personnes clés dans les organismes gouvernementaux du *kabupaten* Tegal liés à la gestion du développement urbain interrogées, huit personnes étaient du *Bappeda* et sept personnes étaient du *Dinas Pekerjaan Umum*. Les trois autres personnes font partie des organismes de soutien tels que le *Dinas Perindustrian dan Perdagangan*, le *Badan Lingkungan Hidup*, et le *Dinas Pertanian, Perkebunan dan Kehudanan*.

À l'exception de celles qui viennent du *Bappeda* et du *Dinas Pekerjaan Umum* (DPU ou le service des travaux publics), les personnes clés interrogées des organismes du *kabupaten* Tegal étaient les chefs du service / organisme ou les personnes désignées par le chef d'organisme pour le représenter lors de l'interview. Alors que les personnes interrogées dans le *Bappeda* et le service des travaux publics, en plus des chefs des organismes, comprennent aussi les chefs de division, et les chefs de sous-division (ou de sections) dans les domaines liés à la gestion du développement urbain. Les personnes interrogées dans les organismes

gouvernementaux des villages sont le chef du village ou le secrétaire du village de certains villages à niveau d'urbanisation très élevé (indiqué par la disparition des rizières ou des activités agricoles et par la présence de nombreuses activités industrielles, notamment en termes d'industries petites et moyenne, y compris les activités à domicile qui indiquent la grande participation des habitants aux activités industrielles).

Il est intéressant de savoir qu'il y a très peu des personnes parmi les personnes clés interrogées, en particulier dans le *Bappeda* ou le DPU, qui possèdent une formation scolaire dans l'urbanisme ou dans l'aménagement urbain ou du territoire, même si la plupart d'entre elles, c'est-à-dire 12 sur 18 personnes, sont titulaires d'une maîtrise universitaire relevant d'une autre discipline. Parmi eux, il y a seulement trois personnes dans le *Bappeda*, qui sont chefs de sous-division, et qui possèdent une formation dans l'aménagement urbain et du territoire. La plupart des personnes clés dans le *Bappeda* ont une formation en sciences sociales, et l'une d'entre elles possède une formation en développement agricole. Par ailleurs, la plupart des personnes clés interrogées dans le service des travaux publics (DPU) possèdent une formation en génie civil, et l'une d'entre elles possède une formation en développement agricole. En outre, les autres personnes clés interrogées dans les autres organismes, à l'exception du *Bappeda* et du DPU, ont une formation en développement agricole ou en génie civil. Selon elles, il y a très peu d'entre eux qui ont été formés à la gestion du développement urbain, comme à travers des cours de courte durée ou d'autres formations. Par conséquent, on s'attend à ce que leurs connaissances sur les questions de développement urbain soient relativement limitées.

Parmi les personnes interviewées des gouvernements des villages, trois des cinq chefs et secrétaires interrogés possèdent des diplômes universitaires. Pourtant, aucun d'entre eux n'est diplômé dans le domaine de l'urbanisme ou même lié au développement urbain : ils sont diplômés de premier cycle en sciences sociales. En outre, ils n'ont jamais eu de formation en matière de développement urbain. Cette situation contraste quelque peu avec la responsable de l'organisation non gouvernementale interrogée. Même si elle est diplômée de premier cycle en sciences sociales, elle a suivi quelques formations dans des domaines liés au développement urbain comme le développement des infrastructures urbaines en particulier à l'échelle locale, la planification participative, et le développement communautaire.

Quant à l'expérience dans le bureau, la plupart des personnes clés interrogées ayant un poste à responsabilité, comme le chef de l'organisme, ont plus de 20 ans d'expérience de travail au sein du gouvernement du *kabupaten*, et seulement une personne qui a un peu moins

de 20 ans d'expérience. La plupart des chefs de division ont entre 15 et 20 années d'ancienneté, et les chefs de sous-division / section sont là depuis environ 10 ans. La plupart d'entre eux sont toujours dans le même organisme, même si certains sont passés d'une division à une autre ; cinq personnes, constituées de deux chefs d'organisme, de deux chefs de division et d'un chef de section sont passées d'un organisme à un autre dans le gouvernement du *kabupaten* Tegal. Cependant, elles sont toutes depuis moins de trois ans dans leur position actuelle, et cinq d'entre elles (un chef d'organisme, un chef de division et trois des chefs de sous-division) ont moins de deux ans d'ancienneté dans leur position actuelle, si bien qu'elles ne connaissent pas ou peu les rôles et fonctions de leur organisme ou de leur unité de travail dans le processus de développement urbain, ce qui vaut surtout pour les « nouveaux arrivants ».

La plupart des chefs de village et des secrétaires de village interrogés sont restés plus de cinq ans au même poste, ce qui peut s'expliquer par la réglementation : selon l'article 7 de la loi n° 5 / 1979, la durée du mandat des élus comme le chef de village est de huit ans et il / elle peut être réélu pour un mandat ultérieur. En outre, la personne de l'organisation non gouvernementale interrogée a plus de cinq ans d'expérience à son poste actuel. C'est aussi celle qui possède suffisamment de connaissances liées au processus de développement urbain.

9.3 Point de vue des personnes clés du gouvernement de *kabupaten* sur le processus d'urbanisation du territoire de *kabupaten* : différents concepts et perceptions sur l'urbanisation et sur les villes

Il est intéressant de constater qu'il existe différentes perceptions du concept d'urbanisation ainsi différentes compréhensions du terme « ville » parmi les personnes clés interrogées dans le gouvernement du *kabupaten* Tegal et dans les gouvernements des villages. En effet, très peu de personnes perçoivent l'urbanisation comme la croissance de la concentration de la population et ou des activités urbaines dans le processus de développement des villes ou des agglomérations urbaines, ou comme des transformations spatiales influencées par les croissances démographiques et économiques en milieu urbain. La plupart d'entre elles prétendent encore que l'urbanisation est un processus de la migration des populations rurales vers les grandes villes.

Au sein des personnes interrogées, c'est seulement celles qui ont suivi des formations universitaires en urbanisme ou aménagement urbain et du territoire qui perçoivent le terme

d'urbanisation dans le sens de développement des villes, des agglomérations et de concentration urbaine. De plus, il y a quelques personnes clés disposant d'un master dans un domaine lié à l'aménagement urbain et du territoire, mais avec un diplôme de premier cycle dans un autre domaine qui perçoivent toujours l'urbanisation comme une migration rurale-urbaine.

La perception de l'urbanisation en Indonésie (migration rurale-urbaine) est commune (voir Herlianto, 1986 ; et Tjiptoherijanto, 1997). Ceci est dû au fait que le développement des connaissances sur l'urbanisation en Indonésie a débuté dans l'années 1970 avec des approches démographiques relatives à la croissance rapide de la population urbaine dans les grandes villes comme Jakarta et Surabaya, qui a en effet fortement été influencée par la migration des populations rurales vers les grandes villes. Ainsi, l'urbanisation en Indonésie est fréquemment saisie comme le déplacement des populations rurales vers les grandes villes.

De ce fait, la plupart des personnes clés interrogées ont déclaré leur désaccord ou leur doute quant à l'opinion selon laquelle le processus d'urbanisation conduisant à l'augmentation de la population urbaine du *kabupaten* a déjà survenu dans leur *kabupaten*. Ils soutiennent en revanche que le *kabupaten* Tegal n'a pas encore connu de processus d'urbanisation parce que sa population a toujours augmenté dans le temps. Dans ce contexte, ils indiquent aussi qu'il est plus probable que les résidents du *kabupaten* Tegal se déplacent vers les grandes villes telles que Jakarta, Bandung ou Semarang. Alors, si le *kabupaten* participe au processus d'urbanisation, selon eux, c'est parce qu'il fournit des migrants aux grandes villes : il y a beaucoup d'habitants de Tegal qui ont déménagé à Jakarta, Bandung et Semarang pour améliorer leurs conditions de vie, dans le secteur formel comme dans le secteur informel. Dans les grandes villes comme à Jakarta, Bandung et Semarang, il y a beaucoup des personnes originaires de Tegal qui établissent des petits restaurants appelés « warteg » (ou *warung Tegal*, des petits restaurants populaires qui offrent une nourriture simple et typique destinée en particulier à ceux qui n'ont pas beaucoup d'argent pour le déjeuner et/ou le dîner lors de leur travail), ou vendent des *martabak* (unes des spécialités indonésiennes, dont il y a deux types de *martabak* : *martabak telur* ou omelette frite avec viande hachée et épices et servie avec une sauce aigre-douce ou une sauce au curry ; et *martabak kue* ou gâteau de *martabak* : gâteau chaud de farine de blé avec nappage de chocolat, noix, bananes, fromages, ou une combinaisons d'entre eux), ou encore travaillent dans les *martabak*-vente ou dans les *warteg*.

Toutefois, après avoir été informées que le terme d'urbanisation utilisé dans l'interview désigne le processus d'augmentation de la population urbaine dans le *kabupaten*, la plupart des personnes clés interrogées corrigent rapidement leur opinion en essayant de se référer à la définition qui vient de leur être donnée. Cependant, même si toutes semblent d'accord sur l'augmentation de la population dans le *kabupaten*, certaines d'entre elles sont encore dans le doute au sujet de la croissance de sa population urbaine, et ont interrogé la base d'information, qui nous dit sur l'existence de l'augmentation de la population urbaine dans leur *kabupaten*. En outre, bien que la plupart des personnes clés interviewés soient d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'apparition de la croissance, le développement et l'expansion des agglomérations urbaines ont été caractérisés par le développement urbain dans le *kabupaten*, certaines d'entre elles doutent encore de l'augmentation de la population urbaine dans le *kabupaten* dans les proportions indiquées par le BPS (le Bureau central des statistiques), soit un triplement entre 1980 à 2000 (d'environ 262 400 à 755 700 habitants).

Dans ce contexte, il est intéressant de savoir qu'il existe aussi des différences parmi les personnes clés du *kabupaten* quant à la définition de la ville telle qu'exprimée par le mot de « *kota* » en indonésien, et quant à l'agglomération urbaine (« *kawasan perkotaan* ») dans le territoire de *kabupaten*. Ces différences influencent la perception des concepts de population urbaine et d'urbanisation. Dans le répertoire de la gestion du développement urbain en Indonésie, le mot de « *kota* » a en fait deux sens. Le premier est le sens commun pour lequel le mot de « *kota* » a le sens de ville, et décrit une région qui devient une concentration de population et d'activités non agricoles dominantes. Dans ce sens, « *kota* » ne se relie pas au statut d'administratif de la région, et toutes les concentrations de croissance urbaine sont désignées par le mot « *kota* ». Le second sens de « *kota* » est lié au statut d'administratif de la région comme une subdivision administrative locale – la plus basse en Indonésie - dotée d'une autonomie régionale, qui correspondrait à une municipalité.

En fait, le dernier sens est nouveau et a été établi par la promulgation de la nouvelle loi sur l'autonomie régionale, la loi n° 32/2004 qui a remplacé le terme « *daerah kota* » (défini par la loi n° 22/1999) ou l'ancien terme « *daerah tingkat II/kotamadya* » (défini par la loi 5/1974) qui est correspondaient à la municipalité dans le langue française (voir l'article 2 de la loi n° 32/2004 ; l'article 2 de la loi n° 22/1999, et aussi les articles 3 et 72 de la loi n° 5/1974). In fine, les deux sens de « municipalité » et de « ville » sont exprimés par le même mot de « *kota* ».

Dans ce contexte, il y a peu de personnes clés interrogées qui ont une perception des villes ou des agglomérations basée sur des caractères physiques, sur les types et l'intensité des activités qui prédominent dans la région indépendamment du statut administratif du territoire. La plupart d'entre eux perçoivent en revanche le « *kota* » selon le statut administratif de la région, donc la plupart des personnes clés interrogées utilisent le terme de « *kota* » dans le sens de municipalité. Ils indiquent que les « *kota* » sont les municipalités, et les *kabupaten* sont les *kabupaten*, régions dans lesquelles les activités non urbaines dominent encore dans l'utilisation des sols. Ainsi, ils soutiennent qu'il n'y a pas de « *kota* » dans les *kabupaten*, puisque les « *kota* » se trouvent en dehors des *kabupaten*. Dans cette réflexion, il apparaît que la perception des acteurs clés est relativement prisonnière d'une pensée traditionnelle-administrative qui continue à dichotomiser les « *kota* » et les « *kabupaten* » comme régions urbaines autonomes et les régions non-urbaines autonomes respectivement. Elles perçoivent le *kabupaten* comme une région non-urbaine autonome et soutiennent que les activités développées y sont encore non-urbaines, et la croissance des activités urbaines à certains endroits dans le *kabupaten* étant simplement un développement des centres de services locaux dans le *kabupaten*, qui est fait pour rapprocher les centres de services aux habitants qui y résident.

Généralement, ceux qui n'associent pas le terme « *kota* » à une définition administrative sont ceux qui ont une formation relative à l'aménagement ou à l'urbanisme. Ils partagent généralement l'opinion selon laquelle l'augmentation de la population et de sa densité, et des activités dans certaines zones du *kabupaten* a conduit certaines parties des centres de services, y compris certains centres ruraux, à grandir pour devenir des agglomérations urbaines ou des petites villes. De plus, généralement, ils acceptent aussi ou ils sont d'accord avec l'opinion que le *kabupaten* a connu un processus d'urbanisation, traduit non seulement par une augmentation de la population urbaine, mais aussi par celle du nombre de centres urbains dans le *kabupaten*. De ce fait, ils pensent aussi que le processus d'urbanisation de leur *kabupaten* devrait faire l'objet d'une gestion attentive.

En revanche, ceux qui perçoivent le « *kota* » comme une unité administrative soutiennent que la croissance des activités urbaines dans le *kabupaten* n'a pas conduit à la formation de petites villes (*kota kecil*) ou de nouvelles agglomérations urbaines (*kawasan perkotaan*). D'après eux, la seule ville dans le *kabupaten* est Slawi. La reconnaissance de Slawi comme une ville est liée à son statut de capitale du *kabupaten*. Tandis que les autres agglomérations urbaines dans le *kabupaten* sont considérées comme les centres d'activités des

kecamatan (les divisions territoriales inférieures du *kabupaten*), c'est à dire des centres d'activités de zones rurales. Cet avis est influencé par l'existence d'une dichotomie entre la capitale du *kabupaten* et le reste du *kabupaten*. De plus, la plupart des zones urbaines hors de la capitale du *kabupaten* sont développées dans la zone centrale des *kecamatan*, si bien qu'elles sont assimilées aux centres des *kecamatan* eux-mêmes, sans référence au terme de « *kota* ». Lorsque les personnes qui adoptent ce point de vue sont confrontées à l'existence d'agglomérations urbaines formées par plus d'un *kecamatan*, sans discontinuité physique d'un *kecamatan* à l'autre (comme ce qui est arrivé dans l'agglomération urbaine formée par les trois *kecamatan* de Dukuhturi, Talang et Adiwerna et par les trois *kecamatan* de Slawi, Pangkah et Dukuhwaru), elles éprouvent des difficultés à les caractériser.

Un autre élément intervient : les villages dans la plupart des agglomérations urbaines développées dans le *kabupaten* ont toujours le statut administratif de « *desa* » (ou village) et n'ont pas encore été transformés en *kelurahan* (le statut administratif de village urbain dans la division territoriale en Indonésie). Dans le *kabupaten* de Tegal, il n'y a que six villages urbains dans la ville de Slawi, qui possèdent le statut d'administratif de *kelurahan*, même si le *kecamatan* de Slawi a 10 villages dont 6 *kelurahan* et 4 autres villages ont encore le statut administratif de *desa*, un statut administratif de la plus petite région en Indonésie, qui corresponde au commune en français, qui se relie au caractère rural. Dans la langue indonésienne, en plus d'avoir le sens de village ou de représenter la plus petite unité territoriale, le terme « *desa* » peut également avoir le sens de rural. Dans ce contexte, certaines personnes interrogées supposent que toutes les agglomérations urbaines développées dans le *kabupaten*, sauf Slawi, peuvent encore être considérées comme rurales, même si les activités agricoles ou d'autres activités non-urbaines n'y dominant plus, car leur statut administratif est encore *desa* (village et rural).

Une analyse plus approfondie révèle que ces points de vue sont aussi dus à la crainte des personnes clés d'une volonté d'autonomie (*pemekaran daerah*) de la part des agglomérations urbaines développées dans le *kabupaten* de Tegal. La reconnaissance des agglomérations urbaines développées dans leur *kabupaten* en tant que villes pourrait en effet déclencher le désir de la part de celles-ci de former de(s) nouvelle municipalité(s) séparée(s) du *kabupaten*. Un tel processus (*pemekaran daerah*) provoquerait non seulement la réduction de la superficie et de la population du *kabupaten*, mais aussi celle de ses zones de production, puisque la plupart des activités commerciales et industrielles du *kabupaten* sont situées dans ses zones urbaines principales comme dans les agglomérations urbaines de Dukuh Turi-

Talang-Adiwerna et Slawi-Pangkajene-Deukuh Waru. Dans le contexte du nouveau régime d'autonomie régionale en Indonésie (loi n° 32/2004), ces préoccupations sont compréhensibles compte tenu des possibilités de formation de nouvelles régions, y compris de municipalités (voir les articles 4 et 5 de la loi). Il y a d'ailleurs eu une prolifération de nouvelles unités administratives en Indonésie, avec 35 nouvelles municipalités et 142 nouveaux *kabupaten*, depuis la mise en place du nouveau régime d'autonomie régionale. L'une des conséquences de cette inquiétude est la négation du processus d'urbanisation dans le *kabupaten*, qui a empêché la mise en place des institutions dédiées à la prise en charge du développement urbain et de ses conséquences, institutions qui sont pourtant devenu une nécessité.

9.4 Les réponses locales et la gestion de la croissance urbaine dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*

Après le nouveau système de décentralisation entré en vigueur en Indonésie à partir de janvier 2001, la réglementation de la planification, l'utilisation et le contrôle de l'utilisation des terres deviennent sont du ressort du gouvernement local à la fois dans les *kabupaten* et dans les municipalités. La loi sur la gouvernance régionale qui est également connue sous le nom de loi sur l'autonomie régionale, c'est-à-dire la loi n° 22/1999 mise à jour par la loi n° 32/2004, et la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, c'est-à-dire la loi n° 26/2007, ont donné les pleins droits aux gouvernements des *kabupaten* et des municipalités pour effectuer l'aménagement du territoire dans leur région.

Dans l'exercice de l'aménagement du territoire des *kabupaten*, la loi n° 26/2007 confie à chaque gouvernement de *kabupaten* la préparation d'un *Rencana Tata Ruang Wilayah Kabupaten (RTRW Kabupaten* ou plan d'aménagement du *kabupaten*) et de plans détaillés en fonction de leurs besoins (voir l'article 14 de la loi n° 26/2007). Les plans détaillés de *kabupaten* consistent en des *Rencana Detail Tata Ruang Kabupaten (RDTR Kabupaten* ou plans détaillés du *kabupaten*) et en des plans des zones stratégiques du *kabupaten* (voir l'article 14). Normalement, les plans détaillés du *kabupaten* sont préparés pour chaque partie du *kabupaten*, soit un territoire d'un *kecamatan*, une partie d'un *kecamatan*, ou une combinaison de tout ou parties de plusieurs *kecamatan* dans le *kabupaten*. Cette définition de la zone de planification du *RDTR Kabupaten* selon la nouvelle loi est différente à sa définition précédente conformément à la réglementation précédente. Selon la réglementation précédente,

à savoir le *Peraturan Menteri Dalam Negeri* ou règlement du ministre d'intérieur n° 2/1987 sur les lignes directrices pour la planification de ville, la zone de planification du RDTRK ne devrait impliquer que la région de la tête de *kecamatan*, et ne devrait pas de toutes la zone urbaine dans le *kecamatan*.

Pendant ce temps, les plans des zones stratégiques sont préparés pour certaines zones qui doivent être définies à l'avance par le gouvernement du *kabupaten* (article 11 de la loi n° 26/2007). Selon le règlement du gouvernement central (*PP* ou *Peraturan Pemerintah*) n° 34/2009 sur les lignes directrices pour la gestion des zones urbaines, les zones urbaines, en particulier celles qui ont une croissance urbaine rapide, peuvent être désignées comme des zones stratégiques dans le *kabupaten*. D'autre part, selon le règlement du gouvernement central, ces zones urbaines peuvent être développées au sein d'un *kabupaten*, ou couvrir des parties de deux ou plusieurs *kabupaten* ou municipalité adjacentes (voir l'article 2 du *PP* n° 34/2009).

Dans le contexte de la gestion de l'utilisation des terres, la loi sur l'aménagement du territoire stipule également que même si le plan d'aménagement du *kabupaten* peut servir de guide pour la détermination de la localisation des activités (voir l'article 26 de la loi n° 26/2007), ce sont les plans détaillés qui servent de base pour la préparation des règlements de zonage (voir l'article 14). En fait, le règlement de zonage est un nouvel outil mis en place par la nouvelle loi d'aménagement du territoire. Dans sa partie explicative, la loi d'aménagement du territoire indique que les règlements de zonage définissent les exigences d'utilisation des terres dans une parcelle particulière dans la zone de planification (voir la description générale de la loi n° 26/2007). Dans ce contexte, les règlements constituent les outils opérationnels du contrôle de l'utilisation des terres. À chaque plan détaillé correspond un règlement de zonage, si bien que ce sont les plans détaillés, dans les formes des RDTR *kabupaten* et des plans stratégiques, qui servent d'outils opérationnels dans la gestion de l'utilisation des terres des *kabupaten* (voir l'article 14 de la loi n° 26/2007).

En outre, la nouvelle loi de l'aménagement du territoire n'annule pas toutes les réglementations d'aménagement qui existaient avant tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations de cette loi, sauf la loi n° 24/1992 sur l'aménagement du territoire, seule loi qui est abrogée par la nouvelle loi (voir l'article 79 de la loi n° 26/2007). Donc, toutes les plans de développement urbain et / ou du territoire des *kabupaten* restent en vigueur jusqu'à l'adoption des nouveaux plans établis conformément des nouvelles réglementations. Mais d'autre part, la nouvelle loi stipule que toutes les réglementations locales sur l'aménagement du territoire des

kabupaten, et même celles des municipalités et des provinces, doivent être révisées dans un délai de trois ans après la nouvelle loi a été promulguée (voir l'article 78 de la loi n° 26/2007 de la loi n° 26/2007). Cependant, tous les gouvernements locaux n'ont pas été en mesure de réviser leur plan d'aménagement du territoire et/ou leurs plans détaillés dans le délai imparti (soit d'ici avril 2010). Le *kabupaten* Tegal en fait partie : fin 2010, il n'avait pas révisé son plan d'aménagement du territoire, et seul le plan détaillé de Slawi a été révisé en 2010.

Les responsables du *Bappeda* (le bureau de la planification des développements de la région) du *kabupaten* Tegal estiment que cet insuccès est dû à la longue discussion sur le projet de réglementation qui a eu lieu lors des procédures parlementaires locales. En fait, ils ont essayé d'engager le renouvellement ou la révision du plan d'aménagement du territoire depuis la fin 2007, espérant que le plan pourrait être préparé en 2008 et être adopté comme réglementation locale l'année suivante, ce qui leur aurait permis de respecter le délai imparti. Malheureusement, la proposition de révision n'a pas eu le plein appui des dirigeants locaux et du parlement local et la proposition de financement de la révision n'a pas été approuvée en 2007, mais seulement en 2008, pour une révision à effectuer en 2009. Ce phénomène montre que la formulation de la réglementation locale sur le plan d'aménagement du territoire n'est pas seulement un processus mécanique mais dépend également de processus politiques et des décideurs locaux.

Plus précisément, les responsables du *Bappeda* interrogés disent que l'échec de 2007 était dû au fait que l'attention des dirigeants du *kabupaten* en termes de développement local était encore axée sur des « projets de *mercu suar* » (un mot indonésien pour le 'phare', qui est souvent utilisé pour décrire les projets qui sont conçus comme des marqueurs d'un leadership de certains dirigeants de la région en Indonésie). Il y avait alors trois projets de *mercu suar* du *Bupati*. Le premier est le projet de construction et d'amélioration de rond-point de la ville de Slawi, qui selon le *Bupati*, qui marque l'entrée dans la ville de Slawi pour ceux qui traversent la route régionale de Tegal à Purwokerto. La seconde est le projet de construction de la Grande Mosquée de Slawi, en bordure du rond-point de la ville de Slawi. Le dernier est le projet de construction de la route périphérique de Slawi.

Selon les responsables du *Bappeda* du *kabupaten* Tegal, les deux premiers projets sont destinés, pour le *Bupati*, à donner d'un point de repère majeur pour la ville de Slawi. C'est la raison importante de la construction du rond-point de Slawi, même si le rond-point n'est pas situé à un croisement mais seulement sur un tronçon de la route principale de la ville dépourvu d'intersection. La construction de la Grande Mosquée de Slawi constituait une

réponse à l'absence d'un tel équipement, situation inhabituelle bien que Slawi ait déjà de nombreuses grandes et petites mosquées construites par ses communautés. La construction de la route périphérique quant à elle visait à détourner le flux du trafic régional traversait le centre de Slawi. Ainsi, les projets de *mercu suar* peuvent être considérés comme des projets dédiés au développement de l'image et de l'identité de Slawi comme tête du *kabupaten*.

Figure 9.1

Le rond-point et de la Grande Mosquée de Slawi



Source : travail de terrain, 2010.

Certains responsables du *Bappeda* interrogés indiquent qu'ils ont suggéré au *Bupati* de remettre à plus tard les trois projets pour plusieurs raisons : ce ne sont pas des projets qui présentent un caractère d'urgence pour le *kabupaten* ; ils sont très coûteux, notamment dans le contexte de la disponibilité des fonds de développement du *kabupaten* Tegal ; et surtout le projet de Grande Mosquée pourrait être financé par la collaboration entre le gouvernement du *kabupaten* et les autres parties prenants y compris les communautés. Mais les décideurs locaux ont décidé de réaliser les trois projets considérés comme nécessaires à l'amélioration de la qualité de la ville de Slawi du fait de son statut de capitale du *kabupaten*. En outre, pour surmonter le problème du financement, le *Bupati* a demandé que le financement des trois projets soit étalé sur plusieurs années par le gouvernement du *kabupaten* Tegal. L'une des conséquences en est la réduction de la capacité du gouvernement du *kabupaten* dans l'allocation de fonds de développement, en particulier pour le développement physique et les

autres activités qui y sont liées, la préparation des plans d'aménagement du territoire et autres, pendant la période où le budget de développement est concentré sur les trois projets « *mercu suar* ».

Par ailleurs, les responsables de la planification des développements locaux du *kabupaten* au *Bappeda* montrent que la difficulté d'obtenir l'approbation du budget de révision des plans est influencée par les choix budgétaires effectués en faveur de projets qu'ils appellent « *aspirasi anggota DPRD* » (ou les aspirations des législateurs locaux). Ils utilisent ce terme pour décrire les projets spécifiques proposés dans les réunions de budgétisation par certains membres du parlement local, issus de partis politiques ou de coalitions de partis politiques qui contrôlent la majorité des législateurs. De tels projets sont réalisés là où leurs électeurs ou les législateurs résident. Produits du contexte politique, ces projets n'ont pas vocation à répondre aux besoins de développement et/ou aux besoins de la communauté.

Au cours d'entretiens séparés, certains responsables chargés d'évaluer les propositions de projet des législateurs locaux dans le *Dinas PU* (*Dinas Pekerjaan Umum* ou le Service de Travaux Publics) ont renforcé les opinions des responsables du *Bappeda* sur les projets d'*aspirasi anggota DPRD*. D'après eux, la plupart concernent l'amélioration ou l'entretien des routes, des ponts ou des bâtiments, et ont été proposés là où ils résident ou là où leurs électeurs habitent. En outre, les responsables interrogés dans le *Dinas PU* disent également que la plupart sont de petits projets, d'une valeur de moins de 50 millions rupiah (Rp. 50 millions, à peu près équivalente à 4 250 euros) par projet.

Selon le décret présidentiel n° 80/2003 sur les directives pour la mise en œuvre de l'achat des biens et services pour le gouvernement, les projets de moins de Rp. 50 millions peuvent être mis en œuvre par une nomination directe sans passer la procédure d'appel d'offres, ou une procédure d'appel d'offre simple qui implique seulement un responsable d'achat désigné, sans passer par la mise en place d'un comité d'achat (voir l'article 10). Avec la simplicité de cette procédure d'achat, les responsables dans le *Dinas PU* disent que le législateur local qui a proposé le projet peut avoir l'opportunité de gérer la mise en œuvre du processus d'achat à travers la méthode de nomination directe. L'entreprise nommée par le législateur est celle qui aura le projet, parce qu'il y a rarement plus d'une entreprise qui a exprimé son intérêt à l'effectuer.

Même si chacun représente généralement une petite dépense, leur cumul fait que les projets d'*aspirasi anggota DPRD* consomment généralement une partie relativement

importante du budget de développement annuel. Les responsables interrogés dans le *Dinas PU* montrent qu'ils peuvent en consommer entre 25 à 30 %, et quelquefois jusqu'à près de 40 %. Il y a en effet 42 législateurs locaux qui sont susceptibles de proposer de tels projets, voire d'en soumettre plusieurs par an.

Quand ils sont interrogés plus en détail, les responsables dans le *Dinas PU* et dans le *Bappeda* montrent qu'il n'est pas facile pour eux de rejeter les propositions des législateurs locaux car elles sont accompagnées par des lettres de demande de la communauté qui réside là où les projets seront mis en œuvre. De plus, comme les responsables dans le *Bappeda* l'ont signalé, s'y ajoute le soutien des dirigeants de la région qui considèrent les projets comme des projets proposés par les communautés soumises aux législateurs. Par conséquent, les responsables du *Dinas PU* sont souvent amenés à donner l'avantage aux projets proposés par les législateurs locaux dans la planification et la budgétisation de leurs travaux, bien qu'ils soient conscients qu'ils ne constituent pas une haute priorité par rapport à d'autres qui s'avèreraient plus nécessaires.

En tant que membres d'une institution qui effectue la planification et la budgétisation des activités des institutions du gouvernement local dans la région, les responsables interrogés dans le *Bappeda* soulignent les difficultés de cette situation qu'ils considèrent comme des pratiques transactionnelle entre les dirigeants de la région et les législateurs, qui impliquent de nombreuses propositions des législateurs locaux. Comme l'a souligné Ernest R. Alexander (2001), de telles pratiques qui sont plus basés sur la valorisation de la relation informelle pourraient potentiellement conduire à des coûts de développement plus élevés, comme il dit que « le coût des transactions ». Les personnes interrogées au *Bappeda* ajoutent que, parfois, des législateurs ont proposé un grand nombre de projets à financer par le budget du *kabupaten*. Dans ce cas, le plus souvent les dirigeants de la région n'ont donné aucune l'indication sur les choix à opérer. Donc, les responsables dans la *Bappeda* doivent choisir par eux-mêmes. Les problèmes surviennent souvent quand de nombreux législateurs locaux ne sont pas satisfaits du projet de budget du *kabupaten*. Dans ce cas, la discussion du budget entre l'exécutif et le législatif devient très longue. Pour éviter cette situation, les responsables dans la *Bappeda* souhaitent pouvoir se reposer sur une base juridique qui stipule la limite du budget que chaque membre du parlement local peut utiliser en proposant des projets de développement. Ils pourraient alors estimer plus facilement le montant du budget local qui peut être utilisé pour la planification et la budgétisation des activités de développement qui sont basées sur leurs programmes de planification.

Dans ces conditions, il n'est pas facile pour les responsables du *Bappeda* de disposer du budget nécessaire à la révision du plan d'aménagement du *kabupaten* et des plans détaillés. Par ailleurs, selon les responsables du *Bappeda*, la plupart des dirigeants de la région et les acteurs clés dans le comité du budget dans le DPRD préfèrent que le budget soit utilisé pour des projets de la construction que pour des activités de planification et/ou d'études et recherche, car les résultats de ces projets peuvent être vu par les communautés et peuvent être utilisés pour surmonter les problèmes de développement existants.

En outre, bien que le plan d'aménagement du territoire du *kabupaten* et les plans détaillés non révisés soient déclarés encore valides par la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, leur rôle dans la régulation de la croissance physique urbaine est relativement peu efficace. D'une part, le plan d'aménagement du territoire seul n'est pas suffisant pour diriger la croissance urbaine puisqu'il ne peut pas être utilisé comme une base de délivrance des permis de construire ; le plan doit donc être détaillé pour chaque région urbaine. D'autre part, la zone de planification des plans détaillés conformément à la réglementation précédente n'implique que la région de la tête de *kecamatan* (voir le *Peraturan Menteri Dalam Negeri* ou règlement du ministre d'intérieur n° 2/1987 sur les lignes directrices pour la planification des villes), qui se limite souvent aux zones bâties des villages où les bureaux du gouvernement à l'échelle de *kecamatan* se localisés et à leurs alentours¹, généralement plus étroites que les zones urbaines existantes et à venir.

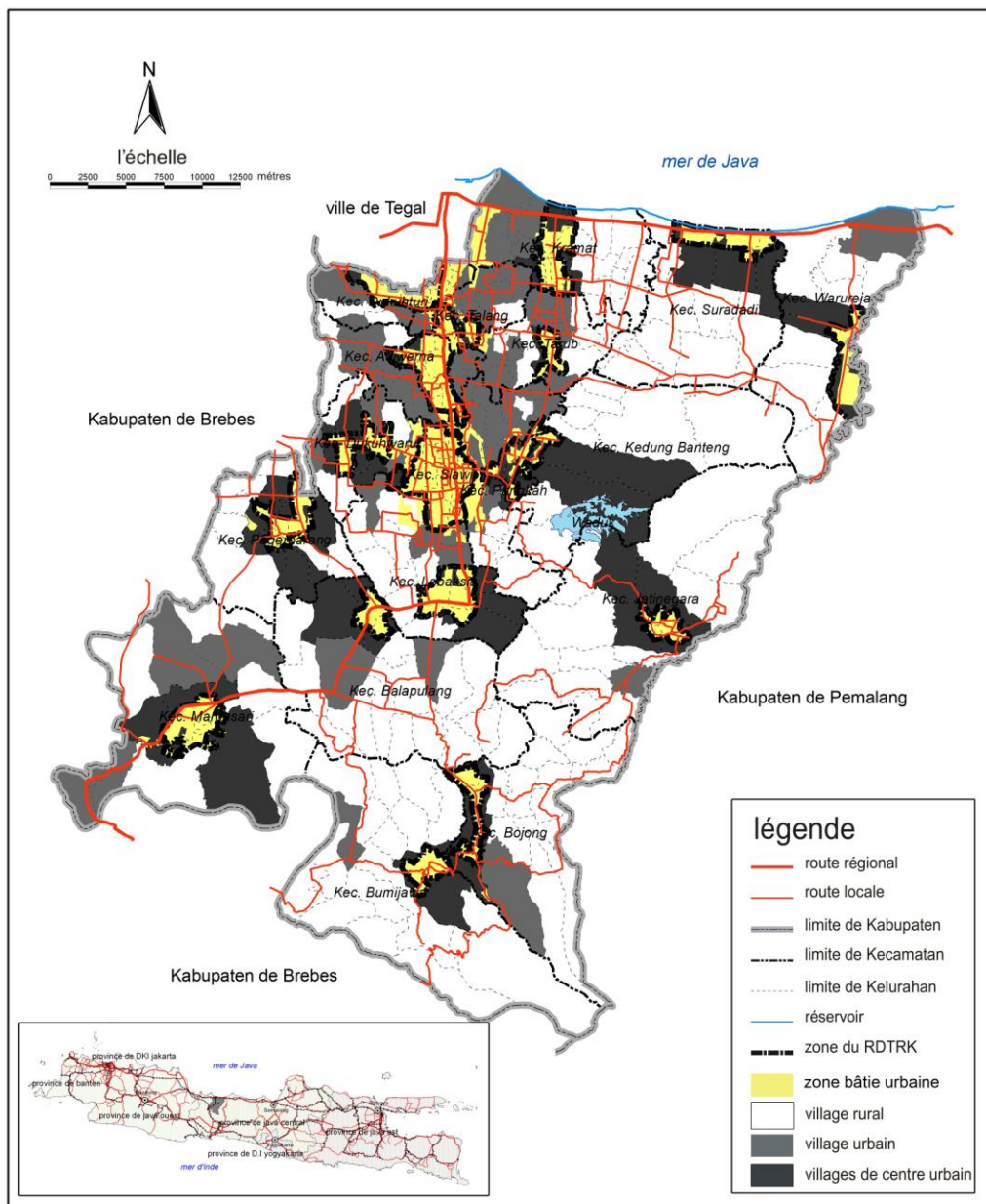
La Figure 9.2 montre les différences entre les zones de planification de chaque plan détaillé créé pour chaque tête du *kecamatan* avec les zones administratives de village de la tête de *kecamatan*, et avec les zones des villages urbains de chaque agglomération urbaine dans le *kabupaten* Tegal. Donc elle montre également les zones d'agglomération urbaine qui n'ont pas été impliquées dans les zones de planification des plans détaillés, c'est-à-dire les zones urbaines situées hors des zones de têtes des *kecamatan*. Les zones urbaines situées hors

¹ D'après le *Peraturan Menteri Dalam Negeri* ou règlement du ministre d'intérieur n° 2/1987 sur les lignes directrices pour la planification de ville, l'un de types de la ville qui doit être préparé par une plan d'aménagement urbain pour faire face son processus de développement en faisant la gestion de développement urbain dans la ville. Comme la plupart des utilisations des terres des *kecamatan* dans les territoriales des *kabupaten* étaient encore sont occupés par les activités non urbaines, ainsi que tous les *kecamatan* dans les municipalités devrait être planifiés par de plans détaillés de la municipalité, le plan d'aménagement urbain dans les *kecamatan* des *kabupaten* a été dirigée dans un forme de l'RUTR IKK ou de plan d'aménagement urbaine de la tête du *kecamatan*, avec un niveau de la planification de plan détaillé. Pour cette raison, donc le plan d'aménagement urbain de *kecamatan* est dirigé également par le règlement du ministre d'avoir la zone de planification de seulement de zone de la tête du *kecamatan* qui est définie comme les zone où la plupart des bureaux de gouvernement local dans l'échelle de *kecamatan* se situent et les zones urbaines alentours.

des têtes des *kecamatan* n'ont donc pas encore fait l'objet de plans détaillés, et ne sont concernées que par le plan d'aménagement du territoire du *kabupaten* qui détermine les permis d'emplacement (règlement du ministre d'intérieur n° 2/1987). Le plan est assez général, à une échelle comprise entre 1 : 50.000 et 1 : 100.000, et il comporte seulement des directives sur l'utilisation des terres sans aucune directive sur le plan de développement du quartier comme les codes du bâtiment, le plan de développement des réseaux routiers, de la fourniture des services urbains, etc.

Figure 9.2

La comparaison des zones de planification des plans détaillés et les zones urbaines dans le *kabupaten* Tegal



Dans cette circonstance, les zones urbaines situées hors des zones des têtes des *kecamatan* ne sont pas préparées à accueillir la croissance urbaine, alors qu'elles sont devenues également des lieux de développement des activités urbaines, en particulier dans le corridor de la route régionale. Tommy Firman (1992) indique que ce type de développement réalisé par les promoteurs immobiliers privés est l'un des facteurs clés qui ont initié les transformations urbaines dans les zones périurbaines ou les zones situées hors des centres des villes encore dominées par des activités non urbaines dans les *kabupaten* de l'île de Java (voir aussi Winarso et Firman, 2002 ; Firman, 2003). Dans le même contexte, Hudalah et al (2010) montrent que la grande tendance des développements physiques dans les zones périurbaines est provoquée par les pratiques de « *planning by opportunities* » (l'aménagement par opportunités). Cette pratique peut être définie comme une forme d'aménagement urbain qui permet au secteur privé et à la communauté de profiter des occasions apparues dans les processus de développement urbain par la croissance de la valeur des sols ainsi que de la valeur de l'emplacement des zones urbaines pour répondre leurs besoins de la mise en œuvre leurs activités. Généralement, de telles pratiques peuvent se produire à cause de l'absence de directives de planification dans la région, à l'exception des directives de plan d'aménagement de territoire.

En se référant à la typologie de gouvernement établie par Healey (2006), ces pratiques peuvent être déclassées dans le « *corporatism* » qui est indiqué par l'existence de « partenariat » entre le gouvernement local et des intérêts commerciaux et / ou des intérêts des propriétaires fonciers dans le processus de développement urbain. En plus d'être source de bénéfices en ouvrant des opportunités de développement, de telles pratiques peuvent également être nuisibles, surtout si le partenariat a privilégié les milieux d'affaires en négligeant les intérêts publics ou d'autres tels que les intérêts de la préservation de la qualité de l'environnement, ce qui peut se produire lorsque ces collusions ne sont pas compensées par un contre-pouvoir défendant les intérêts publics.

Dans le cas du *kabupaten* Tegal, les entretiens avec les responsables du *Bappeda* démontrent que les propositions de développement hors des zones de planification des plans détaillées sont susceptibles d'engendrer un dilemme lors du processus décisionnel. D'un côté, comme c'est une région en croissance, le *kabupaten* Tegal connaît un besoin élevé d'investissement en vue d'améliorer son développement économique, mais de l'autre côté les propositions peuvent stimuler d'autres développements physiques, qui ensuite et de façon

cumulative, peuvent engendrer des menaces pour l'existence de terres agricoles fertiles dans les zones périphériques.

Pourtant, les responsables du *Bappeda* du *kabupaten* Tegal interrogés soutiennent qu'habituellement le *kabupaten* accorde le permis de développement à de telles propositions à condition que les activités proposées soient cohérentes avec les directives de l'utilisation des sols dans le plan d'aménagement du territoire du *kabupaten*, même s'il n'y a pas encore de plan détaillé pour encadrer la construction des bâtiments. Le problème est moins important lorsque la mise en œuvre de ces activités ne stimule pas la croissance d'autres activités informelles. L'inverse peut cependant se produire dans de nombreux cas. Le cas du *kabupaten* Tegal montre que les exemples d'activités qui peuvent générer le développement d'autres activités sont celles industrielles qui requièrent une main d'œuvre importante, la construction de complexes résidentiels, et le développement de certains services urbains tels que les hôpitaux, les lycées ou établissements d'enseignement supérieur. A l'inverse, les exemples d'activités faiblement génératrices d'autres activités sont les activités de stockage (type entrepôts), ou le développement de stations d'essence.

Dans de nombreux cas dans le *kabupaten* Tegal, les activités engendrées sont informelles comme des petits magasins ou petits restaurant, qui essaient de tirer parti des avantages économiques découlant de l'arrivée d'un grand nombre de personnes en lien avec l'activité principale. Les activités résidentielles, en particulier qui sont construits par les activités informelles, pourraient aussi être les activités qui déclencher des menaces pour l'existence de terres agricoles fertiles, par leur pouvoir de l'agglomération qui ensuite provoque de développement des autres de services, comme les magasins et restaurants ou même des activités plus formelles comme le marché et l'établissement d'enseignement ou de santé.

Dans ce contexte, le développement des grandes activités hors des limites des villes existantes, en particulier dans les corridors le long des grandes routes régionales, peut engendrer une extension des zones urbaines préexistantes. Cette tendance est soutenue ou non par l'intensité du développement des activités informelles, comme cela est habituellement le cas dans le développement de zones périurbaines de nombreuses régions en Indonésie. Et cet étalement urbain est souvent accompagné par le mélange de développement d'activités urbaines et non urbaines, en particulier informelles.

Concernant la gestion des activités informelles dans le territoire du *kabupaten* Tegal, les entretiens avec les responsables du *Bappeda* montrent également que le gouvernement du *kabupaten* est confronté à certaines difficultés, en particulier en raison du développement du logement et des activités commerciales informels. La faiblesse des contrôles et l'absence de réglementation sont considérées par les responsables du *Bappeda* comme le facteur principal de l'incapacité du gouvernement du *kabupaten* à gérer voire contenir la croissance des activités informelles.

D'autre part, la perception de l'utilisation des sols par les populations explique en partie le développement souvent informel de l'urbanisme. Pour les populations, le droit de construire des bâtiments sur leurs terres paraît évident, ils pensent être libres d'utiliser les sols qu'ils ont, sans devoir en demander la permission au gouvernement local. D'après eux, aussi longtemps que leurs voisins ne s'opposent pas à leur choix en matière d'utilisation des sols, ils se considèrent dans leur plein droit. Avec cette conception du mode d'occupation des sols dans lequel chacun a le droit d'utiliser ses terres comme il l'entend, les responsables du *Bappeda* expliquent que la plupart des constructions de la communauté dans le *kabupaten* ont été menées sans demander la permission. Néanmoins, les permis sont parfois demandés lorsque des demandes de financements, de prêts sont sollicités, mais elles ne sont généralement pas exhaustives et ne contiennent qu'une partie des projets souhaités. De plus, les responsables du *Bappeda* soulignent que cet état d'esprit pourrait conduire à des violations de la réglementation en matière d'aménagement dans le *kabupaten*. De nombreux bâtiments et activités dans des zones qui ne sont pas destinées à la construction et/ou à l'activité existent déjà. Ils expliquent la situation ainsi :

« C'est déjà une culture ici, dans laquelle ils ne se sentent pas la nécessité de demander la permission au gouvernement quand ils vont développer leur maison. Ce dont ils ont besoin, c'est de la permission des voisins, et après ils informent le chef du village du développement de leur maison. Ils ne ressentent non plus le besoin de demander la permission du gouvernement s'ils veulent faire un kiosque ou un petit restaurant dans leur maison. »

« Ils construisent sur leur propre terre. Donc, nous ne pouvons pas faire grand chose pour interdire la construction. Nous pouvons les inciter à demander la permission avant la construction de bâtiments ou avant d'effectuer l'activité, et continuer la socialisation de la réglementation des permis de construire et de mise en œuvre des activités auprès du public ».

D'un côté, les opinions indiquent l'incapacité du *kabupaten* dans ses efforts de gérer la croissance urbaine, dans un contexte d'informalité. D'un autre côté, les opinions indiquent également la faible capacité des responsables du *Bappeda*, l'institution qui sert de référence

principale dans la planification et le contrôle de l'utilisation de l'espace dans le *kabupaten*, dans ses efforts de formuler un mécanisme efficace pour contrôler la croissance urbaine dans le territoire du *kabupaten*.

Si nous nous référons au « *planning by opportunities* » analysé par Hudalah et al (2010) dans leur étude sur les conflits environnementaux en Indonésie, nous pouvons constater que les résultats diffèrent de ceux observés dans le *Kabupaten Tegal*. Hudalah et al (2010) montrent que les pratiques du « *planning by opportunities* » dans la région du Nord de Bandung ont produit un résultat positif en termes de gouvernance. Ils montrent que le résultat généré par la réussite des pratiques qui ouvrent ce qu'ils appellent comme les « moments d'opportunité », à savoir les opportunités qui permettent les rencontres des acteurs qui s'opposent dans une décision importante, qui est inclus des coalitions d'ils sont favorables à la croissance et leurs inconvénients. Dans le cas de développement de la région du Nord de Bandung, ceux qui se rencontre sont constitués d'acteurs gouvernementaux, des promoteurs privés qui ont accepté de réaliser le développement dans la région du nord de Bandung, ainsi que les ONG environnementales, les politiciens et les experts qui militent en faveur de l'importance de protéger l'environnement et la durabilité dans les modes de développement. Ensuite, des actions collectives mobilisent les connaissances des acteurs et les ressources relationnelles entre les partisans et les opposants, ce qui améliore à terme la capacité institutionnelle à aménager le territoire dans la région au Nord de Bandung.

En revanche, le *kabupaten Tegal*, qui est également caractérisé par des initiatives du secteur privé et de la communauté visant à tirer parti de la croissance de la valeur des sols et de leur localisation dans le processus d'urbanisation, n'a pas encore connu « les moments d'opportunité » qui peuvent engendrer des processus dynamiques comme ce qu'il s'est produit dans la région du Nord de Bandung. Les informations communiquées par les responsables du *Bappeda* du *kabupaten* montrent qu'il n'y a pas encore de développement d'actions collectives de la part des parties prenantes, y compris les partisans du développement comme les acteurs du gouvernement, les promoteurs immobiliers privés et/ou les promoteurs des activités industrielles ou commerciales, et les opposants comme les ONG environnementales, les politiciens et les experts ou les observateurs du développement du *kabupaten*. Dans ce contexte, les responsables du *Bappeda* montrent que, habituellement, la communauté du *kabupaten* accepte toutes les décisions de développement prises par le gouvernement du *kabupaten*. En fait, la remise en question des décisions de développement prises par le

gouvernement est souvent formulée dans des cas de refus de permis de construire par ceux qui les ont déposés.

La différence de résultat est aussi due à l'existence de différences de capacités entre les acteurs non gouvernementaux des communautés de Bandung et du *kabupaten* Tegal. Troisième plus grande région urbaine en Indonésie, Bandung qui accueille aussi de grandes universités, regroupe une population qui est considérée comme ayant une forte capacité à se mobiliser et à se saisir des problèmes locaux, à l'inverse du *kabupaten* Tegal dans lequel il n'y a aucune université. Dans ce cas, Hudalah et al (2010) montrent que les bonnes capacités des communautés encouragent la mobilisation des ressources sociales, donnent à des acteurs faibles le pouvoir de défendre leurs intérêts, et favorisent l'attention des acteurs politiques et des décideurs face aux questions environnementales et de durabilité.

9.5 Point de vue des personnes clés sur le problème de maintenance et de développement des opportunités d'emploi appropriées pour les populations locales

Comme cela a été indiqué dans le chapitre cinq, l'un de problèmes clés apparus dans le processus d'urbanisation dans les *kabupaten* est celui du maintien et du développement d'opportunités d'emploi appropriées à la population locale. Ce problème est déclenché par le fort taux de conversion des terres agricoles vers d'autres utilisations des sols, que ce soit à des fins résidentielles, industrielles ou autres. En fait, les activités agricoles accueillent la plupart de la main-d'œuvre du *kabupaten*. En outre, les activités agricoles ayant conservé une organisation traditionnelle, chaque hectare de terre, en particulier de rizière, peut fournir plusieurs emplois. Donc la conversion des sols région peut signifier la destruction d'un grand nombre d'emplois agricoles autrefois occupés par les locaux. Le problème est également caractérisé par de faibles liens économiques entre les activités industrielles développées dans les *kabupaten* et les activités agricoles locales. Par conséquent, la croissance des activités industrielles qui se produit dans le processus d'urbanisation des *kabupaten* a tendance à réduire les possibilités d'emplois existantes.

Dans le sens pratique, si le processus d'urbanisation des *kabupaten* a augmenté la productivité de la région, il a également été accompagné d'une baisse du nombre de travailleurs dans le secteur agricole. Simultanément, l'augmentation du nombre d'emplois dans les autres secteurs n'est pas en mesure d'absorber l'intégralité des travailleurs agricoles ayant perdu leur emploi. Ce problème est à mettre en relation avec le développement de la

pauvreté dans le *kabupaten*. Il est donc intéressant de comprendre la perception et la connaissance qu'ont les personnes clés du gouvernement local de ces processus, et de comprendre les réponses locales mises en œuvre pour faire face de problème.

Les interviews de certains responsables dans le gouvernement du *kabupaten* Tegal montrent qu'il n'y a pas d'institution dans le *kabupaten* qui ait évalué ce problème attentivement. En fait, il y a au moins trois institutions dans le *kabupaten* qui s'occupent des sujets économique et de développement : la division du développement économique et des infrastructures du *Bappeda* du *kabupaten*, la division de l'économie et du développement du *Sekretariat Daerah* (le secrétariat du *kabupaten*), et le *Dinas Sosial, Tenaga Kerja dan Transmigrasi* (le service d'affaires sociales, de main-d'œuvre et de transmigration) ; toutes trois peuvent être considérées comme concernées par ce problème. Pourtant, aucune d'entre elles ne s'occupe de la diminution des travailleurs dans les activités agricoles au sein du *kabupaten*.

Les entretiens avec les responsables dans la division de développement économique et des infrastructures du *Bappeda* montrent que bien qu'ils aient connaissance du problème depuis longtemps, ils ont toujours eu tendance à évaluer le développement et la croissance économique, au lieu d'évaluer l'augmentation et la réduction du nombre d'emplois dans le *kabupaten*. Pour cette raison, ils soutiennent la création d'opportunités d'emplois. En outre, ils se demandent si l'observation du marché de l'emploi dans le *kabupaten* fait également partie de leurs attributions et fonctions².

Sur la diminution du nombre d'ouvriers dans le secteur agricole, ils considèrent qu'elle s'explique par un double phénomène : le vieillissement d'une grande partie de la main d'œuvre agricole d'une part, et d'autre part la diminution du nombre de jeunes travailleurs s'orientant vers les activités agricoles. Ils soutiennent que le vieillissement de la main-d'œuvre agricole a été suivi par une diminution importante des emplois agricoles. En outre, la

² Selon le *Perda* (*Peraturan Daerah* ou la réglementation locale) du *kabupaten* Tegal no. 6/2008 sur le schéma d'organisation de l'administration locale du *kabupaten* Tegal, les attributions et fonctions de la Division du développement économique et des infrastructures du *Bappeda* est d'aider le chef du *Bappeda* dans la mise en œuvre de planification des développements régionaux du *kabupaten*, en particulier dans le domaines de développement économique et les infrastructures, comme : (1) la préparation des documents de planification du travail du *Bappeda* dans le développement économique et des infrastructures du *kabupaten* ; (2) la préparation du matériel pour la formulation des principaux points des politiques générales et techniques opérationnelle de planification des développement régional dans la domaine du développement économique et des infrastructures ; (3) la coordination et la préparation des matériaux de la planification des développements économique et des infrastructures ; la mise en œuvre des fonctions de contrôle, d'évaluation et de *reporting* de la planification locale dans la domaine de développement économique et des infrastructures.

diminution de la volonté des jeunes travailleurs à s'orienter vers le secteur agricole est influencée par le développement des opportunités d'emploi nouvelles et souvent urbaines (industries, services, etc.). Dans ce contexte, les responsables de la division du développement économique et des infrastructures du *Bappeda* considèrent que la diminution du nombre de travailleurs dans le secteur agricole est l'une des conséquences du développement économique dans le *kabupaten*, qui a élargi les opportunités de travail en dehors du secteur agricole. Pourtant, ils n'ont jamais réalisé que la baisse était élevée et la diminution du nombre de travailleurs agricoles était plus forte que la création de nouveaux emplois dans les autres secteurs.

Les entretiens avec les responsables de la division de l'économie et du développement du *Sekretariat Daerah* (le secrétariat du *kabupaten*) trouvent que la diminution du nombre de travailleurs agricoles n'entre pas dans leurs fonctions et attributions. Ils soutiennent que les celles-ci concernent l'administration et la coordination de la mise en œuvre des politiques et de programmes de développement économique du *kabupaten*, de façon à en faciliter le déroulement. En outre, les responsables de l'institution soutiennent qu'ils n'ont pas autorité pour formuler des politiques et des programmes de développement économique du *kabupaten*. Dans ce contexte, les responsables de cette institution soutiennent que l'évaluation du problème n'est pas l'une de leurs attributions, et ils supposent qu'elle devrait être à la charge d'une autre institution autorisée à formuler les politiques de développement du *kabupaten*, en particulier celles de la création des opportunités d'emploi pour la population du *kabupaten*.

Enfin, les entretiens avec les responsables du *Dinas Sosial, Tenaga Kerja dan Transmigrasi* montrent que le dinas a principalement tendance à se concentrer sur l'évaluation des employés qui travaillent dans les secteurs formel non traditionnels, tels que les secteurs industriel et de service. Les responsables interrogés ont dit que les travailleurs dans les secteurs informel-traditionnels comme les travailleurs agricoles et les travailleurs domestiques (comme les femmes de ménage ou les servantes) ne sont pas encore devenu leur préoccupation jusqu'à maintenant. Ils expliquent que c'est parce que la plupart des règlements sur l'emploi sont toujours spécifiques aux travailleurs des secteurs modernes formels, en particulier dans le secteur industriel. En outre, ils soutiennent qu'ils ne peuvent pas appliquer les règlements actuels sur l'emploi aux travailleurs des secteurs informel-traditionnels en raison des différences qui existent entre les deux secteurs. En conséquence, ils ne s'estiment pas en mesure d'administrer et de gérer les questions liées à l'emploi dans les secteurs informel-traditionnels comme les travailleurs agricoles.

Les responsables du *Dinas Sosial, Tenaga Kerja dan Transmigrasi* interrogés soutiennent que l'incapacité du dinas à gérer les questions du travailleurs en dehors des activités du secteur moderne-formels est influencée également par l'organigramme³ du *dinas* qui ne leur donne pas l'opportunité de développer leurs compétences et capacités dans la les autres secteurs. Ils montrent que, dans l'organigramme de *dinas*, la gestion des questions de main-d'œuvre est attribuée à la division de la protection, du développement et de l'inspection de la main-d'œuvre ; cette division se compose des deux sections : la section de la protection et de l'inspection et la section des relations industrielles et des conditions de travail. Ainsi, la division est une institution qui s'occupe en particulier des travailleurs dans le secteur industriel.

Enfin, il y a l'autre division qui s'appelle la division de la formation et de la distribution de la main-d'œuvre et de la transmigration. Mais sa fonction est majoritairement tournée vers la gestion du programme de transmigration, en particulier pour trouver les familles qui souhaitent être déplacés vers certaines zones de destination dans le cadre du programme national de transmigration⁴. En outre, les responsables interrogés montrent que, même si le *kabupaten* Tegal a deux centres de formation⁵, ils ne peuvent pas encore les

³ Dans le *kabupaten* Tegal, le *Dinas Sosial, Tenaga Kerja dan Transmigrasi* est le dinas qui administre les mises en œuvre des fonctions de service sociaux (*sosial*), de la gestion de développement des mains-d'œuvre (*tenaga kerja*), et de la gestion de transmigration (*transmigrasi*). L'organigramme du dinas se développe sur quatre divisions, c'est-à-dire : la division du bien-être et de la solidarité sociale (qui se compose de deux sections, à savoir la section du développement de sécurité social et la section de la protection sociale) ; la division de la réhabilitation et de la réadaptation social (qui se compose de deux sections, à savoir la section de la réadaptation social et la section de l'assistance sociale) ; la division de la formation et la distribution des mains-d'œuvre et de la transmigration (qui se compose de deux sections, a savoir la section de la formation des mains-d'œuvre et de la transmigration et la section de la distribution des mains-d'œuvre et de la transmigration) ; et la division de la protection, le développement et l'inspection des mains-d'œuvre (qui se compose de deux sections, à savoir la section de la protection et de l'inspection et la section des relations industrielles et les conditions de travail).

⁴ Transmigration, connu par le terme de « *transmigrasi* » en Indonésie, est un programme soutenu par le gouvernement central afin de déplacer de population des îles denses peuplées, en particulier des îles de Java, Bali et Madura, vers les autres îles indonésiennes comme Sumatera, Kalimantan (Bornéo), Sulawesi (Célèbes), et Papua. Afin de soutenir le programme, les gouvernements locaux sont invités à établir leur *dinas transmigrasi*. Habituellement, les *dinas transmigrasi* des gouvernements locaux dans les îles denses peuplées font la campagne du programme afin de trouver des volontaires. Pendant ce temps, les *dinas transmigrasi* des gouvernements locaux dans les *kabupaten* de destination du programme, ont deux tâches importantes, à savoir faire la préparation des zones de destination et trouver les familles des leur *kabupaten* qui souhaitent participer au programme comme les participants locaux. Les participants locaux sont des éléments importants dans les programmes de la transmigration, parce que le gouvernement central souhaite que les programmes peuvent être utilisés également comme une programme d'intégration nationale. Pour cette raison, le gouvernement central encourage aux participants locaux peuvent atteindre plus de 10 pourcent de la communauté dans chaque colonie de transmigration.

⁵ Le *Dinas Sosial, Tenaga Kerja dan Transmigrasi* du *kabupaten* Tegal administre deux centres de formation, c'est-à-dire : le *Loka Bina Karya* et le *Balai Latihan Kerja*. Tous les deux sont ont été hérités des institutions du gouvernement central établis dans le *kabupaten* avant la décentralisation. Le *Loka Bina Karya* est hérité du

utiliser pour fournir des formations afin d'améliorer leurs capacités de production de main-d'œuvre locale. Ils soutiennent que les difficultés sont dues à la difficulté de changer l'orientation et les groupes cibles des deux centres de formation qui ont été créés avant la décentralisation. Comme ils sont hérités des ministères du gouvernement central, ils restent entretenus par chaque institution du gouvernement central qui l'a développé par le passé. Dans ce contexte, leur transformation aura encore besoin de l'autorisation de ces institutions. La difficulté d'obtenir ces autorisations est un obstacle à l'utilisation des centres de formation pour l'amélioration du niveau de connaissance et de la productivité de la main-d'œuvre locale.

Alors, on peut dire que les entretiens avec les responsables des institutions liées aux questions de développement économique montrent un manque de compréhension du problème de développement économique, en particulier en ce qui concerne la diminution des emplois dans le secteur agricole. Bien que le *kabupaten* ait réussi à surmonter les difficultés de la croissance économique, qui avait chuté à -9.02% en 1997 en raison de la crise économique, les responsables du *kabupaten* continuent à se concentrer sur les efforts visant à accroître le taux de la croissance économique du *kabupaten*. Malheureusement, cette attention portée à l'augmentation du taux de croissance économique du *kabupaten* a été suivie d'un manque d'attention ou d'un manque de sensibilisation à la baisse des possibilités d'emploi dans le secteur agricole au sein duquel la plupart de la main-d'œuvre du *kabupaten* travaille.

Dans ce contexte, les responsables du *Bappeda* ont tendance à penser que l'augmentation de la croissance économique va automatiquement créer et offrir des possibilités d'emploi à la main-d'œuvre locale. Cependant, les opportunités d'emploi créées ne sont pas très pertinentes vis-à-vis de la plupart de la population active locale qui a des compétences et des expériences dans les activités agricoles plutôt que dans les autres activités. En conséquence, la réduction des effectifs qui s'est produite dans les activités agricoles ne peut pas être compensée efficacement par la mise à disposition d'emplois dans les autres activités. Ainsi, comme on l'a discuté dans le chapitre 4, en raison du manque de capacités ou de compétences spécifiques, beaucoup de ceux qui ont perdu leur emploi dans le secteur agricole doivent entrer dans les activités informelles, tant dans le secteur du commerce, que

Ministère des Affaires Sociales et est un centre de formation destiné aux personnes handicapées. Le *Balai Latihan Kerja* est hérité du Ministère de la Transmigration et est destiné aux participants du programme de transmigration ; la plupart des formations sont des formations agricoles puisque le programme de transmigration se concentre encore sur les déplacements de population vers les zones rurales.

dans celui des transports. Ceci peut être considéré comme l'une des explications importantes de l'augmentation du nombre des familles pauvres dans le *kabupaten*, en particulier dans ses zones d'urbanisation.

Ensuite, en ce qui concerne les raisons pourquoi le *kabupaten* ne peut pas renforcer et encourager des activités industrielles qui peuvent donner des stimulations forte aux activités agricoles dont la plupart des mains-d'œuvre locaux travaillent, le responsable dans le *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* (le service de activités industrielles et du commerce) a montre son scepticisme. Il montre que même si le dinas a effectué beaucoup d'activités d'encadrement pour les petites industries, il n'est pas sûr que les activités d'encadrement peut améliorer efficacement de capacité de tous les secteurs industriels qui existent dans le *kabupaten*.

Les activités d'encadrement effectuées par le *kabupaten*, en particulier celles qui sont effectuées continuellement pendant plusieurs années, sont encore relativement limitées aux industries métallurgiques, à travers quelques institutions développées dans le *Lingkungan Industri Kecil Takaru* ou le *LIK Takaru*, (le complexe des petites industries qui s'appelle Takaru)⁶. Le responsable exprime sa préoccupation que les installations de soutien dans le LIK Takaru soient relativement spécialisées pour des activités de l'industrie des métaux et que leur utilisation reste relativement limitées aux industries situées dans le complexe du LIK Takaru. En dépit du fait qu'elles puissent être utilisées par toutes les petites industries dans le *kabupaten*, il soupçonne que l'éloignement du site de LIK Takaru par rapport aux petites industries développées dans le *kabupaten* soit devenu l'un des principaux obstacles à l'utilisation des facilités d'encadrement et de soutien dans le LIK par les petites industries en dehors du LIK.

Le LIK Takaru se trouve en effet dans le corridor routier régional de *Pantura* (*Pantai Utara*-la route régionale du côté nord de l'île de Java), dans le village de Dampyak du

⁶ Le *Lingkungan Industri Kecil Takaru* est un complexe des petites industries développé pour améliorer et développer les activités industrielles dans le *kabupaten* Tegal, en particulier les industries des métaux. Le complexe est construit en 1982 sur une coopération entre le ministère de l'Industrie du gouvernement central, le BPPT (*Badan Pengkajian dan Penerapan Teknologi* ou l'agence pour l'évaluation et l'application de la technologie, une institution du gouvernement central dédiée au développement et à l'application de la technologie dans le développement national), et le *kabupaten* Tegal en répondant aux développements des activités des petites industries des métaux dans le *kabupaten* à ce moment là. En plus d'avoir des parcelles des terrains d'unité de production qui ont été vendus ou loués aux entrepreneurs, le complexe est également équipé par de centre de vente, de laboratoire de test et de mesure des matériaux et de facilité ou clinique de développement des affaires dédiée à donner des consultations, d'orientations et plaidoyer pour les petites industries afin le but de développement des activités de production et de marketing des produits des entreprises.

kecamatan de Kramat. Mais la plupart des activités industrielles métallurgiques du *kabupaten* se concentrent dans les *kecamatan* de Dukuhturi, Talang et Adiwerna qui se situent à une distance plus de 10 km du LIK Takaru. Même si le LIK est très accessible en raison de sa situation sur le corridor routier régional de *Pantura*, le responsable du *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* soutient que la participation des petites industries métallurgiques des *kecamatan* Dukuhturi, Talang et Adiwerna aux activités d'encadrement et de soutien fournies dans le complexe du LIK est un peu difficile car la distance est assez importante. Il montre que la plupart des petites industries qui se sont développées dans le *kabupaten* sont des micro-industries qui débutent souvent au domicile de l'entrepreneur, comme les industries métallurgiques que nous venons de citer. La proximité entre ces industries a conduit à faciliter les interactions et l'entraide entre elles. Ainsi, il explique que les soutiens des petites industries devraient se situer dans leur environnement proche pour qu'elles puissent bénéficier d'interactions nombreuses et quotidiennes. Sinon, elles préfèrent avoir le soutien de leurs industries voisines, au détriment des autres supports.

En outre, le manque de capacités techniques financières du Dinas a conduit le responsable du *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* au scepticisme et au doute sur la capacité du *kabupaten* à fournir des soutiens et des facilités d'encadrement d'une façon régulière pour les petites industries alimentaires, le type d'activité industrielle du *kabupaten* qui a des liens intenses avec les activités agricoles. Le responsable du *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* exprime que le *Dinas* a également fait quelques formations sur les productions alimentaires et les autres types d'industries, en particulier ceux qui utilisent les produits agricoles locaux. Habituellement, les services d'encadrement ont réalisés sous la forme de service de conseil sur le processus de production et de gestion de l'entreprise, qui est effectué par les agents de vulgarisation du *kabupaten* qui sont affectés à la visite régulière des petites industries. Toutefois, le *Dinas* ne peut pas encore effectuer de formations régulières comme celles qui sont effectuées pour les petites industries métallurgiques par les institutions de soutiens situées dans le LIK Takaru.

Le responsable du *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* montre que la difficulté à obtenir l'approbation du DPRD (*Dewan Perwakilan Rakyat Daerah*, ou le conseil des représentants / parlement local) pour le budget est devenu l'obstacle principal pour la mise en œuvre des formations continues. Il montre que les membres du DPRD préfèrent pouvoir changer le groupe cible de la formations de temps en temps, au nom de l'égalité de toutes les petites industries existantes dans le *kabupaten*. Par exemple, si cette année les formations sont

effectuées pour les petites industries alimentaires, les formations dispensées l'année suivante devraient être destinées à un autre type de petites industries existant dans le *kabupaten*. Si le *Dinas* propose une même formation deux ans de suite, elle sera alors destinée aux petites industries situées dans des *kecamatan* différents.

La difficulté d'obtention de l'approbation du DPRD dans certains projets de budget a également été évoquée par quelques personnes interrogées au *Bappeda*. Elles indiquent que la difficulté survient souvent pour des projets de développement considérés comme « moins stratégique pour les membres du DPRD ». Les responsables interrogés au *Bappeda* utilisent le terme « moins stratégique pour les membres du DPRD » pour distinguer les programmes de développement qui peuvent être utilisés à des fins électorales des autres.

Normalement, chaque membre du DPRD a ses groupes d'électeurs dans certains *kecamatan*. En plus, les responsables du *Bappeda* montrent également qu'il n'est pas rare que les législateurs locaux utilisent des programmes de développement pour des intérêts politiques partisans afin de maintenir leurs relations avec leur électorat, en plus d'instrumentaliser à leur compte les demandes de programmes qu'ils appellent « programmes d'*aspirasi anggota DPRD* ». Dans ce contexte, comme cela a été montré par les responsables du *Bappeda*, parfois les plans de programme qui ne sont pas en accord avec les intérêts politiques des membres de DPRD auront difficilement le soutien et l'approbation du budget du DPRD. Afin d'obtenir le soutien et l'approbation budgétaire lors de la réunion budgétaire du DPRD plus facilement, les responsables du *Bappeda* suggèrent que les plans de programme devraient être harmonisés avec les intérêts politiques des membres du parlement local.

Les responsables du *Bappeda* montrent que la difficulté d'obtenir l'approbation du DPRD résulte aussi du manque de soutien du *bupati* lors de la réunion de son projet budgétaire. Ils indiquent que le *bupati* n'est pas toujours présent aux réunions du budget avec le DPRD, en particulier lors des réunions budgétaires pour les programmes de développement qui ne sont pas ses programmes phares. En fait, la présence du *bupati* à une telle réunion sur la proposition de budget offrirait un soutien substantiel aux plans proposés lors de la réunion. Dans ce contexte, les responsables du *Bappeda* avancent que l'absence de *bupati* dans une telle réunion budgétaire peut donner aux législateurs locaux l'idée qu'ils pourraient faire pression pour que les plans de programme proposés puissent être harmonisés avec leurs intérêts politiques.

En l'absence des soutiens du *bupati* et du DPRD, le responsable du *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* est sceptique sur le développement des soutiens réguliers pour les petites industries. Il doute ainsi d'un développement structuré des activités des petites industries. Il montre que la plupart des petites industries qui sont issues des micro-industries à domicile ont beaucoup de faiblesses dans les domaines du capital, des techniques de production et d'emballage, de la gestion d'entreprise et du marketing. Donc, le soutien régulier du gouvernement serait très important pour développer les activités des petites industries.

Le responsable du *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* soutient que la situation est très différente pour les industries des métaux, soutenues par l'existence d'une institution spéciale dédiée à leur développement comme LIK Takaru. Malheureusement, comme l'indique le responsable du *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* interrogé, il n'est pas facile pour le *kabupaten* de mettre en place d'autres institutions spéciales pour développer d'autres types d'industrie. Il montre également qu'il n'est pas facile de modifier l'orientation des services du LIK Takaru afin d'assurer des services aux autres types de l'industrie : en sus de son manque de compétences en la matière, le LIK Takaru ne peut pas changer d'orientation sans l'approbation des autres acteurs qui développent le LIK, c'est-à-dire le BPPT et le ministère de l'Industrie.

9.6 Point de vue des personnes clés sur les problèmes de l'augmentation de l'inégalité entre les villes développées dans le processus d'urbanisation

Le problème de l'augmentation des inégalités de développement des infrastructures et des services urbains entre les petites villes formées avec le processus d'urbanisation des *kabupaten* est également relié à la différente conception des problèmes, enjeux et défis de l'urbanisation et au scepticisme des personnels d'un *kabupaten* à un autre. Les entretiens effectués avec certains responsables au *Bappeda* et *Dinas Pekerjaan Umum* (le service des travaux publics) démontrent qu'il existe différentes perceptions du niveau des services infrastructurels et urbains entre les villes nouvellement formées. Certains responsables interrogés dans les deux institutions estiment que les différents niveaux de service urbain entre les villes constituent un tel problème qu'il doit être réglé dès que possible pour améliorer l'égalité d'accès aux services pour la population. D'autres disent que les différents niveaux de service, en particulier entre Slawi (ville capitale du *kabupaten*) et les autres villes,

constituent une situation normale. Ceux qui soutiennent cette position s'appuient sur la hiérarchie urbaine et le constat que Slawi est l'endroit où la plupart des meilleurs établissements publics et des meilleurs services urbains doivent être situés de manière à avoir les meilleures occasions de servir l'ensemble de la population du *kabupaten*, pendant que les autres centres urbains sont seulement des centres de services secondaires pour la population dans leur *kecamatan* qui est habituellement inférieure aux besoins de la population. Cependant, les deux groupes ont la même opinion, ils estiment que les différences doivent toujours continuer à être réduites.

Pourtant, les entretiens ont également montré que la plupart des responsables interrogés dans le *Bappeda* et le *Dinas Pekerjaan Umum* sont sceptiques quant à la possibilité d'égaliser le niveau des services urbains et la qualité des infrastructures dans les villes formées dans le processus d'urbanisation du *kabupaten*. Ceci est dû à deux facteurs importants. Le premier est lié à la perception de beaucoup de personnels importants dans le gouvernement du *kabupaten* qui ne peuvent pas encore voir les autres agglomérations urbaines en dehors de la ville capitale du *kabupaten* comme des villes, mais plutôt comme des centres d'activité de *kecamatan*. Ils soutiennent que ces agglomérations restent des villages, même si elles ont un développement qui les a transformées en zones denses marquées par une concentration d'activités non agricoles. Ils estiment qu'ils n'ont pas d'obligation à y fournir des infrastructures et services urbains à un niveau équivalent à ceux fournis dans la ville capitale du *kabupaten*.

La deuxième raison tient à leur incapacité à dégager les budgets nécessaires aux projets de développement. Les responsables du *Bappeda* montrent que, en fait, ils ont déjà préparé le plan d'aménagement du territoire du *kabupaten* et les plans d'aménagement urbain pour la plupart des villes issues du processus d'urbanisation dans le *kabupaten*. Bien que la plupart des plans d'aménagement urbain n'ont pas été stipulés dans les *Peraturan Daerah* (les règlements locaux), et certains plans d'aménagement urbain formulés ne couvrent pas toutes les zones bâties urbaines, les responsables du *Bappeda* soutiennent qu'ils peuvent encore utiliser les plans d'aménagement dans l'organisation des activités de développement pour chaque année. Pourtant, ils indiquent qu'il n'est pas toujours facile pour eux d'avoir les soutiens ainsi que l'approbation de la demande de budget pour le développement des établissements de service dans le but de réduire les inégalités d'accès à ces services.

Les entretiens avec les responsables du *Bappeda* montrent que, dans la pratique, tout projet d'aménagement proposé par le *Bappeda* lors des réunions budgétaires doit « se battre »

contre les autres projets, afin d'obtenir les soutiens et l'approbation du DPRD, même si les projets d'aménagement demandés sont les projets qui ont été indiqués et prévus dans les plans d'aménagement. Les responsables du *Bappeda* montrent qu'habituellement leurs projets d'aménagement proposés aux réunions budgétaires proviennent au moins de trois sources principales. La première est les projets d'aménagement indiqués ou prévus dans les plans d'aménagement du *kabupaten* et / ou dans les plans détaillés sur l'aménagement urbain. La seconde est les projets d'aménagement demandés par des groupes de communauté, soit des projets demandés dans les *Musrenbang* (*Musyawaharah Perencanaan Pembangunan*, ou les réunions de planification du développement)⁷ soit des projets demandés directement au *Bappeda* par des groupes de communauté. Et la troisième source est les propositions des autres organismes et institutions du gouvernement du *kabupaten*, qui est délivrée en fonction de leurs besoins.

En fait, en plus à travers du *musrenbang*, les propositions et les suggestions des projets d'aménagement de communauté sont souvent menées également par les organismes gouvernementaux du *kabupaten* qui ont des pouvoirs et des compétences dans le champ couvert par la proposition, et / ou à travers le *Bupati* ou les membres de DPRD. Selon les responsables du *Bappeda*, ce procédé est utilisé par certains groupes de communauté pour améliorer leur chance de voir leur demande approuvée par le gouvernement du *kabupaten*. Dans leur perception, les demandes qui sont présentées à travers les organismes gouvernementaux de *kabupaten*, des membres du DPRD ou même à travers le *bupati* auront plus de chances d'aboutir que les demandes exprimées seulement dans le forum de *musrenbang*.

Dans cette situation, les propositions de *Bappeda* dans les réunions budgétaires doivent « se battre » avec les autres propositions d'autres organismes, y inclus des propositions de *Bupati* et des membres de DPRD. En fait, comme cela se fait par le *Bappeda*,

⁷ *Musrenbang* est un des forums annuels de discussion mené de manière participative par les gouvernements locaux, les communautés et les autres parties prenantes, dans le but de recueillir et d'identifier les aspirations et les besoins des parties non gouvernementales, et d'établir les priorités en fonction des besoins de la communauté, ainsi que d'établir les activités de développement qui peuvent être suggérées pour être financées par la capacité budgétaire du gouvernement local et autre source de financement dans la prochaine année budgétaire.

Pour atteindre les objectifs souhaités, les forums de *musrenbang* sont réunis par étapes en fonction du niveau de la division administrative du *kabupaten*, à savoir les *musrenbang desa* (*musrenbang* village), puis les *musrenbang kecamatan* un ou deux mois après les *musrenbang desa*, et enfin le *musrenbang kabupaten*. Dans ces étapes, chaque *musrenbang* doit présenter des propositions à l'étape suivante, et le *musrenbang kabupaten* doit générer une liste des aspirations et des priorités de développement qui sera utilisée pour la planification des projets de développement du *kabupaten* pour l'année budgétaire suivante.

les autres organismes ne proposent pas seulement des projets indiqués dans les plans d'aménagement mais également des projets demandés par les groupes de communauté ainsi que des projets qui sont dérivées des initiatives de l'organisme afin de répondre aux besoins de la mise en œuvre de leurs tâches et fonctions.

Les entretiens avec les responsables du service des travaux publics ont confirmé les informations des responsables du *Bappeda* sur la difficulté d'obtenir l'approbation du budget pour les propositions de développement, même si les projets proposés sont indiqués dans les plans détaillés d'aménagement urbain ou dans le plan d'aménagement du territoire, ainsi que des projets qui sont vraiment nécessaires pour la communauté. En tant qu'organisme responsable de la mise à disposition de nombreux types d'infrastructures urbaines, rurales et régionales, le service des travaux publics a également souvent des difficultés à obtenir l'approbation du budget pour ses projets. Ils indiquent que les priorités des décideurs de la politique budgétaire divergent souvent des leurs en ce qui concerne les infrastructures. Selon eux, les cas du rond-point et du périphérique de Slawi, qui ont absorbés une large partie des fonds de développement du *kabupaten* pour plusieurs années, sont des exemples concrets des différences de priorités entre le service des travaux publics et les décideurs de la politique budgétaire.

La même opinion est montrée par le responsable du service de l'éducation. Il connaît la même difficulté dans le développement d'établissements scolaires publics à un niveau égal dans tout le territoire du *kabupaten*. Même si le service de l'éducation du *kabupaten* est l'un de ceux qui habituellement ont un budget conséquent, le responsable du service montre que la plupart de son budget doit être utilisé pour payer les salaires des enseignants et autres personnelles éducatifs, le BOS (*Biaya Operasional Sekolah* ou les coûts de la mise en œuvre des services scolaires), ainsi que pour les réparations des établissements scolaires lorsqu'ils sont endommagés. En outre, le responsable indique qu'il doit demander un budget supplémentaire lorsqu'il est nécessaire de construire une ou plusieurs nouvelles écoles, mais que ce budget supplémentaire est très difficile à obtenir. Les contraintes budgétaires ont par conséquent renforcé la présence du secteur privé dans le secteur scolaire, y compris pour les écoles élémentaires, secondaires et les lycées, en particulier dans certaines régions du *kabupaten*.

Dans ce contexte, la prise en charge de l'augmentation des inégalités dans la mise à disposition des infrastructures et services urbains entre les villes nouvellement créée ne nécessite pas seulement des efforts des organismes gouvernementaux du *kabupaten*, mais

aussi de l'attention des dirigeants du *kabupaten*, y compris le *Bupati* et les membres de DPRD, en tant que responsables de la politique de développement du *kabupaten*, comme le montre le cas du *kabupaten* Tegal. En outre, l'inertie dans la perception des certains acteurs clés, qui perçoivent toujours les centres de croissance en dehors de la ville capitale du *kabupaten* comme des centres d'activités rurales, peut également contribuer à l'augmentation des inégalités dans la mise à disposition des infrastructures et des services urbains entre les villes développées dans le processus d'urbanisation de *kabupaten*.

Conclusion

Le chapitre montre que la capacité des ressources humaines des *kabupaten* demeure un enjeu important dans l'amélioration de la capacité institutionnelle du gouvernement de *kabupaten* dans la gestion du processus d'urbanisation ainsi que du processus de développement urbain. Cependant, même si elles sont plus habiles et plus compétentes, par exemple grâce à la formation universitaire initiale ou continue de leur personnel, on peut considérer qu'elles auront toujours des difficultés à mettre en œuvre des programmes de développement urbain pour faire face aux problèmes engendrés par leur processus d'urbanisation. Cette situation regrettable est due à des leaderships défavorables des dirigeants de la région, ainsi que des autres élus, qui ne considèrent pas encore le processus d'urbanisation et les problèmes qu'il engendre comme des enjeux importants qui doivent être pris en charge d'une façon attentive.

Le problème des capacités des ressources humaines est montré par les idées erronées des personnes clés du gouvernement de *kabupaten* sur l'urbanisation et développement urbaine. Celles-ci réduisent la sensibilité des personnes clés aux mutations urbaines qui se passent dans certaines zones des *kabupaten*. Dans le contexte du changement environnemental mondial, Smit et Wandel (2006) soulignent que l'adaptation, la capacité d'adaptation, la vulnérabilité, la résilience, l'exposition et la sensibilité sont interdépendants et montrent l'importance de la sensibilité du gouvernement dans le processus de changement de l'environnement.

Le cas du *kabupaten* de Tegal a montré la faible sensibilité du gouvernement aux processus urbains qui se produisent dans son *kabupaten*. Au lieu de les accepter et de les gérer les processus, plusieurs personnes clés du *kabupaten* ont tendance à essayer de les nier. En conséquence, certains problèmes importants, tels que la réduction des sols agricoles qu'on

peut considérer comme l'un des facteurs qui réduit les opportunités d'emploi pour une grande partie des travailleurs du *kabupaten*, tendent à être ignorés. Dans ce contexte, on peut dire que l'amélioration des capacités institutionnelles, y compris de capacités des ressources humaines, est un impératif pour le *kabupaten* pour gagner une bonne gestion de son processus d'urbanisation et de développement urbain.

D'autre part, le renforcement de la participation de la communauté, comme partie prenante, au processus décisionnel de développement, y compris les décisions budgétaires, peut être considérée comme une tentative d'amélioration de la qualité des leaderships des dirigeants régionaux et des autres élus. L'expérience de la zone nord de Bandung, où l'on observe une amélioration de la qualité des décisions relatives au développement dans un espace de concertation, pourrait être un exemple pour les *kabupaten* urbanisés. Pour cette raison, les gouvernements des *kabupaten* urbanisés peuvent encourager la création de groupes dans la communauté ainsi que d'ONG environnementales, et les amènent les canaux de communication aux institutions gouvernementales ainsi qu'aux groupes d'hommes politiques et des experts qui ont préoccupation sur les problèmes du processus d'urbanisation et dans le processus de développement urbain, soit à l'échelle des villes petites développées dans le processus d'urbanisation, soit à celle du *kabupaten*, pour bénéficier des potentiels de mobilisation des connaissances et des autres ressources relationnelles qui peuvent améliorer la capacité institutionnelle du gouvernement local.

Chapitre X

Discussion de clôture : les échecs de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation des *kabupaten*

Introduction

Dans la première partie, nous avons discuté de l'élaboration du processus d'urbanisation contemporain en Indonésie. Cette approche nous a permis de comprendre que celui-ci présente deux caractéristiques distinctes dans sa dynamique de développement. Dans la phase actuelle, le processus d'urbanisation n'est plus seulement concentré dans les grandes villes indonésiennes ; il a également lieu à l'échelle de régions rurales dans lesquelles l'urbanisation est déjà une caractéristique du développement et se retrouve dans de nombreuses petites villes des *kabupaten* indonésiens. Ce processus prend place dans des *kabupaten* qui se trouvent autour des grandes villes comme dans d'autres, situés loin des grandes villes. Dans des régions qui sont toujours considérées comme des circonscriptions non urbaines, le processus d'urbanisation dans les *kabupaten* constitue un phénomène important, puisqu'il soulève des défis particuliers, tant du point de vue du développement territorial et socio-économique que pour l'évolution de la gouvernance et la gestion future de ces nouveaux espaces urbanisés.

Dans le contexte du développement territorial en Indonésie, le processus d'urbanisation des *kabupaten* se caractérise par la croissance et le développement de nombreuses villes situées dans le territoire du *kabupaten*, et donc éloignées des grands centres urbains. Les processus d'urbanisation y sont donc différents de ceux des grandes villes. La différence réside dans le fait que le processus d'urbanisation des grandes villes ne porte généralement que sur une zone urbaine, alors que le processus d'urbanisation dans le territoire des *kabupaten* implique généralement la croissance et le développement de plusieurs villes, tant l'agrandissement de petites villes déjà existantes que la création de nouvelles zones urbaines séparées de villes existantes.

L'expansion de l'espace urbain vers la périphérie est devenue un facteur important de croissance et de développement pour la plupart des villes existantes, le développement de centres de services et d'activités rurales favorisant la formation de nouvelles zones urbaines. Comme l'ont montré les expériences observées dans le *kabupaten* de Tegal, l'un de facteurs qui stimulent l'expansion urbaine à la périphérie est la construction de nouvelles installations

de service, tant dans les villes existantes que dans les petits centres d'activités et de services ruraux. Afin de profiter du prix moins élevé des terrains, de nombreuses nouvelles installations de service urbain ont souvent été construites à la périphérie, en particulier sur le corridor d'une route régionale. Il en va souvent de même pour les activités commerciales, à la fois celles des grandes entreprises et celles de petite taille, tendance renforcée par la faible capacité des gouvernements locaux à contrôler l'utilisation et les changements de l'utilisation des terres sur leur territoire. Dans une telle situation, beaucoup de membres de la communauté ont construit des bâtiments sans autorisation du gouvernement pour répondre à leurs besoins, dans le domaine résidentiel ou dans celui des activités. La faible capacité du gouvernement local à contrôler fait de cette situation une opportunité qui peut être utilisée par la communauté et par les entreprises pour répondre à leurs besoins. Par conséquent, du point de vue spatial, la tendance à l'expansion urbaine vers la périphérie est devenue une tendance majeure du développement des villes des *kabupaten*, tant pour les villes existantes que pour certains centres ruraux qui se développent en direction des petites villes voisines.

La réflexion menée dans cette étude met en lumière également la relation existant entre, d'une part, l'importante croissance de la population urbaine et le développement de plusieurs villes dans le territoire des *kabupaten*, et d'autre part, le problème de la pauvreté, ainsi que celui de l'inégalité d'accès aux services urbains et de la qualité même de ces services. La faible capacité de la région à répondre à la croissance élevée de la population urbaine dispersée en plusieurs villes dans le *kabupaten*, et la capacité limitée du gouvernement local dans la gestion du développement urbain, ont fait apparaître des défis importants pour le processus d'urbanisation des *kabupaten*. D'une part, le développement étendu des villes existantes crée la nécessité de l'extension des infrastructures et des services urbains vers toutes les zones urbaines prolongées. D'autre part, la multiplication du nombre de villes doit nécessairement conduire à l'amélioration de la qualité des infrastructures et des services urbains dans les villes nouvelles pour se rapprocher, idéalement, du niveau d'accès et de qualité de ces différents équipements existant dans les autres villes.

Ayant décrit les principales caractéristiques du processus d'urbanisation de territoire, les défis qu'elles sous-tendent en termes d'urbanisation durable comme les réponses des gouvernements locaux, nous pouvons tirer quelques conclusions importantes pour la gouvernance de ces territoires et la mise en place d'un processus d'urbanisation durable. Ces conclusions permettent de mieux appréhender les causes des échecs de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation des *kabupaten*. L'importance de ces conclusions réside

dans l'identification des points faibles de la gestion appliquée pour faire face au processus d'urbanisation. Ces conclusions constituent donc des pistes à suivre pour l'amélioration du système de gestion à l'avenir.

10.1 Les indications des échecs de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation du territoire dans les *kabupaten*

En préambule, il paraît primordial de comprendre ce que nous entendons par « gouvernance ». Notre analyse utilise le terme de gouvernance tel qu'il est défini par Christian Lefèvre (2008). Ce dernier la définit comme la capacité d'un territoire à mettre en place des outils, mécanismes, instruments et arrangements pour le rendre gouvernable. Lefèvre (2008) montre qu'une société peut être qualifiée de gouvernable s'il n'y a qu'une petite différence entre ses besoins ou ses problèmes et sa capacité à répondre à ces besoins et problèmes.

Dans cette perspective, Lefèvre (2008) mentionne aussi un autre terme lié, à savoir celui de « gouvernabilité », qu'il définit, dans sa dimension institutionnelle, comme la capacité à maintenir un dysfonctionnement sous contrôle tout en conduisant les changements vers les directions souhaitées. Sur le plan spatial, il définit la gouvernabilité comme l'état d'un territoire pouvant produire des politiques publiques ainsi que des actions collectives qui sont capables de résoudre les problèmes tout en dirigeant le changement et le développement du territoire vers les directions souhaitées (Lefèvre, 2008).

Suite à cette définition, « l'échec de la gouvernance » se produit lorsque les institutions de l'aménagement urbain et du territoire, et leurs prises de décision, ne peuvent pas répondre efficacement aux besoins et aux problèmes apparus dans le processus d'urbanisation du territoire. Ainsi, ces institutions ne peuvent pas donner effectivement de bonnes orientations pour la croissance et pour le développement spatial. Plus spécifiquement, « l'échec de la gouvernance » se produit quand les institutions de développement du territoire ne peuvent pas efficacement répondre aux besoins et aux problèmes des populations, notamment pour les ménages pauvres (ainsi que pour les zones pauvres).

Dans cette approche, Lefèvre (2008) considère également que la gouvernance comprend les institutions politiques appelées « gouvernement » et englobe, en outre, toutes sortes d'agencements institutionnels, y compris des institutions de développement du territoire telles que les autorités territoriales (Lefèvre, 2008). Les concepts de gouvernance et de gouvernabilité ne peuvent donc être appliqués qu'au niveau des institutions du gouvernement

local comme les gouvernements de *kabupaten* ; c'est pourquoi cette recherche s'intéresse en particulier à la gouvernance dans le processus d'urbanisation et dans la gestion des capacités et ressources disponibles de chaque territoire pour faire face aux nouveaux défis de l'urbanisation.

Pour montrer les raisons de l'échec de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation des *kabupaten*, ce chapitre fait valoir les points critiques des problèmes apparus dans les trois *kabupaten* observés. Il y a au moins trois facteurs principaux qui pourraient donner des indications sur les causes de cet échec.

A. L'échec dans la gestion, le contrôle de l'expansion urbaine et l'aménagement du territoire.

Le premier argument quant aux raisons de l'échec de la gouvernance est la faiblesse des capacités des institutions locales dans le contrôle de l'expansion urbaine. Comme cela a été discuté dans le chapitre 4, les processus d'urbanisation du territoire dans les *kabupaten* ont été suivis par une très grande expansion urbaine dans les villes des *kabupaten*, ce qui pourrait indiquer la présence d'un phénomène de croissance urbaine non contrôlée. La discussion dans ce chapitre a également démontré que la croissance urbaine non contrôlée n'est pas seulement connue dans les petites villes des *kabupaten* ; elle apparaît également dans les nouvelles petites villes formées avec l'urbanisation et correspond à une mutation des centres ruraux en petits centres urbains. Ici, nous allons discuter des raisons pour lesquelles ces phénomènes peuvent être considérés comme un échec dans le contrôle et l'expansion urbaine et donc comme un échec de la gouvernance.

La première raison est la faiblesse des capacités des institutions locales. En particulier, les extensions opérées par les membres des communautés, qu'elles soient menées pour la construction de leur résidence ou réalisées dans le but de développer leurs activités commerciales, sont effectuées généralement en dehors de tout contrôle et donc de manière totalement informelle. La faiblesse des capacités des institutions locales est indiquée par la forte expansion de l'espace urbain qui s'est produite dans les petites villes dans les *kabupaten* observés, tant dans les villes principales que dans d'autres petites villes.

Bien que l'expansion de l'espace urbain puisse être considérée comme une conséquence logique difficile à éviter dans le processus d'urbanisation des pays en développement (Firman, 2009), l'agrandissement de terres urbaines qui s'est produit dans les

petites villes des *kabupaten* urbanisés, a eu lieu à un très haut niveau. En fait, le taux élevé de l'expansion des terres urbaines est associé à l'explosion du nombre de la population urbaine dans les petites villes des *kabupaten*. Cependant, contrairement au phénomène d'urbanisation dans les grandes villes indonésiennes qui est fortement influencé par les flux migratoires, le phénomène de l'urbanisation dans les petites villes des *kabupaten* est très influencé par l'expansion des zones urbaines bâties à la périphérie, ce qui a transformé de nombreux villages agricoles des périphéries en villages urbains qui ensuite contribuent eux-mêmes à la croissance de la population et même à l'expansion des terres urbaines. Ainsi, les phénomènes de l'urbanisation des petites villes dans les *kabupaten* urbanisés ne sont pas seulement caractérisés par l'explosion de la population urbaine, mais également par l'explosion du nombre de villages urbains et des zones bâties dans les agglomérations urbaines. Par conséquent, la capacité de gestion et de contrôle de l'expansion urbaine est devenue un sujet important pour la gestion du processus d'urbanisation au sein des *kabupaten*. Cela est d'autant plus important que la réussite du contrôle de l'expansion urbaine dans les petites villes des *kabupaten* pourrait contribuer à contrôler l'augmentation de la population urbaine, ainsi que l'extension de l'espace urbain dans les agglomérations urbaines vers l'extérieur, à savoir les villages agricoles.

Un autre argument important concernant les raisons de cet échec concerne le fait que les rizières et les sols agricoles tendent à être les victimes de l'expansion de l'espace urbain dans les *kabupaten*. En fait, les rizières et les sols agricoles n'ont pas seulement un rôle dans la fourniture de services environnementaux. Ils ont également un rôle très important pour la mise à disposition des opportunités d'emploi conformément aux capacités et compétences d'une grande partie de résidents locaux, qui n'ont pas d'autres connaissances et compétences que celles relatives aux activités agricoles. Ainsi, une grande perte des sols agricoles peut signifier une grande perte de l'opportunité d'emploi pour une grande partie de la population.

L'expansion de l'espace urbain, en consommant des sols agricoles, peut menacer également la capacité de production potentielle des autres terres agricoles dans le voisinage, surtout si les terres agricoles sont des rizières. S'agissant d'un système de production reposant sur des infrastructures telles que les canaux d'irrigation, un changement d'activité en activités urbaines dans certaines zones pourrait fournir une menace pour les autres zones. Surtout quand ce changement ne s'accompagne pas d'une dotation en infrastructures propres, afin que les ordures et les eaux usées des activités urbaines soient également intégrées dans le système d'irrigation.

Dans ce contexte, l'expansion de l'espace urbain est également caractérisée par la reconversion progressive des rizières et autres sols agricoles (quel que soit le niveau des infrastructures, comme pour l'irrigation) en zone urbaine. Cela suggère que le développement et l'expansion de la ville ont tendance à faire évoluer les mentalités quant à l'utilisation des ressources foncières. Traditionnellement, la valeur de la terre est élevée à Java, car elle est source d'emploi et sert à nourrir les populations. Néanmoins, à la faveur de l'urbanisation galopante, et donc de l'évolution du marché foncier, de nombreuses personnes délaissent les activités agricoles traditionnelles pour convertir leurs espaces agricoles. Cela soulève à court terme le problème de l'autosuffisance alimentaire et le problème de l'emploi, car les espaces agricoles constituent de grands bassins d'emploi au regard de la faible mécanisation de l'agriculture. En fait, compte tenu de l'importance de l'île de Java dans la production nationale du riz et du fait qu'une grande partie des habitants sont des petits riziculteurs, la maintenance des rizières ne maintient pas seulement la capacité de la nation à produire le riz, mais également des opportunités d'emplois appropriés à la compétence des habitants locaux.

Comment donc expliquer l'échec des institutions des *kabupaten* dans la gestion et le contrôle de l'expansion urbaine? Le principal facteur identifié dans les entretiens est l'existence de façons de penser, au sein du personnel des institutions de développement urbain des *kabupaten* ainsi qu'au sein des membres des communautés, n'allant pas dans le sens d'une utilisation ordonnée des terres. Parmi des personnels des *kabupaten*, certains pensent que le gouvernement ne peut pas faire grand de chose pour réguler l'utilisation des terres si les terres ne sont pas sa propriété, alors que dans la communauté, on pense généralement que toute personne devrait être libre d'utiliser ses terres. Ainsi, beaucoup de membres des communautés ont l'impression qu'ils ont le droit d'utiliser les terres leur appartenant tant que cette utilisation ne nuit pas à autrui. Pour cette raison, beaucoup d'entre eux estiment qu'ils n'ont pas besoin d'avoir la permission du gouvernement pour utiliser leurs terres ou en changer l'affectation, mais simplement de l'accord de leurs voisins.

En outre, les responsables de la gestion et du contrôle du développement urbain dans les institutions du gouvernement des *kabupaten* montrent qu'ils n'ont pas les outils et le personnel nécessaires pour effectuer la surveillance de l'utilisation des sols. Les institutions des *kabupaten* espèrent que les administrations de *desa* (village) et/ou de *kecamatan* puissent participer à la surveillance dans leur espace respectif. Cependant, les administrations de village et/ou des *kecamatan* n'ont pas les capacités et les compétences de surveillance sur le développement et l'utilisation des terres, alors que les communautés ne sont pas encore

disposées à effectuer la surveillance de l'utilisation des terres. Il est par conséquent difficile pour l'État ou les *kabupaten* de réguler l'utilisation des terres telles dans le sens fixé par les plans d'urbanisme sans une amélioration de la compétence des gouvernements locaux.

B. L'échec concernant la maintenance et le développement d'opportunités d'emploi appropriées pour les populations locales.

Le second argument relatif à l'échec de la gouvernance identifié dans cette étude est la faible capacité du territoire à maintenir et à développer des opportunités d'emploi appropriées aux capacités et aux compétences des populations locales. L'approche développée dans le chapitre 5 a montré que les *kabupaten* observés ont connu une augmentation du nombre de ménages pauvres pendant la période d'entre 2000 à 2006, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Elle a également démontré que l'augmentation de la pauvreté dans les zones urbaines ne se produit pas seulement dans les zones urbaines anciennes, mais également dans les nouvelles zones urbaines à la périphérie des villes existantes, où le développement et l'expansion des activités urbaines se produisent également en convertissant les terres agricoles en terres urbaines.

L'augmentation importante du nombre des ménages pauvres est aussi liée à la conversion massive des rizières et des terres agricoles dans les *kabupaten* urbanisés, cette conversion étant, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4 et dans la section précédente, devenue une caractéristique importante du processus d'urbanisation des *kabupaten* de l'île de Java. Dans le cas des *kabupaten* Tegal, Malang et Purwakarta, le processus d'urbanisation de leur territoire a respectivement mené à la conversion de 954 hectares, 1243 hectares, et 1399 hectares de terres agricoles sur la période 1990 à 2005. Avec la petite surface des parcelles rizicoles dans l'île de Java, de l'ordre de 0,21 à 0,37 hectares par foyer paysan, et la proportion importante de la population paysanne ne possédant pas de terres agricoles (les familles d'ouvriers agricoles représentant près de la moitié des familles d'agriculteurs), de très nombreuses familles dépendent toujours de la disponibilité des terres agricoles (Jamal et al., 2002). En conséquence, la régression des rizières et des terres agricoles peut signifier une diminution des emplois d'ouvrier agricole. Cet argument est soutenu également par la situation du *kabupaten* Tegal où l'on a dénombré une diminution d'environ 150.000 ouvriers agricoles sur la période 1986 – 2000, alors que l'augmentation des travailleurs dans le secteur industriel était inférieure à 5000 travailleurs. Même s'il y avait une augmentation du nombre

des travailleurs dans le secteur du commerce ainsi que dans le secteur des transports, respectivement de 90 000 et de 30 000, le nombre total de nouveaux emplois dans ces secteurs était toujours inférieur à la diminution du nombre d'emplois du secteur agricole. On constate, en outre, que la plupart des nouveaux travailleurs dans ces deux secteurs n'ont souvent pas les compétences requises, ce qui a entraîné une baisse de la productivité dans ces secteurs.

L'analyse développée dans le chapitre 5 a, du reste, souligné la faible capacité du territoire à créer de nouvelles possibilités d'emplois appropriées aux caractéristiques et aux compétences de la population locale. Cette faible capacité est démontrée par deux facteurs importants. Le premier est l'infériorité de l'augmentation du nombre des nouveaux travailleurs dans les trois secteurs importants, à savoir industrie, commerce et transport, en comparaison de la diminution du nombre des travailleurs agricoles. Le second concerne la tendance à la diminution du niveau de productivité par travailleur dans les secteurs du commerce et du transport, secteurs qui avaient le plus haut niveau de productivité parmi les secteurs de la production du *kabupaten* en 1986 et le niveau de productivité le plus faible en 2000.

Dans ce contexte, la capacité du territoire à maintenir les opportunités d'emploi ainsi que la capacité du territoire à créer de nouvelles possibilités d'emploi appropriées aux caractéristiques de la population locale devraient être des sujets importants pour la gestion du développement des régions en transition telles que les trois *kabupaten* en voie d'urbanisation observés. De ce point de vue, l'incapacité des *kabupaten* à maintenir des activités rizicoles, et plus généralement agricoles, peut s'expliquer par la faible capacité du territoire à maintenir certains types d'activités économiques appropriées aux caractéristiques et aux compétences d'une grande partie de la population locale (agricole) au regard des transformations de l'économie.

La faible capacité du territoire en matière de gestion et de contrôle de l'utilisation des terres, ainsi qu'en matière de développement urbain, peut être également considérée comme un facteur important de la faible capacité du territoire à réduire la pauvreté dans la région, car elle a permis au processus d'urbanisation et au développement des activités urbaines dans le *kabupaten* de consommer les rizières ainsi que les autres terres agricoles, qui restent pourtant encore une source importante de travail pour une large part de la population et plus particulièrement chez les populations pauvres et faiblement instruites.

Les attitudes du gouvernement local en réponse aux investissements et à sa perception de l'utilisation des terres bâties comme une utilisation plus rentable que celle des terres agricoles peuvent être considérées comme d'autres facteurs qui participent à cet échec. Les entretiens avec certains responsables de la gestion urbaine dans le *kabupaten* Tegal ont démontré qu'afin d'accroître les recettes locales, le gouvernement approuve facilement les demandes d'investissement, tant dans le domaine de la construction d'ensembles de logements, que dans celui du développement des activités industrielles, de service ou de commerce, même si ces investissements entraînent la disparition des terres agricoles. Cette attitude a créé une culture de gouvernement du *kabupaten* consistant à donner la priorité à l'investissement.

La culture de gouvernement locale est fortement soutenue par une façon de penser selon laquelle les terres non bâties sont toujours considérées comme ne faisant pas l'objet d'une utilisation optimale ; celles-ci seraient donc vouées à devenir des terres à bâtir pour le futur développement urbain. Ceux qui partagent cette façon de penser préfèrent qu'on utilise la terre pour y développer une activité industrielle ou de service, ou encore pour y construire des logements, d'autant que leur utilisation peut apporter des revenus. Les responsables du *kabupaten* ont montré que cette façon de penser existe également parmi certains fonctionnaires du gouvernement local, ainsi que dans la communauté locale, en particulier chez les propriétaires terriens. On peut considérer que celle-ci se rattache à l'idée selon laquelle le propriétaire devrait être libre d'utiliser ses terres sous condition de ne pas nuire à autrui, position discutée auparavant. Les terres non bâties sont ainsi considérées comme des terres peuvent être utilisées pour le développement des activités urbaines ; les terres à la périphérie des villes, particulièrement celles situées autour du réseau routier existant, sont souvent considérées comme un potentiel à développer dans le processus de développement urbain.

En outre, la faible capacité du territoire à soutenir les activités des petites entreprises est considérée comme la raison qui explique l'échec du gouvernement des *kabupaten* dans la création de nouvelles opportunités d'emploi appropriées à la population locale. L'analyse présentée dans le chapitre 5 à propos du *kabupaten* Tegal montre qu'en fait, ce ne sont pas les activités des grandes industries, mais les petites industries des *kabupaten* qui créent le plus grand nombre d'opportunités d'emplois. Cependant, les gouvernements des *kabupaten* n'ont pas la capacité de soutenir et développer les activités de ces petites industries dans leur région,

à l'exception des industries métallurgiques dont le développement a été soutenu par certaines agences du gouvernement central.

Les entretiens menés avec le responsable du *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* (service des activités industrielles et du commerce) montre que cette situation est liée au manque de capacité du personnel du *Dinas* dans la conduite du « coaching » et de l'assistance technique aux petites industries. Le développement de la capacité du gouvernement local à soutenir et développer des petites industries est également confronté à des obstacles importants. Le premier obstacle, qui peut être classé comme d'obstacle technique, est la grande variété des types d'industrie qui se sont développés dans les *kabupaten*. Cette variété implique également une diversité des besoins en matière d'encadrement et d'assistance technique ; la faible capacité du gouvernement local à fournir les outils et le pouvoir nécessaires a fait que les *kabupaten* ne sont en mesure de concentrer leurs activités d'encadrement que sur un seul type de petites industries existantes. L'autre obstacle important concerne les politiques budgétaires, celles-ci ne pouvant pas soutenir le renforcement des capacités institutionnelles pour entreprendre le développement et la promotion pour tous les types de petites industries dans le *kabupaten*.

Le responsable de *Dinas Perindustrian dan Perdagangan* a déclaré que l'attention et la prise de position des décideurs politiques en matière de développement des petites industries dans le *kabupaten* sont nécessaires pour renforcer la capacité du gouvernement du *kabupaten* à soutenir les petites industries de la région. Sans soutien des décideurs politiques, le *kabupaten* ne sera pas capable de fournir une meilleure façon de développer ses capacités à soutenir et développer les activités de petites industries sur son territoire. En outre, dans ce contexte, le développement de la plupart des petites industries dans le *kabupaten* Tegal est relativement limité ; celui-ci dépend davantage de la capacité interne des petites industries à se développer. Ainsi, la capacité du gouvernement des *kabupaten* à développer et à mener à bien la création des occasions d'emploi pour la population locale se révèle quelque peu limitée.

C. L'échec dans la résolution du problème de l'inégale qualité des services entre les petites villes des *kabupaten*.

Le troisième argument concernant l'échec de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation est la faible capacité du territoire à régler le problème de l'inégalité

des chances et celui de l'inégale qualité des services entre différentes villes d'un même *kabupaten*. Dans ce problème, la combinaison des effets du processus d'urbanisation du territoire et de la faible capacité du gouvernement local dans la gestion de l'urbanisation a conduit le territoire à une situation dans laquelle le processus de développement des villes tend à créer à favoriser la qualité des services dans certaines villes au détriment des autres.

S'appuyant sur les observations issues des trois *kabupaten* urbanisés servant d'espaces de référence, l'analyse présentée dans le chapitre 6 montre la tendance de l'inégalité dans la mise à disposition des services urbains entre les petites villes. Elle montre également que le processus d'urbanisation du territoire et la croissance urbaine dans les petites villes développées dans les *kabupaten* ont constitué pour ceux-ci un grand fardeau, à la fois en raison de la croissance rapide des besoins avec le processus d'urbanisation du territoire au sein des *kabupaten*, et en raison de l'exigence d'une mise à niveau égal des infrastructures et des services urbains entre les villes.

Le manque de capacité du territoire des *kabupaten* dans la mise à disposition des infrastructures et des services urbains se signale par la pénurie dans ces domaines, en particulier dans les zones urbaines situées en dehors de la ville capitale des *kabupaten*. On constate également souvent une mauvaise qualité du service des infrastructures, celle-ci étant généralement inférieure à celle dont bénéficient les zones urbaines dans la ville capitale des *kabupaten*. Par conséquent, comme le montre le cas du service d'alimentation en eau dans le *kabupaten* Tegal, pour répondre à leurs besoins en services d'infrastructure, certains groupes de la communauté dans les zones urbaines situées en dehors de la ville capitale de *kabupaten*, ont dû créer leurs propres services d'infrastructure, d'une façon indépendante et en collaboration avec d'autres membres de leur communauté ayant les mêmes besoins. Cependant, pour obtenir de meilleurs services urbains, par exemple dans le cadre du service de l'éducation ou de la santé, certains membres de la communauté ressentent le besoin d'accéder aux services urbains dans la ville capitale du *kabupaten*, même si des centres de services similaires existent à proximité dans la ville où ils vivent.

Dans le cas du *kabupaten* Tegal, il apparaît que le faible niveau de service des infrastructures et d'autres services urbains fournis dans les petites villes en dehors de la ville capitale du *kabupaten* suscite un sentiment d'infériorité au sein certains groupes de la communauté dans les petites villes. Par ailleurs, en particulier en réponse à l'offre limitée et à la qualité inférieure du service d'éducation dans leur ville par rapport à certains services dans d'autres villes, en particulier dans la ville capitale du *kabupaten*, de nombreux groupes de la

communauté dans les petites villes considèrent que les différences quant à la disponibilité et quant à la qualité de service engagent une disparité quant à leurs chances d'avoir une meilleure qualité de vie dans l'avenir. Il en va ainsi de, la nécessité d'envoyer leurs enfants dans d'autres villes, à une distance d'environ 7,5 km, 12,5 km, voire de plus de 20 km pour obtenir une éducation de qualité au niveau du lycée, et parfois même au niveau du collège. Ce, en raison de l'absence d'équipements publics au niveau du lycée ou du collège dans de telles villes, les services d'éducation y étant seulement fournis par des institutions privées dont la qualité de service est perçue comme inférieure à celle des institutions publiques encore concentrées dans la ville capitale du *kabupaten*. Dans certaines familles, cette situation est considérée comme une injustice causée par l'incapacité de gouvernement à fournir des établissements d'enseignement de façon égale entre les villes du *kabupaten*, d'autres considérant le manque des bons services publics éducatifs dans leur ville comme un destin de ceux qui vivent dans une petite ville.

Comment expliquer la tendance à l'échec de la gouvernance dans le règlement du problème de l'inégalité des chances et de la qualité de service entre les petites villes développées dans le processus d'urbanisation du territoire des *kabupaten* ? Ce problème est également lié aux politiques budgétaires adoptées par les décideurs dans le gouvernement local du *kabupaten* (voir la section précédente). Un autre facteur est également appelé à devenir un facteur important dans le problème de l'inégalité de la mise à disposition des infrastructures et services urbains parmi les villes développées dans le processus d'urbanisation du territoire des *kabupaten*, à savoir l'existence d'une culture de gouvernance semblable à celle qui prévaut au sein du gouvernement urbain en Indonésie, telle qu'elle a été identifiée par Karen Baker et al. (2008) dans leur recherche de la dimension institutionnelle de l'approvisionnement en eau pour les pauvres à Jakarta. Pour expliquer les causes de l'échec du gouvernement de la ville dans la mise en œuvre d'un système d'approvisionnement en eau par l'extension du réseau aux ménages pauvres de Jakarta, ces auteurs ont mis en avant le fait que le gouvernement local n'a pas donné la priorité aux pauvres.

De même, nos entretiens ont permis d'identifier une culture de gouvernement du *kabupaten* ne favorisant pas les efforts d'équité dans la mise à disposition des infrastructures et services urbains dans toutes leurs villes. La mise en œuvre de certains projets qui sont moins nécessaires dans le *kabupaten* Tegal, telle la construction dans la capitale du *kabupaten*, Slawi, d'un rond-point, d'une rocade ou d'une grande mosquée de Slawi, au détriment d'efforts pour améliorer la qualité des infrastructures et des services urbains et

égaliser les situations dans ce domaine dans toutes les villes qui se développent dans le *kabupaten*, témoigne de l'existence de cette culture dans le gouvernement du *kabupaten*.

10.2 Les causes de la mauvaise gouvernance dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*.

L'approche des facteurs indiquant l'échec de la gouvernance dans la gestion du processus d'urbanisation de territoire des *kabupaten* mérite discussion. En se référant aux analyses développées dans le cas du processus d'urbanisation du *kabupaten* Tegal, nous pouvons considérer quelques facteurs interdépendants qui ont influencé la performance du gouvernement local dans la gestion urbaine. La compréhension de ces facteurs est nécessaire pour identifier les problèmes clés dans le but d'améliorer les compétences des *kabupaten* dans la gestion du processus d'urbanisation.

Le facteur d'échec le plus important est la faible capacité de leur gouvernement à gérer le processus d'urbanisation. Les défis du processus de développement urbain et la complexité des approches du développement durable mettent en question les modèles traditionnels de gestion du développement urbain, ainsi que la capacité des gouvernements locaux à résoudre les problèmes relatifs à ce processus (Polk, 2011). Malgré plusieurs années de mise en œuvre des réformes de décentralisation, la capacité de gestion du développement urbain dans de nombreux gouvernements des *kabupaten* en Indonésie n'est pas encore en mesure de répondre aux besoins de leur population urbaine, ainsi qu'aux défis du processus d'urbanisation qui ont cours dans leur région. C'est là en fait un problème commun rencontré dans la gestion du développement urbain dans les villes des pays en développement (Bai, et al, 2010 ; Boadi et.al., 2005 ; Cohen, 2004 ; Badshah, 1996 ; Devas et Rakodi , 1993a), et parmi les raisons de ce manque de capacité figure l'insuffisance des compétences disponibles pour le développement urbain (Iaryea-Adjei, 2000).

Le cas du *kabupaten* de Tegal illustre ce problème, son processus rapide d'urbanisation ayant entraîné la formation et le développement de nombreuses villes petites et moyennes. Ce cas montre, en outre que la faible capacité des gouvernements des *kabupaten* n'est pas seulement relative au nombre limité de personnels ayant reçu la formation adéquate; elle peut également être mise en rapport avec la taille des services d'urbanisme des *kabupaten*. Le nombre limité des personnels ayant des compétences en urbanisme crée une inégalité des compétences entre les institutions du gouvernement local. Certaines unités de

travail dans le *kabupaten*, considérées plus importantes, obtiennent bien souvent les fonctionnaires les mieux formés. Se référant au cas de l'indisponibilité de personnel ayant des compétences en urbanisme dans la section de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'urbanisme du *kabupaten* de Tegal, on peut considérer que le nombre limité des personnels ayant des compétences appropriées dans un organisme des gouvernements locaux peut empêcher les gouvernements locaux d'effectuer une bonne gestion et un bon encadrement du développement urbain.

Le niveau inférieur de l'unité de travail de la gestion urbaine dans l'organigramme de l'administration locale peut avoir un même effet négatif. Le cas du *kabupaten* de Tegal a montré que l'infériorité de niveau de son unité de travail de gestion urbaine l'a empêché d'avoir des soutiens appropriés, y compris pour le déploiement des personnels appropriés, l'approvisionnement du soutien financier, et la possibilité d'obtenir l'équipement adéquat. L'infériorité de niveau de l'unité de travail ne permet pas non plus d'attirer l'attention sur la nécessité d'augmenter sa capacité institutionnelle pour qu'elle s'acquitte correctement de toutes ses fonctions et tâches. Plus préoccupant encore, l'unité de travail rencontre également des difficultés pour le recrutement de personnes ayant les compétences appropriées. Cela s'explique soit par l'impossibilité de recruter de nouveaux fonctionnaires¹, soit par l'impossibilité d'obtenir des fonctionnaires parmi les autres services. Dans ce contexte, la combinaison du manque de personnels et le problème du faible niveau hiérarchique de l'unité de gestion du développement urbain a conduit à des difficultés dans le développement des capacités des institutions, y compris le développement de la compétence des personnels et la capacité technique des services des *kabupaten*.

Du point de vue historique, on peut considérer que le problème du manque de capacité des institutions locales des *kabupaten* dans la gestion urbaine n'est pas séparé de l'action du gouvernement central dans la mise en œuvre de la gestion du développement urbain en Indonésie, ainsi que des conditions de l'amélioration des capacités locales en matière de

¹ Selon le règlement du gouvernement n° 11/2002 concernant la modification du règlement du gouvernement n° 98/2000 sur le recrutement des fonctionnaires, ce recrutement est une activité basée sur les besoins, tant en termes de nombre que de compétences nécessaires. En général, le recrutement est fait pour remplir les fonctions vacantes, en raison de la démission, du départ en retraite, du décès de fonctionnaires ou de l'existence de besoins liés à l'expansion de l'organisation. En outre, la demande de recrutement des fonctionnaires en Indonésie doit être déposée par chaque unité d'organismes gouvernementaux, pour ensuite être évalué de manière centralisée par le Ministère d'Etat pour la Réforme Administrative pour obtenir l'approbation ministérielle. Par conséquent, pour obtenir une évaluation positive et une approbation, chaque unité d'agences gouvernementales a besoin de faire une auto-évaluation de tout projet de recrutement des fonctionnaires proposés.

gestion urbaine avant la promulgation de la nouvelle loi cadre sur la décentralisation. L'action du gouvernement central se focalisait alors sur certaines grandes villes et n'a pas donné aux *kabupaten* beaucoup d'opportunités d'améliorer leurs capacités en matière de gestion urbaine.

Après la promulgation du nouveau cadre de la décentralisation, les nombreux des changements de lignes directrices du gouvernement central sur la composition des organismes gouvernementaux dans les régions et l'absence de lignes directrices spéciales concernant la formation des fonctionnaires pour les *kabupaten* en voie d'urbanisation, ont participé également à réduire les opportunités des gouvernements des *kabupaten*. Le problème du manque de capacité des *kabupaten* dans la gestion du développement urbain n'est pas séparé de la perception du rôle du *kabupaten* en matière de gestion urbaine, de la perception traditionnelle du *kabupaten* comme région non urbaine, ainsi que du manque de capacité des *kabupaten* pour effectuer leur propre évaluation des besoins.

Le cas du *kabupaten* de Tegal peut être considéré comme un exemple de *kabupaten* qui considère la bonne gestion du processus d'urbanisation et du développement urbain comme non prioritaire dans l'évaluation de ses besoins, même si le *kabupaten* a connu un processus rapide d'urbanisation qui l'a amené à devenir un *kabupaten* urbanisé. En témoigne la position du service de gestion urbaine dans une unité de travail à une échelle inférieure dans l'organigramme gouvernemental du *kabupaten*, bien que le processus d'urbanisation du *kabupaten* ait déjà formé deux villes de plus de 200 000 habitants et plusieurs villes de plus de 30 000 habitants (plusieurs villes petites et moyennes ayant une taille équivalente à celle de villes municipales petites et moyennes). En a résulté le fait que ce *kabupaten* n'a pas déployé une ressource appropriée à son unité de travail de gestion urbaine.

Les entretiens qui ont été menés avec certaines personnes clés du gouvernement du *kabupaten* de Tegal indiquent que la faiblesse des capacités de gestion urbaine dans les *kabupaten* est également liée au peu d'attention des dirigeants du *kabupaten*, tant pour le développement de la capacité institutionnelle à gérer le développement urbain que pour l'expansion même des programmes de développement des infrastructures urbaines dans les villes du *kabupaten*. Le cas de ce *kabupaten* montre qu'au niveau local, la décentralisation a également évolué vers un processus politique, qui, avec la démarche de démocratisation engagée par le gouvernement indonésien, a fait que les *kabupaten* sont aussi devenus un espace de lutte politique dans lequel plusieurs points de vue s'affrontent. Dans ces circonstances, les dirigeants locaux semblent avoir tendance à donner la priorité aux questions politiques plutôt qu'aux questions d'urbanisation et de développement local. Il peut être

considéré que cette situation est liée à la culture et aux pratiques politiques en vigueur dans la gouvernance de la région.

En référence aux formes et styles de gouvernance catégorisés par Patsy Healey (2006) dans son œuvre intitulée « *Collaborative Planning* », la forme et le style de gouvernance qui se manifestent dans le *kabupaten* de Tegal sont similaires au modèle « clientéliste ». Healey explique que ce modèle, toujours en vigueur dans l'actuel système de gouvernance, se caractérise par une relation interactive forte entre les politiciens et les fonctionnaires du gouvernement local dans l'attribution et la répartition des ressources en moyens cachés échappant aux contrôles démocratiques. Selon Healey, les politiciens et les élus deviennent des acteurs essentiels dans ce système de gouvernance. Ils deviennent les patrons avec des groupes de clients, et préservent alors les intérêts des patrons et / ou de leurs clients dans un système de relations réciproques d'obligation, de sorte que la bonne décision est celle qui soutient le mieux les relations de patronage. L'intérêt public passe alors au second plan.

Dans le cas du *kabupaten* de Tegal, la politique transactionnelle qui a été mise en œuvre entre le gouvernement et certains membres du parlement local indique un effort de construction d'un patronage entre dirigeants locaux et élus locaux. Dans la pratique, la politique transactionnelle s'effectue en allouant certaines parties des ressources budgétaires du développement à de nombreux législateurs pour gagner leur soutien à la politique de développement décidée par le gouvernement. Les entretiens avec des personnes clés dans le gouvernement du *kabupaten* ont démontré que ces pratiques sont très inquiétantes, car elles ont réduit les possibilités du gouvernement dans leurs efforts d'expansion des programmes de développement des infrastructures et des services urbains nécessaires à la croissance urbaine, ainsi qu'à l'amélioration des performances du développement économique local.

La réduction des possibilités d'intervention du gouvernement n'est pas seulement due à la présence d'intérêts personnels de certains membres du parlement local. Elle est aussi causée par la croissance des aspirations de certains groupes de population au sein des *kabupaten* qui sont portées par des membres du parlement local. En fait, avant la décentralisation et la démocratisation, les propositions d'activité de développement des groupes de communauté étaient généralement soumis au *dinas* (service) concerné. Ces propositions, à cette époque, étaient appelées *proposal aspirasi masyarakat* (les propositions d'aspiration de la communauté). Pourtant, après la décentralisation et la démocratisation, quand le parlement local a eu plus de pouvoir dans la prise en décision en matière de développement local, surtout en termes de politique budgétaire, les propositions ont

commencé être canalisées par les membres du parlement local. A cette époque, l'ampleur de la vague des propositions d'aménagement présentées par les membres du parlement local dans les propositions budgétaires pour des activités de développement du *kabupaten* a transformé la proposition d'aspiration de la communauté en proposition d'aspiration des membres du parlement local (*proposal aspirasi anggota*). Dans certains cas, le gouvernement du *kabupaten* doit tenir compte des propositions des membres du parlement local pour obtenir l'approbation et le soutien des élus locaux aux projets de développement proposés par le gouvernement. Cependant, dans une situation de grand retard dans la fourniture d'infrastructures – urbaines et rurales – dans le *kabupaten* (l'accumulation au fil du temps des projets en attente d'être réalisés, ou le déficit de développement des infrastructures face aux besoins), ces pratiques soulèvent un problème particulier, car chaque membre du parlement local peut canaliser plusieurs propositions des groupes de la communauté.

L'existence d'un leadership défavorable à l'amélioration de la capacité institutionnelle du gouvernement du *kabupaten* dans la gestion urbaine est également démontré par le manque d'attention à l'insuffisance des compétences disponibles dans l'unité de travail de gestion du développement urbain. La nouvelle unité de travail de gestion du développement urbain n'est pas encore dotée d'un personnel ayant les compétences requises, alors qu'il s'en trouve dans d'autres services d'un même *kabupaten*. Par conséquent, l'unité de travail de gestion de développement urbain ne peut pas encore mettre en œuvre ses fonctions efficacement. La demande de personnel supplémentaire émanant du responsable de l'unité de travail ne reçoit pas encore de réponse positive en raison de la forte demande sur de tels personnels dans certaines autres unités de travail du gouvernement du *kabupaten*, et les personnels compétents sont retenus par leurs supérieurs respectifs. Dans ce cas, le responsable de l'unité de travail estime que la création de son unité de travail n'a pas reçu une attention sérieuse de la part des dirigeants du *kabupaten*, et il tire argument de cette absence de renforcement des compétences pour justifier la non-réalisation des missions de son unité de travail. Il espère un leadership ayant une meilleure vision de la gestion du développement urbain, afin de pouvoir améliorer les capacités tant en termes de ressources humaines qu'en termes techniques.

On peut considérer également que le manque de sensibilisation du gouvernement du *kabupaten* à la question de la croissance urbaine dans les villes petites et moyennes, et que les conceptions différentes de l'urbanisation ainsi que de la ville peuvent devenir d'autres facteurs de l'échec de la gouvernance et du manque de capacité du gouvernement dans la gestion du processus d'urbanisation. Au lieu de reconnaître l'existence de la croissance des

régions urbaines engendrées par la croissance des activités urbaines dans son territoire, le gouvernement du *kabupaten* a tendance à toujours considérer ses régions urbaines en croissance comme des zones rurales, la plupart des régions urbaines dans le *kabupaten* ayant encore le statut administratif de « *desa* »². En fait, cette attitude est fortement influencée par la conception de l'urbanisation et de la ville qui prévaut parmi les intervenants de l'administration du *kabupaten*, celle-ci défavorisant les efforts nécessaires à l'amélioration de la gestion du développement urbain. Pourtant, les entretiens avec les personnels clés indiquent que le refus de voir apparaître la formation de villes dans la région traduit également les inquiétudes au sujet du *pemekaran daerah* en Indonésie, à savoir la création d'une nouvelle circonscription appelée à se séparer de la circonscription « parente », tendance qui a éclaté dans l'ère de la nouvelle décentralisation, dite d'autonomie régionale.

Le gouvernement du *kabupaten* s'inquiète du fait que la reconnaissance de la formation de villes dans sa région apportera le germe du *pemekaran daerah* dans le *kabupaten*, sous la forme de l'émergence, dans certaines villes (surtout celles qui ont connu un niveau élevé de développement) de la volonté de devenir de nouvelles municipalités, indépendamment du *kabupaten* de Tegal. Quelques personnes clés dans le gouvernement du *kabupaten* sont inquiètes de l'émergence du désir de se séparer du *kabupaten* de Tegal. Un tel désir a émergé dans certains *kecamatan* du *kabupaten*, notamment ceux qui sont adjacents à la municipalité de Tegal, par suite de son expansion territoriale en 1986, la municipalité ayant pris certaines parties du *kabupaten* pour devenir une partie de son territoire. Selon ces responsables, ce désir est en fait apparu en réponse à la différence des niveaux de qualité des services et des infrastructures entre les *kecamatan* et la ville de Slawi, capitale du *kabupaten*, et même entre les *kecamatan* et la municipalité de Tegal. Il est réapparu sous la forme d'une *pemekaran daerah* visant à l'instauration d'une nouvelle municipalité après l'introduction du nouveau cadre de la décentralisation en Indonésie. En réalité, certaines villes du *kabupaten* qui ont connu un niveau élevé de développement sont des pôles principaux de la production du *kabupaten*, et aussi des sources principales pour les recettes locales. Dans ce contexte, l'inquiétude réelle du gouvernement du *kabupaten* porte sur le risque de perdre les principales régions de production du *kabupaten*. Cette inquiétude a cependant pour conséquence de réduire la sensibilité du gouvernement du *kabupaten* à la question de la croissance urbaine qui se produit sur son territoire.

² *Desa* signifie latéralement « village ». Dans le système administratif régional indonésien, le terme de *desa* est utilisé pour comme une référence à la plus petite unité administrative caractérisant les zones rurales.

Conclusion Générale

Urbanisation durable des *kabupaten* et politiques de développement urbain en Indonésie

L'importance de l'amélioration des capacités des *kabupaten* urbanisés dans le traitement de leur processus d'urbanisation et dans la gestion du développement urbain

Conclusion générale

Urbanisation durable des *kabupaten* et politiques de développement urbain en Indonésie

L'importance du renforcement des capacités des *kabupaten* urbanisés pour la maîtrise de l'urbanisation et le développement de leur territoire

Notre étude visait à élaborer un cadre d'analyse simple pour appréhender le processus d'urbanisation qui se déroule dans les circonscriptions locales – *kabupaten* – en Indonésie, et la pertinence des politiques de développement urbain mises en œuvre par le gouvernement de *kabupaten* pour faire face aux défis résultant de cette dynamique. En étudiant les processus d'urbanisation qui se produisent dans trois *kabupaten* urbanisés dans l'île de Java et en analysant les réponses politiques apportées par l'un des *kabupaten* observés, la recherche a détaillé comment le processus se produit et construit des espaces urbains dans les villes des *kabupaten*, quels problèmes importants sont apparus à la suite du processus, comment les problèmes s'influencent les uns les autres, comment le gouvernement de *kabupaten* répond à ces problèmes, et quels problèmes importants concernent la gouvernance. Les études ont également confirmé la préoccupation exprimée dans le problématique de l'étude, à savoir de l'existence d'une dysharmonie dans les politiques de développement urbain indonésiennes qui s'adressent aux villes petites et moyennes, à leurs caractéristiques, processus et défis de l'urbanisation rapide que celles-ci enregistrent, en particulier au regard du développement urbain durable.

Cette étude montre que les défis du processus d'urbanisation en Indonésie se sont accrus, à mesure de l'expansion du processus à l'échelle régionale. Ces derniers temps, l'intensification du processus d'urbanisation en Indonésie ne se manifeste pas seulement dans de nombreuses villes importantes, mais il se produit également dans plusieurs *kabupaten*, précédemment considérés comme des régions non urbaines. Cette étude a indiqué que le processus d'urbanisation des *kabupaten* n'est pas un phénomène limité aux trois *kabupaten* observés ; il se produit également dans de nombreux *kabupaten* de l'île de Java, en particulier dans ceux qui se trouvent dans le voisinage des grandes villes et ceux qui se trouvent sur les corridors de la route nationale de *Pantura* ou sur des routes importantes entre les grandes villes

de l'île de Java, même s'il y avait également quelques *kabupaten* fortement urbanisés en dehors de ces deux types de localisation.

Les analyses ont montré que le processus d'urbanisation dans les *kabupaten* dont les activités non urbaines dominent l'utilisation des sols, est différent de celui observé dans les grandes villes, sa principale différence étant qu'il implique la formation et le développement de plusieurs villes petites et moyennes qui se dispersent dans le territoire des *kabupaten* urbanisés, alors que le processus d'urbanisation des grandes villes ne concerne habituellement que la formation et le développement d'une agglomération urbaine, c'est-à-dire de la ville elle-même.

Les villes formées dans le processus d'urbanisation du territoire des *kabupaten* se développent avec des taux de croissance différents ; elles peuvent donc avoir des tailles et des échelles de développement également différentes. En outre, les analyses de cette étude, qui font référence à ce processus dans le cas de trois *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide, ont montré également que certaines villes petites et moyennes formées ont atteint une taille équivalente à celle de nombreuses villes municipales petites et moyennes en Indonésie.

Le développement plus récent du processus d'urbanisation dans l'île de Java n'a pas seulement conduit certains *kabupaten* à devenir des endroits importants pour la concentration de la population urbaine ainsi que des activités urbaines. Certains *kabupaten* présentent en outre un fort taux d'urbanisation, dans l'île de Java, certains d'entre eux enregistrent des taux d'urbanisation de plus de 80 % et parfois avec plus d'un million de personnes vivant dans les agglomérations urbaines sur leur territoire, un nombre beaucoup plus élevé que la plupart des villes municipales indonésiennes, dont seulement onze des quelque cent villes municipales indonésiennes aujourd'hui.

La notion de l'amplification de l'échelle du processus d'urbanisation en Indonésie correspond à l'observation de Barney Cohen sur le rôle croissant des petites villes dans l'avenir de l'urbanisation des pays en développement, celles-ci étant vouées à absorber une grande partie de la population urbaine, même si les grandes villes continueront de jouer un rôle significatif dans le processus d'urbanisation de ces pays (Cohen, 2004). À cet égard, la grande tendance du processus d'urbanisation du territoire des *kabupaten* va non seulement changer la configuration spatiale du système urbain de l'île de Java, mais il affectera également l'avenir urbain dans le pays. Ainsi, l'avenir du développement urbain en Indonésie ne sera pas seulement influencé par la forte croissance urbaine dans ses grandes villes

municipales, mais il sera également influencé par le processus d'urbanisation qui s'est produit dans de nombreux *kabupaten*. Il va se caractériser par la croissance rapide de la population urbaine qui agrandira la taille de leurs villes majeures, ainsi que par la multiplication du nombre des villes dans les *kabupaten* urbanisés.

Pour cette raison, le phénomène d'urbanisation des *kabupaten* ne peut être ignoré et mérite une attention et des réponses particulières. Il est important également de noter que les *kabupaten* urbanisés peuvent ainsi devenir des circonscriptions "non urbaines" en principe, mais qui, outre la gestion du développement rural ainsi que du développement régional, doivent assurer la gestion du développement urbain de plusieurs villes petites et moyennes, en raison des caractéristiques spatiales de leur territoire.

En outre, avec l'utilisation du concept et du point de vue du développement durable, c'est-à-dire l'approche intégrée entre les dimensions écologique, économique et sociale, ainsi que la dimension organisationnelle, que nous avons tenté d'appliquer dans cette recherche, le cadre d'analyse a donné une approche utile pour la compréhension des défis du processus d'urbanisation dans le territoire des *kabupaten*, ainsi que des relations entre les défis relatifs aux différentes dimensions du processus d'urbanisation, y compris les problèmes du contrôle de l'utilisation des sols (dérivé des défis relatifs à l'approche écologique), les problèmes de la pauvreté (dérivé des défis relatifs à l'approche socio-économique), les problèmes de l'égalité des chances pour la population (dérivé des défis relatifs à l'approche sociale), et les problèmes de la gouvernance (dérivé de défis relatifs à l'approche organisationnelle de la gestion régionale). Par conséquent, le cadre d'analyse offre une vue d'ensemble d'en « haut » et d'en « bas », du « centre » et de « périphérie » pour la compréhension approfondie des problèmes que soulève le processus d'urbanisation des *kabupaten*.

L'étude des trois *kabupaten* observés montrent que certaines villes impliquées dans le processus d'urbanisation des *kabupaten*, en particulier celles qui se trouvent en plaine, dans les corridors des routes régionales les plus importantes dans le *kabupaten*, s'étendent et se rapprochent les unes des autres, en raison de la forte tendance de l'extension vers l'extérieur de chaque ville. Dans ce mode de développement, la croissance des villes provoque une forte consommation des sols agricoles, ainsi que des sols naturels qui se trouvent dans les périphéries des villes, les transformant en sols urbains. D'un côté, la grande conversion foncière qui se produit dans une région dont les sols sont utilisés de manière prédominante par les activités agricoles n'a pas seulement diminué considérablement les surfaces agricoles dans la région, mais elle a réduit également les opportunités d'emploi pour la grande partie de la

population qui dépend des activités agricoles comme principale source de revenu. Le cas du *kabupaten* de Tegal a montré que la réduction des opportunités d'emploi dans les activités agricoles n'est pas une chose facile à surmonter pour ceux qui en dépendent, parce qu'ils n'ont généralement pas de formation et / ou ne disposent pas des compétences nécessaires pour travailler dans d'autres secteurs. En conséquence, beaucoup de ceux qui ont perdu leur emploi dans le secteur agricole ne peuvent que travailler dans le secteur informel, dans des activités qui ne sont en mesure de fournir qu'un moyen de survie. Dans ce contexte, la diminution des opportunités d'emploi du secteur agricole dans les régions en transition, comme dans le cas des *kabupaten* en voie du processus d'urbanisation rapide, peut ralentir les efforts visant à éradiquer la pauvreté dans la région. De l'autre côté, la grande conversion des terres en terres urbaines a aussi accru la charge du *kabupaten*, celui-ci devant fournir des infrastructures et services urbains pour répondre à l'expansion des zones urbaines. Avec le grand retard du service des infrastructures dans certaines zones urbaines existantes et la faible capacité de la région à fournir des infrastructures, la conversion massive de terres en terres urbaines a provoqué une situation de développement inégal entre les villes dans les *kabupaten*, certaines villes bénéficiant d'un meilleur équipement en services que d'autres.

Les analyses développées dans cette étude ont également montré l'échec du gouvernement des *kabupaten* dans la gestion de leur processus d'urbanisation ainsi que de leur développement urbain, et particulièrement dans la gestion des défis apparus dans leur processus d'urbanisation. Cet échec se manifeste par l'incapacité du *kabupaten* à exercer un contrôle de l'expansion urbaine (alors que celle-ci consomme une grande partie des surfaces agricoles), à maintenir et développer des opportunités d'emploi, et à instaurer une égalité de la qualité des services entre les villes du *kabupaten*, la tendance étant de fournir des meilleurs infrastructures et services urbains dans certaines zones, en particulier dans la ville capitale du *kabupaten*. Habituellement, les zones où les pauvres vivent ne sont pas celles qui reçoivent la meilleure attention du gouvernement. Ainsi, la différence de qualité des infrastructures et des services urbains peut réduire l'effectivité des efforts de réduction de la pauvreté.

Dans ce contexte, la présente étude prend en considération le fait que le manque de capacité institutionnelle dans la gestion du développement urbain est, pour le gouvernement de *kabupaten* le facteur le plus important de son échec dans la gestion du processus d'urbanisation. Pourtant ce facteur est également influencé par quelques autres facteurs interdépendants qui ont fait obstacle à l'augmentation de la capacité du gouvernement de *kabupaten*. Parmi ceux-ci figurent le facteur historique, la perception des personnes clés dans

le gouvernement et les différences de conception de l'urbanisation et de la ville ainsi que du besoin relatif à la fonction de la gestion urbaine, l'incapacité du *kabupaten* à effectuer sa propre étude d'évaluation des besoins, le leadership défavorable à l'amélioration de la capacité de gestion du développement urbain, et le manque de sensibilisation du gouvernement des *kabupaten* quant à la croissance urbaine qui a lieu dans les villes petites et moyennes, sur leur territoire.

Pour cette raison, notre thèse souligne l'importance de l'amélioration des capacités du gouvernement des *kabupaten* dans la gestion de développement urbain, particulièrement dans les *kabupaten* en voie d'urbanisation rapide, de manière à réduire les effets négatifs du processus d'urbanisation pour la population ainsi que pour la région, et à profiter du processus d'urbanisation pour améliorer le bien-être et la qualité de vie de la population, ainsi que pour renforcer le système urbain dans la région. Outre la nécessité de l'amélioration des capacités institutionnelles des *kabupaten* dans la gestion de développement des infrastructures urbaines ainsi que dans la gestion de développement économique, notre thèse souligne l'importance de l'augmentation des capacités d'orientation et de contrôle de l'utilisation des sols. Le besoin d'amélioration de ces compétences est mis en évidence par l'expérience des trois *kabupaten* observés. Cette expérience montre que l'utilisation incontrôlée des sols et la conversion massive de sols dans les *kabupaten* sont des problèmes clés ; non seulement ceux-ci ne peuvent pas ménager de l'existence des ressources limitées en sols agricoles fertiles ainsi qu'en terres naturelles, mais ils sont également exposés à la croissance de la pauvreté ainsi provoquée par les mutations foncière, et au développement inégal entre les villes dans les régions ainsi transformées.

En vue d'avoir, à l'avenir, un meilleur contrôle du développement des villes des *kabupaten*, l'amélioration des capacités devrait inclure non seulement la formulation de stratégies d'utilisation des sols, soit à l'échelle du *kabupaten* soit à l'échelle des villes, mais également inclure l'amélioration des institutions et mécanismes par lesquels les acteurs publics et privés peuvent assurer un contrôle plus efficace du développement urbain..

Patsy Healey (2006) mentionne qu'il ne suffit pas de concevoir un développement des institutions prenant appui sur des arrangements formels au sein du gouvernement. Elle souligne que les institutions doivent être conçues par ceux qui les utilisent en fonction de leurs besoins. Ainsi elle considère que les processus collaboratif avec les communautés de parties prenantes pour la mise en œuvre de la stratégie de développement des institutions doivent être organisés, de sorte à produire des infrastructures institutionnelles aussi proches que possible

des mondes vécus des participants. Elle soutient que cela peut être réalisé à travers le développement du capital social, intellectuel et politique propre aux parties prenantes, y compris celui des institutions gouvernementales, afin d'élaborer des stratégies répondant aux intérêts collectifs dans la gestion du changement de l'environnement local. En outre, dans le cas de l'existence de conflits d'intérêts entre le gouvernement local et la population, ou certains groupes d'intérêts, quant à telle politique de l'utilisation de sols en Indonésie, Hudalah *et al.* (2010) montrent que le débat et la bonne communication entre le gouvernement et les autres parties prenantes peuvent ouvrir de nouvelles possibilités conduisant à la résolution du conflit.

Ainsi, la participation des propriétaires fonciers et d'autres organismes non gouvernementaux, ainsi que d'autres groupes de la population dans ces mécanismes est également appelée à jouer un rôle important dans le développement des mécanismes du contrôle du développement urbain : les propriétaires fonciers ont été identifiés comme des acteurs très importants, ayant le pouvoir d'influer fortement sur le processus de développement urbain, et les organismes non gouvernementaux ainsi que d'autres groupes de population peuvent jouer des rôles importants dans la mobilisation des débats et dans l'extension des réseaux relatifs à la politique de développement urbain ; ils peuvent également contribuer à améliorer les capacités institutionnelles du gouvernement à travers l'amélioration des débats sur les politiques et le renforcement de la communication entre le gouvernement et les citoyens.

En utilisant la notion de capacité d'adaptation telle qu'elle s'est développée dans les débats sur le changement climatique (voir Plummer & Armitage, 2010), on peut suggérer que l'amélioration des capacités du gouvernement des *kabupaten* pour faire face à l'urbanisation de leur territoire devrait également concerner le renforcement de leur capacité d'adaptation, afin de répondre aux changements que connaît leur territoire. C'est là une nécessité pour contrecarrer la tendance à l'inertie qui existe dans la perception de certains responsables de haut niveau, ou de niveau moyen, du gouvernement des *kabupaten*, ceux-ci continuant à considérer que les *kabupaten*, étant des circonscriptions non urbaines, n'ont pas besoin, à la différence des villes municipales, d'une attention particulière quant à la gestion de leur développement urbain. Sans une bonne capacité d'adaptation de la part des gouvernements des *kabupaten*, les changements internes nécessaires et l'amélioration des capacités de la gestion du développement urbain dans les *kabupaten* seraient difficile à réaliser.

En constatant que la structure organisationnelle des gouvernements locaux indonésiens a été également influencée par les lignes directrices du gouvernement central, on peut considérer que l'amélioration des capacités de gouvernement de *kabupaten* dans la gestion urbaine peut être renforcée si la formulation de l'organigramme des gouvernements locaux est également améliorée. Une telle amélioration des lignes directrices devrait impliquer la différenciation entre les *kabupaten* et les municipalités en tant que deux circonscriptions locales dotées de structures spatiales différentes, en particulier pour les *kabupaten* qui ont déjà de taux d'urbanisation élevé et / ou ont un grand nombre de population urbaine. Les cas de différenciation des circonscriptions locales qui se sont bien développées, comme montré dans les lignes directrices formulées en 2001, peuvent servir de référence pour cette amélioration. À cet égard, le taux d'urbanisation et / ou le nombre de la population urbaine dans la région peuvent être considérés comme une nouvelle variable qui devrait être intégrée dans les lignes directrices de l'organisation du gouvernement local, en plus des trois variables prises en compte dans les lignes directrices récentes : le nombre de la population, la superficie et le montant du budget de la région.

Enfin, dans le but de soutenir l'amélioration des capacités et des compétences des *kabupaten* urbanisés pour la gestion de leur processus d'urbanisation, la présente recherche devrait favoriser le soutien à des études similaires relatives au processus d'urbanisation et à la gestion urbaine dans les *kabupaten* et / ou dans petites villes en Indonésie. Un tel soutien est, en effet, nécessaire, compte tenu du caractère encore très limité de ce type d'études, la majeure partie des études relatives à l'urbanisation et à la gestion urbaine en Indonésie comme la majorité des études se rapportant aux grandes villes importantes, telles que Jakarta ou Bandung. Or, au cours des dernières décennies, l'Indonésie a commencé à connaître une expansion de son processus d'urbanisation, celui-ci gagnant les petites villes des *kabupaten*. Les petites villes des *kabupaten* méritent par conséquent une attention nouvelle, car elles sont appelées à devenir des espaces de vie pour une majorité d'habitants urbains indonésiens.

Bibliographie

Bibliographiques

- Aguilar, A. & Ward, P.M. (2003), « Globalization, regional development, and mega-city expansion in Latin America: Analyzing Mexico City's periurban hinterland », *Cities*, Vol. 20, n° 1, pp 3-21.
- Akindola, R.B. (2009), « Towards a definition of poverty : Poor people's perspectives and implications for poverty reduction », *Journal of Developing Societies*, Vol. 25, n° 2, pp 121-150.
- Alexander, E.R. (2001), « Governance and transaction cost in planning system: a conceptual framework for institutional analysis of land-use planning and development control – the case of Israel », *Environmental and Planning B: Planning and Design*, Vol. 28, pp 755-776.
- Alisjahbana, A.S., Yusuf, A.A., Chotib, Yasin, M., & Soeprbo, T.B (2003), Understanding the Determinants and Consequences of Income Inequality in Indonesia, une communication dans la conférence de Bangkok sur l'analyse comparative des inégalité de revenu dans l'Asie Oriental, organisée par le National Institute for Developmant Administration (NIDA), Thaïlande, et la Fondation de Friedrich Naumann, à Bangkok les 26 à 28 janvier 2003, <http://www.eadn.org/reports/iwebfiles/i04.pdf>
- Amis, P. & Kumar, S. (2000), « Urban economic growth, infrastructure and poverty in India: lessons from Visakhapatnam », *Environment & Urbanization*, Vol. 12, n° 1, pp 185-196.
- Amis, P. (1995), « Employment creation or environmental improvements: A literature review of urban poverty and policy in India », *Habitat International*, Vol. 19, n° 4, pp 485-497.
- Angotti, T [1993] *Metropolis 2000: Planning, Poverty and Politics*. London, Routledge
- Atkinson, A. (1998), *Developments in Urban Environmental Planning and Management in Indonesia: the secondary cities of Sulawesi*, London, Unité de planification du développement, Université College de Londres.
- Atkinson, Adrian, (2000), *Promoting sustainable human development in cities of the south: A Southeast Asian perspective*, United Nation Research Institute for Social Development, Occasional Paper no 6, Geneva, 41 pages

-
- Atkinson, Sarah J., (1993), « Urban health in the Third Worlds : a Guide to the Literature », *Environment and Urbanization*, vol 5, n° 2, pp. 146-152.
- Badshah, Akhtar A., (1996), *Our urban future: new paradigms for equity and sustainability*, London et New Jersey, Zed Books Ltd.
- Baker, K., Kooy, M., Shofiani, N.E., & Martijn, E.J., (2008), « Governance failure: Rethinking the institutional dimensions of urban water supply to poor households », *World Development*, vol 36, n° 10, pp. 1891-1915.
- Beaujeu-Garnier, Jacqueline (1995), « *Géographie Urbain* », 4e édition mise en jour, Paris, Armand Colin, 149 pages.
- Benjamin, S. (2000), « Governance, economic settings and poverty in Bangalore », *Environment & Urbanization*, Vol. 12, n° 1, pp 35-56.
- Binns, J.A., R.A. Maconachie & A.I. Tanko (2003), « Water, land and health in urban and peri-urban food production: the case of Kano, Nigeria », *Land Degradation and Development*, n° 14, pp. 431-444.
- Biro Pusat Statistik (2008), *Berita resmi Statistik: Tingkat Kemiskinan di Indonesia Tahun 2008*, Jakarta, 8 pages.
- Biro Pusat Statistik, 2002, « *Pedoman Analisis Sensus Penduduk 2000* », Jakarta, 164 pages.
- Boadi, K., Kuitunen, M., Raheem, K. & Hanninen, K. (2005), « Urbanisation without development: Environmental and health implications in African cities », *Environment, Development and Sustainability*, Vol. 7, n° 4, pp 465-500.
- Bonaiuto, M., Fornara, F. et Bonnes, M. (2006), « Perceived residential environment quality in middle- and low-extension Italian cities », *Revue européenne de psychologie appliquée*, Vol. 56, pp. 23–34.
- Bowman, T. et Thompson, J. (2009), « Barriers to implementation of low-impact and conservation subdivision design: Developer perceptions and resident demand », *Landscape and Urban Planning*, Vol. 92, pp. 96–105.
- Braimoh, A.K. & Onishi, T. (2007), « Spatial determinants of urban land use change in Lagos, Nigeria », *Land Use Policy*, n° 24, pp 502–515
- Brata, A. G. (2009), « Spatial Concentration of the Informal Small and Cottage Industry in Indonesia », *ASEAN Economic Bulletin*, Vol. 26, n° 2, pp 215-226.

-
- Cahyat, A. (2004), « Bagaimana kemiskinan diukur : beberapa model penghitungan kemiskinan di Indonesia », dans le *Government Brief*, un bulletin de CIFOR (*Center for International Forestry Research*) dans son programme de *Forest and Governance*, no 2, November, pp 1-8.
- Camagni, Roberto, Capello, Roberta, et Nijkamp, Peter (1998), « Towards sustainable city policy: an economy-environment technology nexus », *Ecological Economics*, no 24, pp. 103-118.
- Cao, W., Zhu, H., & Chen, S. (2007), « Impacts of urbanization on topsoil nutrient balances— a case study at a provincial scale from Fujian, China », *Catena*, n° 69, pp 36-43.
- Carlson, T.N. & Arthur, S.T. (2000), « The impact of land use — land cover changes due to urbanization on surface microclimate and hydrology: a satellite perspective », *Global and Planetary Change*, n° 25, pp 49-65.
- Chassande, Pierre (2002), *Developpement durable. Pourquoi ? Comment ?*, Aix-en-Provence, Éditions Édisud.
- Cheema, S. et Rondinelli, D. (ed.) (1983), « Decentralization and Development : Policy implication in developing countries », Sage Publications, Beverly Hills.
- Chitekwe, B. & Mitlin, D. (2001), « The urban poor under threat and in struggle : Options for urban development in Zimbabwe, 1995-2000 », *Environment & Urbanization*, Vol. 13, no 2, pp 85-101.
- CIFOR (2002), Warta Kebijakan CIFOR, Centre for International Forestry Researches, Bogor, <http://www.cifor.cgiar.org/acm/download/pub/wk/warta03.pdf>
- Clark, David, 1998, 'Interdependent Urbanization in Urban World: An Historical Overview', *The Geographical Journal*, Vol. 164, No. 1 (March 1998), p.85-95.
- Cohen, B. (2004), « Urban growth in developing countries: a review of current trends and a caution regarding existing forecast », *World Development*, Vol. 32, n° 1, pp 23-51.
- Cohen, B. (2006), « Urbanization in developing countries: current trends, future projections and key challenges for sustainability », *Technology in Society*, no 28, pp. 63-80.
- Cui, X. et Ryan, C. (2011), « Perceptions of place, modernity and the impacts of tourism e Differences among rural and urban residents of Ankang, China: A likelihood ratio analysis », *Tourism Management*, Vol. 32, pp. 604-615.

-
- Da Cunha, Antonio (2005a). « Introduction : Développement durable, transformation urbaines et projet : en enjeux et défis ». Da Cunha, Antonio, et al. (Ed.), *Enjeux du développement urbain durable : Transformation urbaines, gestion des ressources et gouvernance* (pp. 9 – 11). Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Da Cunha, Antonio (2005b). « Régime d'urbanisation, écologie urbaine et développement durable : vers un nouvel urbanisme », dans Da Cunha, Antonio, et al. (Ed.), *Enjeux du développement urbain durable : Transformation urbaines, gestion des ressources et gouvernance* (pp. 13 – 37). Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Davey, K., (1993), « The institutional framework for planning, and the role of local government », dans Devas N. et Rakodi C. (ed.), *Managing fast growing cities: New approaches to urban planning and management in the Developing World*, Essex, Longman House.
- Davies, B. (1968), *Social Needs and Resources in Local Services*, London, Michael.
- Davis, Kingsley (1955), « The Origin and Growth of Urbanization in the World », *The American Journal of Sociology*, vol. 60, no 5, World Urbanism, March, p. 429-437.
- Devas, N. (1997), "Indonesia: what do we mean by decentralization?", *Public Administration and Development*, Vol. 17, pp. 351-367.
- Devas, N. & Korboe, D. (2000), « City governance and poverty: the case of Kumasi », *Environment & Urbanization*, Vol. 12, no 1, pp 123-135.
- Devas, Nick and Rakodi, Carole (1993a), « The urban challenge », dans Devas N. et Rakodi C. (ed.), *Managing fast growing cities: New approaches to urban planning and management in the Developing World*, Essex, Longman House.
- Devas, Nick and Rakodi, Carole (1993b), « Planning and managing urban development », dans Devas N. et Rakodi C. (ed.), *Managing fast growing cities: New approaches to urban planning and management in the Developing World*, Essex, Longman House.
- Dewan Energi Nasional (2012), Siaran Pers Sidang Anggota ke-7 Dewan Energi Nasional Tahun 2012, disponible à l'internet sur <http://www.esdm.go.id/siaran-pers/55-siaran-pers/5358-sidang-anggota-ke-7-dewan-energi-nasional.html>

-
- Dewan, A.M. & Yamaguchi, Y (2009), « Land use and land cover change in Greater Dhaka, Bangladesh: Using remote sensing to promote sustainable urbanization », *Applied Geography*, n° 29, pp 390–401.
- Dirdjosisworo, S. (1978), *Aspek Legal tentang Perencanaan Kota di Indonesia*, Bandung, PT Karya Nusantara.
- Drakakis-Smith, D. (1996), « Third world Cities: Sustainable Urban Development II- Population, Labour and Poverty », *Urban Studies*, Vol. 33, n^{os} 4-5, pp 673-701.
- Drakakis-Smith, David (1995), « Third world cities: sustainable urban development, 1 », *Urban Studies*, vol 32, nos 4-5, pp. 659-677.
- Evans, Jeremy, 1984, 'The growth of urban center in java since 1961', *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, Vol.20, No. 1, April 1984, p.44-57.
- Firdaus, M. (2006), « Organisasi Perangkat Daerah Ditinjau dari Perspektif Pemerintah Pusat dan Daerah », *Jurnal Administrasi Negara*, Vol. 12, n° 2, pp. 11-24.
- Firebaugh, Glen (1979), « Structural determinants of urbanisation in Asia and Latin America, 1950-1970 », *American Sociological Review*, Vol. 44 (April), pp. 199-215.
- Firman, T. (1992), « The spatial pattern of urban population growth in Java, 1980-1990 », *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, vol 28, no 2, p. 95-109.
- Firman, T. (1997), « Land Conversion and Urban Development in the Northern Region of West Java, Indonesia », *Urban Studies*, Vol. 34, n° 7, pp 1027-1046.
- Firman, T. (1998), « The restructuring of Jakarta Metropolitan Area : a “global city” in Asia », *Cities*, vol 15, no 4, pp. 229–243.
- Firman, T. (1999), « Guest Editorial: Indonesian cities under the “Krismon”, A great “urban crisis” in Southeast Asia », *Cities*, Vol. 16, n° 2, pp 69-82.
- Firman, T. (2000), « Rural to urban land conversion in Indonesia during boom and bust periods », *Land Use Policy*, n° 17, pp. 13-20.
- Firman, T. (2002), « Urban development in Indonesia, 1990–2001: from the boom to the early reform era through the crisis », *Habitat International*, n° 26, pp 229–249.
- Firman, T. (2004), « Demographic and spatial patterns of Indonesia’s recent urbanization », *Population, Space and Place*, n° 10, pp 421–434.

-
- Firman, T. (2009), « The continuity and change in mega-urbanization in Indonesia: A survey of Jakarta–Bandung Region (JBR) development », *Habitat International*, n° 33, pp 327-339.
- Firman, T., & Dharmapatni, I. A. I. (1995), « The emergence of extended metropolitan regions in Indonesia: Jabotabek and Bandung Metropolitan Area », *Review of Urban and Regional Development Studies*, n° 7, pp 167–188.
- Firman, T., Kombaitan, B., & Pradono, P. (2007), « The dynamics of Indonesia’s urbanization, 1980–2006 », *Urban Policy and Research*, Vol. 25, n° 4, pp 413–434.
- Forbes, D. et Lindfield, M. (1998), « Urbanization in Asia : Lesson learned and innovative responses », Australian Agency for International Development, Canberra.
- Frank, T.R., (1996), « Managing sustainable development : Definitions, paradigms, and dimensions », *Sustainable Development*, vol 4, pp. 53-60.
- Friedmann, John (1973), “*Urbanization, Planning and National Development*”, Beverly Hills, Sage Publication. 351 pages.
- Friedmann, John et Wolff, G. (1982), « World cities formation: an agenda for research and action », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 6, n° 3, p. 309-344.
- Friedmann, John et Wulff, R. (1975), « *The Urban Transition: comparative studies of newly industrializing societies* », London, Edward Arnold Publishers. 96 pages.
- Fujihara, M., Hara, K., & Short, K.M. (2005), « Changes in landscape structure of “yatsu” valleys: a typical Japanese urban fringe landscape », *Landscape and Urban Planning*, n° 70, pp 261–270.
- Garcia, J. G. (2000), « Indonesia’s trade and price interventions: Pro-Java and pro-urban », *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, Vol. 36, n° 3, pp 93-112.
- Garr, D. (1989), « Comment: Indonesia's Kampung Improvement Program: Policy Issues and Local Impacts for Secondary Cities », *Journal of Planning Education and Research*, Vol. 9, n° 1, pp 79-83.
- Gibbs, Jack P (1966), “Measures of Urbanization”, *Social Forces*, Vol 45, No 2, p. 170-177.
- Gibbs, Jack P (1967), “Further Observation on ‘Measures of Urbanization’”, *Social Forces*, Vol 46, No 1, p. 400-405.

-
- Giebels, L.J. (1986), « An Indonesian-Dutch Concept on Metropolitan Planning of the Jakarta-Region » dans *The Indonesian City: Studies in Urban Development and Planning*, édité par Peter J.M. Nas, Dordrecht-Holland, Foris Publications.
- Godfrey, B. J. (1999), « Revisiting Rio de Janeiro and Sao Paulo », *Geographical Review*, Vol. 89, n° 1, pp 94-121.
- Grodach, C. (2011), « Barriers to sustainable economic development: The Dallas–Fort Worth experience », *Cities* Vol. 28, pp. 300–309.
- Hall, Tim (2006), “*Urban Geography*”, 3eme edition, London and New York, Routledge Taylor & Francis Group, 198 pages.
- Hardoy, Jorge E., Diana Mitlin et David Satterthwaite (1992). « *Environmental problems in Third World cities* », 302 pages, London, Earthscan Publication Limited.
- Harris, N. (1988), « Economic development and Urbanisation », *Habitat International*, Vol. 12, n° 3, pp 5-15.
- Harris, N. (1990), « Urbanisation, economic development and policy in developing countries », *Habitat International*, Vol. 14, n° 4, pp 3-42.
- Harris, N. (1990), « Urbanisation, economic development and policy in developing countries », *Habitat International*, Vol. 14, n° 4, pp 3-42.
- Henderson, J. V. (2009), « Cities and development », *Journal of Regional Science*, Vol. 20, n° 10, pp 1-26.
- Hengzhou, X., Futian, Q., & Zhongxing, G. (2007), « Dynamic changes and optimal allocation of arable land conversion in transition of Jiangsu Province », *China Population, Resources and Environment*, Vol. 17, no 5, pp. 54-58.
- Herlianto (1986), *Urbanisasi dan Pembangunan Perkotaan*, Bandung, Penerbit Alumni.
- Holden, Erling & Kristin Linnerud (2007), « The Sustainable Development Area: Satisfying Basic Needs and Safeguarding Ecological Sustainability », *Sustainable Development*, no 15, pp. 174-187.
- Hope, K.R. (1986), « Urbanization and economic development in the Third World : An overview », *Cities*, Vol. 3, n° 1, pp 41-57.
- Hudalah, D. & Woltjer, J. (2007), « Spatial planning system in transitional Indonesia », *International Planning Studies*, Vol. 12, n° 3, pp 291-303.

-
- Hudalah, D. & Woltjer, J. (2007), *Governance, administration and development: making the state work*, Basingstoke, Macmillan.
- Hudalah, D., Winarso, H., & Woltjer, J. (2010), « Planning by opportunity: an analysis of periurban environmental conflicts in Indonesia », *Environment and Planning*, Vol. 42, n° 9, pp 2254-2269.
- Hugo, G., Champion, A., & Lattes, A. (2003), « Toward a New Conceptualization of Settlements for Demography », *Population and Development Review*, Vol. 29, n° 2, pp 277-297.
- Imhoff, M.L., Bounoua, L., DeFries, R., Lawrence, W.T., Stutzer, D., Tucker, C.J., & Ricketts, T. (2004), « The consequences of urban land transformation on net primary productivity in the United States », *Remote Sensing of Environment*, n° 89, pp 434-443.
- Iqbal, M. & Sumaryanto (2007), « Strategi Pengendalian Alih Fungsi Lahan Pertanian Bertumpu pada Partisipasi Masyarakat », *Analisis Kebijakan Pertanian*, Vol. 5, No. 2, pp. 167-182, <http://pse.litbang.deptan.go.id/ind/pdf/files/ART5-2c.pdf>
- Jacques Véron, (2006), *L'urbanisation du Monde*, Paris, La Découverte.
- James, V.U. (Ed.) (1998), « Capacity building in developing countries : Human and environmental dimensions », Praeger, Westport, Connecticut, London.
- Jones, Franck Lancaster (1967), “A Note on Measures of Urbanization, with a Further Proposal”, *Social Forces*, Vol 46, No 2, p. 275-279.
- Juliman, D. (2006), *The world's first slum upgrading programme*, une communication dans le *World Urban Forum: an International UN-Habitat Event on Urban Sustainability*, en Vancouver, Canada, 19-23 juin 2006.
- Kammeier, H. Detlef, 2005, *Rural-Urban Linkages in the Mekong Region: a conceptual framework and policy implications for a region in transition*, in United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT), *Urban-Rural Linkages Approach to Sustainable Development*, 271 pages.
- Kantor Statistik Kabupaten Malang (1986), *Kabupaten Malang dalam Angka 1985* (le monograph du kabupaten de Malang 1985), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik Malang (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten de Malang), Purwakarta.

-
- Kantor Statistik Kabupaten Malang (1991), *Kabupaten Malang dalam Angka 1990* (le monograph du kabupaten de Malang 1990), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik Malang (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten de Malang), Purwakarta.
- Kantor Statistik Kabupaten Malang (1996), *Kabupaten Malang dalam Angka 1995* (le monograph du kabupaten de Malang 1995), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik Malang (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten de Malang), Purwakarta.
- Kantor Statistik Kabupaten Malang (2001), *Kabupaten Malang dalam Angka 2000* (le monograph du kabupaten de Malang 2000), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik Malang (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten de Malang), Purwakarta.
- Kantor Statistik Kabupaten Malang (2006), *Kabupaten Malang dalam Angka 2005* (le monograph du kabupaten de Malang 2005), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik Malang (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten de Malang), Purwakarta.
- Kantor Statistik Kabupaten Purwakarta (1986), *Kabupaten Purwakarta dalam Angka 1985* (le monograph du kabupaten de Purwakarta 1985), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Purwakarta), Purwakarta.
- Kantor Statistik Kabupaten Purwakarta (1991), *Kabupaten Purwakarta dalam Angka 1990* (le monograph du kabupaten de Purwakarta 1990), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Purwakarta), Purwakarta.
- Kantor Statistik Kabupaten Purwakarta (1996), *Kabupaten Purwakarta dalam Angka 1995* (le monograph du kabupaten de Purwakarta 1995), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Purwakarta), Purwakarta.
- Kantor Statistik Kabupaten Purwakarta (2001), *Kabupaten Purwakarta dalam Angka 2000* (le monograph du kabupaten de Purwakarta 2000), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Purwakarta), Purwakarta.

-
- Kantor Statistik Kabupaten Purwakarta (2006), *Kabupaten Purwakarta dalam Angka 2005* (le monograph du kabupaten de Purwakarta 2005), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Purwakarta), Purwakarta.
- Kantor Statistik Kabupaten Tegal (1987), *Kabupaten Tegal dalam Angka 1986* (le monograph du kabupaten de Tegal 1986), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Tegal), Slawi.
- Kantor Statistik Kabupaten Tegal (1991), *Kabupaten Tegal dalam Angka 1990* (le monograph du kabupaten de Tegal 1990), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Tegal), Slawi.
- Kantor Statistik Kabupaten Tegal (2001), *Kabupaten Tegal dalam Angka 2000* (le monograph du kabupaten de Tegal 2000), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Tegal), Slawi.
- Kantor Statistik Kabupaten Tegal (2006), *Kabupaten Tegal dalam Angka 2005* (le monograph du kabupaten de Tegal 2005), Cabang Perwakilan Biro Pusat Statistik (la direction du Bureau central de statistique à kabupaten Tegal), Slawi.
- Kasarda, John D. & Edward M. Crenshaw (1991), « Third World Urbanization : Dimensions, Theories, and Determinants », *Annual Review of Sociology*, vol. 17, p. 467-501.
- Kementerian Energi dan Sumber Daya Mineral (2011), Berita Listrik : Rasio Elektrifikasi Kuartal I 2011 capai 67,99%, disponible à l'internet sur <http://www.esdm.go.id/berita/listrik/39-listrik/4547-rasio-elektrifikasi-kuartal-i-2011-capai-6799-.html>
- Kironde, J. M. L. (2006), « The regulatory framework, unplanned development and urban poverty: findings from Dar es Salaam, Tanzania », *Land Use Policy*, n° 23, pp 460-472.
- Kuncoro, M. (2002), *Analisis Spasial dan Regional: Studi Aglomerasi & Klaster Industri Indonesia*, AMP YKPN, Yogyakarta.
- Laborde, P. (2000), « Le rôle géographique des grandes villes » dans *Les très grandes concentrations urbaines*, les dossiers des images économiques du monde, collection dirigée par André Gamblin et coordonnée par Pierre Bruyelle, SEDES, Paris.

-
- Laganier, Richard et al (2002), « Le développement durable face au territoire: éléments pour une recherche pluridisciplinaire », *Revue Développement Durable et Territoire*, Dossier 1 : Approches territoriales du Développement Durable, www.revue-ddt.org.
- Laquian, A. (1995), « The governance of mega-urban regions », dans McGee, T. & Robinson, I.M. (ed.), *The mega –urban regions of Southeast Asia*, Vancouver, UBC Press.
- Laryea-Adjei, G. (2000), « Building capacity for urban management in Ghana: some critical considerations », *Habitat International*, Vol. 24, pp 391-401.
- Latapí, A.E. & de la Rocha, M.G. (1995), « Crisis, restructuring and urban poverty in Mexico », *Environment & Urbanization*, Vol. 7, no 1, pp 57-75.
- Lefèvre, C. (2008), « Democratic governability of metropolitan areas: International experiences and lessons for Latin American cities », in Rojas, Eduardo, Juan R. Washington DC, *Governing the Metropolis: Principles and cases*, Inter-American Development Bank et David Rockefeller Center for Latin American Studies in Harvard University.
- Lemelin, André et Polèse, Mario (1995), « Développement économique, urbanisation et concentration urbaine : essai de synthèse », dans Mario Polese et Wolfe Jeanne M (éd), *L'Urbanisation des Pays en Développement*, Paris, Economica.
- Levia, D. F. (1998), « Farmland conversion and residential development in North Central Massachusetts », *Land Degradation and Development*, n° 9, pp. 123-130.
- Li, L., Sato, Y., & Zhu, H. (2003), « Simulating spatial urban expansion based on physical process », *Landscape and Urban Planning*, n° 64, pp 67–76.
- López, E., Bocco, G., Mendoza, M., Duhau, E. (2001), « Predicting land-cover and land-use change in the urban fringe: a case in Morelia city, Mexico », *Landscape and Urban Planning*, n° 55, pp 271–285.
- Lowry, Ira S. (1990), « World Urbanization in Perspective », *Population and Development Review*, vol. 16, n° 6, p. 148-176.
- Mancebo, François (2006), *Le développement durable*, Paris, Armand Colin.
- Mardiansjah, F.H. (2011), « Tantangan pengembangan kapasitas pengelolaan dan pembangunan perkotaan bagi kabupaten dengan tingkat urbanisasi tinggi », dans Gunawan, M.P., Nurzaman, S.S., & Warpani, S.P., *Menarik pelajaran dari 50 tahun*

-
- perjalanan perencanaan wilayah dan kota di Indonesia*, Bandung, Penerbit ITB & Yayasan Sugijanto Soegijoko.
- Martin, Jean-Yves (2002). « Introduction : Les temps et l'espace des sociétés ». Martin, Jean-Yves (Ed.), *Développement durable ? Doctrines, pratiques Évaluation* (pp. 37 – 47). Paris, IRD (Institut de Recherche pour le Développement) Éditions.
- Masakazu, Ichimura (2003), *Urbanization, Urban Environment and Land Use: Challenges and opportunities*, Asia-Pacific Forum for Environment and Development Expert Meeting, An Issue Paper, Guilin, 14 pages
- McGee, T. (1991), « The emergence of Desakota regions in Asia: expanding a hypothesis », dans N. Ginsburg, B. Koppel, & T. G. McGee (Eds.), *The extended metropolis: Settlement transition in Asia* (pp. 3–25). Honolulu, The University of Hawaii Press.
- McGee, T. (1995), « Retrofitting the emerging mega-urban regions of ASEAN: an overview », dans T. G. McGee, & I. Robinson (Eds.), *The mega-urban regions of Southeast Asia* (pp. 3–26). Vancouver, University of British Columbia Press.
- McGee, T. (2005), « Distinctive urbanization in the peri-urban regions of east and Southeast Asia: renewing the debates », *Jurnal Perencanaan Wilayah dan Kota*, Vol. 16, no 1, pp 39–55.
- McGee, T., & Robinson, I. (1995), *The mega-urban region of Southeast Asia*, Vancouver, University of British Columbia Press.
- McGee, T.G. (1967), « *The Southeast Asian City: A Social Geography of the Primate Cities of Southeast Asia* », [London] G. Bell and Sons, Ltd, 204 pages.
- McGee, Terry G. (1971), *The urbanization process in the third world: Exploration in search of a theory*, London, G. Bell and Sons, Ltd.
- Mera, K. (2000), *Decentralisation and capacity building : selecting modes of training of Indonesia*, une communication au 47eme Rencontre de l'Amérique du nord sur l'Association internationale des Sciences Régionales, Chicago, 9 – 12 Novembre.
- Merlin, Pierre et Choay, Françoise (2005), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, Quadrige/Manuel.
- Metzger, Pascale et Dominique Couret (2002). « La ville durable côté Sud : entre utopies et pratiques ». Martin, Jean-Yves (Ed.), *Développement durable ? Doctrines, pratiques*

-
- Évaluation* (pp. 162 – 181). Paris, IRD (Institut de Recherche pour le Développement) Éditions.
- Milone, P. D. (1964), « Contemporary urbanization in Indonesia », *Asian Survey*, Vol. 4, n° 8, pp 1000-1012.
- Ministère d'énergie et ressources minérales (2011), Berita Listrik : Rasio Elektrifikasi Kuartal I 2011 capai 67,99%, disponible à l'internet sur <http://www.esdm.go.id/berita/listrik/39-listrik/4547-rasio-elektrifikasi-kuartal-i-2011-capai-6799-.html>
- Mitlin, D. (2005), « Chronic poverty in urban areas », *Environment & Urbanization*, Vol. 17, n° 2, pp 3-10.
- Mitra, S (1968), “Measures of Urbanization’: A Comment”, *Social Forces*, Vol 47, No. 2, p. 220-221.
- Moomaw, R. L. & Shatter, A. M. (1996), « Urbanization and economic development: a bias toward large cities? », *Journal of Urban Economics*, n° 40, pp 13-37.
- Morand-Deville, Jacqueline (2006), *La ville durable*, disponible au internet sur <http://www.esmpu.gov.br/publicacoes/meioambiente.htm>
- Navarro, L. (2001), « Exploring the environmental and political dimensions of poverty: the cases of the cities of Mar del Plata and Necochea-Quequén », *Environment & Urbanization*, Vol. 13, n° 1, pp 185-199.
- Naylor, R. L. & Falcon, W. P. (1995), « Is the locus of poverty changing? », *Food Policy*, Vol. 20, n° 6, pp 501-518.
- Oetomo, A. & Koesbiantoro, B.S. (1999), « Improving urban land management in Indonesia », dans Ansari, J.H. & von Einsiedel, N. (ed), *Urban land management : improving policies and practices in developing countries of Asia*, New Delhi, Urban Management Program, Oxford & IBH Publishing.
- ONU (1995), *Municipal Land Management in Asia: A comparative study*, CityNet Regional Network of Local Authorities for Management of Human Settlement, New York, 130 pages.

-
- ONU (2004), *World Urbanization Prospects: The 2003 Revision*, New York, L'Organisation des Nations Unies (<http://www.un.org/esa/population/publications/wup2003/WUP2003Report.pdf>) dans 28 Novembre 2006.
- ONU (2006), *World Urbanization Prospects: The 2005 Revision : Executive Summary, Fact Sheets, Data Tables*, New York, L'Organisation des Nations Unies (<http://www.un.org/esa/population/publications/wup2003/WUP2003Report.pdf>) dans Novembre 2008.
- ONU (2008), *World Urbanization Prospects The 2007 Revision: Highlights*, New York, Department of Economic and Social Affairs: Population Division.
- Parnell, S., Simon D., & Vogel, C. (2007), « Global environmental change: conceptualizing the growing challenge for cities in poor countries », *Area*, Vol. 39, n°3, pp. 357-369.
- Pauchard, A., Aguayo, M., Peña, E., & Urrutia, R. (2006), « Multiple effects of urbanization on the biodiversity of developing countries: The case of a fast-growing metropolitan area (Concepción, Chile) », *Biological Conservation*, n° 127, pp 272-281.
- Peltenburg, M. et.al. (2000), « Capacity building for urban management : lessons from recent experiences », *Habitat International*, Vol. 24, pp. 363-373.
- Polèse, Mario et Wolfe, Jeanne M., éd, (1995), *L'urbanisation des pays en développement*, Paris, Economica.
- Polk, M. (2011), « Institutional capacity-building in urban planning and policy-making for sustainable development: success or failure? », *Planning Practice & Research*, Vol. 26, n° 2, pp 185-206.
- Potter, RB and Lloyd-Evans, S, 1998, *The city in the developing world*, Singapore, Adison Wesley Longman Singapore.
- Prijono Tjiptoherijanto, P. (1997), *Migrasi, urbanisasi, dan pasar kerja di Indonesia*, Jakarta, Penerbit Universitas Indonesia.
- Pugh, Cedric (1995), « Urbanization in developing countries », *Cities*, vol. 12, no 6, p. 381-398.
- Rabinovitch, Jonas, (1992). 'Curitiba: towards sustainable urban development', *Environment and Urbanization*, Vol. 4, No. 2 (October 1992), p.62-73.

-
- Rakodi, C. (1995), « Poverty lines or household strategies? A review of conceptual issues in the study of urban poverty », *Habitat International*, Vol. 19, n° 4, pp 407-426.
- Rees, William E., (1992). 'Ecological footprints and appropriated carrying capacity: what urban economics leaves out', *Environment and Urbanization*, Vol. 4, No. 2 (October 1992), p.121-130.
- Reissman, Leonard (1964), « *The Urban Process, Cities in Industrial Societies* », [New York] Free Press of Glencoe, 255 pages.
- Resosudarmo, B. P. & Vidyattama, Y. (2006), « Regional Income Disparity in Indonesia: A Panel Data Analysis », *ASEAN Economic Bulletin*, Vol. 23, n° 1, pp 31-44.
- Robbins, S.P., et Judge, T.A. (2009), *Organizational Behavior*, New Jersey, Pearson Prentice Hall.
- Rompré, G., Robinson, D., & Descrochers, A. (2008), « Causes of habitat loss in a Neotropical landscape: The Panama Canal corridor », *Landscape and Urban Planning*, n° 87, pp 129–139.
- Rondinelli, D. A. (1983), « Towns and small cities in Developing Countries », *Geographical Review*, Vol. 73, n° 4, pp. 379-395.
- Sassen, Saskia (2001). « Cities in the global economy ». Paddison R (Ed.), *Handbook of urban studies* (pp. 256– 272). London, Sage Publications.
- Satterthwaite, David (1992). 'Sustainable Cities or Cities that Contribute to Sustainable Development?', *Urban Studies*, Vol. 34, No. 10, p.1667-1691.
- Saxena, K.B.C., (1996), « Re-engineering public administration in Developing Countries », *Long Range Planning*, vol 29, no 5, pp. 703-711.
- Seto, K.C., Sánchez-Rodríguez, R., & Fragkias, M. (2010), « The New Geography of Contemporary Urbanization and the Environment », *The Annual Review of Environment and Resources*, no 35, pp. 167-194.
- Sharbatoghlie, Ahmad (1991), *Urbanization and regional disparities in post-revolutionary Iran*, Boulder, San Francisco, Oxford, Westview Press.
- Stephens, Carolyn (1996), « Healthy cities or unhealthy islands? The health and social implications of urban inequality », *Environment and Urbanization*, vol 8, no 2, pp. 9-30.

-
- Sullivan III, W.C. (1994), « Perceptions of the rural-urban fringe: citizen preferences for natural and developed settings », *Landscape and Urban Planning*, Vol. 29, pp. 85-101.
- Sutrisna, K.F., (2010), Kondisi Kelistrikan Indonesia, disponible à l'internet sur <http://kadekadokura.wordpress.com/2010/08/10/>
- Suyanto (2012), *Lambatnya BOS 2011 dan Suksesnya BOS 2012*, disponible à l'internet sur <http://dikdas.kemdiknas.go.id/content/opini-dirjen/lambatnya-bos1.html>
- Svirejeva-Hopkins, A. & H.-J Schellnhuber (2008), « Urban expansion and its contribution to the regional carbon emissions : Using the model based on the population density distribution », *Ecological Modelling*, n° 216, pp. 208-216.
- Swaminathan, M. (1995), « Aspects of urban poverty in Bombay », *Environment & Urbanization*, Vol. 7, n° 1, pp 133-143.
- Swyngedouw, E., & Heynen, N. C. (2003), « Urban political ecology, justice and the politics of scale », *Antipode*, Vol. 35, n° 5, pp. 839-1042.
- Tacoli, Cecilia (2006), « *The Earthscan Reader in Rural-urban Linkages* (Earthscan Readers Series) », London : Routledge, 352 pp.
- Tisdale, Hope (1942), « The process of urbanization », *Social Forces*, vol. 20, no 3, March, p. 311-316.
- Tsoukas, H. (2010), « Strategic Decision Making and Knowledge: A Heideggerian Approach », dans *Handbook of Decision Making*, édité par Paul C. Nutt et David C. Wilson, Sussex-United Kingdom, John Wiley & Sons.
- Turner, M. & Hulme, D. (1997), « Governance, administration and development : making the state work », Macmillan, Basingstoke.
- Turner, M. (1999a), « Central-local relations : themes and issues » dans *Central-local relations in Asia-Pacific*, ed. Mark Turner, Macmillan Press Ltd., London.
- Turner, M. (1999b), « Conclusion : learning from case studies » dans *Central-local relations in Asia-Pacific*, ed. Mark Turner, Macmillan Press Ltd., London.
- UNFPA (2007), “*State of World Population 2007: Unleashing the potential urban growth*”, accédé du <http://www.unfpa.org/swp/2007/english/introduction.html> dans 20 janvier 2009.

-
- USAID (2009), Democratic Decentralization Strategic Assessment: Indonesia: the Final Report, un rapport préparé pour l'Agence des États-Unis pour le développement international, Numéro du contrat USAID DFD-I-00-04-00227-00 (n° 15 Ordonnance de travail) dans le cadre du Global-Services Analytiques II IQC.
- Verburg, P.H., Veldkamp, T.A. & Bouma, J. (1999), « Land use change under conditions of high population pressure: the case of Java », *Global Environmental Change*, no. 9, pp. 303-312.
- Werlin, Herbert (1999), « The slum upgrading myth », *Urban Studies*, vol 36, no 9, pp. 1523-1534.
- Whitehead, Mark (2003), « (Re)Analysing the Sustainable City : Nature, Urbanisation and the Regulation of Socio-environmental Relation in the UK », *Urban Studies*, vol 40, no 7, pp. 1183-1206.
- Williams, G. (1999), « Institutional capacity and metropolitan governance », *Cities*, Vol. 16, no. 3, pp. 171 – 180.
- Winarso, H. & Mattingly, M. (1999), *Local participation in Indonesia's Urban Infrastructure Investment Programming: Sustainability Through Local Government Involvement?*, London, Unité de planification du développement, Université College de Londres, disponibles à partir de : http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_infrastructure/pdf_public_private_services/DPU_Mattingly_Participation_Indonesia_Urban_Infrastructure.pdf.
- Wratten, E. (1995), « Conceptualizing urban poverty », *Environment & Urbanization*, Vol. 7, n° 1, pp 11-33.
- Xiao, J., Shen, Y., Ge, J., Tateishi, T., Tang, C., Liang, Y., & Huang, Z. (2006), « Evaluating urban expansion and land use change in Shijiazhuang, China, by using GIS and remote sensing », *Landscape and Urban Planning*, n° 75, pp. 69-80.
- Xuemei Bai, X., McAllister, R.R.J., Beaty, R.M., et Taylor, B. (2010), « Urban policy and governance in a global environment: complex systems, scale mismatches and public participation », *Current Opinion in Environmental Sustainability*, Vol. 2, pp. 129–135.
- Yim, N.H., Kima, S.H., Kim, H.W., et Kwahk, K.Y. (2004), « Knowledge based decision making on higher level strategic concerns: system dynamics approach », *Expert Systems with Applications*, Vol. 27, pp. 143–158.

